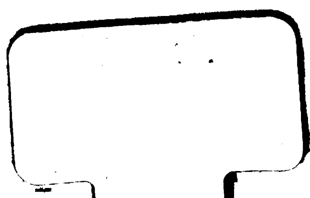




Machiavelli

[illegible]

HISTOIRE

DE FLORENCE.

Machiavelli

V

HISTOIRE

DE FLORENCE.

CATALOGUE DE LA BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER.

VICTOR HUGO.

Notre-Dame de Paris, 2 vol.
Le Dernier jour d'un Condamné, } 1 vol.
Bug-Jargal, }
Han d'Islande, 1 vol.
Odes et Ballades, 1 vol.
Orientales, 1 vol.
Feuilles d'Automne, } 1 vol.
Chants du Crépuscule, }
Voix intérieures, } 1 vol.
Les Rayons et les Ombres. }
Théâtre, 2 séries.
Cromwell, 1 vol.
Littérature et Philosophie mêlées, 1 vol.

DE BALZAC.

Physiologie du Mariage, 1 vol.
Scènes de la Vie privée, 2 séries.
Scènes de la Vie de province, 2 séries.
Scènes de la Vie parisienne, 2 séries.
Le Médecin de Campagne, 1 vol.
Le Père Goriot, 1 vol.
La Peau de Chagrin, 1 vol.
César Birotteau, 1 vol.
Le Lys dans la Vallée, 1 vol.
La Recherche de l'Absolu, 1 vol.
Histoire des Treize, 1 vol.
Eugénie Grandet, 1 vol.

ALFRED DE VIGNY.

Cinq-Mars, 1 vol.
Stello, 1 vol.
Servitude et Grandeur militaires, 1 vol.
Théâtre complet, 1 vol.
Poésies complètes, 1 vol.

ALFRED DE MUSSET.

Poésies complètes, 1 vol.
Comédies et Proverbes, 1 vol.
Nouvelles, 1 vol.
Confession d'un Enfant du Siècle, 1 vol.

CHARLES NODIER.

Romans (Jean Sbogar, Thérèse, etc.), 1 vol.
Contes (Trilby, La Fée, etc., etc.), 1 vol.
Nouvelles (Souvenirs de Jeunesse, etc.), 1 vol.
Souvenirs de la Révolution, 1 vol.

GOETHE.

Le Faust complet, trad. Henri Blaze, 1 vol.
Werther, suivi de *Hermann*, trad. Leroux, 1 v.
Théâtre, trad. X. Marmier, 1 vol.

MADAME DE STAEL.

Corinne, 1 vol.
Delphine, avec préface de Sainte-Beuve, 1 vol.
De l'Allemagne, avec préface de X. Marmier, 1 v.

CASIMIR DELAVIGNE.

Messéniennes et Poésies diverses, 1 vol.
Théâtre complet, 3 séries.

SAINTE-BEUVE.

Poésies complètes, 1 vol.
Volupté, 1 vol.

AIMÉ MARTIN.

De l'Education des Mères de famille, 1 vol.
Lettres à Sophie sur la Physique, etc., 1 vol.

OUVRAGES DE CHOIX.

Œuvres du comte Xavier de Maistre, 1 vol
Adolphe, etc., etc., par Benjamin Constant, 1 v.
Du Pape, par Joseph de Maistre, 1 vol.
Essais sur l'Histoire de France, par Guizot, 1 v.
Satyre Ménippée, avec notes, par C. Labitte, 1 v.
Œuvres de la comtesse de Souza, 1 vol.
Physiologie du goût, par Brillat-Savarin. } 1 v.
La Gastronomie, poème par Berchoux. }

Obermann, par de Senancour, 1 vol.
Manon Lescaut, par l'abbé Prévost, 1 v
Poésies complètes d'André Chénier, 1 v
Valérie, par Mme de Krudner, 1 vol.
Poésies de Millevoye, 1 vol
Nouvelles Génevoises, par Töpffer, 1 vol.
Poésies d'Antoine de Latour, 1 vol

CLASSIQUES FRANÇAIS.

Théâtre de J. Racine, 1 vol.
Caractères de La Bruyère, 1 vol.
Pensées de Pascal, 1 vol.
Fables de La Fontaine, 1 vol.
Siècle de Louis XIV, par Voltaire, 1 vol.
Discours sur l'Histoire univ. de Bossuet
Confessions de J.-J. Rousseau, 1 vol.
Gil Blas, 1 vol.
Œuvres de Rabelais, 1 vol.
Les Cent Nouvelles Nouvelles, 2 vol.

CLASSIQUES ÉTRANGERS TRAD. EN FRANÇA

Dante. — Divine Comédie, tr. A. Brizeux. }
— La Vie Nouvelle, tr. Delecluze. }
Le Paradis Perdu, trad. Pongerville } 1
Voyage sentimental de Sterne, trad. }
Théâtre de Schiller, trad. X. Marmier, 2
Guerre de Trente ans, par Schiller, 1 vo
La Jérusalem délivrée, tr. A. Desplaces, 1
Lord Byron, trad. Benj. Laroche, 4 série
Œuvres de Silvio Pellico, tr. A. de Latour,
Le Koran, trad. nouv., par Kasimirsky, 1
Mémoires d'Alfieri, trad. Ant. de Latour, 1
La Messiade de Klopstock, trad. en fr., 1
Le Vicaire de Wakefield, tr. Mme Belloc,
Morale de Jésus-Christ et des Apôtres, 1
Histoire générale des Voyages, 3 séries.
Tom Jones, trad. Léon de Wailly, 2 vol.
Confucius, traduit par M. Pauthier, 1 vol.
Confessions de S. Augustin, tr. S.-Victor, 1
Les Lusiades, de Camoëns, trad. nouv., 1 vo
Les Fiancés, de Manzoni, tr. R. Dussueil, 1 v
Théâtre et Poésies, de Manzoni, t. de Latour,
Tristram Shandy, de Sterne, tr. Wailly, 1 v
Simple Histoire, tr. par L. de Wailly, 1 vol.

CLASSIQUES GRECS TRADUITS EN FRANÇAIS.

Comédies d'Aristophane, trad. Artaud, 1 v
Théâtre de Sophocle, trad. Artaud, 1 vol.
Théâtre d'Eschyle, tr. par Alex. Pierron, 1
République de Platon, trad. nouvelle, 1 v.
Romans grecs, trad. nouv. 1 v.
Histoire d'Hérodote, 2 vol.
Moralistes anciens (Socrate, Epictète, etc.), 1
Histoire de Thucydide, 1 vol.
Diogène-Laërce, Vies des Philosophes, 1 v.
Lucien, Dialogues, satir. philosop., etc., 1 vol.
Petits poèmes (Hésiode, etc., etc.), 1 vol.
L'Iliade d'Homère, traduction nouvelle, 1 vol.
L'Odyssée d'Homère, trad. nouv. 1 vol.
Lyriques, 1 vol.

OUVRAGES SOUS PRESSE.

Descartes, 1 vol.
Leibnitz, 2 séries.
Bacon, 2 séries.
Malebranche, 2 séries.
Spinosa, 2 séries.
Poésies et Chants du Nord, p. X. Marmier, 1 v.
Romancero espagnol, tr. par F. Denis, 2 séries.
Poésies de Mme de Girardin, 1 vol.
Nouvelles Parisiennes, par *la même*, 1 vol.
Poésies de Goethe, tr. par Henri Blaze, 1 vol.
Poésies de Henri Blaze, 1 vol.
Tableau de la Littérature, par Barante, 1 vol.
Éducation des Femmes, p. Mme de Remusat, 1 v.
Hist. de Philippe-Auguste, par Capefigue, 2 v.

(Novembre 1841.) **122 volumes sont en vente.** Imp. par Béthune et Plon.

HISTOIRE
DE FLORENCE,

PAR

NICOLAS MACHIAVEL;

TRADUCTION DE J.-V. PÉRIÈS,

REVUE ET CORRIGÉE.

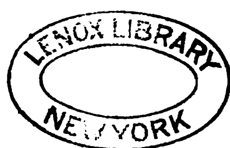


PARIS,

CHARPENTIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

29, RUE DE SEINE.

1842.


LENOX LIBRARY
NEW YORK

A

NOTRE TRÈS-SAINT ET BIENHEUREUX PÈRE ET SEIGNEUR

CLÉMENT SEPTIÈME,

SON HUMBLE SERVITEUR

NICOLAS MACHIAVEL.

BIENHEUREUX ET TRÈS-SAINT PÈRE,

Votre Sainteté, avant d'être parvenue au rang suprême où nous la voyons aujourd'hui, m'ayant commis le soin d'écrire les choses exécutées par le peuple florentin, j'ai employé toute la diligence et tout le talent que m'ont départis la nature et l'expérience, pour satisfaire à sa volonté. Parvenu à ces temps où la mort du magnifique Laurent de Médicis a changé la face de toute l'Italie, les événements qui se sont depuis succédé exigent, par leur grandeur et leur élévation, qu'on les traite dans un style plus élevé aussi et plus noble. J'ai

donc jugé convenable de resserrer dans un seul volume tout ce que j'ai écrit jusqu'à cette époque, de le présenter à Votre Très-Sainte Béatitude, afin qu'elle commence du moins à jouir des fruits dont elle a semé les germes, ainsi que de mes travaux. En le lisant, Votre Très-Sainte Béatitude verra d'abord, après que la puissance de l'Empire romain eut commencé à défaillir en Occident, par combien de désastres, et sous combien de princes l'Italie, pendant plusieurs siècles, a changé la face de ses États; elle verra comment le souverain Pontife, les Vénitiens, le royaume de Naples et le duché de Milan, obtinrent les premiers un rang et un empire dans cette contrée; elle verra comment sa patrie, s'étant, par ses dissensions mêmes, affranchie du joug des Empereurs, resta divisée jusqu'au moment où elle commença à se gouverner à l'ombre de votre maison.

Votre Très-Sainte Béatitude m'a particulièrement imposé le devoir d'écrire les grandes choses qu'ont exécutées ses ancêtres, de manière à montrer que je fus sans cesse éloigné de toute flatterie; car, autant elle aime à entendre une louange vraie sortir de la bouche des hommes, autant lui déplaisent les éloges mensongers et donnés par complaisance. Mais je crains bien qu'en parlant de la bonté de Jean, de la sagesse de Côme, de l'humanité de Pierre, de la magnificence et de la prudence de Laurent, Votre Sainteté ne m'accuse d'avoir transgressé ses ordres. Il me sera facile de me laver de ce reproche auprès d'elle et de ceux à qui

mes récits pourraient déplaire s'ils étaient peu fidèles. Ayant trouvé les Mémoires de ceux qui, en différents temps, ont écrit leur histoire, remplis de leurs louanges, je devais ou les montrer tels que je les voyais, ou me taire comme un envieux. S'ils ont caché sous leurs plus belles actions une ambition contraire, comme on le dit, à l'utilité commune, moi, qui ne l'y vois point, je ne suis point tenu d'en parler. Aussi, dans le cours de ma narration, je n'ai jamais voulu couvrir une action blâmable d'un prétexte honorable, ni obscurcir un fait digne de louange sous le prétexte qu'il fut exécuté dans une vue qui ne l'était pas.

Toutes les parties de mon Histoire laissent voir combien je suis éloigné de l'adulation ; particulièrement dans les harangues publiques et dans les discours privés directs ou indirects, lesquels, avec les expressions et l'humeur du personnage qui parle, manifestent, sans aucune réserve, son caractère tout entier. Je m'attache seulement à éviter partout les paroles haineuses comme peu convenables à la dignité et à la vérité de l'histoire. Quiconque examinera mes écrits sans prévention, ne pourra donc m'accuser de flatterie, surtout s'il considère avec quelle brièveté j'ai parlé du père de Votre Sainteté. Sa vie trop courte en est la cause : elle ne lui permit pas de se faire connaître, et je n'ai pu l'illustrer par mes écrits ; mais ses œuvres sont assez grandes et assez magnifiques, puisqu'il a donné le jour à Votre Sainteté. Ce bienfait l'emporte dans la balance sur toutes les actions de ses ancêtres, et lui procurera plus

de siècles de renommée que sa mauvaise fortune ne lui a ravi d'années d'existence.

Je me suis donc efforcé ici, Très-Saint et Bienheureux Père, de satisfaire tout le monde, en évitant d'altérer la vérité, et peut-être personne ne sera content. Mais quand cela serait, je ne m'en étonnerais pas; car, à mon avis, il est impossible de ne point blesser beaucoup de monde en écrivant les événements contemporains. Néanmoins, j'entre avec confiance dans la carrière, plein de l'espoir que, honoré et soutenu jusqu'à ce jour par la bienfaisance de Votre Sainteté, j'aurai encore pour me protéger et me défendre les légions armées de son très-saint jugement. C'est donc avec le courage et la confiance qui m'ont soutenu jusqu'à présent dans mes écrits, que je poursuivrai mon entreprise, à moins que la vie ne m'échappe; ou que Votre Sainteté ne m'abandonne.

PRÉFACE

DE NICOLAS MACHIAVEL

AU TRÈS-HONORÉ SEIGNEUR

LE CARDINAL JULES DE MÉDICIS.

LORSQUE je délibérai d'écrire les choses exécutées au dedans et au dehors par le peuple florentin, mon dessein était d'abord de commencer mon récit à l'année 1434 de l'ère chrétienne, temps auquel la famille des Médicis, par les vertus de Côme et de Jean son père, acquit dans Florence plus d'autorité qu'aucune autre. Je présumais alors que Messer Leonardo d'Arrezzo et Messer Poggio, deux excellents historiens, auraient raconté en détail tout ce qui avait précédé cette époque. Mais ayant lu ensuite avec soin leurs écrits, pour voir la marche et l'ordre qu'ils avaient suivis dans leurs récits, afin de procéder comme eux

et d'obtenir, pour l'histoire que j'entreprenais, les suffrages des lecteurs, j'ai trouvé qu'ils n'avaient rien négligé de ce qui concerne les guerres soutenues par les Florentins contre les princes et les peuples étrangers, mais qu'ils ont entièrement passé sous silence une partie de ce qui a rapport aux discordes civiles, aux inimitiés domestiques, et de ce qui en est résulté, et qu'ils ont glissé si rapidement sur le reste, que leur histoire ne peut apporter aux lecteurs ni utilité ni plaisir. Je crois que ce qui les a déterminés à écrire ainsi, c'est que des événements leur parurent si peu importants qu'ils les jugèrent indignes d'être transmis à la mémoire, ou qu'ils craignirent d'offenser les descendants de ceux auxquels ils auraient lieu, dans leurs narrations, d'adresser des reproches. Ces deux motifs, qu'ils me permettent de le dire, me paraissent tout à fait indignes d'hommes aussi supérieurs. Si quelque chose plaît ou instruit dans l'histoire, c'est le récit détaillé des événements; si quelque leçon est utile aux citoyens qui gouvernent les républiques, c'est la connaissance de l'origine des haines et des divisions, afin que, rendus sages par le péril d'autrui, ils puissent maintenir la concorde. Si les exemples tirés de l'histoire de toute république nous intéressent, ceux que nous lisons dans la nôtre nous touchent bien davantage, et nous sont bien plus profitables. Et si jamais dans une république les divisions furent remarquables, celles de Florence le sont au plus haut degré. Dans la plupart des républiques dont la mémoire nous a été

contentées d'une seule division, qui
selon les circonstances, a servi pour accroître
la cité ou à la renverser; mais Florence, non con-
tente d'une seule, en a vu plusieurs s'opérer dans son
sein.

A Rome, comme chacun sait, après que les rois eurent été chassés, la discorde naquit entre les nobles et le peuple, et la république se maintint dans cet état jusqu'à l'époque de sa destruction. Ainsi fit Athènes, et toutes les républiques qui fleurirent dans ce temps. Mais à Florence, ce furent d'abord les nobles qui se divisèrent entre eux; puis les nobles et le peuple, et en dernier lieu le peuple et la populace; et souvent même il arriva que le parti demeuré vainqueur se divisa en deux nouveaux partis. De ces divisions naquirent autant de meurtres, d'exils, d'extinctions de familles que jamais on en vit naître dans aucune ville dont l'histoire ait gardé le souvenir. Aucun exemple, à mon gré, ne prouve mieux la puissance de notre cité, que celui de nos dissensions, qui auraient suffi pour anéantir un État plus grand et plus puissant. Florence, au contraire, parut toujours y puiser de nouvelles forces. Tels étaient le courage et l'énergie de ses citoyens, leur ardeur à travailler à leur propre grandeur et à celle de la patrie, que le petit nombre de ceux qui échappaient à tant de désastres contribuaient bien plus à sa gloire par leur vertu, que n'avait pu lui être funeste la rigueur des événements qui avaient détruit une si grande quantité de ses citoyens. Et certes, si Florence eût été

assez heureuse, après avoir secoué le joug de l'Empire, pour trouver une forme de gouvernement qui eût maintenu la concorde dans son sein, je ne sais quelle république, ou moderne, ou ancienne, lui eût été préférable, tant elle se fût illustrée par ses vertus guerrières et son industrie. A peine avait-elle chassé de ses murs cette foule de Gibelins dont toute la Toscane et la Lombardie furent inondées, que, dans la guerre contre Arezzo, et un an avant la journée de Campaldino, on vit les Guelfes, de concert avec ceux qui n'avaient point été bannis, tirer du sein de Florence même, et parmi ses propres citoyens, douze cents hommes d'armes et douze mille fantassins. Plus tard, dans la guerre contre Philippe Visconti, duc de Milan, forcés de déployer les ressources de leur industrie et non celles de leurs armes, qui alors se trouvaient détruites, on vit les Florentins, durant les cinq années que dura cette guerre, dépenser trois millions cinq cent mille florins; et, lorsqu'elle fut finie, mécontents de la paix, et comme pour faire parade de la puissance de leur cité, aller mettre le siége devant Lucques. Je ne puis donc concevoir pour quel motif ces divisions seraient indignes d'être racontées en détail. Si ces illustres écrivains ont été retenus par la crainte d'offenser la mémoire de ceux dont ils avaient à parler, ils se sont trompés, et ont fait voir qu'ils connaissaient bien peu l'ambition des hommes et le désir qu'ils ont de perpétuer le nom de leurs aïeux et le leur. Ils n'ont pas voulu se rappeler que beaucoup de ceux à qui l'occasion échappe d'ac-

quérir un nom par des actions louables s'efforcent encore de l'obtenir par des actions blâmables. Ils n'ont pas considéré que les actions qui ont en soi quelque grandeur, celles, par exemple, qui ont pour objet le gouvernement et les affaires d'État, de quelque manière qu'on s'en acquitte, quel que soit leur résultat, semblent toujours apporter aux hommes plus d'honneur encore que de blâme.

D'après ces considérations, je changeai d'avis, et je résolus de commencer mon Histoire à l'origine de notre cité. Mais comme mon intention n'est pas d'empiéter sur l'ouvrage d'autrui, je me bornerai, jusqu'en 1434, à raconter en détail ce qui s'est passé dans l'intérieur de la cité; et des événements du dehors, je n'en rapporterai que ce qui sera nécessaire pour l'intelligence des affaires du dedans. Passé l'an 1434, je traiterai à fond de l'une et de l'autre partie; et pour que cette Histoire soit mieux comprise à chacune de ses époques, je dirai, avant de m'occuper de Florence, par quels événements l'Italie fut amenée sous le joug des maîtres qui la gouvernaient alors.

Tous ces préliminaires, relatifs tant à l'Italie en général qu'à Florence en particulier, feront la matière de quatre livres : le premier racontera succinctement toutes les révolutions de l'Italie qui suivirent la chute de l'Empire romain jusqu'en 1434; le second s'étendra depuis l'origine de la ville de Florence jusqu'à la guerre qui eut lieu contre le pape après l'expulsion du duc d'Athènes; le troisième se terminera en 1414, à la mort du

roi de Naples Ladislas; dans le quatrième, nous arriverons à l'année 1434, et, à partir de cette époque, nous décrirons exactement tous les événements qui se sont passés au dedans et au dehors de Florence jusqu'aux temps où nous vivons.

HISTOIRE

DE FLORENCE.

HISTOIRE

DE FLORENCE.

LIVRE PREMIER.

De 360 à 1434.

Les peuples qui habitent les régions du nord situées au delà du Rhin et du Danube, nés sous un climat fécond et salubre, voient souvent et de telle sorte s'accroître leur population, qu'une partie d'entre eux sont obligés d'abandonner les champs paternels, et de chercher une demeure dans de nouvelles contrées. Lorsqu'une province veut se délivrer du superflu de ses habitants, ces derniers se divisent en trois portions, dont chacune contient proportionnellement la même quantité de nobles et de non-nobles, de riches et de pauvres. Après que le sort a désigné celle qui doit s'éloigner, elle va chercher fortune ailleurs; et les deux portions qui demeurent, soulagées de l'autre tiers, jouissent tranquillement des biens de leurs ancêtres. Ce furent ces nations qui détruisirent l'empire romain : les empereurs eux-mêmes leur en fournirent l'occasion. En abandonnant Rome, leur antique capitale, pour aller s'établir à Constantinople, ils avaient affaibli la partie occidentale de l'empire, que leur éloignement ne leur permettait plus de surveiller, et qui se trouva ainsi plus exposée aux rapines de leurs ministres et de leurs ennemis. Et en effet, pour renverser un tel empire, fondé par le sang de

tant d'hommes illustres, il ne fallait pas moins que tant de lâcheté dans les princes, d'infidélité dans les ministres, de force et d'opiniâtreté dans ceux qui l'assaillirent; car ce ne fut pas seulement une nation, mais une multitude de nations qui conspirèrent à sa ruine.

Les premiers qui, depuis la défaite des Cimbres par Marius, citoyen de Rome, sortirent de ces régions du nord pour attaquer les Romains, furent les Visigoths, dont le nom signifie, dans leur langue et dans la nôtre, Goths occidentaux. Après quelques rencontres sur les limites de l'empire, ils fixèrent pendant un assez long espace de temps leur demeure sur le Danube, par suite de concessions que leur firent les empereurs; et quoique souvent, pour plusieurs causes, et à diverses époques, ils se jetassent sur les provinces romaines, toujours néanmoins ils furent contenus par la puissance des empereurs. Le dernier qui les vainquit avec gloire fut Théodose. Il les soumit tellement à son obéissance, que, satisfaits de la solde qui leur était accordée, ils ne mirent aucun roi à leur tête, vécurent sous ses lois, et combattirent sous ses drapeaux. Mais à la mort de Théodose, ses deux fils, Arcadius et Honorius, ayant succédé à l'empire sans hériter des vertus et de la fortune de leur père, les circonstances changèrent avec le prince. Théodose avait mis à la tête des trois parties de l'empire trois gouverneurs : Ruffin en Orient, Stilicon en Occident, et Gildon en Afrique. Tous trois, à la mort de l'empereur, pensèrent non plus à gouverner leurs provinces, mais à s'y rendre indépendants. Gildon et Ruffin périrent dès le commencement de leur entreprise. Stilicon sut mieux dissimuler ses desseins : il chercha, d'un côté, à gagner la confiance des nouveaux empereurs, et, de l'autre, à les inquiéter si bien dans le gouvernement de l'empire, qu'il lui devint ensuite plus facile de s'en emparer.

Dans l'intention d'irriter les Visigoths, il conseilla de leur refuser la solde ordinaire; et ces ennemis ne lui paraissant pas suffisants pour troubler l'empire, il excita les Bourguignons, les Francs, les Vandales et les Alains, peuples également origi-

naires du nord, et qui déjà s'ébranlaient pour chercher des terres nouvelles, à assaillir les provinces romaines. Les Visigoths ainsi privés de leur tribut, pour se mettre mieux en état de venger leur injure, se donnèrent Alaric pour roi, attaquèrent l'empire, ravagèrent l'Italie, et, après un grand nombre d'événements, s'emparèrent de Rome, qu'ils livrèrent au pillage. Après cette victoire, Alaric mourut. Ataulfe, son successeur, épousa Placidie, sœur des empereurs, et, par suite de cette alliance, il lui fallut aller au secours de la Gaule et de l'Espagne, que les Vandales, les Bourguignons, les Alains et les Francs, poussés par les motifs que nous avons exposés, venaient d'envahir.

Il s'ensuivit que les Vandales, qui occupaient cette partie de l'Espagne connue sous le nom de Bétique, attaqués avec vigueur par les Visigoths, et hors d'état de leur résister, furent invités par Boniface, qui gouvernait en Afrique pour l'empire, à s'emparer de cette province, dans la crainte que l'empereur, contre lequel il s'était révolté, ne vînt à punir son crime. Les Vandales, déterminés par ces circonstances, poursuivirent volontiers l'entreprise, et, sous la conduite de Genséric, leur roi, ils se rendirent maîtres de l'Afrique.

Sur ces entrefaites, Théodose, fils d'Arcadius, avait succédé à l'empire. Indifférent aux affaires d'Occident, il fut cause que ces Barbares crurent pouvoir s'affermir dans leurs nouvelles conquêtes. C'est ainsi que les Vandales dominèrent en Afrique, les Alains et les Visigoths en Espagne; que non-seulement les Francs et les Bourguignons s'emparèrent des Gaules, mais encore qu'ils imposèrent leur nom aux contrées occupées par eux : ainsi, l'une fut appelée la France, l'autre, la Bourgogne.

Ces heureux succès animèrent de nouvelles peuplades au renversement de l'empire. Les Huns, autres peuples septentrionaux, s'emparèrent de la Pannonie, province située sur la rive en deçà du Danube, et qui, depuis lors, a pris de ses conquérants le nom de Hongrie. L'empereur, assailli de tous côtés, et voulant diminuer le nombre de ses ennemis, ajouta encore au

désordre, en traitant tantôt avec les Vandales, tantôt avec les Francs; et ces concessions, en augmentant la puissance et l'autorité des Barbares, diminuaient d'autant la force de l'empire.

L'île de Bretagne, que l'on appelle aujourd'hui l'Angleterre, ne fut pas à l'abri de tant de désastres. Effrayés par l'approche des Barbares qui avaient occupé la France, et ne voyant pas comment l'empereur pourrait les défendre, les Bretons appelèrent à leur secours les Angles, peuplade de la Germanie, qui, sous la conduite de Vortigère, son roi, accourut à leur secours. Ce peuple prit d'abord la défense des Bretons; ensuite il les chassa de l'île, y établit sa demeure, et, de son nom, la nomma Angleterre. Mais les habitants primitifs, chassés de leur patrie, devinrent audacieux par nécessité; et, quoiqu'ils n'eussent pu défendre leur propre pays, ils crurent qu'ils pourraient s'emparer de celui des autres. Ils passèrent donc la mer avec leurs familles, se rendirent maîtres des côtes les plus voisines, et, de leur nom, appelèrent ce pays la Bretagne.

Les Huns, maîtres, ainsi que nous l'avons dit plus haut, de la Pannonie, se réunirent à d'autres hordes, les Gépides, les Hérules, les Thuringiens, les Ostrogoths (c'est ainsi que l'on appelle dans leur langue les Goths orientaux), et s'ébranlèrent pour chercher de nouveaux pays. N'ayant pu pénétrer dans la France, que défendaient d'autres Barbares, ils vinrent en Italie, sous la conduite d'Attila, leur roi, qui, peu de temps auparavant, avait, pour régner seul, égorgé Bléda, son frère. Depuis ce meurtre, qui l'avait rendu tout-puissant, Andaric, roi des Gépides, et Valamir, roi des Ostrogoths, ne furent guère que ses sujets. Arrivé en Italie, Attila mit le siége devant Aquilée, où, sans que rien arrêtât sa marche, il demeura cependant deux années. Durant le siége, il ravagea tout le pays d'alentour, et en dispersa tous les habitants. Ce fut de là, ainsi que nous le dirons en son lieu, que prit naissance la ville de Venise. Après la prise et la ruine d'Aquilée, et d'un grand nombre d'autres cités, il se tourna vers Rome, qu'il s'abstint de détruire, fléchi par les prières du pontife, dont les vertus lui inspirèrent un tel

respect, qu'il abandonna l'Italie, et se retira en Autriche, où il mourut. Lui mort, Vélamir, roi des Ostrogoths, et les autres chefs, prirent les armes contre Éric et Uric, ses fils, tuèrent l'un, et contraignirent l'autre et ses Huns à repasser le Danube et à retourner dans leur patrie. Les Ostrogoths et les Gépides se fixèrent dans la Pannonie; les Hérules et les Thuringiens s'arrêtèrent sur la rive gauche du Danube.

Aussitôt qu'Attila eut abandonné l'Italie, Valentinien, empereur d'Occident, songea à réparer ses ruines; et pour mieux la défendre contre les Barbares, il abandonna Rome, et transféra le trône à Ravenne. Les désastres de l'empire d'Occident avaient souvent forcé l'empereur qui résidait à Constantinople, d'abandonner à d'autres la possession de Rome, comme également dispendieuse et pleine de dangers. Plusieurs fois aussi, sans sa permission, les Romains, se voyant délaissés, créaient d'eux-mêmes un empereur pour les défendre, ou bien quelque usurpateur s'emparait de l'autorité; comme on le voit à cette époque où, après la mort de Valentinien, le Romain Maxime se saisit de l'empire, et força Eudoxie, veuve de cet empereur, à l'épouser. Enflammée du désir de se venger d'une telle injure, et l'orgueil du sang royal dont elle était née ne lui permettant pas de supporter patiemment son union avec un simple citoyen, elle encouragea secrètement Genséric, roi des Vandales et maître de l'Afrique, à passer en Italie, l'excitant par l'avantage et la facilité d'une telle conquête. Attiré par l'espoir d'une telle proie, Genséric part sur-le-champ, trouve Rome abandonnée, la ravage, et s'y arrête quatorze jours entiers; il s'empare en outre d'une grande partie de l'Italie, qu'il livre au pillage, et chargé, lui et son armée, d'un immense butin, il retourne en Afrique.

Après la mort de Maxime, les Romains, qui étaient revenus dans Rome, élevèrent à l'empire le Romain Avitus. Un grand nombre d'événements se passèrent ensuite, tant en Italie qu'au dehors; plusieurs empereurs se succédèrent; et enfin le trône de Constantinople échut à Zénon, et celui de Rome à Oreste et à Augustule, son fils, qui s'emparèrent de l'empire par

artifice. Tandis qu'ils songeaient à s'y maintenir par la force, les Hérules et les Thuringiens, qui, après la mort d'Attila, s'étaient fixés, ainsi que je l'ai dit, au delà du Danube, se liguèrent ensemble, et pénétrèrent en Italie, conduits par Odoacre leur capitaine.

Les lieux qu'ils abandonnaient furent immédiatement occupés par les Lombards, peuples également sortis du nord, et conduits par leur roi Godogas. Ils furent, comme nous le dirons plus loin, le dernier fléau de l'Italie. Odoacre, à peine arrivé dans ces contrées, défit et tua Oreste près de Pavie; Augustule prit la fuite. Après cette victoire, Odoacre, pour faire perdre à Rome jusqu'à ses titres en même temps que sa puissance, abandonna le nom d'empereur pour prendre celui de roi de Rome; et il fut le premier, de tous les chefs des peuples qui parcouraient alors le monde, qui se fixa en Italie; car, jusqu'à lui, tous les autres, soit dans la crainte de ne pouvoir s'y maintenir à cause des secours que pouvaient si facilement y envoyer les empereurs d'Orient, soit pour quelque autre raison ignorée, s'étaient contentés de la dépouiller et de chercher ailleurs d'autres contrées pour y établir leur séjour.

A cette époque, le vieil empire romain obéissait aux princes suivants : Zénon, qui régnait à Constantinople, avait sous ses lois tout l'empire d'Orient; les Ostrogoths étaient les maîtres dans la Moésie et dans la Pannonie; les Visigoths, les Suèves et les Alains possédaient la Gascogne et l'Espagne; les Vandales, l'Afrique; les Francs et les Bourguignons, la France; les Hérules et les Thuringiens, l'Italie; le trône des Ostrogoths était passé à Théodoric, neveu de Vélamir. Lié d'amitié avec Zénon, empereur d'Orient, il lui écrivit que les Ostrogoths, ses sujets, trouvaient injuste que, quoique supérieurs en courage à tous les autres peuples, ils leur fussent inférieurs en puissance; qu'il lui était impossible de les tenir resserrés dans les limites de la Pannonie; de sorte que, sentant la nécessité de leur laisser prendre les armes et aller à la recherche de nouvelles contrées, il avait d'abord voulu l'en instruire, afin qu'il pût les prévenir,

en leur cédant quelques provinces où, sous sa protection, ils pussent trouver une existence plus honorable et plus facile. Zénon alors, soit crainte ou désir de chasser Odoacre d'Italie, permit à Théodoric de marcher contre lui et de prendre possession de l'Italie. Théodoric part soudain de la Pannonie, où il laisse les Gépides, ses alliés, pénètre en Italie, tue Odoacre et son fils, prend, à son exemple, le titre de roi d'Italie, et fixe sa résidence à Ravenne, déterminé par les mêmes raisons qui avaient porté Valentinien à l'habiter.

Théodoric se montra supérieur dans la guerre et dans la paix : dans l'une, il fut toujours vainqueur ; dans l'autre, il combla de bienfaits les villes et les peuples. Il distribua les Ostrogoths dans les terres conquises, et leur laissa leurs propres chefs, pour que ceux-ci pussent les commander pendant la guerre et les gouverner pendant la paix. Il agrandit la ville de Ravenne, répara les ruines de Rome, et, à l'exception de la force militaire, il rendit aux Romains tous leurs priviléges ; il contint dans leurs limites, par la seule puissance de son autorité, et sans le secours des armes, tous les rois barbares qui se partageaient l'empire. Il construisit des villes et des forteresses depuis l'extrémité de l'Adriatique jusqu'aux Alpes, afin de mettre plus facilement obstacle à l'entrée des nouveaux Barbares qui seraient tentés d'envahir l'Italie. Et si tant de vertus n'avaient été souillées sur la fin de sa vie par quelques cruautés où le portèrent des soupçons de complots dirigés contre son autorité, telles que la mort de Symmaque et de Boëce, hommes si recommandables par la sainteté de leur vie, sa mémoire, sous tous les rapports, n'eût mérité que des éloges. Par son courage et sa bienfaisance, non-seulement Rome et l'Italie, mais toutes les parties de l'empire d'Occident, furent délivrées de ces assauts perpétuels qu'elles avaient eu à supporter pendant le long espace de temps que durèrent les inondations de tant de Barbares : elles se relevèrent, virent renaître l'ordre, et jouirent enfin d'un état assez heureux.

En effet, si jamais l'Italie et les provinces parcourues par les

Barbares présentèrent une époque de désastres, ce fut celle qui s'écoula depuis Arcadius et Honorius jusqu'à Théodoric. Si l'on réfléchit combien les changements de prince ou de gouvernement sont funestes à une république ou à un royaume, même lorsqu'ils sont le fruit des dissensions civiles, et non d'une force étrangère; si ces révolutions, quelque légères qu'elles soient, suffisent pour renverser l'État le plus florissant, on imaginera combien durent souffrir l'Italie et les autres provinces de l'empire, lorsque l'on voit changer non-seulement le gouvernement et les princes, mais les lois, les mœurs, les habitudes de la vie, la religion, la langue, le costume et les noms. Si de toutes ces calamités une seule, rien que d'y penser, suffit pour glacer le cœur le plus ferme, que sera-ce quand il faudra, comme à cette époque, les voir et les supporter toutes réunies! De là la ruine, la naissance ou l'accroissement d'un grand nombre de villes : Aquilée, Luni, Chiusi, Popolonie, Fiésole, et beaucoup d'autres, furent détruites; Venise, Sienne, Ferrare, Aquilée, des châteaux et forteresses que je passe pour abréger, se relevèrent ou prirent naissance; Florence, Gênes, Pise, Milan, Naples et Bologne, de faibles bourgades qu'elles étaient, devinrent des cités puissantes; à quoi il faut ajouter la ruine et le rétablissement de Rome, et de plusieurs autres villes qui éprouvèrent des fortunes diverses.

Du milieu de ces ruines et de ces peuples nouveaux naissent de nouvelles langues, comme le montrent celles dont on se sert en France, en Espagne et en Italie; le mélange de l'idiome maternel de ces Barbares avec celui de l'ancienne Rome donne une autre forme au langage. Tout change en outre, jusqu'au nom des provinces, des lacs, des fleuves, des mers et des hommes. Ainsi, la France, l'Italie et l'Espagne, n'offrent partout que des noms nouveaux, sans nulle analogie avec les anciens, comme on le voit, pour en omettre beaucoup d'autres, dans ceux de Pô, de Garda, d'Archipel, noms tout à fait différents des antiques dénominations. Les hommes mêmes, de César et de Pompée, devinrent Pierre, Jean ou Matthieu. Mais, parmi toutes

ces révolutions, la plus importante fut le changement de religion. La résistance que l'habitude de l'ancienne croyance opposait aux miracles de la nouvelle engendra parmi les hommes des troubles et des discordes funestes. Cependant, si la religion chrétienne eût montré de l'unité, les désordres eussent été moins grands. Mais les dissensions qui existaient entre les églises grecque, romaine, et de Ravenne, entre les nombreuses sectes d'hérétiques et les catholiques, venaient, de mille façons, contrister le monde. Témoin l'Afrique, qui eut plus à souffrir du zèle des Vandales pour l'arianisme que de leur avarice et de leur férocité naturelle. Vivant au milieu de toutes les persécutions, chacun portait écrite dans ses regards l'épouvante de son cœur; et pour ajouter encore à l'horreur de ces maux, il manquait à la plupart le dernier refuge des malheureux, l'espoir dans la miséricorde de Dieu; car le plus grand nombre, ne sachant à quel dieu recourir, sans secours et sans espérance, périssait misérablement.

Théodoric mérite donc de justes louanges pour avoir le premier mis un terme à tant de maux. Pendant les trente-huit ans qu'il régna sur l'Italie, il l'éleva à un tel degré de grandeur, qu'il fit disparaître jusqu'aux traces des anciennes guerres qui l'avaient désolée. Mais après sa mort il eut pour successeur Atalaric, fils d'Amalazonte sa fille, et en peu de temps la fortune, qui n'était point encore assouvie, replongea l'Italie dans ses premiers malheurs; car Atalaric étant mort peu de temps après son aïeul, l'empire resta à sa mère, qui fut trahie par Théodat, qu'elle avait appelé près d'elle pour l'aider à gouverner l'État. Il la fit mourir, s'empara du trône, et devint, par ce crime, odieux aux Ostrogoths. L'empereur Justinien conçut alors l'espoir de les chasser d'Italie : il désigna pour chef de cette entreprise Bélisaire, qui venait de chasser les Vandales de l'Afrique, après les avoir vaincus, et de remettre cette vaste province sous le joug de l'empire. Bélisaire se rendit maître de la Sicile; de là il passa en Italie, où il s'empara de Naples et de Rome. Les Goths, alors, massacrèrent Théodat leur roi, qu'ils

regardaient comme la cause de ces revers, et élirent à sa place Vitigès, qui, après quelques légers combats, est assiégé et pris par Bélisaire dans Ravenne. Bélisaire n'avait point encore accompli sa victoire, lorsque Justinien le rappela et mit à sa place Jean et Vital, qui n'avaient rien de son courage ni de ses vertus; de sorte que les Goths reprirent confiance, et choisirent pour leur roi Ildovalde, alors gouverneur de Vérone. Ce dernier ayant été assassiné, le trône passa à Totila, qui mit en déroute les troupes de l'empereur, recouvra la Toscane et Naples, et réduisit pour ainsi dire les généraux de l'empire à la dernière de toutes les provinces que Bélisaire avait reconquises. Justinien crut alors devoir le renvoyer en Italie; mais, revenu avec trop peu de forces, ce capitaine, loin d'accroître sa réputation, y perdit plutôt celle que ses premiers exploits lui avaient acquise. En effet, pendant que Bélisaire était à Ostie avec ses troupes, Totila, sous ses yeux, enlève Rome d'assaut, et voyant qu'il ne peut ni s'en éloigner ni s'y maintenir, il la détruit en grande partie, en chasse les habitants, en emmène les sénateurs, et, sans s'embarrasser de son adversaire, conduit son armée en Calabre, à la rencontre des troupes qui accouraient de la Grèce au secours de Bélisaire. Bélisaire, voyant Rome abandonnée, conçoit un projet digne d'éloge : il entre au milieu des ruines de la ville, en relève les murailles avec toute la célérité possible, et y rappelle les habitants. Mais la fortune s'oppose à cette noble entreprise. Justinien, assailli à cette époque par les Parthes, rappelle Bélisaire, qui, pour obéir à son maître, abandonne encore l'Italie, et laisse cette province à la discrétion de Totila, qui de nouveau s'empare de Rome. Mais il ne la traita pas avec la même barbarie que la première fois; car, fléchi par les prières de saint Benoît, qui jouissait alors d'une très-grande réputation de sainteté, il forma au contraire le projet de la relever.

Cependant Justinien, après avoir fait la paix avec les Parthes, songeait à envoyer de nouvelles troupes au secours de l'Italie, lorsqu'il en fut empêché par les Esclavons, nouveaux peuples

septentrionaux qui venaient de passer le Danube, et d'assaillir la Thrace et l'Illyrie; de manière que Totila put s'emparer de presque toute l'Italie. Mais Justinien, ayant vaincu les Esclavons, envoya ses armées en Italie, sous la conduite de l'eunuque Narsès, guerrier du plus grand mérite, qui, dès son arrivée, défit et tua Totila. Les restes des Goths échappés à cette déroute se renfermèrent dans Pavie, où ils se donnèrent Téias pour roi. De son côté, Narsès, après sa victoire, prit Rome, et livra enfin bataille à Téias près de Nocera, le défit et lui fit perdre la vie. Cette victoire éteignit entièrement le nom des Goths en Italie, où, depuis le roi Théodoric jusqu'à Téias, ils avaient régné soixante-dix ans.

A peine cette partie de l'empire était délivrée des Goths, que Justinien mourut. Justin, son fils et son successeur, excité par les suggestions de l'impératrice Sophie, sa femme, rappela Narsès d'Italie, et y envoya Longin pour le remplacer. Longin, suivant l'exemple de ses prédécesseurs, fixa son séjour à Ravenne, et donna en outre une nouvelle forme à l'Italie. Il n'institua plus de gouverneurs de provinces, comme avaient fait les Goths, mais il établit dans toutes les villes ou contrées de quelque importance des chefs auxquels il donna le nom de ducs. Dans ce nouvel ordre de choses, il ne favorisa pas plus Rome que les autres villes; car, après lui avoir enlevé ses consuls et son sénat, dont les noms s'étaient du moins conservés jusqu'à cette époque, il la soumit à un duc, qui chaque année était envoyé de Ravenne; et on dit le duché de Rome. Celui qui résidait à Ravenne comme représentant de l'empereur, et qui gouvernait toute l'Italie, reçut de lui le nom d'*exarque*. Cette division facilita la ruine de l'Italie, et permit aux Lombards de s'en rendre maîtres d'une manière plus rapide.

Narsès n'avait pu voir sans une profonde indignation l'empereur lui enlever le gouvernement d'une province qu'il avait acquise par sa valeur et au prix de son sang; et Sophie, non contente de l'avoir offensé par ce rappel, y fit ajouter encore des paroles pleines de mépris, en disant qu'elle voulait le faire

revenir filer avec les autres eunuques : aussi Narsès, enflammé de colère, excita-t-il Alboin, roi des Lombards, qui régnait alors en Pannonie, à venir s'emparer de l'Italie.

Comme on l'a vu plus haut, les Lombards avaient occupé, le long du Danube, les contrées qu'avaient abandonnées les Hérules et les Thuringiens, lorsque Odoacre, leur roi, les conduisit en Italie. Ils y demeurèrent jusqu'à l'époque où le trône se trouva occupé par Alboin, homme féroce et audacieux. Alors ils passèrent le Danube, attaquèrent Comundus, roi des Gépides, qui gouvernait la Pannonie, et le vainquirent. Rosmonde, fille de Comundus, se trouva dans le butin. Alboin la prit pour femme, et étendit sa domination sur toute la Pannonie. Poussé par sa férocité naturelle, il fit du crâne de Comundus une coupe dans laquelle il buvait en commémoration de sa victoire. Mais appelé en Italie par Narsès, avec lequel, dans la guerre des Goths, il s'était lié d'amitié, il laissa la Pannonie aux Huns, qui, après la mort d'Attila, étaient, comme nous l'avons dit, retournés dans leur patrie, vint en Italie, et la trouvant divisée en une multitude d'États, il s'empara à la fois de Pavie, de Milan, de Vérone, de Vicence, de toute la Toscane, et de la majeure partie de la Flaminie, que l'on appelle aujourd'hui la Romagne. Des succès si rapides et si multipliés lui présageant la conquête de toute l'Italie, il célébra à Vérone un festin solennel dans lequel, excité à la joie par l'ivresse, il remplit de vin le crâne de Comundus, et le fit présenter à la reine Rosmonde, qui mangeait en face de lui, disant à haute voix, et de manière à être entendu d'elle, qu'il voulait que, dans une si vive allégresse, elle bût avec son père. Ces paroles furent un coup de poignard pour le cœur de Rosmonde, et elle résolut de se venger. Sachant qu'un noble lombard, nommé Almachilde, jeune homme plein de courage, aimait une de ses suivantes, elle s'entendit avec cette dernière, qui se prêta à ce que Almachilde vînt secrètement coucher avec Rosmonde en sa place. Almachilde, d'après l'avis qu'il en avait reçu, étant venu trouver la reine dans un endroit obscur, et se croyant avec sa maîtresse, coucha avec

Rosmonde, qui ensuite se fit connaître, et lui laissa le choix ou de tuer Alboin et de la posséder à jamais elle et le trône, ou de recevoir la mort des mains du roi, pour avoir déshonoré son épouse. Almachilde consentit à tuer Alboin; mais après qu'ils l'eurent assassiné, voyant qu'ils ne parviendraient pas à se mettre en possession du trône, et redoutant au contraire d'être mis à mort par les Lombards qui aimaient Alboin, ils s'enfuirent avec tout le trésor royal, et allèrent chercher un refuge à Ravenne, où Longin les accueillit avec honneur.

Au milieu de ces événements, l'empereur Justin mourut; Tibère lui succéda; mais occupé des guerres contre les Parthes, il ne pouvait secourir l'Italie. Longin crut l'occasion favorable pour devenir, à l'aide de Rosmonde et de ses trésors, roi des Lombards et de toute l'Italie : il concerta son projet avec elle, lui persuada d'assassiner Almachilde, et de le prendre lui-même pour époux. Elle accepta cette proposition, prépara une coupe de vin empoisonné, qu'elle présenta de sa main à Almachilde, qui sortait du bain pressé par la soif. A peine l'eut-il bue à demi, que, sentant ses entrailles déchirées, il en pénétra soudain la cause, et obligea Rosmonde à boire le reste : ainsi, en peu d'instants, l'un et l'autre moururent, et Longin perdit l'espoir de devenir roi.

Cependant les Lombards s'étant réunis à Pavie, dont ils avaient fait la capitale de leur royaume, élurent Cléphon pour roi. Ce prince rebâtit Imola, détruite par Narsès, s'empara de Rimini et de presque tout le pays jusqu'à Rome; mais il mourut dans le cours de ses triomphes.

Ce Cléphon poussa si loin la cruauté envers les étrangers, et même envers ses propres Lombards, que ceux-ci, effrayés du pouvoir royal, ne voulurent plus nommer de roi, et créèrent entre eux trente ducs pour gouverner l'État. Cette pensée fut cause que les Lombards n'occupèrent jamais toute l'Italie; leur domination ne s'étendit point au delà de Bénévent; et de toutes ces villes, Rome, Ravenne, Crémone, Mantoue, Padoue, Monselice, Parme, Bologne, Faenza, Forli, Césène, les unes

leur résistèrent un certain temps, les autres échappèrent toujours à leur pouvoir. Leur ardeur pour la guerre s'éteignit avec la royauté; et lorsqu'ils revinrent à l'autorité d'un roi, la liberté dont ils avaient joui les rendit moins soumis et plus portés aux discordes intestines; ce qui d'abord mit un frein à leurs conquêtes, et finit par les expulser de l'Italie. Les Lombards en étant là, les Romains et Longin firent avec eux un traité par lequel chacun devait poser les armes et jouir de ce qu'il possédait.

A cette époque, les papes commencèrent à obtenir une puissance bien plus étendue qu'ils ne l'avaient eue jusqu'alors : les premiers successeurs de saint Pierre étaient révérés des hommes pour la sainteté de leur vie et pour leurs miracles : leurs exemples propagèrent tellement la religion chrétienne, que les princes eux-mêmes furent contraints de s'y soumettre pour mettre un terme à la confusion qui régnait dans le monde. L'empereur donc étant devenu chrétien, abandonna Rome pour se rendre à Constantinople. Il résulta de cette translation, comme nous l'avons dit en commençant, que l'empire romain marcha plus promptement à sa ruine, mais que l'Église romaine en reçut un accroissement plus rapide. Cependant, jusqu'à l'invasion des Lombards, l'Italie entière n'ayant cessé d'être soumise aux empereurs ou aux rois, les pontifes ne prirent jamais, en ces temps-là, une autre autorité que celle que leur donnait le respect dû à leurs vertus et à leur doctrine. En toute autre chose, ils obéissaient aux empereurs et aux rois, qui quelquefois les firent mettre à mort, ou les employèrent comme ministres dans le gouvernement de l'État. Mais celui qui leur donna le plus d'influence et de crédit dans les affaires d'Italie, fut Théodoric, roi des Goths, en transportant le siége de son empire à Ravenne. Rome alors restée sans princes, les Romains eurent besoin, pour leur propre sûreté, de se soumettre plus particulièrement à l'autorité des papes. Néanmoins, le pouvoir des pontifes n'en reçut pas un notable accroissement : l'Église de Rome n'obtint qu'une chose; elle eut le pas sur celle de Ravenne. Mais, à la venue des Lombards, la division de l'Italie en plusieurs gouvernements

fournit au pape l'occasion de faire acte de vie et de force : comme il était pour ainsi dire le chef suprême dans Rome, l'empereur de Constantinople et les Lombards montraient pour lui un grand respect ; en sorte que, par sa médiation, les Romains traitèrent avec Longin et les Lombards, non comme sujets, mais comme égaux. Et les papes ayant ainsi continué à être tantôt les amis des Lombards, tantôt ceux des Grecs, leur dignité ne fit que s'accroître.

C'est à cette époque, et sous le règne de l'empereur Héraclius, que commença la ruine de l'empire d'Orient; car c'est alors que les Esclavons, dont nous avons déjà parlé, attaquèrent de nouveau l'Illyrie, à laquelle, après la conquête, ils donnèrent le nom d'Esclavonie. Les autres provinces de cet empire furent d'abord assaillies par les Perses, puis par les Sarrasins, qui, sous la conduite de Mahomet, étaient sortis de l'Arabie ; et enfin par les Turcs. Après la perte de la Syrie, de l'Afrique et de l'Égypte, l'impuissance de l'empire ne laissa plus au pape la ressource de recourir à lui contre ses oppresseurs. D'un autre côté, la puissance des Lombards s'augmentant chaque jour, il vit qu'il avait besoin de chercher de nouveaux protecteurs, et il tourna ses regards vers la France et ses rois. Ainsi, toutes les guerres des Barbares dont l'Italie devint en ce temps le théâtre furent en partie suscitées par les souverains pontifes ; et ce sont eux qui y appelèrent presque toujours ceux qui l'inondèrent par la suite. Cette conduite est encore la leur aujourd'hui ; et c'est elle qui a fait et fait encore la faiblesse et la désunion de l'Italie. Aussi, en parlant des événements qui suivront depuis cette époque jusqu'à nos jours, il ne sera plus question de la ruine de l'empire, qui désormais est tout entier à terre, mais de l'agrandissement des papes et de tous les autres princes qui gouvernèrent l'Italie jusqu'à l'invasion de Charles VIII. On verra comment les papes, d'abord avec les censures seules, ensuite avec les censures et les armes réunies, et mêlées aux indulgences, devinrent terribles et vénérés ; et comment, pour avoir mal usé de ces deux moyens, ils ont eux-mêmes anéanti le pouvoir des

armes spirituelles, et se sont mis, pour les temporelles, à la discrétion d'autrui.

Mais reprenant mon récit où je l'ai laissé, je dis que Grégoire étant monté sur le trône pontifical, et Astolphe sur celui des Lombards, celui-ci, contre la foi des traités, s'empara de Ravenne, et déclara la guerre au pape. Grégoire, pour les raisons déjà exposées, ne comptant plus sur la faiblesse de l'empereur de Constantinople, et ne voulant plus croire à la foi des Lombards, qui l'avaient si souvent violée, eut recours en France, à Pépin II, qui, de duc d'Austrasie et de Brabant, était devenu roi de France, non pas tant par son mérite que par celui de Charles Martel son père, et de Pépin son aïeul. C'était Charles Martel qui, lorsqu'il était gouverneur du royaume, livra aux Sarrasins cette mémorable bataille de Tours, sur les bords de la Loire, dans laquelle il leur tua plus de deux cent mille hommes. C'est ainsi que Pépin dut à la renommée de son père et à sa valeur la couronne de France. Le pape Grégoire, comme on l'a dit, envoya implorer son secours contre les Lombards. Pépin le lui promit, mais lui fit savoir qu'il désirait d'abord le voir et l'honorer personnellement. Grégoire se rendit donc en France, et traversa les terres de ses ennemis les Lombards, où rien ne l'arrêta, tant était puissant le respect que l'on portait à la religion! Arrivé en France, Grégoire fut comblé d'honneurs par le roi, et renvoyé en Italie à la tête de troupes nombreuses, qui assiégèrent les Lombards dans Pavie. Astolphe, contraint par la nécessité, demanda la paix, et les Français traitèrent avec lui, à la prière du pape, qui ne voulut point la mort de son ennemi, mais exigea qu'il se convertît et vécût. Par ce traité, Astolphe avait promis de rendre à l'Église toutes les terres qu'il lui avait enlevées; mais les troupes de Pépin étant rentrées en France, Astolphe rompt le traité, et le pape a de nouveau recours au roi, qui passe une seconde fois en Italie, défait les Lombards, prend Ravenne, et, malgré la volonté de l'empereur grec, en fait don au pape, avec toutes les autres villes qui dépendaient de l'exarchat, auxquelles il ajoute le pays d'Urbin et la Marche.

Astolphe était mort durant la cession de ces terres ; le Lombard Didier, duc de Toscane, prit les armes pour s'emparer du trône, et implora le secours du pape, auquel il promettait son amitié : celui-ci accueillit sa demande, et força de cette manière les autres princes à céder. Dans les commencements, ce dernier tint fidèlement ses promesses, et continua à remettre entre les mains du pape les villes qui lui avaient été cédées par les conventions passées avec Pépin. Constantinople n'envoya plus d'exarque à Ravenne, et cette ville se gouverna d'après les lois du souverain pontife.

Pépin mourut ensuite, et eut pour successeur Charles, son fils, ce prince auquel la grandeur de ses actions fit donner le surnom de *Grand*. Dans le même temps, Théodore Ier, devenu pape, se brouille avec Didier, qui l'assiége dans Rome. Il implore le secours de Charles, qui franchit les Alpes, assiége à son tour Didier dans Pavie, le prend, ainsi que ses fils, et les envoie prisonniers en France. Charles, ensuite, se rend à Rome pour y visiter le pape, et y décide que le souverain pontife, vicaire de Dieu, ne peut être assujetti au jugement des hommes; et Léon III, avec le peuple romain, le proclame empereur. C'est ainsi que Rome recommença à posséder un empereur en Occident; et au lieu que le pape avait été jusqu'alors soutenu par les empereurs, l'empereur commença dès lors à avoir besoin du pape pour être élu. A mesure que l'empire perdait de ses prérogatives, l'Église s'en rendait maîtresse, et, par ce moyen, son autorité sur les princes temporels s'accroissait chaque jour.

Les Lombards avaient vécu deux cent trente-deux ans en Italie, et ils n'avaient plus d'étranger que le nom. Charles, après l'avénement de Léon III, voulant rétablir l'ordre dans leur pays, leur permit de fixer leur demeure dans la province qu'ils avaient habitée jusqu'alors, et de l'appeler, de leur nom, la Lombardie. Dans l'intention d'inspirer à ces peuples un respect plus profond pour le nom romain, il voulut que la partie de l'exarchat de Ravenne la plus voisine de leur frontière prît le nom de Romagne,

En outre, il créa roi d'Italie son propre fils Pépin, dont la domination s'étendait jusqu'à Bénévent; le reste appartenait à l'empereur grec, avec lequel Charles avait conclu un traité.

Sur ces entrefaites, Pascal I[er] parvint au pontificat. Les curés des églises de Rome, qui approchaient habituellement le pape et qui assistaient à son élection, voulant orner leur pouvoir d'un titre magnifique, commencèrent à s'appeler cardinaux, et s'arrogèrent un si grand crédit, que rarement les papes furent choisis hors de leur sein, surtout lorsque, par la suite, le peuple se trouva entièrement exclu des élections. C'est ainsi qu'après la mort de Pascal ils nommèrent Eugène II, du titre de sainte Sabine. De son côté, l'Italie, dès qu'elle fut tombée entre les mains des Français, changea en partie de forme et de gouvernement, conséquence nécessaire de l'autorité que le pape usurpa sur le temporel, et des dénominations de comtes et de marquis que les Français y introduisirent, comme Longin, exarque de Ravenne, y avait précédemment établi celle de ducs. Quand, par la suite, le Romain Osporco parvint au trône pontifical, il crut devoir changer un nom aussi ignoble, et se fit appeler Sergius [1]. C'est à dater de cette époque que les papes changèrent de nom, au moment de leur élection.

Cependant l'empereur Charlemagne était mort, laissant pour successeur Louis son fils. Le trépas de ce dernier fit naître parmi ses enfants de si funestes dissensions, qu'au temps de ses petits-fils l'empire fut ravi à la maison de France, et transféré en Allemagne. Arnolphe [2] fut le premier empereur de cette nation.

Outre l'empire, que la discorde venait de lui arracher, la famille des Carlovingiens perdit encore le royaume d'Italie : les Lombards avaient recouvré leurs forces, et ne laissaient plus un moment de repos au pape et aux Romains; de sorte que le

[1] Octavien Sporco, ou Osporco, petit-fils du pape Sergius III, prit le nom de Jean XII, et non de Sergius.

[2] Ou Arnould.

souverain pontife, ne sachant quel prince implorer, se vit forcé de créer le duc de Frioul, Bérenger, roi d'Italie.

Ces événements excitèrent les Huns, qui habitaient la Pannonie, à venir assaillir l'Italie. Battus par Bérenger, ils durent retourner en Pannonie, ou plutôt en Hongrie, car c'est ainsi qu'ils nommaient cette province. Romain, à cette époque, était empereur de la Grèce, après avoir ravi l'empire à Constantin, dont il commandait les armées. La Pouille et la Calabre, qui, ainsi que nous l'avons dit, obéissaient à son autorité, ayant profité de l'occasion pour se révolter, irrité de leur rebellion, il permit aux Sarrasins de passer dans ces provinces, dont ils s'emparèrent. Ils tentèrent alors d'emporter Rome de vive force; mais les Romains, voyant Bérenger occupé à se défendre des Huns, mirent à leur tête Albéric, duc de Toscane, dont la valeur préserva Rome des Sarrasins. Ceux-ci, après avoir abandonné le siége, élevèrent une forteresse au sommet du Gargano, d'où ils dominaient la Pouille et la Calabre, et menaçaient le reste de l'Italie; l'Italie se vit alors dans une détresse profonde, attaquée vers les Alpes par les Huns, et du côté de Naples par les Sarrasins. Cette situation déplorable se prolongea bien des années, sous les règnes successifs de trois Bérengers. Pendant ce temps, le pape et l'Église, agités de troubles continuels, ne savaient à qui recourir au milieu des discordes qui divisaient les princes d'Occident, et de la faiblesse que manifestaient ceux d'Orient. La ville de Gênes et toutes ses rivières furent à cette époque détruites par les Sarrasins. Pise, recevant dans son sein les malheureux chassés de leur patrie, trouva sa grandeur dans ces désastres mêmes. Ces événements se passaient vers l'an 931 de l'ère chrétienne. Mais l'empire ayant vu monter sur le trône le duc de Saxe, Othon, fils de Henri et de Mathilde, prince renommé par sa sagesse et ses grandes qualités, le pape Agapet se tourna vers lui pour l'inviter à se rendre en Italie, et à la délivrer de la tyrannie des Bérengers.

Les États de la Péninsule, à cette époque, étaient divisés de la manière suivante : la Lombardie obéissait à Bérenger III, et à

son fils Albert; la Toscane et la Romagne étaient administrées par un délégué de l'empereur d'Occident; une partie de la Pouille et de la Calabre reconnaissait l'autorité de l'empereur grec, l'autre celle des Sarrasins; à Rome, la noblesse créait chaque année deux consuls qui la gouvernaient comme anciennement; on leur adjoignait un préfet qui rendait la justice au peuple; ils avaient en outre auprès d'eux un conseil de douze personnes, qui, chaque année, répartissaient les recteurs entre les villes qui leur étaient soumises. Les papes faisaient plus ou moins sentir leur autorité dans Rome ou dans l'Italie, selon qu'ils étaient favorisés des empereurs, ou de ceux dont le pouvoir était le plus grand dans cette contrée. L'empereur Othon vint donc en Italie, enleva la couronne aux Bérengers, qui y avaient régné cinquante-cinq ans, et rétablit le souverain pontife dans toutes ses dignités. Ce prince eut un fils et un petit-fils, nommés également Othon, qui, après lui, parvinrent successivement à l'empire. Sous le règne du troisième Othon, les Romains ayant chassé le pape Grégoire V, l'empereur accourut soudain, et le ramena dans Rome. Le pape, pour se venger des Romains, leur ravit le droit de nommer l'empereur, et le transféra à six princes de l'Allemagne, c'est-à-dire, aux trois évêques de Mayence, de Trèves et de Cologne, et aux trois princes de Brandebourg, du Palatinat et de Saxe. Ces événements se passèrent en 1002. Après la mort d'Othon III, les électeurs élevèrent à l'empire Henri II, duc de Bavière, qui, après douze ans de règne, fut enfin couronné par Étienne VIII. Henri et Siméonde [1], sa femme, se rendirent célèbres par la sainteté de leur vie, comme le prouve la multitude d'églises dotées ou édifiées par eux, parmi lesquelles on distingue l'église de San-Miniato, près de Florence. Henri II mourut l'an 1024. Il eut pour successeur Conrad de Souabe, auquel succéda ensuite Henri III. Ce prince vint à Rome. Comme l'Église était agitée par le schisme qu'y entretenaient trois papes différents, il les

[1] Ou Cunégonde.

déposa tous trois, et à leur place fit élire Clément II, qui le couronna empereur.

L'Italie était alors gouvernée, en partie par le peuple lui-même, en partie par des princes, en partie par des ministres de l'empereur, dont le plus considérable, et celui auquel tous les autres étaient soumis, se nommait chancelier. Parmi les princes, le plus puissant était Godefroi, qui avait épousé la comtesse Mathilde, fille de Béatrix, sœur de Henri II. Tous deux possédaient Lucques, Parme, Reggio, Mantoue, et tout ce qu'on appelle aujourd'hui le Patrimoine. Les pontifes avaient sans cesse à lutter contre l'ambition du peuple romain, qui, après avoir d'abord profité de leur autorité pour se soustraire au pouvoir des empereurs, était devenu, lorsqu'il eut envahi la souveraineté de la ville et qu'il l'eut réformée selon ses vues, le plus ardent ennemi des papes, qui en reçurent plus d'injures que de nul autre prince chrétien. Dans le temps même que les papes, par leurs censures, faisaient trembler tout l'Occident, ils voyaient le peuple romain méconnaître leurs lois; et ces rivaux ne cherchaient autre chose qu'à s'arracher réciproquement la considération et le pouvoir.

Cependant Nicolas II était parvenu au pontificat; et comme Grégoire V avait dépouillé les Romains du droit d'élire l'empereur, de même Nicolas les priva de concourir à la nomination du pape, dont il voulut que l'élection n'appartînt qu'aux seuls cardinaux. Peu satisfait encore, il s'entendit avec les princes qui gouvernaient la Calabre et la Pouille par suite des événements que nous exposerons ci-après, contraignit tous les officiers envoyés par les Romains dans l'étendue de leur juridiction à prêter obéissance au pape, et en priva même quelques-uns de leurs emplois. La mort de Nicolas II fit naître le schisme dans l'Église, parce que le clergé de Lombardie refusa de se soumettre à Alexandre II, élu à Rome, et créa Cadolo de Parme anti-pape. Henri, qui ne pouvait voir sans répugnance la puissance des souverains pontifes, fit insinuer au pape Alexandre de renoncer à la tiare, et invita les cardinaux à venir en Allemagne pour créer

un nouveau pontife. C'est par là que ce prince fut le premier à ressentir toute l'amertume des blessures spirituelles ; car le pape assembla un concile à Rome, et priva Henri de l'empire et de la royauté. Une partie des peuples d'Italie embrassa la cause du pape, l'autre celle de Henri : telle fut l'origine des factions des Guelfes et des Gibelins ; comme s'il eût semblé que l'Italie, délivrée enfin de l'inondation des Barbares, dût être déchirée par des guerres intestines. Henri, excommunié, fut contraint par ses sujets de venir en Italie, de se prosterner nu-pieds devant Grégoire VII, et de lui demander pardon. Ces événements se passèrent l'an 1080. Néanmoins on vit bientôt renaître la discorde entre le pontife et Henri, qui, de nouveau, se vit excommunié. L'empereur envoie aussitôt contre Rome son fils, nommé aussi Henri, avec une nombreuse armée ; et les Romains, qui détestaient Grégoire, aident le jeune prince à l'assiéger dans la citadelle. Mais Robert Guiscard accourt de la Pouille au secours du pontife, et Henri, sans l'attendre, retourne en Allemagne ; les Romains seuls s'obstinent à ne point céder. Alors Robert ravage de nouveau la ville et la replonge dans cet état de ruines dont plusieurs papes l'avaient successivement tirée. Comme la fondation du royaume de Naples remonte à ce Robert, il ne me paraît pas superflu de faire une mention particulière de ses actions et de son origine.

La discorde qui s'était élevée entre les héritiers de Charlemagne, comme on l'a dit précédemment, permit à de nouveaux peuples du nord, appelés Normands, de venir attaquer la France, et ils s'emparèrent de la contrée qui depuis a pris d'eux le nom de Normandie. Une partie de ces peuples vint en Italie à l'époque où elle était infestée par les Bérengers, les Sarrasins, et les Huns. Ils envahirent quelques places de la Romagne, et au milieu de toutes ces guerres, ils s'y maintinrent vaillamment. Tancrède, l'un de ces princes normands, eut plusieurs fils, parmi lesquels se distinguèrent Guillaume, surnommé *Ferabac*[1],

[1] Ou plutôt Bras-de-Fer.

et Robert, appelé *Guiscard*. Lorsque Guillaume parvint à la principauté, l'Italie commençait à devenir plus tranquille. Néanmoins les Sarrasins étaient encore maîtres de la Sicile, et chaque jour ils ravageaient les côtes d'Italie. Alors Guillaume convint avec les princes de Capoue et de Salerne, et avec Melorcus[1], lieutenant de l'empereur grec dans la Pouille et dans la Calabre, d'attaquer la Sicile, et lorsque la conquête en serait achevée, de partager entre eux quatre, par portions égales, et le butin et le territoire conquis. L'entreprise réussit; les Sarrasins furent chassés, la Sicile fut occupée; mais après la victoire, Melorcus fit venir secrètement des troupes de la Grèce, s'empara de l'île au nom de l'empereur, et ne partagea que le butin. Guillaume, mécontent, réserva sa vengeance pour un temps plus favorable, et quitta la Sicile avec les princes de Salerne et de Capoue. A peine s'étaient-ils séparés de lui pour rentrer dans leurs États, que Guillaume, au lieu de revenir dans la Romagne, se jeta sur la Pouille avec ses troupes, s'empara subitement de Melfi, et enfin se rendit maître en peu de temps, et malgré toutes les forces de l'empereur grec, de la majeure partie de la Pouille et de la Calabre, où son frère Robert Guiscard dominait au temps de Nicolas II. Robert ensuite ne pouvant s'entendre avec ses neveux pour la succession de ces États, eut recours à l'autorité conciliatrice du pape. Nicolas s'y prêta volontiers, dans l'espoir de gagner Robert, dont il pourrait se faire un appui contre les empereurs allemands et contre l'insolence du peuple romain; ce qui arriva, comme nous l'avons vu plus haut, lorsqu'à la prière de Grégoire VII il chassa Henri de Rome, et remit le peuple sous le joug. Robert eut pour successeurs Roger et Guillaume ses fils, qui ajoutèrent à leurs États Naples ainsi que toutes les places qui existent entre Naples et Rome, et enfin la Sicile, dont Roger se déclara le souverain. Mais comme Guillaume se rendait à Constantinople pour y épouser la fille de l'empereur, il fut attaqué par

[1] Ou Melo.

Roger, qui le dépouilla de ses États. Enorgueilli par cette conquête, Roger se fit d'abord appeler roi d'Italie; mais satisfait enfin du titre de roi de la Pouille et de Sicile, il fut le premier qui établit l'ordre dans ce royaume, qui, jusqu'à nos jours, s'est maintenu dans ses anciennes limites, quoique la famille et le pays de ses souverains aient changé plusieurs fois: car, après l'extinction de la race des Normands, la couronne passa aux Allemands, puis aux Français, de ceux-ci aux Aragonais; et aujourd'hui ce sont les Flamands qui la possèdent.

Urbain II, parvenu au pontificat, s'attira la haine des Romains. Ne se croyant pas en sûreté au milieu des dissensions qui déchiraient l'Italie, il conçoit une entreprise pleine de hardiesse: il se rend en France avec tout son clergé, rassemble un grand concours de peuple à Clermont en Auvergne, prêche devant cette multitude contre les Infidèles, et l'enflamme contre eux au point qu'elle prend la résolution unanime d'arracher l'Asie aux Sarrasins. Cette guerre, ainsi que toutes celles du même genre qui eurent lieu par la suite, fut appelée croisade, parce que tous ceux qui en firent partie étaient distingués par une croix rouge qu'ils portaient sur leurs habits et sur leurs armes. Les chefs de cette entreprise furent Godefroi, Eustache et Baudoin de Bouillon, comtes de Boulogne, et un Pierre l'Hermite, qui jouissait d'une grande réputation de sagesse et de sainteté; les rois, les peuples y prodiguèrent leurs trésors, et une foule de particuliers prirent les armes à leurs frais: tant la religion était puissante alors sur l'esprit des peuples, entraînés par l'exemple de ceux qui les gouvernaient! Les commencements de cette entreprise furent glorieux; l'Asie Mineure, la Syrie et une partie de l'Égypte tombèrent entre les mains des chrétiens. C'est alors que prit naissance l'ordre des chevaliers de Jérusalem, qui fleurit encore de nos jours, et possède l'île de Rhodes, seul rempart resté debout contre la puissance des Mahométans. Alors aussi fut fondé l'ordre des Templiers, dont les vices entraînèrent la ruine bientôt après. Des événements divers signalèrent ces diverses époques, où un grand nombre de nations et de simples particuliers

se rendirent illustres. Les rois de France et d'Angleterre secondèrent cette entreprise en personne. Les Vénitiens, les Pisans et les Génois y acquirent la plus grande réputation, et combattirent avec des chances diverses jusqu'au temps du Sarrasin Saladin, dont le courage, secondé par les dissensions des chrétiens, leur ravit tout l'honneur qu'ils s'étaient d'abord acquis, et les chassa, au bout de quatre-vingt-dix ans, des lieux qu'ils avaient si heureusement et si glorieusement reconquis.

Après la mort d'Urbain, Pascal II fut élu pape. Henri V était parvenu à l'empire. Ce prince se rendit à Rome, sous prétexte de cultiver l'amitié du pape; mais bientôt il le jeta en prison avec tout son clergé, et ne consentit à lui rendre la liberté qu'à la condition de pouvoir disposer à son gré de toutes les églises d'Allemagne.

Sur ces entrefaites, mourut la comtesse Mathilde, qui laissa l'Église héritière de tous ses États. Après la mort de Pascal et de Henri V, plusieurs papes et plusieurs empereurs se succédèrent jusqu'au moment où Alexandre III parvint au pontificat, et Frédéric de Souabe, surnommé *Barberousse*, à l'empire.

Jusqu'à cette époque, les papes avaient eu de nombreux démêlés avec le peuple romain et les empereurs; le règne de Barberousse les vit s'accroître encore. Frédéric était un homme supérieur dans la guerre, mais plein d'un tel orgueil, qu'il ne pouvait soutenir la pensée de céder au pape. Cependant, après son élection, il vint se faire couronner à Rome, et retourna paisiblement en Allemagne. Mais ses idées changèrent bientôt. Il était revenu en Italie pour réprimer quelques parties de la Lombardie qui voulaient se soustraire à son obéissance : il arriva alors que le cardinal de Saint-Clément, Romain de naissance, se brouilla avec Alexandre, et fut élu pape par quelques-uns des cardinaux. Alexandre se plaignit de l'anti-pape à Frédéric, occupé en ce moment au siége de Côme, et qui lui répondit de venir le trouver avec son compétiteur, pour qu'il pût décider lequel des deux serait pape. Cette réponse déplut à Alexandre, qui, voyant d'ailleurs l'empereur disposé à favoriser l'anti-pape,

3

l'excommunia, et courut chercher un asile auprès de Philippe, roi de France.

Cependant la guerre continuant en Lombardie, Frédéric prit et saccagea Milan ; ce qui fut cause que Vérone, Padoue et Vicence se liguèrent contre lui pour la commune défense. Sur ces entrefaites, l'anti-pape étant mort, Frédéric mit à sa place Guido de Crémone. Les Romains, favorisés par l'absence du pape et les obstacles que l'empereur éprouvait en Lombardie, avaient repris quelque autorité dans Rome, et rappelaient à l'obéissance les villes qui jusqu'alors avaient fait partie de leur territoire. Les habitants de Tusculum n'ayant pas voulu reconnaître leur pouvoir, toute la population de Rome marcha contre eux. Frédéric vint à leur secours : l'armée romaine fut défaite, et le carnage si grand, que Rome depuis lors en est restée dépeuplée et appauvrie. Cependant le pape Alexandre était revenu à Rome, croyant pouvoir y demeurer en sûreté, à cause de l'inimitié qui existait entre les Romains et Frédéric, et des ennemis que ce prince avait en Lombardie. Mais Frédéric, mettant toute considération sous ses pieds, vint aussitôt assiéger Rome. Alexandre, loin de l'attendre, se réfugia auprès de Guillaume, roi de la Pouille, seul héritier de ce royaume après la mort de Roger. Frédéric, chassé par la peste, abandonne le siége, et retourne en Allemagne. C'est alors que les peuples de la Lombardie, ligués contre lui, construisirent une forteresse, d'où ils pouvaient battre Pavie et Tortose, qu'occupaient les troupes impériales : cette place, dont ils firent la clef de cette position militaire, reçut d'eux le nom d'Alexandrie, en l'honneur du pape Alexandre, et comme pour insulter Frédéric. L'anti-pape Guido mourut également, et fut remplacé par Jean de Formo, qui résidait à Montefiascone, sous la protection des partisans de l'empereur.

Au milieu de ces événements, le pape Alexandre s'était rendu à Tusculum, appelé par le peuple, qui espérait que son autorité pourrait le défendre contre les Romains. Des députés envoyés par Henri II, roi d'Angleterre, vinrent l'y trouver et

protester que leur roi n'avait aucune part au meurtre du bienheureux Thomas, évêque de Cantorbéry, dont la voix publique l'accusait. Le pape, alors, envoya deux cardinaux en Angleterre pour y découvrir la vérité; ceux-ci, bien que le roi ne leur parût pas évidemment coupable, néanmoins, excités par l'horreur d'un tel forfait, et pour punir ce prince de n'avoir pas suffisamment honoré les vertus du saint prélat, lui imposèrent pour pénitence de rassembler tous les barons du royaume, de se disculper devant eux sur la foi du serment; d'envoyer immédiatement à Jérusalem deux cents hommes d'armes, qu'il entretiendrait à ses frais pendant un an; de s'engager en outre à y passer personnellement avant trois ans, avec l'armée la plus nombreuse qu'il pourrait rassembler; de consentir à annuler tout ce qui aurait été fait durant son règne au désavantage des libertés ecclésiastiques, et de permettre que chacun de ses sujets, quel qu'il fût, pût à son gré en appeler à Rome. Tout fut accepté par Henri; et ce roi puissant se soumit à un jugement auquel de nos jours le dernier citoyen aurait honte de se soumettre. Mais tandis que le pape voyait ainsi fléchir sous son autorité les princes les plus éloignés, il ne pouvait se faire obéir par les Romains, qui ne voulaient pas même lui permettre de demeurer dans Rome, quoiqu'il se fût engagé à ne se mêler que des affaires ecclésiastiques; tant l'éloignement où l'on est des objets ajoute à la terreur qu'ils inspirent!

Cependant Frédéric était revenu en Italie; et comme il se préparait à faire de nouveau la guerre au pape, tous ses prélats et ses barons lui déclarèrent qu'ils l'abandonneraient, s'il ne se réconciliait avec l'Église : il se vit donc contraint d'aller se prosterner devant lui, à Venise, où ils se réconcilièrent. Le pape, par le traité qui fut fait, priva l'empereur de toute autorité sur Rome, et nomma Guillaume, roi de Sicile et de Pouille, son confédéré. Frédéric ne pouvant se passer de faire la guerre, courut en Asie déployer contre Mahomet l'ambition qu'il n'avait pu satisfaire contre les vicaires de Jésus-Christ. Mais arrivé sur les bords du Cydnus, et attiré par la limpidité de ses eaux,

il s'y baigna ; et cette imprudence lui coûta la vie. Ainsi les eaux furent plus propices aux Mahométans que les excommunications ne l'avaient été aux chrétiens ; car les unes ne firent qu'enchaîner son orgueil, les autres l'étouffèrent.

Après la mort de Frédéric, le pape n'eut plus à dompter que l'humeur obstinée des Romains ; et après de longs débats relatifs à la création des consuls, on convint qu'ils seraient, comme par le passé, à la nomination du peuple, mais qu'ils ne pourraient entrer en fonction qu'après avoir juré de rester fidèles à l'Église. Ce traité décida l'anti-pape Jean à se sauver à Mont-Albano, où il ne tarda pas à mourir.

Guillaume, roi de Naples, venait également de mourir, ne laissant d'autre héritier que Tancrède, son fils naturel. Le pape voulut profiter de la circonstance pour se rendre maître du royaume ; mais les barons s'y opposèrent, et exigèrent que Tancrède fût roi. Célestin III occupait alors le saint-siége. Désireux d'arracher ce royaume des mains de Tancrède, il s'employa pour faire donner l'empire au fils de Frédéric, Henri, auquel il promit le royaume de Naples, à condition qu'il rendrait à l'Église les villes qui lui avaient appartenu. Pour faciliter ce projet, il tira du fond d'un cloître Constance, fille déjà sur le retour du roi Guillaume, et la fit épouser à Henri. C'est ainsi que le royaume de Naples passa des mains des Normands, qui l'avaient fondé, dans celles des Allemands. L'empereur Henri, après avoir mis ordre aux affaires d'Allemagne, se rendit en Italie, accompagné de Constance, son épouse, et d'un de ses fils âgé de quatre ans, nommé Frédéric. Il prit possession du royaume sans de grandes difficultés ; car Tancrède avait cessé de vivre, ne laissant qu'un fils au berceau, appelé Roger. Henri mourut peu de temps après en Sicile. Frédéric lui succéda sur le trône de Naples ; mais l'empire fut donné à Othon, duc de Saxe, par la faveur du pape Innocent III. A peine Othon a-t-il pris la couronne, que, contre toute apparence, il se déclare l'ennemi du pape, occupe la Romagne, et se prépare à attaquer le royaume de Naples. Innocent l'excommunie : chacun

aussitôt abandonne ce prince, et les électeurs élèvent à l'empire Frédéric, qui se rend aussitôt à Rome pour y prendre la couronne. Mais le pape, effrayé de sa puissance, s'y refuse et cherche à l'éloigner d'Italie, comme il en avait écarté Othon. Frédéric, indigné, retourne en Allemagne, où après une guerre prolongée avec Othon, il reste vainqueur. Dans cet intervalle mourut Innocent, fameux par l'éclat de ses actions, et la fondation de l'hôpital du Saint-Esprit à Rome.

Son successeur fut Honorius III. De son temps furent institués l'ordre de Saint-Dominique et celui de Saint-François, en l'an 1218. Frédéric reçut la couronne des mains de ce pontife, et épousa la fille d'un des descendants de Baudoin, Jean, roi de Jérusalem, qui s'était maintenu en Asie avec les débris des chrétiens. Il avait conservé le titre de ses aïeux, et le fit entrer dans la dot de sa fille. C'est depuis lors que tous les rois de Naples se sont intitulés rois de Jérusalem.

En Italie, les gouvernements avaient pris la forme suivante : les Romains ne nommaient plus de consuls, mais à leur place ils accordaient la même autorité tantôt à un seul sénateur, tantôt à plusieurs. La ligue qu'avaient formée les villes de la Lombardie contre Frédéric Barberousse subsistait encore : elle comprenait Milan, Brescia, Mantoue et la majeure partie des villes de la Romagne, ainsi que Vérone, Vicence, Padoue et Trévise. Dans le parti de l'empereur, on comptait Crémone, Bergame, Parme, Reggio, Trente et Modène. Les autres villes et forteresses de la Lombardie, de la Romagne et de la Marche trévisane, suivaient tantôt un parti, tantôt un autre, selon la nécessité. Un certain Ezzelino vint en Italie du temps d'Othon III : il eut dans ce pays un fils qui fut père d'un second Ezzelino. Ce dernier, puissant et riche, s'attacha à Frédéric II, qui, ainsi qu'on l'a dit, était devenu l'ennemi du pape. Aidé des secours d'Ezzelino, l'empereur ne fut pas plutôt arrivé en Italie, qu'il prit Vérone et Mantoue, défit les habitants de Vicence, s'empara de Padoue, dispersa l'armée de la ligue, et se dirigea vers la Toscane. Ezzelino, de son côté, soumit

toute la Marche trévisane; mais il ne put emporter Ferrare, défendue par Azon d'Est et les troupes que le pape avait en Lombardie. Aussitôt après la levée du siége, le pape érigea la ville de Ferrare en un fief, dont il gratifia son libérateur Azon d'Est, de qui sont descendus les princes qui la gouvernent encore aujourd'hui.

Frédéric, impatient de s'emparer de la Toscane, s'arrêta à Pise; et, pour reconnaître les amis ou les ennemis qu'il pouvait avoir dans cette contrée, il sema tant de discordes, qu'il causa la ruine de toute l'Italie. Les Guelfes et les Gibelins se multiplièrent, et l'on appela Guelfes tous les partisans de l'Église, et Gibelins ceux de l'empereur. Ce fut dans Pistoja que ces noms se firent entendre pour la première fois. Frédéric, sorti de Pise, attaque de tous côtés les terres de l'Église, et les ravage. Le pape, ne trouvant plus d'autre moyen de défense, prêche contre lui la croisade, comme ses prédécesseurs avaient fait contre les Sarrasins. Frédéric, pour n'être pas abandonné à la fois par tous ses défenseurs, ainsi que l'avaient été Barberousse et ses autres aïeux, prit à sa solde un certain nombre de Sarrasins. Pour se les attacher et avoir en Italie, contre l'Église, un appui qui ne redoutât point les malédictions papales, il leur donna la ville de Nocera, dans l'espoir que, possesseurs d'un asile à eux, ils le serviraient avec plus de confiance et de sécurité. Innocent IV était monté sur le trône pontifical. Dans l'épouvante que lui inspirait Frédéric, il se rendit à Gênes; puis en France, où il réunit à Lyon un concile auquel l'empereur résolut d'assister. La révolte de Parme l'en empêcha. Rebuté du peu de succès de ses armes, il revint en Toscane, et de là passa en Sicile, où il mourut, laissant en Souabe son fils Conrad, et dans la Pouille un bâtard nommé Manfred, qu'il avait fait duc de Bénévent. Conrad accourut pour prendre possession de son royaume; mais il mourut en arrivant à Naples, ne laissant qu'un fils en bas âge, Conradin, qui se trouvait en Allemagne. D'abord Manfred, comme tuteur de Conradin, s'empara du royaume, et bientôt faisant courir le

bruit de la mort du jeune prince, il se fit roi contre la volonté du pape et des Napolitains, qu'il contraignit à le reconnaître.

Tandis que ces complots se tramaient dans le royaume, les Guelfes et les Gibelins s'agitaient dans la Lombardie. Les premiers étaient soutenus par un légat du pape, les seconds par Ezzelino, qui s'était déjà rendu maître de presque toute la partie de cette province située au delà du Pô. Padoue s'étant soulevée pendant qu'il était occupé à combattre, il fit périr douze mille Padouans, mais lui-même mourut avant d'avoir vu la fin de la guerre, à l'âge de quatre-vingts ans; et, après sa mort, toutes les villes dont il s'était emparé recouvrèrent la liberté. Manfred, roi de Naples, conservant contre l'Église la haine que lui avaient portée ses aïeux, tenait le pape Urbain IV dans des transes continuelles : il poussa les choses si loin, que le souverain pontife, pour le maîtriser, publia contre lui une croisade, et s'avança jusqu'à Pérouse, pour y attendre une armée. S'apercevant que les troupes n'arrivaient qu'en petit nombre, faibles et tardives, il crut, pour vaincre Manfred, devoir employer des moyens plus efficaces. Il tourna donc ses vues du côté de la France, et donna le royaume de Naples et de Sicile à Charles d'Anjou, frère de Louis, roi de France, et l'encouragea à venir en Italie prendre possession de ce royaume. Mais avant l'arrivée de Charles à Rome, le pape mourut, et Clément IV lui succéda. Il venait d'être élu lorsque Charles aborda à Ostie, avec trente galères, après avoir ordonné au reste de son armée de venir par terre. Pendant son séjour à Rome, les Romains, pour se l'attacher, lui décernèrent le titre de sénateur, et le pape l'investit du royaume, sous la condition expresse de payer, chaque année, à l'Église cinquante mille florins; il décréta en outre qu'à l'avenir, ni Charles, ni aucun de ceux qui possèderaient le royaume de Naples, ne pourrait être en même temps empereur. Charles alors se mit en marche contre Manfred; et l'ayant défait près de Bénévent, dans une bataille où il lui arracha la vie, il s'empara de la Sicile et du royaume. Mais Conradin, à qui le testament de son père avait légué ses États, rassemble des troupes assez nom-

bresses en Allemagne, s'avance en Italie contre Charles, lui livre bataille à Tagliacozzo : il est défait d'abord, et, fuyant sans être connu, il est pris et tué.

L'Italie fut tranquille jusqu'à l'avénement d'Adrien V au pontificat. Charles continuait de résider à Rome, et la gouvernait en vertu de son titre de sénateur. Le pape, ne pouvant supporter son autorité, alla se fixer à Viterbe, et pressa l'empereur Rodolphe de venir en Italie attaquer Charles. C'est ainsi que les papes, tantôt par zèle pour la religion, tantôt pour satisfaire leur propre ambition, ne cessaient d'appeler les étrangers en Italie, et d'y susciter de nouvelles guerres. A peine avaient-ils élevé un prince, qu'ils s'en repentaient, et cherchaient à le renverser, ne pouvant souffrir que la contrée dont leur faiblesse était incapable de conserver la possession, d'autres la possédassent. Les princes, de leur côté, n'étaient pas moins effrayés; car, soit que les papes combattissent ou qu'ils prissent la fuite, ils finissaient toujours par être vainqueurs, à moins qu'on ne parvînt à les soumettre par la ruse; ainsi qu'il arriva à Boniface VIII et à quelques autres, que les empereurs retinrent prisonniers sous prétexte d'amitié. La guerre que Rodolphe soutenait contre le roi de Bohême l'empêcha de se rendre en Italie; et Adrien étant mort, Nicolas III, de la maison Orsini, homme rempli d'audace et d'ambition, fut élu souverain pontife. Sa première pensée fut de réduire, par tous les moyens possibles, la puissance de Charles. Il excita l'empereur Rodolphe à se plaindre de ce que Charles tenait un gouverneur en Toscane pour y protéger les Guelfes, que ce prince y avait rétablis après la mort de Manfred. Charles céda aux désirs de l'empereur, et retira ses gouverneurs : alors le pape y envoya un cardinal de ses neveux pour y administrer au nom de l'empereur; et ce prince, pour reconnaître une telle marque de déférence, rendit à l'Église la Romagne, que ses aïeux lui avaient enlevée. Nicolas fit duc de cette province Berthold Orsini; et se croyant désormais assez puissant pour lever la tête en présence de Charles, il le priva de son office de sénateur, et rendit un décret qui défendait à quiconque

descendait d'une famille royale d'être membre du sénat romain. Son dessein était aussi d'enlever la Sicile à Charles : dans ce but, il entretint avec Pierre, roi d'Aragon, des pratiques secrètes dont le succès était réservé à son successeur. Il voulait encore élever sur le trône deux membres de sa famille, l'un en Lombardie, l'autre en Toscane, afin que leur puissance pût défendre l'Église contre les Allemands qui voudraient pénétrer en Italie, et les Français qui gouvernaient à Naples : mais il mourut au milieu de ses grands projets. Il est le premier pape qui ait montré à découvert sa propre ambition, et qui, sous prétexte de travailler à la grandeur de l'Église, ait comblé sa famille d'honneurs et de richesses. Si, dans les temps que nous venons de parcourir, il n'a été question ni de neveux ni de parents de papes, l'histoire désormais en sera pleine : jusque-là même que nous en viendrons à parler de leurs propres fils; et comme, jusqu'à nos temps, ils se sont efforcés d'en faire des princes, il ne leur reste plus qu'une chose à tenter, c'est que désormais ils veuillent rendre pour eux la papauté héréditaire. Il est vrai que jusqu'à présent les principautés qu'ils ont élevées n'ont eu qu'une existence éphémère. Le peu de temps qu'ont régné la plupart des papes ne leur a pas permis de voir s'enraciner leurs plantations, ou s'ils sont parvenus à les voir germer, leurs tiges étaient encore si débiles, que le soutien venant à manquer, au premier vent elles périssaient.

A Nicolas III succéda Martin IV, à demi Français de nation. Il favorisa le parti de Charles, qui en retour envoya ses troupes dans la Romagne, révoltée contre le pape. Comme elles assiégeaient Forli, Guido Bonatti, astrologue, recommanda au peuple d'assaillir les ennemis à un signal qu'il donnerait; de sorte que tous les Français furent pris ou tués. C'est dans ce même temps qu'éclata le complot tramé entre le pape Nicolas et Pierre d'Aragon, par suite duquel les Siciliens massacrèrent tous les Français qui se trouvaient dans leur île. Pierre aussitôt s'en rendit maître, déclarant qu'elle lui appartenait par sa femme Constance, fille de Manfred. Charles mourut au milieu des préparatifs de guerre

qu'il faisait pour recouvrer la Sicile, laissant pour successeur son fils Charles II, qui, fait prisonnier pendant cette même guerre, était resté en Sicile. Libre sur sa parole, il promit de venir reprendre ses fers si, au bout de trois ans, il n'avait obtenu du pape que la famille royale d'Aragon fût investie du royaume de Sicile.

L'empereur Rodolphe, au lieu de venir en Italie rendre à l'empire le lustre qu'il y avait perdu, y envoya un député muni des pouvoirs nécesssaires pour vendre leur liberté à toutes les villes qui voudraient se racheter. Un grand nombre d'entre elles profitèrent de cette faculté; et la liberté introduisit de nouvelles mœurs dans leur sein. Adolphe de Nassau succéda à l'empire, et Pierre del Murrone au pontificat : il prit le nom de Célestin; mais ce pauvre ermite, plein de piété, renonça au saint-siége au bout de six mois, et Boniface VIII fut élu à sa place. Le ciel, qui savait qu'il viendrait un moment où les Français et les Allemands délivreraient l'Italie de leur présence et laisseraient enfin cette contrée entre les mains des seuls Italiens, voulut en même temps que le pape, lorsqu'il n'en serait plus empêché par les ultramontains, ne pût ni affermir son autorité ni en jouir, et suscita dans Rome deux maisons toutes-puissantes, les Colonna et les Orsini, qui, par leur prépondérance et leurs liens de famille, tinrent le pontificat dans un état de faiblesse. Boniface, qui avait pénétré cet avenir, résolut d'anéantir les Colonna, et non content de les excommunier, il publia contre eux une croisade. Cette conduite leur causa bien un dommage passager, mais elle blessa plus profondément l'Église; car ces armes, dont la vertu avait été si efficace lorsqu'elle les avait déployées pour la défense de la foi, parurent émoussées aussitôt que l'ambition les tourna contre les chrétiens. C'est ainsi que la trop grande ardeur des papes à assouvir leur avidité les désarmait insensiblement. Boniface, en outre, priva de leur dignité deux membres de la famille Colonna, qui étaient cardinaux. Sciarra, alors le chef de cette maison, et personnellement inconnu du pape, ayant pris la fuite, fut arrêté par des corsaires catalans, et mis

à la rame; mais ayant été reconnu à Marseille, il fut envoyé au roi de France Philippe, que Boniface avait excommunié et privé de son royaume. Le monarque, réfléchissant que, dans toutes les guerres entreprises ouvertement contre les papes, il y avait à perdre ou du moins à courir de grands dangers, eut recours à l'artifice : il feignit de vouloir traiter avec Boniface, et envoya secrètement en Italie Sciarra, qui, arrivé à Anagnia, où résidait le pontife, assembla ses amis durant la nuit, et le fit prisonnier. Les habitants d'Anagnia le délivrèrent bientôt; néanmoins il ressentit une telle douleur de cette injure, qu'il en mourut de rage. Ce fut Boniface qui institua le jubilé, en 1300, et qui décréta qu'on le célébrerait tous les cent ans.

Les divisions entre les Guelfes et les Gibelins prirent à cette époque une nouvelle fureur; et les empereurs se tenant éloignés de l'Italie, une foule de villes y gagnèrent la liberté, beaucoup d'autres devinrent la proie des tyrans. Le pape Benoît rendit le chapeau aux cardinaux Colonna, et admit de nouveau le roi de France Philippe dans le sein de l'Église. Il mourut, et eut pour successeur le Français Clément V, qui transporta la cour papale en France, dans l'année 1305.

Sur ces entrefaites, le roi de Naples Charles II mourut, et son fils Robert lui succéda. Henri de Luxembourg, parvenu à l'empire, vint se faire couronner à Rome, quoique le pape n'y résidât point. Sa présence excita de grands mouvements en Lombardie, parce qu'il rappela indistinctement tous les exilés, Guelfes et Gibelins. Mais les deux partis se chassant tour à tour, une guerre perpétuelle déchira cette province, et l'empereur, malgré tous ses efforts, ne put y mettre obstacle. Ce prince s'éloigne de la Lombardie, et se rend à Pise par la route de Gênes : là il s'efforce d'arracher la Toscane au roi Robert; mais ne pouvant y réussir, il se dirigea vers Rome, où il ne resta que peu de jours, chassé par les Orsini, que protégeait le roi Robert. Il revint alors à Pise. Pour faire avec plus d'avantage la guerre à la Toscane et la soustraire au pouvoir de Robert, il la fait attaquer par Frédéric, roi de Sicile. Mais au moment où il comptait s'empa-

rer tout à la fois de la Toscane et des États de Naples, il meurt, et a pour successeur à l'empire Louis de Bavière.

A cette époque le pape Jean XXII parvint au pontificat. Sous son règne, l'empereur ne cessa de persécuter les Guelfes et l'Église, défendue en grande partie par le roi Robert et par les Florentins. Telle fut la source de toutes ces guerres, entreprises en Lombardie par les Visconti contre les Guelfes, et, en Toscane, par Castruccio de Lucques contre les Florentins. Mais comme la famille des Visconti a donné naissance au duché de Milan, l'une des cinq principautés qui, par la suite, gouvernèrent l'Italie, je crois devoir reprendre de plus haut l'origine de sa grandeur.

Lorsque les villes de la Lombardie dont nous avons parlé précédemment se furent confédérées pour résister aux entreprises de Frédéric Barberousse, Milan, relevée de ses ruines et résolue de venger les injures qu'elle avait reçues, se réunit à cette ligue, qui repoussa Barberousse, et maintint quelque temps en vigueur dans cette contrée le parti de l'Église. Au milieu de ces guerres, la famille de la Torre devint la plus puissante de Milan, et ne fit qu'accroître sa réputation tant que les empereurs eurent peu d'autorité en Lombardie. Mais l'arrivée de Frédéric II en Italie et la prépondérance qu'Ezzelino donna aux Gibelins firent naître des partisans à cette faction dans la plupart des villes. A Milan, la famille des Visconti fut de celles qui tenaient pour les Gibelins, et chassa de la ville la famille de la Torre. Cet exil, il est vrai, dura peu : les traités entre l'empereur et le pape la rétablirent dans sa patrie. Mais le pape ayant porté sa cour en France, et Henri de Luxembourg étant venu en Italie pour se faire couronner à Rome, fut reçu dans Milan par Maffeo Visconti et Guido de la Torre, qui étaient à cette époque les chefs de ces deux familles. Maffeo forma alors le dessein de se servir de l'empereur pour chasser Guido; ce qu'il crut facile, son rival étant du parti contraire à l'empire : en conséquence, il prit occasion des ressentiments qu'excitaient parmi le peuple les déplorables excès des Allemands, et, par ses adroites insinuations, ranimant le cou-

rage des citoyens, il leur persuada de prendre les armes et de secouer enfin le joug de ces barbares. Quand il crut avoir tout bien disposé pour le succès de son entreprise, il chargea un de ses affidés d'exciter une émeute. Soudain le peuple entier prend les armes contre tout ce qui portait le nom d'Allemand. Au premier tumulte, Maffeo, accompagné de ses fils et de tous ses partisans en armes, accourt vers Henri, lui dit que le désordre a pour auteurs ceux de la famille de la Torre, qui, peu satisfaits de vivre en simples citoyens, ont formé le projet de le dépouiller pour se rendre agréables aux Guelfes d'Italie, et devenir ainsi les princes de la ville; mais qu'il pouvait être tranquille, que lui et ses partisans suffiraient, si l'on voulait se défendre, pour le soustraire à tous les dangers. Henri, crédule à tout ce qu'avançait Maffeo, réunit ses forces à celle des Visconti, et, tous ensemble, ils attaquent les la Torre, qui s'étaient répandus dans la ville pour arrêter le tumulte, massacrent ceux qu'ils peuvent joindre, et exilent les autres, après les avoir dépouillés de leurs biens. Maffeo Visconti obtint de la sorte la souveraineté de Milan. Galeazzo et Azzo lui succédèrent, laissant à leur tour pour héritiers Jean et Lucchino. Jean fut archevêque de Milan; Lucchino, mort avant lui, eut pour fils Bernabò, et Galeazzo, qui cessa également de vivre peu de temps après, ne laissant que Jean Galeazzo, appelé le comte de Vertu. Ce dernier, après la mort de l'archevêque, tua, par trahison, son oncle Bernabò, et resta ainsi seul maître de Milan. Il fut le premier qui prit le titre de duc. Ses fils furent Philippe et Giovan Maria Angelo, qui fut massacré par le peuple. Philippe resté maître de l'État, ne laissa point d'héritier mâle; c'est pourquoi la souveraineté passa de la maison des Visconti dans celle des Sforza, de la manière et pour les causes que nous dirons en leur lieu.

Mais, revenant au point d'où j'étais parti, l'empereur Louis, pour donner plus d'importance à sa faction, et en même temps pour se faire couronner, se rendit en Italie. Pendant qu'il se trouvait à Milan, sous prétexte de vouloir rendre leur liberté aux Milanais, mais en effet pour tirer d'eux de l'argent, il fit

mettre en prison les Visconti, qu'il en tira bientôt, sur les instances de Castruccio de Lucques. Arrivé à Rome dans le dessein d'accroître les troubles de l'Italie, il fit anti-pape Pierre della Corvara; et, par l'influence de ce dernier et les forces des Visconti, il forma le projet d'affaiblir dans la Toscane et la Lombardie le parti qui lui était contraire. Mais Castruccio mourut, et cette mort fut le commencement de sa ruine : Pise et Lucques se soulevèrent, et les Pisans envoyèrent l'anti-pape prisonnier en France entre les mains du pape; de sorte que l'empereur, désespérant de réussir en Italie, retourna en Allemagne.

A peine est-il parti, que Jean, roi de Bohême, arrive à son tour, appelé par les Gibelins de Brescia : il se rend maître de cette ville et de celle de Bergame. Comme le pape avait consenti à cette invasion, tout en feignant de la repousser, le légat de Bologne la favorisait comme un puissant obstacle au retour de l'empereur en Italie. Cette conduite changea toute la face des affaires : les Florentins et le roi Robert, voyant que le légat secondait les entreprises des Gibelins, devinrent ennemis de tous ceux dont le prélat et le roi de Bohême étaient amis. On vit alors, sans distinction du parti guelfe ou gibelin, cette ligue réunir une foule de princes, parmi lesquels on remarquait les Visconti, Philippe Gonzague de Mantoue, et les princes de la Scala, d'Est et de Carrare. Le pape les excommunia tous. Le roi Jean, effrayé, retourna dans ses États pour y rassembler une armée plus considérable. De retour en Italie avec de plus grandes forces, il ne rencontra pas moins des difficultés presque insurmontables. Déconcerté d'une telle résistance, il retourna en Bohême, au grand regret du légat, ne laissant qu'une garnison à Reggio et à Modène, et recommandant la ville de Parme à Marsilio et Pierre des Rossi, tout-puissants alors dans cette ville. Après son départ, Bologne entra dans la ligue; et les alliés se partagèrent entre eux les quatre villes qui restaient encore dans le parti de l'Église, assignant Parme aux princes de la Scala, Reggio à Gonzague; Modène à la maison d'Est, et Lucques aux Florentins. La prise de posses-

sion de ces villes fit éclater un grand nombre de guerres que les Vénitiens terminèrent pour la plupart.

Il pourra sembler étrange qu'au milieu de cette multitude d'événements arrivés en Italie, nous ayons jusqu'ici différé de parler de la république de Venise; de cette république qui, par son rang et sa puissance, mérite d'être célébrée au-dessus de tous les autres États d'Italie. Mais pour faire cesser cet étonnement et en exposer les causes, je vais revenir assez avant sur mes pas, afin que chacun soit instruit des commencements de Venise, et des motifs qui l'empêchèrent si longtemps de s'immiscer dans les affaires d'Italie.

Les habitants d'Aquilée, assiégés par Attila, roi des Huns, lui avaient opposé longtemps une vive résistance : désespérant enfin de leur salut, ils se réfugièrent du mieux qu'ils purent, avec tout ce qu'ils pouvaient emporter, sur les rochers déserts qui s'élèvent en grand nombre à l'extrémité de la mer Adriatique. Les Padouans, de leur côté, à la vue de l'incendie qui s'approchait, craignirent qu'Attila, Aquilée soumise, ne vînt les trouver, et portèrent leurs effets les plus précieux en un lieu de la même mer, nommé Rivo-Alto. Ils y envoyèrent en outre les femmes, les enfants et les vieillards, ne réservant que la jeunesse pour la défense de Padoue. Les habitants de Monselice et des collines environnantes, chassés par la même terreur, cherchèrent un asile sur les mêmes rochers; mais Aquilée prise, et Attila ayant ravagé Padoue, Monselice, Vicence et Vérone, les habitants de Padoue et les réfugiés les plus opulents des autres cités continuèrent à habiter les marais qui environnaient Rivo-Alto. Tous les peuples voisins de la province anciennement appelée Vénétie, repoussés par les mêmes désastres, se réfugièrent également dans ces marais. Ainsi, contraints par la nécessité, ils abandonnèrent des contrées riantes et fertiles, pour venir habiter des lieux stériles, sauvages, et privés de toutes les commodités de la vie. La réunion de tant de peuples en un seul point excita leur industrie, et en peu de temps ces lieux devinrent non-seulement habitables, mais agréables. On vit naître parmi eux des lois et un gouvernement : au

milieu des ruines de l'Italie, ils vécurent en sûreté ; et en peu de temps s'accrut l'édifice de leur gloire et de leur puissance. En outre, les habitants d'une foule de villes de la Lombardie, chassés par la cruauté de Cléphon, roi des Lombards, vinrent se réunir aux premiers réfugiés, et contribuèrent ainsi à l'agrandissement de Venise. Aussi, lorsque Pépin, roi de France, vint, à la prière du pape, chasser les Lombards de l'Italie, il fut stipulé, dans les traités qu'il conclut avec l'empereur des Grecs, que les ducs de Bénévent et les Vénitiens ne seraient sujets d'aucune de ces deux couronnes, mais jouiraient d'une entière indépendance.

La nécessité, qui avait réduit ces peuples à se réfugier au sein des eaux, les contraignit à chercher sur la mer une existence honorable et des biens que la terre ne pouvait leur procurer. Leurs navires parcoururent le monde entier, et versèrent dans leurs remparts une foule de marchandises qui, nécessaires aux autres hommes, attiraient dans Venise le concours de toutes les nations. Pendant un grand nombre d'années, ils ne songèrent à d'autres conquêtes qu'à celles qui pouvaient faciliter leur commerce : et dans cette vue ils acquirent plusieurs ports en Grèce et en Syrie. Les services que leurs vaisseaux rendirent aux Français, en les transportant en Asie, leur valurent en récompense l'île de Candie. Tant qu'ils ne s'écartèrent point de cette route, leur nom fut redouté sur la mer et respecté dans toute l'Italie : aussi, dans la plupart des différends qui s'élevaient, on les choisissait pour arbitres. C'est ce qui arriva dans les contestations que suscita le partage de ces villes entre les fédérés ; on les soumit aux Vénitiens, qui adjugèrent Bergame et Brescia aux Visconti. Mais, après s'être emparés, avec le temps, de Padoue, de Vicence, de Trévise, et, par la suite, de Vérone, de Bergame, de Brescia, ainsi que de plusieurs villes du royaume et de la Romagne ; poussés par la soif de la domination, ils acquirent dans l'opinion une telle puissance, qu'elle devint un objet de crainte non-seulement pour les princes d'Italie, mais même pour les rois ultramontains ; tellement qu'enfin tous se réunirent contre eux, et un jour suffit

pour leur enlever tous ces États qu'ils avaient acquis au prix de tant d'années et de richesses. Quoique, dans ces derniers temps, ils aient ressaisi une partie de leurs possessions, comme ils n'ont recouvré ni leur renommée ni leurs forces, ils ne vivent plus, semblables en cela à tous les princes d'Italie, que sous le bon plaisir d'autrui.

Benoît XII, parvenu au pontificat, voyait la possession de l'Italie lui échapper entièrement. Craignant que l'empereur Louis ne s'en rendît maître, il résolut de s'y faire des amis de tous ceux qui avaient usurpé des villes jusqu'alors soumises à l'autorité des empereurs, afin qu'ayant à redouter la colère de l'empire, ils le secondassent dans ses efforts pour défendre l'Italie. Il rendit, en conséquence, un décret qui déclarait possesseurs légitimes tous les tyrans qui avaient usurpé des villes dans la Lombardie. La mort le surprit au milieu de ces dispositions, et Clément VI fut élu à sa place. L'empereur, voyant avec quelle libéralité le souverain pontife avait donné les terres de l'empire, voulut, pour n'être pas moins généreux du bien d'autrui que ne l'avait été le pape, faire don à tous ceux qui s'étaient érigés en tyrans dans les États de l'Église de toutes les villes dont ils s'étaient emparés, pour en jouir sous l'autorité impériale. C'est ainsi que Galeotto Malatesti et ses frères devinrent seigneurs de Rimini, de Pesaro et de Fano; Antonio di Montefeltro, de la Marche et d'Urbin; Gentile da Varano, de Camerino; Guido di Polenta, de Ravenne; Sinibaldo Ordelaffi, de Forli et de Césène; Jean Manfredi, de Faenza; Louis Alidosi, d'Imola; et beaucoup d'autres, en outre, d'une multitude d'autres villes: de sorte que, de toutes les possessions du saint-siége, très-peu restèrent sans prince. L'Église en demeura affaiblie jusqu'au temps d'Alexandre VI, qui, de nos jours, lui a rendu toute sa puissance par la ruine de tous les descendants de ces usurpateurs.

L'empereur se trouvait à Trente, à l'époque où il faisait toutes ces concessions, et faisait mine de passer en Italie: il en résulta dans la Lombardie plusieurs guerres pendant lesquelles les Visconti s'emparèrent de Parme. En ce temps-là, Robert, roi de

Naples, mourut, laissant pour tous héritiers les deux filles de son fils Charles, mort déjà depuis longtemps : il ordonne que Jeanne, l'aînée, héritera du trône, et qu'elle épousera André, fils du roi de Hongrie, son neveu. Jeanne ne vécut pas longtemps avec son mari : elle le fit assassiner pour épouser un autre de ses cousins, Louis, prince de Tarente. Mais Louis, roi de Hongrie, et frère d'André, accourt en Italie, avec une armée, pour venger la mort de son frère, et chasse du royaume la reine Jeanne et son mari.

A cette époque, Rome fut le théâtre d'un événement mémorable. Un certain Niccolò, fils de Lorenzo, secrétaire du quartier du Capitole, expulsa les sénateurs de la ville, et, sous le titre de tribun, se mit à la tête de la république romaine, à laquelle il restitua son antique gouvernement. La réputation de sa justice et de ses vertus s'étendit au point que les États voisins, et même toute l'Italie, lui envoyèrent des ambassadeurs ; de sorte que les antiques provinces, à l'aspect de Rome sortie de ses cendres, relevèrent leur tête, et les unes excitées par la crainte, les autres par l'espérance, lui décernèrent des honneurs. Mais Niccolò, malgré la gloire qu'il s'était acquise, s'abandonna lui-même dès les commencements : accablé sous le fardeau qu'il avait en vain tenté de soulever, il s'enfuit secrètement sans que personne l'eût chassé, et alla chercher un asile auprès de Charles, roi de Bohême, que l'ordre du pape avait fait nommer empereur, au mépris de Louis de Bavière. Charles, pour témoigner sa gratitude au pontife, lui envoya Niccolò prisonnier. Peu de temps après, un certain Francesco Baroncegli, séduit par l'exemple de Niccolò, s'empara dans Rome du tribunat, et en expulsa les sénateurs. Le pape, ne voyant pas de moyen plus prompt pour réprimer cet audacieux, tira Niccolò de prison, l'envoya à Rome, où lui fut rendue sa charge de tribun, et Niccolò ayant repris en main les rênes de l'État, fit mourir Baroncegli. Mais les Colonna étant devenus ses ennemis, il fut lui-même mis à mort peu de temps après, et l'autorité retourna aux mains des sénateurs.

Cependant, après avoir expulsé la reine Jeanne, le roi de Hongrie avait repris le chemin de ses États. Mais le pape, qui préférait pour Rome le voisinage de la reine à celui de ce roi, travailla et parvint à faire rendre la couronne à Jeanne, à condition que son mari se contenterait du titre de duc de Tarente, et ne prendrait jamais celui de roi.

On était dans l'année 1350 : le pape pensa que le jubilé institué par Boniface VIII pour être célébré tous les cent ans, pourrait l'être tous les cinquante : il rendit un décret en conséquence. Les romains, reconnaissants d'un tel bienfait, lui permirent d'envoyer à Rome quatre cardinaux pour réformer le gouvernement, et créer à sa volonté des sénateurs. Le pape décerna en outre le titre de roi de Naples à Louis, duc de Tarente, et la reine Jeanne, en retour, fit à l'Église donation de son propre patrimoine d'Avignon.

A cette époque mourut Lucchino Visconti ; l'archevêque Jean, resté seul maître de Milan, suscita des guerres nombreuses à la Toscane et à ses voisins, et étendit considérablement sa puissance. Il mourut laissant deux neveux, Bernabò, et Galeazzo, qui ne lui survécut pas longtemps, et dont le fils, nommé Jean Galeazzo, partagea l'État avec son oncle Bernabò.

L'empire était alors gouverné par Charles, roi de Bohême, et l'Église par Innocent VI. Le pape envoya en Italie le cardinal espagnol Egidius, dont l'habileté rendit à l'Église toute sa considération dans la Romagne, dans Rome, ainsi que dans toute l'Italie. Il recouvra Bologne, dont s'était emparé l'archevêque de Milan ; obligea les Romains à recevoir un sénateur étranger, que le pape aurait le droit d'y envoyer chaque année ; conclut un traité honorable avec les Visconti, et fit prisonnier, après l'avoir battu, l'anglais Jean Hawkwood, qui combattait en Toscane pour le parti des Gibelins avec quatre mille de ses compatriotes.

Instruit de tous ces succès, Urbain V, qui venait d'être élu, forme le projet de visiter Rome et l'Italie, où, de son côté, se rend l'empereur Charles ; mais au bout de quelques mois l'em-

pereur retourne dans ses États ; et le pape revient à Avignon. Grégoire XI succède au pape Urbain. Le cardinal Egidius avait cessé de vivre quelque temps auparavant ; et cette mort avait replongé l'Italie dans les anciennes discordes qu'enfantait la jalousie des peuples ligués contre les Visconti. Le pape se hâta d'envoyer un nouveau légat en Italie, avec six mille Bretons ; il y vint ensuite en personne, et ramena enfin sa cour à Rome en 1376, après un séjour de soixante et onze ans en France. Il mourut bientôt après, et Urbain VI fut élu pour le remplacer : mais dix cardinaux ayant trouvé cette élection irrégulière, se réunirent à Fondi, et nommèrent Clément VII.

Depuis plusieurs années les Génois avaient obéi paisiblement à l'autorité des Visconti ; mais à cette époque ils se révoltèrent : la possession de l'île de Ténédos alluma entre eux et les Vénitiens des guerres désastreuses, pour lesquelles toute l'Italie se partagea. C'est dans cette guerre que l'on vit paraître pour la première fois l'artillerie, instrument funeste nouvellement inventé par les Allemands. Quoique la victoire se fût déclarée d'abord pour les Génois, qui tinrent même Venise assiégée plusieurs mois, les Vénitiens néanmoins restèrent les plus forts à la fin de la guerre, et, par l'entremise du souverain pontife, les deux peuples firent la paix en 1381.

Il y avait schisme dans l'Église, comme nous venons de le dire ; la reine Jeanne favorisait le pape schismatique : Urbain, irrité, appelle à la conquête du royaume Charles de Durazzo, descendant des rois de Naples. Ce nouveau compétiteur accourt, s'empare de l'État et du gouvernement, et force la reine à se réfugier en France. Le roi de France, indigné, envoie Louis d'Anjou en Italie pour aider la reine à recouvrer ses États, chasser Urbain de Rome, et y installer l'anti-pape. Mais Louis meurt au milieu de l'entreprise, et ses troupes dispersées retournent en France. Le pape alors se rend à Naples, où il fait emprisonner neuf cardinaux pour avoir suivi le parti de la France et de l'anti-pape. Il se brouille ensuite avec le roi Charles, qui se refuse à faire un de ses neveux duc de Capoue : mais fei-

geant d'attacher peu d'importance à ce refus, il lui demande la ville de Nocera pour y établir sa résidence ; il s'y fortifie, et se prépare à dépouiller le roi de son royaume. Ce prince vient soudain l'y assiéger; et le pape s'enfuit à Gênes, où il fait mourir les cardinaux qu'il tenait prisonniers. De là il retourne à Rome, et y crée vingt-neuf cardinaux pour augmenter l'éclat de sa cour.

A cette époque, le roi de Naples Charles se rendait en Hongrie, où il venait d'être nommé roi : il y mourut peu de temps après, laissant à Naples sa femme et ses enfants, Ladislas et Jean.

Dans le même temps, Jean Galeazzo Visconti s'était emparé de tout l'État de Milan, après avoir assassiné Bernabò, son oncle : peu satisfait d'avoir envahi la Lombardie entière, il voulait encore y joindre la Toscane ; mais il mourut au moment où il se flattait d'en prendre possession et de se couronner ensuite roi d'Italie.

Boniface IX avait succédé à Urbain VI ; l'anti-pape Clément, à son tour, était mort à Avignon : Benoît XIII fut alors élu. Il y avait à cette époque en Italie un bon nombre de soldats anglais, allemands et bretons, que les princes qui, en différents temps, vinrent dans cette contrée, y avaient menés à leur suite, ou que les papes y avaient envoyés pendant leur séjour à Avignon. Tous les princes italiens, dans les guerres qu'ils se faisaient entre eux, se servaient de ces troupes, jusqu'à ce que parut le Romagnol Lodovico da Cento. Ce capitaine forma une compagnie de soldats italiens, portant le nom de Saint-George, dont le courage et la discipline effacèrent la réputation des troupes étrangères, et la rendirent aux soldats italiens, qui désormais furent uniquement employés dans les guerres que les princes d'Italie eurent entre eux. La discorde s'étant mise entre les Romains et le pape, ce pontife se retira à Scesi, où il resta jusqu'à l'époque du jubilé de 1400. Alors les Romains, pour l'engager à revenir à Rome, où sa présence leur était avantageuse, consentirent à recevoir de nouveau le sénateur étranger

envoyé par lui, et le laissèrent fortifier le château Saint-Ange. Il revint à ces conditions; et, pour enrichir l'Église, il ordonna qu'à toutes les vacances de bénéfices on paierait à la chambre apostolique une année de leur revenu.

Quoique Jean Galeazzo, après sa mort, eût laissé deux fils, Giovanmaria Angelo et Philippe, l'État se divisa en nombreuses factions. Au milieu des troubles qu'elles excitèrent, Giovanmaria fut tué, et Philippe resta renfermé quelque temps dans la forteresse de Pavie, d'où il parvint à s'évader, par le secours et la fidélité du gouverneur. Parmi ceux qui se rendirent maîtres des villes qui avaient appartenu à Jean Galeazzo, on distingue Guillaume de la Scala, qui, banni de son pays, trouva dans François de Carrare, seigneur de Padoue, auprès duquel il s'était réfugié, un appui pour recouvrer l'État de Vérone; il n'en jouit pas longtemps, car il fut empoisonné par ordre de ce même François, qui s'empara de la ville. Mais alors Vicence, qui jusque-là avait paisiblement vécu sous les lois des Visconti, redoutant l'agrandissement du seigneur du Padoue, se donna aux Vénitiens, qui lui déclarèrent la guerre, et lui enlevèrent d'abord Vérone, puis Padoue.

Dans cet intervalle, le pape Boniface mourut, et Innocent VII fut élu. Le peuple supplia le nouveau pontife de lui restituer ses forteresses et de lui rendre la liberté; mais le pape rejeta cette prière, et le peuple irrité appela à son secours le roi de Naples Ladislas. La paix cependant ne tarda pas à renaître, et le pape revint à Rome, que la crainte du peuple lui avait fait quitter pour se sauver à Viterbe, où il créa Louis, son neveu, comte de la Marche. Il mourut, et Grégoire XII lui succéda, à condition qu'il renoncerait à la papauté, si l'anti-pape consentait également à se désister. Pour complaire aux cardinaux et pour essayer de rétablir l'union dans l'Église, l'anti-pape Benoît vint jusqu'à Portovenere, et Grégoire jusqu'à Lucques; mais, après plusieurs conciliabules, qui n'amenèrent aucun résultat, les cardinaux des deux papes les abandonnèrent: Benoît alors s'en alla en Espagne, et Grégoire à Rimini.

De leur côté, les cardinaux, à l'instigation de Balthazar Cossa, cardinal et légat de Bologne, assemblèrent à Pise un concile, dans lequel ils élurent Alexandre V, qui sur-le-champ *excommunia* le roi Ladislas, et investit du royaume Louis d'Anjou; puis, réuni, ainsi que ce dernier, aux Florentins, aux Génois, aux Vénitiens et au légat Balthazar Cossa, il attaqua, de concert avec eux, Ladislas, et lui enleva Rome. Dans la plus grande chaleur de cette guerre, Alexandre meurt; Balthazar Cossa est élu, et prend le nom de Jean XXIII. Il part aussitôt de Bologne, où venait de se faire son élection, et accourt à Rome, pour y rejoindre Louis d'Anjou, qui s'y trouvait avec son armée; ils attaquent ensemble Ladislas, et le mettent en déroute. Mais, par la faute des condottieri, ils ne peuvent poursuivre la victoire. Ladislas en profite : il rassemble en peu de temps de nouvelles forces, reprend Rome, et contraint le pape à fuir à Bologne, et Louis en Provence. Le pape, pour se venger et pour affaiblir la puissance de Ladislas, contribue par ses intrigues à faire nommer empereur Sigismond, roi de Hongrie, l'encourage à venir en Italie, a avec lui une entrevue à Mantoue, dans laquelle ils conviennent de convoquer un concile général, destiné à rétablir l'unité de l'Église, convaincus qu'elle pourrait alors s'opposer avec succès aux forces de ses ennemis.

Trois papes, Grégoire, Benoît et Jean se disputaient alors le saint-siége, et dépouillaient ainsi l'Église de sa force et de sa considération. Contre la volonté du pape Jean, on choisit pour le lieu du concile Constance, ville d'Allemagne. Quoique la mort du roi Ladislas eût fait disparaître la cause qui avait porté le pape à donner l'idée de ce concile, il ne put éluder la promesse qu'il avait faite de s'y rendre. Conduit à Constance, il reconnut trop tard son erreur; et quelques mois après, il tenta de s'enfuir; emprisonné pour ce motif, il se vit forcé d'abdiquer la papauté. Grégoire, l'un des anti-papes, envoya sa renonciation par un message; et Benoît, le troisième, ne voulant point se démettre, fut condamné comme hérétique;

enfin, abandonné de ses cardinaux, il fut également contraint d'abdiquer, et le concile élut pontife Oddon, de la maison Colonna, qui s'appela depuis Martin V; et l'Église reprit ainsi son unité après un espace de quarante années, pendant lequel elle avait été divisée entre plusieurs papes.

Philippe Visconti, ainsi que nous l'avons dit, se trouvait alors prisonnier dans la citadelle de Pavie. En même temps mourut Facino Cane, qui avait su profiter des troubles dont la Lombardie était le théâtre, pour étendre sa domination sur Verceil, Alexandrie, Novare et Tortone, et acquérir des richesses assez considérables. Privé d'enfants, il laissa sa femme Béatrix héritière de ses États, et convint avec ses amis qu'ils s'efforceraient de la marier à Philippe. Ce mariage, en rendant quelque puissance à Philippe, lui fournit le moyen de recouvrer toute la Lombardie. Ensuite, pour se montrer reconnaissant d'aussi grands bienfaits, comme le sont presque tous les princes, il accusa son épouse Béatrix d'adultère, et la fit mourir. Lorsque sa puissance fut solidement affermie, impatient de mettre à exécution les desseins de Jean Galeazzo, son père, il songea aussitôt à la guerre contre la Toscane.

Outre son royaume, Ladislas en mourant avait laissé à Jeanne, sa sœur, une puissante armée, commandée par les plus habiles condottieri de son temps, à la tête desquels Sforza da Cotignuola se faisait remarquer par sa valeur. La reine, pour éviter le reproche honteux d'avoir toujours auprès d'elle un certain Pandelfollo, qu'elle avait élevé, prit pour mari Jacques de la Marche, Français issu de la famille royale, à condition qu'il se contenterait d'être appelé prince de Tarente, et lui laisserait à elle le titre de reine et le gouvernement du royaume. Mais dès que Jacques fut arrivé à Naples, les soldats le proclamèrent roi; de sorte qu'il s'éleva entre les deux époux des dissensions sérieuses dans lesquelles l'avantage passa souvent de l'un à l'autre : enfin le royaume resta à la reine, qui devint bientôt l'ennemie du pape. Alors Sforza, pour la réduire, et l'obliger à se jeter dans ses bras, renonça à son service, lorsqu'elle y songeait le moins.

Désarmée tout à coup, son unique ressource fut de recourir à Alphonse, roi d'Aragon et de Sicile, qu'elle adopta pour fils, et de prendre à sa solde Braccio da Montone, qui jouissait d'une réputation de valeur égale à celle de Sforza, et avait mérité l'inimitié du pape en lui enlevant Pérouse et quelques autres possessions de l'Église. Par la suite, la paix se rétablit entre elle et le pape. Le roi Alphonse, craignant alors qu'elle ne le traitât comme elle avait fait son mari, cherchait adroitement à se rendre maître des places fortes : mais, aussi artificieuse que lui, elle le prévint, et se fortifia dans la citadelle de Naples. Les soupçons ne firent qu'augmenter entre eux : ils eurent recours aux armes ; et la reine, avec le secours de Sforza, qui était rentré à son service, vainquit Alphonse, le chassa du royaume, fit annuler son adoption, et substituer à sa place Louis d'Anjou. Ce fut la source de nouvelles guerres entre Braccio, qui avait suivi le parti d'Alphonse, et Sforza, qui combattait pour la reine. Au milieu de ces combats perpétuels, Sforza se noya en traversant le fleuve Pescara, et la reine, désarmée de nouveau, aurait été chassée de son royaume, si elle n'eût été secourue par Philippe Visconti, duc de Milan, qui contraignit Alphonse à retourner en Aragon. Braccio, sans s'étonner de l'abandon d'Alphonse, continua à poursuivre la reine; et ayant mis le siége devant Aquila, le pape, qui ne jugeait pas la grandeur de Braccio avantageuse à l'Église, prend à sa solde le fils de Sforza, Francesco, qui va soudain attaquer Braccio devant Aquila, le défait et le tue. Il ne restait plus, du côté de Braccio, que son fils Oddo : le pape lui enleva Pérouse, et lui laissa la seigneurie de Montone; quelque temps après il fut tué en combattant dans la Romagne pour les Florentins : en sorte que, de tous les compagnons d'armes de Braccio, Niccolò Piccinino fut celui qui demeura le plus en réputation.

Mais puisque j'ai conduit mon récit jusqu'à ces temps que j'avais indiqués en commençant, et que tout ce qui me reste d'important à traiter consiste en grande partie dans le récit des guerres qu'eurent les Florentins et les Vénitiens avec Philippe,

duc de Milan, et qui seront racontées lorsque nous parlerons plus particulièrement de Florence, je ne veux pas aller plus avant : je rappellerai seulement en peu de mots l'état où les princes et les armées de l'Italie se trouvaient, à l'époque où nous sommes parvenus.

Parmi les grands États, la reine Jeanne II possédait le royaume de Naples, la Marche, le Patrimoine et la Romagne. Une partie des villes de ces provinces obéissait à l'Église, l'autre était sous la domination de leurs magistrats ou de leurs tyrans : c'est ainsi que Ferrare, Modène et Reggio étaient soumises à la maison d'Est, Faenza aux Manfredi, Imola aux Alidosi, Forlì aux Ordelaffi, Rimini et Pesaro aux Malatesti, et Camerino à la famille de Varano. Une portion de la Lombardie reconnaissait l'autorité du duc Philippe, l'autre celle des Vénitiens; car tous les princes qui avaient possédé des États particuliers dans cette province avaient été détruits, hors la maison de Gonzague, qui dominait à Mantoue. Les Florentins possédaient presque toute la Toscane ; Lucques et Sienne seulement vivaient sous leurs propres lois, Lucques sous les Guinigi, Sienne entièrement libre. Les Génois, tantôt indépendants, tantôt esclaves ou des rois de France ou des Visconti, vivaient sans gloire, comptés seulement parmi les États du dernier rang. Aucun de ces principaux souverains ne possédait de troupes nationales. Le duc Philippe, renfermé dans son palais, et ne se laissant voir à personne, faisait la guerre par ses lieutenants. Les Vénitiens, aussitôt que leur ambition se fut tournée vers la terre, se dépouillèrent de ces armes qui leur avaient acquis tant de gloire sur les mers, et, suivant l'exemple des autres peuples d'Italie, confièrent à des étrangers la conduite de leurs armées. Le pape, auquel son état de religieux ne permettait pas décemment de porter les armes, la reine Jeanne, à cause de son sexe, faisaient tous deux, par nécessité, ce que des vues erronées avaient conseillé aux autres souverains. C'était aussi à la même nécessité qu'obéissaient les Florentins; car leurs dissensions éternelles ayant détruit toute la noblesse, la république était restée entre les mains d'hommes

nourris dans le commerce, et ils étaient obligés de s'abandonner à la discrétion et à la fortune d'autrui. Les armes de l'Italie n'étaient donc plus qu'entre les mains ou de petits princes ou de guerriers sans États : les premiers, peu soucieux de la gloire, ne s'en revêtaient que pour vivre ou plus riches ou plus tranquilles; les seconds, nourris dans la guerre au sortir de l'enfance, et ne sachant point exercer d'autre métier, cherchaient à acquérir quelque illustration par la richesse ou le pouvoir. Parmi ces derniers, ceux qui, à cette époque, jouissaient du plus grand renom, étaient Carmignuola, François Sforza, Niccolò Piccinino, élève de Braccio, Agnolo della Pergola, Lorenzo di Micheletto Attenduli, Tartaglia, Giacopaccio, Ceccolino de Pérouse, Niccolò da Tolentino, Guido Torello, Antonio de Ponte ad Era, et beaucoup d'autres semblables. Il faut y joindre les seigneurs dont j'ai parlé ci-dessus, les barons de Rome, Orsini et Colonna, ainsi qu'un grand nombre de seigneurs et de gentilshommes du royaume de Naples et de la Lombardie, qui, toujours prêts à entreprendre la guerre, en avaient fait un métier, et avaient contracté entre eux une espèce de convention, en vertu de laquelle ils se comportaient de manière que le plus souvent les deux partis pour lesquels ils combattaient y trouvaient également leur ruine. Enfin, ils réduisirent la profession des armes à un tel degré d'abjection, que le plus médiocre capitaine, dans lequel eût reparu l'ombre de l'antique valeur, les eût couverts de honte, au grand étonnement de toute l'Italie, qui consentait follement à les honorer. Mon histoire ne sera plus remplie que de ces princes sans énergie et de ces honteuses armées; mais avant que je descende à ces détails, il est nécessaire que je remonte, comme je l'ai promis en commençant, à l'origine de Florence, et que je fasse clairement comprendre à chacun quel était l'état de cette cité à l'époque dont je parle, et par quels moyens, au milieu de tant de désastres dont l'Italie fut le théâtre pendant mille ans, elle était parvenue au point où elle se trouvait alors.

FIN DU LIVRE PREMIER.

LIVRE SECOND.

De l'an 7 à 1348.

Parmi les grands et admirables principes des républiques et des monarchies de l'antiquité, oubliés de nos jours, on distinguait celui de fonder en tout temps de nombreux États et de nouvelles cités. Rien de plus digne, en effet, d'un excellent prince ou d'une république bien gouvernée, rien de plus avantageux pour une province, que la fondation de nouvelles villes, où les hommes puissent sans peine se défendre ou se livrer à la culture de leurs champs. C'est ce que les anciens pouvaient faire aisément, parce qu'ils avaient coutume d'envoyer dans les pays vaincus ou dépeuplés de nouveaux habitants qu'ils nommaient colonies. A l'avantage d'élever des cités nouvelles, cette coutume joignait celui d'assurer la possession du pays vaincu au vainqueur, de repeupler les lieux inhabités, et de maintenir dans la contrée une répartition bien entendue des habitants. Il en résultait que, jouissant plus facilement de toutes les commodités de la vie, les hommes y multipliaient, et se montraient plus hardis pour l'attaque et plus assurés pour la défense. Ce système dont la désuétude, amenée par la fausse politique des républiques et des princes de nos jours, a entraîné la ruine et la faiblesse des États, pouvait seul faire la sécurité des empires, et, comme on l'a dit, entretenir dans les diverses contrées l'abondance de la population. Il produit la sécurité des empires : car une colonie établie par le prince dans un pays récemment conquis, est comme une forteresse et une sentinelle qui veille au maintien de la fidélité des nouveaux sujets ; elle rend le pays habitable, et y entretient une égale répartition des habitants : car toutes les contrées ne

sont ni également fécondes, ni également salubres ; aussi y en a-t-il où les habitants abondent, d'autres où ils sont rares ; et s'il n'existe un moyen de les transporter d'une contrée où ils sont trop nombreux dans celles où ils manquent, toutes deux dépérissent bientôt ; la rareté des habitants change l'une en désert, tandis que l'autre s'appauvrit par leur surabondance.

Comme la nature ne peut suppléer à ces désordres, il faut avoir recours à l'industrie. Ainsi les pays malsains deviennent salubres lorsqu'un grand nombre d'hommes viennent à la fois les occuper. La culture améliore la terre, et les feux purifient l'air ; ce que la nature ne pourrait exécuter d'elle-même. Venise en est la preuve : située dans un lieu marécageux et malsain, le concours des nombreux habitants qui tout d'un coup s'y réfugièrent la rendit salubre. La malignité de l'air empêcha d'abord Pise d'être très-peuplée ; mais quand Gênes et ses côtes furent ravagées par les Sarrasins, tous ceux que ces Barbares avaient chassés des champs paternels y coururent en si grand nombre, qu'ils la rendirent populeuse et puissante.

Depuis qu'on a perdu l'usage d'envoyer des colonies, on maintient plus difficilement les pays conquis ; les provinces inhabitées ne se repeuplent jamais, et celles qui sont trop peuplées ne peuvent plus se débarrasser de leur superflu. Aussi plusieurs contrées de l'univers, et particulièrement de l'Italie, sont devenues désertes en comparaison des temps anciens ; ce qui fut, ce qui est encore la conséquence inévitable de la conduite des princes qui n'eurent jamais l'amour de la véritable gloire, et des républiques dont les institutions n'offrent rien de louable. Ainsi, dans l'antiquité, l'usage des colonies donnait fréquemment naissance à de nouvelles villes, ou contribuait à l'agrandissement de celles qui existaient déjà. De ce nombre fut la ville de Florence, qui dut son origine à Fiesole, et son accroissement aux colonies.

Il est certain, comme le prouve le Dante et Jean Villani, que la ville de Fiesole, située au sommet de la montagne, pour attirer un plus grand concours à ses marchés et en faciliter l'abord à ceux qui voudraient y amener leurs denrées, en avait marqué l'em-

placement, non sur la hauteur, mais dans la plaine qui s'étend entre le pied de la montagne et la rivière de l'Arno. Je présume que ces marchés donnèrent lieu aux premiers édifices que les trafiquants élevèrent, afin d'avoir un abri commode pour y déposer leurs marchandises, et qu'avec le temps ces édifices devinrent des établissements permanents. Plus tard, lorsque les Romains, après la conquête de Carthage, eurent mis l'Italie à couvert des guerres étrangères, le nombre de ces édifices augmenta considérablement; car les hommes ne se soumettent aux difficultés de la vie que tant qu'ils y sont forcés par la nécessité; et ceux que la crainte de la guerre a contraints de fixer de préférence leur demeure dans des lieux forts et de difficile accès, reviennent plus volontiers encore, quand le péril est passé et que la commodité des lieux les invite, habiter une contrée moins sauvage et d'un abord plus aisé. La sécurité que la gloire de la république romaine fit naître en Italie contribua à l'accroissement des habitations dont nous venons de parler, au point d'en faire une bourgade qui fut d'abord appelée Arnina. La guerre civile s'alluma depuis dans Rome, d'abord entre Marius et Sylla, ensuite entre César et Pompée, puis enfin entre les meurtriers de César et ceux qui voulaient venger sa mort. Sylla premièrement, et, à son exemple, les triumvirs qui se partagèrent l'empire après avoir vengé le meurtre de César, envoyèrent à Fiesole des colonies qui presque toutes établirent leurs demeures dans la plaine à proximité de la ville déjà commencée. Cet accroissement l'enrichit d'une telle foule d'édifices et d'habitants, un ordre si parfait s'établit dans sa police intérieure, qu'on put dès lors la compter parmi les cités d'Italie.

Quant à l'étymologie du nom de Florence, les opinions varient. Les uns le dérivent de Florinus, l'un des chefs de la colonie; d'autres veulent que son premier nom n'ait pas été Florence, mais Fluence, à cause de son voisinage du cours de l'Arno, et en appellent au témoignage de Pline, qui dit : « Les Fluentins sont voisins du cours de l'Arno (*ad Arnum fluentem*). » Cette assertion pourrait ne pas être exacte; car le

texte de Pline parle seulement de la position des Florentins sans dire comment ils se nommaient. Il semble même que ce mot de Fluentini doive être corrigé, puisque Frontin et Tacite, qui tous deux écrivaient à peu près du temps de Pline, appellent la ville et ses habitants *Florentia* et *Florentini*; car déjà, du temps de Tibère, ils se gouvernaient suivant la coutume des autres villes d'Italie. Tacite rapporte même que des députés florentins furent envoyés à l'empereur pour le prier de ne point permettre qu'on fît verser toutes les eaux de la Chiana dans leur pays; et il ne semble pas raisonnable que cette ville eût en même temps deux noms. Je crois donc qu'elle a toujours été appelée Florence, quelle que soit d'ailleurs la cause de ce nom; et de même, quelle que soit celle de son origine, il est certain qu'elle remonte à l'empire romain, et que déjà les historiens en parlent du temps des premiers empereurs.

Lorsque les Barbares ravagèrent l'empire, Florence fut détruite par Totila, roi des Ostrogoths, et réédifiée deux cent cinquante ans après, par Charlemagne. Depuis cette époque, jusqu'en 1215[1], elle subit toutes les vicissitudes de ceux qui gouvernèrent successivement l'Italie. Les descendants de Charles en furent d'abord les maîtres, puis les Bérengers, et en dernier lieu les empereurs d'Allemagne, ainsi que nous l'avons exposé dans notre aperçu général. Les Florentins, à cette époque, ne purent ni s'élever, ni faire aucune action digne de mémoire, à cause de la puissance des princes auxquels ils étaient soumis.

Néanmoins, en 1010, le jour de San-Romolo, fête solennelle de Fiesole, ils s'emparèrent de cette ville et la détruisirent; soit qu'ils agissent ainsi du consentement des empereurs, soit qu'ils profitassent d'un de ces moments d'interrègne pendant lesquels les peuples jouissaient d'un peu plus de liberté. Mais à mesure que la puissance des papes se fortifiait en Italie, et que celle des empereurs d'Allemagne s'affaiblissait, toutes les villes de cette contrée se relâchaient de leur obéissance envers le souverain. Lorsqu'en 1080 éclata la division entre l'empereur Henri III et

l'Église ; il se forma ouvertement deux partis en Italie ; néanmoins les Florentins restèrent unis jusqu'en 1215, suivant la fortune du vainqueur, et n'ayant point d'autre ambition que de se conserver.

Mais comme dans le corps humain plus les maladies se font attendre, plus elles sont dangereuses et mortelles, ainsi plus Florence fut lente à embrasser les sectes qui divisaient alors l'Italie, plus par la suite elle fut en proie à leurs funestes effets. La cause de ces premières divisions a acquis une grande notoriété par les récits du Dante et de plusieurs autres écrivains. Cependant je crois devoir la raconter en quelques mots.

Parmi les familles de Florence, les deux plus puissantes étaient celles des Buondelmonti et des Uberti ; les Amidei et les Donati venaient immédiatement après. Une dame de la famille des Donati, veuve et riche, avait une fille de la plus grande beauté. Elle avait projeté en elle-même de la marier à Messer Buondelmonti, jeune cavalier, chef de la famille de ce nom. Soit négligence, soit persuasion de pouvoir toujours accomplir son dessein, elle ne l'avait encore découvert à personne, quand elle apprit par hasard que Messer Buondelmonti se mariait à une jeune fille des Amidei. Elle en conçut un profond dépit, et, dans l'espoir que la beauté de sa fille parviendrait à rompre ce mariage avant son entier accomplissement, ayant aperçu Messer Buondelmonti qui s'acheminait sans suite vers sa maison, elle descendit, conduisant sa fille derrière elle ; et au moment où le jeune homme passait, elle se présenta à lui en disant : « Je suis fort aise que vous ayez pris femme, quoique « je vous eusse réservé ma fille que voici. » Et poussant la porte, elle lui montra sa fille. Buondelmonti, frappé de sa rare beauté, et considérant que la famille et la dot de cette jeune fille ne le cédaient en rien à celle de l'épouse dont il avait déjà fait choix, s'enflamma d'un si vif désir de la posséder, que, sans songer à la foi jurée, à l'affront qui résulterait d'une pareille rupture, et aux malheurs qu'elle entraînerait, il répondit : « Puisque vous « me l'avez réservée, je serais un ingrat de la refuser, lorsqu'il

« en est temps encore », et, sans perdre un seul instant, il célébra le mariage.

Cette conduite, dès qu'on en fut informé, remplit d'indignation toute la famille des Amidei, et celle des Uberti, qui lui tenait par les liens du sang. Ils se rassemblèrent avec beaucoup d'autres de leurs parents, déclarèrent qu'une injure aussi sanglante ne pouvait se supporter sans honte, et que la mort seule de Messer Buondelmonti pouvait satisfaire leur vengeance. Quelques-uns d'entre eux représentèrent les malheurs qui pourraient en résulter; mais Mosca Lamberti répondit que celui qui pensait à tant de choses n'en terminait aucune, et finit par cette sentence connue : *chose faite, conseils sont pris*. Ils chargèrent alors de ce meurtre Mosca, Stiatta Uberti, Lambertuccio Amidei et Oderigo Fifanti. Le jour de Pâques, ces derniers se renfermèrent dès le matin dans la maison des Amidei, située entre le Vieux-Pont et Saint-Étienne; et ayant aperçu Messer Buondelmonti qui passait le fleuve sur un cheval blanc, sans réfléchir qu'il n'est point aussi facile d'effacer une injure que de renoncer à une alliance, ils se jetèrent sur lui à l'entrée du pont, et lui arrachèrent la vie aux pieds d'une statue de Mars. Cet assassinat divisa toute la ville : une partie embrassa la cause des Buondelmonti, l'autre celle des Uberti; et comme ces familles possédaient de nombreux palais, des tours, et un grand nombre de partisans, elles combattirent pendant de longues années sans que l'une parvînt à chasser l'autre. Jamais une paix réelle ne mettait fin à leurs dissensions; seulement des trêves momentanées leur donnaient quelques instants de relâche; et c'est ainsi que, selon les événements, leur fureur tantôt se calmait, tantôt se rallumait.

Florence fut en proie à ces troubles jusqu'à l'époque où Frédéric II, en qualité de roi de Naples, se persuada qu'il pourrait accroître ses forces aux dépens de l'Église. Pour affermir sa puissance en Toscane, il protégea les Uberti et leurs partisans, qui, avec son secours, parvinrent à chasser les Buondelmonti; et c'est ainsi que notre ville se trouva divisée, comme toute

l'Italie l'était déjà depuis longtemps, en Guelfes et en Gibelins. Il ne me paraît pas superflu de signaler les familles qui embrassèrent l'une et l'autre de ces deux factions. Ceux donc qui suivirent le parti des Guelfes furent les Buondelmonti, les Nerli, les Rossi, les Frescobaldi, les Mozzi, les Baldi, les Pulci, les Gherardini, les Foraboschi, les Bagnesi, les Guidalotti, les Sacchetti, les Manieri, les Lucardesi, les Chiaramontesi, les Compiobbesi, les Cavalcanti, les Giandonati, les Gianfigliazzi, les Scali, les Gualterotti, les Importuni, les Bostichi, les Tornaquinci, les Vecchietti, les Tosinghi, les Arrigucci, les Agli, les Sizi, les Adimari, les Visdomini, les Donati, les Pazzi, les della Bella, les Ardinghi, les Tebaldi et les Cerchi. Du côté des Gibelins, on voyait les Uberti, les Mannelli, les Ubriachi, les Fifanti, les Amidei, les Infangati, les Malespini, les Scolari, les Guidi, les Galli, les Cappiardi, les Lamberti, les Soldanieri, les Cipriani, les Toschi, les Amieri, les Palermini, les Migliorelli, les Pigli, les Barucci, les Cattani, les Agolanti, les Brunelleschi, les Caponsacchi, les Elisei, les Abati, les Tedaldini, les Giuochi et les Galigai. La bourgeoisie se joignit en outre aux unes ou aux autres de ces familles patriciennes; en sorte que ces divisions infestèrent presque toute la ville. Les Guelfes chassés se réfugièrent sur le territoire de Valdarno-di-Sopra, où ils avaient la plus grande partie de leurs forteresses, et s'y défendirent du mieux qu'ils purent contre les forces de leurs ennemis. Mais à la mort de Frédéric, les habitants de Florence qui étaient restés neutres, et qui avaient le plus de crédit sur le peuple, pensèrent qu'il valait mieux réunir les esprits que de causer la ruine de la ville en y maintenant la discorde. Ils agirent avec tant de succès, que les Guelfes revinrent, oubliant leur injure, et les Gibelins les reçurent sans la moindre défiance. Une fois réconciliés, le moment leur parut favorable pour prendre une forme de gouvernement qui leur permît de vivre en liberté, et pour se mettre en état de se défendre avant que le nouvel empereur eût acquis des forces.

Ils divisèrent la ville en six quartiers, élurent dans chacun

deux citoyens, auxquels ils conférèrent le gouvernement. Ces douze magistrats, qui reçurent le nom d'*anciens*, devaient être changés chaque année. Pour ôter tout prétexte aux inimitiés qui naissent des jugements, ils établirent deux juges étrangers, l'un nommé *capitaine du peuple* et l'autre *podestà*, pour juger les causes civiles ou criminelles qui pourraient s'élever parmi les citoyens. Et comme nulle institution n'est stable si elle manque de défenseurs, ils formèrent vingt compagnies dans la ville, et soixante-six dans la campagne : toute la jeunesse y fut inscrite; et l'on prescrivit à chacun de se rendre en armes sous son drapeau toutes les fois qu'il serait appelé par le capitaine ou par les anciens. Les enseignes de chaque compagnie variaient suivant la nature de ses armes : ainsi les arbalétriers avaient un drapeau différent de ceux qui portaient des boucliers. Chaque année, le jour de la Pentecôte, on distribuait les drapeaux aux nouveaux soldats, avec une grande solennité, et l'on assignait de nouveaux capitaines à toutes les compagnies. Afin de donner tout à la fois à leur armée plus de pompe, et de lui assigner un point de ralliement où ceux qui, dans la mêlée, viendraient à être repoussés, pussent reprendre courage et de nouveau faire face à l'ennemi, ils firent construire un grand chariot tiré par deux bœufs couverts d'écarlate, sur lequel était élevé un étendard blanc et rouge. Lorsqu'ils voulaient entrer en campagne, ils conduisaient ce chariot sur la place du Marché-Neuf, et le confiaient aux chefs du peuple avec une pompe solennelle. Pour donner plus d'éclat à leurs entreprises, ils avaient encore une cloche appelée *Martinella*, dont le son se faisait entendre pendant un mois consécutif avant que l'armée sortît de la ville, pour donner le temps à l'ennemi de se mettre en défense. Telle était alors la vertu de ces hommes, telle était la magnanimité qu'ils apportaient dans leurs actions, et qui, lorsque aujourd'hui l'on regarde comme un acte généreux et prudent d'attaquer son ennemi à l'improviste, leur faisait alors considérer cette conduite comme frauduleuse et blâmable! Ils conduisaient en-

core cette cloche à l'armée, où elle servait à donner le signal pour les gardes et les autres services du camp.

C'est par ces établissements civils et militaires que les Florentins fondèrent leur liberté. On ne peut imaginer quelle puissance et quelle force Florence acquit en peu de temps. Non-seulement elle se plaça à la tête de la Toscane, mais on la compta parmi les premières villes de l'Italie; et qui sait à quel degré elle aurait porté sa grandeur, si de nouvelles et fréquentes dissensions n'avaient déchiré son sein! Les Florentins vécurent sous ce régime l'espace de dix années, pendant lesquelles ils forcèrent Pistoja, Arezzo et Sienne, à entrer dans leur confédération. Comme ils revenaient de Sienne avec leur armée, ils prirent Volterra, et détruisirent quelques bourgs dont ils emmenèrent les habitants à Florence. Toutes ces entreprises eurent lieu par le conseil des Guelfes, dont le pouvoir était plus étendu que celui des Gibelins; car ces derniers s'étaient attiré la haine du peuple par leur conduite orgueilleuse, pendant qu'ils gouvernaient sous la protection de Frédéric II. D'ailleurs on aimait mieux le parti de l'Église que celui de l'empire; on espérait que l'Église aiderait à maintenir la liberté de Florence; sous l'empereur, on craignait de la perdre.

Cependant les Gibelins ne pouvaient voir tranquillement s'en aller leur autorité, et ils n'attendaient qu'une occasion pour la reprendre. Ils la crurent arrivée lorsque Manfred, fils de Frédéric, eut usurpé le royaume de Naples et si fort ébranlé la puissance de l'Église. Ils s'entendirent secrètement avec lui pour recouvrer le pouvoir; mais leurs pratiques ne purent être si secrètes que les anciens ne les découvrissent.

Le conseil cita les Uberti, qui, loin d'obéir, prirent les armes et se fortifièrent dans leurs maisons. Le peuple irrité court aux armes, et, avec le secours des Guelfes, force les Gibelins d'abandonner Florence, et de se réfugier à Sienne avec la faction tout entière. Ils implorent de là le secours de Manfred, et, par l'habileté de Messer Farinata degli Uberti, les Guelfes essuient

de la part des troupes du roi une si sanglante défaite sur les bords de l'Arbia, que le petit nombre de ceux qui échappent à cette déroute vont chercher un asile non à Florence, qu'ils regardent comme une ville perdue pour eux, mais dans les murs de Lucques.

Manfred avait envoyé aux Gibelins, pour commander ses troupes, le comte Giordano, homme de guerre assez renommé à cette époque, qui, après la victoire, se rendit à Florence avec les Gibelins, réduisit la ville sous l'autorité du roi, cassa les magistrats, et annula toutes les institutions qui laissaient encore voir quelque ombre de liberté. Cette injure faite sans prudence excita la haine universelle, et l'inimitié du peuple envers les Gibelins ne fit que s'en accroître et entraîna plus tard leur ruine totale. Les affaires du royaume ayant forcé le comte Giordano à retourner à Naples, il laissa le comte Guido Novello, seigneur de Casentino, en qualité de lieutenant du roi à Florence. Dans un conseil de Gibelins, que ce dernier assembla à Empoli, chacun fut d'avis que le seul moyen de maintenir la puissance de leur parti en Toscane était de détruire Florence, dont le peuple, tout guelfe, pouvait à lui seul rendre toutes ses forces au parti de l'Église. A cette cruelle sentence, rendue contre une aussi noble cité, il n'y eut ni citoyen ni ami qui osât élever la voix en sa faveur, excepté Messer Farinata degli Uberti, qui, sans se laisser arrêter par aucune considération, prit ouvertement sa défense en disant : « qu'il n'avait, avec tant de « fatigues, couru de si grands périls que pour vivre dans sa « patrie ; que loin de cesser maintenant de vouloir ce qu'il avait « poursuivi avec tant d'ardeur, et de refuser ce que la fortune « avait bien voulu lui accorder, il était tout prêt, au contraire, « à devenir un aussi grand ennemi de ceux qui auraient d'autres « desseins, qu'il l'avait été des Guelfes ; que si quelqu'un d'entre « eux avait quelque chose à craindre de la patrie, il n'avait qu'à « essayer de la ruiner ; que, quant à lui, il espérait employer « pour la défendre le même courage qui lui avait servi pour en « chasser les Guelfes. » Messer Farinata était un homme d'une

valeur éprouvée, expérimenté dans la guerre, chef des Gibelins, et fort estimé de Manfred; son autorité mit fin à cette délibération, et on chercha d'autres moyens de retenir le pouvoir.

Les Guelfes qui étaient venus chercher un asile dans Lucques, congédiés par les habitants sur les menaces du comte, se réfugièrent à Bologne; ceux de Parme les appelèrent contre les Gibelins, dont leur courage triompha, et on leur accorda pour récompense tous les biens de leurs adversaires. Ayant ainsi recouvré des honneurs et des richesses, et apprenant que le pape avait appelé Charles d'Anjou pour ravir la couronne à Manfred, ils envoyèrent offrir au pontife le concours de leurs forces. Le pape non-seulement les reçut comme des amis, mais il leur donna son étendard, que depuis les Guelfes n'ont cessé de porter à la guerre, et qui est encore le même dont se servent les Florentins. Charles enleva depuis à Manfred le royaume et la vie. Les Guelfes de Florence, qui l'avaient aidé dans sa conquête, reprirent alors une vigueur nouvelle, et les Gibelins en furent affaiblis. Ces derniers, qui gouvernaient Florence avec le comte Guido Novello, crurent qu'il leur serait utile de gagner, par quelque bienfait, ce peuple qu'ils avaient jusque-là accablé de tous les outrages; mais ce remède, qui leur eût profité s'ils l'eussent présenté avant que la nécessité les y forçât, offert à contre cœur, non-seulement ne leur fut d'aucun avantage, mais ne fit que hâter leur ruine. Ils s'étaient imaginé cependant de regagner l'affection et la faveur du peuple, en lui rendant une partie des honneurs et du pouvoir dont ils l'avaient dépouillé. Ils élurent parmi le peuple trente-six citoyens qui devaient, conjointement avec deux chevaliers appelés de Bologne, travailler à la réforme du gouvernement. Ce conseil, dès sa première assemblée, divisa toute la cité en corps des arts; chaque métier avait à sa tête un magistrat qui rendait justice à ses subordonnés; chacun d'eux reçut en outre une bannière sous laquelle tout citoyen devait se rendre en armes toutes les fois que la ville réclamerait sa présence. Dans le principe ces corps de métiers furent au nombre

de douze ; sept majeurs et cinq mineurs. Dans la suite les mineurs s'élevèrent au nombre de quatorze, ce qui porta le nombre total à vingt et un, ainsi qu'on le voit maintenant. Les trente-six réformateurs firent encore d'autres règlements à l'avantage de tout le monde.

Le comte Guido avait établi une taxe sur les citoyens, pour l'entretien des troupes ; elle trouva tant de résistance qu'il n'osa la percevoir par force. Cet essai lui ayant fait voir que l'autorité lui échappait, il rappela près de lui les chefs des Gibelins, et tous ensemble formèrent le projet de reprendre par force au peuple ce qu'imprudemment ils lui avaient accordé. Ils prirent les armes ; et lorsqu'ils se crurent en mesure, ils profitèrent du moment où les trente-six étaient rassemblés, pour exciter du tumulte, de sorte que ceux-ci, épouvantés, se sauvèrent dans leurs maisons, et à l'instant les drapeaux des corps de métiers parurent accompagnés d'un assez grand nombre de citoyens armés. Instruits que le comte Guido, avec les siens, se trouvait du côté de San-Giovanni, ils se fortifièrent à Santa-Trinita, et donnèrent le commandement à Messer Jean Soldanieri. Le comte, à son tour, apprenant de quel côté se dirigeait le peuple, se met en marche à sa rencontre. Le peuple, loin de refuser le combat, s'avance au-devant de l'ennemi, et le joint à l'endroit où se voit aujourd'hui la loge des Tornaquinci. Le comte se voyant battu, et beaucoup des siens mis à mort, craignit que l'ennemi ne profitât de la nuit pour l'attaquer et le tuer au milieu de ses troupes vaincues et découragées. Cette crainte eut sur lui tant de pouvoir, que, sans chercher un autre remède, il aima mieux, pour se sauver, prendre la fuite que de combattre, et, malgré les conseils des chefs de son parti, il se retira à Prato avec toutes ses troupes. Dès qu'il fut en lieu de sûreté, sa peur se dissipant lui fit reconnaître son erreur : déterminé à la réparer dans la matinée même, le jour ne fut pas plutôt venu qu'il se dirigea avec ses soldats vers Florence, et voulut rentrer par force dans cette ville qu'il venait d'abandonner par lâcheté ; mais son entreprise n'eut aucun succès, parce que le peuple, qui n'aurait pu le chasser sans peine, put facilement l'em-

pêcher de rentrer. Ainsi, triste et confus, il se rendit dans le Casentino, et les Gibelins se retirèrent dans leurs châteaux. Après cette victoire du peuple, on pensa à ramener la concorde, et tous ceux qui avaient quelque amour pour la patrie proposèrent de rappeler tous les citoyens, soit Guelfes, soit Gibelins, qui se trouvaient exilés de Florence.

Les Guelfes rentrèrent donc six ans après avoir été bannis; et les Gibelins obtenant encore cette fois le pardon de leurs injures, furent rappelés dans leur patrie; cependant ils étaient toujours l'objet de la haine des Guelfes et du peuple. Les Guelfes ne pouvaient effacer de leur mémoire le souvenir de leur exil; le peuple avait encore trop présente la tyrannie dont ils l'avaient accablé pendant qu'il vécut sous leur joug; de telle sorte que chacun conservait son ressentiment. Pendant que Florence vivait dans cet état d'incertitude, le bruit se répandit que Conradin, neveu de Manfred, arrivait d'Allemagne avec une armée, pour marcher à la conquête de Naples. Les Gibelins en conçurent de nouveau l'espoir de recouvrer leur autorité; les Guelfes pensèrent aux moyens de se prémunir contre leurs ennemis, et implorèrent le secours de Charles pour se défendre lors du passage de Conradin. Cependant l'arrivée des troupes de Charles inspira une telle confiance aux Guelfes, que les Gibelins en furent épouvantés, et deux jours avant l'entrée de ces troupes dans la ville, ils s'en éloignèrent à la hâte, sans qu'on les en eût chassés.

Après la fuite des Gibelins, les Florentins organisèrent de nouveau le gouvernement; ils élurent douze chefs qui ne devaient rester en fonctions que deux mois; ils ne leur donnèrent plus le nom d'*anciens*, mais celui de *bons-hommes*. Ils leur adjoignirent un conseil de quatre-vingts citoyens, appelé *la credenza*. Après eux venaient les députés du peuple, au nombre de trente pour chacun des six quartiers, lesquels, avec la credenza et les douze bons-hommes, prenaient le nom de conseil général. Ils établirent encore un autre conseil composé de cent vingt membres pris parmi le peuple et la noblesse, qui mettait le sceau à toutes les déterminations prises dans les autres conseils, et qui fut chargé de dis-

tribuer tous les offices de la république. Cette forme de gouvernement établie, on fortifia encore le parti guelfe en lui accordant des magistratures et des charges qui lui permettaient de se défendre avec plus de facilité contre les entreprises des Gibelins. On divisa les biens de ces derniers en trois portions, dont l'une fut réunie au domaine public, la seconde assignée aux magistrats du parti, appelés *capitaines*, et la troisième donnée aux Guelfes, en dédommagement des pertes qu'ils avaient essuyées. Le pape, de son côté, pour entretenir l'esprit guelfe en Toscane, y nomma vicaire impérial le roi Charles d'Anjou. Tandis qu'au dedans, par la vigueur de leurs nouvelles institutions et par leur soumission aux lois, et au dehors par l'éclat de leurs armes, les Florentins maintenaient leur réputation, le pape mourut, et, après deux ans de contestations, on élut Grégoire X, qu'un long séjour en Syrie, où il se trouvait encore au moment de son élection, avait rendu étranger aux intrigues des partis. Il ne put les voir du même œil que ses prédécesseurs. A son passage à Florence pour se rendre en France, il crut qu'il était du devoir d'un bon pasteur de rétablir l'union dans la ville; il fit tant que les Florentins consentirent à recevoir les syndics des Gibelins, et à concerter avec eux les moyens de les rappeler. Mais, quoique l'accord eût été conclu, les Gibelins avaient conçu une telle frayeur qu'ils ne voulurent point revenir. Le pape en accusa la ville, et dans sa colère, il lança contre les Florentins une excommunication dont ils portèrent le poids tant qu'il vécut; mais après sa mort le pape Innocent V leur rendit sa bénédiction.

Nicolas III, de la famille des Orsini, était parvenu au pontificat. Or, comme les papes ne cessaient de redouter tous ceux dont la puissance devenait grande en Italie, même lorsqu'elle avait sa source dans les faveurs de l'Église, et qu'ils cherchaient aussitôt à les abaisser, de là ces fréquentes agitations et ces révolutions continuelles dont l'Italie était le théâtre. Au puissant qui se faisait craindre on opposait un rival faible encore; mais à peine ce dernier élevé, on le redoutait, et une fois craint, on s'efforçait de le renverser. C'est ce qui arracha le royaume

des mains de Manfred pour le donner à Charles; c'est ce qui rendit Charles à son tour un objet d'épouvante, et excita chacun à travailler à sa ruine. Voilà pourquoi Nicolas III, déterminé par les mêmes motifs, fit si bien qu'avec l'aide de l'empereur, il ravit à Charles le gouvernement de la Toscane, et envoya dans cette province, au nom de l'empire, Messer Latino, son légat.

Florence, à cette époque, était dans une assez triste condition. La noblesse était devenue insolente, et ne craignait plus les magistrats. Chaque jour était témoin de quelque assassinat ou de quelque violence, sans que l'on pût châtier ceux qui les commettaient, tranquilles sous la protection de tel ou tel noble. Les chefs du peuple crurent que, pour mettre un frein à tant d'insolence, il était nécessaire de rappeler les bannis. Le légat en profita pour pacifier la ville; les Gibelins furent rappelés; le nombre des gouvernants, d'abord fixé à douze, fut porté à quatorze; c'était sept pour chaque parti. Leurs fonctions ne devaient durer qu'une année, et ils étaient à la nomination du pape. Florence vécut deux ans sous ce gouvernement, jusqu'à l'avénement du Français Martin IV à la papauté. Ce pontife rendit au roi Charles toute l'autorité que Nicolas lui avait enlevée. Soudain les partis renaissent en Toscane; les Florentins prennent les armes contre l'empereur, et, pour arracher le pouvoir aux Gibelins et mettre un frein à la licence des nobles, ils établissent une nouvelle forme de gouvernement. On était dans l'année 1282; depuis qu'on avait donné aux corps de métiers leurs magistrats et leurs bannières, ils s'étaient acquis une grande influence. Ils usèrent donc de leur autorité pour ordonner que le conseil des douze ferait place à trois magistrats, nommés *prieurs*, qui gouverneraient la république pendant deux mois, et qui pourraient être choisis indistinctement parmi le peuple ou la noblesse, pourvu qu'ils fussent marchands ou exerçassent un métier. Lorsque les prieurs eurent exercé leur magistrature pendant les deux premiers mois, on porta leur nombre à six, afin qu'il y en eût un par chacun des six quartiers. Ce nombre se maintint jus-

qu'en 1343, que la ville fut divisée en quatre quartiers, et les prieurs portés à huit, quoique plus d'une fois, durant cet espace de temps, les événements en aient fait nommer douze. Cette magistrature, ainsi que le temps l'a fait voir, entraîna la ruine des nobles, parce que d'abord les circonstances permirent au peuple de ne point les y admettre, et que dans la suite ils en furent entièrement exclus. Les nobles d'abord y consentirent, par suite de leur désunion; le désir trop ardent de s'arracher mutuellement le pouvoir ayant fait que tous le perdirent, on assigna un palais pour la résidence des magistrats, la coutume ayant été jusque-là de tenir les tribunaux et les assemblées dans les églises; et on leur accorda en outre des gardes et autres servants, pour donner plus de lustre à leur dignité. Dans le principe, on les appela simplement *prieurs*; néanmoins, dans la suite, on y ajouta le nom de *seigneurs*, pour augmenter encore leur importance. Les dissensions civiles restèrent assoupies pendant quelque temps; les Florentins en profitèrent pour faire la guerre aux Arétins, qui avaient chassé les Guelfes de leurs murs, et remportèrent une victoire complète à Campaldino. L'accroissement de la population et des richesses fit sentir la nécessité d'agrandir l'enceinte des murailles; et on leur donna l'étendue qu'elles ont encore de nos jours. La première enceinte renfermait seulement l'espace qui s'étend du Vieux-Pont jusqu'à San-Lorenzo.

Les guerres entreprises au dehors et la tranquillité intérieure avaient, pour ainsi dire, éteint dans Florence les deux partis guelfe et gibelin; la seule passion qui restât allumée était cette aversion naturelle qui existe entre le peuple et les grands : car le peuple ne veut obéir qu'aux lois, et les grands prétendent commander aux lois mêmes. Il est donc impossible qu'ils s'accordent ensemble. Tant que les Gibelins inspirèrent quelque crainte, cette humeur inquiète n'osa se manifester; mais à peine furent-ils domptés qu'elle se montra dans toute sa force, et il ne se passait point de jour qu'un citoyen ne fût insulté; et les lois et les magistrats étaient impuissants pour les venger, car chaque noble,

aidé de ses parents et de ses amis, se défendait contre les forces des prieurs et du capitaine. Cependant les chefs des corps de métiers, animés du désir de mettre un terme à ces abus, arrêtèrent que chaque seigneurie, en entrant en charge, élirait un gonfalonier de justice, choisi parmi le peuple, qui aurait sous ses ordres un corps de mille hommes inscrits sous vingt bannières différentes, et qui, avec sa troupe et son étendard, prêtât main-forte à la justice chaque fois qu'il en serait requis par les prieurs ou par le capitaine. Carlo Ruffoli fut le premier élu. Il fit sortir l'étendard, et détruisit les maisons des Galletti, parce qu'un membre de cette famille avait tué en France un homme du peuple. Il fut facile aux corps des métiers de profiter, pour établir ce nouvel ordre de choses, des inimitiés profondes qui existaient entre les nobles, et ceux-ci ne s'aperçurent des mesures qu'on avait prises contre eux que lorsque la rigueur de cette exécution vint leur ouvrir les yeux. Leur terreur fut d'abord extrême; mais ils retombèrent bientôt dans leur première insolence, parce qu'ayant toujours quelqu'un des leurs parmi les membres de la seigneurie, il leur était aisé d'empêcher le gonfalonier de remplir son devoir. Outre cela, comme l'accusateur avoit besoin de produire des témoins pour prouver son offense, il ne se trouvait personne qui voulût déposer contre les nobles; de sorte qu'en peu de temps Florence redevint la proie des mêmes désordres, et que le peuple fut exposé aux mêmes injures de la part des grands; car la justice était lente, et ses arrêts sans exécution. Le peuple ne savait plus quel parti prendre, lorsque Giano della Bella, d'une noblesse très-ancienne, mais passionné pour la liberté de sa patrie, inspira aux chefs des arts le courage de réformer la cité. Par ses conseils, ils décrétèrent que le gonfalonier siégerait avec les prieurs, et aurait quatre mille hommes sous ses ordres. On priva encore les nobles du droit de faire partie de la seigneurie; on rendit les parents d'un coupable passibles des mêmes peines que lui, et la notoriété publique suffit pour prononcer un jugement. Ces lois, que l'on appela les règlements de justice, donnèrent au peuple

une grande prépondérance, mais ne firent qu'exciter la haine contre Giano della Bella. Les grands ne pouvaient lui pardonner la ruine de leur pouvoir, et les riches plébéiens lui portaient envie, parce qu'il leur semblait que son autorité était trop grande. L'occasion suivante en donna bientôt la preuve.

Le sort voulut qu'un homme du peuple fût tué dans une querelle où plusieurs nobles étaient intervenus. Le coup fut attribué à Messer Corso Donato, l'un d'entre eux, comme à celui dont le caractère était le plus bouillant. Il fut arrêté par le capitaine du peuple, et de quelque manière que la chose se soit passée, soit que Messer Corso ne fût pas coupable, soit que le capitaine craignît de le condamner, il fut renvoyé absous. Cette sentence déplut tellement au peuple, qu'il prit les armes et courut à la maison de Giano della Bella le prier de venir faire observer les lois que lui-même avait instituées. Giano, qui voulait voir Messer Corso puni, n'engagea point le peuple à déposer les armes, comme plusieurs pensaient qu'il aurait dû faire; mais il l'exhorta à se rendre auprès de la seigneurie, pour se plaindre de ce qui arrivait, et la supplier d'y aviser. Cependant le peuple, toujours plus irrité, et se croyant offensé par le capitaine et abandonné de Giano della Bella, au lieu d'aller se plaindre aux seigneurs, se rendit au palais du capitaine, qu'il prit et saccagea. Cette violence déplut à tous les citoyens; ceux qui désiraient la ruine de Giano l'accusaient et lui en attribuaient toute la faute. Et comme il se trouvait au nombre des seigneurs composant la seigneurie suivante un de ses ennemis, il fut accusé, devant le capitaine, d'avoir soulevé le peuple. Pendant qu'on instruisait son procès, le peuple prit les armes et courut à sa maison lui offrir de prendre sa défense contre les seigneurs et ses ennemis. Giano ne voulut point faire l'épreuve de cette faveur populaire, ni commettre sa vie au jugement des magistrats; car il craignait également la malignité des uns et la légèreté des autres. Ainsi, pour ôter à ses ennemis le pouvoir de lui nuire, et à ses amis l'occasion d'offenser la patrie, il résolut, en s'éloignant, de laisser le champ libre à l'envie, de délivrer les ci-

toyens de la crainte qu'il leur inspirait, et de fuir une ville que, par ses soins et au péril de ses jours, il avait arrachée de la servitude où la tenaient les grands : il s'exila donc volontairement.

Après son départ, la noblesse reprit l'espérance de recouvrer sa dignité. Les nobles, reconnaissant que leur malheur avait pris sa source dans leurs divisions, se réunirent, et envoyèrent deux d'entre eux à la seigneurie, qu'ils croyaient bien disposée en leur faveur, pour la prier d'adoucir, dans quelques-unes de leurs dispositions, la sévérité des lois portées contre eux. Dès que cette demande fut connue, les esprits des bourgeois s'émurent et craignirent que la seigneurie n'y fît droit ; ainsi, au milieu des prétentions des nobles et des soupçons du peuple, on en vint aux armes. La noblesse, sous la conduite de trois chefs, Messer Forese Adimari, Messer Vanni des Mozzi, et Messer Geri Spieri, firent tête en trois endroits, à San-Giovanni, dans le Marché-Neuf, et sur la place des Mozzi. Les bourgeois, rassemblés en foule sous leurs enseignes, se rallièrent au palais des seigneurs, qui résidaient alors dans le voisinage de San-Procolo. Comme ils soupçonnaient la seigneurie, ils lui envoyèrent six d'entre eux pour gouverner avec elle. Tandis que des deux côtés on se préparait au combat, un certain nombre de bourgeois et de nobles, et avec eux quelques religieux renommés par leurs vertus, s'interposèrent entre les deux partis pour ramener la paix, rappelant aux nobles : « que si leurs honneurs leur avaient été ravis, « si des lois avaient été portées contre eux, il n'en fallait accuser « que leur orgueil et leur détestable gouvernement ; que prendre « les armes maintenant, et vouloir reconquérir par la force ce « que leurs discordes et leur mauvaise conduite avaient arraché « de leurs mains, n'était autre chose que vouloir causer la « ruine de la patrie et aggraver leur position ; qu'ils devaient « réfléchir que le peuple, et par ses richesses et par son nombre, « et même par sa haine, les surpassait de beaucoup ; et que cette « noblesse qui semblait les placer au-dessus des autres, ne com- « battait point pour eux, et n'était plus, quand on venait à tirer « l'épée, qu'un vain nom impuissant à les défendre contre leurs

« ennemis. » D'un autre côté, ils rappelaient au peuple « qu'il « était imprudent de vouloir pousser à bout les vaincus; qu'il « ne fut jamais sage de réduire les hommes au désespoir, parce « que ceux qui n'espèrent plus le bien ne redoutent plus le mal; « qu'il devait songer que cette noblesse était celle qui dans la « guerre avait couvert Florence de gloire, et qu'ainsi il n'était « ni sage ni juste de s'acharner contre elle avec tant de haine; « que les nobles supportaient facilement la perte des premières « magistratures; mais qu'ils ne pouvaient souffrir que chacun « eût le droit, grâce aux lois qui existaient, de les chasser de leur « patrie; qu'il valait donc bien mieux les apaiser, et, par des « bienfaits, les contraindre à poser les armes, que de s'exposer, « par trop de confiance dans la force, au hasard d'un combat, « parce que souvent on avait vu la multitude vaincue par le « petit nombre. »

Les avis étaient partagés parmi le peuple. Un grand nombre voulait qu'on en vînt aux mains; et puisque c'était un parti auquel la nécessité devait contraindre un jour, dès lors il valait mieux le faire en ce moment, que d'attendre que leurs ennemis fussent plus puissants. Si en effet on pouvait les déterminer à poser les armes en mitigeant les lois, on ferait fort bien de les adoucir; mais leur orgueil était si excessif, que, pour se tenir tranquilles, ils attendaient que la force les y contraignît. Beaucoup d'autres esprits, plus sages et plus rassis, pensaient qu'il importait peu de tempérer les lois; mais que ce qui importait beaucoup, c'était de ne point en venir aux armes. Ce dernier avis prévalut, et l'on arrêta que des témoignages seraient nécessaires lorsqu'on accuserait un noble.

Les deux partis, en posant les armes, ne dépouillèrent point leurs défiances; chacun d'eux éleva des tours, et rassembla des armes pour sa défense. Le peuple réforma le gouvernement; il retrancha quelques membres de la seigneurie, favorables aux nobles. Ceux qui restèrent à la tête du parti populaire furent Mancini, Magalotti, Altoviti, Peruzzi et Cerretani. L'État ainsi raffermi, pour accroître la magnificence de la seigneurie et con-

tribuer à sa sûreté, on jeta, en 1298, les fondations du palais qu'elle habite, et l'on forma une place au-devant, en abattant les maisons qui avaient appartenu aux Uberti. Ce fut encore à la même époque que l'on commença les prisons publiques. Ces édifices furent achevés en peu d'années, et jamais notre cité ne fut plus grande ni plus heureuse qu'en ces temps, où ses richesses, sa population et sa gloire atteignirent leur plus haut degré. Les citoyens propres à porter les armes s'élevaient à trente mille; ceux des campagnes voisines, à soixante-dix mille. Toute la Toscane lui était soumise ou comme sujette ou comme alliée. Quoique la haine et les soupçons existassent toujours entre les grands et le peuple, il n'en résultait cependant aucun accident fâcheux, et chacun vivait en paix au sein de la concorde. Si cette paix n'eût point été troublée par les nouvelles inimitiés qui éclatèrent au dedans, elle ne l'eût jamais été par les attaques du dehors; car Florence était arrivée au point de n'avoir plus rien à redouter ni de ses bannis ni de l'empereur, et de voir ses forces en mesure de résister à tous les États de l'Italie. Mais le coup que n'auraient pu lui porter toutes les forces de l'étranger, elle le reçut de ceux qui vivaient dans son sein.

Parmi les familles de Florence les plus puissantes par leurs richesses, leur noblesse et le nombre de leurs clients, on distinguait les Donati et les Cerchi. Voisins à la ville et à la campagne, ils avaient eu quelques altercations, mais trop légères pour leur mettre les armes à la main. Peut-être même leurs mauvaises dispositions n'auraient-elles pas eu de suites plus fâcheuses, si elles n'avaient été irritées par une nouvelle occasion. La famille des Cancellieri tenait le premier rang parmi celles de Pistoja. Il arriva que Lore, fils de Messer Guglielmo, et Geri, fils de Messer Bertacca, tous deux membres de cette famille, se prirent de querelle au jeu, et Geri fut légèrement blessé par Lore. Cet accident affligea Messer Guglielmo, qui, dans le dessein de réparer le mal par la douceur, l'accrut au contraire en ordonnant à son fils de se rendre chez le père du blessé, et de lui demander pardon. Lore obéit; mais cette soumission ne put adoucir en

aucune façon l'âme inflexible de Messer Bertacca, qui fit saisir Lore, et, pour signaler davantage son mépris, ordonna à ses gens de lui couper la main sur une mangeoire, en lui disant : « Retourne vers ton père, et dis-lui que les blessures se guéris-« sent avec le fer, non avec des paroles. » Cette cruauté irrita tellement Messer Guglielmo, qu'il fit prendre les armes à tous les siens pour en tirer vengeance. Messer Bertacca s'arma de son côté pour se défendre, et la division s'étendit de cette famille à toute la ville. Le premier ancêtre des Cancellieri avait eu deux femmes, dont l'une se nommait Blanche : les descendants de cette dernière, qui formaient un des deux partis, prirent le nom de *Blancs*; les autres, par opposition, se nommèrent les *Noirs*. Les deux factions se livrèrent, à plusieurs reprises, de fréquents combats, qui causèrent la mort de beaucoup d'individus et la ruine d'un grand nombre de maisons. La paix ne pouvant plus renaître entre eux, fatigués cependant de tant de désastres, et pleins du désir ou de mettre fin à leurs discordes, ou de les étendre en y associant d'autres peuples, ils se rendirent à Florence, où les Noirs, alliés avec les Donati, furent accueillis par Messer Corso, chef de cette famille. Alors les Blancs, afin d'avoir à leur tour un appui qui les soutînt contre les Donati, eurent recours à Messer Veri de' Cerchi, qui ne le cédait sous aucun rapport à Messer Corso.

Cette nouvelle source de troubles échappée de Pistoja, accrut l'antique haine entre les Donati et les Cerchi; et comme elle se manifestait de toutes parts, les prieurs et les bons citoyens craignaient à chaque instant de voir les deux partis en venir aux mains, et toute la ville déchirée de nouveau par les factions. Ils eurent recours au pape, et le supplièrent d'interposer son autorité, pour apporter un remède à des maux qu'ils ne pouvaient guérir eux-mêmes. Le pape ordonna à Messer Veri de se rendre près de lui, et lui prescrivit de faire la paix avec les Donati. Messer Veri feignit l'étonnement, et répondit qu'il n'existait aucune inimitié entre eux; que la paix suppose la guerre, et qu'il ne voyait pas pourquoi, lorsqu'il n'y avait pas de guerre, il était

nécessaire de faire la paix. Ainsi donc Messer Veri étant revenu de Rome sans autre conclusion, les esprits fermentèrent à tel point qu'il ne fallait que la plus légère occasion pour faire déborder le vase : c'est ce qui arriva bientôt. On était au mois de mai, époque à laquelle Florence célèbre les jours de fête par des réjouissances publiques. Quelques jeunes gens de la famille des Donati s'étaient arrêtés à cheval avec plusieurs de leurs amis, dans les environs de Santa-Trinità, pour voir danser des femmes; survinrent quelques-uns des Cerchi, accompagnés aussi d'un grand nombre de nobles. Ne sachant pas que c'étaient des Donati qui se trouvaient sur le devant, et désirant voir également, ils poussèrent leurs chevaux au milieu d'eux, et les heurtèrent. Les Donati, se croyant offensés, mirent l'épée à la main; les Cerchi leur répondirent avec vigueur, et, après un grand nombre de blessures données et reçues de chaque côté, ils se séparèrent. Ce désordre fut la source des maux les plus funestes, car toute la ville se divisa, aussi bien le peuple que les grands, et les deux partis prirent les noms de Blancs et de Noirs. Les Cerchi étaient à la tête des Blancs, auxquels se joignirent les Adimari, les Abati, une partie des Tosinghi, des Bardi, des Rossi, des Frescobaldi, des Nerli et des Manelli, et tous les Mozzi, les Scali, les Gherardini, les Cavalcanti, les Malespini, les Bostichi, les Giandonati, les Vecchietti et les Arrigucci. Beaucoup de familles de la bourgeoisie embrassèrent leur cause, ainsi que tous les Gibelins qui se trouvaient à Florence : de sorte que, par la multitude de leurs partisans, ils avaient entre les mains presque tout le gouvernement de la république. Les Donati, de leur côté, étaient les chefs des Noirs; ils avaient avec eux ceux qui dans les familles que nous avons désignées, n'avaient pas embrassé le parti des Blancs, et de plus tous les Pazzi, les Bisdomini, les Manieri, les Bagnesi, les Tornaquinci, les Spini, les Buondelmonti, les Gianfigliazzi et les Brunelleschi. Non-seulement cette contagion infesta toute la ville, mais elle fit naître également la division dans la campagne. C'est pourquoi les capitaines de parti, les partisans des Guelfes et les véri-

tables amis de la république craignirent sérieusement que ces nouvelles dissensions, en amenant la ruine de la république, ne ranimassent la faction des Gibelins; ils députèrent de nouveau vers le pape pour le presser d'y apporter remède, s'il ne voulait pas qu'une ville qui avait toujours été le bouclier de l'Église fût détruite ou devînt gibeline. Le pape, alors, envoya, en qualité de légat, à Florence, le cardinal portugais, Mathieu d'Acquasparta, qui d'abord éprouva quelques difficultés de la part des Blancs, que leur force rendait moins sensibles à ses menaces. Indigné, il s'éloigne de Florence, qu'il frappe d'interdit; de sorte qu'il la laissa dans une confusion plus grande que celle où il l'avait trouvée en arrivant.

Tandis que tous les esprits étaient ainsi échauffés, il arriva qu'un assez grand nombre de Cerchi et de Donati se rencontrèrent à un enterrement. Ils commencèrent par s'injurier, et des paroles en vinrent aux coups; mais pour le moment, il n'en résulta que du désordre. Chacun étant rentré chez soi, les Cerchi résolurent d'attaquer les Donati; ils se réunirent en grand nombre et allèrent les trouver; mais ils furent repoussés par la valeur de Messer Corso, et blessés pour la plupart. Toute la ville était en armes, les magistrats et les lois étaient vaincus par les fureurs des grands; les citoyens les plus sages et les plus vertueux vivaient dans des alarmes continuelles. Les Donati et leurs partisans étaient plus effrayés parce qu'ils pouvaient moins; de sorte que, pour aviser à leurs affaires, Messer Corso tint conseil avec les autres chefs des Noirs et les capitaines de parti, et il fut convenu de demander au pape quelqu'un du sang royal pour venir mettre la réforme dans Florence; pensant par ce moyen pouvoir l'emporter sur les Blancs. Cette assemblée, avec la résolution qu'on y avait prise, fut dénoncée aux prieurs par les adversaires des Blancs, et par eux présentée comme une conjuration contre la liberté. Comme les deux factions se trouvaient en armes, les seigneurs, enhardis par les conseils et la sagesse du Dante, qui à cette époque faisait partie de la seigneurie, firent armer le peuple, auquel s'était réunie une mul-

titude d'habitants de la campagne, forcèrent les chefs des deux factions à poser les armes, et bannirent Messer Corso Donato, ainsi qu'un grand nombre de Noirs. Pour montrer l'impartialité de leur sentence, ils expulsèrent en même temps quelques membres de la faction des Blancs, qui trouvèrent bientôt un prétexte plausible de rentrer.

Messer Corso et les siens, convaincus que le pape était favorable à leur parti, se rendirent à Rome, et lui persuadèrent de vive voix ce qu'ils lui avaient déjà proposé par écrit. Charles de Valois, frère du roi de France, appelé en Italie par le roi de Naples pour passer en Sicile, se trouvait alors à la cour pontificale. Le pape, cédant aux instantes prières des bannis florentins, crut avantageux, en attendant l'époque favorable pour voyager sur mer, d'envoyer Charles à Florence. Ce prince arriva donc, et quoique les Blancs qui gouvernaient le vissent d'un œil suspect, comme il était le chef des Guelfes et l'envoyé du pape, ils n'osèrent s'opposer à sa venue; et même, pour gagner son amitié, ils lui donnèrent le pouvoir de disposer à son gré de la cité. Lorsque Charles eut obtenu cette autorité, il arma tous ses amis et ses partisans : cette conduite fit craindre au peuple qu'il ne voulût lui ravir sa liberté, et soudain chacun se retira chez soi, prêt à sortir en armes, à la moindre tentative que le prince ferait. L'orgueil qu'avaient déployé les Cerchi et les chefs des Blancs pendant qu'ils avaient été à la tête de la république, leur avait attiré la haine universelle; c'est ce qui fit que Messer Corso osa concevoir alors le hardi projet de rentrer à Florence avec les autres bannis du parti des Noirs, sachant surtout que Charles et les capitaines de parti étaient disposés à le favoriser. Quoique toute la ville, à qui Charles était suspect, se tînt sous les armes, Messer Corso et les bannis, suivis d'une multitude de leurs amis, rentrèrent sans obstacle dans Florence. En vain on encouragea Messer Veri de' Cerchi à s'opposer à sa rentrée; il refusa de le faire, disant que c'était au peuple florentin, qui était attaqué, à punir Donato. Cependant le contraire arriva : le peuple, loin de le punir, le reçut avec

joie; et il fallut que Messer Veri, pour se sauver lui-même, prît la fuite à son tour. Car Messer Corso ayant emporté la porte *à Pinti*, se maintint vers San-Piero-Maggiore, lieu voisin de sa demeure; et après avoir réuni autour de lui une foule d'amis et de gens du peuple, que le désir de la nouveauté y avait attirés, il commença par tirer de prison tous ceux que l'on y retenait pour des causes publiques ou particulières. Il força les prieurs à retourner chez eux comme de simples citoyens, élut de nouveaux seigneurs, tous de la bourgeoisie et partisans des Noirs, et, pendant cinq jours, laissa piller les chefs de la faction des Blancs. Les Cerchi et les principaux de ce parti, échappés de la ville, s'étaient retirés dans leurs forteresses, lorsqu'ils avaient vu que Charles et la majeure partie du peuple se montraient leurs ennemis. Ceux qui d'abord avaient refusé de suivre les conseils du pape furent obligés de recourir à lui dans leur détresse, et de lui faire voir que Charles était venu semer de nouveaux troubles dans Florence, au lieu d'y apporter la concorde. Le pape y envoya une seconde fois, en qualité de légat, le cardinal Mathieu d'Acquasparta, qui conclut la paix entre les Cerchi et les Donati, et la cimenta par des mariages et de nouvelles alliances. Mais comme il voulait en outre que les Blancs participassent aux emplois du gouvernement qui se trouvaient tous entre les mains des Noirs, un refus accueillit sa demande, de sorte que le légat s'éloigna tout aussi mécontent, et non moins irrité que la première fois, et qu'en quittant la ville il l'interdit pour châtier sa désobéissance.

Les deux partis restèrent cependant à Florence, mais mécontents l'un et l'autre; les Noirs, parce que, voyant leurs ennemis si près d'eux, ils craignaient sans cesse qu'ils ne reprissent, en les ruinant, le pouvoir qu'ils avaient perdu; les Blancs, parce qu'ils voyaient hors de leurs mains l'autorité et les honneurs. A ces causes d'irritation, à ces défiances naturelles, se joignirent de nouvelles injures. Messer Niccolò de' Cerchi se rendait à l'une de ses terres avec plusieurs amis; parvenus à Ponte ad Affrico, il fut attaqué par Simone, fils de Messer Corso Donato. La mê-

lée fut opiniâtre, et des deux côtés elle eut une issue déplorable; car Messer Niccolò fut tué sur la place, et Simone mourut, la nuit suivante, de ses blessures. Cet accident souleva de nouveau toute la ville; et quoique les Noirs fussent les agresseurs, ceux qui gouvernaient prirent leur défense. Le jugement n'était point encore rendu lorsqu'on découvrit un complot tramé entre les Blancs et Messer Pierre Ferrante, l'un des barons de Charles, pour rentrer dans l'exercice du gouvernement. Ce complot fut découvert par des lettres que les Cerchi écrivaient au baron. Ce n'est pas qu'on ne pensât assez généralement que ces lettres étaient supposées, et qu'elles avaient été produites par les Donati, pour effacer la tache que leur avait imprimée la mort de Messer Niccolò. Toutefois les Cerchi et tous leurs partisans de la faction des Blancs, parmi lesquels se trouvait le poëte Dante, furent exilés, leurs biens confisqués, et leurs maisons démolies. Ils se dispersèrent de tous côtés, ainsi qu'un grand nombre de Gibelins qui s'étaient ralliés à eux pour chercher dans de nouvelles entreprises une fortune nouvelle. Charles, de son côté, ayant rempli l'objet pour lequel il était venu à Florence, partit, et retourna près du pape, afin de poursuivre ses projets sur la Sicile; mais il ne se montra ni plus sage ni meilleur qu'il ne l'avait été à Florence, et, couvert de honte, il reprit le chemin de France, après avoir perdu le plus grand nombre des siens.

Depuis le départ de Charles, Florence vivait en paix. Le seul Messer Corso ne pouvait cacher son inquiétude; il ne croyait point tenir dans la ville le rang qui lui semblait dû : en effet, comme le gouvernement était populaire, il voyait l'administration de la république confiée à une foule d'hommes inférieurs à lui. Excité par cette jalousie, il crut devoir couvrir d'une apparence de zèle pour le bien public la perversité de son âme; il calomniait les citoyens qui avaient eu l'administration des deniers publics, les accusait de les avoir détournés à leur usage, ajoutant qu'il était bon de les rechercher et de les punir. Ces accusations étaient accueillies de tous ceux qui nourrissaient les mêmes pensées que lui, et

de beaucoup d'autres qui, dans leur ignorance, croyaient Messer Corso uniquement sollicité par l'amour de la patrie. Cependant les citoyens que poursuivait la calomnie, assurés de la faveur du peuple, se défendaient hautement. Ces différends durèrent jusqu'à ce qu'ayant épuisé tous les moyens qu'offraient les lois, on recourut aux armes; d'un côté se trouvaient Messer Corso, Messer Lottiero, évêque de Florence, avec une foule de nobles et quelques familles de la bourgeoisie; de l'autre, les seigneurs, avec la majeure partie du peuple : de sorte que chaque quartier de la ville était le théâtre de combats journaliers. Les seigneurs, s'apercevant du péril imminent où ils se trouvaient, implorèrent le secours des Lucquois; tout le peuple de Lucques accourut sur-le-champ à Florence. Cet appui calma, pour un temps, le désordre; le tumulte s'apaisa, et le peuple conserva ses lois et sa liberté, sans punir autrement les moteurs de tant de troubles.

Le pape, informé des désordres de Florence, envoya, pour y mettre un terme, Messer Niccolò de Prato, son légat. Le rang, la science et les vertus de ce prélat, dont la réputation était universelle, lui acquirent sur-le-champ une telle confiance, qu'il se fit accorder le pouvoir d'établir un gouvernement à sa volonté. Gibelin d'origine, son désir était de rendre leur patrie aux exilés; mais il voulut d'abord gagner le peuple, et, à cet effet, il renouvela les anciennes compagnies du peuple, dont il accrut ainsi la puissance en même temps qu'il abaissait celle des grands. Le légat, croyant par cette conduite avoir entièrement gagné la multitude, résolut alors de faire revenir les bannis; il tenta plusieurs voies pour y parvenir, mais aucune ne lui réussit; il devint même tellement suspect à ceux qui gouvernaient, qu'il fut contraint de s'éloigner; plein de courroux, il retourna vers le pontife, laissant Florence plongée dans la confusion et l'anarchie, et sous le poids d'un interdit. Ce n'était pas une seule faction qui divisait cette ville; elle était à la fois déchirée par les inimitiés du peuple et des grands, des Gibelins et des Guelfes, des Blancs et des Noirs. La cité tout entière était sous les armes et pleine de querelles, car le départ du légat avait mécontenté tous ceux qui dé-

siraient le retour des exilés. Les premiers qui soulevèrent l'émeute furent les Médicis et les Giugni, qui s'étaient montrés, avec le légat, favorables aux rebelles. On combattait donc dans presque tous les quartiers de Florence.

Un incendie vint ajouter à ces calamités; il se manifesta près de l'Orto-sanmichele, dans la maison des Abati; il passa de là à celles des Caponsacchi, qu'il brûla avec celles des Macci, des Amieri, des Toschi, des Cipriani, des Lamberti, des Cavalcanti, et tout le Marché-Neuf; il se communiqua ensuite à la porte Santa-Maria, qu'il consuma tout entière, et, se détournant du côté du Vieux-Pont, il dévora les maisons des Gherardini, des Amidei et des Lucardesi, et tant d'autres avec celles-ci, que le nombre s'éleva à plus de dix-sept cents. L'opinion la plus générale fut que le feu avait été mis par hasard, au milieu d'une émeute; d'autres, au contraire, affirment qu'il l'avait été par Neri Abati, prieur de San-Pietro-Scaraggio, homme dissolu et avide de crimes, qui, voyant le peuple occupé à combattre, eut l'idée de commettre un forfait auquel, dans ce désordre, on ne pût apporter remède. Pour mieux réussir, il mit le feu dans la maison d'un de ses parents, où rien n'opposait d'obstacle à son crime. Ce fut au mois de juillet de l'année 1304, que Florence devint ainsi la proie des flammes et du fer. Au milieu du désordre général, le seul Messer Corso Donato ne prit point les armes; il espérait en devenir avec moins de peine l'arbitre des deux partis, lorsque, fatigués de combattre, ils songeraient à se rapprocher. Ils déposèrent en effet les armes, mais plutôt par lassitude que par amour de la paix; il en résulta seulement que les rebelles ne furent point rappelés, et que le parti qui les favorisait resta le plus faible.

Le légat, de retour à Rome, ayant appris les nouveaux tumultes qui s'étaient élevés, fit entendre au pape que, s'il voulait ramener la concorde dans Florence, il fallait appeler près de lui douze des principaux citoyens de cette ville, parce qu'une fois qu'on aurait ôté tout aliment au mal, on pourrait plus facilement songer à l'extirper. Le pape suivit ce conseil, et les citoyens qu'il

avait appelés, et parmi lesquels se trouvait Messer Corso Donato, s'empressèrent d'obéir. A peine étaient-ils sortis de Florence, que le légat fit entendre aux bannis que Florence étant privée de ses chefs, c'était le moment d'y retourner. Alors les exilés, s'étant réunis, s'avancèrent vers Florence, entrèrent dans la ville par une porte des remparts qui n'était point encore terminée, et parvinrent jusqu'à la place de San-Giovanni. Ce fut une chose remarquable, que ceux qui venaient de combattre pour le retour des bannis, lorsque ceux-ci demandaient en suppliant la grâce de rentrer dans la patrie, prirent les armes contre eux, lorsqu'ils virent qu'ils voulaient s'emparer de la ville par la force des armes; car ces citoyens attachaient plus de prix à l'avantage commun qu'à leurs affections particulières; ils se joignirent donc à la masse du peuple, et les contraignirent à retourner d'où ils étaient venus. Ce qui leur fit perdre le fruit de leur entreprise, c'est qu'ils avaient laissé une partie de leurs gens à la Lastra, et n'avaient pas voulu attendre Messer Tolosetto Uberti, qui devait venir de Pistoja les joindre avec trois cents chevaux; car ils pensaient devoir espérer la victoire de leur célérité plutôt que de leur nombre. C'est ainsi qu'en de semblables entreprises, il arrive souvent que la lenteur ôte l'occasion, et la précipitation les forces. Après la fuite des rebelles, Florence retomba dans ses anciennes dissensions; le peuple, pour enlever le pouvoir aux Cavalcanti, s'empara par force des *Stinche*, château fort, situé dans le Val-di-Greve, et l'une des antiques propriétés de cette famille. Comme ceux que l'on y prit furent les premiers que l'on renferma dans les prisons qui venaient d'être bâties, on donna à cet édifice le nom du château d'où ils étaient venus, et ce nom de *Stinche* s'est conservé jusqu'à nos jours. Ceux qui étaient restés à la tête de la république rétablirent alors les compagnies du peuple, qui d'abord se réunissaient sous les enseignes des corporations des métiers, et leur en donnèrent qui leur étaient particulières; leurs chefs reçurent les noms de gonfaloniers des compagnies, et de collègues des seigneurs; et ils furent tenus, en temps de troubles, de prêter à la seigneurie le secours de leurs armes, et, en

temps de paix, l'appui de leurs conseils. Aux deux anciens recteurs on adjoignait un exécuteur, qui, avec les gonfaloniers, devait contenir l'insolence des grands.

Sur ces entrefaites le pape mourut : Messer Corso revint de Rome avec les autres citoyens, et la paix n'eût point été troublée si l'esprit inquiet de Messer Corso n'eût de nouveau semé le trouble dans la ville. Pour acquérir de la popularité il était toujours d'un avis contraire à celui des grands, et se jetait constamment dans le parti vers lequel il voyait le peuple pencher, afin de le gagner de plus en plus. On le retrouvait donc à la tête de tous les démêlés et de toutes les nouveautés : voulait-on obtenir quelque chose d'extraordinaire, on avait recours à lui. Aussi plusieurs citoyens des plus estimés le haïssaient; et cette haine croissait de jour en jour, au point qu'une rupture ouverte était au moment d'éclater dans le parti des Noirs, parce que Messer Corso était soutenu par les forces et par le crédit des particuliers, ses adversaires ayant pour eux le gouvernement. Mais l'autorité que sa personne portait avec elle était si grande, qu'on le redoutait généralement. Cependant, pour lui ravir la faveur populaire, on employa le moyen le plus propre à y parvenir : on fit courir le bruit qu'il voulait s'emparer de la tyrannie; ce qui n'était pas difficile à persuader, car sa manière de vivre n'avait rien de celle d'un simple citoyen. Cette opinion acquit de nouvelles forces lorsqu'on le vit épouser une fille d'Uggucione de la Faggiuola, chef des Gibelins et des Blancs, et très-puissant dans la Toscane.

Cette alliance, lorsqu'elle fut connue, réveilla le courage de ses rivaux; ils s'armèrent contre lui : le peuple, par la même raison, ne voulut point le défendre, et se joignit même en grande partie à ses ennemis. A la tête de ces derniers on voyait Messer Rosso de la Tosa, Messer Pazzino de' Pazzi, Messer Geri Spini, et Messer Berto Brunelleschi. Ils se rassemblèrent tumultueusement et en armes, avec leurs partisans et une grande foule de peuple, à l'entrée du palais des seigneurs, par l'ordre desquels on remit entre les mains de Messer Pierre Branca,

capitaine du peuple, une accusation formelle contre Messer Corso, comme prévenu de vouloir s'emparer de la tyrannie, avec le secours d'Uggucciene. Il fut d'abord cité, puis déclaré rebelle par contumace. De l'accusation à la sentence, il n'y eut que deux heures d'intervalle. Après avoir rendu ce jugement, les seigneurs, à la tête des compagnies du peuple marchant sous leurs enseignes, vinrent pour s'emparer de Messer Corso, qui, de son côté, ne s'effrayant ni de l'abandon des siens, ni de la sentence prononcée contre lui, ni de l'autorité des seigneurs, ni de la multitude de ses ennemis, se fortifia dans sa maison, où il espérait se défendre jusqu'à ce qu'Uggucciene, vers lequel il avait envoyé, pût arriver à son secours. Sa maison, ainsi que les rues d'alentour, avaient été barricadées, et munies de combattants de son parti ; il s'y défendait avec tant d'opiniâtreté que le peuple, malgré son grand nombre, ne pouvait surmonter les obstacles. La mêlée cependant était sanglante, et il y avait des deux côtés beaucoup de morts et de blessés. Le peuple, s'apercevant qu'il ne pouvait triompher dans des lieux découverts, s'empara des maisons voisines, y fit des ouvertures, et entra chez Messer Corso par un chemin qu'il n'avait pu soupçonner. Ce dernier alors se voyant entouré de toutes parts, et ne comptant plus sur le secours d'Uggucciene, chercha si, à défaut de la victoire, il ne lui restait pas quelque moyen de salut : Gherardo Bordoni, avec les plus courageux et les plus fidèles de ses amis, font face un moment avec lui ; ils fondent tout à coup sur les ennemis, enfoncent leurs rangs, et, tout en combattant, ils passent au milieu d'eux, et sortent de la ville par la porte de la Croix. Cependant on les poursuit vivement, et Gherardo est tué par Boccaccio Cavicinlli, sur le bord de l'Affriço. Messer Corso, à son tour, est atteint et arrêté à Rovezzano, par quelques cavaliers catalans aux ordres de la seigneurie. Mais pendant qu'on le ramenait à Florence, pour ne pas voir en face ses ennemis victorieux et ne point devenir l'objet de leurs insultes, il se laissa tomber de cheval, et, comme il était étendu par terre, il fut égorgé par un de ceux

qui le conduisaient : son corps fut recueilli par les moines de San-Salvi, et enseveli obscurément. Ainsi finit Messer Corso, qui fut pour sa patrie et pour le parti des Noirs une source de biens et de maux. S'il eût eu moins d'ambition dans l'esprit, sa mémoire serait plus glorieuse; mais il n'en mérite pas moins d'être compté parmi les plus rares citoyens qu'ait produits notre cité. Sa turbulence, il est vrai, fit oublier à sa faction et à sa patrie les obligations qu'elles lui avaient : elle causa enfin sa mort, et les calamités sans nombre qui les assaillirent l'une et l'autre. Ugguccione, qui venait au secours de son gendre, ayant appris à Romoli que le peuple l'attaquait, vit bien qu'il ne lui serait d'aucune utilité, et, ne voulant pas se nuire à lui-même, quand d'ailleurs il ne pouvait le servir, il revint sur ses pas.

La mort de Messer Corso, arrivée en 1308, mit fin aux tumultes, et l'on vécut en paix jusqu'au moment où l'on apprit que l'empereur Henri ramenait tous les rebelles florentins en Italie, après leur avoir promis de les rétablir dans leur patrie. Alors il parut prudent aux chefs du gouvernement de diminuer le nombre de leurs ennemis, pour en avoir moins à combattre. En conséquence ils décrétèrent que tous les rebelles seraient rappelés, à l'exception de ceux dont la loi prohibait nominativement le retour. Ainsi demeurèrent exilés la majeure partie des Gibelins et quelques individus de la faction des Blancs, parmi lesquels on remarquait Dante Alighieri, les fils de Messer Veri de' Cerchi, et de Giano della Bella. Les seigneurs députèrent en outre vers Robert, roi de Naples, pour en obtenir du secours. N'ayant pu l'avoir comme amis, ils lui concédèrent la ville pendant l'espace de cinq années, à condition qu'il les défendrait comme sujets. L'empereur, à son arrivée, prit sa route par Pise, et traversa les Maremmes pour se rendre à Rome, où il prit la couronne l'an 1312. Résolu ensuite à dompter les Florentins, il marcha sur leur ville par le chemin de Pérouse et d'Arezzo, campa avec son armée au monastère de San-Salvi, éloigné d'un mille de Florence, et y demeura

inutilement cinquante jours, jusqu'à ce que, désespérant de renverser le gouvernement, il se rendit à Pise, où il convint avec Frédéric, roi de Sicile, d'entreprendre la conquête de Naples. S'étant mis en marche avec ses troupes, il se croyait déjà sûr de la victoire, et le roi Robert tremblait pour sa couronne, lorsqu'il mourut à Buonconvento, où il se trouvait.

Peu de temps après, Ugguccione della Faggiuola se rendit d'abord maître de Pise, ensuite de Lucques, où il fut introduit par les Gibelins; et, avec l'apui de cette ville, il faisait éprouver de graves dommages à ses voisins. Les Florentins, dans le dessein de se préserver, demandent au roi Robert, Pierre, son frère, pour commander leurs armées. Ugguccione, d'autre part, ne cessait d'accroître sa puissance; il s'était rendu maître, par force ou par ruse, d'un grand nombre de forteresse dans le Val-d'Arno et dans le Val-di-Nievole. Il assiégeait Monte-Catini, lorsque les Florentins crurent qu'il était nécessaire de secourir cette ville, afin que cet incendie ne dévorât pas tout leur pays. Il rassemblèrent une armée nombreuse, passèrent dans le Val-di-Nievole, où ils livrèrent bataille à Ugguccione; mais, après une mêlée opiniâtre ils furent défaits : Pierre, le frère du roi, fut tué, et l'on ne put jamais retrouver son corps; avec lui périrent plus de deux mille hommes. Du côté d'Ugguccione, la victoire fut également désastreuse, car il y perdit un de ses fils et un grand nombre de ses capitaines.

Les Florentins, après cette défaite, fortifièrent les places d'alentour, et le roi Robert envoya pour les commander le comte d'Andria, appelé le comte Novello, qui, par sa conduite, ou peut-être parce qu'il est dans le caractère des Florentins de se déplaire dans toutes les conditions et de se diviser à tous les événements, vit bientôt la ville oublier la guerre qu'elle soutenait contre Ugguccione, et se partager en ennemis et en amis du Roi. Les chefs des ennemis étaient Messer Simone della Tosa, les Magalotti, et quelques autres citoyens qui tenaient le premier rang dans le gouvernement. Ils intriguèrent pour que l'on envoyât en France, puis en Allemagne, pour en obtenir des of-

ficiers et des soldats, afin de pouvoir, à leur arrivée, chasser le comte, qui gouvernait au nom du roi ; mais leur mauvaise fortune voulut qu'ils ne pussent rien obtenir. Néanmoins ils n'abandonnèrent pas leur projet : ils avaient besoin de servir un maître, et ne le trouvant ni en France ni en Allemagne, ils le tirèrent d'Agobbio. Après avoir chassé d'abord le comte, ils firent venir d'Agobbio, Lando, qu'ils choisirent pour exécuteur, c'est-à-dire pour *bargello*, et lui donnèrent une entière puissance sur tous les citoyens. C'était un homme insatiable et féroce ; il parcourait le pays avec une nombreuse escorte de gens armés, arrachant indistinctement la vie à tous les citoyens que lui désignaient ceux qui l'avaient choisi ; il poussa si loin l'impudence, qu'il fit frapper une fausse monnaie au nom de Florence, sans que personne osât s'y opposer, tant était grand le pouvoir où l'avaient élevé les discordes intestines ! Grande et malheureuse ville en effet, que ni le souvenir de ses antiques divisions, ni la crainte d'Uggucciono, ni la puissance d'un roi n'avaient pu rendre stable, et qui, dans l'état déplorable où elle se trouvait réduite, était ravagée au dehors par Uggucciono, et dévorée au dedans par Lando d'Agobbio !

Le roi avait pour amis Lando et ses fauteurs, pour adversaires quelques familles nobles, ou des principales de la bourgeoisie, toutes Guelfes. Néanmoins comme leurs ennemis avaient le pouvoir en main, il eût été dangereux pour eux de manifester leurs sentiments. Résolus cependant à secouer le joug d'une aussi odieuse tyrannie, ils écrivirent secrètement au roi Robert, le priant de nommer, pour son lieutenant à Florence, le comte Guido da Battifolle. Le roi soudain y consentit, et la faction ennemie, quoique les seigneurs fussent contraires au roi, n'osa s'opposer au comte, que servirent d'ailleurs ses hautes qualités : toutefois, son autorité était fort restreinte, parce que la seigneurie et les gonfaloniers des compagnies favorisaient Lando et ses partisans. Tandis que Florence vivait dans ces agitations continuelles, la fille d'Albert, roi de Bohême, y passa pour aller trouver le roi Charles son époux, fils du roi Robert. Les amis du roi lui rendi-

dirent de grands honneurs, et se plaignirent vivement à elle de la triste condition à laquelle la tyrannie de Lando et de ses partisans avait réduit la ville; et ils agirent si efficacement, qu'avant le départ de la princesse, les citoyens se réconcilièrent, grâce à son entremise et à celle du roi; on ôta l'autorité à Lando qui fut renvoyé dans Agobbio, chargé de l'or et du sang des Florentins. Dans la réforme du gouvernement, l'autorité du roi fut prorogée pour trois nouvelles années; et comme on avait déjà élu sept seigneurs du parti de Lando, on en élut six de celui du roi; la seigneurie fut quelque temps encore composée de treize membres; depuis cependant on la réduisit à sept, suivant l'ancien usage.

A cette époque, Uggueccione perdit son autorité dans Lucques et dans Pise, et Castruccio Castracani, de simple citoyen de Lucques en devint le maître. Ce jeune homme, plein d'ardeur et de courage, toujours favorisé de la fortune, devint en très-peu de temps le chef des Gibelins de Toscane. En voyant cet accroissement rapide, les Florentins firent trêve pendant quelques années à leurs discordes civiles, et pensèrent d'abord à empêcher les forces de Castruccio de croître, et lorsque, en dépit d'eux, elles se furent accrues, aux moyens de s'en préserver. Pour que les seigneurs pussent délibérer avec plus de sagesse et agir avec plus d'autorité, on créa douze citoyens, nommés *Bons-Hommes*, sans l'avis et le consentement desquels les seigneurs ne pouvaient terminer aucune affaire importante. Dans ces entrefaites, l'autorité du roi Robert avait pris fin; et la cité, redevenue maîtresse d'elle-même, se réorganisa avec ses recteurs accoutumés et ses seigneurs, et demeura unie, tant était grande la crainte qu'inspirait Castruccio. Ce dernier enfin, après plusieurs entreprises contre les seigneurs de la Lunigiane, alla mettre le siége devant Prato. Les Florentins, résolus de défendre cette ville, ferment leurs boutiques, sortent en masse, et y accourent au nombre de vingt-quatre mille hommes de pied et de quinze cents cavaliers. Pour affaiblir Castruccio et augmenter leurs propres forces, les seigneurs firent publier que

tout Guelfe rebelle qui viendrait secourir Prato, serait, après l'entreprise, rétabli dans sa patrie. Plus de quatre mille rebelles accoururent à cette invitation. Une armée aussi nombreuse, levée avec tant de promptitude, étonna tellement Castruccio, qu'il se retira vers Lucques sans vouloir tenter la fortune du combat. Alors s'éleva dans le camp florentin une différence d'opinion entre les nobles et le peuple. Le peuple voulait poursuivre Castruccio et le combattre à outrance; les nobles s'en retourner, disant que c'était bien assez d'avoir exposé Florence pour délivrer Prato; que ce que l'on venait de faire était bien fait, puisque l'on n'avait obéi qu'à la nécessité; mais actuellement que les projets de l'ennemi étaient avortés, ce serait une imprudence, lorsqu'il y avait beaucoup à perdre et peu à gagner, de tenter la fortune. Dans l'impossibilité de tomber d'accord, on s'en remit au jugement des seigneurs, et les mêmes dissentiments éclatèrent dans le conseil. Lorsqu'on le sut dans la ville, le peuple se répandit sur les places publiques, proférant contre les grands des paroles pleines de menaces; de sorte que ceux-ci, effrayés, prirent le parti de céder; cette résolution tardive et si peu unanime donna le temps à l'ennemi de se retirer à Lucques sans être attaqué.

L'indignation du peuple contre les grands s'accrut à un tel point, que les seigneurs, pour ne pas troubler l'ordre, et pour leur propre sûreté, ne voulurent point observer la parole qu'ils avaient donnée aux bannis. Les exilés, pressentant ce refus, formèrent le projet de le prévenir, et, avant que l'armée fût de retour, ils se présentèrent aux portes de la ville, pour y rentrer les premiers. On avait prévu leur dessein, et il n'eut pas le succès qu'ils en espéraient; car ils furent repoussés par ceux qui étaient restés dans Florence. Pour voir alors s'ils ne pourraient obtenir par accord ce que la force n'avait pu leur donner, ils envoyèrent huit députés à la seigneurie, chargés de lui rappeler les promesses faites, les périls auxquels ils venaient de s'exposer, sur la foi de ces promesses, et lui dire qu'ils comptaient sur la récompense qu'on leur avait promise. Mais

quoique les nobles regardassent cette promesse comme une dette sacrée qu'ils avaient contractée, en s'engageant personnellement à faire observer les conditions auxquelles les seigneurs s'étaient obligés, et qu'ils travaillassent de toutes leurs forces en faveur des exilés, telle était l'irritation générale qu'avait excitée leur conduite, en faisant échouer l'entreprise dirigée contre Castruccio, lorsqu'elle pouvait réussir, qu'ils ne purent rien obtenir, au détriment et au déshonneur de la ville. Une foule de nobles indignés tentèrent d'arracher par force ce qu'on avait refusé à leurs prières ; ils engagèrent les exilés à se porter en armes vers la ville, leur promettant de s'armer de leur côté pour les seconder dans l'intérieur. Ce projet fut découvert avant le jour marqué pour l'exécution ; en sorte que les bannis trouvèrent toute la ville sur ses gardes, et disposée à repousser ceux du dehors, et à effrayer ceux du dedans de manière à leur ôter l'envie de prendre les armes. C'est ainsi qu'ils abandonnèrent une entreprise dont ils n'espéraient plus aucun fruit. Après leur départ, on manifesta le désir de punir ceux qui s'étaient rendus coupables d'avoir attiré les bannis; mais, quoique chacun les connût, personne n'osait les accuser, ni même les nommer. Pour connaître la vérité, sans égard pour personne, on décida que chacun, dans le conseil, écrirait le nom des délinquants, et remettrait secrètement son écrit au capitaine. L'accusation tomba sur Messer Amerigo Donati, Messer Theghiajo Frescobaldi et Messer Lotterengo Gherardini, qui, trouvant un juge plus favorable que ne le méritait peut-être leur crime, furent simplement condamnés à une amende.

Les désordres que fit naître dans Florence l'arrivée des rebelles aux portes de la ville montrèrent clairement qu'il ne suffisait pas d'un seul capitaine à la tête des compagnies du peuple. On décida en conséquence qu'à l'avenir chacune d'elles aurait trois ou quatre chefs; que l'on adjoindrait à chaque gonfalonier deux ou trois officiers, nommés *Pennonieri*, afin que, dans le cas où l'on n'aurait pas besoin de la présence de toute une compagnie, le détachement nécessaire pût marcher sous un officier.

Il arriva alors ce qu'on voit dans toutes les républiques, où chaque événement annule d'anciennes lois pour en mettre d'autres en vigueur; et au lieu de renouveler la seigneurie à des époques déterminées, comme cela avait eu lieu jusqu'alors, les seigneurs et tous leurs collègues, qui se trouvaient en charge à cette époque, jouissant du crédit le plus étendu, se firent donner le pouvoir de nommer d'avance les seigneurs qui devaient successivement gouverner pendant les quarante mois suivants. Ils mirent les noms des seigneurs désignés dans une bourse; et tous les deux mois on les en tirait; mais avant que le terme de quarante mois se fût écoulé, comme un grand nombre de citoyens craignaient de n'avoir pas été mis dans la bourse, on y ajouta de nouveaux noms. De là l'usage de mettre dans la bourse, longtemps avant leur nomination, les noms de tous les magistrats, tant du dedans que du dehors; et lorsqu'une magistrature était sur le point d'expirer, les conseils élisaient leurs successeurs. Ce mode d'élection s'appela dans la suite *scrutin*. Comme on ne renouvelait la bourse que tous les trois ans, ou tout au plus tous les cinq ans, on crut par là assurer la tranquillité de la ville, et ôter tout aliment aux troubles que la multitude des compétiteurs enfantait à la création de chaque magistrat. On adopta cette marche pour corriger les abus, parce qu'on n'en connaissait pas de meilleure, et l'on n'aperçut pas les inconvénients que dérobait un avantage de si peu d'importance.

On était alors dans l'année 1325, et Castruccio, après s'être emparé de Pistoja, était devenu si puissant, que les Florentins, redoutant sa grandeur, résolurent de l'attaquer, et d'arracher cette ville à son obéissance avant qu'il y eût affermi son autorité. Ayant réuni une armée de vingt mille fantassins et de trois mille chevaux, tant de leurs propres citoyens que de leurs alliés, ils allèrent camper devant Altopascio, pour s'en rendre maîtres, et par là empêcher l'ennemi de secourir Pistoja. Les Florentins s'emparèrent d'abord de cette position, et s'avancèrent ensuite vers Lucques, en ravageant le pays. Mais l'inhabileté de leur capitaine, et par-dessus tout sa mauvaise foi, arrêtèrent bien-

tôt leurs progrès. Ce capitaine était don Raymond de Cardone; il avait vu jusqu'alors les Florentins, prodigues de leur liberté, la confier tantôt à un roi, tantôt à des légats, souvent même à des hommes d'une bien moindre importance; il crut que, s'il pouvait les amener à quelque extrémité, il parviendrait facilement à devenir leur prince. Il ne manquait pas de le rappeler fréquemment, et demandait qu'on lui donnât dans la ville une autorité égale à celle qu'il avait dans l'armée, si l'on voulait qu'il eût le pouvoir nécessaire à un général pour se faire obéir. Comme les Florentins étaient sourds à ses demandes, lui, de son côté, restait dans l'inaction; Castruccio en profitait, et se fortifiait chaque jour par l'arrivée des secours que lui avaient promis les Visconti et les autres tyrans de la Lombardie. Lorsqu'il eut ainsi réuni toutes ses forces, don Raymond, que sa perfidie avait d'abord empêché de l'accabler, ne sut plus se tirer du péril par son habileté; il s'avança en tâtonnant avec son armée: Castruccio l'attaqua inopinément près d'Altopascio, et le battit, après un combat opiniâtre dans lequel furent pris ou tués beaucoup de citoyens, et, au nombre des derniers, don Raymond lui-même. La fortune se chargea ainsi de lui infliger la punition que sa mauvaise foi et son inexpérience lui avaient méritée de la part des Florentins. Il serait impossible de calculer les dommages que Castruccio fit éprouver à Florence après cette victoire; le pillage, les dévastations, l'incendie, marquèrent tous ses pas pendant plusieurs mois qu'il parcourut le pays sans obstacle; et, après une défaite aussi sanglante, ce fut beaucoup pour les Florentins de pouvoir sauver leur cité.

Cependant ils ne se laissèrent pas tellement abattre qu'ils négligeassent de faire à grands frais d'immenses préparatifs de défense, de nombreuses levées de troupes, et de pressantes demandes de secours à leurs alliés. Néanmoins rien ne pouvant arrêter les progrès d'un tel ennemi, ils furent forcés d'élire pour seigneur Charles, duc de Calabre, et fils du roi Robert, afin de le décider à venir les défendre; car ces princes, accoutumés à commander en maîtres aux Florentins, voulaient leur

soumission, plus encore que leur amitié. Mais Charles, alors occupé dans la guerre de Sicile, ne pouvant venir prendre possession par lui-même de la souveraineté, y envoya Gauthier, Français de nation, et duc d'Athènes. Celui-ci, comme lieutenant de son maître, prit possession de la ville, et établit les magistrats selon son caprice. Néanmoins sa conduite, d'abord affable et mesurée, et en quelque sorte opposée à son caractère, lui gagna tous les cœurs. Après avoir terminé la guerre de Sicile, Charles vint à Florence avec mille cavaliers, et y fit son entrée au mois de juillet 1326. Sa présence empêcha Castruccio de ravager librement le territoire florentin. Toutefois, Charles perdit bientôt, dans l'intérieur, la réputation qu'il s'était acquise au dehors; et la ville eut à souffrir, de la part de ses alliés, les mêmes dommages que lui eussent faits ses ennemis; les seigneurs ne pouvaient rien faire sans le consentement du duc; et, en une année, il tira des habitants quatre cent mille florins, quoique, par le traité fait avec lui, il ne dût en recevoir que deux cent mille: telles étaient les charges dont, chaque jour, lui ou son père accablaient la cité.

De nouvelles inquiétudes et de nouveaux ennemis vinrent ajouter à ces calamités. Les Gibelins de la Lombardie ne purent voir sans ombrage l'arrivée de Charles en Toscane; alors Galeazzo Visconti et les autres tyrans lombards, à force d'argent et de promesses, attirèrent en Italie Louis de Bavière, qui venait d'être nommé empereur malgré le pape. Ce dernier arrive en Lombardie, passe ensuite en Toscane, où il s'empare de Pise avec le secours de Castruccio; et, enrichi des dépouilles de cette ville, il se rend à Rome. Charles, craignant alors pour le royaume de Naples, se hâte de quitter Florence, où il laisse pour son lieutenant Messer Filippo da Saginetto. Castruccio, après le départ de l'empereur se rend maître de Pise, mais il perd Pistoja, que les Florentins lui enlèvent par suite d'intelligences avec les habitants. Castruccio court assiéger cette ville et s'y arrête avec tant de valeur et d'obstination, que vainement Florence tente, à plusieurs reprises, de la secourir, et attaque

tantôt l'armée de Castruccio, tantôt ses possessions; il ne se laissa détourner de son entreprise ni par force ni par ruse, tant il avait soif de châtier les habitants de Pistoja et de triompher des Florentins. Pistoja fut donc contrainte à le recevoir pour maître; mais cette conquête, toute glorieuse qu'elle était pour lui, lui fut en même temps si funeste, que de retour à Lucques, il y mourut. Comme il est rare que la fortune se borne à une première faveur ou à une première disgrâce, Charles, duc de Calabre et souverain de Florence, mourut également à Naples. Ainsi les Florentins se virent délivrés presque en même temps, et contre toute attente, de la domination de l'un et des craintes continuelles que leur inspirait l'autre. Ils profitèrent de leur liberté pour réformer l'État; ils annulèrent l'ordre des anciens conseils et en créèrent deux nouveaux, l'un de trois cents citoyens, pris seulement dans la bourgeoisie, l'autre de deux cent cinquante, composé indistinctement de grands et de bourgeois: le premier reçut le nom de *conseil du peuple*, le second, celui de *conseil de la commune*.

L'empereur, en arrivant à Rome, crée un antipape, arrête un grand nombre de mesures nuisibles à l'Église, et tente d'en établir plusieurs autres qui restent sans effet. Il finit par quitter honteusement cette ville et revint à Pise, où huit cents cavaliers allemands, irrités contre lui ou mécontents de n'être pas payés, se révoltèrent et se retranchèrent à Montechiaro, sur le Ceruglio. A peine l'empereur eut quitté Pise pour retourner en Lombardie, qu'ils s'emparèrent de Lucques, et en chassèrent Francesco Castracani, que ce prince y avait laissé. Dans l'espoir de tirer parti de cette proie, ils l'offrirent aux Florentins pour quatre-vingt mille florins, mais cette offre fut rejetée par le conseil de Messer Simone della Tosa. Cette résolution aurait pu être fort avantageuse pour notre cité, si on eût voulu la maintenir; mais on changea d'avis peu de temps après, et ce fut une source de dommages; car si alors on refusa une telle acquisition, quand une somme si modique en assurait la paisible possession, bientôt après, lorsqu'on voulut l'avoir, on n'y put réussir, quoi-

que l'on y prodiguât tous les trésors de l'État ; ce qui fut cause encore que Florence fit dans le gouvernement des changements qui lui devinrent extrêmement funestes. Sur le refus des Florentins, Lucques fut donc vendue à Messer Gherardino Spinoli, de Gênes, pour trente mille florins. Et comme les hommes sont plus lents à prendre ce qu'ils peuvent avoir qu'ils ne le sont à désirer ce qu'ils ne sauraient atteindre, dès que l'on sut l'acquisition de Messer Gherardino et le prix modique auquel il l'avait eue, le peuple de Florence s'enflamma du désir de la posséder, s'irritant contre lui-même et contre ceux qui l'avaient détourné de ce marché : déterminé à obtenir par force ce qu'il n'avait point voulu acheter, il envoya ses troupes parcourir et ravager les terres des Lucquois.

Dans ces entrefaites, l'empereur avait quitté l'Italie, et l'antipape, par ordre des Pisans, avait été conduit prisonnier en France ; les Florentins, depuis la mort de Castruccio, arrivée en 1328, jusqu'à l'année 1340, furent tranquilles au dedans, ne s'occupant que de leurs affaires extérieures et des guerres nombreuses que leur suscita en Lombardie la présence de Jean, roi de Bohême, et en Toscane la conquête de Lucques. Ils embellirent leur ville de nouveaux édifices ; et, sur l'avis de Giotto, peintre alors très-célèbre, on éleva la tour de Santa-Reparata. Une inondation, arrivée en 1333, ayant élevé, dans plusieurs quartiers de Florence, les eaux de l'Arno à plus de douze brasses au-dessus du niveau ordinaire, et causé la ruine d'une partie des ponts et des maisons, on n'épargna ni soins ni dépenses pour réparer ces désastres.

Mais l'année 1340 amena de nouvelles causes de troubles. Les citoyens puissants avaient deux moyens d'accroître ou de conserver leur puissance : l'un était de restreindre le nombre des magistrats que le sort devait nommer, de manière à ce que toujours il tombât sur eux ou sur leurs amis ; l'autre, de diriger de telle sorte les élections des recteurs, qu'ils les eussent toujours favorables dans les jugements. Ils attachaient surtout tant d'importance à cette seconde mesure, que les recteurs ordinaires ne

leur suffisant pas, ils en appelaient parfois un troisième. C'est ainsi qu'à cette époque ils avaient fait venir extraordinairement, sous le titre de capitaine de la garde, Messer Jacopo Gabrielli d'Agobbio, et lui avaient confié tout pouvoir sur les citoyens. Ce Messer Jacopo, pour complaire à ceux qui gouvernaient, commettait chaque jour de nombreuses injustices. Parmi ceux qu'il offensa, se trouvaient messer Piero des Bardi et Messer Bardo Frescobaldi : ces deux citoyens, d'une noblesse antique et naturellement superbes, supportaient impatiemment qu'un étranger, pour plaire à un petit nombre d'hommes puissants, se permît de les offenser; et, pour se venger, ils conspirèrent contre lui et contre ceux qui gouvernaient. Un grand nombre de familles nobles, et quelques-unes du peuple, à qui la tyrannie des magistrats déplaisait, entrèrent dans cette conjuration. Le plan concerté entre eux était que chacun réunirait chez soi le plus grand nombre possible de gens armés, et que, dans la matinée du jour qui suit la solennité de la Toussaint, au moment où chaque citoyen était occupé dans les églises à prier pour ses morts, on prendrait les armes, on massacrerait le capitaine et les principaux chefs du gouvernement, et que l'on élirait de nouveaux seigneurs avec lesquels on s'occuperait de réformer l'État.

Mais comme dans les entreprises qui offrent de grands dangers, plus on les médite et moins on est disposé à les exécuter, il arrive toujours que l'on découvre les conjurations dont l'exécution exige des délais. Messer Andrea des Bardi, l'un des conjurés, en réfléchissant à cette entreprise, se trouva plus accessible à la crainte du châtiment qu'à l'espoir de la vengeance, et révéla le complot à Jacopo Alberti, son beau-frère; celui-ci le dénonça aux prieurs, qui en prévinrent les autres membres du gouvernement. Le péril était imminent, on était à la veille de la Toussaint; aussitôt les citoyens s'assemblent en foule au palais, et craignant qu'un moment de retard ne perdît tout, ils voulaient que les seigneurs fissent sonner la cloche pour appeler le peuple aux armes. Taldo Valori était gonfalonier, et parmi les seigneurs

était François Salviati. Unis aux Bardi par les liens du sang, il leur répugnait de faire sonner le tocsin ; ils alléguaient qu'il était dangereux d'armer ainsi le peuple au moindre événement, parce que l'autorité que l'on donne à la multitude, n'étant retenue par aucun frein, n'a jamais fait que du mal ; que s'il est facile d'exciter un tumulte, il est difficile de l'apaiser ; qu'il valait peut-être mieux s'assurer d'abord si la chose était vraie, et punir ensuite les coupables par les voies civiles, que de compromettre le salut de Florence pour avoir voulu les punir avec éclat sur une simple dénonciation. Cet avis ne fut écouté patiemment de personne ; et, par des paroles injurieuses et grossières, on contraignit les seigneurs à faire sonner la cloche. A ce son, tout le peuple accourut en armes sur la place. De leur côté, les Bardi et les Frescobaldi se voyant découverts, et jaloux de vaincre avec gloire ou de mourir sans honte, prirent les armes, et crurent pouvoir se défendre dans la partie de la ville au delà du fleuve, où se trouvaient leurs maisons ; il se retranchèrent aux ponts, comptant sur les secours que leur avaient promis les nobles de la campagne et leurs amis. Mais les bourgeois qui habitaient du même côté dérangèrent leur projet en prenant les armes pour les seigneurs ; de sorte qu'enveloppés de toutes parts, ils abandonnèrent les ponts, se retirèrent dans la rue où demeuraient les Bardi, comme étant plus forte qu'aucune autre, et s'y défendirent vaillamment. Messer Jacopo d'Agobbio, qui savait bien que la conjuration était surtout dirigée contre lui, craignant pour lui la mort, se cachait, pâle de terreur et hors de lui-même, au milieu de ses soldats qui entouraient le palais des seigneurs ; mais les autres recteurs, moins coupables que lui, montraient plus de courage, surtout le podestà, nommé Messer Maffeo da Marradi. Ce dernier s'avance vers le lieu où l'on combattait, et, sans s'effrayer de rien, passe le pont Rubaconte, se jette entre les épées des Bardi, et fait signe qu'il veut leur parler. Le respect qu'on avait pour lui, ses mœurs et ses autres grandes qualités firent à l'instant baisser les armes et prêter une oreille attentive à ses discours : par des paroles pleines de modération et

de gravité, il leur reproche leur complot, leur fait voir le péril dans lequel ils vont se trouver s'ils ne cèdent à ce mouvement populaire, leur donne l'espoir qu'on entendra leur défense, qu'ils seront jugés avec indulgence, et promet d'être leur médiateur pour que l'on ait pitié de l'état où les a précipités un juste ressentiment. De retour auprès des seigneurs, il leur persuada de ne pas s'obstiner à vouloir triompher au prix du sang de leurs concitoyens, et de ne point les condamner sans les entendre; il fit tant que, du consentement des seigneurs, les Bardi, les Frescobaldi, et leurs partisans quittèrent la ville, et purent sans obstacle se retirer dans leurs châteaux. Après leur départ, le peuple déposa les armes; les seigneurs se contentèrent de procéder contre ceux qui avaient pris le parti des Bardi et des Frescobaldi. Pour affaiblir la puissance des premiers, on leur acheta le château de Mangona et de Vernia, et l'on rendit une loi par laquelle il était défendu à tout citoyen de posséder un château qui ne fût au moins à vingt milles de Florence. Peu de mois après, Stiatta Frescobaldi eût la tête tranchée, avec plusieurs membres de cette famille devenus rebelles. C'était peu pour ceux qui gouvernaient que d'avoir abaissé et dompté les Bardi et les Frescobaldi; mais en cela semblables à presque tous les hommes, qui abusent d'autant plus de leur autorité que cette autorité est plus grande, et dont l'insolence s'accroît avec le pouvoir, au lieu de se contenter, comme par le passé, d'un capitaine de la garde, qui désolait la ville, ils en élurent un autre pour le territoire de la république, auquel ils donnèrent les pouvoirs les plus étendus, afin que ceux qui leur étaient suspects ne pussent habiter ni dans Florence ni au dehors. De cette manière, ils soulevèrent à tel point toute la noblesse contre eux, qu'elle était prête à se vendre, et la république avec elle, pour assouvir sa vengeance. Elle attendit l'occasion, qui ne s'offrit que trop bien, et elle en profita encore mieux.

Au milieu des désordres qui n'avaient cessé d'agiter la Toscane et la Lombardie, la ville de Lucques était tombée entre les mains de Mastino de la Scala, seigneur de Vérone. Ce prince,

quoique obligé, par les traités, de la remettre aux Florentins, ne l'avait point livrée; maître de Parme, il crut pouvoir conserver Lucques, et se souciait fort peu de tenir ses engagements. Les Florentins, pour se venger, se liguèrent avec les Vénitiens, et lui firent une guerre si acharnée, qu'il fut sur le point de perdre tous ses États. Cependant le seul profit qu'ils en retirèrent fut la satisfaction d'avoir battu Mastino; car les Vénitiens, comme font tous ceux qui s'allient à plus faibles qu'eux, après avoir mis la main sur Trévise et Vicence, firent leur traité à part, sans aucun égard pour les Florentins. Mais les Visconti, ducs de Milan, ayant, peu de temps après, enlevé Parme à Mastino, celui-ci, prévoyant alors qu'il ne pourrait garder Lucques, résolut de la vendre. Florence et Pise étaient sur les rangs; les enchères firent sentir aux Pisans que les Florentins, plus riches qu'eux, finiraient par l'emporter; alors ils voulurent l'obtenir par la force, et vinrent y mettre le siége, aidés des Visconti. Les Florentins, loin d'abandonner le marché, conclurent avec Mastino, lui comptèrent une partie de l'argent, et donnèrent des sûretés pour le reste; ils envoyèrent alors, pour prendre possession de la ville, Naddo Ruccellai, Jean, fils de Bernardino de Médicis, et Rosso, fils de Ricciardo de' Ricci; ces commissaires entrèrent à Lucques de vive force, et les troupes de Mastino remirent la place en leurs mains. Les Pisans toutefois poursuivirent leur entreprise, n'épargnant rien pour l'emporter par la force, tandis que les Florentins, de leur côté, s'efforçaient de faire lever le siége. Après une longue guerre, où ces derniers perdirent leur argent, et ne gagnèrent que la honte d'avoir été chassés, les Pisans restèrent maître de Lucques.

La perte de cette ville, ainsi que toujours il arrive en pareil cas, irrita le peuple de Florence contre ceux qui le gouvernaient, et, en tous lieux, sur les places publiques, on les diffamait ouvertement, en les accusant d'avarice et d'impéritie. Au commencement de la guerre, on en avait confié la direction à vingt citoyens, qui choisirent pour commander les troupes, Messer Malatesta de Rimini. Ce condottiere fit preuve dans sa conduite

de peu de courage et de moins d'habileté encore. La commission des vingt avait imploré le secours de Robert, roi de Naples, qui leur envoya Gaultier, duc d'Athènes. Il arriva à Florence (ainsi le voulait le Ciel qui préparait nos malheurs futurs) au moment où l'entreprise de Lucques venait d'échouer complétement. En conséquence les vingt voyant l'irritation du peuple, crurent lui rendre l'espoir en élisant un nouveau capitaine, et, par cette élection, le contenir ou lui ôter le prétexte de les accuser. Mais pour le tenir dans la crainte, et mettre le duc d'Athènes en état de les défendre eux-mêmes avec plus d'autorité, ils le nommèrent d'abord conservateur, et l'élurent ensuite capitaine de leurs troupes. Les grands, qui, pour les causes que nous avons rapportées plus haut, vivaient dans le mécontentement, et dont la plupart avaient eu des liaisons avec Gaultier, dans le temps où il gouvernait Florence au nom du duc de Calabre, crurent que le moment était venu de pouvoir éteindre le feu de leur vengeance dans la ruine de leur patrie, et jugèrent qu'il n'y avait pas d'autre moyen de dompter ce peuple qui les avait mortifiés, que de se soumettre à un prince qui, connaissant tout le prix d'un parti et toute l'insolence de l'autre, récompensât le premier et réprimât le second. A ces considérations se joignait l'espoir des avantages qui ne pouvaient être refusés à leurs services quand, par leur entremise, le duc d'Athènes aurait obtenu la suprême autorité. Ils le virent donc plusieurs fois en secret, lui conseillèrent de s'emparer de l'État, et lui offrirent tous les secours qui dépendaient d'eux. Leur autorité et leurs conseils furent appuyés par plusieurs familles de la bourgeoisie, telles que les Peruzzi, les Acciajuoli, les Antellesi et les Buonaccorsi, qui, perdues de dettes et ne trouvant plus de ressources dans leurs biens, désiraient se libérer aux dépens d'autrui, et se mettre, par la servitude de la patrie, à couvert de celle dont leurs créanciers les menaçaient. Ces insinuations allumèrent dans le cœur ambitieux du duc un plus grand désir du pouvoir. Pour se donner la réputation d'un homme juste, quoique sévère, et s'élever ainsi de plus en plus dans la faveur du peuple, il

poursuivit ceux qui avaient dirigé la guerre de Lucques, fit mourir Messer Giovanni de Médicis, Naddo Rucellai et Guglielmo Altoviti, et en condamna un grand nombre d'autres à l'exil et à des amendes.

Ces condamnations effrayèrent la classe moyenne des citoyens; elles ne satisfaisaient que la populace et les grands; la première, parce que sa nature est de se réjouir du mal; les seconds, parce qu'ils se voyaient vengés de toutes les injures qu'ils avaient reçues de la bourgeoisie. Quand le duc traversait les rues, il était accueilli par des acclamations qui célébraient sa franchise; chacun l'exhortait publiquement à poursuivre toujours ainsi les fraudes des citoyens et à les punir. La commission des vingt s'affaiblissait chaque jour; l'autorité du duc s'élevait sur ses ruines, et la crainte qu'il inspirait était universelle. Chacun, pour qu'on ne pût douter de son dévouement à sa personne, faisait peindre ses armes au-devant de sa maison; enfin, il ne lui manquait d'un prince que le titre. Croyant alors pouvoir tout entreprendre sans crainte, il fit entendre aux seigneurs qu'il était persuadé que, pour le bien de l'État, on devait lui confier sans restriction l'autorité de la seigneurie, et que, puisque toute la ville y consentait, il espérait qu'ils ne s'y opposeraient pas. Quoique les seigneurs eussent prévu depuis longtemps la ruine de la patrie, tous, à cette demande, furent émus jusqu'au fond de l'âme; et quoiqu'ils connussent le péril qui les menaçait, ils la rejetèrent intrépidement, pour ne point trahir la cause de la patrie. Le duc, afin de donner une plus haute idée de sa religion et de sa bonté, s'était logé dans le couvent des frères mineurs de Santa-Croce. Pressé d'effectuer enfin ses perfides projets, il fit publier une ordonnance pour que tout le peuple eût à s'assembler devant lui sur la place de Santa-Croce, le lendemain matin. Cette ordonnance effraya les seigneurs bien plus que ne l'avaient fait précédemment ses paroles, et ils se réunirent aux citoyens qu'ils jugeaient les plus attachés à la patrie et à la liberté; connaisant les forces du duc, ils virent que leur seul remède était de le conjurer, et d'essayer,

puisque la résistance était impossible, si les prières seraient assez puissantes pour le détourner de son dessein, ou du moins pour rendre son autorité moins acerbe. Une partie des seigneurs alla donc le trouver, et l'un d'eux lui parla en ces termes :

« Nous venons devant vous, seigneur, amenés d'abord par « votre invitation et ensuite par les ordres que vous avez fait pu- « blier pour rassembler le peuple, car nous croyons être sûrs que « vous voulez obtenir d'une manière extraordinaire ce que nous « ne vous avons point accordé par les voies légitimes. Notre in- « tention n'est point d'opposer la force à vos desseins, mais seu- « lement de vous faire sentir combien sera pesant pour vous le « fardeau dont vous vous chargez, et combien périlleux le parti « que vous prenez, afin que vous puissiez sans cesse vous souvenir « de nos conseils, et voir combien peu ils ressemblent à ceux que « d'autres vous donnent, non dans votre intérêt, mais pour as- « souvir leur rage. Vous voulez réduire à l'esclavage une cité qui « vécut toujours libre ; car le pouvoir que nous avons jadis con- « cédé aux souverains de Naples faisait de nous leurs amis, non « leurs esclaves. Avez-vous réfléchi combien, dans une telle cité, « a d'importance et de prestige le seul nom de liberté? ce nom « qu'aucune force humaine ne peut dompter, que le temps ne « saurait détruire, et qu'aucun mérite ne balance. Pensez, sei- « gneur, combien de forces sont nécessaires pour tenir une telle « cité dans les fers. Celles que l'étranger pourra vous prêter sont « insuffisantes; vous ne pourrez vous confier à celles de l'intérieur, « car ceux qui sont aujourd'hui vos amis, et qui vous ont con- « seillé de prendre ce parti, auront à peine fait servir votre au- « torité à abattre leurs rivaux, qu'ils chercheront comment ils « peuvent vous détruire vous-mêmes, et devenir les maîtres à leur « tour. La populace, sur laquelle vous vous appuyez maintenant, « change au plus petit événement : vous pouvez donc en un mo- « ment avoir toute la ville pour ennemie, et y trouver sa ruine « et la vôtre. Point de remède pour un tel mal; ceux-là seuls « peuvent régner en paix, qui n'ayant que peu d'ennemis, peu- « vent aisément les détruire soit par la mort, soit par l'exil : mais

« au milieu des haines universelles on ne peut trouver aucune sé-
« curité. Vous ne savez d'où viendra le mal ; et quand on craint
« tout le monde, on ne peut compter sur la foi de personne. Si
« on tente de le faire, on aggrave le danger ; car ceux qui res-
« tent sentent de plus en plus leur haine s'enflammer, et sont plus
« disposés à la vengeance. Que le temps ne puisse éteindre la soif
« de la liberté, c'est ce qui est indubitable ; ne l'a-t-on pas vue
« souvent ressaisie par des cités qui n'avaient jamais goûté ses
« douceurs, mais qui n'avaient cessé de la chérir, d'après le sou-
« venir qu'en avaient laissé leurs pères ; et qui, lorsqu'elles l'a-
« vaient ainsi recouvrée, savaient la conserver avec une constance
« inébranlable et au mépris de tous les dangers? Et quand leurs
« pères ne leur en auraient pas transmis la mémoire, les édifices
« publics, les lieux où siégent les magistrats, les marques de leur
« libre constitution, leur en parlent sans cesse ; toutes choses qui
« sont pour les peuples la source des plus vifs regrets. Quelles ac-
« tions ferez-vous qui pourront balancer la douceur de vivre li-
« bre, ou étouffer dans le cœur des citoyens le regret de leur état
« présent? Non, vous ne le pourrez pas, quand vous ajouteriez
« à ces États toute la Toscane, quand vous rentreriez chaque jour
« dans cette ville triomphant de nos ennemis ; car c'est pour vous
« et non pour elle que serait toute cette gloire ; elle donnerait
« aux citoyens non des sujets, mais des compagnons d'esclavage,
« qui ne serviraient qu'à les plonger plus avant dans la servitude.
« Et quand rien ne surpasserait la sainteté de vos mœurs, l'af-
« fabilité de vos manières, la droiture de vos jugements, rien ne
« pourrait vous faire aimer. Si vous croyiez que cela pût suffire,
« vous vous tromperiez : toute chaîne est pesante pour qui vécut
« toujours libre, et le moindre lien le blesse. D'ailleurs un gou-
« vernement tyrannique est incompatible avec un bon prince,
« parce qu'il faut nécessairement que tous deviennent sembla-
« bles, ou que l'un détruise l'autre. Vous avez donc à choisir,
« ou de régir cette cité par la plus extrême violence, et c'est à
« quoi bien souvent ni les citadelles, ni les gardes, ni les amis
« du dehors ne peuvent suffire ; ou de vous contenter de l'autorité

« que nous vous avons donnée ; c'est à quoi nous vous engageons,
« en vous rappelant que le seul pouvoir solide est celui qu'on a
« obtenu volontairement. Ne cherchez point, en vous laissant aveu-
« gler par un peu d'ambition, à atteindre à un rang où, ne pou-
« vant ni demeurer ni monter davantage, vous soyez réduit à
« tomber misérablement pour votre malheur et le nôtre. »

Ce discours ne put émouvoir en rien le cœur inflexible du duc. Il répondit que : « son intention n'était pas de ravir la liberté à « la ville, mais de la lui rendre, parce qu'il n'y avait d'esclaves « que les cités divisées ; que celles qui vivaient unies étaient li- « bres ; que, si, par ses institutions, Florence échappait au joug « des partis, des ambitions et des inimitiés privées, ce serait lui « rendre et non lui enlever la liberté ; que comme ce n'était pas « son ambition qui l'engageait à se charger de ce fardeau, mais « les prières d'un grand nombre de citoyens, ils feraient bien « eux-mêmes de se contenter de ce dont les autres étaient satis- « faits ; qu'à l'égard des dangers qu'il pouvait rencontrer dans « cette entreprise, il n'en faisait aucun cas ; qu'il n'appartenait « qu'à un homme sans vertu de se départir du bien par crainte « du mal, et à un lâche de ne pas poursuivre une entreprise « glorieuse parce que l'issue en serait douteuse ; qu'il espérait « se conduire de manière à faire voir bientôt qu'on s'était trop « méfié de lui, et qu'on l'avait trop redouté. »

Les seigneurs, voyant qu'ils ne pouvaient rien faire de mieux, convinrent de réunir le peuple sur la place du palais, le lendemain matin, et de donner, avec son autorisation, les pouvoirs de la seigneurie au duc, pendant un an, aux mêmes conditions qu'on les avait déjà accordées à Charles, duc de Calabre. C'était le huit septembre de l'année 1342 ; le duc, accompagné de Messer Jean de la Tosa, de tous ses partisans, et d'une multitude de citoyens, arriva sur la place et monta avec la seigneurie sur la *Ringhiera* (c'est ainsi que les Florentins nomment les degrés qui sont au pied du palais des seigneurs), et on lut de là au peuple les conventions qui avaient été faites entre la seigneurie et le duc. Lorsqu'on en vint à la lecture de l'article où il était

dit qu'on lui donnait la seigneurie pour un an, tout le peuple se mit à crier : *Pour la vie !* Messer Francesco Rustichelli, l'un des seigneurs, se levant alors pour parler et calmer le tumulte, sa voix fut couverte par les clameurs de la multitude, de sorte que, par le consentement du peuple, le duc fut élu seigneur non pour un an, mais à perpétuité. La populace le prit et le porta en triomphe, en faisant retentir la place de son nom. Il est d'usage que pendant l'absence de la seigneurie celui qui garde le palais se tienne renfermé en dedans : cette fonction était alors confiée à Rinieri di Giotto. Gagné par les amis du duc, il l'introduisit sans attendre la force, de sorte que les seigneurs, effrayés et couverts de honte, s'en retournèrent chez eux. Le palais fut saccagé par les valets du duc, l'étendard du peuple déchiré et les armes ducales placées sur le palais. Les bons citoyens ne purent voir sans une douleur inexprimable ces tristes événements, qu'accueillaient cependant avec plaisir ceux qui y avaient contribué ou par ignorance ou par méchanceté.

Lorsque le duc fut en possession de la seigneurie, afin d'ôter l'autorité à ceux qui s'étaient toujours montrés les défenseurs de la liberté, il interdit aux seigneurs de se réunir dans le palais, et leur désigna une maison particulière; il ôta leurs enseignes aux gonfaloniers des compagnies du peuple, cassa les arrêts rendus contre les grands par la justice, délivra les prisonniers, rappela de l'exil les Bardi et les Frescobaldi, et défendit à chacun de porter les armes. Pour mieux se défendre de ceux du dedans, il se fit l'ami de ceux du dehors. En conséquence, il combla de bienfaits les Arétins et tous ceux qui étaient soumis aux Florentins; fit la paix avec les Pisans, quoiqu'il n'eût été nommé prince que pour leur faire la guerre; annula les assignations données aux négociants qui, dans la guerre de Lucques, avaient prêté de l'argent à la république; accrut les anciennes gabelles, en établit de nouvelles; enleva aux seigneurs toute autorité. Ses recteurs étaient Messer Baglione de Pérouse, et Messer Guglielmo de Scesi, qui, avec Messer Cerrettieri Bisdomini, composaient tout son conseil. Les charges qu'il imposait aux ci-

toyens étaient accablantes, et ses jugements iniques : cette justice sévère, quoique humaine, qu'il avait affectée jusqu'alors, s'était convertie en orgueil et en cruauté. Aussi un grand nombre de citoyens les plus distingués parmi la noblesse et la bourgeoisie étaient exposés aux amendes, à la mort et à tous les tourments. Et pour ne pas se montrer moins cruel au dehors qu'au dedans, il établit six recteurs dans le territoire de Florence, qui battaient et dépouillaient les paysans. Les grands lui étaient suspects, quoiqu'il en eût reçu des bienfaits et qu'il eût rendu leur patrie à un grand nombre d'entre eux, parce qu'il ne pouvait croire que des âmes généreuses, telles que souvent on les rencontre dans la noblesse, pussent vivre contentes sous sa domination. Il commença donc à favoriser la populace, dans l'espoir qu'avec son appui et celui des armes étrangères il pourrait conserver la tyrannie. Au mois de mai, que les peuples ont coutume de célébrer par des fêtes, il divisa la populace et le petit peuple en plusieurs compagnies, qu'il décora des noms les plus pompeux, et auxquelles il distribua des enseignes et de l'argent; de sorte qu'une partie d'entre eux parcourait la ville au milieu des divertissements, et était reçue par l'autre avec une grande splendeur. Le bruit de l'élévation du duc s'étant répandu, une foule de Français accourut auprès de lui; et il donna à tous des emplois, comme à des hommes sur lesquels il pouvait entièrement compter; ainsi Florence devint en peu de temps sujette non-seulement des Français, mais encore de leurs usages et de leurs costumes, parce que les hommes et les femmes, dédaignant les mœurs domestiques, les adoptaient sans pudeur. Mais ce qui indignait davantage, c'étaient les outrages que lui et les siens se permettaient sans rougir contre l'honneur des dames.

Les citoyens ne pouvaient voir, sans frémir d'indignation, la majesté de l'État anéantie, les institutions renversées, les lois annulées, les mœurs corrompues, et la décence foulée aux pieds. Ceux qui n'avaient jamais vu de pompe royale ne pouvaient, sans une douleur profonde, rencontrer le duc, entouré

d'une foule de satellites à pied et à cheval. Voyant chaque jour leur honte de plus près, ils étaient forcés d'honorer celui qui était l'objet de toute leur haine. La terreur venait ajouter à leurs maux, à l'aspect des nombreux supplices et des exactions continuelles dont la ville était appauvrie et dévorée. Cette indignation et cette terreur n'échappaient point au duc, et l'épouvantaient à son tour. Néanmoins il voulait faire voir à chacun qu'il se croyait aimé. Il arriva donc que Matteo di Morozzo, ou pour acquérir sa faveur, ou pour se tirer lui-même du péril, lui ayant révélé que la famille des Médicis, et quelques autres citoyens avaient conjuré contre lui, le duc, loin de rechercher ce crime, fit au contraire périr misérablement le révélateur. Cette conduite ôta le courage à tous ceux qui auraient voulu l'avertir de ses dangers, et le rendit à ceux qui travaillaient à sa chute. Bertone Cini ayant blâmé les taxes qu'il imposait aux citoyens, il lui fit couper la langue d'une manière si cruelle, qu'il ne survécut point à son supplice. La colère du peuple s'en accrut, ainsi que sa haine contre le duc; car les Florentins, accoutumés à dire et à faire avec pleine licence tout ce qui leur plaisait, ne pouvaient supporter qu'on leur liât les mains et qu'on leur fermât la bouche.

Cette irritation et ces haines s'accrurent au point que non-seulement les Florentins, qui ne savent ni conserver la liberté ni supporter la servitude, mais que le peuple même le plus servile, se serait enflammé du désir de recouvrer la liberté; aussi une foule de citoyens de tous les rangs résolurent-ils ou de perdre la vie, ou de redevenir libres. De trois côtés, trois classes de citoyens, nobles, bourgeois, artisans, formèrent trois complots. Outre les causes universelles de haine, chacun d'eux en avait de particulières; les grands étaient irrités de n'avoir point repris leur place dans le gouvernement de l'État; les bourgeois, de l'avoir vu sortir de leurs mains; les artisans, de la perte de leurs salaires. Florence avait pour archevêque Messer Agnolo Acciajuoli qui, dans les commencements, avait en chaire glorifié les cou-

ves du duc et lui avait concilié la faveur du peuple ; mais lorsqu'il le vit maître, et qu'il eut connu sa conduite tyrannique, il crut avoir trahi sa patrie ; et, pour expier sa faute, il ne vit d'autre remède que de confier à la main qui avait fait la blessure le soin de la guérir. Il se mit donc à la tête de la première conspiration, qui était aussi la plus forte, et dans laquelle figuraient les Bardi, les Rossi, les Frescobaldi, les Scali, les Altoviti, les Magalotti, les Strozzi et les Mancini. Les chefs de la seconde étaient Messer Manno et Corso Donati ; après eux et les Pazzi, les Cavicciulli, les Cerchi et les Albizzi. Antoine Adimari était à la tête de la troisième, où l'on voyait encore les Médicis, les Bordoni, les Ruccellai et les Aldobrandini. Ces derniers pensèrent d'abord à tuer le duc dans la maison des Albizzi, où l'on croyait qu'il se rendrait le jour de la Saint-Jean, pour voir une course de chevaux ; mais il n'y vint point, et le complot échoua ; ils formèrent le projet de l'assaillir lorsqu'il se promènerait dans la ville ; mais ils y voyaient de grandes difficultés, attendu que le duc sortait toujours accompagné et bien armé ; qu'il variait chaque jour ses promenades, et qu'on ne pouvait fixer aucun endroit pour l'attendre ; ils l'auraient bien massacré dans le conseil, s'ils n'avaient craint de rester, même après sa mort, au pouvoir de ses troupes.

Tandis que les conjurés méditaient ces projets, Antoine Adimari se découvrit à quelques Siennois de ses amis, pour en obtenir des secours ; il leur fit connaître une partie des conjurés, et leur assura que toute la ville était disposée à s'affranchir. L'un des Siennois communiqua la chose à Messer Francesco Brunelleschi, non dans le dessein de la révéler, mais dans la persuasion qu'il était au nombre des conjurés. Messer Francesco, soit par crainte pour lui-même, soit par haine pour quelques-uns des conspirateurs, dévoila tout le complot au duc, qui fit arrêter Pagolo del Mazecha, et Simone da Monterappole. Ils lui révélèrent le nombre et la qualité des conjurés, le duc en fut épouvanté, et on lui conseilla de se borner à les citer plutôt que de les faire arrêter ; car, s'ils fuyaient, l'exil le délivrerait d'eux,

sans exciter de trouble. Le duc, en conséquence, fit citer Antoine Adimari, qui, se confiant dans ses complices, se hâta de comparaître. Il fut en effet arrêté. Messer Francesco Brunelleschi et Messer Uguccione Buondelmonti conseillèrent alors au duc de parcourir en armes tout le pays, et de faire mourir tous ceux que l'on prendrait. Il rejeta cet avis, parce que ses forces lui parurent insuffisantes contre tant d'ennemis, et il prit un autre parti, qui, s'il eût réussi, aurait raffermi son pouvoir et suppléé à sa faiblesse. Le duc avait coutume de convoquer des citoyens, pour prendre leur avis sur les affaires qui survenaient. Ayant donné des ordres au dehors pour rassembler ses troupes, il rédigea une liste de trois cents citoyens; et, sous prétexte de les consulter, il les fit convoquer par ses huissiers. Son dessein était, après les avoir réunis, de s'en défaire par la mort ou par la prison. L'arrestation d'Antoine Adimari, l'ordre de faire venir la troupe, qu'on n'avait pu tenir secret, avaient effrayé tous les citoyens, et particulièrement les coupables, de manière que les plus hardis refusèrent d'obéir. Et comme chacun avait lu la liste, tous les conjurés se reconnurent; ils s'encouragèrent à prendre les armes, et à mourir les armes à la main comme des hommes, plutôt que de se laisser conduire à la boucherie comme des veaux; de sorte qu'en peu d'heures, les trois conjurations différentes se découvrirent l'une à l'autre; on arrêta que le lendemain, 23 juillet 1343, on exciterait une émeute dans le Marché-Vieux; qu'on prendrait soudain les armes, et qu'on appellerait tout le peuple à la liberté.

Le jour suivant, au son des nones, on prend les armes selon l'ordre donné; au cri de liberté, tout le peuple s'arme de son côté; chacun se fortifie dans son quartier sous des enseignes aux armoiries du peuple, que les conjurés avaient secrètement fait faire. Tous les chefs des familles nobles et bourgeoises se réunirent, et jurèrent de se défendre et de faire périr le duc. Il n'y eut que quelques individus de la famille des Buondelmonti et des Cavalcanti, et les quatre familles du peuple qui avaient concouru à son élévation, qui, s'étant joints aux bouchers et à la

lie du peuple, accourent en armes sur la place, pour défendre le duc. A ce tumulte, le duc fait fortifier le palais; les siens, qui étaient logés dans différents quartiers de la ville, montent soudain à cheval pour se rendre sur la place; mais, dans le trajet, ils sont attaqués de toutes parts et tués. Cependant, trois cents cavaliers environ réussirent à y pénétrer. Le duc balançait s'il sortirait pour combattre l'ennemi, ou s'il se défendrait dans l'intérieur du palais. De leur côté les Médicis, les Cavicciulli, les Ruccelai, et les autres familles qu'il avait le plus offensées, craignaient, s'il venait à se montrer dehors, qu'un grand nombre de ceux qui avaient pris les armes contre lui ne se montrassent encore ses amis, et pour lui ôter l'occasion de sortir et par là d'augmenter ses forces, ils se rassemblèrent et fondirent sur la place. A leur arrivée, les familles plébéiennes qui avaient embrassé le parti du duc, se voyant sérieusement attaquées, changèrent de sentiment, en voyant changer la fortune du duc, et se rapprochèrent unanimement de leurs concitoyens, excepté Messer Uguccione Buondelmonte, qui entra dans le palais, et Messer Giannozzo Cavalcanti, qui se retira avec une partie de ses compagnons dans le Marché-Neuf. Là, il s'élança sur un banc d'où il conjurait le peuple, qui se rendait sur la place, d'aller y défendre le duc. Pour les déterminer par la crainte, il exagérait ses forces, et les menaçait tous de la mort, s'ils s'obstinaient à vouloir combattre leur seigneur. Mais ne trouvant personne qui le voulût suivre, ni qui châtiât son imprudence, et voyant qu'il se fatiguait en vain, déterminé à ne pas tenter davantage la fortune, il se renferma dans sa maison.

Cependant le combat entre le peuple et les soldats du duc, se poursuivait avec acharnement sur la place; et quoique le palais facilitât la défense des derniers, ils furent vaincus : une partie d'entre eux se mit à la discrétion des ennemis; l'autre partie abandonna ses chevaux et se réfugia dans le palais. Pendant que l'on combattait sur la place, Corso et Messer Amerigo Donati, accompagnés d'une partie du peuple, enfoncent les prisons, livrent aux flammes les actes du podestà et de la chambre publi-

que, saccagent les maisons des recteurs, et massacrent tous les agents du duc qui tombent sous leurs mains. Le duc, de son côté, voyant la place perdue et la ville entière soulevée contre lui, et n'espérant plus aucun secours, essaie de regagner le peuple par quelque acte de générosité. Il se fait amener les prisonniers, leur rend la liberté avec des paroles pleines de douceur; et, malgré sa répugnance, il fait chevalier Antoine Adimari. Il fit ensuite enlever ses armes de dessus le palais, et leur substitua celles du peuple. Mais ces concessions tardives et hors de propos, faites par force et contre son gré, lui furent de peu de secours. Plein de dépit, il se voyait assiégé dans son palais, et reconnaissait trop tard qu'il perdait tout pour avoir voulu trop avoir, et que, sous peu de jours, il lui faudrait mourir ou par la faim, ou par le fer. Les citoyens, pour rétablir l'ordre dans l'état, se réunirent à Santa-Reparata, et nommèrent quatorze d'entre eux, pris moitié parmi les grands, moitié parmi les bourgeois, auxquels, ainsi qu'à l'évêque, ils donnèrent pouvoir de réformer le gouvernement. Ils élurent en outre six personnes, auxquelles ils conférèrent l'autorité du podestà, jusqu'à l'arrivée de celui qu'ils avaient choisi.

Cependant beaucoup de troupes étaient accourues au secours du peuple de Florence, entre autres les Siennois, conduits par six ambassadeurs qui jouissaient dans leur patrie de la réputation la plus honorable. Ils s'entremirent pour accorder le peuple et le duc; mais le peuple ne voulut entendre parler d'aucun accommodement que l'on n'eût premièrement remis entre ses mains Messer Guglielmo da Scesi et son fils, ainsi que Messer Cerrettieri Bisdomini. Le duc refusait d'y consentir; mais enfin, menacé par ceux qui étaient renfermés avec lui, il se laissa contraindre. Les ressentiments sont bien autrement vifs, et les blessures plus profondes, lorsqu'il s'agit de recouvrer la liberté, que quand on ne fait que se défendre. Messer Guglielmo et son fils furent jetés parmi des milliers d'ennemis, un jeune homme qui n'avait pas encore dix-huit ans. Mais son âge, ni son innocence, ni sa beauté, ne purent le sauver de la furie de la mul-

titude. Ceux qui n'avaient pu les frapper vivants, frappèrent leur cadavre : et, non contents de les outrager avec le fer, ils les déchiraient avec les mains, avec les dents; et, pour assouvir leur vengeance par tous les sens, après avoir d'abord entendu leurs plaintes, contemplé leurs blessures, déchiré les lambeaux de leur chair, ils voulurent aussi en repaître leurs entrailles; et quand tous ceux du dehors en eurent assez, ceux du dedans s'en rassasièrent encore.

Autant cet excès de rage eut une issue funeste pour ces malheureux, autant il fut favorable à Messer Cerrettieri. La multitude ayant épuisé sa cruauté sur ces deux victimes, ne se souvint plus de lui : personne ne l'ayant demandé, il demeura dans le palais, et, pendant la nuit, quelques-uns de ses parents et de ses amis vinrent l'en tirer secrètement pour le sauver. La multitude ayant assouvi sa fureur dans le sang qu'elle venait de répandre, conclut un accord par lequel le duc se retirerait sain et sauf avec les siens et ses richesses, renoncerait à toutes les prétentions qu'il pourrait avoir sur Florence, et ratifierait ensuite cette renonciation, lorsqu'il serait hors du territoire, dans le Casentino. Ce traité conclu, il partit de Florence, le 6 du mois d'août, accompagné d'une foule de citoyens; et, arrivé dans le Casentino, il ratifia, quoiqu'à contre cœur, son abdication. Il n'eût point tenu sa parole si le comte Simone n'avait menacé de le reconduire à Florence. Le duc, ainsi que le prouvent les actes de son gouvernement, fut avare et cruel, d'un difficile accès, plein de hauteur dans ses réponses. Il voulait l'esclavage, non l'affection des hommes, et partant il aimait mieux être un objet de crainte que d'amour. Ses traits n'étaient pas moins odieux que ses manières : il était petit et noir, avait la barbe longue et clairsemée; de sorte qu'il méritait la haine de quelque côté qu'on l'envisageât. C'est ainsi que ses excès et sa mauvaise conduite lui arrachèrent, au bout de dix mois, cette seigneurie, que les desseins pervers de ses conseillers lui avaient donnée.

Les événements qui venaient de se passer dans la ville encouragèrent tous les pays soumis aux Florentins à reprendre leur li-

berté; de sorte que Volterra, Colle, Arezzo, Castiglione, Pistoja, San-Geminiano, se soulevèrent. Ainsi Florence demeura privée tout à la fois de son tyran et de ses possessions; en ressaisissant sa liberté, elle apprit à ses sujets comment ils pouvaient recouvrer la leur. Après l'expulsion du duc et la perte de leur domaine, les quatorze citoyens et l'évêque pensèrent qu'il valait bien mieux apaiser leurs sujets en leur offrant la paix, que de s'en faire des ennemis par la guerre, et paraître aussi satisfaits de les voir redevenir libres, que de l'être devenus eux-mêmes. Ils envoyèrent donc des députés à Arezzo, pour renoncer à la souveraineté qu'ils avaient sur cette ville, et stipuler avec elle que, s'ils ne pouvaient la traiter en sujette, ils pourraient du moins réclamer son secours à titre d'amie. Florence traita également de son mieux avec les autres villes, et leur permit, si elles lui gardaient leur amitié, de pouvoir à leur gré secourir leurs sujets devenus libres, et maintenir leur liberté. Ce parti, dicté par la prudence, eut les effets les plus heureux; car Arezzo, au bout de quelques années, rentra sous la domination de Florence, et les autres villes furent obligées de retourner en peu de mois à leur ancienne obéissance. C'est ainsi que souvent on arrive plus promptement, et avec moins de périls et de dépenses, au but que l'on semblait fuir, qu'en le poursuivant avec obstination et à force ouverte.

Tranquille sur les affaires du dehors, on s'occupa de celles du dedans. Après quelques dissentiments élevés entre les grands et la bourgeoisie, on convint que les grands entreraient pour un tiers dans la seigneurie, et pour moitié dans les autres emplois. La ville, comme nous l'avons dit ci-dessus, était divisée en six sections; de sorte qu'on créait toujours six seigneurs, ou un par quartier. Les circonstances, il est vrai, en avaient fait quelquefois élire douze ou treize, mais bientôt on en revenait à six. On crut devoir réformer la seigneurie en ce point, tant parce que les sections étaient mal divisées, que parce que, voulant faire la part des grands, il convenait d'augmenter le nombre des seigneurs. On divisa donc la ville par quartiers, pour chacun desquels on nomma trois seigneurs. On ne s'occupa ni du gonfa-

lonier de justice, ni de ceux des compagnies du peuple; à la place des douze bons-hommes, on créa huit conseillers, dont quatre de chaque ordre. La ville aurait pu rester tranquille sous un gouvernement établi de la sorte, si les grands se fussent contentés de vivre avec cette modération que demande la vie civile; mais ils se conduisaient tout différemment. Simples particuliers, ils ne voulaient point d'égaux; magistrats, ils prétendaient être maîtres, et chaque jour ils donnaient de nouvelles preuves de leur insolence et de leur orgueil. Cette conduite irritait le peuple, qui se plaignait que la chute d'un tyran en eût enfanté mille. D'un côté, l'arrogance, et de l'autre, la fureur, s'accrurent à tel point, que les chefs du peuple crurent devoir se plaindre à l'évêque de la conduite coupable des grands, et de l'éloignement qu'ils affectaient pour le peuple: ils l'engagèrent à s'entremettre pour décider les grands à abandonner entièrement au peuple la magistrature de la seigneurie, et à se contenter d'entrer en partage de tous les autres offices de la république. L'évêque était naturellement bon, mais se laissait aisément entraîner tantôt vers un parti, tantôt vers un autre. Ses amis avaient d'abord obtenu de lui qu'il favorisât le duc d'Athènes, mais cédant ensuite aux conseils de quelques citoyens, il avait conspiré contre lui; dans la réforme de l'État, il avait été favorable aux grands; ébranlé aujourd'hui par les raisons que venaient de lui faire entendre les députés du peuple, il lui parut juste d'embrasser les intérêts des citoyens. Mais présumant qu'il trouverait dans les autres cette mobilité qu'on voyait en lui, il crut facile de tout concilier: il convoqua donc les quatorze, qui n'avaient pas encore perdu l'autorité, et, par les discours les plus insinuants qu'il pût trouver, il les engagea à céder au peuple la magistrature de la seigneurie, leur promettant à ce prix la tranquillité de l'État, dont un refus causerait la ruine avec la leur. Cette proposition excita fortement la colère des grands; Messer Ridolfi de' Bardi le reprit durement de son manque de foi, lui reprocha d'avoir favorisé le duc en imprudent, et de l'avoir chassé en traître, et termina son discours en disant que

les honneurs qu'ils avaient achetés au prix de tant de dangers, ils voulaient les défendre au péril de leur vie. Furieux, il quitte alors le prélat avec ses collègues, et court instruire les siens et toutes les familles nobles de ce qui se tramait. Les bourgeois, de leur côté, manifestent ouvertement leurs desseins. Tandis que les grands se disposent à défendre leurs seigneurs, le peuple ne croit pas devoir attendre qu'ils soient réunis, et court en armes au palais, criant qu'il veut que les grands renoncent à la magistrature. Le bruit et le tumulte étaient grands : les seigneurs se voient abandonnés, les grands, à l'aspect de tout le peuple armé, n'ayant point osé prendre les armes, et chacun demeurant chez soi. Les seigneurs tirés de la bourgeoisie s'efforcent d'abord d'apaiser le peuple, en affirmant que leurs collègues sont des hommes bons et modestes; n'ayant pu réussir, ils prennent le parti moins dangereux de les renvoyer chez eux, où l'on a bien de la peine à les conduire sains et saufs. Les grands ayant quitté le palais, on enleva aussi leur office aux quatre conseillers choisis dans la noblesse, et l'on porta jusqu'à douze le nombre des seigneurs tirés de la bourgeoisie. Les huit seigneurs qui restaient nommèrent un gonfalonier de justice, et seize gonfaloniers des compagnies du peuple, et l'on modifia le conseil de manière que tout le gouvernement demeura à la disposition du peuple.

Au milieu de ces événements, la disette vint désoler la ville, et ajouter, chez les grands et parmi le bas peuple, au mécontentement qu'éprouvaient, ce dernier, de souffrir de la faim, les autres, d'avoir perdu leurs honneurs. Cet état de choses fit naître à Messer Andrea Strozzi l'idée d'usurper la liberté de son pays. Il se mit donc à vendre son blé à meilleur marché que les autres, ce qui attira chez lui un nombreux concours d'acheteurs; si bien qu'un matin il s'avise de monter à cheval, suivi de quelques-uns de ces derniers, et d'appeler le peuple aux armes. En peu d'heures, il eut réuni plus de quatre mille hommes, avec lesquels il se rendit sur la place des seigneurs, demandant à grands cris qu'on lui ouvrît le palais. Mais les seigneurs parvinrent à

les éloigner de la place par les menaces et par les armes; ensuite ils les effrayèrent tellement par leurs proclamations, que peu à peu chacun s'en retourna chez soi. Messer Andrea, resté seul, eut bien de la peine à se soustraire, par la fuite, aux poursuites des magistrats.

Quoique cette entreprise téméraire se fût terminée comme il arrive d'ordinaire en de semblables mouvements, elle donna aux grands l'espoir de dompter le peuple, puisque la populace ne s'accordait point avec lui. Pour ne point perdre cette occasion, ils résolurent de se faire une arme de tout ce qui pourrait aider la force à leur rendre légitimement ce que la force leur avait injustement arraché. La conviction de la victoire était si grande chez eux, qu'on les voyait ouvertement se pourvoir d'armes, fortifier leurs maisons, et envoyer jusqu'en Lombardie implorer les secours de leurs alliés. Le peuple à son tour, de concert avec les seigneurs, prenait ses précautions, en s'armant et en demandant l'appui de Pérouse et de Sienne. Déjà les deux partis avaient reçu des renforts, toute la ville était en armes. Les grands qui habitaient en deçà de l'Arno avaient établi leurs défenses sur trois points différents : aux maisons des Cavicciulli, près San-Giovanni; aux maisons des Pazzi et des Donati, à San-Pier-Maggiore; et à celles des Cavalcanti, dans le Marché-Neuf. Ceux de l'autre côté de l'Arno s'étaient fortifiés sur les ponts et dans les rues où ils demeuraient : les Nerli défendaient le pont de la Carraja; les Frescobaldi et les Manelli, Santa-Trinità; les Rossi et les Bardi, le Vieux-Pont et celui de Rubaconte. Les bourgeois, de leur côté, se rassemblèrent sous le gonfalon de la justice et sous les enseignes des compagnies du peuple.

Dans cette situation, le peuple ne crut pas devoir différer le combat. Les premiers qui se mirent en mouvement furent les Médicis et les Rondinelli, qui assaillirent les Cavicciulli du côté de la place San-Giovanni, qui conduit à leurs maisons. En cet endroit, la mêlée fut sanglante; car les assaillants étaient atteints par les pierres qu'on leur lançait du haut des tours, et blessés d'en bas par les arbalétriers : le combat dura trois heures, et la

foule y grossissait sans cesse. Les Cavicciulli, effrayés de se voir accablés par le nombre, et sans espoir de secours, se remirent volontairement entre les mains du peuple, qui sauva leurs maisons et leurs richesses. On se contenta de leur ôter leurs armes, et on leur commanda de se disperser dans les maisons du peuple où ils avaient des parents ou des amis. Ce premier obstacle surmonté, il fut facile de triompher des Donati et des Pazzi, moins puissants que ceux-ci. Il ne restait plus au-delà de l'Arno que les Cavalcanti, formidables par leur nombre et leur position. Cependant, lorsqu'ils virent tous les gonfaloniers réunis contre eux, tandis que trois d'entre eux seulement avaient suffi pour triompher de leurs compagnons, ils se rendirent après une faible défense. Trois des quartiers de la ville étaient déjà entre les mains du peuple ; il n'en restait qu'un au pouvoir des grands, mais c'était le plus difficile à reprendre, tant par la force de ceux qui le défendaient, que par sa situation, que protégeait le cours de l'Arno : il fallait emporter les ponts fortifiés de la manière que nous l'avons dit plus haut. Le Vieux-Pont fut le premier attaqué ; mais il fut vigoureusement défendu : les tours en étaient garnies d'armes, toutes les issues barricadées, et les fortifications gardées par des hommes d'un courage éprouvé ; aussi le peuple fut-il repoussé avec une perte considérable. Voyant qu'il s'épuisait en vain dans cette attaque, il tenta de forcer le pont Rubaconte ; mais il y trouva les mêmes obstacles : il laissa donc quatre compagnies à la garde de ces deux ponts, et alla avec le reste attaquer le pont de la Caraja. Quoique les Nerli s'y défendissent vaillamment, ils ne purent résister à l'impétuosité du peuple, soit parce que le pont, privé de tour, offrit une défense moins difficile, soit parce que les Capponi, et les autres familles bourgeoises du voisinage, les attaquèrent en même temps. Accablés de tous côtés, ils abandonnèrent les retranchements, et livrèrent passage au peuple, qui bientôt après défit les Rossi et les Frescobaldi, parce que toute la population de l'autre côté de l'Arno vint se joindre aux vainqueurs. Il ne restait donc plus que les Bardi, que ni la ruine de leurs amis, ni le peuple entier réuni

contre eux, ni le peu d'espoir d'être secourus, n'avaient pu ébranler, et qui mieux aimèrent mourir en combattant, et voir leurs maisons brûlées ou saccagées, que se mettre volontairement à la merci de leurs ennemis. En conséquence, ils se défendirent de manière que le peuple tenta plusieurs fois en vain de les vaincre, soit du côté du Vieux-Pont, soit de celui de Rubaconte, et qu'il fut toujours repoussé avec une grande perte de tués ou de blessés. Dans les temps antérieurs, on avait pratiqué un chemin qui conduisait de la route de Rome, le long des maisons Pitti, à la muraille située sur la colline de San-Giorgio. Le peuple dirigea six compagnies par ce chemin, avec ordre d'assaillir par derrière les maisons des Bardi. Cet assaut fit perdre tout courage aux Bardi, et assura le triomphe du peuple, car ceux qui gardaient les barricades des rues, ayant vu leurs maisons attaquées, abandonnèrent le combat, et coururent les défendre. Le retranchement du Vieux-Pont fut alors emporté, et les Bardi, mis en fuite de toutes part, furent recueillis par les Quaratesi, les Panzanesi et les Mozzi. Le peuple cependant, et surtout la vile populace, altérée de pillage, dépouilla et saccagea les maisons des vaincus, renversa leurs palais et leurs tours, et les livra aux flammes avec un tel excès de rage, que l'ennemi le plus cruel du nom Florentin eût rougi de tant de fureur.

Après sa victoire sur les grands, le peuple réorganisa son gouvernement : comme il se divisait en trois classes, l'une plus puissante, l'autre tenant le milieu, la troisième moins élevée encore, il fut arrêté que la première aurait deux seigneurs, la seconde trois, ainsi que la dernière, et que le gonfalonier serait pris successivement dans chacune d'elles. On remit de plus en vigueur tous les règlements contre les nobles, et, pour les affaiblir davantage, on mêla plusieurs d'entre eux parmi les dernières classes du peuple. La ruine des nobles fut si profonde, et détruisit à tel point leur parti, que loin d'oser prendre désormais les armes contre le peuple, ils devinrent chaque jour plus humbles, et finirent par tomber dans l'abjection, ce qui fut cause que, depuis lors, Florence oublia non-seulement l'usage des armes, mais se dépouilla

de tout esprit militaire. Après ce bouleversement, la république resta paisible jusqu'en 1354, année dans laquelle éclata cette peste mémorable, que Messer Jean Boccace a célébrée avec tant d'éloquence, et qui moissonna dans Florence plus de quatre-vingt-seize mille individus. Les Florentins eurent encore à cette époque leur première guerre avec les Visconti, occasionnée par l'ambition de l'archevêque alors prince de Milan. A peine cette guerre fut-elle terminée, que les divisions se réveillèrent dans l'intérieur de la ville : en vain la noblesse avait été détruite, la fortune sut encore faire jaillir du sein de nouvelles divisions une source de calamités nouvelles.

FIN DU SECOND LIVRE

LIVRE TROISIÈME.

De 1349 à 1414.

Les inimitiés profondes et naturelles qui existent entre les plébéiens et les nobles, nées du désir qu'ont les derniers de commander, et les premiers de ne point obéir, sont la cause de tous les maux qui affligent les états. C'est dans cette diversité d'humeur que trouvent leur aliment tous les autres motifs qui troublent les républiques ; c'est ce qui entretint la discorde dans Rome ; et, s'il est permis de comparer les petites choses aux grandes, c'est ce qui la maintint aussi dans Florence, quoique dans l'une et l'autre ville il en soit résulté des effets différents. Les inimitiés qui éclatèrent d'abord à Rome entre le peuple et la noblesse se passaient en disputes ; celles de Florence en combats. A Rome, une loi suffisait pour les éteindre ; à Florence, l'exil et la mort d'un grand nombre de citoyens pouvaient seuls les étouffer. Elles ne firent qu'accroître les vertus militaires dans Rome ; elles les éteignirent entièrement dans Florence. Celles de Rome les conduisirent de l'égalité entre tous les citoyens à l'inégalité la plus énorme ; celles de Florence, de l'inégalité à la plus misérable égalité. Cette différence dans les résultats, il faut l'attribuer à la diversité du but que poursuivaient les deux nations. Le peuple romain désirait jouir des honneurs suprêmes conjointement avec les nobles ; le peuple de Florence combattait pour posséder seul le gouvernement qu'il ne voulait point partager avec les nobles. Comme l'ambition du peuple romain était plus raisonnable, les nobles supportaient plus facilement ses offenses, et lui cédaient d'ordinaire sans recourir aux armes ; de sorte qu'après quelques contesta-

tions on s'accordait à créer une loi, qui, en donnant satisfaction au peuple, maintenait les nobles dans leurs dignités. Le désir du peuple florentin, au contraire, était tout à la fois injurieux et injuste; de sorte que la noblesse en était réduite à amasser pour se défendre des forces supérieures, et leurs querelles ne s'apaisaient que par le sang ou l'exil des citoyens : aussi les lois qui en étaient la suite ne se faisaient point dans l'intérêt public, mais seulement dans celui du vainqueur. Il résultait encore de cet état de choses, que par les victoires du peuple Rome croissait en vertus, attendu que les plébéiens pouvant partager avec les nobles l'administration des magistratures, des armées et des empires conquis, se remplissaient des mêmes vertus que l'on voyait briller dans leurs rivaux, et la république trouvait dans l'accroissement de ses vertus l'agrandissement de sa puissance. Mais à Florence, quand la bourgeoisie était victorieuse, les nobles restaient exclus des emplois, et s'ils voulaient les obtenir de nouveau, il leur fallait non-seulement devenir semblables au peuple dans leur conduite, leurs sentiments, leur manière de vivre, mais encore paraître tels à tous les yeux : de là ces changements d'armoiries, et cet abandon des titres de famille, auxquels les nobles recouraient pour se donner l'air d'appartenir au peuple. C'est ainsi que cette valeur, cette élévation de sentiments, qui d'abord avaient distingué les nobles, s'éteignaient chaque jour; et ces vertus ne pouvaient renaître dans le peuple chez qui elles n'avaient jamais existé : ainsi Florence tombait de plus en plus dans l'abaissement et dans l'abjection. Cependant, une fois les vertus de Rome converties en orgueil, elle se vit réduite à ne pouvoir plus exister que sous l'autorité d'un prince; Florence au contraire en est venue à ce point qu'un sage législateur pourrait facilement lui donner une forme quelconque de gouvernement.

Une lecture attentive du livre précédent prouvera sans peine une partie de ce que j'avance. Après avoir exposé l'origine de Florence, le principe de sa liberté et les motifs de ses divisions, après avoir dit comment les querelles du peuple et des nobles aboutirent à la tyrannie du duc d'Athènes et à la ruine de la noblesse,

il me reste à raconter les inimitiés qui éclatèrent entre le peuple et la populace, et les événements divers qu'elles enfantèrent.

Les grands abaissés et la guerre terminée avec l'archevêque de Milan, il ne semblait pas qu'il fût resté dans Florence aucune cause de trouble. Mais la mauvaise fortune de notre cité, et ses institutions vicieuses engendrèrent entre les familles des Albizzi et des Ricci des animosités qui divisèrent la ville, comme l'avaient divisée d'abord celles des Buondelmonti et des Uberti, et ensuite celles des Donati et des Cerchi. Les souverains pontifes, qui résidaient alors en France, ainsi que les empereurs d'Allemagne, dans la vue de conserver leur crédit en Italie, y avaient envoyé à diverses époques une multitude de troupes de différentes nations : ainsi, dans le temps dont je parle, il y était resté des Anglais, des Allemands et des Bretons. La fin de la guerre les avait laissés sans solde : il formèrent des compagnies d'aventuriers qui rançonnaient tantôt tel prince, tantôt tel autre. En 1353, une de ces compagnies, commandée par un Provençal, le seigneur Réal, vint en Toscane, et jeta l'épouvante dans toutes les villes de cette contrée : aussitôt on vit non-seulement les Florentins lever des troupes aux frais de l'état, mais une foule de citoyens, parmi lesquels se trouvaient les Albizzi et les Ricci, prendre les armes pour leur salut particulier. Une haine réciproque animait ces deux familles, et chacune d'elle cherchait les moyens d'abattre sa rivale, pour obtenir la suprématie dans la république. Elles n'en étaient pas toutefois encore venues aux mains; elles s'étaient bornées jusque-là à se heurter dans les magistratures et dans les conseils. Toute la ville se trouvant donc armée, il s'éleva par hasard une légère dispute sur le Marché-Neuf, où le peuple, comme il arrive toujours en pareil cas, courut en foule; et le tumulte s'étant accru, on vint dire aux Ricci que les Albizzi les attaquaient, et aux Albizzi que les Ricci marchaient contre eux : toute la ville se souleva, et les magistrats eurent grand'peine à retenir ces deux familles et à empêcher en effet ce combat, dont la nouvelle s'était répandue par hasard, et sans qu'il y eut de la faute d'aucun d'eux. Cet

événement, quoique en lui-même assez léger, excita une nouvelle irritation dans les deux factions, et chacune ne songea qu'à se recruter des partisans. Comme, depuis la ruine des grands, les citoyens étaient devenus tellement égaux entre eux, que les magistrats étaient plus respectés que d'ordinaire ils ne l'avaient été jusqu'alors, ils voulurent essayer d'apaiser ces troubles par les voies légales, et sans recourir à la violence privée.

Nous avons rapporté plus haut comment, après la victoire de Charles Ier, on créa les magistrats dans le parti guelfe, et on leur donna un pouvoir étendu sur les Gibelins; mais le temps, les événements, les dissensions nouvelles, avaient mis cette institution dans un tel oubli, qu'un grand nombre de descendants des Gibelins exerçaient les premières magistratures. Alors Uguccione, chef de la famille des Ricci, travailla à faire renouveler la loi contre les Gibelins, parmi lesquels, dans l'opinion générale, se trouvaient les Albizzi, qui, à une époque très-reculée, avaient quitté Arezzo, leur patrie, pour venir habiter Florence. Uguccione crut donc, en remettant cette loi en vigueur, exclure les Albizzi des magistratures; car elles portaient condamnation contre tout descendant de Gibelins qui exercerait quelque emploi public. Le projet d'Uguccione fut révélé à Pierre, fils de Philippe des Albizzi, qui crut prudent de le favoriser, dans la crainte, s'il s'y opposait, qu'on ne l'accusât d'être Gibelin. Ainsi donc cette loi, renouvelée par l'ambition des Ricci, loin de le diminuer, ne fit qu'augmenter le crédit de Pierre des Albizzi, et fut le principe des plus grands désastres. La loi la plus dangereuse pour un état est celle qui revient trop en arrière sur le passé. Pierre ayant favorisé cette loi, la mesure que ses ennemis avaient imaginée pour mettre obstacle à son élévation ne fit que lui en aplanir le chemin; devenu chef de ce nouvel ordre de choses, il vit croître chaque jour son autorité, parce que les nouveaux Guelfes lui accordèrent toute leur faveur.

Comme il n'existait pas de magistrat chargé de rechercher les Gibelins, la loi décernée contre eux était sans force. Pierre fit donner aux capitaines le pouvoir d'exercer cette recherche, d'ad-

monéter ceux qu'ils découvriraient, et de leur signifier qu'ils n'eussent à l'avenir à remplir aucune magistrature, sous peine d'être condamnés, s'ils n'obéissaient point à ces admonitions. De là vient que depuis lors tous ceux qui, dans Florence, sont privés de la faculté d'exercer la magistrature, s'appellent *ammoniti*. Le temps donc ayant accru l'audace des capitaines, on les voyait sans aucun ménagement admonéter non-seulement ceux qui le méritaient, mais tous ceux que leur désignait leur avarice ou leur ambition. Depuis 1357, époque où l'on commença à exécuter cette loi, jusqu'en 1366, il y avait déjà plus de deux cents citoyens admonétés; aussi les capitaines de parti et la faction des Guelfes étaient devenus tout-puissants. Chacun, dans la crainte d'être admonété, leur faisait une cour assidue, surtout aux chefs de ce parti, tels que Pierre degli Albizzi, Messer Lapo de Castiglionchio et Carlo Strozzi. Cette conduite insolente déplaisait généralement; les Ricci, en particulier, en étaient plus affligés que les autres, parce qu'ils se regardaient comme la cause de ce désordre qui, d'un côté, causait la perte de la république, et qui, de l'autre, avait contribué malgré eux à l'élévation toujours croissante des Albizzi, leurs adversaires. C'est pourquoi Uguccione de' Ricci, se trouvant au nombre des seigneurs, voulut mettre un terme aux maux dont lui et les siens avaient été la cause, et il fit rendre une nouvelle loi qui, aux six capitaines de parti déjà existant, en ajoutait trois nouveaux, dont deux devaient être choisis dans les arts mineurs: il fit décider en outre que toute dénonciation qui accuserait un citoyen d'être Gibelin devrait être confirmée par vingt-quatre citoyens guelfes désignés à cet effet. Cette précaution mit pour quelque temps un frein à la puissance des capitaines: on cessa en quelque sorte d'admonéter, ou si quelques citoyens étaient encore admonétés, ils étaient peu nombreux. Cependant le parti des Albizzi et celui des Ricci veillaient sans cesse: alliances, entreprises, délibérations, ils entravaient tout par haine l'un pour l'autre. On demeura dans cette agitation depuis l'année 1366 jusqu'en 1371, époque à laquelle les Guelfes reprirent l'avantage.

Il y avait dans la famille des Buondelmonti un cavalier, nommé Messer Benchi, auquel sa conduite dans la guerre contre les Pisans avait mérité d'être admis dans la bourgeoisie, et qui, par cette admission, se trouvait habile à devenir membre de la seigneurie. Au moment où il s'attendait à être nommé, on rendit une loi qui défendait d'élever à cette dignité tout grand qui serait devenu bourgeois. Messer Benchi se sentit profondément blessé ; et s'étant rapproché de Pierre degli Albizzi, résolut de concert avec lui d'attaquer la moyenne bourgeoisie par les admonitions, et de rester ainsi tous deux à la tête du gouvernement. La faveur que Messer Benchi avait conservée auprès de l'ancienne noblesse, celle de la haute bourgeoisie, entièrement acquise à Pierre, rendirent aux Guelfes toute leur influence ; et, par les nouvelles réformes qu'ils firent dans le parti, ils organisèrent les choses de manière à pouvoir disposer à leur gré des capitaines et des vingt-quatre : aussi l'on en revint à admonéter avec moins de retenue que jamais, et la maison des Albizzi, chefs de ce parti, augmentait chaque jour en pouvoir. De leur côté, les Ricci et leurs partisans s'efforçaient de mettre aux projets de ces derniers tous les obstacles qui dépendaient d'eux ; on vivait donc dans des soupçons continuels, et chacun redoutait sa propre ruine. Quelques citoyens, excités par l'amour de la patrie, se réunirent alors à San-Piero-Scheraggio : après s'être longtemps entretenus de ces désordres, ils se rendirent auprès de la seigneurie, et celui qui jouissait parmi eux de plus de considération, parla aux seigneurs en ces termes :

« Beaucoup d'entre nous craignaient, magnifiques seigneurs, « de se réunir ensemble, de leur autorité privée, quoiqu'il « s'agît d'une cause qui intéresse tout le monde : ils craignaient « d'être accusés d'orgueil ou condamnés comme ambitieux ; « mais ayant réfléchi que, chaque jour, et sans qu'on les en « empêche, une foule de citoyens se réunissent dans leurs mai« sons et dans les loges, non pour travailler au bien public, « mais dans la seule vue de satisfaire leur ambition, nous avons « pensé que si ceux qui se rassemblent pour la ruine de la ré-

« publique n'étaient pas inquiétés; ceux qui, dans leurs réu-
« nions, n'ont d'autre but que le salut de la patrie, ne devaient
« avoir aucun motif de crainte. D'ailleurs, nous nous inquié-
« tons fort peu de ce que les autres pensent de nous, puisqu'ils
« ne s'embarrassent point de ce que nous pensons d'eux. Ma-
« gnifiques seigneurs, l'amour que nous portons à la patrie nous
« a unis d'abord, et nous conduit maintenant vers vous, pour
« vous entretenir des dangers imminents que chaque jour voit
« croître au sein de notre république, et vous dire que nous
« voici prêts à vous prêter main forte pour les étouffer. Quoique
« l'entreprise paraisse difficile, vous réussirez si, laissant de
« côté toute considération personnelle, vous armez votre auto-
« rité de toutes les forces de la république. La corruption géné-
« rale qui infeste les villes d'Italie, magnifiques seigneurs, s'est
« répandue et se répand incessamment au sein de notre cité;
« car, depuis que cette contrée s'est soustraite au joug de l'em-
« pire, les villes qu'elle renferme n'ayant plus un frein assez
« puissant qui les contînt, ont établi leurs gouvernements, non
« dans l'intérêt de la liberté, mais dans celui des partis qui les
« divisaient. De là sont nés tous les maux et tous les désordres
« dont elles offrent l'affligeant tableau : d'abord, on ne trouve
« ni union ni amitié parmi leurs citoyens, excepté parmi les
« complices de quelque crime atroce commis contre la patrie
« ou contre les particuliers. Comme la religion et la crainte de
« Dieu sont éteintes dans tous les cœurs, les serments et la foi
« n'ont de force qu'autant qu'ils sont utiles : les hommes s'en
« prévalent moins pour les garder que pour s'en aider à trom-
« per plus facilement; et plus la fourberie obtient un succès
« sûr et facile, plus elle en recueille de louange et de gloire.
« Qu'arrive-t-il? c'est que les méchants sont loués comme ha-
« biles, et les bons, on les accuse de sottise. Or, il n'est que
« trop vrai, les villes d'Italie réunissent dans leur sein tout ce
« qui peut être corrompu et tout ce qui peut corrompre; la
« jeunesse est oisive, la vieillesse impudique, et tous les sexes
« et tous les âges sont livrés à la dissolution. Point de remèdes

« dans les lois; les meilleures deviennent impuissantes par les « mauvaises mœurs. De là cette avarice que nul citoyen ne « peut cacher, et cette soif immodérée, non de la véritable « gloire, mais de ces honteux honneurs, source des haines, des « inimitiés, des ressentiments et des factions; d'où naissent à » leur tour les supplices, les exils, l'abaissement des bons et « l'élévation des méchants. Les bons, se confiant dans leur in- « nocence, ne cherchent pas, comme les méchants, des louan- « ges et des appuis illégitimes; aussi les voit-on tomber sans dé- « fense et sans honneur. L'exemple du mal engendre parmi nous « l'amour des factions et la puissance qu'elles obtiennent; car les « méchants les embrassent par avarice ou par ambition, les bons « par nécessité. Et ce qui est plus pernicieux encore, c'est de voir « comment les meneurs et les chefs de partis savent couvrir des mots « les plus révérés leurs vues et le but de leurs entreprises: toujours « ennemis de la liberté, ils l'oppriment, sous prétexte de défendre « tantôt le parti aristocratique, tantôt le parti populaire; le « prix qu'ils demandent de leur victoire n'est pas la gloire d'avoir « brisé les fers de la patrie, mais la satisfaction d'avoir vaincu « leurs rivaux et usurpé le pouvoir. L'ont-ils, il n'est acte d'in- « justice, de cruauté ou d'avarice qu'ils n'osent commettre: « dès lors les règlements et les lois, on ne les fait plus dans l'in- « térêt de tous, mais dans celui de quelques particuliers; dès « lors les guerres, la paix, les alliances, ce n'est plus pour la « gloire de tous, mais pour la satisfaction d'un petit nombre « qu'on en décide. Si toutes les villes d'Italie sont remplies de « ces désordres, la nôtre en est plus souillée qu'aucune autre, « parce que les lois, les statuts, les règlements civils, on ne les « a point faits, on ne les fait pas suivant les principes d'un état « libre, mais toujours et uniquement dans la vue de favoriser « l'ambition du parti demeuré vainqueur. Voilà pourquoi, lors- « qu'un parti est banni, et une division éteinte, il en renaît à « l'instant une autre, parce que la cité qui veut se maintenir « par les factions plutôt que par les lois, lorsqu'un parti est « resté sans rivaux, doit nécessairement se diviser de nouveau;

« sar elle ne peut se défendre à l'aide des mesures particulières « qu'elle avait d'abord établies pour son propre salut. Les di- « visions anciennes et récentes de notre cité ne prouvent que « trop la vérité que nous vous disons. Chacun croyait, lorsque « les Gibelins furent détruits, que les Guelfes vivraient long- « temps heureux et honorés, et pourtant ils se divisèrent bien- « tôt en Blancs et en Noirs. Après la défaite des Blancs, la ville « ne resta point un jour sans factions : nous n'avons cessé de « combattre, tantôt pour favoriser les bannis, tantôt pour ser- « vir les inimitiés du peuple ou des grands ; et pour donner « à d'autres ce que nous ne pouvions ou ne voulions pas possé- « der d'accord entre nous, nous avons livré notre liberté, « d'abord au roi Robert, puis à son frère, ensuite à son fils, « et enfin au duc d'Athènes. Cependant nous n'avons jamais su « nous reposer dans aucune forme stable de gouvernement, et « nous avons fait voir que nous ne savions ni conserver en « paix notre liberté, ni souffrir sans murmurer le joug de l'es- « clavage : nous n'avons même pas craint, tant nous sommes « enclins aux divisions, de préférer à la majesté du roi sous « l'obéissance duquel nous vivions encore, un vil mortel né « dans Agobbio. Pour l'honneur de cette ville, il ne faudrait « plus parler de ce duc d'Athènes, dont l'âme cruelle et tyran- « nique aurait dû nous rendre sages et nous enseigner à vivre : « cependant, il faut le dire, à peine était-il chassé, que, sans « déposer nos armes, nous avons combattu avec plus de haine « et d'acharnement que nous ne l'avions fait jusqu'alors les « uns contre les autres ; tant qu'enfin notre antique noblesse « est demeurée vaincue, et s'est mise à la discrétion du peuple. « On crut alors que toute cause d'irritation ou de désordre était « éteinte dans Florence, puisqu'on avait mis un frein à l'orgueil « et à l'insupportable ambition de ceux qu'on regardait comme « les auteurs des désordres. Mais l'expérience nous fait voir au- « jourd'hui combien l'opinion des hommes est trompeuse et « leur jugement faux. On n'a point étouffé l'orgueil ni l'ambi- « tion des grands ; mais nos bourgeois les en ont dépouillés ; et

« ce sont eux aujourd'hui qui, suivant l'usage des ambitieux, « cherchent à obtenir le premier rang dans la république. Ne « pouvant y parvenir que par la discorde, ils ont mis de nou- « veau la ville en feu, et ils ressuscitent les noms oubliés de « Guelfes et de Gibelins, que la république eût été trop heu- « reuse de ne jamais connaître. Pour que rien sur la terre ne « puisse demeurer stable ou paisible, le ciel a voulu qu'il y « eût dans toutes les républiques de ces familles fatales qui sem- « blent nées pour la ruine de la patrie. Florence, plus qu'au- « cune autre a été féconde en fléaux de ce genre; ce n'est point « une seule famille, mais une foule qui l'ont troublée et déchi- « rée : ce furent d'abord les Buondelmonti et les Uberti, en- « suite les Donati et les Cerchi; et maintenant, ô excès de la « honte et du ridicule! ce sont les Ricci et les Albizzi qui la « troublent et la divisent! Ce n'est point pour vous effrayer que « nous vous avons représenté nos mœurs corrompues et nos « dissensions si longues et si continuelles, mais pour vous en « rappeler les causes, pour vous exposer que, comme vous « pourriez vous en souvenir, nous nous en souvenons; et pour « vous dire que l'exemple de celles-là ne doit pas vous faire « craindre de ne pouvoir réprimer celles-ci. Dans ces temps « reculés, la puissance des anciennes familles était si grande, « les faveurs dont les environnaient les princes, si étendues, que « les lois et la police civile étaient impuissantes pour les répri- « mer : mais aujourd'hui que les forces de l'empire sont éloi- « gnées, que le pape n'est plus à craindre, que toute l'Italie, « que cette ville en particulier est parvenue à un tel degré d'éga- « lité, qu'elle peut se gouverner par elle-même, une pareille « entreprise offre bien peu de difficultés. Notre république sur- « tout peut, malgré les exemples du contraire que nous offre « le passé, non-seulement maintenir la concorde dans son sein, « mais réformer ses mœurs et ses institutions; il suffit seule- « ment que vos seigneuries soient disposées à le vouloir. C'est « à quoi nous vous exhortons, excités par le seul amour de la « patrie, et non par aucun intérêt particulier. Et quoique la

« corruption soit profonde, chassez pour le moment ce mal qui
« nous consume, cette rage qui nous dévore, ce poison qui
« nous brûle ; et imputez les désordres antiques, non à la na-
« ture des hommes, mais au malheur des temps. Aujourd'hui
« que ces temps sont changés, vous pouvez espérer pour la pa-
« trie, sous un meilleur gouvernement, une fortune meilleure.
» La prudence peut braver les caprices du sort en imposant un
« frein à l'ambition, en anéantissant ces institutions où les par-
« tis puisent leur aliment, et en leur substituant celles qui en-
« seignent à vivre libre et vertueux. Et sachez le faire, à pré-
« sent que vous le pouvez par la bienfaisante intervention des
« lois, au lieu d'attendre que vous soyez contraints, en diffé-
« rant, à employer la force des armes. »

Les seigneurs, excités par ces raisons, dont ils connaissaient eux-mêmes toute la force, ainsi que par l'autorité et l'appui de ceux qui les leur présentaient, nommèrent cinquante-six citoyens chargés de pourvoir au salut de la république. Il est hors de doute que le grand nombre est plus propre à conserver un bon gouvernement qu'à le trouver : ces citoyens pensèrent bien plus à détruire les factions présentes qu'à étouffer les germes de celles qui pourraient naître ; cependant ils n'atteignirent aucun de ces deux buts : ils n'extirpèrent point les causes des factions nouvelles ; et quant à celles qui subsistaient, ils accrurent l'influence de l'une, au grand détriment de la république. Ils privèrent donc pour trois ans de toutes les magistratures autres que celles du parti guelfe, trois personnes de la famille des Albizzi, et trois de celles des Ricci, parmi lesquelles se trouvaient Pierre degli Albizzi et Uguccione de' Ricci ; ils défendirent à tous les citoyens d'entrer dans le palais, excepté lorsque les magistrats y siégeaient ; ils pourvurent à ce que toute personne insultée ou troublée dans la possession de ses biens, pût porter sa plainte aux conseils, et la faire vérifier par les grands, et à ce que le fait une fois constaté, le coupable fût soumis aux décrets décernés contre ces derniers. Ces mesures ôtèrent tout le courage au parti des Ricci, mais accrurent l'audace de celui des

Albizzi ; car bien qu'ils eussent été tous deux également signalés, les Ricci en reçurent un plus grand dommage, puisque, si l'on interdit à Pierre l'entrée du palais des seigneurs, celui des Guelfes, où il avait le plus grand pouvoir, lui resta ouvert. Si d'abord lui et les siens avaient été ardents à admonéter, l'injure qu'ils venaient de recevoir augmenta cette ardeur, et de nouvelles causes ajoutèrent bientôt à l'amertume de leur ressentiment.

Le pape Grégoire XI occupait alors le saint-siége. D'Avignon, son séjour, il gouvernait l'Italie, comme ses prédécesseurs, par des légats dont l'avarice et l'orgueil avaient désolé un grand nombre de villes. L'un d'eux, qui se trouvait alors à Bologne, saisissant l'occasion de la disette qui régnait à Florence, projeta de se rendre maître de la Toscane : non-seulement il refusa de fournir des vivres aux Florentins, mais, pour leur ôter l'espérance de la prochaine récolte, il les attaqua dès le retour du printemps, avec une armée considérable, espérant obtenir une victoire facile d'un peuple désarmé et affamé. Il eût réussi, peut-être, si les armes qu'il dirigea contre Florence n'avaient été infidèles et vénales : mais les Florentins n'ayant point d'autre ressource, donnèrent cent trente mille florins aux soldats du légat, et les décidèrent à abandonner leur entreprise. On commence la guerre lorsqu'on veut ; on ne saurait prévoir quand elle finira. Celle-ci, entreprise par l'ambition du légat, fut poursuivie par le ressentiment des Florentins, qui firent alliance avec Messer Bernabò, et avec toutes les villes ennemies de l'Église : ils nommèrent huit citoyens pour en diriger les opérations, avec pouvoir d'agir sans appel, et de dépenser sans rendre compte. Malgré la mort d'Uguccione, cette guerre contre le pape ranima les partisans de la faction des Ricci, qui, en dépit des Albizzi, avaient toujours soutenu Messer Bernabò, et d'autant plus desservi l'Église, que les Huit étaient tous ennemis de la faction des Guelfes. C'est pour ces motifs que Pierre degli Albizzi, Messer Lapo da Castiglionchio, Carlo Strozzi, et plusieurs autres, s'unirent plus étroitement contre leurs adver-

saires. Tandis que les Huit combattaient au dehors, eux admonétaient au dedans. La guerre dura trois ans, et ne cessa qu'à la mort du pontife. Elle fut dirigée avec tant de courage, et administrée d'une manière si satisfaisante, que tant qu'elle dura, chaque année, la magistrature fut prorogée aux Huit, que l'on surnomma *les saints*, quoiqu'ils eussent paru faire peu de cas des censures, dépouillé les Églises de leurs biens, et forcé le clergé à célébrer l'office divin; car ces citoyens attachaient alors plus de prix au salut de la patrie qu'à celui de leur âme; et ils firent voir à l'Église, que s'ils avaient su d'abord la défendre comme amis, ils pouvaient aussi la châtier en ennemis. Et, en effet, ils soulevèrent contre elle la Romagne, la Marche et Pérouse.

Cependant, tandis qu'on faisait au pape une guerre si vigoureuse, on ne pouvait se mettre à couvert des capitaines de parti et de leur faction : leur audace s'accroissait encore par la haine que les Guelfes portaient aux Huit; et non contents d'insulter ce qu'il y avait de plus nobles citoyens, ils allèrent même jusqu'à outrager quelques-uns des Huit. L'arrogance de ces capitaines de parti en vint à ce point, qu'on les craignit plus que les seigneurs, et qu'on les abordait avec plus de respect encore; leur palais était plus révéré que celui de la seigneurie, et nul ambassadeur ne venait à Florence qu'il n'eût des lettres de créance pour les capitaines. La mort du pape Grégoire, en terminant la guerre extérieure, laissa la ville livrée au plus grand désordre; d'un côté, l'audace des Guelfes était insupportable, et de l'autre, on ne voyait aucun moyen de les pouvoir réprimer. On ne doutait plus qu'il ne fallût en venir aux mains, et décider par les armes lequel des deux partis devait l'emporter. Les Guelfes avaient pour eux toute l'ancienne noblesse et les bourgeois les plus considérables, parmi lesquels, comme nous l'avons dit, Messer Lapo, Pierre et Carlo tenaient le premier rang. Dans le parti opposé se trouvaient toutes les classes inférieures de la bourgeoisie, qui avaient pour chefs les Huit de la guerre, Messer Giorgio Scali, Tommaso Strozzi, auxquels s'étaient joints

les Ricci, les Alberti et les Médicis. Le reste de la multitude, comme il arrive toujours, avait embrassé le parti des mécontents.

Les chefs du parti guelfe sentaient combien étaient formidables les forces de leurs adversaires, et ne pouvaient se dissimuler le péril de leur position, s'il arrivait qu'une seigneurie ennemie voulût les abaisser. Ils crurent prudent de prévenir ce danger : en conséquence ils se réunirent, et examinèrent la situation de l'état et la leur. Ils virent que le nombre des admonétés s'était tellement accru, et avait amassé contre eux tant de haine, que toute la ville était devenue leur ennemie. Il n'y avait d'autre remède que de chasser encore de Florence ceux qu'ils avaient déjà dépouillés de leurs honneurs ; d'occuper par force le palais des seigneurs, et de soumettre tout le gouvernement à leur parti, à l'exemple des anciens Guelfes, qui n'avaient trouvé un peu de sécurité dans l'état, qu'après en avoir chassé tous leurs adversaires. Chacun fut d'accord sur ce point, mais non sur le moment convenable. On était alors au mois d'avril de l'an 1378. Messer Lapo était d'avis de ne point différer : il disait que rien ne nuisait plus au temps que le temps lui-même, surtout dans la position où ils se trouvaient ; qu'il était probable que Salvestro de Médicis serait nommé gonfalonier lors de la prochaine seigneurie, et qu'on n'ignorait pas qu'il était opposé à leur parti. Pierre degli Albizzi, de son côté, pensait qu'on devait différer : il sentait qu'on avait besoin de forces considérables qu'il était impossible de rassembler sans se découvrir, et que, s'ils étaient découverts, un péril imminent les menaçait. Il jugeait donc nécessaire d'attendre la Saint-Jean, parce que cette fête, la plus solennelle de la ville, y attirait un grand concours, à la faveur duquel on pourrait cacher autant de monde qu'on voudrait ; que pour obvier aux craintes qu'inspirait Salvestro, il fallait l'admonéter, ou, si cela ne paraissait pas possible, admonéter du moins un des membres du collége de son quartier, parce que, comme les bourses étaient vides, il pourrait aisément se faire, lorsqu'on procèderait au renouvellement, que le sort tombât sur celui-ci,

ou sur quelqu'un des siens qui lui ôtât la faculté de devenir gonfalonier. Ils s'arrêtèrent à cet avis, quoique Messer Lapo, qui jugeait tout délai nuisible, n'y consentît qu'avec répugnance; il pensait que jamais le temps n'est de tout point favorable à ce qu'on veut tenter; que celui qui attend toutes ses aises ne tente jamais rien, ou n'agit le plus souvent qu'à son désavantage. Ils admonétèrent donc le collége; mais ils ne purent empêcher Salvestro d'être nommé, parce que les Huit ayant découvert leur dessein, empêchèrent qu'on ne procédât au renouvellement.

Salvestro, fils de Messer Alamanno de Médicis, fut donc élu gonfalonier. Issu d'une des familles les plus distinguées de la bourgeoisie, il ne pouvait souffrir que le peuple fut opprimé par quelques hommes puissants: il résolut donc de mettre un terme à leur insolence. Se voyant entouré de la faveur du peuple, et appuyé d'un grand nombre de familles les plus puissantes de la bourgeoisie, il communiqua son projet à Benedetto Alberti, à Tommaso Strozzi, et à Messer Georgio Scali, qui lui promirent toute leur assistance. Ils arrêtèrent donc secrètement un projet de loi qui remettait en vigueur les ordonnances de justice contre les grands, diminuait l'autorité des capitaines de parti, et donnait aux admonétés la faculté de pouvoir être rappelés aux magistratures. Comme il fallait que cette loi fût presque en même temps délibérée et sanctionnée, attendu qu'elle devait être discutée, d'abord par les collègues, puis dans les conseils, et comme Salvestro était dans le moment *preposto* ou *proposant*, office qui, pendant tout le temps de sa durée, donne à celui qui le possède une autorité presque souveraine, il réunit les collègues et les conseils dans la même matinée. Il proposa d'abord aux seuls collègues son projet de loi, qui, comme toute innovation, trouva dans le petit nombre une cause de défaveur qui le fit rejeter. Voyant qu'on lui fermait les premières voies pour le faire passer, il feignit un besoin qui le forçait de sortir; et, sans que personne s'en aperçût, il se rendit au conseil, et montant sur un endroit élevé d'où chacun pouvait le voir et l'entendre, il dit : « qu'il croyait avoir été nommé gonfalonier, non pour être juge

« des causes des particuliers, qui ont leurs juges ordinaires, « mais pour veiller à la sureté de l'État, réprimer l'insolence des « grands, tempérer la sévérité des lois, dont la stricte exécution « pouvait entraîner la perte de la république; qu'il avait mû- « rement réfléchi sur ces deux points, et qu'il y avait pourvu « autant qu'il lui était possible, mais que la méchanceté des « hommes mettait de tels obstacles à ces justes desseins, qu'on « avait ôté tous les moyens, à lui, de faire le bien, et à eux, « non-seulement d'en délibérer, mais même de l'entendre. Il « ajouta que, voyant qu'il ne pouvait plus être utile en rien, ni « à la république, ni au bonheur général, il ne savait pourquoi « il conserverait plus longtemps une magistrature qu'il ne mé- « ritait pas, ou dont on le croyait indigne; qu'il voulait donc « se retirer chez lui, afin que le peuple pût mettre à sa place « quelqu'un qui eût plus de vertu ou de bonheur que lui. » Et ayant dit ces paroles, il quitta le conseil pour retourner à sa maison.

Les membres du conseil qui s'entendaient avec lui, et ceux qui désiraient un changement, excitèrent un grand bruit. Les seigneurs et les collègues y coururent, et voyant leur gonfalonier se retirer, ils employèrent, pour le retenir, les prières et l'autorité, et le firent rentrer au conseil, où tout était dans la confusion. Un grand nombre de citoyens distingués furent accablés d'injures et de menaces; un artisan saisit entre autres Carlo Strozzi par le milieu du corps, et voulut le tuer : ce ne fut pas sans peine que les témoins parvinrent à le délivrer. Mais celui qui excita le plus grand tumulte, fut Benedetto Alberti, qui, d'une fenêtre du palais, appelait à grands cris le peuple aux armes. En un moment, la place fut couverte de gens armés; la peur et les menaces arrachèrent aux collègues ce que n'avaient pu d'abord obtenir les prières. Pendant ce temps, les capitaines de parti avaient réuni dans leur palais un assez grand nombre de citoyens pour aviser aux moyens de résister aux décrets des seigneurs; mais lorsqu'on apprit la fin du tumulte et la résolution des conseils, chacun se réfugia chez soi.

Quand on excite la révolte dans une ville, il ne faut pas s'imaginer ensuite que l'on pourra l'éteindre à loisir, ou la diriger à son

gré. En proposant sa loi, Salvestro croyait rétablir le calme dans Florence : il arriva le contraire. Les passions s'étaient si profondément émues, que les boutiques ne s'ouvraient plus ; les citoyens se retranchaient dans leurs maisons, plusieurs d'entre eux cachaient leurs meubles dans les couvents et dans les églises, et il semblait que chacun appréhendât quelques désastres prochains. Les corps des Arts se rassemblèrent et nommèrent chacun un syndic : les prieurs appelèrent alors les collègues et les syndics, et tous ensemble ils délibérèrent un jour entier sur les moyens d'apaiser la ville à la satisfaction de chaque citoyen : la diversité des opinions les empêcha de s'accorder. Le jour suivant, les Arts déployèrent leurs bannières : les seigneurs l'ayant appris, et ne sachant ce qui en résulterait, convoquèrent le conseil pour y porter remède. A peine est-il assemblé que le tumulte commence ; soudain les bannières des Arts se montrent sur la place, suivies d'une foule de gens armés. Alors le conseil, pour donnner aux Arts et au peuple l'espoir qu'on les contenterait, et leur ôter tout motif de se livrer à des excès, accorde aux Seigneurs, aux Collègues, aux Huit, aux Capitaines de quartier, et aux syndics des Arts, le pouvoir suprême, qu'à Florence on nomme *balìa*, de réformer le gouvernement à l'avantage commun de la ville. Tandis que l'on concluait cet arrangement, quelques-unes des bannières des Arts des dernières classes, excitées par ceux qu'animaient à la vengeance les récentes injures des Guelfes, se détachèrent des autres ; et allèrent saccager et brûler la maison de Messer Lapo da Castiglionchio. Celui-ci, apprenant que la seigneurie attaquait les priviléges des Guelfes, et voyant tout le peuple en armes, sentit qu'il n'avait plus qu'à se cacher ou à fuir : il se cacha d'abord dans l'église de Santa-Croce, puis se sauva, sous un habit de moine, dans le Casentino, où plusieurs fois on l'entendit s'accuser d'avoir cédé à l'avis de Pierre degli Albizzi, et se plaindre que Pierre eut voulu différer jusqu'à la Saint-Jean à s'emparer de l'état. Aux premiers indices du tumulte, Pierre et Carlo Strozzi se cachèrent, persuadés que, lorsqu'il serait apaisé, ils pourraient, grâce à leurs parents et à leurs nombreux amis, demeurer sans

crainte à Florence. Si le désordre est lent à naître, ses progrès sont bientôt rapides. A peine la maison de Messer Lapo eut été la proie des flammes, qu'une foule d'autres furent saccagées et brûlées par la haine générale ou la vengeance personnelle; on força les prisons publiques, pour en tirer des compagnons de vols, plus altérés encore que leurs libérateurs de la soif du bien d'autrui; on livra ensuite au pillage le monastère des Agnoli et le couvent de San-Spiritó, où un grand nombre de citoyens avaient caché leurs meubles. La chambre publique des comptes n'aurait point échappé aux mains de ces brigands, si le respect qu'inspirait un des seigneurs ne l'eût défendue. Monté à cheval et suivi d'une foule d'hommes armés, il s'opposa, du mieux qu'il put, à la rage de cette multitude.

La fureur populaire s'adoucit cependant par l'autorité des seigneurs et l'arrivée de la nuit. Le jour suivant la balià fit grâce aux admonétés, sous la seule réserve que, pendant trois ans, ils ne pourraient exercer aucune magistrature : elle annula les lois rendues par les Guelfes au préjudice des citoyens, déclara rebelles Messer Lapo da Castiglionchio et ses partisans, et avec eux tous ceux que désignait la haine universelle. Après ces opérations, on fit connaître les noms des nouveaux seigneurs, dont le gonfalonier était Luigi Guicciardini. Leur caractère pacifique, leur amour pour la tranquillité publique, firent concevoir l'espérance de voir bientôt cesser toutes les discordes. Cependant les boutiques ne s'ouvraient point, les citoyens conservaient leurs armes, des gardes nombreuses parcouraient incessamment la ville : c'est pourquoi les seigneurs, au lieu d'entrer en fonction hors du palais avec la pompe accoutumée, en prirent possession dans l'intérieur, sans observer aucune cérémonie. Ils crurent qu'il n'y avait rien de plus utile à faire dès le début de leur administration que de pacifier la ville : en conséquence ils firent déposer les armes, ouvrir les boutiques, et sortir de Florence une foule d'habitants de la campagne, que les citoyens avaient appelés à leur secours; ils établirent des corps-de-garde en beaucoup d'endroits de la ville; et si les admonétés avaient pu se tenir tranquilles, Flo-

rence était paisible. Mais ils n'étaient point d'humeur à attendre trois ans pour recouvrer leurs honneurs, et ils firent tant que, pour les satisfaire, les Arts se rassemblèrent de nouveau, et demandèrent aux seigneurs d'ordonner, pour le bonheur et le repos de la ville, que tout citoyen qui, en quelque temps que ce fût, aurait été membre de la seigneurie ou des colléges, ou capitaine de parti, ou consul d'un Art, ne pût être admonété comme Gibelin ; que l'on mît dans les bourses de nouveaux scrutins pris dans le parti guelfe, et que l'on brûlât ceux qui s'y trouvaient encore. Ces demandes furent immédiatement accueillies, non-seulement par les seigneurs, mais encore par tous les conseils ; et il semblait que les nouveaux tumultes qui s'étaient élevés allaient enfin s'apaiser. Mais comme les hommes ne peuvent se contenter de reconquérir leur bien, et qu'il leur faut encore envahir celui des autres et se venger, il arriva que ceux qui avaient mis leurs espérances dans le désordre insinuèrent aux artisans qu'ils ne seraient jamais tranquilles, tant qu'un grand nombre de leurs ennemis ne seraient point chassés et détruits. Les seigneurs, pressentant leurs desseins, firent venir devant eux les magistrats des Arts et leurs syndics, et Luigi Guicciardini, gonfalonier, leur parla en ces termes :

« Si ces seigneurs et moi, nous n'avions depuis longtemps « connu que tel est le destin de cette ville, que les guerres du » dehors venant à s'éteindre, soudain celles du dedans s'allu« ment, nous nous serions étonnés davantage des désordres qui « viennent d'avoir lieu, et ils nous auraient affligés plus profon» dément. Mais comme les maux accoutumés entraînent après eux « des chagrins moins profonds, nous avons supporté avec pa« tience les derniers troubles, ayant d'ailleurs la consolation qu'ils « n'ont point commencé par notre faute ; et espérant, d'après « l'exemple du passé, qu'ils auraient enfin un terme, puisque « nous avions satisfait à tant et à de si graves demandes. Cepen« dant nous savons que, loin d'oublier vos ressentiments, vous « voulez que de nouveaux outrages soient faits à vos concitoyens, « et qu'on les punisse par de nouveaux exils. C'est ainsi qu'en

« accroissant vos torts, vous augmentez nos déplaisirs. Certes, si
« nous avions pu croire que, dans le temps de notre magistra-
« ture, notre ville, soit en s'opposant à vos desseins, soit en les
« favorisant, eût chance de se perdre, nous aurions échappé à ces
« honneurs ou par l'exil ou par la mort. Mais séduits par l'es-
« pérance d'avoir affaire à des hommes doués de quelque huma-
« nité et d'un peu d'amour pour la patrie, nous nous sommes vo-
« lontiers chargés de cette magistrature, croyant que notre con-
« descendance parviendrait à vaincre votre ambition. Nous voyons
« maintenant, par expérience, que plus nous agissons avec dou-
« ceur, plus nous cédons à vos désirs, et plus vos demandes sont
« orgueilleuses et sans retenue. Et si nous vous parlons ainsi, ce
« n'est pas pour vous offenser, mais pour vous faire rentrer en
« vous-mêmes; et laissant à d'autres le soin de vous faire entendre
« ce qui peut vous plaire, nous ne vous disons que ce qui peut
« vous être utile. Répondez donc de bonne foi : quely a-t-il que
« vous puissiez encore nous demander honorablement? Vous
« avez voulu enlever l'autorité aux capitaines de parti; elle leur
« a été enlevée; vous avez voulu qu'on brûlât leurs scrutins,
« qu'on fît de nouvelles réformes; nous y avons consenti; vous
« avez voulu que les admonétés fussent réintégrés dans leurs
« honneurs; ils y sont rentrés. A votre prière, nous avons par-
« donné à ceux qui ont incendié les maisons et dépouillé les églises;
« et c'est pour vous satisfaire que tant de citoyens illustres et puis-
« sants ont été envoyés en exil. Les grands, par égard pour vous,
« ont été enchaînés par de nouveaux réglements. Quand toutes
« vos demandes cesseront-elles? ou plutôt quand cesserez-vous
« d'abuser de notre libéralité? Ne voyez-vous pas que nous sup-
portons plus patiemment notre défaite, que vous la victoire?
Où vos dissensions conduiront-elles cette ville? Ne vous rap-
« pelez-vous pas que, la trouvant désunie, un Castruccio, un vil
« Lucquois, la fit trembler, et qu'un duc d'Athènes, simple con-
« dottière à votre solde, la subjugua? Mais, lorsqu'elle a mar-
« ché réunie, un archevêque de Milan, un pape n'ont pu la vain-
« cre, et après tant d'années de guerre, il ne leur est resté que

« de la honte. Pourquoi voulez-vous donc qu'au milieu de la paix, « vos discordes lui ôtent une liberté que tant d'ennemis puissants « n'ont pu lui ravir par la guerre? Que pouvez-vous attendre de « votre désunion, que l'esclavage? et des biens que vous nous « avez ravis, et que vous nous enlevez chaque jour, que la pau- « vreté? car ce sont ces biens qui, par notre industrie, nour- « rissent cette ville. Si nous en sommes dépouillés, comment « pourrons-nous la nourrir? et comme ils sont mal acquis, ceux « qui s'en sont emparés ne sauront les conserver; et la faim et « la pauvreté en seront les tristes suites. Moi et ces seigneurs, « nous vous commandons, et si la bienséance le permet, nous « vous prions de mettre enfin un terme à vos prétentions, et de « vous en tenir tranquillement à ces institutions que nous venons « d'établir; que si vous en désirez quelque nouvelle, deman- « dez-la régulièrement, non en tumulte, et les armes à la main; « car, lorsque vos demandes seront légitimes, elles vous seront « toujours accordées, et, à votre honte éternelle et pour votre « malheur, vous ne donnerez pas aux méchants l'occasion de rui- « ner votre patrie et de la frapper en vous. »

Comme ce discours était fondé, il émut profondément le cœur des citoyens; ils rendirent grâce au gonfalonier d'avoir exercé envers eux l'office d'un bon magistrat, et, envers la ville, celui d'un bon citoyen, et lui promirent d'être toujours disposés à obéir à tout ce qu'il pourrait leur commander. Les seigneurs, pour leur donner l'occasion de tenir leur promesse, choisirent deux membres de chacune des grandes magistratures, afin d'examiner, de concert avec les syndics des Arts, s'il n'y avait pas quelques réformes à faire pour la tranquillité commune, et en rendre compte à la seigneurie.

Tandis qu'on s'occupait de ces arrangements, il s'éleva une nouvelle sédition qui, plus encore que la précédente, fut préjudiciable à la république. L'incendie et le pillage, qui venaient de désoler la ville, étaient en grande partie l'ouvrage de la dernière classe des citoyens. Ceux d'entre eux qui avaient montré le plus d'audace craignaient, maintenant que les grands désordres

étaient apaisés, d'être punis de leurs excès, et, comme il arrive toujours en pareil cas, de se voir abandonnés par ceux mêmes qui les avaient poussés au mal. A ces craintes se joignait la haine que le bas peuple nourrissait contre les riches et les chefs des Arts ; car ils ne se croyaient pas aussi payés de leurs travaux qu'ils pensaient justement le mériter. En effet, lorsque la ville, du temps de Charles I[er], se divisa en Arts, on donna à chacun d'eux des règlements, et un chef par lequel tous les membres de chaque corporation étaient jugés en matière civile. Ces Arts, comme nous l'avons dit, étaient d'abord au nombre de douze ; avec le temps, ils s'élevèrent jusqu'à vingt-et-un : leur puissance suivit le même progrès, et en peu d'années le gouvernement de la ville se trouva tout entier dans leurs mains. Comme ces Arts étaient plus ou moins honorés, ils se divisèrent en majeurs et en mineurs ; sept furent appelés majeurs, et quatorze mineurs. De cette division et des autres causes que nous avons rapportées plus haut, résulta l'arrogance des capitaines de parti ; car les Guelfes d'ancienne origine, sur lesquels avaient toujours roulé les fonctions de cette magistrature, favorisaient les bourgeois des Arts majeurs, et maltraitaient ceux des Arts mineurs et leurs défenseurs : c'est ce qui donna lieu à tous les désordres dont nous avons fait le tableau. Mais comme, lors de la classification des corps des Arts, il se trouva plusieurs professions auxquelles se livre le menu peuple, qui, par leur nature, ne faisaient point un art particulier, elles se rattachèrent à ceux qui avaient le plus de rapports avec elles. Il en résulta que, lorsqu'elles n'étaient pas satisfaites de leur salaire, ou qu'elles avaient à se plaindre de leurs maîtres, elles ne pouvaient recourir qu'au magistrat de l'Art qui les gouvernait, et il leur semblait toujours qu'on ne leur avait pas rendu la justice qu'elles étaient en droit d'attendre. Parmi tous ces Arts, celui qui présentait et qui présente encore le plus de ces adjonctions, était l'Art de la laine : son étendue l'avait rendu tout puissant, son autorité lui avait donné le premier rang, et son industrie nourrissait et nourrit encore la majeure partie de la populace et des artisans.

Ainsi donc, ces hommes de la dernière classe du peuple, tant ceux qui étaient subordonnés à l'Art de la laine qu'aux autres Arts, déjà pleins de ressentiment, par les causes que nous avons exposées, furent encore effrayés des suites que pouvaient avoir les incendies et les vols auxquels ils s'étaient livrés. Ils se réunirent plusieurs fois pendant la nuit, pour s'occuper des événements qui venaient de se passer, et se montrer réciproquement les dangers auxquels ils étaient exposés. Alors l'un d'entre eux, plus hardi et plus éclairé, leur parla en ces termes, pour animer leur courage :

« Si nous avions à délibérer maintenant sur cette question : « Devons-nous prendre les armes, brûler et livrer au pillage la « demeure des citoyens, et dépouiller les églises? je serais le « premier à regarder ce parti comme une entreprise qui mérite « réflexion, et peut-être approuverais-je qu'on préférât une pau- « vreté paisible à un gain périlleux. Mais puisque nous voici les « armes en main, et que déjà beaucoup de mal a été fait, ce à « quoi nous devons penser maintenant, c'est de voir comment « nous pourrons les garder, et nous mettre en sûreté contre les « suites des excès qui ont été commis. Certes, à défaut de l'exemple « et du conseil des autres, la nécessité, je crois, nous l'enseigne- « rait. Vous voyez toute la ville enflammée contre nous de haine « et de ressentiment; les citoyens se rapprochent, la seigneurie « est sans cesse avec les magistrats : croyez qu'on prépare contre « nous quelque piége, et que quelque grand danger menace nos « têtes. Nous devons donc chercher deux choses, et nous pro- « poser deux fins dans nos délibérations; l'une, d'éviter le châti- « ment de tout ce qui s'est fait ces jours derniers; l'autre, de « pouvoir vivre plus libres et plus heureux que par le passé. Il « faut, à mon avis, si nous voulons obtenir le pardon de nos an- « ciennes erreurs, en commettre de nouvelles, redoubler les « excès, porter en tous lieux le vol et la flamme, et multiplier « le nombre de nos complices. Lorsque les coupables sont trop « nombreux, on ne punit personne : on châtie un simple délit, « on récompense les grands crimes. Quant tout le monde souffre, « peu de personnes cherchent à se venger, parce qu'on supporte

« plus patiemment un mal général qu'une injure particulière.
« C'est dans l'excès du désordre que nous devons trouver notre
« pardon, et la voie pour obtenir ce qui est nécessaire à notre
« liberté. Il me semble que nous marchons à une conquête cer-
« taine, car ceux qui pourraient s'opposer à nos projets sont ri-
« ches et désunis; leur désunion nous donnera la victoire; leurs
« richesses, quand nous les posséderons, sauront nous la conser-
« ver. Ne vous laissez point imposer par cette ancienneté de leur
« sang, dont ils se feront une arme contre vous. Tous les hommes
« ayant une même origine, sont tous également anciens, et la
« nature les a tous formés sur le même modèle. Mettez-vous nus,
« nous paraîtrons tous semblables; revêtez-vous de leurs habits,
« et eux des nôtres, et, sans aucun doute, nous paraîtrons les
« nobles, et eux le peuple; car ce n'est que la richesse et la
« pauvreté qui font la différence. Je suis vraiment affligé, lorsque
« je vois beaucoup d'entre vous se reprocher, dans leur con-
« science, ce qu'ils ont fait, et vouloir s'abstenir de nouvelles
« entreprises. Certes, s'il en est ainsi, vous n'êtes pas les hommes
« que je croyais être. Vous ne devez craindre ni les remords ni
« l'infamie, car il n'y a jamais d'infamie pour les vainqueurs,
« de quelque manière qu'ils aient vaincu. Les reproches de la
« conscience? nous ne devons pas en faire plus de compte. Par-
« tout où existe, comme chez nous, la crainte de la faim et de
« la prison, celle de l'enfer ne peut, ni ne doit trouver place. Si
« vous examinez les actions des hommes, vous trouverez que
« tous ceux qui ont acquis de grandes richesses ou une grande
« autorité, n'y sont parvenus que par la force ou par la ruse;
« mais, ensuite, tout ce qu'ils ont usurpé par la fourberie ou la
« violence, ils le recouvrent honnêtement du faux titre de gain,
« pour cacher l'infamie de son origine. Ceux qui, par trop peu
« de prudence ou trop d'imbécillité, n'osent employer ces moyens,
« se plongent chaque jour davantage dans la servitude et la pau-
« vreté; car les serviteurs fidèles restent toujours esclaves, et les
« bons sont toujours pauvres: il n'y a que les infidèles et les au-
« dacieux qui sachent briser leurs chaînes, et les voleurs et les

« fourbes qui sachent sortir de la pauvreté. Dieu et la nature « ont mis la fortune sous la main de tous les hommes; mais elle « est plutôt le partage de la rapine que de l'industrie, d'un métier « infâme que d'un travail honnête : voilà pourquoi les hommes se « dévorent entre eux, et pourquoi le sort du faible empire chaque « jour. Usons donc de la force quand l'occasion nous le permet; « la fortune ne peut nous l'offrir plus favorable : les citoyens sont « encore désunis, les seigneurs dans le doute, les magistrats « éperdus; avant qu'ils se réunissent et se rassurent, il est fa- « cile de les écraser. Nous allons donc, ou rester les maîtres ab- « solus de la ville, ou obtenir une si grande part dans le gouver- « nement, que non-seulement on nous pardonnera nos erreurs « passées, mais que nous aurons le pouvoir de menacer nos enne- « mis de nouveaux malheurs. C'est là, je le confesse, un projet « hardi et dangereux, mais quand la nécessité entraîne les « hommes, l'audace devient prudence; et dans les grandes « entreprises, les âmes courageuses ne calculent jamais le péril; « car toutes les entreprises qui commencent par le danger finis- « sent par la récompense, et ce n'est jamais sans danger qu'on « peut échapper au danger. Je suis convaincu d'ailleurs que, « lorsqu'on voit préparer les prisons, les tortures, les supplices, « il y a plus de péril à les attendre qu'à faire effort pour s'en « préserver : dans le premier cas, les malheurs sont certains, ils « sont douteux dans le second. Que de fois vous ai-je entendus « vous plaindre de l'avarice de vos maîtres et de l'injustice de « vos magistrats! Il est temps aujourd'hui de nous en délivrer, « et de nous élever tellement au-dessus d'eux, qu'ils aient plus « que nous à se plaindre de nous et à nous redouter. L'occasion « que nous présente la fortune s'envole; et vainement, lorsqu'elle « a fui, cherche-t-on à la ressaisir. Vous voyez les préparatifs de « vos adversaires; prévenons leurs desseins : les premiers, d'eux « ou de nous, qui reprendront les armes, sont assurés d'une « victoire d'où naîtra la ruine de leurs ennemis et leur propre « grandeur; elle sera, pour beaucoup d'entre nous, la source « des honneurs, et pour tous, de la sécurité. »

Ce discours ne fit qu'enflammer de plus en plus ces cœurs déjà brûlants de la soif du mal : ils résolurent donc de prendre les armes, aussitôt qu'ils auraient entraîné dans leur complot un plus grand nombre de complices, et ils s'engagèrent, par serment, à se secourir mutuellement, s'il arrivait que quelqu'un d'entre eux fût opprimé par les magistrats.

Tandis qu'ils se préparaient à envahir la république, les seigneurs eurent connaissance de leur dessein. Ils firent arrêter un nommé Simone, demeurant sur la place, lequel leur révéla toute la conjuration, et leur apprit que le jour suivant devait éclater la sédition. A la vue de ce danger, ils convoquèrent les collègues et les citoyens qui, conjointement avec les syndics des Arts, travaillaient à rétablir la concorde dans la ville : il était déjà nuit, avant que tout le monde fût rassemblé. On conseilla aux seigneurs d'inviter les consuls des Arts à se rendre auprès d'eux. Tous furent d'avis qu'on fît venir toutes les troupes à Florence, et que dès le matin les gonfaloniers du peuple se trouvassent sur la place avec leurs compagnies en armes. Pendant qu'on appliquait Simone à la torture, et que les citoyens se rassemblaient, un certain Niccolò de San-Friano, qui raccommodait l'horloge du palais, s'aperçut de ce qui se passait ; et retournant subitement chez lui, il remplit de tumulte tout le voisinage, de manière que sur-le-champ plus de mille hommes accoururent en armes sur la place de San-Spirito : ce bruit parvint jusqu'aux autres conjurés ; et San-Piero-Maggiore et San-Lorenzo, qu'ils avaient désignés pour se rallier, se remplirent d'hommes armés.

On était au 21 juillet, et déjà le jour avait paru, qu'il n'était pas encore arrivé soixante hommes d'armes sur la place pour défendre les seigneurs : aucun des gonfaloniers ne s'était présenté, parce que, ayant ouï dire que toute la ville était en armes, ils avaient craint d'abandonner leurs maisons. Les premiers d'entre la populace qui arrivèrent sur la place furent ceux qui s'étaient rassemblés à San-Piero-Maggiore : à leur arrivée, les hommes d'armes demeurèrent immobiles. Bientôt après parut le reste de la multitude, qui, ne trouvant point d'obstacles, redemandait

avec des cris terribles ses prisonniers à la seigneurie, et qui, pour obtenir par la force ceux qu'on ne rendait pas à ses menaces, brûla les maisons de Luigi Guicciardini; en sorte que les seigneurs, dans la crainte d'un pire destin, les remirent en son pouvoir. A peine les avait-elle obtenus, qu'elle enleva le gonfalon de la justice à l'exécuteur; et, sous cette enseigne, elle incendia la demeure d'un grand nombre de citoyens, poursuivant de préférence ceux que la voix publique ou les inimitiés particulières désignaient à sa haine. Beaucoup de citoyens, pour venger leurs propres injures, guidèrent ces furieux vers les maisons de leurs ennemis; car il suffisait qu'une voix du milieu de la foule se mît à crier, *A la maison d'un tel!* ou que celui qui tenait en main le gonfalon y dirigeât ses pas. Ils brûlèrent aussi tous les registres de l'art de la laine. Après avoir commis ces excès, ils voulurent les couvrir de quelque action louable: ils armèrent chevalier Salvestro de Médicis, et en nommèrent tant d'autres, que le nombre s'en éleva en tout à soixante-quatre, parmi lesquels se trouvaient Benedetto et Antonio degli Alberti, Tommaso Strozzi, et autres qui s'étaient déclarés pour eux, quoique quelques-uns de ces nouveaux chevaliers n'acceptassent cet honneur que malgré eux. Ce qui doit surtout frapper dans cet événement, c'est que le même jour, et presque en même temps, on les vit créer chevaliers ceux dont ils venaient de brûler les maisons; tant le bienfait suit de près l'injure! Luigi Guicciardini, gonfalonier de justice, en offrit l'exemple.

Au milieu de ces désordres, les seigneurs, se voyant abandonnés par les hommes d'armes, par les chefs des arts et leurs gonfaloniers, ne savaient plus quel parti prendre; car personne, malgré les ordres prescrits, n'était venu les secourir. Des seize bannières, il ne parut que celles du Lion-d'Or et du Vair, sous la conduite de Giovenco de la Staffa et de Giovanni Cambi. Elles ne restèrent même que peu d'instants sur la place; car ne se voyant pas suivies des autres, elles se hâtèrent de s'éloigner. D'un autre côté, un certain nombre de citoyens, à la vue des fureurs de cette populace effrénée, et du palais abandonné, n'osaient

sortir de chez eux; d'autres, au contraire, suivaient la tourbe des gens armés, pour pouvoir mieux défendre au milieu d'elle et leurs maisons et celles de leurs amis. Ainsi l'autorité de la populace s'accroissait à mesure que celle des seigneurs s'affaiblissait. Ce désordre dura tout le jour. A l'approche de la nuit, les séditieux s'arrêtèrent au palais de Messer Stefano, derrière l'église de San-Bernabò : leur nombre s'élevait au delà de six mille; et avant que le jour parût, ils obligèrent les arts, à force de menaces, à leur envoyer leurs enseignes. Lorsque le jour se leva, ils se rendirent, avec le gonfalon de la justice et les enseignes des arts, devant le palais du podestà; et ce magistrat ayant voulu leur en défendre l'entrée, ils le combattirent et l'emportèrent.

Les seigneurs voulurent essayer de composer avec eux, puisqu'ils ne voyaient plus de moyen de les enchaîner par la force. Ils appelèrent donc quatre de leurs collègues, et les envoyèrent au palais du podestà, pour entendre les intentions des rebelles; ils apprirent que les chefs de la populace, les syndics des arts et quelques citoyens, venaient d'arrêter ce qu'ils avaient l'intention de demander aux seigneurs. Ils revinrent donc à la seigneurie avec quatre de ces députés de la populace, porteurs des demandes suivantes : « Que l'art de la laine ne pourrait plus avoir un « juge étranger; que l'on établirait trois nouveaux corps d'arts, « l'un pour les cardeurs et les teinturiers, l'autre pour les barbiers, pourpointiers, tailleurs et autres arts mécaniques, le « troisième pour le menu-peuple; qu'il y aurait toujours deux « seigneurs pris dans ces trois nouveaux arts, et trois dans les « quatorze arts mineurs; que la seigneurie fournirait les maisons « où les nouveaux corps pourraient se réunir; qu'aucun de « ceux qui en faisaient partie ne pourrait être contraint avant « deux ans à payer les dettes qui ne s'élèveraient pas à cinquante « ducats; que le Mont-de-piété annulerait les intérêts, et qu'on « n'aurait à restituer que les capitaux seulement; que les condamnés et les déportés seraient acquittés, et qu'on rendrait « aux admonétés tous leurs honneurs. » Ils demandèrent en outre une foule d'autres avantages pour les fauteurs particuliers

de cette révolte, et exigèrent en même temps, par un effet contraire, que l'on bannît et que l'on admonétât un grand nombre de leurs ennemis. Ces demandes, quoique dures et déshonorantes pour la république, furent mises en délibération par les seigneurs, les collègues et le conseil du peuple, dans la crainte de maux plus grands encore : mais, pour donner force de loi à ces propositions, il était nécessaire qu'elles fussent approuvées dans le conseil de la commune; et comme on ne pouvait rassembler deux conseils le même jour, il fallut différer jusqu'au lendemain. Cependant il parut pour le moment que les arts étaient satisfaits, ainsi que la populace; et les factieux promirent de mettre un terme aux tumultes dès que la loi aurait été sanctionnée.

Mais, à la pointe du jour, pendant qu'on délibérait dans le conseil de la commune, la multitude, impatiente et mobile, accourut sur la place, sous ses enseignes accoutumées, en poussant des cris si effroyables, que tout le conseil et les seigneurs furent saisis d'épouvante. A ce bruit, Guerrante Marignolli, l'un des seigneurs, poussé par la terreur plus que par nulle autre cause, descendit sous prétexte de garder la porte d'en bas, et se sauva à sa maison : mais, en sortant, il ne put si bien se cacher que la foule ne le reconnût; et, sans lui faire aucune injure, elle se contenta de crier en le voyant, que tous les seigneurs eussent à abandonner le palais, sinon qu'on massacrerait leurs enfants et qu'on brûlerait leurs maisons. Sur ces entrefaites, la loi avait été délibérée, et les seigneurs s'étaient retirés dans leurs appartements. Le conseil, descendu en bas, ne voulait pas sortir, et restait dans la galerie et dans les cours, désespérant du salut de la cité, tant il voyait de perversité dans cette multitude, et de méchanceté ou de faiblesse dans ceux qui auraient pu la contenir ou l'accabler. Les seigneurs eux-mêmes étaient dans la confusion, doutant du salut de la patrie, abandonnés d'un des leurs, et n'étant soutenus ni par les conseils, ni par les secours d'un seul citoyen. Tandis qu'ils balançaient sur ce qu'ils pouvaient ou devaient faire, Messer Tommaso

Strozzi et Messer Benedetto Alberti, excités par l'ambition et le désir de rester maîtres du palais, ou peut-être croyant bien agir, leur conseillèrent de céder à cet orage populaire, et de s'en retourner chez eux comme de simples particuliers. Ce conseil, donné par ceux mêmes qui avaient été les auteurs du trouble, et quoique adopté par les autres seigneurs, indigna profondément Alamanni Acciajuoli et Niccolò del Bene; ceux-ci, retrouvant quelque peu d'énergie, s'écrièrent que si leurs collègues désiraient se retirer, ils n'y voyaient point de remède; mais que, quant à eux, ils ne voulaient point abandonner leur autorité avant le temps prescrit, et qu'ils ne la perdraient qu'avec la vie. Ces dissentiments redoublèrent les craintes des seigneurs et la colère du peuple : alors le gonfalonier, préférant sortir de sa charge avec honte plutôt qu'avec danger, se mit sous la protection de Messer Tommaso Strozzi, qui le tira du palais et le conduisit à sa demeure. Les autres seigneurs se retirèrent successivement de la même manière. Alamanno et Niccolò, restés seuls, ne voulant pas paraître plus courageux que sages, s'en allèrent également, de sorte que le palais resta entre les mains de la populace et des Huit de la guerre, qui n'avaient point encore déposé leur magistrature.

Quand la foule se précipita dans le palais, un certain Michele di Lando, cardeur de laine, avait en main la bannière du gonfalonier de justice. Cet homme, les pieds nus, et couvert de haillons, monte l'escalier, suivi de toute cette tourbe; et lorsqu'il est arrivé dans la salle d'audience des seigneurs, il s'arrête, et se tournant vers la multitude : « Vous le voyez, dit-« il, ce palais est à vous, et cette ville est entre vos mains : que « croyez-vous qu'on doive faire maintenant? » A quoi tous répondirent qu'ils voulaient qu'il fût gonfalonier et seigneur, et qu'il les gouvernât, eux et la ville, comme il lui paraîtrait convenable. Michele accepta la seigneurie. C'était un homme sage et prudent, qui devait plus à la nature qu'à la fortune. Il entreprit de pacifier la ville, d'arrêter le désordre; et pour tenir le peuple en haleine, et se donner le temps de prendre ses me-

sures, il ordonna d'aller à la recherche d'un ser Nuto, désigné pour remplir la charge de bargello par Messer Lapo di Castiglionchio. La majeure partie de ceux qui accompagnaient Lando courut remplir cet ordre. Voulant signaler par la justice les commencements d'un pouvoir que la faveur lui avait acquis, il fit défendre publiquement de brûler ou de dérober le moindre objet; et pour servir d'épouvantail à chacun, il fit ensuite dresser un gibet au milieu de la place. Il débuta, dans la réforme du gouvernement, par destituer les syndics des arts, et par en créer de nouveaux; il priva les seigneurs et les collègues de leur magistrature, et brûla les bourses des offices. Cependant ser Nuto, traîné sur la place par la multitude, est attaché par un pied à la potence; chacun de ceux qui l'entourent arrache un morceau de son corps, et dans un instant il ne resta de lui que le pied.

De leur côté, les Huit de la guerre, se croyant maîtres de la ville par la retraite des seigneurs, en avaient déjà désigné de nouveaux. Michele, devinant leur intention, leur fit dire qu'ils eussent à quitter sur-le-champ le palais, parce qu'il voulait faire voir à chacun que sans leur conseil il saurait gouverner Florence. Il fit ensuite assembler les syndics des arts, et créa la seigneurie : quatre membres pour le bas peuple, deux pour les arts majeurs et deux pour les mineurs; il établit en outre un nouveau scrutin, partagea le gouvernement en trois parts, dont il affecta la première aux nouveaux arts, la seconde aux arts mineurs, et la troisième aux majeurs. Il donna à Messer Salvestro de Médicis le revenu des boutiques du Vieux-Pont, se réserva la *podesteria* d'Empoli, et combla de biens tous les citoyens qui s'étaient montrés les amis de la populace, moins pour les dédommager de leurs pertes, que pour s'en faire en tout temps un rempart contre l'envie.

Cependant la populace se persuade que Michele, dans la réforme de l'État, s'est montré trop favorable aux classes élevées de la bourgeoisie, et ne lui a point laissé à elle-même une part assez forte dans le gouvernement, pour pouvoir s'y maintenir et

s'y défendre : poussée de rechef par son audace ordinaire, elle reprend les armes et accourt tumultueusement sur la place avec ses bannières en tête, demandant à grands cris que les seigneurs descendent à la tribune, pour y délibérer sur les nouvelles mesures qu'elle croit nécessaires à sa sûreté et à son avantage. Michele, à la vue de cette foule audacieuse, ne veut point l'irriter davantage; mais, sans écouter ses demandes, il blâme la manière dont elles sont présentées, et engage ces furieux à poser les armes, ajoutant qu'on pourrait alors leur octroyer ce que la dignité de la seigneurie ne permettrait pas d'accorder à la force. La multitude, irritée de ce refus des seigneurs, se porta soudain à Santa-Maria-Novella, établit dans son sein huit chefs, avec les ministres et les règlements propres à leur attirer la considération et le respect. Ainsi Florence eut à la fois deux siéges de l'autorité et deux gouvernements. Ces chefs décidèrent entre eux qu'à l'avenir huit membres, choisis dans les corps de leurs arts, habiteraient dans le palais avec les seigneurs, et que tout ce que la seigneurie proposerait devrait être confirmé par eux. Ils dépouillèrent Salvestro de Médicis et Michele di Lando de tout ce qui leur avait été accordé dans les précédentes délibérations; ils assignèrent à beaucoup d'entre eux des emplois et les traitements nécessaires pour soutenir la dignité de leurs fonctions. Ces déterminations prises, pour les rendre valides, ils envoyèrent deux députés à la seigneurie, demander qu'elles fussent confirmées par les conseils, les menaçant de les y forcer s'ils ne voulaient le faire de bonne volonté. Ces députés exposèrent leur mission à la seigneurie avec beaucoup de hauteur et plus de présomption encore, reprochant au gonfalonier l'ingratitude dont il avait payé la dignité qu'on lui avait donnée et les honneurs qu'il avait reçus, ainsi que le peu d'égards de sa conduite envers eux. Comme ils terminaient leur discours par des menaces, Michele ne put supporter tant d'insolence; et se rappelant plutôt le rang qu'il occupait que la bassesse de sa condition primitive, il crut devoir punir une arrogance extraordinaire d'une manière également extraordinaire;

et saisissant les armes qu'il portait, il les blessa d'abord grièvement, puis les fit enchaîner et mettre en prison.

A peine cette nouvelle est connue qu'elle enflamme la colère de toute cette multitude, qui veut devoir à la violence ce qu'elle n'a pu obtenir d'une autre manière : pleine de fureur, elle s'arme en tumulte, et se met en marche pour contraindre les seigneurs. Michele, de son côté, craignant ce qui allait arriver, se résout à la prévenir, pensant qu'il serait plus glorieux pour lui d'attaquer l'ennemi que de l'attendre dans les murs du palais, ou de se voir déshonoré, comme ses prédécesseurs, par une fuite honteuse. Il réunit en conséquence un grand nombre de citoyens qui commençaient à reconnaître leur erreur, monte à cheval, et, suivi d'un grand concours d'hommes armés, s'avance vers Santa-Maria-Novella pour combattre les factieux, qui, ainsi que nous l'avons dit, ayant pris la même résolution, s'ébranlent, à leur tour, pour se rendre sur la place, au moment où Michele se met en marche. Le hasard voulut que chaque parti prît un chemin différent, de sorte qu'ils ne purent se rencontrer. Michele revient sur ses pas, trouve la place occupée et le palais assiégé : il attaque aussitôt les rebelles, les disperse, en chasse une partie de la ville, et force les autres à jeter leurs armes et à se cacher. Cette victoire une fois obtenue, les troubles s'apaisent, grâce aux rares qualités de ce gonfalonier, qui, par son courage, sa prudence et sa bonté, surpassa tous les citoyens de son temps, et fut digne d'être compté parmi le petit nombre de ceux qui ont bien mérité de la patrie. Pour peu, en effet, qu'il eût eu le cœur ambitieux ou corrompu, la république perdait totalement sa liberté, et tombait sous le joug d'une tyrannie plus cruelle que celle du duc d'Athènes ; mais sa vertu ne laissa jamais s'élever en son âme une seule pensée qui fût contraire au bien général. Il sut conduire les affaires avec tant de prudence, qu'il obtint la confiance de la plupart des siens, et que ceux qui voulaient résister durent céder à ses armes. Sa conduite imposa à la populace : les artisans honnêtes ouvrirent les yeux, et reconnurent de quelle ignominie se cou-

vraient ceux qui, après avoir dompté l'orgueil des grands, obéissaient à la lie du peuple.

Lorsque Michele remporta cette victoire sur la populace, le sort avait déjà désigné la nouvelle seigneurie : on y remarquait deux hommes d'une condition si vile et si honteuse, que le désir en devint plus vif d'échapper à tant d'infamie. Le 1er septembre, jour où les nouveaux seigneurs prennent possession de leur charge, la place se trouva pleine de gens armés; et lorsque les anciens seigneurs eurent quitté le palais, il s'éleva du milieu de ces gens armés des voix confuses qui ne voulaient d'aucun seigneur pris parmi le bas peuple; en sorte que la seigneurie, pour satisfaire à ces cris, ôta la magistrature à ces deux membres, dont l'un se nommait il Tira, et l'autre Baroccio, et élut à leur place Messer Giorgio Scali et Francesco, fils de Michele. Elle abolit encore les trois arts du menu peuple, qu'on venait d'établir, et priva de leurs emplois ceux qui en faisaient partie, excepté Michele di Lando, Lorenzo di Puccio, et quelques autres individus également recommandables; elle partagea les honneurs en deux portions, dont elle accorda l'une aux arts majeurs, et l'autre aux arts mineurs : seulement on convint qu'il y aurait toujours cinq seigneurs de cette dernière classe et quatre de la première, et que le gonfalonier serait alternativement de l'une et de l'autre. Cette forme de gouvernement ainsi établie mit pour le moment un terme aux troubles de la ville. Toutefois, quoique la république eût été retirée des mains de la populace, les artisans de la classe moyenne conservèrent plus de puissance que la haute bourgeoisie, qui se vit contrainte à céder, pour empêcher, par cette condescendance, que les arts mineurs ne favorisassent le menu peuple. Cet arrangement trouva faveur aussi près des personnes qui désiraient voir maintenir dans l'abaissement ceux qui, sous le nom du parti guelfe, avaient rendu tant de citoyens victimes de leur violence. Comme Messer Giorgio Scali, Messer Benedetto Alberti, Messer Salvestro de Médicis et Messer Tommaso Strozzi étaient au nombre de ceux qui favorisaient cette espèce

de gouvernement, ces quatre citoyens se trouvèrent, pour ainsi dire, les souverains de la république. Les choses ainsi arrêtées et se gouvernant de la sorte ne firent que confirmer la division qui déjà existait entre la haute bourgeoisie et les arts mineurs, et qu'avait fait naître l'ambition des Ricci et des Albizzi. Comme elle a produit dans la suite de graves événements, et que nous aurons souvent à en faire mention, nous appellerons l'une de ces deux factions le parti de la bourgeoisie, et l'autre celui de la populace. Cet état dura trois ans, et ne fut rempli que d'exils et de morts, parce que ceux qui gouvernaient, ne voyant au dedans et au dehors que des mécontents, vivaient dans de continuelles alarmes. Les mécontents de l'intérieur tentaient chaque jour ou faisaient craindre quelque révolution nouvelle ; ceux du dehors, n'étant retenus par aucun frein, tantôt avec l'appui de tel prince, tantôt avec celui de telle république, semaient le trouble de tous côtés.

A cette époque, se trouvait à Bologne Giannozzo de Salerne, capitaine de Charles de Durazzo, descendant des rois de Naples. Ce prince, qui méditait alors la conquête du royaume sur la reine Jeanne, avait envoyé son capitaine à Bologne, pour y mettre à profit les avantages que lui faisait le pape Urbain, ennemi de la reine. Il y avait aussi à Bologne une foule d'exilés florentins qui entretenaient avec Giannozzo et Charles des pratiques secrètes; l'appréhension de ces menées condamnait les magistrats de Florence à vivre dans des inquiétudes continuelles, et leur faisait prêter une oreille facile aux imputations dirigées contre ceux que l'on soupçonnait. Au milieu de cette incertitude, les magistrats eurent connaissance que Giannozzo devait se présenter devant Florence avec les bannis, et qu'un grand nombre d'habitants devaient prendre les armes et leur livrer la ville. Sur ce rapport, une multitude de citoyens furent accusés, et parmi les premiers on désigna d'abord Pietro degli Albizzi et Carlo Strozzi; puis Cipriano Mangioni, Messer Jacopo Sacchetti, Messer Donato Barbadori, Filippo Strozzi et Giovanni Anselmi. Tous, à l'exception de Carlo Strozzi, qui prit

la fuite, furent arrêtés; et les seigneurs, pour empêcher qu'on ne s'armât en leur faveur, chargèrent Messer Tommaso Strozzi et Messer Benedetto Alberti, avec un corps de troupes assez nombreux, de veiller à la garde de la ville. Les prisonniers furent interrogés; mais ni les charges ni les dépositions n'étant suffisantes, le capitaine refusa de les déclarer coupables : alors leurs ennemis soulevèrent le peuple, et excitèrent sa rage à un si haut degré, qu'on fut obligé de les condamner à mort. Rien ne servit à Pierre degli Albizzi, ni la grandeur de sa maison, ni l'ancienne considération dont il jouissait pour avoir été si longtemps comblé d'honneurs et redouté dans Florence plus que nul autre citoyen. Aussi, un jour qu'il donnait un grand repas à de nombreux convives, était-il arrivé qu'un de ses amis, pour l'engager à montrer plus de modération dans son élévation, ou peut-être un de ses ennemis, pour le menacer de l'inconstance de la fortune, lui envoya un plat d'argent plein de friandises, parmi lesquelles était caché un clou. Lorsqu'on le découvrit, tous les conviés comprirent qu'on lui conseillait de fixer la roue de la fortune, attendu que se trouvant porté au sommet, il ne pouvait manquer, si elle achevait son tour, d'être précipité dans l'abîme. Cette prédiction se trouva vérifiée d'abord par la chute d'Albizzi, et ensuite par sa mort.

Cette exécution ne fit qu'augmenter la confusion dans Florence : vainqueurs et vaincus, chacun craignait pour soi. Mais la terreur de ceux qui gouvernaient était plus funeste dans ses effets, car le moindre accident était pour eux un prétexte à de nouvelles rigueurs contre le parti guelfe, condamnant, admonétant, exilant les citoyens qui lui appartenaient; à quoi se joignaient les nouvelles lois et les nouveaux règlements que l'on publiait chaque jour pour étayer le gouvernement. Toutes ces mesures ne faisaient qu'exaspérer le ressentiment de ceux qui étaient suspects à leur faction : c'est pourquoi, de concert avec les seigneurs, ils nommèrent quarante-six citoyens qui devaient purger l'État de tous les gens suspects. Ces quarantes-six admonétèrent donc trente-neuf citoyens, élevèrent plusieurs bourgeois

au rang des nobles, et firent descendre plusieurs nobles dans la bourgeoisie ; et pour mieux s'opposer aux entreprises du dehors, ils prirent à leur solde l'Anglais Jean Hawkwood, capitaine renommé, qui avait longtemps fait la guerre en Italie pour le pape et pour d'autres princes. Les craintes du dehors naissaient des bruits répandus que Charles de Durazzo rassemblait, pour marcher à la conquête de Naples, de nombreuses compagnies d'hommes d'armes, à la suite desquelles se trouvait une foule d'exilés florentins. Outre les forces ordinaires, on opposa à ces dangers la puissance de l'or ; car les Florentins, à l'arrivée de Charles dans Arrezzo, lui firent compter une somme de quarante mille ducats, et il promit de ne pas les inquiéter. Il poursuivit son entreprise, s'empara heureusement du royaume de Naples, et envoya la reine Jeanne prisonnière en Hongrie. Cette victoire augmenta les craintes de ceux qui gouvernaient Florence, et qui ne pouvaient croire que le scrupule de leur nuire l'emportât dans l'esprit de ce roi sur l'antique amitié que sa maison avait toujours entretenue avec les Guelfes, opprimés par eux d'une manière si injurieuse.

Cette crainte, en augmentant, multipliait encore les outrages, qui à leur tour, au lieu de la dissiper, lui donnaient une nouvelle force ; de manière que la majeure partie des citoyens vivaient dans un état de malaise et d'irritation. L'insolence de Messer Giorgio Scali et de Messer Tommaso Strozzi y ajoutait encore : leur crédit surpassait celui des magistrats, et chacun tremblait qu'ils ne fissent servir la faveur populaire à sa propre oppression ; aussi ce gouvernement paraissait tyrannique et injuste, non-seulement aux gens paisibles, mais même aux séditieux. Cependant l'insolence de Messer Giorgio Scali devait avoir un terme. Il arriva qu'un de ses familiers accusa de complot contre l'État un nommé Giovanni di Cambi, que le capitaine déclara innocent ; le juge alors voulut infliger à l'accusateur la peine qu'aurait encourue l'accusé, s'il eût été coupable ; Messer Giorgio, voyant que ni ses prières ni son influence ne pouvaient le sauver, vint avec Messer Tommaso Strozzi et un grand

nombre de gens armés le délivrer par force, saccager le palais du capitaine, qu'ils forcèrent lui-même à se cacher, au moment où il voulait prendre la fuite. Cette action excita contre Messer Scali une indignation générale : ses ennemis résolurent d'en profiter pour l'abattre, et arracher en même temps de ses mains et de celles de la faction populaire une ville que l'insolence de cette faction tenait depuis trois ans sous le joug. Le capitaine leur en fournit encore une grande occasion, en venant, après que le tumulte fut apaisé, trouver les seigneurs et leur dire : « Qu'il « avait volontiers accepté l'emploi auquel leur choix l'avait élevé, « espérant servir des hommes justes et toujours prêts à prendre « les armes pour soutenir la justice et non pour arrêter son cours; « mais que depuis qu'il avait vu et éprouvé le gouvernement de « la ville et la manière dont elle agissait, il leur rendait avec joie, « et pour se mettre à l'abri du danger et du malheur, cette di- « gnité qu'il n'avait acceptée si volontiers que dans l'espoir d'y « trouver du profit et de l'honneur. » Les seigneurs ranimèrent le courage du capitaine, et lui promirent un dédommagement pour les maux passés, et sécurité pour l'avenir. Quelques-uns d'entre eux tinrent une assemblée avec plusieurs citoyens qui passaient pour aimer sincèrement le bien général, et sur lesquels l'État avait moins de soupçons : ils convinrent que l'occasion présente était extrêmement favorable pour soustraire la ville au pouvoir du bas peuple et de Messer Giorgio, qui s'était attiré la haine universelle depuis ces derniers attentats.

Ils crurent prudent d'agir avant que les partis aigris se réconciliassent : ils savaient que la faveur générale s'acquiert et s'évanouit par l'accident le plus léger; et ils pensèrent que pour conduire la chose à bien, il fallait mettre dans leur intérêt Messer Benedetto Alberti, sans le consentement duquel ils regardaient l'entreprise comme périlleuse. Messer Benedetto était un homme très-riche, humain, rigide, passionné pour la liberté de sa patrie, et qu'indignaient les allures de la tyrannie. Il fut donc facile d'apaiser ses scrupules, et de le faire consentir à la perte de Messer Giorgio. Ce qui l'avait jeté d'abord dans le parti du bas

peuple, et rendu ennemi des hautes classes de la bourgeoisie et des Guelfes, c'était leur arrogance et leurs manières tyranniques; mais depuis qu'il avait vu les chefs de la populace devenir semblables aux autres, il s'était tout à fait éloigné d'eux, et n'avait en rien participé à tous les outrages dont on avait accablé la plupart des citoyens. Ainsi, les mêmes motifs qui lui avaient fait embrasser le parti du bas peuple le décidèrent à l'abandonner. Ayant donc entraîné dans leur projet Messer Benedetto et les autres chefs des arts, et s'étant munis d'armes, les seigneurs s'emparèrent de Messer Giorgio: Messer Tommaso s'échappa. Le jour suivant Messer Giorgio eut la tête tranchée. La terreur en fut si grande dans son parti, que personne n'osa remuer, et que chacun à l'envi crut devoir concourir à sa ruine. Se voyant conduire à la mort en présence de ce peuple qui, peu de jours auparavant, adorait sa fortune, il se plaignit de la cruauté de son sort et de la méchanceté des citoyens, qui, en l'outrageant injustement, l'avaient forcé à servir et à flatter une misérable populace, parmi laquelle il n'y avait ni foi ni reconnaissance. Ayant aperçu au milieu de la foule armée Messer Benedetto Alberti, il lui dit: « Eh quoi! Benedetto, tu souffres qu'on me fasse un « outrage que, si j'étais à ta place, je ne permettrais jamais qu'on « te fît! Mais je te prédis que ce jour sera la fin de mes maux et « le commencement des tiens. » Il se reprocha ensuite d'avoir trop compté sur un peuple qu'une parole, un geste, un soupçon, soulèvent et séduisent. C'est en se plaignant de la sorte, et au milieu de ses ennemis armés et joyeux de sa mort, qu'il fut exécuté. On fit mourir ensuite quelques-uns de ses amis les plus intimes, et le peuple traîna leurs cadavres.

La mort de ce citoyen mit toute la ville en émoi; car, au moment de l'exécution de Messer Giorgio, beaucoup de citoyens prirent les armes pour favoriser la seigneurie et le capitaine du peuple, beaucoup d'autres par ambition ou pour leur sûreté personnelle. Comme la ville était agitée de mille passions diverses, chacun tendait à un but différent, et nul ne voulait déposer les armes avant de l'avoir atteint. Les anciens nobles, qu'on appelait

les grands, ne pouvaient se résigner à se voir privés des honneurs, et ils cherchaient à les recouvrer par tous les moyens possibles : c'est pourquoi ils désiraient ardemment que l'on rendît l'autorité aux capitaines de parti. La haute bourgeoisie et les arts majeurs voyaient avec chagrin qu'on eût admis les arts mineurs et le menu peuple au partage du gouvernement. De leur côté, les arts mineurs voulaient plutôt accroître que restreindre leur dignité; et le menu peuple craignait de perdre les magistratures accordées aux nouveaux arts. Ces dissentiments excitèrent, dans l'espace d'une année, de fréquents tumultes à Florence. Tantôt les grands prenaient les armes, tantôt c'étaient les arts majeurs, tantôt les arts mineurs avec la populace, et plusieurs fois tous les partis parurent simultanément armés dans les divers quartiers de la ville. Il en résulta de nombreuses rencontres entre eux et contre les gens du palais, parce que la seigneurie, tantôt en cédant, tantôt en combattant, remédiait du mieux qu'elle pouvait à tous ces désordres. Enfin, après deux pourparlers, et plusieurs *balie* créées pour la réforme de l'État, après de grands malheurs, d'immenses travaux et de graves dangers, on forma un gouvernement qui s'empressa de rappeler dans Florence tous ceux qui avaient été exilés depuis l'époque où Messer Salvestro de Médicis avait été gonfalonier. On ôta les prérogatives et les traitements à tous ceux auxquels la balià de 1378 en avait accordé; on rendit au parti guelfe ses priviléges; on ôta aux deux nouveaux arts leurs corporations et leurs magistratures, et l'on remit tous ceux qui en faisaient partie sous la dépendance de leurs anciens arts; on priva les arts mineurs du gonfalonier de justice; on les réduisit à n'avoir plus que le tiers des honneurs, dont ils avaient autrefois la moitié; on leur enleva même les plus importants. Ainsi la haute bourgeoisie et le parti guelfe ressaisirent le gouvernement, et celui de la populace le perdit après l'avoir possédé depuis 1378 jusqu'en 1381, époque à laquelle arrivèrent ces changements.

Ce nouveau gouvernement ne fut pas moins funeste aux citoyens, ni moins oppresseur dans ses commencements, que ne l'aurait été celui de la populace; car beaucoup de bourgeois de

la haute classe, reconnus pour en avoir été les défenseurs, furent bannis avec un grand nombre de chefs du bas peuple, parmi lesquels on comprit Michele di Lando, que ne purent sauver de la rage des partis tous les services qu'il avait rendus à la cité lorsqu'elle était en proie aux emportements d'une populace effrénée : la patrie se montra peu reconnaissante de tout ce qu'il avait fait pour elle. Comme il arrive trop souvent aux princes et aux républiques de tomber dans une pareille erreur, il en résulte que les sujets, effrayés par ces exemples, cherchent d'abord à renverser ceux qui les gouvernent, avant d'éprouver les effets de leur ingratitude. Ces exils et ces supplices déplurent à Messer Benedetto Alberti, comme ils lui avaient toujours déplu; il les blâmait en public et en particulier. Aussi les principaux de l'État le redoutaient, parce qu'ils regardaient en lui un des plus fermes amis du bas peuple, persuadés d'ailleurs qu'il avait consenti à la mort de Giorgio Scali, non parce que sa conduite lui avait déplu, mais pour rester seul maître du gouvernement. Ses discours et ses actions augmentaient encore la défiance : aussi tout le parti qui avait en main le pouvoir tenait les yeux ouverts sur lui, afin de saisir la première occasion de l'accabler.

Tant que Florence vécut dans cet état, les événements extérieurs eurent peu d'importance, et ceux qui survinrent causèrent plus de crainte que de mal. Ce fut l'époque où Louis d'Anjou vint en Italie, pour restituer le royaume de Naples à la reine Jeanne, et pour en chasser Charles de Durazzo. Son passage effraya les Florentins, parce que Charles, selon l'habitude des anciens amis, réclamait leur secours, et que Louis, comme tous ceux qui cherchent des amitiés nouvelles, demandait seulement qu'ils demeurassent neutres. Alors les Florentins, pour feindre de satisfaire aux demandes de Louis et secourir Charles en effet, renvoyèrent de leur service Jean Hawkwood, et décidèrent le pape Urbain, ami de Charles, à le prendre à sa solde. Louis comprit facilement cette ruse des Florentins, et il s'en tint gravement offensé. Tandis que la Pouille était le théâtre de la guerre entre Charles et Louis, de nouvelles troupes arrivèrent

de France au secours de ce dernier prince. A leur entrée sur les terres de Toscane, elles furent conduites à Arrezzo par les bannis de cette ville, et elles en chassèrent le parti qui gouvernait pour le roi Charles. Mais, au moment où ces bannis projetaient de changer le gouvernement de Florence, comme ils avaient changé celui d'Arrezzo, Louis mourut, et les affaires, dans la Pouille et dans la Toscane, prirent une autre face avec la fortune : Charles devint possesseur tranquille du royaume de Naples, qu'il avait presque entièrement perdu ; et les Florentins, qui croyaient à peine pouvoir défendre Florence, acquirent Arrezzo, qu'ils achetèrent des troupes qui l'occupaient pour Louis. Charles, assuré de la Pouille, y laissa sa femme et ses enfants, Ladislas et Jeanne, encore en bas âge, et se rendit, comme nous l'avons exposé en son lieu, dans le royaume de Hongrie, dont l'héritage venait de lui arriver. A peine en avait-il pris possession, qu'il y fut assassiné.

L'acquisition d'Arrezzo donna lieu dans Florence à des réjouissances solennelles, comparables à ce que fit jamais aucune ville pour célébrer ses propres victoires : on y vit briller dans tout son éclat la magnificence publique et particulière ; car une foule de familles voulurent, à l'envi de l'État, donner aussi des fêtes. Mais les Alberti surpassèrent toutes les autres par la pompe et la splendeur. Les richesses qu'ils déployèrent, les tournois qu'ils firent célébrer parurent dignes de princes plutôt que de simples particuliers. L'envie qu'on portait à cette famille en fut augmentée, et s'ajoutant aux soupçons que le gouvernement nourrissait contre Messer Benedetto, elle fut cause de sa ruine. Ceux qui dirigeaient l'État ne pouvaient le considérer d'un œil satisfait ; ils craignaient à chaque instant de le voir reprendre toute son influence, à la faveur de son parti, et parvenir à les chasser de la ville. Ils flottaient dans cette incertitude, et Messer Benedetto était gonfalonier des compagnies, lorsque le sort désigna Messer Filippo Magalotti, son gendre, pour gonfalonier de justice. Cette nomination redoubla l'appréhension des grands, et leur fit craindre que l'augmentation des forces de Messer Be-

nedetto ne devînt dangereuse pour l'État. Désirant y remédier sans bruit, ils encouragèrent Bese Magalotti, parent et ennemi de Filippo, à dénoncer ce dernier aux seigneurs, comme n'ayant pas l'âge exigé pour exercer cette charge, qu'il ne pouvait ni ne devait par conséquent obtenir.

Cette cause fut examinée dans le conseil des seigneurs, et une partie d'entre eux, par animosité, l'autre pour éviter de nouveaux troubles, déclarèrent Messer Filippo inhabile à remplir cette dignité; et l'on tira à sa place Bardo Mancini, un homme entièrement opposé à la faction du bas peuple et l'irréconciliable ennemi de Messer Benedetto. A peine entré en fonction, ce nouveau gonfalonier créa une balià, qui, en s'occupant de réformer l'État, exila Messer Benedetto Alberti, et admonéta le reste de sa famille, à l'exception de Messer Antonio. Avant son départ, Messer Benedetto réunit tous ses parents, et les voyant tristes et les yeux en pleurs, il leur dit :

« Vous voyez, mes pères et anciens, comme la fortune a comblé ma ruine et vous a menacés. Je ne m'en étonne pas, et « vous ne devez pas en être surpris vous-mêmes; c'est ce qui « arrive toujours à ceux qui veulent être bons parmi les méchants, et qui s'efforcent de maintenir ce que le plus grand « nombre voudrait renverser. L'amour de la patrie me rapprocha de Messer Salvestro de Médicis, et me fit abandonner depuis Messer Giorgio Scali. C'est cette même cause qui me « faisait détester la conduite de ceux qui nous gouvernent en ce « moment. Comme ils n'avaient personne qui pût les châtier, ils « n'ont pas même voulu quelqu'un qui leur fît des reproches. Je « suis bien aise que mon exil les délivre des craintes qu'ils avaient « conçues, non-seulement contre moi, mais contre tous ceux « qu'ils savent avoir pénétré leurs actions tyranniques et criminelles : c'est pourquoi ils m'ont frappé pour mieux vous atteindre. Quant à moi, je ne m'en plains pas. Ces honneurs, « dont la patrie libre m'a comblé, la patrie esclave ne peut me « les ravir; et je trouverai toujours plus de satisfaction dans le « souvenir de ma vie passée, que de regrets et d'infortune dans

« mon exil. Je gémis de ce que ma patrie reste en proie à l'orgueil et à l'avarice du petit nombre qui la tient asservie ; je « gémis sur vous, et je crains que ces maux, dont le terme est « arrivé pour moi, et qui ne font que commencer pour vous, ne vous « poursuivent d'une manière plus cruelle qu'ils ne m'ont poursuivi. Je vous exhorte donc à roidir votre âme contre le mal« heur, et à vous conduire de manière que si quelques malheurs « vous accablent, et ceux qui vous attendent sont nombreux, « chacun demeure convaincu que vous étiez innocents, et qu'ils « ne vous sont pas arrivés par votre faute. »

Puis, pour ne pas donner au dehors une moindre opinion de sa vertu que celle qu'il avait méritée à Florence, il s'en alla au tombeau de Jésus-Christ, et mourut à Rhodes à son retour. Ses os furent rapportés à Florence, et ensevelis avec les plus grands honneurs par ceux mêmes qui, de son vivant, l'avaient poursuivi par toutes sortes d'outrages et de calomnies.

Au milieu des désordres qui affligeaient la ville, la famille des Albizzi ne fut pas la seule offensée ; un grand nombre de citoyens furent comme elle admonétés et bannis. Au nombre de ces derniers se trouvait Piero Benini, Matteo Alderotti, Giovanni et Francesco del Bene, Giovanni Benci, Andrea Adimari, et, avec eux, une foule d'individus appartenant aux arts mineurs. Parmi les admonétés on distinguait les Covoni, les Benini, les Rinucci, les Formiconi, les Corbizzi, les Manelli et les Alderotti. Suivant l'usage, la balià était formée pour un temps déterminé ; mais les citoyens, après avoir rempli la mission pour laquelle ils avaient été députés, se démettaient par modestie de leur charge, quoique le temps de sa durée ne fût pas expiré. En cette circonstance, les membres qui la composaient, croyant avoir satisfait aux vues de l'État, voulurent renoncer, suivant la coutume. A peine cette résolution est-elle connue, que la foule se précipite en armes vers le palais, exigeant qu'avant de se démettre, la balià exile et admoneste un plus grand nombre de citoyens. Comme ces demandes déplaisaient infiniment aux seigneurs, ils amusèrent si longtemps le peuple par de belles promesses, qu'ils parvinrent à rassembler

leurs forces, et à lui faire abandonner par la crainte ces armes que la fureur lui avait fait prendre. Cependant, pour satisfaire en partie à cette humeur effrénée, et affaiblir encore la puissance des artisans des dernières classes, on statua qu'ils n'auraient plus que le quart des honneurs dont jusqu'alors ils avaient eu la troisième partie; et afin que la seigneurie eût toujours deux membres sur lesquels le gouvernement pût se reposer plus particulièrement, on donna pouvoir au gonfalonier de justice et à quatre autres citoyens de former un scrutin de noms choisis, et d'en tirer deux, à chaque renouvellement de seigneurie.

Ce gouvernement, établi sur ces bases en 1381, fut amené, au bout de six ans, au terme où nous venons de le voir; et jusqu'en 1393, la république jouit à l'intérieur d'une tranquillité profonde. Dans cet intervalle, Jean Galeazzo Visconti, appelé comte de Vertu, fit arrêter Messer Bernabò, son oncle, et devint ainsi maître absolu de toute la Lombardie. Il crut pouvoir, par la force, devenir roi d'Italie, comme il était devenu, par la ruse, duc de Milan. En 1391, il déclara une guerre acharnée aux Florentins: les événements qui en signalèrent le cours varièrent souvent, et le duc fut souvent plus près de sa perte que les Florentins; néanmoins, sans sa mort, les Florentins étaient vaincus. Leur défense fut opiniâtre, digne d'admiration dans une république, et l'issue n'en fut pas aussi funeste qu'on devait l'attendre d'une guerre si formidable. Le duc, en effet, mourut au moment où, maître de Bologne, de Pise, de Pérouse et de Sienne, il se préparait à se faire couronner roi d'Italie dans Florence. Cette mort l'empêcha de goûter le fruit de ses victoires, et adoucit pour les Florentins le sentiment de leurs pertes présentes.

Tandis que la guerre avec le duc se poursuivait avec ardeur, Messer Maso degli Albizzi fut nommé gonfalonier de justice. Depuis la mort de Pierre, il nourrissait une haine profonde contre les Alberti. Voyant que Messer Maso veillait encore, il résolut, quoique Messer Benedetto fût mort en exil, d'assouvir sa haine sur le reste de cette famille avant de quitter sa charge. Il saisit l'occasion d'un

individu qui, interrogé sur certaines relations entretenues avec les rebelles, avait nommé Alberto et Andrea degli Alberti. Il les fit arrêter sur-le-champ; ce qui excita un tel désordre dans toute la ville, que les seigneurs, s'étant munis d'armes, appelèrent le peuple en assemblée générale, formèrent une balia qui exila un assez grand nombre de citoyens, et fit mettre de nouveaux noms dans les bourses d'élection. Presque tous les Alberti se trouvèrent au nombre des bannis, et une foule d'artisans furent admonétés et condamnés à mort. Tant d'outrages irritèrent les arts et le bas peuple : ils prirent les armes, trouvant qu'on leur enlevait l'honneur et la vie. Une partie d'entre eux se rendit sur la place; l'autre courut à la maison de Messer Veri de Médicis, qui, après la mort de Messer Salvestro, était resté chef de la famille. Les seigneurs, afin d'endormir ceux qui déjà étaient sur la place, envoyèrent pour les commander Messer Rinaldo Gianfigliazzo et Messer Donato Acciajuoli, portant en main les enseignes du parti des Guelfes et du peuple; car ces deux citoyens étaient, plus que tous autres, agréables à la multitude. Ceux qui coururent à la demeure de Messer Veri le conjuraient de vouloir bien se charger du gouvernement et les délivrer de la tyrannie de ces citoyens destructeurs des bons et du bien public.

Tous ceux qui nous ont laissé des mémoires de ce temps s'accordent à dire que si Messer Veri eût été plus ambitieux que vertueux, il aurait pu sans obstacle se rendre prince de l'État; car les rigueurs exercées, justement ou injustement, contre les corps des arts et leurs amis avaient allumé dans tous les cœurs un si vif désir de vengeance, qu'il ne leur manquait qu'un chef pour diriger leur fureur. Chacun lui conseillait ce qu'il devait faire; et Antonio de Médicis lui-même, qui avait été longtemps son ennemi déclaré, lui persuadait de s'emparer de la souveraineté de la république. Messer Veri lui répondit : « Tes menaces, quand « tu étais mon ennemi, ne me firent jamais peur; et maintenant « que tu es mon ami, tes conseils ne me feront point de mal. » Se tournant alors vers la multitude, il l'exhorta à ne point perdre courage, et lui promit de prendre sa défense, si toutefois elle vou-

lait accepter ses conseils. Il se rendit, entouré de la foule, sur la place publique; et montant alors au palais, il parut devant les seigneurs, et leur dit, « qu'il ne pouvait se repentir d'avoir tou-« jours vécu de manière à obtenir l'amour des Florentins, mais « qu'il s'affligeait qu'on eût porté de lui un jugement que n'au-« rait pas dû lui attirer sa vie passée; parce que, n'ayant jamais « donné l'exemple de la révolte et de l'ambition, il ne savait com-« ment on pouvait le croire le fauteur des troubles comme sédi-« tieux, ou l'usurpateur de l'État comme ambitieux. C'est pour-« quoi il suppliait leurs seigneuries de ne pas lui imputer à crime « l'ignorance de la multitude, puisque, aussitôt qu'il l'avait pu, « il s'était remis en leur pouvoir autant qu'il dépendait de lui. Il « leur recommandait toutefois d'user avec modération de la for-« tune, ajoutant qu'il valait mieux jouir d'une demi-victoire qui « laissait la patrie sauve, que d'en vouloir une entière qui serait « la cause de sa ruine. »

Les seigneurs le comblèrent d'éloges, l'exhortèrent à faire poser les armes, et s'engagèrent à suivre les conseils que lui et les autres citoyens croiraient devoir leur donner. Messer Veri retourna sur la place avec ces promesses, et réunit sa troupe à celles que conduisaient Messer Rinaldo et Messer Donato. Il leur dit alors, « qu'il avait trouvé les seigneurs dans les meilleures dis-« positions à leur égard; qu'on avait parlé de beaucoup de choses, « mais que le manque de temps et l'absence des magistrats avaient « empêché de rien conclure. Il les priait néanmoins de déposer « leurs armes et d'obéir à la seigneurie, les assurant que la sou-« mission plus que l'arrogance, et les prières plus que les me-« naces, étaient capables de la toucher; qu'il ne serait porté au-« cune atteinte à leurs priviléges et à leur sécurité, s'ils voulaient « se laisser guider par lui. » Ses promesses firent rentrer chacun en paix chez soi.

Lorsque le calme fut rétabli, les seigneurs armèrent d'abord la place, enrôlèrent ensuite deux mille citoyens de ceux en qui le gouvernement avait le plus de confiance, les divisèrent également par gonfalon, leur ordonnèrent de se trouver prêts à les secourir,

toutes les fois qu'ils seraient appelés, et il fut défendu à ceux qui n'étaient pas enrôlés de prendre les armes. Ces dispositions terminées, l'on bannit et l'on fit mourir un grand nombre d'artisans qui s'étaient montrés les plus acharnés et les plus furieux dans la dernière émeute. Pour donner au gonfalonier de justice plus de considération et de majesté, on décréta qu'on ne pourrait exercer cette dignité avant l'âge de quarante-cinq ans. On prit encore, pour raffermir le gouvernement, beaucoup de mesures intolérables à ceux contre lesquels elles étaient dirigées, et odieuses même aux bons citoyens de leur propre parti ; car ils ne pouvaient regarder comme solide et bien organisé un État qu'il fallait défendre par tant de violence. Ces excessives rigueurs déplaisaient non-seulement à ceux des Alberti qui étaient demeurés dans la ville, et aux Médicis qui avaient à se plaindre qu'on eût abusé le peuple, mais encore à une foule d'autres citoyens.

Le premier qui tenta d'y résister fut Messer Donato, fils de Jacopo Acciajuoli. Quoiqu'il eût un rang distingué dans la ville, et fût plutôt le supérieur que l'égal de Messer Maso degli Albizzi, que les grandes choses exécutées par lui tandis qu'il était gonfalonier faisaient regarder comme le chef de la république, il ne pouvait vivre heureux au milieu de tant de mécontents, ni chercher, comme font la plupart, son avantage particulier dans le mal de tous. Il résolut donc d'essayer s'il ne pouvait rendre la patrie aux exilés, ou du moins les emplois aux admonétés. Il allait semant son opinion dans l'oreille des citoyens, disant qu'on ne pouvait autrement apaiser le peuple ou éteindre la fureur des partis, et qu'il n'attendait que d'être un des seigneurs pour mettre à exécution son dessein. Et comme, dans nos entreprises, le retard produit le découragement, et la précipitation le danger, il résolut de tenter le danger pour éviter le découragement. A cette époque, Michele Acciajuoli, son parent, et Niccolò Ricoveri, son ami, faisaient partie de la seigneurie. Messer Donato crut le moment venu de ne pas perdre de temps ; il les engagea à proposer aux conseils une loi pour autoriser la réintégration des citoyens. Il les persuada, et tous deux en entretinrent leurs

collègues, qui répondirent qu'ils ne voulaient point essayer des innovations où le gain est douteux et le péril certain ; de sorte que Messer Donato ayant tenté en vain toutes les voies, s'abandonna à sa colère, et leur fit dire que, puisqu'ils ne voulaient pas se servir des moyens qu'ils avaient en main pour rétablir l'ordre, les armes sauraient y pourvoir. Ce discours déplut si fort, qu'après qu'on en eut fait le rapport aux chefs du gouvernement, Messer Donato fut cité. Il comparut ; et convaincu par celui qu'il avait chargé de sa proposition, il fut exilé à Barletta. On bannit encore Alamanno et Antonio de Médicis, ainsi que tous les descendants de la famille de Messer Alamanno. On leur joignit un grand nombre d'artisans obscurs, mais qui avaient une grande influence sur la multitude. Ces événements eurent lieu deux ans après la réforme du gouvernement par Messer Maso.

La ville se voyait ainsi pressée entre une foule de mécontents au dedans, et de bannis au dehors. Parmi ceux qui s'étaient retirés à Bologne, se trouvaient Picchio Cavicciulli, Tommaso de' Ricci, Antonio de Médicis, Benedetto des Spini, Antonio Girolami, Cristofano di Carlone, ainsi que deux autres individus de basse condition ; mais tous étaient jeunes, pleins d'audace, et disposés à tout entreprendre pour rentrer dans la patrie. Piggiello et Barroccio Cavicciulli, qui avaient été admonétés, mais étaient restés à Florence, leur firent savoir, par une voie secrète, que s'ils parvenaient à rentrer dans la ville il les recevraient en secret dans leur maison, d'où ils pourraient sortir ensuite, massacrer Messer Maso degli Albizzi, et appeler aux armes le peuple que son mécontentement rendait d'autant plus facile à soulever, qu'il le verrait sans doute soutenu par les Ricci, les Adimari, les Médicis, les Manelli, et une foule d'autres familles. Conduits par cette espérance, les bannis arrivèrent à Florence le 4 août 1397, et entrèrent secrètement par le lieu qui leur avait été désigné. Comme ils voulaient que la mort de Messer Maso fût le signal du tumulte, ils envoyèrent l'observer. Maso, sorti de chez lui, s'était arrêté dans la maison d'un apothicaire, près de San-Piero-Maggiore. Celui qui l'épiait courut en informer les conjurés, qui

prirent soudain les armes, et arrivèrent en hâte au lieu indiqué; mais Messer Maso était déjà parti. Sans s'étonner d'avoir vu leur premier dessein avorté, ils se dirigèrent vers le Marché-Vieux, où ils massacrèrent un de leurs adversaires. Alors commença le tumulte, aux cris de *Peuple, aux armes! liberté! meurent les tyrans!* Ils tournèrent vers le Marché-Neuf, et, à l'extrémité de Calimala, ils tuèrent un autre citoyen. Ils poursuivirent leur chemin en poussant les mêmes cris; et comme personne ne prenait les armes, ils se réunirent dans la loge de *la Nighittosa*. Là, ils se placèrent sur un lieu élevé, et, entourés d'une foule immense, accourue plutôt pour les voir que pour les soutenir, ils excitèrent à haute voix les hommes à prendre les armes, et à sortir de cet esclavage qui leur était si odieux : « Soyez certains, disaient-ils, « que les plaintes des mécontents, plus que nos propres injures, « nous excitent à vous rendre la liberté. Un grand nombre d'entre « vous, nous le savons, ne demandaient à Dieu que l'occasion « de se venger, et disaient qu'ils sauraient la saisir toutes les fois « qu'ils auraient des chefs pour les conduire. Pourquoi donc, « aujourd'hui que l'occasion se présente, et que vous avez des « chefs pour vous diriger, vous regardez-vous l'un l'autre, « comme frappés de stupeur? Attendez-vous que ceux qui vous « appellent à la liberté soient frappés de mort, et que le joug « s'appesantisse plus durement sur vous? N'y a-t-il pas lieu de « s'étonner de voir des hommes, que la moindre injure excitait « à prendre les armes, rester immobiles quand on les accable « d'outrages? et pouvez-vous souffrir patiemment qu'un si grand « nombre de vos concitoyens soient bannis ou admonétés, tandis « qu'il ne dépendrait que de vous de rendre aux exilés leur pa- « patrie, et le gouvernement aux admonétés? » Ces discours, quoique vrais, n'excitèrent aucun mouvement dans la multitude, soit qu'elle craignît pour elle, soit que les deux meurtres récents eussent rendu les meurtriers odieux. Alors les moteurs du trouble, voyant que ni leurs discours ni leurs actions ne pouvaient ébranler personne, sentirent, mais trop tard, combien il est dangereux de chercher à rendre à la liberté un peuple qui veut

absolument rester esclave. Désespérant désormais de leur entreprise, ils se réfugièrent dans l'église de Santa-Reparata, s'y renfermèrent, moins pour sauver leur vie que pour retarder leur trépas.

Au premier bruit, les seigneurs, inquiets, s'étaient hâtés de mettre le palais en état de défense, et d'en fermer les portes; mais apprenant ensuite de quoi il s'agissait, quels étaient les auteurs de ce mouvement et où ils s'étaient renfermés, ils se rassurèrent, et ordonnèrent au capitaine du peuple d'aller les saisir à main forte. On enfonça sans peine les portes de l'église : une partie des bannis périt en se défendant; le reste fut fait prisonnier. On leur fit leur procès, et on ne trouva d'autres coupables dans la ville que Barroccio et Piggiello Cavicciulli, qui furent avec eux envoyés au supplice.

Cet événement fut suivi d'un autre bien plus important. Florence, comme nous l'avons dit, était alors en guerre avec le duc de Milan : ce prince, convaincu qu'il ne pouvait triompher de cette république à force ouverte, eut recours aux intrigues secrètes. Par l'entremise des bannis florentins, dont la Lombardie était pleine, il trama un complot dont plusieurs citoyens se rendirent complices, et par lequel on convint qu'à un jour fixé tous les bannis en état de porter les armes sortiraient simultanément de tous les endroits les plus proches de Florence, et entreraient dans la ville par l'Arno; que, soutenus de leurs amis du dedans, ils courraient d'abord aux maisons des chefs de l'État, les égorgeraient, et réformeraient ensuite le gouvernement à leur gré. Parmi les conjurés de l'intérieur, se trouvait un des Ricci, nommé Samminiato; et comme il arrive souvent, dans les conjurations, que le petit nombre des conspirateurs en empêche le succès, mais que le trop grand nombre en amène la découverte, tandis que Samminiato cherchait des complices, il trouva un accusateur. Il avait fait part du complot à Salvestro Cavicciulli, sur lequel les récents outrages faits à lui et à sa famille devaient lui donner lieu de compter; mais une crainte prochaine frappa plus fortement Salvestro qu'une espérance éloignée, et soudain

il alla tout dénoncer aux seigneurs. Samminiato fut arrêté, et on l'obligea à dévoiler tout le plan de la conjuration. Un seul complice, Tommaso Dovizzi, put être saisi. Il venait de Bologne; ignorant ce qui s'était passé dans Florence, il fut arrêté avant d'y arriver. Les autres complices, qu'épouvanta l'arrestation de Samminiato, prirent la fuite. Après la juste punition de Samminiato et de Tommaso, on confia la balià à plusieurs citoyens, avec pouvoir de rechercher les coupables et de raffermir l'État ébranlé. Ces citoyens déclarèrent rebelles six membres de la famille des Ricci, six de celle des Alberti, deux Médicis, trois Scagli, deux Strozzi, Bindo Altoviti, Bernardo Adimari, ainsi qu'une foule d'individus d'un rang inférieur. Ils admonétèrent en outre, pour dix ans, toute la famille des Alberti, des Ricci, des Médicis, à l'exception d'un petit nombre de leurs membres. Parmi les Alberti, Messer Antonio ne fut point admonété, parce qu'on le regardait comme un homme paisible et sans ambition. Les soupçons qu'avaient éveillés cette conspiration n'étaient pas encore entièrement assoupis, lorsqu'on arrêta un moine que l'on avait remarqué plusieurs fois sur la route de Bologne à Florence, dans le temps que les conjurés ourdissaient leur trame. Il avoua qu'il avait porté plusieurs lettres à Messer Antonio, qui fut arrêté sur-le-champ. Il voulut d'abord tout nier; mais convaincu par le moine, il fut condamné à l'amende, et banni à trois cents milles de Florence. Enfin, pour préserver la ville des périls où pouvaient chaque jour la plonger les Alberti, on exila tous ceux de cette famille qui auraient passé l'âge de quinze ans.

Cet événement arriva en 1400. Deux ans après mourut Jean Galeazzo Visconti, dont la mort, comme nous l'avons dit précédemment, mit fin à cette guerre, qui avait duré douze ans. A cette époque, le gouvernement ayant raffermi son autorité, et se trouvant sans ennemis au dedans et au dehors, on entreprit la conquête de Pise, qui eut une issue si glorieuse. La tranquillité régna dans la ville depuis 1400 jusqu'en 1433; seulement, en 1412, les Alberti ayant rompu leur ban, on créa contre eux une

nouvelle balià qui mit leur tête à prix, et pourvut par de nouvelles précautions à la sûreté de l'État.

C'est aussi dans le même temps que les Florentins eurent la guerre avec Ladislas, roi de Naples : la mort de ce prince y mit un terme en 1414. Pendant cette guerre, le roi, qui s'était trouvé un moment le plus faible, concéda aux Florentins la ville de Cortone, dont il était souverain; mais ayant depuis réparé ses forces, il recommença la guerre qui, pour eux, cette fois, fut bien plus périlleuse que la première; et si elle n'eût été terminée, comme celle que leur avait faite le duc de Milan, par la mort de leur ennemi, les Florentins étaient en danger de perdre leur liberté. Mais elle finit d'une manière également heureuse pour eux; car le roi, après s'être rendu maître de Rome, de Sienne, de la Marche et de toute la Romagne, n'avait plus qu'à s'emparer de Florence pour porter toutes ses forces en Lombardie, lorsqu'il mourut. Ainsi la mort fut toujours plus amie des Florentins qu'aucun de leurs alliés, et plus puissante pour les sauver qu'aucune de leurs vertus. La mort de ce monarque rétablit pendant huit ans le calme au dedans et au dehors de la république. Au bout de ce temps, les factions se réveillèrent avec la guerre contre Philippe, duc de Milan, et elles ne s'apaisèrent que par la ruine du gouvernement qui avait régné depuis 1391 jusqu'en 1434, soutenu si glorieusement tant de guerres, soumis à son empire Arrezzo, Pise, Cortone, Livourne et Montepulciano. Il eût fait de plus grandes choses encore, si la concorde eût toujours régné dans la ville, et si les anciennes dissensions ne s'y fussent rallumées de nouveau, comme on l'exposera particulièrement dans le livre suivant.

FIN DU LIVRE TROISIÈME.

LIVRE QUATRIÈME.

De 1414 à 1434.

Les États, surtout ceux qui sont mal constitués et qui s'administrent sous le nom de république, subissent de fréquentes révolutions dans leur gouvernement, qui les jettent, non comme on le croit ordinairement, de la liberté dans l'esclavage, mais de l'esclavage dans la licence; car les ministres de la licence, qui sont les plébéiens, et ceux de la servitude, qui sont les nobles, ne célèbrent de la liberté que le nom seulement : le désir de chacun d'eux est de n'être soumis ni aux lois ni aux hommes. S'il arrive, ce qui est bien rare, que l'heureuse fortune d'une cité y fasse apparaître un citoyen sage, vertueux et puissant, qui lui donne des lois dont l'autorité assoupisse l'humeur séditieuse du peuple et de la noblesse, ou la comprime de manière qu'elle ne puisse opérer le mal, c'est alors que cette cité a le droit de se dire libre, et que son gouvernement peut être considéré comme stable et vigoureux. Fondé sur de bonnes lois et de bonnes institutions, il n'a pas besoin, comme les autres, de la vertu d'un homme pour se maintenir. Plusieurs républiques de l'antiquité, dont l'existence eut une longue durée, en furent redevables à des lois et à des constitutions semblables, qui ont manqué et manquent à toutes les républiques dont le gouvernement a passé et passe à chaque instant de la tyrannie à la licence, et de la licence à la tyrannie. Il n'y a, en effet, et il ne peut y avoir aucune stabilité dans ces gouvernements, à cause des puissants ennemis que chacun d'eux rencontre. L'un ne saurait plaire aux gens de bien, l'autre déplaît aux gens éclairés; il est à l'un trop facile de faire le mal, l'autre ne fait le bien qu'avec difficulté : dans le premier,

on fait à l'orgueil une part trop grande dans le pouvoir, dans le second, à l'inhabileté; ainsi l'un et l'autre ont besoin, pour se maintenir, de la sagesse et de la fortune d'un homme, que la mort peut enlever, ou que les séditions peuvent rendre inutile.

Je dis donc que le gouvernement établi à Florence en 1381, après la mort de Messer Giorgio Scali, fut soutenu d'abord par l'habileté de Messer Maso degli Albizzi, puis par celle de Niccolò da Uzano. La ville fut tranquille depuis 1414 jusqu'en 1422, attendu que le roi Ladislas étant mort, et la Lombardie divisée en plusieurs États, rien, ni au dedans ni au dehors, ne pouvait l'inquiéter. Les citoyens les plus puissants après Niccolò da Uzano étaient Bartolommeo Valori, Nerone di Nigi, Messer Rinaldo degli Albizzi, Neri di Gino, et Lapo Niccolini. Les factions qu'engendra la discorde des Albizzi et des Ricci, et que Messer Salvestro de Médicis ressuscita ensuite avec tant d'imprudence, ne furent jamais entièrement étouffées. Quoique celle qui jouissait le plus de la faveur universelle n'eût régné que trois ans, et qu'en 1381 elle fût restée vaincue, comme ses opinions étaient celles de presque tous les citoyens, on ne put jamais parvenir à la détruire entièrement. Il est vrai que les fréquentes assemblées du peuple, et les persécutions sans cesse renaissantes dirigées contre les chefs de ce parti, depuis 1381 jusqu'en 1400, l'avaient presque anéanti. Les premières familles que l'on poursuivit comme étant à la tête de ce parti furent les Alberti, les Ricci et les Médicis : plusieurs fois elles se virent attaquées dans leurs personnes et dans leurs biens, et celles d'entre elles qui n'abandonnèrent pas la ville, on les priva des magistratures. Ces pertes incessantes affaiblirent singulièrement ce parti, et, pour ainsi dire, le dévorèrent. Cependant un grand nombre de citoyens conservaient la mémoire des outrages reçus, et le désir de les venger; mais, faute de trouver où s'appuyer, ils gardaient leurs ressentiments cachés au fond du cœur. Les membres de la haute bourgeoisie, qu'on laissait paisiblement gouverner la cité, commirent deux fautes qui furent la ruine de leur autorité. D'abord la jouissance interrompue du pouvoir les rendit insolents; et, en

second lieu, la haine qu'ils nourrissaient l'un contre l'autre, et la longue habitude de la domination, les empêchèrent de tenir l'œil ouvert, comme ils le devaient, sur ceux qui pouvaient leur nuire. Ainsi, ranimant chaque jour par leurs allures outrageantes la haine universelle, négligeant, par dédain, de surveiller les choses qui pouvaient leur nuire, ou les fomentant par l'envie qu'ils se portaient mutuellement, ils furent cause que la famille des Médicis ressaisit son influence. Le premier d'entre eux qui commença à se relever fut Giovanni, fils de Bicci. Il avait amassé d'immenses richesses; et comme il s'était toujours fait remarquer par sa douceur et son humanité, ceux qui gouvernaient le laissèrent parvenir à la suprême magistrature. Cette nomination fit éclater dans la ville une si vive allégresse, parce que la multitude crut avoir obtenu un défenseur, qu'elle éveilla avec raison les craintes des gens éclairés; ils sentirent que toutes les anciennes dissensions allaient se rallumer. Niccolò da Uzano ne manqua pas d'en avertir les autres citoyens, en leur représentant « combien il était dangereux d'élever un homme qui « jouissait d'un crédit aussi étendu sur la multitude; qu'il était « aisé dans les commencements de s'opposer au désordre, mais « qu'il devenait difficile d'y mettre obstacle lorsqu'on l'avait laissé « croître; et qu'il savait trop bien qu'il y avait en Giovanni « beaucoup de qualités supérieures à celles de Messer Salvestro « lui-même. » Niccolò ne fut point écouté de ses égaux, parce qu'ils étaient jaloux de son influence, et qu'ils n'étaient pas fâchés de se recruter des alliés pour le combattre.

Tandis que Florence vivait au sein de ces agitations, qui recommençaient à fermenter sourdement, Philippo Visconti, second fils de Jean Galeazzo, devenu, par la mort de son frère, unique souverain de la Lombardie, et se croyant en état désormais d'entreprendre tout ce qu'il voudrait, désirait ardemment rétablir sa domination dans Gênes, qui vivait alors libre et heureuse sous l'autorité du doge Messer Tommaso da Campo Fregoso.

Mais il craignait de ne pouvoir réussir dans cette entreprise,

ou dans toute autre, s'il ne concluait publiquement un nouveau traité avec les Florentins, persuadé que le bruit seul d'un tel traité suffirait pour lui permettre d'accomplir ses projets. Il envoya donc pour le proposer des ambassadeurs à Florence. Un grand nombre de citoyens étaient d'avis qu'on ne fît point avec lui de nouveau traité, et qu'on se bornât à conserver la paix qui depuis longtemps régnait entre les deux États, parce qu'ils connaissaient tous les avantages que le duc attendait de ce traité, tandis que la république n'en pouvait rien espérer d'utile. Une foule d'autres pensaient qu'on devait traiter, en lui imposant des conditions qu'il ne pourrait transgresser sans dévoiler à chacun la perfidie de ses vues, et qui, s'il venait à les rompre, justifiassent hautement la guerre qui lui serait faite. Après d'assez longs débats, la paix fut scellée de nouveau, et Philippe promit de ne s'immiscer en rien dans les affaires concernant les pays situés en deçà de la Magra et du Tanaro.

Après ce traité, Philippe s'empara d'abord de Brescia, et bientôt après de Gênes, contre la pensée de ceux qui avaient conseillé la paix dans la persuasion que Brescia serait secourue par les Vénitiens, et que Gênes se défendrait elle-même. Comme, dans l'accord que Philippe venait de conclure avec le doge de Gênes, on lui avait cédé Serzana et d'autres possessions situées au delà de la Magra, à condition qu'il ne pourrait les aliéner qu'en faveur des Génois, il se trouvait ainsi avoir violé la paix. De plus, malgré la condition de ne rien entreprendre en-deçà du Tanaro, il avait traité avec le légat de Bologne. Cette double violation irrita les Florentins, qui, redoutant de nouveaux malheurs, songèrent à y opposer de nouveaux remèdes. Philippe, informé de leur mécontentement, envoya pour se justifier, ou pour séduire les Florentins, ou pour endormir leur attention, des ambassadeurs à Florence, paraissant s'étonner des craintes qu'on avait conçues, et offrant de renoncer à tout ce qu'il aurait pu faire, qui serait de nature à éveiller le moindre soupçon.

L'unique effet de cette ambassade fut de semer la division

dans la ville. Une partie des citoyens, ainsi que les membres les plus considérables du gouvernement pensaient qu'il était convenable de s'armer, et de se tenir prêts à troubler les projets de l'ennemi : si Philippe se tenait tranquille, faire des préparatifs ce n'était point pour cela déclarer la guerre, mais mieux assurer la paix. Beaucoup d'autres, jaloux de ceux qui gouvernaient, ou effrayés de la guerre, disaient qu'il ne fallait pas soupçonner légèrement un ami ; que ce qu'il avait fait ne méritait pas qu'on se hâtât si fort de se méfier de lui ; qu'on ne pouvait ignorer que créer les Dix, solder des troupes, c'était annoncer la guerre ; que se mettre en état d'hostilité avec un prince aussi puissant, c'était vouloir la ruine de l'État sans rien pouvoir espérer d'avantageux, puisqu'on ne pouvait devenir maître d'aucune des conquêtes que l'on ferait, attendu que la Romagne se trouvait placée au milieu, et qu'il était impossible de songer à la Romagne à cause du voisinage de l'Église. Cependant, ceux qui voulaient qu'on se préparât à la guerre l'emportèrent sur ceux qui désiraient demeurer dans l'état de paix. On nomma les Dix, on solda des troupes ; on établit de nouveaux impôts, qui, tombant de tout leur poids sur les classes inférieures des citoyens plutôt que sur les supérieures, remplirent la ville de plaintes. Chacun maudissait l'ambition et l'avarice des puissants ; on les accusait de fomenter une guerre inutile pour assouvir leur avidité, et pour dominer le peuple en l'opprimant.

On n'en était point encore venu avec le duc à une rupture ouverte, mais chacun se tenait d'autant plus sur ses gardes, que le légat de Bologne, croyant avoir à se méfier de Messer Antonio Bentivoglio, qui, depuis son exil, se trouvait à Castel-Bolognese, avait imploré le secours de Philippe, et que ce prince, à la demande du légat, avait envoyé des troupes dans cette ville. Ces forces, si voisines des possessions de Florence, entretenaient l'État dans des alarmes continuelles ; mais ce qui combla l'épouvante et donna l'occasion la plus légitime de se préparer ouvertement à la guerre, fut l'entreprise du duc contre Furli. Giorgio Ordolaffi, qui en était le seigneur, avait laissé en mourant son

fils Tebaldo, sous la tutelle de Philippe. Quoique sa veuve, à qui un tel tuteur paraissait suspect, eût envoyé le jeune Tebaldo auprès de son propre père, Louis Aldosi, qui était seigneur d'Imola, le peuple de Furli avait exigé d'elle qu'elle observât le testament du père, et qu'elle remît son fils entre les mains du duc. Philippe, pour écarter les soupçons et mieux dérober ses secrets desseins, persuada au marquis de Ferrare de charger Guido Torello de ses pouvoirs, et de l'envoyer avec des troupes s'emparer du gouvernement de Furli. C'est ainsi que cette ville tomba en la puissance de Philippe. Cette usurpation, jointe à la présence des troupes ducales à Bologne, accéléra la détermination de faire la guerre, quoiqu'elle rencontrât encore un grand nombre de contradicteurs, et que Jean de Médicis la désapprouvât ouvertement; il disait que, fût-on certain des dispositions hostiles du duc, il valait mieux attendre qu'il attaquât que de le prévenir, parce qu'en agissant ainsi on justifiait la guerre aux yeux des princes d'Italie, tant du parti du duc que de celui des Florentins; qu'on ne pourrait aujourd'hui réclamer des secours avec autant de confiance qu'on le ferait une fois son ambition montrée à découvert; que d'ailleurs on défendait ses propres intérêts avec bien plus de courage et d'opiniâtreté que ceux des autres. On répondait qu'il ne fallait pas attendre l'ennemi chez soi, mais aller au-devant de lui; que la fortune favorise plutôt ceux qui attaquent que ceux qui se défendent; que si les dépenses sont plus grandes lorsqu'on porte la guerre chez l'ennemi, les dangers sont bien moindres qu'en la faisant dans ses propres foyers. Ce dernier avis prévalut, et on arrêta que les Dix feraient toutes les dispositions pour arracher la ville de Furli des mains du duc.

Philippe voyant que les Florentins cherchaient à s'emparer de ce qu'il avait résolu de défendre, mit de côté toute considération, et envoya Agnolo della Pergola avec une troupe nombreuse attaquer Imola, afin que le seigneur de cette ville, obligé de se défendre lui-même, ne pût s'occuper de la tutelle de son petit-fils. A l'arrivée d'Agnolo aux portes d'Imola, les Florentins étaient

encore à Modigliana : le froid était extrêmement vif et avait glacé l'eau des fossés ; l'ennemi profita de cette circonstance et de la nuit pour entrer furtivement dans la ville, et Lodovico fut envoyé prisonnier à Milan. Les Florentins, voyant Imola perdue et la guerre ouvertement commencée, firent marcher leurs troupes sur Furli : celles-ci mirent le siége devant la place, et la cernèrent de toutes parts. Pour empêcher les troupes réunies du duc de la secourir, ils avaient pris à leur solde le comte Alberigo, qui, de Zagonara, son domaine, parcourait chaque jour tout le pays jusqu'aux portes d'Imola. Agnolo de la Pergola, voyant que la forte position qu'avaient choisie les Florentins ne lui permettait pas de secourir Furli sans danger, se détermine à une attaque sur Zagonara, persuadé que l'ennemi ne voudrait point perdre cette place, et que, dans l'espoir de la sauver, il serait forcé de lever le siége de Furli et d'en venir à un combat désavantageux. Les troupes ducales forcèrent donc le comte Alberigo à offrir des conditions qui furent acceptées, et par lesquelles il s'obligeait à remettre la ville, si avant quinze jours il ne recevait pas de secours des Florentins. Lorsqu'on sut ce désordre dans le camp et dans la ville, chacun voulut empêcher l'ennemi d'obtenir un tel avantage, et on lui en procura un plus grand encore. Le siége devant Furli fut levé pour aller au secours de Zagonara ; mais à la rencontre des ennemis, l'armée fut mise en déroute, moins par le courage de ses adversaires que par le mauvais temps ; car nos gens, après une marche de plusieurs heures dans une boue profonde, et par une pluie continuelle, trouvèrent des troupes fraîches qui les battirent sans peine. Cependant, au milieu d'une déroute aussi complète, et dont la renommée se répandit dans toute l'Italie, il n'y eut de morts que Louis des Obizzi et deux des siens, qui, tombés de cheval, furent étouffés dans la boue.

Cette défaite porta la consternation dans Florence : les grands surtout, qui avaient conseillé la guerre, en furent abattus, car ils se voyaient sans armes et sans amis, pressés d'un côté par un ennemi formidable, et de l'autre par un peuple justement irrité. Ils n'entendaient sur toutes les places que des reproches sanglants

et des plaintes continuelles sur le poids des impôts et sur celui d'une guerre entreprise sans raison : « Ont-ils, disait-on, établi « les Dix pour effrayer les ennemis? ont-ils secouru Furli? l'ont-« ils arraché des mains du duc? les voilà qui manifestent leurs « desseins secrets, et le but vers lequel ils marchaient : ils ne « veulent pas défendre la liberté, elle est leur ennemie; ils ne « cherchent qu'à accroître leur propre puissance, que la justice « de Dieu vient d'abaisser. Si c'était la seule entreprise dont ils « eussent accablé la cité! mais ils en ont suscité bien d'autres, et « celle d'aujourd'hui est en tout semblable à celle qu'ils ont di-« rigée contre le roi Ladislas. A qui maintenant auront-ils re-« cours? au pape Martin, qu'ils ont offensé pour plaire à Braccio? « à la reine Jeanne, que leur abandon a forcée de se jeter dans « les bras du roi d'Aragon? » On ajoutait à ces plaintes tous les reproches qu'on peut attendre d'un peuple furieux. Les seigneurs jugèrent prudent de réunir un assez grand nombre de citoyens qu'ils chargèrent de calmer par de bonnes paroles les passions émues de la multitude. Le fils aîné de Messer Maso degli Albizzi, Messer Rinaldo, qui, à la faveur de son propre mérite et du souvenir de son père, aspirait au premier rang dans la ville, fit un long discours au peuple, lui exposant, « que la pru-« dence ne jugeait point des causes par leurs effets, parce que « souvent les meilleurs conseils échouent, tandis que les mau-« vais réussissent; qu'applaudir aux mauvais conseils, parce « qu'ils réussissent, c'est encourager les hommes à se tromper, « ce qui ne peut être que funeste aux républiques, car les « mauvais conseils n'ont pas toujours une heureuse issue; que, « par la même raison, blâmer une sage résolution qui échoue, « c'était ôter aux citoyens le courage de servir le gouvernement « en l'éclairant de leurs conseils. » Il leur fit sentir ensuite la nécessité de continuer cette guerre, et leur prouva que, si on l'avait portée dans la Romagne, on l'aurait eue dans la Toscane; « que puisque Dieu avait permis que l'armée eût été battue, il « ne fallait pas rendre cette défaite plus funeste encore en per-« dant tout à fait courage; que, si l'on osait faire face à la for-

« tune et employer toutes les ressources qui restaient encore, le « mal serait peu de chose pour Florence, et la victoire sans fruit « pour le duc; qu'il ne fallait pas s'effrayer des dépenses et des « charges futures, que, quant aux charges, il était naturel « qu'elles variassent, et que, quant aux dépenses, elles seraient « moindres que par le passé, attendu qu'il faut moins de pré- « paratifs à qui veut se défendre qu'à ceux qui veulent attaquer. » Il exhorta enfin ceux qui l'écoutaient à imiter leurs ancêtres, qui, conservant toujours le même courage dans l'adversité, avaient su résister à quelque prince que ce fût.

Les citoyens, ranimés par ce discours, prirent à leur solde le comte Oddo, fils de Braccio, et lui donnèrent, pour diriger la guerre, Niccolò Piccinino, élève de Braccio, et le plus renommé des capitaines qui eussent combattu sous ses drapeaux. Ils lui adjoignirent plusieurs autres condottieri, et remontèrent une partie de ceux qui avaient perdu leurs chevaux dans la dernière défaite. On nomma, pour établir un nouvel impôt, vingt citoyens qui, encouragés par l'abattement où la dernière défaite avait plongé les grands, les surchargèrent sans aucun ménagement.

Cette surcharge les offensa vivement. Dans le principe, cependant, ils affectèrent la modération, ne se plaignant point personnellement, mais blâmant en général ces impôts comme injustes, et conseillant d'opérer un dégrèvement. Ce dessein, connu de plusieurs, fut rejeté par les conseils. Pour que chacun sentît alors, à l'œuvre, la pesanteur de cet impôt, et pour le rendre plus odieux au grand nombre, ils firent en sorte que les percepteurs l'exigeassent avec dureté, en leur donnant le pouvoir de tuer quiconque résisterait aux huissiers. Il en résulta plusieurs événements funestes, où nombre de citoyens furent tués ou blessés. Il était donc aisé de prévoir que les partis allaient faire encore couler le sang, et qu'une crise funeste menaçait la république; car les grands, habitués à être traités avec égard, ne pouvaient supporter de se voir attaquer sans ménagement, et les autres voulaient que chacun fût soumis aux mêmes exactions.

Dans ces circonstances, les principaux citoyens se réunissaient entre eux, et disaient qu'il fallait de toute nécessité ressaisir le pouvoir; que c'était leur négligence qui avait enhardi leurs adversaires à s'emparer du maniement des affaires publiques, et inspiré cette audace à ceux qui s'étaient montrés jusqu'alors les chefs de la multitude. Après avoir discuté plusieurs fois entre eux ces projets, ils convinrent de se revoir une fois tous ensemble; et, avec la permission de Messer Lorenzo Ridolfi et de Francesco Gianfigliazzi, tous deux membres de la seigneurie, ils se réunirent dans l'église de San-Stefano, au nombre de plus de soixante. Jean de Médicis ne s'y trouva point, soit qu'on ne l'y eût point invité par méfiance, ou qu'il n'eût pas voulu s'y rendre comme étant d'une opinion opposée.

Messer Rinaldo degli Albizzi, s'adressant à toute l'assemblée, lui exposa la situation de la république, « comment, par leur « propre négligence, elle était retournée entre les mains du peu- « ple, d'où leurs pères l'avaient retirée en 1381. Il rappela « l'iniquité du gouvernement qui avait régné de 1378 à 1381, « et auquel chacun de ceux qui étaient présents avait à rede- « mander un père ou un aïeul massacré; comment on était me- « nacé de semblables périls, et comment la cité retombait dans « les mêmes désordres; que déjà la multitude avait établi arbi- « trairement de nouvelles charges, et que bientôt, si elle n'était « refrénée par la force, ou retenue par de meilleures lois, elle « nommerait les magistrats au gré de son caprice; que s'il en « arrivait ainsi, elle occuperait leur place, et corromprait ce « gouvernement qui, pendant quarante-deux ans, avait dirigé « l'État avec tant de gloire; que Florence se verrait livrée à « l'arbitraire de la populace, et qu'alors un des partis vivrait « dans la licence, et l'autre dans des dangers sans cesse renais- « sants, ou qu'elle tomberait sous l'empire d'un seul, qui saurait « se rendre maître de l'État; qu'il engageait donc tous ceux qui « chérissaient la patrie et l'honneur à réveiller leur courage, et « à se rappeler la vertu de Bardo Mancini, qui, par la ruine des « Alberti, avait su tirer la république des périls qui la menaçaient

« alors; il leur assura que l'audace de la multitude ne naissait « que de l'extension que leur négligence avait laissé prendre aux « scrutins, et qui avait rempli le palais d'hommes nouveaux et « vils. » Il conclut en disant « qu'il n'y avait qu'un seul moyen de « remédier à ces maux : c'était de rendre le gouvernement aux « grands, d'enlever l'autorité aux arts mineurs, en les rédui- « sant de quatorze à sept; que, par cette mesure, la populace « ne prévaudrait plus dans les conseils, où elle aurait moins de « représentants, et où les arts majeurs, se trouvant en plus grand « nombre, continueraient à lui être défavorables, par suite de « leur vieille inimitié. Il représenta que la prudence consistait à « savoir user des hommes selon les temps; que si leurs pères « s'étaient servis de la populace pour étouffer l'insolence des « grands, maintenant que les grands étaient abaissés, et les pe- « tits insolents, il était juste de réprimer l'arrogance de ces der- « niers avec l'appui des autres; qu'il ne fallait, pour réussir, que « la ruse ou la force, qu'on pouvait facilement employer, puis- « que plusieurs d'entre eux étaient au nombre des Dix, et qu'il « leur serait facile d'introduire secrètement des troupes dans la « ville. »

Tout le monde applaudit Messer Rinaldo, et son conseil fut unanimement approuvé; le seul Niccolò da Uzano, parmi eux, prit la parole, et dit : « Que tout ce qu'avait avancé Messer Ri- « naldo était vrai; que ses remèdes seraient utiles et infaillibles « si on pouvait les employer sans en venir à une rupture ou- « verte dans la cité, ce qui arriverait infailliblement, s'ils ne « pouvaient ranger à leur avis Jean de Médicis; que, s'il con- « sentait à se joindre à eux, la multitude, désormais sans chef et « sans appui, serait dans l'impuissance; mais que s'il refusait, « on ne pourrait agir sans recourir aux armes; et que ce moyen « lui paraissait d'autant plus dangereux, qu'ils étaient exposés ou « à succomber ou à ne pouvoir jouir de la victoire. » Il leur rap- pela modestement ses conseils passés, et termina en disant, « qu'ils n'avaient pas voulu les suivre dans un temps où il eût été « si facile d'éviter les dangers actuels; que maintenant on n'était

« plus à temps d'employer les armes sans craindre un plus grand « péril, et que le seul moyen qui restât était de gagner Jean de « Médicis. » En conséquence, on chargea Messer Rinaldo de se rendre auprès de Jean de Médicis, et de tâcher de l'attirer à leur dessein.

Rinaldo alla le trouver, et, par tous les moyens qu'il crut les plus propres à le persuader, il l'exhorta à partager avec eux cette entreprise, et à ne pas être cause que la multitude, enhardie par son appui, osât renverser et le gouvernement et la république. Jean lui répondit : « Qu'il était persuadé que le « devoir d'un citoyen sage et vertueux était de ne point trou« bler le gouvernement établi, parce que rien n'est plus nui« sible aux hommes que ces changements, qu'on ne peut effec« tuer sans blesser un grand nombre d'intérêts, et que là où on « laisse beaucoup de mécontents, on peut craindre chaque jour « quelque événement funeste ; qu'il lui semblait que leurs pro« jets produiraient deux choses extrêmement pernicieuses ; l'une, « de donner les honneurs à des hommes qui, ne les ayant jamais « eus, les estiment moins, et ont moins de motifs de se plaindre « de ne pas les avoir ; l'autre, de les enlever à ceux qui, accou« tumés à les posséder, ne seraient jamais tranquilles qu'on ne les « leur eût restitués ; qu'ainsi l'injure qu'on ferait à un parti « serait bien plus grande que l'avantage qu'on pourrait faire à « l'autre ; en sorte que l'auteur de ce changement acquerrait peu « d'amis, et beaucoup d'ennemis bien plus ardents à l'attaquer « que les autres à le défendre, les hommes étant en général plus « naturellement portés à venger une injure qu'à reconnaître un « bienfait ; car il semble que la reconnaissance fait tort, tandis que « la vengeance est à la fois un avantage et un plaisir. Quant à « vous, si vous vous rappeliez ce qui s'est passé, et au milieu de « quelles embûches on marche dans cette ville, vous seriez « moins ardent dans votre résolution ; car celui qui vous l'in« spire, après avoir ravi, avec le secours de vos forces, l'autorité « au peuple, vous l'enlèverait à son tour avec l'appui de ce même « peuple, que cet outrage aurait rendu votre ennemi : il vous

« arriverait, comme à Messer Benedetto Alberti, qui, entraîné « par ceux qui ne l'aimaient pas, consentit à la chute de Messer « Giorgio Scali et de Messer Tomasso Strozzi, mais qui bientôt « après fut envoyé en exil par ceux mêmes qui l'avaient con- « seillé. » Il l'exhorta enfin « à penser à ce projet avec plus de « maturité, et à imiter plutôt son père, qui, pour obtenir la « bienveillance générale, diminua le prix du sel, fit décréter que » celui qui aurait moins d'un demi-florin d'imposition pourrait, « à sa volonté, le payer ou non, et qui voulut enfin que le jour « où les conseils s'assemblaient chacun fût à l'abri de ses créan- « ciers. » Enfin il conclut en disant : « Que, quant à lui, son « intention bien prononcée était de laisser la ville dans l'état où « elle se trouvait. »

Ces pratiques secrètes, en se divulguant au dehors, accrurent l'influence de Jean et la haine qu'on portait aux autres citoyens; mais il se dérobait à sa propre réputation, pour ne point encourager ceux qui auraient voulu se servir de sa faveur pour tenter de nouveaux changements. Tous ses discours donnaient à entendre « que son dessein n'était pas d'entretenir les « partis, mais de les éteindre; qu'à l'égard de ce qui le con- « cernait, il ne cherchait que l'union de tous les citoyens. » Cette conduite mécontentait quelques-uns de ses partisans, qui auraient voulu qu'il embrassât leur parti avec plus de chaleur. Parmi ces derniers, Alamanno de Médicis, homme d'un caractère impétueux, ne cessait de l'exciter à poursuivre ses ennemis et à favoriser ses amis, lui reprochant sa froideur et la lenteur de ses procédés, qui, disait-il, étaient cause que ses ennemis complotaient ouvertement contre lui, et que leurs intrigues réussiraient et amèneraient quelque jour la ruine de sa maison et de ses amis. Il excitait également le jeune Côme son fils; mais Jean, quelque chose qu'on lui révélât ou qu'on lui prédit, ne sortait pas de sa résolution. Cependant, malgré tous ses efforts, la faction manifestait déjà ses projets, et la division avait ouvertement éclaté dans la ville. Il y avait alors dans le palais, au service de la seigneurie, deux greffiers, ser Martino et ser Pa-

golo. L'un favorisait le parti d'Uzano, l'autre celui de Médicis. Messer Ribaldo, voyant que Jean refusait de se réunir à sa faction, pensa qu'il serait avantageux de priver de son office ser Martino, parce que le palais lui serait désormais plus favorable. Ses adversaires pénétrèrent ce dessein, et non-seulement ser Martino fut défendu, mais ser Pagolo destitué, au déplaisir et à la honte de son parti. Cet événement aurait eu des suites fâcheuses, si la ville n'avait point eu à soutenir le fardeau d'une guerre, et si la déroute essuyée à Zagonara n'avait répandu la terreur dans Florence; car, tandis que l'intérieur était agité par ces dissensions, Agnolo de la Pergola s'était emparé au dehors, avec les troupes du duc, de toutes les places de la Romagne que possédaient les Florentins, à l'exception de Castrocaro et de Modigliana, favorisé en partie par la faiblesse des lieux, en partie par la faute de ceux qui les défendaient. Il arriva, pendant la conquête de ces places, deux événements qui font voir combien la vertu des hommes est capable de toucher même un ennemi, et combien sont odieuses la lâcheté et la méchanceté.

Biagio del Melano était gouverneur de la forteresse de Monte-Petroso. Poursuivi de tous côtés par le feu qu'avaient mis les ennemis, et ne voyant aucun moyen de salut pour la forteresse, il jeta des habits et de la paille du côté qui n'était pas encore en flammes, et y précipita deux de ses enfants en bas âge, en criant aux ennemis : « Emparez-vous de ces biens que la fortune m'a donnés, et que vous pouvez me ravir; mais ceux « que je tiens de mon courage, et qui sont la gloire et l'honneur, je ne vous les livrerai pas, et vous ne pourrez me les « ôter. » Les ennemis coururent sauver les enfants, et lui tendirent à lui-même des cordes et des échelles pour qu'il pût s'échapper. Il refusa leur offre, et aima mieux périr dans les flammes que de devoir son salut aux ennemis de sa patrie : exemple vraiment digne de cette antiquité si vantée, et d'autant plus admirable de nos jours qu'il est devenu plus rare! Les ennemis eux-mêmes restituèrent à ses fils tout ce qu'ils purent sauver, et les renvoyèrent à leurs parents avec les plus grands

soins. La république ne fut pas moins bienveillante envers eux, et tant qu'ils vécurent, ils furent entretenus aux frais du public.

Le contraire arriva à Galeata, dont Zanobi dal Pino était podestà : il livra la forteresse aux ennemis sans la moindre résistance ; et de plus, il encouragea Agnolo à quitter les montagnes de la Romagne pour venir dans les collines de la Toscane, où il pourrait faire une guerre moins dangereuse et plus lucrative. Agnolo ne put supporter tant de lâcheté et de perfidie ; il abandonna Zanobi en proie à ses valets, qui, après l'avoir accablé de mauvais traitements, lui donnèrent pour toute nourriture, du papier où étaient peints des serpents, lui disant que de Guelfe ils voulaient le faire devenir Gibelin. De cette manière, il mourut de faim en peu de jours.

Sur ces entrefaites, le comte Oddo avait pénétré, avec Niccolò Piccinino, dans la Val-di-Lamona, pour décider le seigneur de Faenza à entrer dans l'alliance des Florentins, ou du moins pour empêcher Agnolo de la Pergola de parcourir librement tout le territoire de la Romagne. Mais la position inexpugnable de la vallée, et l'humeur belliqueuse de ses habitants, furent cause que le comte Oddo y trouva la mort, et que Niccolò Piccinino, fait prisonnier, fut conduit à Faenza. Toutefois la fortune voulut que les Florentins obtinssent de leur défaite ce que peut-être la victoire ne leur eût pas procuré. Niccolò fit si bien auprès du seigneur de Faenza et de sa mère, qu'il les décida à s'allier aux Florentins. Par ce traité, Niccolò Piccinino obtint la liberté ; mais il ne suivit pas pour lui le conseil qu'il avait donné à d'autres : pendant qu'il traitait avec Florence des conditions de sa solde, soit que les avantages qu'on lui offrait lui parussent trop faibles, soit qu'il en trouvât de plus grands ailleurs, il partit subitement d'Arrezzo, où étaient ses quartiers, et se rendit en Lombardie, où il entra à la solde du duc.

Les Florentins, effrayés de cette désertion, et découragés par tant de pertes, crurent ne pouvoir plus soutenir seuls tout le poids de cette guerre. Ils envoyèrent des ambassadeurs aux Vénitiens, pour les prier avec instance de s'opposer, pendant qu'ils

le pouvaient encore, à l'agrandissement d'un ennemi qui, s'ils le laissaient étendre sa domination, leur deviendrait aussi funeste qu'aux Florentins. Les Vénitiens étaient également excités à cette entreprise par François Carmignuola, l'un des plus grands hommes de guerre de ce temps, qui, après avoir été autrefois à la solde du duc, s'était depuis brouillé avec lui. Les Vénitiens, ne sachant jusqu'à quel point ils pouvaient compter sur la fidélité de Carmignuola, restaient en suspens : ils craignaient que son inimitié contre le duc ne fût une feinte. Tandis qu'ils flottaient ainsi dans le doute, le duc, par le moyen d'un des serviteurs de Carmignuola, le fit empoisonner : le poison ne fut pourtant point assez actif pour le faire mourir, mais il le mit à toute extrémité. Les Vénitiens, ayant découvert la cause de son mal, oublièrent toutes leurs craintes; et pressés de nouveau par les Florentins, ils firent avec eux une ligue par laquelle chacune des parties contractantes s'engagea à faire la guerre à frais communs, et à laisser les conquêtes qu'on ferait dans la Lombardie aux Vénitiens, et dans la Romagne et la Toscane aux Florentins : Carmignuola fut nommé capitaine-général de la ligue. Au moyen de ce traité, la guerre fut transportée en Lombardie, et dirigée par Carmignuola avec tant d'habileté et de courage, qu'en peu de mois il enleva au duc un grand nombre de places fortes, notamment Brescia, dont la prise fut regardée dans le temps, et d'après la manière dont on faisait la guerre, comme une action merveilleuse.

Les hostilités avaient duré depuis 1422 jusqu'en 1427. Les citoyens de Florence, fatigués du poids des impôts qu'ils avaient supportés jusqu'alors, convinrent de les remplacer par d'autres. Mais, pour les répartir également suivant les richesses de chacun, on arrêta qu'ils porteraient sur la totalité des biens que chacun possédait, et que ceux qui auraient pour cent florins de capital supporteraient un demi-florin de contribution. Comme, dans ce système, ce n'étaient plus les hommes, mais la loi qui présidait à la répartition de l'impôt, un grand nombre de citoyens puissants virent augmenter leurs charges : aussi avaient-ils décrédité la

loi, avant même qu'elle fût mise en délibération. Le seul Jean de Médicis l'avait approuvée ouvertement, et son opinion l'emporta. Comme, dans l'assiette de cet impôt, on formait une masse de tous les biens de chacun, ce que les Florentins appellent *encadastrer*, il en reçut le nom de *cadastre*. Cette mesure mit un commencement de frein à la tyrannie des grands; car ils ne pouvaient plus maltraiter leurs inférieurs, et, par leurs menaces, leur imposer silence, ce qu'ils faisaient auparavant. Dans les conseils cet impôt avait donc obtenu l'assentiment général; les grands seuls l'avaient vu établir avec un profond regret. Mais comme il arrive que jamais les hommes ne sont satisfaits, et qu'à peine ils ont obtenu ce qu'ils poursuivaient qu'ils désirent autre chose, le peuple, peu content de l'égalité de l'impôt qui naissait de la loi, demandait que l'on revînt sur le passé, qu'on examinât ce que, suivant le cadastre, les grands avaient payé de moins, et qu'on les obligeât de payer dans la même proportion que ceux qui, pour acquitter ce qu'ils ne devaient pas, avaient été contraints de vendre leurs propriétés. Cette demande effraya les grands bien plus que le cadastre même; et pour s'en défendre, ils ne cessaient de le condamner, soutenant « qu'il était souve« rainement injuste, en ce qu'il frappait aussi les biens meu« bles qu'on possède aujourd'hui, et qui demain n'existent plus; « qu'il y avait en outre un grand nombre de personnes qui « avaient de l'argent caché, que le cadastre ne peut atteindre. « Ils ajoutaient que ceux qui, pour gouverner la république, « abandonnaient le soin de leurs propres affaires, devaient sup« porter moins de charges que les autres; qu'il fallait se con« tenter des peines imposées à leur personne; qu'il n'était pas « juste que la ville profitât de leur bien et de leurs travaux, « tandis qu'elle se contentait de l'argent des autres. » Les partisans de la loi répondaient : « Que si les biens meubles va« riaient, l'impôt pouvait varier également : que le fréquent « renouvellement du cadastre pouvait remédier à cet inconvé« nient; qu'à l'égard de ceux qui avaient de l'argent caché, cette « considération ne méritait pas que l'on s'y arrêtât, parce qu'il

« n'était pas juste de faire payer un argent qui ne produisait « rien ; et que, si on voulait le faire valoir, on était obligé de le « découvrir ; que si les fatigues du gouvernement leur déplai« saient, ils n'avaient qu'à les laisser de côté, et à ne plus s'en « embarrasser ; qu'on trouverait facilement d'autres citoyens « amis de la chose publique, qui ne feraient pas de difficulté de « l'aider de leur argent et de leurs conseils, et qui trouveraient, « dans les honneurs et les avantages que le gouvernement ap« porte à sa suite, un dédommagement suffisant, sans prétendre « encore ne point participer à ses charges ; qu'ils ne disaient « pas ce qui causait leur véritable peine : c'est qu'il leur était « dur de ne pouvoir plus fomenter une guerre sans dommage « pour eux-mêmes, depuis qu'ils étaient réduits comme les « autres à contribuer à ses dépenses ; que si cette mesure avait « d'abord été adoptée, on n'eût pas fait la guerre avec le roi « Ladislas, et on ne la ferait pas maintenant avec le duc Phi« lippe, car on ne les avait entreprises l'une et l'autre que pour « gorger quelques citoyens, et non par nécessité. » Jean de Médicis tâchait de calmer ces débats, en faisant voir « qu'il n'était « pas juste de revenir sur le passé ; qu'il fallait seulement songer « à l'avenir ; que si les impôts avaient été injustes autrefois, il « fallait remercier le ciel de ce qu'on avait trouvé le moyen de « les établir d'une manière équitable ; qu'on devait regarder « cette mesure comme un moyen de réunir les citoyens, et non « de les diviser, ce qui arriverait infailliblement, si l'on revenait « sur les contributions passées pour les ramener au revenu ac« tuel ; que quiconque se contente d'une demi-victoire en tire « toujours avantage, tandis que celui qui la veut entière finit « toujours par tout perdre. » Ce discours apaisa l'humeur inquiète du peuple, et on ne parla plus de revenir sur les anciens impôts.

La guerre continuait toujours avec le duc, lorsque, par l'entremise d'un légat du pape, on conclut la paix à Ferrare ; mais Philippe, dès le principe, n'en ayant pas observé les conditions, la ligue reprit de nouveau les armes, en vint aux mains avec les

troupes ducales, et les mit en déroute à Maclovio. Après cette défaite, le duc proposa de nouvelles conditions, auxquelles les Florentins et les Vénitiens consentirent ; les premiers, parce que Venise leur était devenue suspecte, et qu'ils ne se souciaient pas de se ruiner pour l'agrandissement d'autrui ; les seconds, parce qu'ils voyaient Carmignuola, depuis la défaite du duc, poursuivre la guerre avec tant de lenteur, qu'ils ne croyaient plus pouvoir se fier à lui. On conclut donc, en 1428, une paix par suite de laquelle les Florentins recouvrèrent les possessions qu'ils avaient perdues dans la Romagne, et les Vénitiens demeurèrent maîtres de Brescia. Le duc céda, en outre, à ces derniers Bergame et son territoire. Cette guerre, qui coûta aux Florentins trois millions cinquante mille ducats, ne servit qu'à augmenter la richesse et la puissance de Venise, ainsi que la misère et les discordes de Florence.

La paix rétablie au dehors, la guerre au dedans recommença. Les grands ne pouvaient supporter le cadastre ; mais ne voyant aucun moyen de l'abolir, ils cherchèrent à augmenter le nombre de ses ennemis, afin d'avoir ensuite plus de bras pour le renverser. Ils représentèrent aux officiers chargés de l'établir, que la loi les obligeait à encadastrer également les propriétés des habitants des districts, pour découvrir s'il n'y en aurait pas qui appartinssent à des Florentins. En conséquence, tous les sujets de la république furent sommés d'apporter, dans un délai fixé, la liste exacte de tous leurs biens. Les habitants de Volterra envoyèrent des députés pour se plaindre à la seigneurie de cette mesure ; les officiers du fisc, irrités, en firent mettre dix-huit en prison. Les Volterranais, profondément indignés, n'osèrent cependant remuer, dans la crainte de compromettre leurs prisonniers.

A cette époque, Jean de Médicis tomba malade : sentant que le mal était mortel, il fit appeler près de lui Côme et Laurent, ses deux fils, et leur dit : « Je crois avoir vécu le temps que « Dieu et la nature m'ont assigné, à ma naissance ; je meurs con-« tent, puisque je vous laisse riches, pleins de santé, et dans un

« rang où, si vous voulez suivre mes traces, vous pourrez vivre « dans Florence honorés et bien venus de chacun. Mais ma plus « grande consolation est le souvenir de n'avoir jamais offensé « personne, ou plutôt d'avoir rendu à tout le monde les services « qui dépendaient de moi. Je vous exhorte à faire de même. Si « vous voulez vivre tranquilles, ne prenez dans le gouvernement « que la part que les lois et les citoyens vous accordent; c'est le « moyen de ne craindre ni l'envie ni le danger; car ce n'est pas « ce qu'on accorde à l'homme, mais ce qu'il usurpe, qui irrite « la haine : or, vous aurez toujours une plus grande part dans le « gouvernement que ceux qui, pour vouloir le bien d'autrui, « perdent ce qui leur appartient, et qui, avant de le perdre, « vivent dans de perpétuelles alarmes. C'est à cette conduite pru- « dente que, au milieu de tant d'ennemis et de tant de discordes, « je dois d'avoir non-seulement soutenu, mais augmenté mon « crédit dans cette ville. Si donc vous suivez mes traces, vous « saurez, vous aussi, maintenir et même accroître encore le vôtre; « mais si vous agissez différemment, songez que vous n'aurez « pas une fin plus heureuse que ne l'ont eue ceux que notre « histoire signale comme ayant causé leur propre ruine et celle « de leur famille. » Il mourut peu de temps après, emportant les regrets universels de ses concitoyens, juste récompense de ses éminentes vertus. Sa charité était extrême : non content de donner à ceux qui demandaient, il allait souvent de lui-même au-devant des besoins du pauvre. Il ne haïssait personne; il louait les bons et plaignait les méchants. Sans demander aucune dignité, il les obtint toutes. Il n'alla jamais au palais sans y être appelé. Il aimait la paix et fuyait la guerre. Il venait au secours de l'infortune, et prêtait son appui à la prospérité. Pur de rapines publiques, il enrichit au contraire le trésor de l'État. Dans les emplois, il se montra toujours affable. Son éloquence n'avait rien de remarquable, mais sa prudence était extrême. Au premier abord il paraissait mélancolique, mais sa conversation devenait bientôt agréable et piquante. Il mourut comblé de richesses, mais plus encore d'estime et de renom. Le double

héritage de ses trésors et de ses vertus fut non-seulement conservé, mais encore augmenté par Côme.

Les habitants de Volterra, las d'être retenus en prison, promirent, pour obtenir leur liberté, de consentir à tout ce qu'on exigerait d'eux. Rendus à la liberté et de retour à Volterra, arriva le moment où leurs nouveaux prieurs prenaient possession de la magistrature; le sort désigna, dans le nombre, un certain Giusto, homme du peuple, mais jouissant d'un grand crédit parmi ses égaux et qui avait été l'un des prisonniers. Déjà par lui-même enflammé de haine contre les Florentins, tant à cause de l'outrage fait à sa patrie que pour son injure personnelle, il était encore stimulé par Jean de Contugi, homme noble, qui siégeait avec lui dans le gouvernement, à user de l'autorité des prieurs et de son propre crédit pour soulever le peuple, arracher la ville des mains des Florentins, et s'en déclarer chef. Docile à ce conseil, Giusto prit les armes, parcourut le territoire, s'empara du capitaine qui y commandait pour les Florentins, et, avec le consentement du peuple, il s'en fit seigneur. Ce changement arrivé dans Volterra déplut fort aux Florentins; toutefois, comme ils venaient de faire la paix avec le duc, et que le traité était encore tout récent, ils crurent avoir le temps de reprendre cette ville; et pour ne point perdre l'occasion, ils chargèrent sur-le-champ de cette entreprise Messer Rinaldo degli Albizzi et Messer Palla Strozzi. Giusto, qui pensait bien que les Florentins ne tarderaient pas à l'attaquer, réclama le secours des habitants de Sienne et de Lucques. Les Siennois le refusèrent, sous prétexte qu'ils faisaient partie de la ligue des Florentins; et Pagolo Guinigi, seigneur de Lucques, pour recouvrer les bonnes grâces du peuple de Florence, qu'il croyait avoir perdues pour s'être montré dans cette guerre l'ami de Philippe, loin d'accorder des secours à Giusto, envoya prisonnier à Florence celui qui était venu les implorer. Cependant les commissaires, pour prendre les Volterranais au dépourvu, rassemblèrent tous leurs hommes d'armes, levèrent dans le Val-d'Arno inférieur, ainsi que dans le pays de Pise, une infanterie

nombreuse, et marchèrent sur Volterra. Mais Giusto, pour se voir abandonné de ses voisins et au moment d'être assassiné par les Florentins, ne s'abandonna pas lui-même; plein de confiance au contraire dans la force de sa position et l'importance de la ville, il se prépara à la défense.

Il y avait dans Volterra un Messer Arcolano, frère de ce Jean qui avait conseillé à Giusto de s'emparer de la seigneurie, et qui jouissait d'un grand crédit parmi la noblesse. Ayant rassemblé quelques-uns de ses amis, il leur exposa comment le ciel, par cet événement, venait lui-même au secours de leur ville, parce que s'ils voulaient prendre les armes, arracher à Giusto la seigneurie, et restituer Volterra aux Florentins, il en résulterait qu'ils demeureraient les premiers de l'État, et que la ville conserverait ses antiques privilèges. Ils se trouvèrent bientôt d'accord, et se rendirent au palais où résidait le seigneur. Une partie d'entre eux s'arrêta en bas; Messer Arcolano, avec trois de ses compagnons, monta dans la salle d'en haut, et ayant trouvé Giusto avec quelque citoyens, il le tira à part, comme s'il eût voulu l'entretenir d'une affaire importante; et tout en causant, il le conduisit dans une chambre voisine, où lui et ceux qui l'accompagnaient fondirent sur Giusto l'épée à la main. Ils ne furent cependant pas si prompts qu'ils ne lui donnassent le temps de saisir ses armes; et avant qu'ils eussent pu le massacrer, il en blessa deux gravement : mais enfin, ne pouvant résister au nombre, il fut tué et jeté dans la rue, du haut du palais. Soudain les partisans d'Arcolano prirent les armes, et remirent la ville aux commissaires florentins, qui se trouvaient tout proche avec leurs troupes, et qui y entrèrent sans faire aucune condition. Cet événement ne fit qu'empirer la situation de Volterra; car, entre autres choses, on démembra la majeure partie de son territoire, et on la réduisit à n'être plus qu'un vicariat.

Volterra donc ainsi perdue et presque aussitôt reprise, on n'apercevait plus aucune cause de guerre; mais l'ambition des hommes ne tarda pas à la rallumer. Niccolò Fortebraccio, né

d'une sœur de Braccio de Pérouse, avait combattu longtemps pour Florence dans la guerre contre le duc. Après la paix, il fut congédié par les Florentins, et lorsqu'arriva l'événement de Volterra, il avait encore ses quartiers à Fucecchio; ce qui fit que les commissaires se servirent, dans cette entreprise, de lui et de ses troupes. On crut dans le temps que Messer Rinaldo avait tramé cette guerre avec lui, et l'avait engagé à attaquer Lucques sous quelque fausse querelle, lui donnant à entendre que, s'il le faisait, lui de son côté agirait dans Florence de manière à faire décider la guerre contre les Lucquois, et qu'il en aurait le commandement. Après la reprise de Volterra, Niccolò rentra dans ses cantonnements de Fucecchio; et, soit à la persuasion de Messer Rinaldo, soit de son propre mouvement, au mois de novembre 1429, il occupa, avec trois cents chevaux et trois cents fantassins, Ruoti et Compito, châteaux dépendants de Lucques, descendit ensuite dans la plaine, où il fit un immense butin. La nouvelle de cette invasion se fut à peine répandue dans Florence, que toute la ville se réunit en groupes d'hommes de tous états, qui la plupart voulaient que l'on entreprît la conquête de Lucques. Parmi les citoyens notables qui approuvaient ce projet, se trouvait le parti des Médicis, auquel s'était joint Messer Rinaldo, déterminé ou par l'idée que l'entreprise était utile à la république, ou par sa propre ambition, qui le flattait de l'espoir qu'il aurait tout l'honneur de la victoire. Ceux qui s'y opposaient étaient Niccolò da Uzano et son parti. C'est chose difficile à croire, que, dans une même ville, les opinions puissent varier à ce point sur la nécessité d'entreprendre une guerre; car ces grands et ce peuple, qui après dix ans de paix avaient blâmé la guerre entreprise contre le duc Philippe pour défendre leur liberté, demandaient à tout prix, maintenant qu'ils avaient essuyé les pertes les plus énormes, et que l'État s'était vu à deux doigts de sa perte, qu'on la déclarât à Lucques, pour asservir la liberté d'autrui : d'un autre côté, ceux qui avaient voulu la première repoussaient celle qu'on voulait faire aujourd'hui; tant avec le temps changent les opinions! tant la

multitude est toujours plus avide de s'emparer de ce qui appartient à autrui, que de conserver ce qui est à elle ! tant les hommes sont plus excités par l'espoir de gagner que par la crainte de perdre ! Pour que nous croyions à la perte, il faut qu'elle nous atteigne ; et l'on espère toujours le gain, même lorsqu'il est encore éloigné.

Ainsi la confiance du peuple florentin était encore accrue par les conquêtes qu'avait faites ou que faisait Niccolò Fortebraccio, ainsi que par les lettres des recteurs qui se trouvaient aux environs de Lucques, et auxquels les vicaires de Vico et de Pescia demandaient par écrit qu'on leur permît de recevoir les forteresses qui venaient se rendre à eux, parce que bientôt on serait maître de tout le territoire de Lucques. Cette confiance était encore exaltée par l'arrivée d'un ambassadeur que le seigneur de Lucques envoyait aux Florentins pour se plaindre des hostilités commises par Niccolò, et pour prier la seigneurie de ne point déclarer la guerre à un voisin et à une ville qui n'avaient jamais trahi leur amitié. L'ambassadeur se nommait Messer Jacopo Viviani. Peu de temps auparavant il avait été mis en prison par Pagolo Guinigi, seigneur de Lucques, contre lequel il avait conspiré : quoique son crime eût été avéré, Pagolo le lui avait pardonné ; et persuadé à son tour que Messer Jacopo avait oublié son outrage, il lui avait rendu sa confiance. Mais Messer Jacopo avait conservé la mémoire du danger plus que celle du bienfait ; et arrivé à Florence, il animait secrètement les Florentins à poursuivre l'entreprise. Ces encouragements, joints aux espérances déjà conçues, engagèrent les seigneurs à convoquer un conseil où se rendirent quatre cent quatre-vingt-dix-huit citoyens, devant lesquels cette entreprise fut discutée par les hommes les plus recommandables de la république.

L'un des plus ardents promoteurs de cette guerre était, comme on l'a déjà dit, Messer Rinaldo. Il représenta « l'utilité qu'on « retirerait de cette conquête, l'opportunité de l'entreprise, « maintenant qu'elle leur était laissée comme une proie par le « duc et par les Vénitiens, et que le pape, impliqué dans les

« affaires du royaume de Naples, ne pouvait leur opposer d'obstacle ; il ajoutait la facilité qu'offrait cette conquête, maintenant que Lucques était asservie par un de ses citoyens, qu'elle avait perdu sa vigueur naturelle et cette antique ardeur de défendre sa liberté, de manière qu'elle serait livrée, ou par le peuple pour chasser son tyran, ou par le tyran par crainte du peuple. Il rappela les injures que ce seigneur avait faites à notre république, la haine qu'il nourrissait contre elle, et les dangers auxquels elle était exposée de sa part, si le pape ou le duc déclaraient de nouveau la guerre à Florence. » Il termina en disant, « que jamais entreprise conçue par le peuple florentin n'avait été ni plus aisée, ni plus utile, ni plus juste. »

Niccolò da Uzano, opposé à cette opinion, répondit « que jamais on n'entreprit rien de plus injuste ni de plus périlleux, et d'où pouvaient naître de plus grand malheurs ; qu'on allait blesser une ville guelfe, amie constante du peuple florentin, laquelle, à ses risques et périls, avait souvent reçu dans son sein les Guelfes qui ne pouvaient demeurer dans leur patrie ; que dans nos annales on ne verrait jamais que Lucques libre eût offensé Florence ; mais que si ceux qui l'avaient asservie, tels qu'autrefois Castruccio, et maintenant Giusto, nous avaient offensés, ce n'était pas elle qu'on devait en accuser, mais ses tyrans ; que si l'on pouvait faire la guerre au tyran sans la faire au peuple, elle ne lui déplairait pas tant ; mais que cela étant impossible, il ne pouvait pas non plus consentir que l'on dépouillât de ses biens une ville autrefois notre alliée ; mais puisqu'on vivait aujourd'hui de manière à ne pas tenir grand compte du juste et de l'injuste, il laisserait de côté ce point de vue, pour ne considérer que l'intérêt de la patrie ; cela seul, à son avis, devait être réputé utile, qui ne pouvait que malaisément donner lieu à quelques dommages ; qu'il ne savait donc comment on osait appeler utile une entreprise où les dommages étaient certains et les avantages douteux ; que les dommages certains étaient les dépenses que la guerre entraîne après elle, et dont l'énormité lui paraissait assez grande

« pour effrayer une cité qui depuis longtemps jouissait du re-
« pos, et à plus forte raison une ville encore lasse du fardeau
« d'une guerre longue et onéreuse, telle qu'était la leur; que
« les avantages qu'on pouvait espérer étaient la prise de Luc-
« ques, avantages qu'il confessait être très-considérables; mais
« qu'il fallait considérer les difficultés que cette conquête pré-
« sentait en elle-même, difficultés si grandes à ses yeux, qu'il
« la regardait comme impossible; qu'il ne fallait pas croire que
« Venise et Philippe vissent cette acquisition d'un œil tran-
« quille, car la première n'y consentirait que pour ne pas pa-
« raître ingrate envers les Florentins, dont les trésors avaient
« tout récemment encore augmenté si prodigieusement son em-
« pire, tandis que l'autre verrait avec plaisir qu'ils se jetassent
« dans de nouvelles guerres et de nouvelles dépenses, qui lui
« donneraient les moyens de les assaillir de nouveau lorsqu'ils
« seraient épuisés et affaiblis de tous côtés; qu'il ne manquerait
« pas, lorsqu'on serait au plus fort de l'entreprise, et que la
« victoire paraîtrait infaillible, de secourir les Lucquois, ou en
« leur envoyant secrètement de l'argent, ou en licenciant une
« partie de ses troupes, qu'il ne ferait ainsi qu'envoyer à leur
« secours comme compagnies d'aventures. Il les exhortait enfin
« à s'abstenir de cette entreprise, et à vivre avec le tyran de
« manière à accroître dans Lucques le nombre de ses enne-
« mis, parce qu'il n'y avait pas de voie plus commode pour
« subjuguer cette ville que de la laisser abandonnée à un tyran
« qui la déchirerait et l'affaiblirait; que si l'on suivait ce plan
« avec prudence, il arriverait un moment où le tyran ne pou-
« vant se maintenir, et la ville se gouverner elle-même, les
« Lucquois seraient forcés de se jeter dans les bras des Flo-
« rentins. Il termina en disant qu'il voyait bien que les esprits
« étaient trop exaltés pour écouter ses discours; mais qu'il
« voulait pourtant leur prédire une chose, c'est qu'ils allaient
« entreprendre une guerre où ils dépenseraient beaucoup d'ar-
« gent et s'exposeraient à de grands dangers; qu'au lieu de s'em-
« parer de Lucques, on la délivrerait de son tyran; que d'une

« cité amie, faible et soumise, on ferait une ville libre, mais « ennemie, et qui serait avec le temps un obstacle à la gran« deur de leur propre république. »

Lorsqu'on eut parlé pour et contre l'entreprise, on en vint, selon la coutume, à recueillir secrètement les suffrages de l'assemblée, et il n'y eut que quatre-vingt-dix-huit membres qui furent d'un avis opposé à la guerre. Ce parti arrêté, et les Dix chargés de la diriger une fois nommés, on leva de l'infanterie et de la cavalerie. On désigna pour commissaires Astorre Gianni et Messer Rinaldo degli Albizzi ; on convint avec Niccolò Fortebraccio qu'il abandonnerait aux Florentins les places dont il s'était emparé, et qu'il continuerait la guerre comme stipendié de la république. Les commissaires arrivés dans le pays de Lucques avec l'armée la divisèrent en deux corps, dont l'un, sous la conduite d'Astorre, s'étendit dans la plaine vers Camaiore et Pietrasanta ; l'autre, commandé par Messer Rinaldo, se dirigea vers les montagnes, jugeant que la ville, privée des ressources de son territoire, serait plus facile à emporter. Leurs opérations eurent une fâcheuse issue, non qu'ils n'eussent fait d'assez nombreuses conquêtes, mais à cause des reproches que leur attira à tous deux leur conduite dans la guerre ; il est vrai qu'Astorre Gianni ne les justifia que trop.

Auprès de Pietrasanta est une vallée nommée Serravezza, riche et peuplée, dont les habitants, apprenant l'arrivée du commissaire, vinrent à sa rencontre pour le prier de les traiter en fidèles serviteurs du peuple florentin. Astorre feignit d'accepter leur offre, ensuite il fit occuper par ses troupes tous les passages et les lieux forts de la vallée, et rassembla tous les hommes dans la principale église ; là il les fit tous prisonniers ; et ordonna à ses soldats de saccager et de piller tout le pays d'alentour avec une cruauté et une avarice sans exemple, n'épargnant ni les lieux saints, ni les femmes, vierges ou mariées. Lorsque sa conduite fut connue à Florence, elle indigna non-seulement les magistrats, mais encore toute la ville.

Quelques habitants de Serravezza, échappés des mains du

commissaire, accoururent à Florence, et, au milieu des rues, ils racontaient leurs infortunes à chaque passant. Encouragés par ceux qui voulaient voir punir le commissaire, ou comme un homme barbare, ou comme étant d'un parti opposé au leur, ils se rendirent auprès des Dix, et demandèrent audience. Lorsqu'ils eurent été introduits, l'un d'entre eux parla en ces termes :

« Nous sommes certains, magnifiques seigneurs, que nos pa« roles trouveront en vous créance et compassion, lorsque vous « apprendrez la manière dont notre pays a été occupé par votre « commissaire, et la barbarie avec laquelle il nous a ensuite « traités. Notre vallée, comme vos antiques annales peuvent en « garder encore la mémoire, a toujours été guelfe, et a sou« vent offert un asile assuré à vos citoyens, lorsqu'ils sont ve« nus au milieu de nous pour fuir les persécutions des Gibelins. « Nous et nos aïeux, nous avons toujours révéré le nom de « cette illustre république, comme ayant sans cesse été à la tête « de ce parti. Tout le temps que les Lucquois ont été Guelfes, « nous nous sommes volontiers soumis à leur domination ; mais « depuis que le tyran qui les a subjugués a abandonné ses an« ciens amis pour se jeter dans les bras des Gibelins, ce n'a « plus été par penchant, mais par force que nous lui avons obéi ; « et Dieu sait combien de fois nous l'avons conjuré de nous « donner une occasion de manifester nos sentiments envers « notre ancien parti. Combien les hommes sont aveugles dans « leurs désirs ! Ce que nous implorions comme notre salut a « causé notre perte ; car, à peine eûmes-nous appris que vos « drapeaux s'avançaient vers nous, nous courûmes au devant « de votre commissaire, non comme à des ennemis, mais « comme à d'anciens maîtres ; nous remîmes en ses mains notre « vallée, nos biens, nos personnes, nous recommandant à sa « foi, et persuadés qu'il portait un cœur sinon de Florentin, « du moins d'homme. Vos seigneuries nous pardonneront ; mais « la certitude de ne pouvoir endurer des maux plus cruels que « ceux que nous avons soufferts nous inspire le courage de parler :

« votre commissaire n'a d'un homme que la figure, et d'un Florentin que le nom; c'est une peste mortelle, une bête féroce, un « monstre plus horrible que tous ceux dont parle l'histoire; car, « après nous avoir réunis dans notre église, sous prétexte de « de vouloir nous parler, il nous a chargés de fers; il a dévasté « et brûlé toute notre vallée, il a pillé les habitants et leurs « propriétés; il a tout enlevé, tout ravagé, tout accablé de « coups, tout massacré, il a violé les femmes, déshonoré les « filles, et les arrachant des bras de leurs mères, en a fait la « proie de ses soldats. Si par quelque injure faite au peuple de « Florence, ou même à lui, nous eussions mérité ces malheurs; « s'il nous avait pris les armes à la main, et nous défendant « contre lui, nous nous plaindrions moins, ou plutôt nous nous « accuserions d'avoir mérité nos malheurs par nos insultes et « par notre insolence. Mais qu'après nous être donnés volontairement à lui, il nous ait pris nos armes, qu'il nous ait tout « enlevé, et qu'il nous ait dépouillés avec tant d'ignominie et « d'outrage, voilà ce qui nous contraint à nous plaindre. Nous « aurions pu sans doute remplir toute la Lombardie de nos « plaintes; et, à la honte de cette ville, faire retentir l'Italie « du bruit de nos outrages; nous ne l'avons pas voulu faire pour « ne point envelopper une république si noble et si bienfaisante « dans l'infamie et la cruauté d'un méchant citoyen. Ah! si « nous eussions connu auparavant son avarice, nous nous fussions efforcés de l'assouvir, quoiqu'elle soit sans limite et sans « fond; et alors la moitié de nos biens nous eût peut-être conservé l'autre. Mais puisqu'il n'en est plus temps, nous avons « voulu recourir à vous, et vous supplier d'avoir pitié du malheur de vos sujets, afin qu'à l'avenir notre exemple n'épouvante pas ceux qui voudraient se remettre entre vos mains. « Et si l'aspect de nos maux ne suffit pas pour vous toucher, « redoutez du moins la colère de Dieu, qui a vu ses temples « ravagés et brûlés, et notre peuple trahi dans son propre « sein. »

Ayant ainsi parlé, ils se jetèrent à terre, en criant et en priant

qu'on leur restituât leurs biens et leur patrie; et puisqu'ils ne pouvaient recouvrer l'honneur, qu'on rendît du moins les femmes à leurs maris, et les filles à leurs pères. D'abord le bruit de ces atrocités, et ensuite la peinture qu'en avaient faite ceux qui en étaient les victimes, émurent profondément les magistrats. On fit revenir Astorre sans différer, et il fut déclaré coupable et admonété. On rechercha les biens enlevés aux habitants de Serravezza; on leur restitua tous ceux qu'on put découvrir: quant au reste, la ville les en dédommagea avec le temps, de diverses manières.

Quant à Messer Rinaldo degli Albizzi, on lui reprochait de ne point faire la guerre pour l'avantage du peuple florentin, mais pour le sien propre; de n'avoir plus songé, depuis qu'il était commissaire, à s'emparer de Lucques, parce qu'il lui suffisait de saccager le pays, de remplir ses terres de bestiaux et ses maisons de butin; et que, peu satisfait des vols que ses serviteurs commettaient pour son propre compte, il achetait encore ceux des soldats, si bien que de commissaire il était devenu marchand. Ces imputations, parvenues à son oreille, irritèrent son cœur fier et entier, plus qu'il ne convenait à un si grave personnage. Son trouble fut si grand que, dans son indignation contre les magistrats et les citoyens, il accourut à Florence, sans en attendre ou sans en demander la permission; et se présentant aux Dix, il leur dit « qu'il savait combien il était dif-
« ficile et dangereux de servir un peuple sans frein et un État
« divisé, l'un parce qu'il accueille avidement tous les bruits,
« l'autre parce qu'il punit les actions malheureuses, ne récom-
« pense point les bonnes, et accuse celles qui sont douteuses;
« triomphe-t-on, personne ne vous loue; se trompe-t-on, cha-
« cun vous condamne; et si vous êtes vaincu, la calomnie vous
« accable; vous êtes en butte à la jalousie de votre propre parti
« et à la haine du parti opposé; néanmoins la crainte d'une
« vaine accusation ne l'avait jamais détourné d'une action qu'il
« croyait avantageuse à sa patrie; mais l'atrocité des calomnies
« présentes avait triomphé de sa patience, et changé son carac-

« tère; en conséquence il priait les magistrats de montrer à « l'avenir plus d'empressement à défendre les citoyens, pour « que ceux-ci, à leur tour, fussent plus empressés à bien servir « l'État; puisqu'on n'avait pas coutume à Florence de leur dé- « cerner le triomphe, il fallait du moins les mettre à l'abri des « reproches mal fondés; ils devaient se rappeler qu'ils étaient éga- « lement citoyens de cette ville; qu'ils pouvaient être accusés un « jour ou l'autre, et qu'ils sauraient alors combien la calomnie « outrage une âme élevée. »

Les Dix, en cette occasion, tâchèrent de l'apaiser, et chargèrent particulièrement Neri di Gino et Alamanno Salviati de l'entreprise contre Lucques. Ceux-ci abandonnèrent le projet de parcourir la campagne, et pensèrent qu'il valait mieux marcher droit sur la ville. Et comme la saison rigoureuse durait encore, ils prirent des cantonnements à Capannole, où il sembla aux commissaires que l'on perdait le temps. Voulant donc serrer la ville de plus près, les soldats, rebutés par le mauvais temps, refusèrent d'obéir, quoique les Dix pressassent le siége et ne voulussent écouter aucune excuse.

Il y avait alors à Florence un fameux architecte appelé Philippe Brunelleschi, qui, par les chefs-d'œuvre dont il a rempli notre ville, a mérité qu'après sa mort son portrait en marbre fût placé dans le principal temple de Florence, avec une inscription qui rend encore témoignage à ceux qui la lisent des talents supérieurs de cet artiste. Il prétendait, en considérant la position de Lucques et celle du lit du Serchio, qu'on pouvait facilement inonder la ville, et il fit si bien passer sa conviction dans tous les esprits, que les Dix le chargèrent d'en faire l'expérience. Tout ce qui en résulta fut de mettre le désordre dans notre camp, et d'augmenter la sécurité de l'ennemi; car les Lucquois exhaussèrent, au moyen d'une digue, le terrain vers lequel on faisait venir le Serchio; puis ils rompirent, une nuit, le bord du canal par lequel on amenait les eaux, qui, ayant rencontré en se précipitant la digue élevée par les Lucquois, et le bord du canal ouvert, se répandirent alors dans toute la

plaine, de manière que l'armée, loin de pouvoir s'approcher de la ville, fut obligée de s'en éloigner.

Le peu de succès de cette entreprise engagea les Dix nouvellement élus à nommer commissaire Messer Jean Guicciardini, qui se hâta le plus qu'il put d'aller camper près de la ville. Guinigi se voyant vigoureusement pressé, et conseillé par un Messer Antonio del Rosso, Siennois, qui se trouvait auprès de lui comme représentant de la commune de Sienne, envoya au duc de Milan Salvestro Trenta et Leonardo Buonvisi. Ils réclamèrent son appui en faveur de leur maître ; mais l'ayant trouvé froid, ils le prièrent secrètement de leur donner des soldats, lui promettant, au nom du peuple, de lui livrer d'abord leur seigneur, et ensuite la possession de la ville. Ils l'avertirent en outre que, s'il ne prenait promptement ce parti, Guinigi céderait Lucques aux Florentins, qui ne cessaient de l'en solliciter par de nombreuses promesses. La crainte qu'en eut le duc le décida à mettre de côté toute autre considération ; et il fit dire au comte François Sforza, qui était à sa solde, de lui demander publiquement la permission de se rendre dans le royaume de Naples. Celui-ci l'ayant obtenue, s'en vint à Lucques avec sa compagnie, quoique les Florentins, qui avaient eu connaissance de cette intrigue, et qui pressentaient son issue, eussent envoyé au comte Boccaccino Alamanni, son ami, pour le détourner d'un tel projet. Cependant le comte Sforza étant arrivé à Lucques, les Florentins replièrent leur camp sur Librafatta : alors il se porta subitement sur Pescia, dont était vicaire Pagolo de Diacetto, qui, écoutant la peur plus que tout autre conseil, se sauva à Pistoja ; et si Pescia n'eût pas été défendue par Jean Malavolti, à qui la garde en était confiée, elle était perdue. Ainsi le comte, n'ayant pu s'en emparer à la première attaque, marcha au fort de Buggiano, le prit, et brûla le château de Stigliano, situé dans les environs. Les Florentins, à la vue de ces désastres, eurent recours au remède qui les avait déjà sauvés tant de fois ; sachant qu'auprès des soldats mercenaires, l'argent, lorsque la force ne peut rien, sait lever tous

les scrupules, ils proposèrent au comte une somme considérable; à condition que non-seulement il s'éloignerait, mais qu'il leur livrerait la ville. Le comte n'espérant plus tirer d'argent de Lucques, se décida sans peine à en prendre de ceux qui en avaient. Il convint donc avec les Florentins, non de leur livrer Lucques, sous prétexte que sa délicatesse y répugnait, mais de l'abandonner, si on lui donnait cinquante mille ducats. Après avoir conclu ce traité, et pour que les Lucquois le justifiassent eux-mêmes auprès du duc, il tint la main à ce que les habitants de cette ville chassassent leur tyran.

Ainsi que nous l'avons dit, il y avait à Lucques un ambassadeur siennois, Messer Antonio del Rosso. Soutenu par le comte, celui-ci trama avec les citoyens la ruine de Pagolo. Les chefs de la conjuration étaient Pierre Cennami et Jean da Chivizzano. Le comte se trouvait logé hors de la ville, sur le Serchio, et avait avec lui Lanzilao, fils du seigneur. En conséquence, les conjurés, bien armés, allèrent, la nuit, trouver Pagolo, au nombre de quarante. Étonné de ce bruit, il vient au devant d'eux et leur demande ce qu'ils veulent. A cette question, Pierre Cennami lui dit, « que depuis trop longtemps ils s'étaient laissés « gouverner par un homme qui avait attiré l'ennemi autour « d'eux pour les faire périr par le fer ou par la faim; qu'en conséquence ils étaient résolus désormais à se gouverner eux-« mêmes, et qu'ils venaient lui demander les clefs de la ville et « du trésor public. » Pagolo répondit, « que le trésor était « épuisé; que les clefs et sa personne étaient en leur pouvoir; « qu'il les priait seulement d'une chose, c'est que sa domina-« tion ayant commencé et subsisté sans qu'il eût versé de sang, « elle ne se terminât pas d'une manière sanglante. » Le comte Francesco conduisit Pagolo et son fils au duc, qui les fit jeter dans une prison, où ils moururent.

Le départ du comte avait délivré Lucques de son tyran, et Florence de la crainte qu'inspiraient ses troupes. Aussitôt les uns se préparèrent à la défense, et les autres recommencèrent leurs attaques. Les Florentins avaient choisi pour capitaine le duc

d'Urbin ; qui, serrant vigoureusement la place, obligea de nouveau les Lucquois à recourir au duc. Ce prince, usant du même artifice dont il s'était déjà servi en leur envoyant le comte, chargea Niccolò Piccinino d'aller à leur secours. A son arrivée sous les murs de Lucques, les Florentins marchèrent à sa rencontre le long des bords du Serchio : ils en vinrent aux mains au passage de la rivière ; mais ils furent battus, et le commissaire se sauva à Pise avec un petit nombre de soldats. Cette déroute consterna toute la ville. Comme la guerre avait été faite d'un consentement unanime, que les bourgeois ne savaient contre qui tourner leur ressentiment, dans l'impossibilité de s'en prendre à ceux qui l'avaient conseillée, ils accusèrent celui qui l'avait dirigée, et renouvelèrent les charges élevées contre Messer Rinaldo. Mais le plus maltraité était Messer Giovanni Guicciardini, que l'on accusait de n'avoir pas, après le départ du comte Francesco, terminé la guerre lorsqu'il le pouvait, et de s'être laissé gagner à prix d'argent : on disait qu'il en avait fait porter chez lui une somme considérable, et l'on désignait ceux qui l'avaient portée et ceux qui l'avaient reçue. Ces bruits et ces accusations acquirent une telle publicité, que le capitaine du peuple, entraîné par l'opinion générale, et en même temps excité par ceux du parti opposé, cita l'accusé à comparaître. Messer Giovanni, indigné, se présenta ; mais ses parents, dans l'intérêt de leur honneur, firent tant de démarches que le capitaine abandonna l'accusation.

Les Lucquois, après la victoire, non-seulement recouvrèrent toutes leurs possessions, mais s'emparèrent de toutes les places du territoire de Pise, excepté Bientina, Calcinaja, Livourne et Librafatta ; et si l'on n'eût découvert un complot qui se tramait dans Pise, cette ville elle-même était perdue. Les Florentins réorganisèrent leur armée, et en donnèrent le commandement à Michelletto, élève de Sforza. De son côté, le duc poursuivit sa victoire, et, pour accabler plus sûrement les Florentins, il décida les Génois, les Siennois et le seigneur de Piombino à se liguer pour la défense de Lucques, et à prendre à leur solde, en

qualité de capitaine, Niccolò Piccinino. Cette dernière mesure le mit entièrement à découvert. Alors les Vénitiens et les Florentins renouvelèrent leur alliance : la guerre commença ouvertement en Lombardie et en Toscane ; et, dans l'un et l'autre de ces deux États, il y eut plusieurs combats livrés avec des succès différents. Chacun enfin, épuisé de fatigue, consentit à un accord qui fut arrêté au mois de mai 1433. Par ce traité, les Florentins, les Lucquois et les Siennois, qui s'étaient pris mutuellement différents châteaux pendant la guerre, les abandonnèrent tous, et chacun rentra dans ses anciennes possessions.

Tandis que cette guerre était dans toute sa force, l'humeur inquiète des factions recommençait à bouillonner au dedans ; et Côme de Médicis, après la mort de Jean, son père, montrait plus d'ardeur pour la chose publique, plus de zèle et plus de libéralité pour ses amis, que ne l'avait fait son père ; de manière que ceux que la mort de Jean avait réjouis s'affligeaient en voyant quel était Côme. Doué d'une excessive prudence, d'un aspect tout à la fois aimable et imposant, d'une générosité sans bornes, d'une excessive bonté, il ne fit jamais aucune tentative contre les partis ni contre l'État ; mais il tâchait de rendre service à tout le monde, et n'attendait de nombreux partisans que de sa libéralité. Ainsi son exemple était le plus grand reproche qu'on pût faire à ceux qui gouvernaient ; et il jugeait que par ce moyen il pourrait vivre dans Florence aussi puissant et aussi paisible qu'aucun autre citoyen, ou que si l'ambition de ses adversaires amenait quelque crise extraordinaire, il aurait l'avantage, et par la force des armes et par la faveur du peuple. Averardo de Médicis et Puccio Pucci furent les principaux instruments de sa grandeur : Averardo, par son audace ; Puccio, par sa prudence et sa modération, lui acquirent la faveur et les dignités. Le discernement et la sagesse de Puccio jouissaient d'une estime si étendue, que ce n'était pas de Côme que le parti de ce dernier tirait son nom, mais de Puccio.

C'est par une ville ainsi divisée que fut entreprise la guerre de Lucques, qui ne fit qu'enflammer les passions, bien loin de les

éteindre; et quoique le parti de Côme fût celui qui l'avait le plus conseillée, néanmoins on choisissait, pour en diriger les opérations, nombre de ceux du parti contraire, comme doués d'une habileté plus reconnue dans le gouvernement. Averardo de Médicis et quelques autres, ne pouvant l'empêcher, saisissaient avec beaucoup d'art et d'adresse toutes les occasions d'accuser leurs adversaires, et si quelques défaites avaient lieu, et elles ne furent que trop multipliées, ce n'était ni à la fortune ni à la force des ennemis que l'on s'en prenait, mais au peu d'habileté des commissaires. C'est ce qui aggrava les fautes d'Astorre Gianni, ce qui excita l'indignation de Messer Rinaldo degli Albizzi et l'obligea de quitter son commandement sans autorisation; c'est encore ce qui fit rappeler Messer Giovanni Guicciardini par le capitaine du peuple. De là tous les reproches adressés aux magistrats et aux commissaires; on amplifiait toujours les accusations qui étaient fondées; on en inventait, lorsqu'il n'en existait pas; mais, vraies ou fausses, le peuple, qui haïssait ordinairement les accusés, ne manquait pas d'y ajouter foi.

Cette conduite, ces procédés extraordinaires n'avaient échappé ni à Niccolò da Uzano ni aux autres chefs de son parti: ils avaient plus d'une fois cherché ensemble les moyens d'y remédier, mais ils n'avaient pu les trouver, parce qu'il leur paraissait dangereux de laisser l'état des choses s'aggraver, et difficile de l'attaquer de front. Niccolò da Uzano était celui auquel les moyens extraordinaires déplaisaient le plus. Tandis que la guerre se poursuivait au dehors, et que la discorde régnait au dedans, Niccolò Barbadoro, voulant engager Niccolò da Uzano à consentir à la ruine de Côme, vint le chercher chez lui. Il le trouva tout pensif, dans un cabinet où il se tenait ordinairement, et l'exhorta, par les raisons qu'il crut les plus convaincantes, à s'entendre avec Messer Rinaldo pour l'expulsion de Côme. Dès qu'il eut cessé de parler, Niccolò da Uzano lui répondit en ces termes:

« Il vaudrait bien mieux pour toi, pour ta famille et pour « notre république, que toi et tous ceux qui sont dans cette « même opinion, vous eussiez plutôt la barbe d'argent que la

« barbe d'or, comme on dit que tu l'as; parce que leurs con-
« seils, sortant d'une tête blanchie et pleine d'expérience, se-
« raient plus sages et plus utiles à chacun. Il me semble que
« ceux qui songent à chasser Côme de Florence auraient dû,
« avant toute chose, comparer leurs forces avec les siennes. Vous
« avez appelé notre parti celui des nobles, et le parti contraire
« celui du peuple : quand la vérité serait d'accord avec le nom,
« la victoire, à tout événement, serait encore incertaine; nous
« aurions même plutôt lieu de craindre que d'espérer, en nous
« rappelant l'exemple de l'ancienne noblesse de cette ville, qui,
« plusieurs fois, fut écrasée par le peuple. Mais nous avons plus
« de raison de craindre, nous dont le parti est démembré, tandis
« que celui de nos adversaires est entier. En premier lieu, Neri
« di Gino et Nerone di Nigi, deux de nos premiers citoyens, ne
« se sont jamais déclarés de manière à pouvoir dire s'ils sont
« plus nos amis que les leurs. Il existe un grand nombre de fa-
« milles et même de maisons divisées; car beaucoup, par inimi-
« tié pour leurs frères ou leurs parents, pour nous desservir
« servent nos ennemis. Je veux t'en rappeler quelques-unes des
« plus importantes; tu sauras trouver les autres par toi-même.
« Des fils de Messer Maso degli Albizzi, Luca, par envie contre
« Messer Rinaldo, s'est jeté dans le parti contraire; dans la
« maison de Guicciardini, des fils de Messer Luigi, Pierre est
« l'ennemi de Messer Giovanni, et favorise nos adversaires;
« Tommaso et Niccolò Soderini se déclarent ouvertement contre
« nous, par la haine qu'ils portent à Francesco leur oncle. Si
« bien qu'à considérer ce que nous sommes et ce qu'ils sont, je
« ne sais pourquoi notre parti serait plutôt appelé celui des nobles
« que le leur. Si c'était parce que tout le menu peuple les suit,
« cela ne ferait que rendre leur position bien supérieure à la
« nôtre; de sorte que, si l'on en venait aux armes ou aux scru-
« tins, nous ne serions pas en état de leur résister. Si nous con-
« servons encore nos honneurs, nous le devons à l'antique res-
« pect qu'on a pour le rang que nous avons conservé pendant
« cinquante années; mais si l'on en venait à l'épreuve, et que

« l'on découvrît notre faiblesse, nous les perdrions infailliblement. En vain diras-tu que la justice de la cause qui nous anime accroîtrait notre crédit et diminuerait le leur; sache qu'il faudrait que cette justice fût entendue et sentie par les autres comme par nous, et c'est tout le contraire. Qu'est-ce, en effet, qui nous fait agir? Uniquement la crainte que Côme ne se rende souverain de la république. Mais ce soupçon que nous nourrissons, les autres ne l'ont pas; et, ce qui est pire, au contraire, ils nous accusent de ce dont nous l'accusons. Les actions de Côme qui nous le rendent suspect, les voici : il sert chacun de son argent, les particuliers comme l'État, les Florentins comme les condottieri; il s'emploie en faveur de tel ou tel citoyen qui a besoin des magistrats, et, au moyen de la bienveillance universelle dont il jouit, il peut élever l'un ou l'autre de ses amis à des grades supérieurs. Il faudrait donc, pour le chasser, lui faire un crime d'être compatissant, serviable, libéral et chéri de tous. Or, dis-moi un peu, quelle est la loi qui défend, qui blâme ou qui condamne l'humanité, la libéralité, la charité? Ce sont là, en effet, les vrais degrés qui élèvent les hommes au souverain pouvoir; cependant tout le monde ne les envisage point ainsi; et il nous serait impossible de le persuader, car notre conduite nous a ravi la confiance; et la ville, naturellement livrée à l'esprit de parti, et (pour avoir toujours vécu dans la discorde) entièrement corrompue, ne peut prêter l'oreille à de semblables accusations. Mais supposons que nous réussissions à chasser Côme, ce qui pourrait devenir facile si nous avions une seigneurie favorable, comment pourrez-vous, au milieu de la foule d'amis qui lui resteraient et qui brûleraient sans doute du désir de le voir revenir, vous opposer à son retour? Cela serait impossible, parce que jamais, tant ils sont nombreux et bien vus de la multitude, vous ne pourriez vous assurer d'eux. Plus vous découvririez, plus vous chasseriez de ses amis, et plus d'ennemis vous vous feriez; de manière qu'en peu de temps il reviendrait, et vous n'y auriez gagné que de l'avoir chassé bon pour le

« voir revenir méchant, car son caractère serait corrompu par « ceux qui l'auraient rappelé, et auxquels, dans sa reconnais- « sance, il ne pourrait s'opposer. Si vous formiez le dessein de « le faire mourir, vous ne pourriez y réussir par l'intermédiaire « des magistrats, parce que son or et vos âmes toujours ou- « vertes à la corruption le sauveraient. Mais supposons qu'il « meure, ou que, chassé de nos murs, il n'y puisse plus ren- « trer, je ne vois pas ce que la république y aurait gagné au « dedans; car si on la délivre de Côme, elle devient l'esclave de « Messer Rinaldo; et, quant à moi, je suis du nombre de ceux « qui ne veulent pas qu'un citoyen s'élève au-dessus des autres « en puissance et en autorité. Que si l'un des deux devait pré- « valoir, je ne vois pas quel motif me ferait préférer Messer Ri- « naldo à Côme. Je ne veux te dire autre chose, sinon que Dieu « préserve cette cité d'avoir un jour pour maître un de ses ci- « toyens; mais si enfin nos fautes nous attiraient ce malheur, qu'il « la garde du moins d'avoir à obéir à Rinaldo. N'exhorte donc « pas à prendre un parti qui serait funeste de tout point, et ne « crois pas pouvoir, avec le petit nombre de tes partisans, t'op- « poser à la volonté du grand nombre; car tous ces citoyens, les uns « par ignorance, les autres par méchanceté, sont tout disposés à « vendre cette république; et la fortune leur est tellement amie, « qu'ils ont trouvé un acheteur. Conduis-toi suivant mon con- « seil, efforce-toi de vivre sans ostentation; et, à l'égard de la « liberté, n'aies pas moins pour suspects ceux de notre parti « que ceux du parti contraire. Si les troubles renaissaient, reste « neutre, c'est le moyen d'être agréable à chacun et de trouver « ton avantage sans nuire à ta patrie. »

Ce discours calma pour quelque temps l'emportement de Barbadoro, et la tranquillité régna dans Florence tant que dura la guerre de Lucques. Mais la mort de Niccolò da Uzzano ayant suivi la conclusion de la paix, la ville demeura sans guerre et sans frein. Les passions se rallumèrent alors sans obstacle, et Messer Rinaldo, qui se regardait maintenant comme le chef de son parti, ne cessait de prier et d'importuner tous les citoyens

qu'il croyait pouvoir devenir gonfaloniers, de s'armer pour délivrer la patrie de cet homme qui, favorisé par la méchanceté du petit nombre et l'ignorance de la multitude, les conduisait à l'esclavage. Cette conduite de Messer Rinaldo, et celle de ses adversaires, tenait la ville dans de vives alarmes; et toutes les fois qu'on nommait aux magistratures, on comptait publiquement le nombre de ceux qui siégeaient dans chaque parti; et lorsqu'on tirait au sort les seigneurs, toute la ville était en rumeur. Toute affaire portée devant les magistrats, quelque peu importante qu'elle fût, était pour eux un objet de discorde; on divulguait les secrets de l'État; on favorisait indifféremment le bien ou le mal, au gré de chaque parti; les bons comme les méchants étaient également déchirés, et pas une magistrature ne remplissait son office.

Comme Florence était en proie à ces dissensions, Messer Rinaldo, qui ne cessait de poursuivre son projet d'abaisser la puissance de Côme, sachant que Bernardo Guadagni pouvait être nommé gonfalonier, s'empressa de payer les impositions de ce dernier, afin que sa dette envers l'État ne pût l'empêcher d'obtenir cette charge. L'époque du tirage des seigneurs étant arrivée, le sort, complice de nos discordes, voulut que Bernardo sortît pour siéger pendant les mois de septembre et d'octobre. Messer Rinaldo va sur-le-champ le trouver, et lui expose, « combien le parti des nobles et tous ceux qui voulaient vivre tranquillement s'étaient réjouis de le voir parvenu à cette dignité; « que c'était à lui à se conduire de manière qu'ils ne se fussent « pas réjouis en vain. Il lui fit voir ensuite les périls qui naissaient de la division; qu'il n'y avait d'autre moyen de ramener « la concorde, que de détruire Côme, parce que lui seul, par « l'influence qu'il tirait de ses immenses richesses, tenait les « nobles dans l'impuissance; qu'il s'était élevé si haut, qu'il deviendrait infailliblement prince, si l'on n'y prenait garde; qu'il « était donc du devoir d'un bon citoyen d'y apporter un prompt « remède, d'appeler le peuple sur les places publiques, et de « rétablir le gouvernement pour rendre la liberté à la patrie. »

Il lui rappela, « que Messer Salvestro de Médicis avait pu, quoi-« que injustement, mettre un frein à la grandeur des Guelfes, « qui avaient acheté, au prix du sang de leurs aïeux, le gou-« vernement de l'État; et que ce qu'un homme avait pu faire « injustement contre tant de rivaux, eux pourraient bien l'ob-« tenir contre un seul, avec la justice de leur côté. Il l'exhorta « à ne rien craindre, parce que ses amis étaient disposés à lui « prêter le secours de leurs bras, et à ne tenir aucun compte « de l'affection que la populace portait à Côme, qui ne retirait « de cet amour que les avantages qu'en avait obtenus Messer « Scali; qu'il ne fallait point s'embarrasser de ses richesses, « parce qu'une fois Côme entre les mains des seigneurs, elles « seraient à eux. » Il conclut en disant, « que cette mesure, en « même temps qu'elle rendrait le calme et l'unité à la républi-« que, serait pour lui une source de gloire. » A ce discours, Bernardo répondit en peu de mots, « qu'il regardait la chose « dont il venait de lui parler comme nécessaire; que le temps « était venu d'agir, et qu'il n'avait qu'à se tenir prêt avec ses « forces, parce qu'il croyait pouvoir compter sur ses collègues. »

Dès que Bernardo eut pris possession de sa magistrature, qu'il eut disposé ses compagnons, et qu'il se fut entendu avec Messer Rinaldo, il cita Côme, qui, bien qu'un grand nombre de ses amis voulussent l'en détourner, comparut, se confiant plus en son innocence que dans l'indulgence des seigneurs. Aussitôt que Côme est arrivé au palais, il est retenu prisonnier: Messer Rinaldo sort de chez lui avec un grand nombre de gens armés; et suivi de presque tout son parti, il se rend sur la place publique, où les seigneurs convoquent le peuple et établissent une balìà de deux cents membres, pour réformer le gouvernement de l'État. Aussitôt qu'on le put, on s'occupa, dans la balìà, de la réforme de la cité, et de la vie et de la mort de Côme. Un grand nombre voulait qu'on l'exilât; beaucoup demandaient sa mort: le reste se taisait, ou par pitié pour lui ou par crainte des autres, et ces dissentiments ne laissaient rien conclure.

Il y a, dans la tour du palais, un lieu nommé l'*Alberghettino*, qui en occupe toute la largeur. On y renferma Côme, sous la garde de Federigo Malavolti. De cet endroit, il entendait l'assemblée du peuple qui se réunissait, le bruit des armes sur la place, et les fréquents appels que la cloche faisait pour la réunion de la balìà : il commença alors à craindre pour ses jours; mais ce qu'il redoutait le plus, c'est que ses ennemis particuliers ne le fissent mourir d'une manière illégale et violente. Il s'abstenait donc de nourriture, de sorte qu'en quatre jours il ne voulut manger qu'un peu de pain. Federigo s'en étant aperçu, lui dit : « Côme, tu crains d'être empoisonné, et tu te laisses « mourir de faim; c'est me faire bien peu d'honneur, si tu crois « que je puisse prêter les mains à une pareille scélératesse. Je « ne crois pas que tu doives craindre pour ta vie, ayant autant « d'amis au dedans et au dehors du palais : mais si tu dois la « perdre, sois tranquille, ils prendront un autre moyen que de « se servir de moi pour te la ravir. Je ne souillerai jamais mes « mains du sang de personne, et surtout du tien, de toi qui ne « m'offensas jamais : n'aie donc aucune inquiétude; prends ta « nourriture accoutumée, et conserve-toi pour tes amis et pour « la patrie : et afin que tu puisses sans crainte suivre mon conseil, « je veux manger avec toi de tous les mets que l'on t'apportera. » Ces paroles rendirent le courage à Côme : il embrassa Federigo les larmes aux yeux, le remercia avec effusion d'une marque aussi touchante de compassion et de bonté, et lui promit de lui en marquer sa profonde reconnaissance, si jamais la fortune lui en donnait l'occasion.

Côme reprit alors un peu de courage; et tandis que les citoyens continuaient à délibérer sur son sort, Federigo, pour le distraire, amena souper avec lui un certain Farganaccio, homme plaisant et facétieux, qui vivait dans l'intimité du gonfalonier. Côme, qui le connaissait parfaitement, crut pouvoir mettre sa présence à profit; et, sur la fin du repas, il fit signe à Federigo de s'éloigner. Celui-ci le comprit, et feignit d'aller chercher quelque chose qui manquait pour finir le souper : il les laissa

donc seuls; et Côme, après avoir, selon sa coutume, parlé avec affection au Farganaccio, lui donna un contre-seing, et le chargea d'aller chez l'hospitalier de Santa-Maria-Novella, lui demander de sa part onze cents ducats, dont il en garderait cent pour lui, et de porter les mille autres au gonfalonier, en le priant de venir lui parler sous quelque prétexte plausible. Farganaccio accepta la commission. L'argent fut compté : Bernardo s'adoucit; et Côme, au grand regret de Messer Rinaldo, qui voulait sa mort, ne fut que banni à Padoue. Averardo, et une partie des Médicis, ainsi que Puccio et Giovanni Pucci, subirent le même sort; et pour effrayer ceux qu'avait mécontentés l'exil de Côme, on donna le droit de balià aux Huit de la garde et au capitaine du peuple.

Le 3 octobre 1433, après qu'on eut pris cette résolution, Côme parut devant les seigneurs, qui prononcèrent l'arrêt de son exil, l'engageant à obéir, s'il ne voulait qu'on procédât avec plus de rigueur contre sa personne et ses biens. Côme écouta son arrêt d'un front calme et protesta « qu'il irait sans peine « partout où la seigneurie fixerait son exil. Il priait seulement que, « puisqu'on épargnait sa vie, on voulût bien encore la défendre, « car il savait qu'il se trouvait sur la place un grand nombre « d'individus qui désiraient sa mort. Il ajouta enfin, qu'en quel- « que lieu qu'il se trouvât, la ville, ses compatriotes et la sei- « gneurie pouvaient disposer de sa personne et de ses biens. » Le gonfalonier calma ses inquiétudes, le retint au palais jusqu'à la nuit, l'amena ensuite dans sa maison, et après l'avoir fait souper avec lui, le fit conduire jusqu'à la frontière par une nombreuse escorte de gens armés. Partout sur son passage Côme fut comblé d'honneurs : les Vénitiens le visitèrent publiquement, non comme un exilé, mais comme s'il eût été revêtu de quelque suprême dignité.

Florence, restée veuve d'un si grand citoyen, objet de l'amour universel, sembla frappée de stupeur, et la crainte saisit également les vainqueurs et les vaincus. Messer Rinaldo, pressentant alors son destin futur, et ne voulant point manquer à ce

qu'il devait à sa propre cause ni à celle de son parti, rassembla les citoyens qui lui étaient attachés, et leur dit : « Qu'ils avaient « eux-mêmes causé leur ruine en se laissant vaincre par les « prières, les larmes et l'argent de leurs ennemis ; qu'ils ne « voyaient pas qu'ils auraient bientôt eux-mêmes à pleurer et à « supplier, et qu'on n'écouterait pas leurs prières, que per- « sonne n'aurait pitié de leurs larmes ; qu'ils seraient forcés de « restituer le capital de l'argent qu'ils avaient accepté, et qu'ils « en paieraient l'intérêt en tortures, en supplices et en exils ; « qu'il eût bien mieux valu pour eux d'être restés tranquilles « que d'avoir épargné la vie de Côme, et laissé ses amis dans « Florence ; qu'il faut ne point toucher les hommes puissants, « ou les exterminer si on les touche ; qu'il ne voyait qu'un seul « parti, c'était de se fortifier dans la ville, afin qu'au moment où « leurs ennemis reviendraient de leur étonnement, ce qui ne « pouvait tarder, on pût les chasser par la force des armes, puis- « que les voies légales n'avaient pu les bannir ; qu'il n'y avait « qu'un remède, celui qu'il n'avait cessé de recommander de- « puis longtemps, à savoir de regagner les grands, en leur res- « tituant, en leur accordant tous les honneurs de la cité ; de se « fortifier de leur alliance, puisque leurs adversaires s'étaient « appuyés des forces de la multitude ; que par ce moyen leur « parti serait plus vigoureux, puisqu'il renfermerait plus de vie, « plus de vertus, plus de courage et plus de crédit ; que si l'on « n'adoptait cette dernière et unique mesure, il ne voyait pas « comment l'État pourrait se maintenir au milieu de tant d'en- « nemis, qui menaçaient déjà eux et le gouvernement d'une « ruine inévitable et prochaine. »

Mariotto Baldovinetti, un des membres de cette assemblée, fut d'un avis contraire : il parla « de l'orgueil des grands et de « leur caractère insupportable, ajoutant qu'il ne fallait pas se « jeter dans un esclavage certain pour éviter les périls imaginai- « res de la populace. »

Alors Messer Rinaldo, voyant ses conseils rejetés, se plaignit de son malheur et de celui de son parti, imputant tout ce qui

arrivait plutôt à la volonté du ciel qu'à l'ignorance et à l'aveuglement des hommes.

Au milieu de ces événements, et tandis qu'on ne prenait aucune mesure, on saisit une lettre que Messer Agnolo Acciajuoli écrivait à Côme pour l'instruire des dispositions où se trouvait la ville à son égard, l'engager à susciter quelque guerre, et à contracter amitié avec Neri di Gino, jugeant que la ville, dépourvue d'argent, ne trouverait personne qui lui en procurât, et qu'ainsi son souvenir se réveillerait parmi ses concitoyens, et ferait renaître le désir de son retour; que si Neri se détachait de Messer Rinaldo, le parti de ce dernier s'affaiblirait au point qu'il ne pourrait plus se défendre. Cette lettre, tombée entre les mains des magistrats, les engagea à faire arrêter Messer Agnolo, qui fut mis à la torture et envoyé en exil: mais cet exemple ne put arrêter en aucune façon l'élan des esprits, qui se prononçaient en faveur de Côme.

Il y avait déjà près d'un an que Côme avait été banni. A la fin d'août 1434, le sort désigna pour être gonfalonier, pendant les deux mois suivants, Niccolò di Cocco, et avec lui huit seigneurs tous partisans de Côme: Messer Rinaldo et ses partisans en furent effrayés. Comme, avant d'entrer en charge, les seigneurs restent trois jours encore simples citoyens, Messer Rinaldo réunit de nouveau les chefs de son parti, leur exposa qu'ils étaient menacés d'un péril inévitable et prochain; que le seul remède était de prendre les armes, et de faire en sorte que Donato Velluti, qui était alors gonfalonier, rassemblât le peuple sur la place, nommât une nouvelle balià, privât les seigneurs désignés de leur magistrature; qu'on en créât de nouveaux à la convenance de l'État, qu'on brûlât les scrutins d'élection, et qu'on les remplît de noms amis, au moyen de nouveaux bulletins. Les uns regardaient ce moyen comme immanquable et nécessaire; d'autres le jugeaient trop violent, et capable d'attirer sur eux les plus grands reproches. Messer Palla Strozzi, surtout, le blâmait hautement. C'était un homme paisible, plein de douceur et d'amabilité, plus propre à l'étude des lettres qu'à con-

tenir un parti ou à résister aux discordes civiles. Il disait donc que, « quoique les mesures artificieuses ou téméraires parus-« sent faciles à leur début, l'exécution en faisait bientôt con-« naître les difficultés, et l'issue n'en était jamais sans danger; il « croyait que la crainte d'une nouvelle guerre extérieure, dont « les troupes ducales placées en Romagne sur les frontières me-« naçaient la république, engagerait sans doute les seigneurs à « y donner plus d'attention qu'aux discordes de l'intérieur; que « si l'on voyait que leurs rivaux voulussent changer l'État, ce « qui ne pouvait avoir lieu sans qu'on s'en aperçût, on serait « toujours à temps de prendre les armes, et de mettre à exécu-« tion ce qui paraîtrait nécessaire au salut commun. Comme on « agirait alors par nécessité, le peuple en serait moins étonné, « et ils encourraient eux-mêmes moins de reproches. » On arrêta donc qu'on laisserait entrer les nouveaux seigneurs en charge; seulement on surveillerait leur conduite, et si l'on découvrait quelque trame contre le parti, chacun prendrait les armes, se rendrait sur la place de San-Pulinari, lieu voisin du palais, pour se transporter de là où besoin serait.

Après cet arrangement, l'assemblée se sépara; les nouveaux seigneurs prirent possession de leur magistrature. Le gonfalonier, pour se mettre en crédit et frapper de terreur ceux qui tenteraient de lui résister, condamna à la prison Donato Velluti, son prédécesseur, comme ayant détourné à son profit les deniers publics. Il sonda ensuite ses collègues sur le rappel de Côme: les trouvant bien disposés, il en parla à ceux qu'il regardait comme les principaux partisans des Médicis; et, échauffé par leurs conseils, il cita ceux qu'on voyait à la tête du parti opposé, Messer Rinaldo, Ridolfo Peruzzi, et Niccolò Barbadoro. A cette citation, Messer Rinaldo jugea qu'il n'était plus temps de temporiser: il sortit de chez lui, accompagné d'une foule de personnes armées, et fut bientôt rejoint par Ridolfo Peruzzi et Niccolò Barbadoro. Il y avait dans le nombre une multitude d'autres citoyens, et beaucoup de soldats licenciés qui se trouvaient alors à Florence: tous, ainsi qu'on en était convenu, s'arrêtè-

rent sur la place de San-Pulinari. Messer Palla Strozzi, bien qu'il eût réuni assez de monde, ne sortit point de chez lui; Messer Giovanni Guicciardini suivit cet exemple. Messer Rinaldo envoya sur-le-champ pour les presser et leur reprocher ce retard. Messer Giovanni répondit, « qu'il faisait une guerre assez « nuisible au parti de leurs ennemis, si, en restant dans sa mai- « son, il empêchait Pierre, son frère, d'aller au secours du « palais. » Messer Palla reçut tant de messages, qu'il finit par se rendre à cheval sur la place de San-Pulinari, mais accompagné seulement de deux des siens à pied et sans armes. Messer Rinaldo vint à sa rencontre, et lui reprocha amèrement son peu d'empressement, ajoutant « que son refus de se réunir aux au- « tres venait ou d'un manque de confiance ou d'un manque de « courage; qu'un homme qui tenait à conserver une réputation « semblable à la sienne devait fuir ce double reproche avec un « soin égal; qu'il se trompait s'il croyait, en ne faisant point son « devoir contre ses ennemis, qu'ils épargneraient sa vie après « la victoire, et se borneraient à l'exiler; que, quant à lui, « dût-il lui arriver quelque accident sinistre, il s'en consolerait, « en pensant qu'avant le péril il n'avait épargné aucun conseil, et « qu'au moment du danger il avait déployé tout son courage; « que lui, Strozzi, et ceux qui suivaient son exemple, senti- « raient redoubler leurs regrets, en pensant qu'ils avaient trois « fois trahi la patrie : la première, en sauvant Côme; la se- « conde, en rejetant ses conseils; et la dernière, en refusant de « la secourir par les armes. » Aucun de ceux qui étaient présents n'entendit la réponse de Messer Palla, qui tourna bride en murmurant quelques paroles, et revint à sa maison.

Quand les seigneurs furent informés que Messer Rinaldo et son parti avaient pris les armes, et qu'ils se virent abandonnés, il firent fermer le palais; et là, privés de conseils, ils ne savaient que résoudre. Mais le retard que mit Rinaldo à se rendre sur la place, dans l'attente des secours qui n'arrivèrent point, lui enleva l'occasion de vaincre, et laissa le temps aux seigneurs de se fortifier, ainsi qu'à un grand nombre de citoyens de se

réunir à eux, et de les encourager à adopter des mesures propres à faire poser les armes. Quelques-uns de ceux qui pouvaient être moins suspects à Messer Rinaldo allèrent donc le trouver de la part des seigneurs, et lui dirent, « que la seigneurie ignorait pour quelle cause tous ces mouvements avaient lieu; « qu'elle n'avait jamais songé à l'offenser; que si l'on avait « parlé de Côme, on n'avait point pensé à le rétablir; que si « telle était la raison de ses craintes, il pouvait se rassurer; qu'il « n'avait qu'à se rendre au palais, qu'il y serait bien reçu, et « qu'on ferait droit à toutes ses demandes. » Ces assurances n'ébranlèrent point Messer Rinaldo : il répondit qu'il voulait obtenir sa sûreté en faisant rentrer les seigneurs dans la vie privée, et en réorganisant le gouvernement à l'avantage de chacun.

Mais il est rare, quand l'autorité est égale, et les opinions opposées, que l'on prenne une résolution utile. Ridolfo Peruzzi, ébranlé par les paroles des envoyés de la seigneurie, répondit, « que son « seul désir était que Côme ne revînt pas; que, si l'on y consentait, « il regardait cette victoire comme assez belle; qu'il ne voulait pas, « dans l'espoir d'en obtenir une plus éclatante, remplir sa ville « de sang, et qu'il était résolu d'obéir à la seigneurie. » Et il se rendit avec les siens dans le palais, où il fut reçu avec joie. Le retard de Messer Rinaldo sur la place de San-Pulinari, le manque de résolution de Messer Palla, et le départ de Ridolfo, avaient arraché des mains de Rinaldo le succès de son entreprise : les citoyens qui le suivaient commencèrent à sentir se refroidir leur première chaleur, à quoi il faut joindre l'intervention du pape. Le pape Eugène se trouvait alors à Florence, ayant été chassé de Rome par le peuple. A la nouvelle de ce tumulte, il crut de son devoir de le calmer, et chargea le patriarche Messer Giovanni Vitelleschi d'aller trouver Messer Rinaldo, auquel il était uni par la plus étroite amitié, pour le prier de se rendre auprès de lui, parce qu'il croyait avoir assez de crédit sur la seigneurie pour en obtenir sûreté et satisfaction, sans qu'il en coûtât aux citoyens ni sang ni dommage. Persuadé par son ami, Messer Rinaldo se rendit, avec tous ceux qui le suivaient en armes, à Santa-Maria-

Novella, où demeurait le pape. Eugène lui dit que la seigneurie, pour lui donner une marque de sa confiance, l'avait choisi pour arbitre de leurs différends, et que tout se réglerait au gré de ses désirs, dès l'instant qu'il aurait posé les armes. Messer Rinaldo, qui avait vu le peu d'empressement de Messer Palla, et la légèreté de Ridolfo Peruzzi, n'imaginant pas un meilleur parti, se jeta dans les bras du pape, persuadé que son crédit le préserverait de tout danger. Le pontife fit alors signifier à Niccolò Barbadoro, et à ceux qui attendaient au dehors, de s'en retourner et de poser les armes; que Messer Rinaldo restait auprès de lui pour traiter avec les seigneurs. Chacun, à cette invitation, se sépara et quitta ses armes.

Les seigneurs, voyant leurs adversaires désarmés, se servirent de l'entremise du pape pour conclure un accord; mais, d'un autre côté, ils envoyèrent secrètement dans les montagnes de Pistoja, pour en faire venir de l'infanterie, qu'ils introduisirent pendant la nuit dans Florence, avec tous leurs hommes d'armes: ils s'emparèrent des lieux fortifiés, convoquèrent le peuple sur la place, créèrent une nouvelle balià, qui, à peine réunie, rendit à la patrie Côme et tous ceux qui avec lui avaient été bannis. Dans la faction ennemie, elle exila Messer Rinaldo degli Albizzi, Ridolfo Peruzzi, Niccolò Barbadoro et Messer Palla Strozzi, et une si grande quantité d'autres citoyens, qu'il y eut peu de villes en Italie où on n'eût envoyé quelque exilé; beaucoup de contrées hors de l'Italie en furent également inondées. Il en résulta que Florence, par de semblables résolutions, se vit privée non-seulement de citoyens recommandables, mais d'une partie de ses richesses et de son industrie.

Le pape, à la vue des malheurs qui fondaient avec tant de violence sur ceux qui n'avaient posé les armes qu'à sa prière, en témoigna un vif mécontentement, se plaignit à Messer Rinaldo de l'injure qui lui était faite sur sa parole, et l'exhorta à la patience et à tout espérer des changements de la fortune. Messer Rinaldo lui répondit : « Le peu de confiance que m'ont témoi-« gnée ceux qui devaient me croire, et votre parole que j'ai crue

« trop légèrement, ont causé ma ruine et celle de mes amis. Mais « je dois me plaindre de moi-même plus que de personne, puisque « j'ai pu croire que vous, qui aviez été chassé de votre patrie, « vous pourriez me maintenir dans la mienne. Je n'ai que trop « bien éprouvé les caprices du sort ; et comme je ne me suis ja- « mais confié dans la prospérité, le malheur ne peut me blesser « profondément. Je sais que lorsqu'il lui plaira, la fortune pourra « me montrer un front plus riant ; mais dût-elle ne le faire jamais, « je regarderai toujours comme une chose peu désirable de vivre « dans une ville où les lois sont moins puissantes que les hommes, « parce que la seule patrie digne de nos vœux est celle où l'on « peut jouir avec sécurité de ses biens et de ses amis, et non « celle où l'on est à chaque instant exposé à perdre ses biens, et « où les amis, dans la crainte de blesser leurs intérêts, vous « abandonnent lorsque l'on a le plus besoin d'eux. Les hommes « sages et vertueux sont toujours moins touchés du récit que de « l'aspect des maux de leur patrie, et ils regardent comme un « sort plus glorieux d'être un banni plein d'honneur qu'un ci- « toyen esclave. » A ces mots, il quitta le pape, rempli d'indignation, et maudissant souvent en lui-même ses propres déterminations et la froideur de ses amis, il se rendit au lieu de son exil. Côme, de son côté, instruit de son rappel, se hâta de revenir à Florence ; et il est rarement arrivé qu'un citoyen, triomphant après une victoire, ait été reçu dans sa patrie avec cet empressement avide de tout un peuple, et ces marques éclatantes d'amour qui l'accueillirent revenant de l'exil ; chacun, de son propre mouvement, le salua du nom de bienfaiteur du peuple et de père de la patrie.

FIN DU QUATRIÈME LIVRE.

LIVRE CINQUIÈME.

De 1434 à 1440.

Au milieu des révolutions qu'ils subissent, les États tombent le plus souvent de l'ordre dans le désordre, pour retourner enfin du désordre à l'ordre ; car, comme il n'est pas dans la nature des choses de ce monde de s'arrêter, dès qu'elles sont arrivées à leur extrême perfection, ne pouvant plus s'élever, il est nécessaire qu'elles descendent. De même, après qu'elles sont descendues, et que les désordres les ont précipitées à leur dernier degré d'abaissement, ne pouvant descendre plus bas, il faut nécessairement qu'elles se relèvent. Et c'est ainsi que toujours du bien l'on tombe dans le mal, et que du mal on remonte au bien. La valeur, en effet, enfante le repos, le repos l'oisiveté, l'oisiveté le désordre, et le désordre la ruine : de même, l'ordre naît du désordre, la vertu de l'ordre, et de la vertu la gloire et la bonne fortune. Les hommes sages ont aussi remarqué que les lettres marchent à la suite des armes, et que, dans les États et dans les villes, les capitaines naissent avant les philosophes. Lorsque le courage et la discipline ont produit la victoire, et la victoire la paix, la force de ces esprits belliqueux pourrait-elle céder à une séduction plus douce qu'à celle des lettres, et pour pénétrer dans une ville bien policée, l'oisiveté peut-elle s'armer d'un charme plus irrésistible et plus dangereux ? Caton avait sondé toute la profondeur du mal, lorsque vinrent à Rome les philosophes Diogène et Carnéade que les Athéniens envoyaient au sénat ; voyant la jeunesse romaine commencer à les suivre avec admiration, et pressentant le mal dont ces loisirs paisibles

menaçaient sa patrie, il fit défendre qu'à l'avenir aucun philosophe pût être reçu dans Rome.

C'est donc à ces causes que l'on doit attribuer la ruine des empires; mais, cette ruine une fois consommée, les hommes que leurs malheurs ont éclairés reviennent à l'ordre, comme on l'a dit, si, d'ailleurs ils ne restent étouffés par une force extraordinaire : c'est à elles encore que l'Italie dut tantôt sa prospérité et tantôt son malheur, d'abord sous les anciens Toscans, depuis sous les Romains. Et quoique, dans la suite, l'Italie n'ait rien vu s'élever sur les ruines romaines qui ait pu la dédommager de ce qu'elle aurait pu achever glorieusement sous un gouvernement sage et vigoureux, néanmoins il se manifesta un tel courage dans les villes nouvelles et dans les nombreux États qui naquirent sur les débris de Rome, que, bien qu'aucun d'eux en particulier n'eût obtenu la supériorité, ils vécurent cependant dans un équilibre, une harmonie, qui leur permirent de la défendre et de la délivrer enfin des Barbares.

Si, parmi ces nouveaux États, les Florentins eurent des possessions moins étendues, ils ne furent inférieurs aux autres ni en influence, ni en pouvoir. Placés au centre de l'Italie, riches et prompts à l'attaque, ils soutinrent avec bonheur toutes les guerres qu'on leur suscita, ou firent pencher la victoire du côté de ceux qu'ils favorisaient. Si l'humeur belliqueuse de leurs nombreux voisins ne leur permit jamais de jouir des loisirs d'une longue paix, les fureurs de la guerre ne les entraînèrent jamais non plus dans de grands dangers; et de même qu'on ne peut dire que la paix existe là où les princes tournent si souvent leurs armes les uns contre les autres, de même on ne saurait regarder comme une guerre des différends dans lesquels les hommes s'épargnaient entre eux, les villes n'étaient pas ravagées, les États demeuraient intacts; et ces guerres se conduisirent sur la fin avec tant de mollesse, qu'on les commençait sans crainte, qu'on les continuait sans danger, et qu'on les terminait sans dommage : de sorte que le courage, qu'éteint ordinairement une longue paix dans les autres pays, s'éteignit en Italie

par la lâcheté des guerres ; comme ne le feront que trop voir les événements que nous aurons à décrire : depuis 1434 jusqu'en 1494, où l'on verra comment enfin la voie fut de nouveau ouverte aux Barbares, et comment l'Italie se remit d'elle-même sous leur joug.

Si les actions de nos princes, et au dehors et au dedans, n'excitent l'admiration ni par leur grandeur ni par leur éclat, comme celles que nous lisons des anciens, en les examinant sous un autre point de vue, on ne verra pas sans un moindre étonnement que tant et de si nobles peuples aient pu se laisser imposer le frein par des armées si lâches et si mal conduites. Si le récit des événements arrivés dans un monde aussi dépravé ne montre ni vigueur dans les soldats, ni courage dans les capitaines, ni amour de la patrie dans les citoyens, on verra du moins par quels piéges, avec quelle astuce et quel art perfide les princes, les soldats, les chefs des États, se conduisaient pour conserver une réputation qu'ils ne méritaient pas. Ces faits ne seront peut-être pas moins utiles à étudier que les grandes choses antiques ; car si les unes excitent les âmes vertueuses à les imiter, les autres exciteront ces mêmes âmes à les éviter et à les empêcher de se renouveler.

Ceux qui gouvernaient alors l'Italie l'avaient réduite au point que, lorsque les princes, en s'accordant, donnaient naissance à la paix, elle était bientôt troublée par ceux qui avaient les armes en main. Ainsi la guerre ne donnait point la gloire, ni la paix le repos. C'est ainsi que la paix ayant été conclue en 1433, entre le duc de Milan et la ligue, les soldats, qui voulaient continuer la guerre, se tournèrent contre l'Église. Deux factions armées, les Braschi et les Sforza, divisaient alors l'Italie : le comte François, fils de Sforza, se trouvait à la tête de la dernière ; l'autre avait pour chefs Niccolò Piccinino et Niccolò Fortebraccio. Presque toutes les armées qui existaient en Italie s'étaient réunies à l'un de ces deux partis. Celui de Sforza l'emportait en crédit, tant à cause des qualités du comte, que par la promesse que lui avait faite le duc de Milan, de lui donner madame

Blanche, sa fille naturelle : l'espoir d'une telle alliance lui avait obtenu la plus grande influence. Après la paix de Lombardie, ces bandes armées assaillirent le pape Eugène sous divers prétextes. Niccolò Fortebraccio y était porté par l'ancienne inimitié que Braccio avait toujours manifestée contre l'Église ; le comte agissait par ambition. En conséquence, Niccolò attaqua Rome, et le comte se rendit maître de la Marche. Alors les Romains, qui ne voulaient pas la guerre, chassèrent de la ville le pape Eugène ; qui se réfugia à Florence à travers mille dangers. Là, ayant considéré le péril dans lequel il se trouvait, et se voyant abandonné des princes, qui ne voulaient pas reprendre pour lui les armes qu'ils avaient posées avec tant d'empressement, il fit sa paix avec le comte, et lui concéda la seigneurie de la Marche, quoique le comte à l'injure de s'en être emparé eût ajouté la dérision ; car pour marquer le lieu d'où il écrivait à ses agents, il disait en latin, suivant la coutume italienne : *Ex Girfalco nostro Firmiano, invito Petro et Paulo.* Peu satisfait encore de la concession de cette principauté, il voulut être nommé gonfalonier de l'Église, et tout lui fut accordé par Eugène, qui redoutait plus une guerre périlleuse qu'une honteuse paix. Le comte, devenu de cette manière l'allié du pape, se mit à la poursuite de Niccolò Fortebraccio ; et pendant plusieurs mois les terres de l'Église furent le théâtre de divers combats qu'ils se livrèrent entre eux, et dont le pape et ses sujets eurent encore plus à souffrir que ceux qui se faisaient la guerre. Enfin le duc de Milan interposa sa médiation, et les deux rivaux conclurent une trêve par laquelle l'un et l'autre demeurèrent princes dans les possessions de l'Église.

Cette guerre, à peine éteinte dans Rome, fut rallumée dans la Romagne par Battista da Canneto. Ce dernier massacra dans Bologne quelques membres de la famille des Grifoni, et chassa de la ville le gouverneur nommé par le pape, ainsi que plusieurs de ses ennemis personnels. Décidé à retenir ces États par la force, il implora les secours de Philippe; et le pape à son tour, pour venger son injure, réclama l'appui des Vénitiens et des Florentins.

Chacun de son côté écouta les propositions qui lui étaient faites, et deux fortes armées se trouvèrent bientôt en présence dans la Romagne. Philippe avait pour général Niccolò Piccinino; l'armée de Venise et de Florence était commandée par Gattameleta et Niccolò da Tolentino. On livra bataille dans les environs d'Imola: les Vénitiens et les Florentins furent battus; Niccolò da Tolentino, pris et envoyé au duc, mourut quelques jours après, ou par quelque fraude de ce prince, ou du désespoir d'avoir été défait. Après cette victoire, le duc, que les guerres précédentes avaient peut-être affaibli, ou persuadé que la ligue, découragée par sa défaite, demeurerait inactive, négligea de suivre sa fortune, et laissa au pape et à ses alliés le temps de se réunir de nouveau. La ligue choisit donc le comte François pour capitaine, et forma le projet de chasser Niccolò Fortebraccio des possessions de l'Église, afin d'essayer de mettre un terme à cette guerre, commencée en faveur du pontife.

Les Romains voyant le pape appuyé d'une aussi forte armée, cherchèrent à se réconcilier avec lui; ils y réussirent, et consentirent à recevoir un de ses commissaires. Niccolò Fortebraccio possédait, entre autres places, Tivoli, Montefiascone, Città-di-Castello et Ascesi. Ne pouvant tenir la campagne, il s'était réfugié dans la dernière où le comte vint l'assiéger. La vigueur avec laquelle il se défendait fit traîner le siége en longueur, et le duc crut alors de son intérêt d'empêcher la ligue d'obtenir cette victoire, ou, s'il ne pouvait y parvenir, de se préparer à défendre ses propres États. Pour obliger le comte à lever le siége, il commanda à Niccolò Piccinino de traverser la Romagne et d'entrer en Toscane: de sorte que la ligue, jugeant qu'il était plus nécessaire de défendre cette contrée que d'occuper Ascesi, ordonna au comte de s'opposer au passage de Niccolò, qui, avec son armée, se trouvait déjà à Forli. Sforza mit soudain ses troupes en mouvement, et vint à Césène, après avoir confié à son frère Lione le soin de diriger la guerre dans la Marche, et de défendre ses États. Mais tandis que Piccinino s'efforçait de passer, et le comte d'y mettre obstacle, Niccolò Fortebraccio attaque subite-

ment Lione, le fait prisonnier après un combat glorieux, disperse totalement ses troupes, et, poursuivant sa victoire, s'empare avec la même rapidité de la plupart des villes de la Marche. Cette défaite affecta vivement le comte, qui, craignant la perte de tous ses États, laissa une partie de l'armée pour tenir tête à Piccinino, et courut avec le reste s'opposer à Fortebraccio, qu'il combattit et vainquit : Fortebraccio, blessé et fait prisonnier dans la déroute, mourut des suites de sa blessure. Cette victoire rendit au pontife toutes les villes que Niccolò Fortebraccio lui avait enlevées, et contraignit le duc à demander la paix, qui fut conclue par l'entremise de Niccolò d'Est, marquis de Ferrare. On restitua à l'Église tout ce qu'occupait le duc, dont les troupes retournèrent en Lombardie. Battista da Canneto, ainsi qu'il arrive à tous ceux qui ne se maintiennent dans un État que par le secours et les forces d'autrui, une fois les troupes ducales éloignées de la Romagne, se voyant dans l'impossibilité de conserver Bologne par son courage et ses propres ressources, sortit de cette ville, et Messer Antonio Bentivogli, chef du parti opposé, se hâta d'y retourner.

Tous ces événements s'étaient passés à l'époque de l'exil de Côme : à son retour, tous ceux qui avaient contribué à son rétablissement, et les nombreux citoyens qui avaient quelque outrage à venger, résolurent d'assurer leur situation sans aucun ménagement. La seigneurie qui entra en charge aux mois de novembre et de décembre suivants, non contente de ce qu'avait fait pour le parti la seigneurie précédente, changea et prolongea l'exil d'une multitude de bannis, et en exila de nouveau un grand nombre. L'on ne se contenta plus de bannir un citoyen à cause de son parti : les richesses, les alliances, les inimitiés privées, devinrent des titres de proscription. Si l'on eût versé en même temps le sang des proscrits, ces proscriptions auraient été semblables en tout à celles d'Octave et de Sylla. Elles ne furent cependant pas entièrement exemptes de scènes sanglantes : Antonio, fils de Bernardo Guadagni eut la tête tranchée ; quatre autres citoyens, parmi lesquels se trouvaient Zanobi dei Belfratelli, et Cosimo Bar-

badoro, ayant rompu leur ban, et se trouvant à Venise, les Vénitiens firent plus de cas de l'amitié de Côme que de leur propre honneur : ils les lui envoyèrent prisonniers, et on les fit mourir honteusement. Cet événement augmenta le crédit du parti, et inspira une profonde terreur à ses ennemis, étonnés qu'une république aussi puissante eût vendu sa liberté aux Florentins. On pensa qu'elle l'avait fait moins pour être utile à Côme que pour enflammer de plus en plus les partis qui déchiraient Florence, et rendre par le sang versé nos divisions plus dangereuses ; car le plus grand obstacle que les Vénitiens vissent à leur grandeur, c'était l'union de notre cité.

L'État ainsi délivré de ses ennemis, ou de ceux qui lui étaient suspects, les vainqueurs comblèrent de bienfaits tous ceux qu'ils croyaient pouvoir renforcer leur parti : ils rendirent à la patrie la famille des Alberti, et tous ceux qui avaient été déclarés rebelles ; ils firent entrer dans la classe de la bourgeoisie tous les grands, à un très-petit nombre d'exceptions ; et ils se partagèrent entre eux, à vil prix, toutes les propriétés des rebelles. Ensuite ils pourvurent, par de nouvelles lois et de nouveaux règlements, à leur propre sûreté, firent de nouveaux scrutins, enlevant des bourses les noms de leurs ennemis, et y substituant ceux de leurs partisans. Éclairés par la ruine de leurs ennemis, et convaincus que des scrutins choisis ne suffisaient pas pour affermir leur faction d'une manière stable, ils résolurent de choisir toujours parmi les chefs de leur parti les magistrats auxquels était confié le sang des citoyens : en conséquence, ils voulurent que les *accopiatori*, préposés pour déposer dans les bourses les nouveaux scrutins, eussent, avec la seigneurie sortante, le droit de nommer la nouvelle. Ils donnèrent aux Huit de la garde le droit de condamner à mort ; ils veillèrent à ce que les bannis, après l'expiration de leur temps, ne pussent revenir sans que les seigneurs et les colléges, qui sont au nombre de trente-sept, consentissent préalablement à leur rappel, à la majorité de trente-quatre voix. On défendit d'écrire aux exilés et de recevoir de leurs lettres. Toute parole, tout signe, toute relation, qui auraient pu

déplaire en rien au gouvernement, étaient punis avec la plus extrême rigueur. S'il était resté dans Florence quelque individu suspect que ces mesures n'eussent point atteint, il se trouvait accablé par les nouveaux impôts qu'on avait établis. Parvenus ainsi en peu de temps à chasser et à appauvrir le parti de leurs ennemis, ils se consolidèrent dans le pouvoir qu'ils étaient parvenus à lui enlever. Pour tirer parti de tous les secours extérieurs, et les enlever à ceux qui auraient voulu s'en servir contre eux, ils se liguèrent avec le pape, les Vénitiens et le duc de Milan, pour la défense réciproque de leurs États.

Telle était la situation des affaires de Florence, lorsque la reine Jeanne de Naples mourut, et par son testament institua René d'Anjou pour héritier de ses États. Alphonse, roi d'Aragon, se trouvait alors en Sicile : se confiant en l'amitié d'un grand nombre de barons, il se préparait à faire la conquête du royaume. Les habitants de Naples et le reste des barons étaient favorables à René. Le pape, de son côté, ne voulait ni que René ni qu'Alphonse se rendissent maîtres du royaume : son intention était qu'un gouverneur nommé par lui l'administrât. Cependant Alphonse pénétra dans le royaume, et fut reçu par le duc de Sessa. Déjà maître de Capoue, qu'occupait en son nom le prince de Tarente, il prit à sa solde quelques princes, dans le dessein de soumettre les Napolitains à sa volonté, et envoya en même temps sa flotte attaquer Gaëte, qui tenait pour eux. Ceux-ci implorèrent le secours de Philippe, qui persuada aux Génois de se charger de cette entreprise ; ce qu'ils firent pour satisfaire tout à la fois le duc, qui les gouvernait, et sauver les marchandises qu'ils avaient à Naples et à Gaëte : ils armèrent donc une flotte redoutable. Alphonse, de son côté, ayant eu connaissance de ce projet, augmenta la sienne, alla en personne au-devant des Génois, leur livra bataille à la hauteur de l'île de Ponzio : la flotte aragonaise fut dispersée ; Alphonse, ainsi que plusieurs autres princes, fut fait prisonnier et remis par les Génois entre les mains de Philippe.

Cette victoire effraya tous les souverains d'Italie, qui redou-

taient la puissance de Philippe. Ils sentirent que jamais il ne s'était offert à lui une occasion plus faverable de s'emparer de la domination universelle. Mais il prit un parti tout opposé à l'opinion générale, tant sont diverses les pensées des hommes! Alphonse, dont la prudence était consommée, aussitôt qu'il put entretenir le duc, lui fit voir l'erreur qu'il commettait, en le desservant pour favoriser René. Il lui représenta « que si René devenait roi « de Naples, il ferait tout ses efforts pour que Milan devînt su- « jette du roi de France, afin d'avoir un appui à sa portée, et « n'être point obligé, en cas de besoin, de s'ouvrir un chemin « aux secours; qu'il ne pourrait s'assurer cette ressource que par « la ruine de Philippe et en rendant ses États entièrement fran- « çais; que tout le contraire arriverait, si lui, Alphonse, en de- « venait le maître; que les Français étant les seuls ennemis qu'il « eût à craindre, il devait nécessairement aimer, flatter, et, ce « qui est bien plus, reconnaître pour maître celui qui seul pou- « vait ouvrir les chemins à ces ennemis; que, de cette manière, « Alphonse n'aurait guère que le titre de roi, mais que l'auto- « rité et la puissance appartiendraient en effet à Philippe; que « c'était surtout au duc qu'il convenait de considérer les dangers « du premier parti et l'utilité de l'autre, à moins qu'il ne voulût « satisfaire un désir aveugle, plutôt que de s'assurer de l'empire; « que, dans le premier cas, il devenait prince souverain et libre, « tandis que, dans le second, placé entre deux princes égale- « ment puissants, il devait perdre ses États ou vivre dans des « alarmes continuelles, et contraint comme un esclave d'obéir à « leur volonté. » Ces paroles eurent assez de pouvoir sur l'esprit du duc pour le faire changer d'avis et l'engager à rendre la liberté à Alphonse. Il le renvoya comblé d'honneurs, d'abord à Gênes, et ensuite dans le royaume. Alphonse se transporta immédiatement à Gaëte, dont quelques seigneurs de son parti s'étaient emparés aussitôt qu'ils avaient appris sa délivrance.

Les Génois voyant que Philippe, sans égard pour eux, avait rendu la liberté au roi; qu'il se faisait honneur des dépenses et des dangers qu'eux seuls avaient soufferts; que tout le mérite de

la délivrance d'Alphonse lui appartenait, tandis qu'ils n'auraient, eux, que celui de l'avoir pris et battu, s'enflammèrent de courroux contre le duc. Quand Gênes vit dans la plénitude de sa liberté, les libres suffrages des citoyens élisent un chef auquel ils donnent le nom de doge, non pour qu'il soit un maître absolu, ni pour qu'il délibère seul, mais afin que, comme chef, il puisse proposer les questions sur lesquelles les magistrats et les conseils ont à délibérer. Cette ville possède beaucoup de familles nobles, dont la puissance est si grande, qu'elles se soumettent difficilement à l'obéissance envers les magistrats. Celles des Fregosi et des Adorni s'élèvent au-dessus de toutes les autres : ce sont elles qui fomentent toutes les divisions dont cette ville est déchirée, et qui en troublent l'ordre civil. Comme elles se disputent cette suprême dignité, non par des voies légales, mais le plus souvent les armes à la main, il en résulte qu'il y a toujours un parti opprimé et l'autre qui gouverne ; il arrive même souvent que ceux que l'on dépouille de leurs honneurs cherchent des armes au dehors, et soumettent à l'empire d'un étranger cette patrie qu'ils n'ont pu gouverner eux-mêmes : aussi est-il souvent arrivé et souvent arrive-t-il encore que ceux qui règnent en Lombardie commandent également à Gênes. Il en était précisément ainsi lorsqu'Alphonse d'Aragon fut fait prisonnier. François Spinola était du nombre des principaux Génois qui avaient soumis leur patrie à Philippe ; mais, peu de temps après la lui avoir asservie, il se vit, ainsi qu'il arrive toujours en pareil cas, l'objet des soupçons du duc. Spinola, dans son dépit, s'était choisi pour ainsi dire un exil volontaire à Gaëte, où il se trouvait lors du combat naval qui eut lieu contre Alphonse : il s'y comporta avec la plus grande valeur, et crut de nouveau avoir assez bien mérité du duc pour pouvoir du moins, en récompense de ses services, rester à Gênes avec sécurité. Mais voyant que Philippe, toujours soupçonneux, ne pouvait se croire aimé de celui qui n'avait point aimé la liberté de son pays, il résolut de tenter de nouveau la fortune, et de rendre tout à la fois la liberté à sa patrie, et à lui-même la réputation et la tranquillité ;

jugeant bien qu'il n'avait pas d'autre moyen de rentrer en grâce auprès de ses concitoyens, que de leur offrir le remède et la santé de la même main qui leur avait fait la blessure. L'indignation universelle qu'inspira contre le duc la délivrance du roi lui fit regarder ce moment comme propice pour mettre à exécution les desseins qu'il avait conçus : il les communiqua à quelques citoyens qu'il savait être de la même opinion, ranima leur courage et les disposa à le seconder.

C'était la fête de saint Jean-Baptiste, jour solennel, dans lequel Arismino, nouveau gouverneur nommé par le duc, faisait son entrée dans Gênes. Il avait déjà pénétré dans la ville, accompagné d'Opicino, ancien gouverneur, et d'une foule de Génois, lorsque François Spinola, ne croyant pas devoir différer, sortit en armes de sa maison, suivi de tous les complices de son entreprise; et lorsqu'il fut sur la place, située au-devant de sa demeure, se mit à pousser le cri de liberté. Ce fut une chose merveilleuse que l'enthousiasme avec lequel le peuple et les citoyens se soulevèrent à ce cri : il fut tel qu'aucun de ceux qui, par intérêt ou par tout autre motif, se sentaient du penchant pour le duc, n'eut le temps de s'armer, ayant à grand'peine celui de songer à la fuite. Arismino et quelques Génois de sa suite se réfugièrent dans la citadelle, gardée au nom du duc. Opicino croyant pouvoir se sauver ou ranimer ses amis, s'il parvenait dans le palais où il avait deux mille hommes à ses ordres, se dirigea de ce côté; mais il fut tué avant d'arriver sur la place, et son corps, déchiré en lambeaux, fut traîné par toute la ville. Les Génois replacèrent la cité sous leurs libres magistrats, s'emparèrent en peu de jours de la citadelle et des autres forteresses que possédait le duc, et s'affranchirent entièrement du joug de Philippe.

Ces événements, qui, dans le principe, avaient fort effrayé tous les souverains d'Italie, et leur avaient fait craindre que le duc ne devînt trop puissant, leur donnèrent l'espoir, lorsqu'ils en connurent les résultats, de pouvoir imposer un frein à son ambition; et, malgré l'alliance qui venait d'être tout récemment

conclue, les Vénitiens et les Florentins firent un traité avec les Génois. Alors Messer Rinaldo degli Albizzi et les autres chefs des exilés florentins, voyant tout bouleversé, et la face des affaires entièrement changée, conçurent l'espoir d'engager le duc dans une guerre ouverte contre Florence : ils se rendirent à Milan auprès de Philippe, et Messer Rinaldo lui adressa la parole en ces termes :

« Si, après avoir été jadis tes ennemis, nous venons aujour-« d'hui avec confiance implorer ton appui pour rentrer dans « notre patrie, ni toi, ni aucun de ceux qui savent comment « procèdent les choses d'ici-bas, et combien la fortune est « changeante, ne doit s'en étonner, d'autant plus que nous pou-« vons présenter des excuses plausibles et raisonnables de notre « conduite passée et présente, soit envers toi, pour ce que nous « avons fait jadis, soit envers notre patrie, pour ce que nous « faisons aujourd'hui. Nul homme sage ne fera jamais un crime « à personne de chercher à défendre son pays, de quelque fa-« çon qu'il le défende. Notre but ne fut jamais de te faire tort, « mais de préserver Florence de tout dommage; et la preuve, « c'est qu'au milieu des victoires les plus importantes de notre « ligue, lorsque nous pûmes croire que tu voulais sincèrement « la paix, nous manifestâmes plus que toi le désir de la con-« clure. Nous sommes donc certains de n'avoir jamais rien fait « qui puisse nous faire craindre de ne point obtenir une grâce « de toi. Notre patrie, de son côté, ne peut se plaindre de ce « que nous t'exhortons maintenant à tourner contre elle ces « armes dont nous l'avons défendue avec tant de constance; car « cette patrie-là seule mérite d'être aimée de tous ses enfants, « qui les chérit tous également, et non celle qui n'en considère « que quelques-uns et méprise tous les autres. Qu'on ne dise « point qu'il est toujours criminel de prendre les armes contre « la patrie; car, bien qu'un État soit un corps composé, il a des « points de ressemblance avec les corps simples; et comme ces « derniers sont sujets à des infirmités que l'on ne peut guérir « que par le fer et le feu, de même, dans un État, il arrive

« tant d'accidents funestes, qu'un homme sage et pénétré « d'amour pour la patrie serait plus coupable de la laisser livrée « à son mal, que de tenter de la guérir en y employant le fer. « Quel fléau plus grave peut s'attacher au corps d'une république, « que la servitude? Quel remède plus nécessaire à employer, « que celui qui peut lui enlever son mal? Les guerres indispen- « sables sont les seules justes, et l'emploi des armes est chari- « table lorsqu'il ne reste plus d'autre espérance. Je ne connais « point d'obligation plus impérieuse que la nôtre, ni de piété « plus juste que celle qui arrache la patrie à l'esclavage. Certes, « notre cause est celle de la justice et de l'humanité; et ce doit « être pour nous, ainsi que pour toi, une importante considéra- « tion. La justice se trouve également de ton côté. Les Floren- « tins, en effet, n'ont pas rougi, après une paix jurée solennelle- « ment, de se liguer contre toi avec les Génois révoltés. Ah! si « notre cause ne peut t'émouvoir, que le courroux excite ta ven- « geance. Tout, d'ailleurs, facilite ton entreprise. Ne te laisse « point effrayer par les exemples que ce peuple a donnés jadis « de sa puissance et de son opiniâtreté à se défendre : sans doute « tu devrais trembler encore, s'il avait conservé sa vertu d'au- « trefois. Mais aujourd'hui tu trouveras tout changé : en effet, « quelle puissance veux-tu que conserve une ville qui vient « d'épuiser son propre sein de ses trésors les plus précieux et de « son industrie? quelle résistance peut opposer un peuple ré- « cemment désuni par tant d'inimitiés? Les richesses qu'elle a « conservées éprouvent l'effet de ces discordes : on ne peut plus « les dépenser comme on le faisait en des temps plus heureux. « Les hommes consomment sans regret leur patrimoine, lors- « qu'ils voient naître de son emploi la gloire, l'honneur ou le « salut d'une patrie qui leur appartient; lorsqu'ils espèrent re- « couvrer dans la paix les biens que la guerre leur a enlevés, et « non quand ils se voient également opprimés et dans la guerre « et dans la paix, exposés dans l'une aux ravages de l'ennemi, « et dans l'autre à l'insolence de ceux qui leur commandent. « L'avarice des citoyens est plus nuisible aux peuples que la ra-

« pacité des ennemis : on peut espérer quelquefois de voir la fin « de l'une ; de l'autre ; jamais. Dans les guerres précédentes, tu « as porté les armes contre toute une cité ; maintenant tu n'as « affaire qu'à une très-petite partie de ses forces : tu venais arra- « cher l'État des mains de citoyens nombreux et brûlants de cou- « rage ; maintenant tu viens le ravir à quelques hommes efféminés « nés et peu nombreux : tu venais enchaîner la liberté d'une « république ; tu viens aujourd'hui la lui rendre. Il serait in- « sensé de croire qu'où les motifs sont si différents, les résultats « soient les mêmes ; il faut compter au contraire sur une vic- « toire certaine : tu peux facilement juger combien elle consoli- « derait tes propres États ; car la Toscane, liée à ta cause par de « si grandes obligations, et devenue ton amie, te sera plus utile « dans tes nouvelles entreprises que Milan même ; et cette con- « quête, qui autrefois eût été considérée comme l'inspiration de « la violence et de l'ambition, aujourd'hui on l'attribuera à la jus- « tice et à l'humanité. Ne laisse donc point échapper cette occa- « sion, et réfléchis que, si tes autres tentatives contre cette ville « n'ont enfanté pour toi, après tant d'efforts, que la honte et « l'épuisement de tes trésors, celle-ci te donnera aisément d'im- « menses avantages et la plus noble renommée. »

Il ne fallait pas tant de paroles pour porter le duc à la guerre contre les Florentins : c'était assez de sa haine héréditaire et d'une ambition aveugle, dont l'empire était d'autant plus fort sur son esprit, qu'elle était encore excitée par l'accord conclu tout récemment avec les Génois, et qu'il regardait comme un nouvel outrage. Néanmoins, la pénurie de son trésor, les périls qu'il avait courus, joints à la mémoire encore récente de ses pertes, et à l'incertitude des espérances des bannis, tout l'effrayait encore. A peine avait-il appris la révolte de Gênes, qu'il avait fait marcher contre elle Niccolò Piccinino avec tous ses hommes d'armes et les gens de pied qu'on avait pu rassembler dans le pays, pour tenter de la reprendre par la force, avant que les Génois se fussent affermis dans leur dessein, et eussent organisé leur nouveau gouvernement : mais il comptait particu-

lièrement sur la citadelle que ses troupes occupaient encore. Quoique Niccolò eût réussi d'abord à chasser les Génois des hauteurs, qu'il leur eût enlevé la vallée de Ponzeveri, où ils s'étaient fortifiés, et qu'il les eût repoussés jusque dans les remparts de la ville, le courage acharné avec lequel ils se défendirent lui présenta de tels obstacles pour pénétrer plus avant, qu'il fut contraint de s'éloigner. Alors le duc, d'après le conseil des bannis florentins, lui ordonna d'attaquer la rivière du Levant, et de faire aux Génois sur les frontières de Pise, la guerre la plus opiniâtre qu'il pourrait; jugeant que cette opération ferait naître par la suite le parti que les circonstances lui permettraient de prendre. Niccolò, en conséquence, assiégea Serezana et la prit. Après avoir commis de nombreux dégâts, il vint à Lucques, sous prétexte de passer dans le royaume au secours du roi d'Aragon, mais, en effet, pour inspirer plus de crainte aux Florentins.

Au milieu de ces événements, le pape Eugène quitta Florence et se rendit à Bologne, où il négocia un nouvel arrangement entre la ligue et le duc, exposant qu'il se verrait forcé, si le duc ne consentait pas à traiter, de céder à la ligue le comte Francesco, qui se battait alors à sa solde et comme son allié. Quoique le pape fît tous ses efforts pour réussir dans sa négociation, ses démarches néanmoins furent inutiles, parce que le duc ne voulait absolument traiter que si on lui cédait Gênes : la ligue de son côté voulait que Gênes restât libre ; c'est pourquoi les deux partis comptaient peu sur la paix, et se préparaient à la guerre,

Lorsque Nicoolò Piccinino fut arrivé à Lucques, les Florenrentins, craignant quelques nouveaux mouvements, firent parcourir le pays de Pise par une troupe de cavaliers aux ordres de Neri di Gino, et obtinrent du pape que le comte Francesco attaquerait Niccolò : en conséquence, ils s'arrêtèrent avec leur armée à San-Gonda. Piccinino qui se trouvait à Lucques, demandait le passage pour se rendre dans le royaume de Naples, et menaçait, en cas de refus, de le prendre par force. Les armées étant également fortes, les capitaines également habiles, aucune d'elles ne voulait tenter la fortune : toutes deux redoutaient en

outre la rigueur de la saison (on était alors au mois de décembre), et l'on demeura plusieurs jours sans s'attaquer. Le premier qui se mit en mouvement fut Niccolò Piccinino, auquel on fit entendre que, s'il attaquait de nuit Vico-Pisano, il s'en rendrait maître facilement. Niccolò tenta l'entreprise; mais n'ayant pu réussir à s'emparer de la place, il ravagea tout le pays d'alentour, et brûla le bourg de San-Giovanni-alla-Vena, après l'avoir pillé.

Cette tentative, quoiqu'elle eût en partie échoué, décida cependant Niccolò à pousser plus avant, surtout lorsqu'il eut remarqué que le comte et Neri n'avaient pas bougé. En conséquence, il attaqua Santa-Maria-in-Castello et Filetto, dont il se rendit maître. Les troupes florentines restèrent encore immobiles, non que le comte eût peur, mais parce que dans Florence les magistrats n'avaient point encore déclaré la guerre, par considération pour le pape qui traitait de la paix. Cette conduite prudente des Florentins fut attribuée à la crainte: leurs ennemis en prirent une nouvelle audace, et résolus d'emporter d'assaut Barga, ils se présentèrent devant la place avec toutes leurs forces.

A la nouvelle de cette entreprise, les Florentins mettant de côté toutes considérations, décidèrent non-seulement de secourir Barga, mais d'attaquer les possessions des Lucquois. Le comte s'avança donc à la rencontre de Niccolò, et, l'ayant joint au-dessous de Barga, il lui livra bataille, le vainquit, et l'obligea à lever le siége, après l'avoir entièrement rompu.

Cependant les Vénitiens, jugeant que le duc avait violé la paix, envoyèrent Jean-François de Gonzague dans la Ghiaradadda, à la tête de leurs troupes. Les ravages qu'il commit sur les terres du duc contraignirent ce prince à rappeler Niccolò Piccinino de Toscane. Ce rappel, ainsi que la défaite qu'il venait d'essuyer, inspirèrent aux Florentins la hardiesse d'entreprendre la conquête de Lucques, et leur donnèrent l'espoir de réussir. Aucun sentiment de crainte ou de considération ne pouvait les arrêter, puisque le duc, qui seul était capable de les effrayer, avait à se défendre contre les Vénitiens, et que Lucques, pour avoir per-

mis à leurs ennemis de les attaquer après les avoir recueillis dans ses murs, s'était ôté tout droit de se plaindre.

Au mois d'avril 1437, le comte mit son armée en mouvement; mais, avant d'envahir le territoire ennemi, les Florentins voulurent recouvrer le leur, et reprirent Santa-Maria-in-Castello, et tous les autres lieux occupés par Piccinino. Se tournant ensuite vers le pays de Lucques, ils attaquèrent Camajore, dont les habitants, quoique fidèles à leurs maîtres, se rendirent, parce que la peur de l'ennemi qui les menaçait de près, fut plus forte sur eux que la fidélité qu'ils devaient à un ami éloigné. Ils s'emparèrent avec la même facilité de Massa et de Serezana. Ces choses faites, l'armée se dirigea vers la fin de mai du côté de Lucques, détruisit les blés et tous les grains, brûla les villages, coupa les vignes et les arbres, enleva les bestiaux, et n'épargna à cette malheureuse contrée aucun des ravages qu'on exerce ordinairement contre des ennemis. Les Lucquois, de leur côté, se voyant délaissés par le duc, et désespérant de pouvoir défendre leur pays, avaient abandonné la campagne et fortifié la ville de remparts et de toutes les défenses nécessaires. Ils comptaient d'autant plus sur sa force, qu'elle était remplie de défenseurs, et que le souvenir des autres entreprises que les Florentins avaient déjà faites contre eux les entretenait dans cette confiance. Ils craignaient seulement que l'esprit mobile de la multitude, fatigué des dangers du siége, ne fût plus sensible à ses propres dangers qu'à la liberté des autres, et ne les contraignît à quelque traité honteux et funeste. Ainsi donc, pour animer les citoyens à la défense de la patrie, ils rassemblèrent le peuple sur la place publique, et l'un des plus âgés et des plus sages d'entre eux prit la parole en ces termes :

« Vous avez toujours entendu dire qu'on ne peut ni qu'on ne « doit blâmer ce qui est fait par nécessité. En conséquence, si « vous nous accusiez d'avoir attiré sur vous cette guerre que « vous font aujourd'hui les Florentins, en recevant chez nous « les troupes ducales, et en souffrant qu'elles les aient attaqués, « vous seriez dans une grande erreur. Vous connaissez la longue

« inimitié que les Florentins vous portent : elle n'a eu pour « cause ni vos insultes, ni la crainte que vous leur inspirez, « mais bien votre faiblesse et leur ambition ; car l'une nourrit « en eux l'espoir de vous opprimer, l'autre les pousse à vous « asservir. Ne croyez pas qu'aucun service que vous leur ren- « driez puisse jamais étouffer en eux un pareil sentiment, ni « aucune offense de votre part les exciter davantage à vous ou- « trager. Leur rôle est donc de faire tous leurs efforts pour « nous ravir la liberté ; le nôtre, de ne rien négliger pour la « défendre. On peut bien gémir de tout ce qu'eux et nous fai- « sons dans cette vue, mais non s'en étonner.

« Plaignons-nous donc de ce qu'ils nous attaquent, de ce « qu'ils assiégent nos places, de ce qu'ils brûlent nos maisons « et ravagent notre pays. Mais qui de nous serait assez insensé « pour en être surpris ? Si nous le pouvions, ne ferions-nous pas « tous ce mal, et pis encore ? Ils nous ont déclaré la guerre « parce que nous avons reçu Niccolò ? Mais s'il ne fût pas venu, « ils nous l'eussent déclarée pour toute autre cause. Si le mal « d'ailleurs eût été différé, peut-être en serait-il aujourd'hui « plus grand. Ce n'est donc pas la présence de Niccolò que vous « devez accuser, mais votre mauvaise fortune et leur caractère « ambitieux. D'ailleurs étions-nous en état de refuser au duc de « recevoir ses troupes ; et une fois introduites dans nos murs, « était-il en notre pouvoir de les empêcher de faire la guerre « aux Florentins ? Vous savez que nous ne saurions nous sauver « sans un puissant appui ; et il n'y en a point qui soit capable « de nous défendre avec plus de fidélité que le duc, et avec des « forces plus redoutables que les siennes. Il nous a rendu la « liberté ; la raison veut qu'il nous la conserve ; il a toujours été « l'ennemi le plus acharné de nos constants ennemis.

« Si donc, pour ménager les Florentins, nous eussions excité « le courroux du duc, nous aurions perdu un ami, pour rendre « notre ennemi plus puissant et plus prompt à nous offenser. « La guerre d'ailleurs nous est plus avantageuse avec l'amitié du « duc, que la paix avec sa haine ; et nous devons espérer qu'il

« saura nous tirer des périls où il nous a plongés, pourvu que « nous ne nous abandonnions pas nous-mêmes. Vous savez avec « quelle fureur les Florentins nous ont attaqués plusieurs fois, « et avec quelle gloire nous nous sommes toujours défendus « contre eux. Nous n'avons eu souvent d'autre espérance que « dans Dieu et le temps; et l'un et l'autre nous ont toujours « sauvés. Si nous nous défendîmes alors, pourquoi ne nous « défendrions-nous pas aujourd'hui? Toute l'Italie alors nous « avait laissés en proie à l'ambition des Florentins : maintenant « nous avons le duc pour nous; et nous devons croire que les « Vénitiens seront lents à nous offenser; car ils ne doivent pas « voir avec plaisir la puissance de nos ennemis prendre un si « vaste accroissement. Les Florentins, alors moins embarrassés, « pouvaient plus facilement espérer des secours; ils étaient plus « puissants par eux-mêmes, et nous étions plus faibles sous tous « les rapports : alors nous défendions un tyran; aujourd'hui « c'est nous que nous défendons : la gloire de notre défense re- « venait alors à un autre; aujourd'hui elle est à nous : alors nos « ennemis nous attaquaient de concert; aujourd'hui ils sont « désunis, et toute l'Italie est pleine de leurs exilés. Mais quand « toutes ces espérances seraient vaines, une dernière nécessité « doit nous faire persister dans notre défense. Tout ennemi est « toujours redoutable; c'est toujours sa propre gloire qu'il « cherche, et la ruine de ses rivaux. Mais ce sont les Florentins « que vous devez surtout redouter : ils ne se contenteraient ni « de notre obéissance, ni de nos tributs, ni de leur domination « sur notre ville : ils voudraient encore nos personnes et tous « nos biens, pour assouvir leur cruauté dans notre sang, et leur « avarice avec nos richesses. Ainsi chacun de nous, quel qu'il « soit, doit trembler pour lui-même. Ne vous laissez donc point « abattre à la vue de nos champs dévastés, de nos habitations « en cendres, de nos places occupées : si nous sauvons cette « ville, tout le reste sera sauvé; mais si nous la perdons, que « nous servirait d'avoir conservé ce reste? Si nous demeurons « libres, notre ennemi pourra difficilement le posséder; si nous

« perdons la liberté, nous le possèderions en vain. Prenez donc « les armes; et, quand vous combattrez, songez que le prix de « la victoire sera le salut, non-seulement de la patrie, mais de « vos foyers et de vos enfants. » Ces dernières paroles furent accueillies du peuple avec l'enthousiasme le plus ardent : tous jurèrent unanimement de mourir plutôt que de se rendre, ou de penser à un accord qui pourrait le moins du monde souiller leur liberté; et l'on se hâta de prendre toutes les mesures qu'exige la défense d'une ville assiégée.

Dans cet intervalle, l'armée florentine ne restait point oisive : après avoir commis de grands ravages dans toute la contrée, elle prit Monte-Carlo par capitulation; ensuite elle mit le siége devant Uzano, afin que les Lucquois, resserrés de toutes parts, perdissent tout espoir de secours, et que la faim les contraignît à se rendre. Cette citadelle était forte et défendue par une nombreuse garnison; aussi l'entreprise présenta-t-elle plus de difficultés que les autres. Les Lucquois, ainsi pressés, eurent, comme de raison, recours au duc, et employèrent, pour obtenir son appui, et les prières et les plus fortes remontrances. Ils lui représentèrent leurs services passés, les offenses des Florentins, le courage qu'il inspirerait à ses autres alliés en venant défendre Lucques, et la crainte dont il les accablerait au contraire s'il la laissait sans appui; ajoutant que si les Lucquois perdaient la vie avec la liberté, il se déshonorerait aux yeux de ses amis, et éteindrait toute confiance dans le cœur de ceux qui seraient disposés à courir pour lui quelque danger. Ils accompagnèrent leurs discours de larmes, afin que si le devoir ne pouvait rien sur lui, la pitié fléchît au moins son âme. Ils firent tant, que le duc, ajoutant à sa vieille haine contre les Florentins les obligations récentes qu'il avait aux Lucquois, mais jaloux surtout de ne point permettre à Florence de s'agrandir par une telle conquête, résolut d'envoyer une armée considérable en Toscane, ou d'attaquer les Vénitiens avec tant de furie, que les Florentins fussent obligés d'abandonner leur entreprise pour secourir leurs alliés.

A peine avait-il pris cette résolution, que le bruit se répandit dans Florence que le duc se disposait à envoyer des troupes en Toscane. On commença dès lors à désespérer du succès de l'entreprise; et, afin d'occuper l'ennemi dans la Lombardie, on pressa vivement les Vénitiens de l'attaquer avec toutes leurs forces. Mais c'était le moment où la défection du marquis de Mantoue, qui les avait abandonnés pour se mettre à la solde du duc, leur inspirait une crainte dont ils n'étaient pas encore revenus. Ils se regardaient comme désarmés, et ils répondirent que non-seulement il leur était impossible de donner plus d'activité à la guerre, mais même de la continuer, si on ne leur envoyait le comte Francesco pour commander leur armée, avec l'obligation expresse de passer le Pô en personne. Ils ne voulaient pas s'en tenir aux anciens traités, où cette condition ne lui était pas imposée; car ils ne voulaient pas faire la guerre sans chef, et le comte seul avait leur confiance; de plus, ses services leur devenaient tout à fait inutiles, s'il ne prenait l'engagement de se transporter partout où sa présence serait nécessaire. Les Florentins sentaient combien il était urgent de pousser vigoureusement la guerre en Lombardie; mais, d'un autre côté, l'absence du comte ruinait leur entreprise contre Lucques: ils voyaient très-clairement, en outre, que les Vénitiens faisaient cette demande, moins par le besoin qu'ils avaient du comte, que pour mettre obstacle à leurs conquêtes. D'un autre côté, le comte était prêt à passer en Lombardie, suivant le désir de la ligue, mais il ne voulait pas contracter de nouvelles obligations, pour ne point perdre l'espoir de l'alliance que le duc lui avait fait entrevoir.

Deux passions différentes agitaient donc les Florentins, le désir de s'emparer de Lucques, et la crainte d'une guerre avec le duc. La peur, comme il arrive toujours, eut le dessus, et l'on permit au comte de se rendre en Lombardie lorsqu'il aurait pris Uzano. Il restait encore une autre difficulté; mais comme il ne dépendait pas des Florentins de la résoudre, elle augmenta leur appréhension, et les tint en suspens bien plus encore que la pré-

mière. Le comte refusait de passer le Pô, et les Vénitiens ne l'acceptaient qu'à cette condition. Aucun d'eux ne voulant céder franchement sur ce point, les Florentins conseillèrent au comte d'écrire à la seigneurie de Florence une lettre par laquelle il s'engagerait à passer le fleuve : on lui fit entendre que cette promesse sans caractère ne porterait point atteinte à un traité public; qu'il trouverait ensuite assez de prétextes pour se dispenser de le passer, et qu'il en résulterait cet avantage, que la guerre une fois allumée, les Vénitiens seraient contraints de la continuer, ce qui ferait une heureuse diversion aux craintes qui agitaient les Florentins. D'un autre côté, ils firent sentir aux Vénitiens que cette lettre privée était une véritable obligation, et qu'elle devait les satisfaire; que, puisque c'était le seul moyen de ne point brouiller le comte avec son beau-père, on devait s'en servir, et qu'il était inutile pour eux et pour lui de manifester ouvertement leurs intentions sans nécessité absolue. Le passage du comte en Lombardie fut ainsi déterminé. D'abord il emporta de vive force Uzano, éleva quelques retranchements autour de Lucques pour tenir la place resserrée, confia aux commissaires la conduite de ce siége, passa les Apennins, et se rendit à Reggio, où les Vénitiens, suspectant ses intentions et voulant s'en assurer avant tout, le sommèrent de passer le Pô et de venir se joindre à leurs autres troupes. Le comte refusa absolument. André Morosini, envoyé de Venise, et lui, s'accablèrent de paroles outrageantes, s'accusant réciproquement d'orgueil et de mauvaise foi, protestant à diverses reprises qu'ils n'avaient contracté aucune obligation, l'un, relativement au service, l'autre, à l'égard du paiement. Le comte revint en Toscane, et Morosini retourna à Venise. Les Florentins établirent les quartiers du comte dans le territoire de Pise, espérant le déterminer à renouveler la guerre contre les Lucquois : ils ne l'y trouvèrent nullement disposé, parce que le duc, instruit que c'était par égard pour lui qu'il n'avait pas voulu passer le Pô, crut pouvoir sauver Lucques par sa médiation. Il le pria de se contenter de faire un accord entre les Florentins et les Lucquois,

de l'y comprendre, s'il le pouvait, et il lui fit espérer de lui donner sa fille lorsqu'il le désirerait. Le comte désirait ardemment ce mariage, parce que le duc n'ayant pas d'enfants mâles, il comptait par là devenir un jour maître de Milan. En conséquence, il laissait perdre toutes les occasions d'assurer la victoire aux Florentins, et déclarait qu'il ne bougerait pas, si les Vénitiens ne lui payaient sa solde et son engagement; encore ce paiement ne lui suffisait pas, parce que, voulant demeurer assuré de ses États, il lui fallait un autre appui que les Florentins. Si donc les Vénitiens venaient à l'abandonner, il devait nécessairement penser à ses propres intérêts, et il menaçait adroitement de s'accorder avec le duc.

Ces tergiversations et ces ruses déplaisaient souverainement aux Florentins, qui voyaient la conquête de Lucques manquée, et qui de plus craignaient pour la sûreté de la république, si une fois le duc et le comte venaient à se réunir. Pour obliger les Vénitiens à maintenir l'engagement du comte, Côme de Médicis se rendit à Venise, croyant, par son crédit, déterminer les Vénitiens. Il discuta longuement l'affaire en plein sénat, exposa la situation de l'Italie, quelles étaient les forces du duc, de quel côté se trouvaient la puissance et la réputation des armes, et conclut en disant : « Que le duc, une fois d'accord avec le comte, « repousserait les Vénitiens au sein de leurs lagunes, et disputerait aux Florentins jusqu'à leur liberté. Les Vénitiens lui répondirent : « Qu'ils connaisssaient leurs forces et celles des autres Italiens; qu'ils croyaient pouvoir se défendre de toutes « les manières; qu'ils n'étaient point accoutumés à payer les « soldats au service d'autrui; qu'ainsi les Florentins pensassent « à solder le comte, puisqu'il les suivait; que, pour jouir en paix « de leurs États, il était plus nécessaire pour eux d'abaisser l'or« gueil du comte que de le payer, parce que les hommes ne « mettent aucune borne à leur ambition; que si on le payait au« jourd'hui sans qu'il servît, il demanderait bientôt une chose « moins honnête encore et plus dangereuse; qu'il leur parais« sait donc urgent de mettre un frein à son insolence, et de ne

« pas la laisser s'accroître au point qu'elle en devînt incorrigible ;
« que si les Florentins, par crainte ou par tout autre motif,
« voulaient le conserver pour ami, ils n'avaient qu'à le payer. »
Côme revint donc sans avoir rien conclu.

Cependant les Florentins faisaient tous leurs efforts pour que le comte n'abandonnât pas la ligue. Il la quittait à regret, il est vrai ; mais le désir de conclure le mariage promis le tenait en suspens ; de sorte que le moindre accident, comme en effet il arriva, pouvait le déterminer. Il avait confié la garde de ses possessions de la Marche, au Furlano, un de ses principaux condottieri : le duc sollicita si instamment ce dernier, que, pour entrer à son service, il renonça à la solde du comte. A cette nouvelle, le comte n'écoutant plus rien que ses craintes, fit un traité avec le duc, et convint entre autres choses de ne s'immiscer en rien dans les affaires de la Romagne et de la Toscane. Après cet accord, Sforza pressa vivement les Florentins de s'arranger avec les Lucquois, et sut si bien leur en faire une nécessité, que, ne voyant plus d'autre parti à prendre, ils traitèrent avec eux, au mois d'avril 1438. Par ce traité, les Lucquois conservèrent leur liberté, et les Florentins restèrent en possession de Monte-Carlo et de quelques autres forteresses. Cependant ces derniers, peu satisfaits, inondèrent l'Italie de lettres remplies de plaintes amères, dans lesquelles ils disaient que, puisque Dieu et les hommes n'avaient pas permis que les Lucquois tombassent sous l'empire de Florence, ils avaient fait la paix avec eux : et il arrive rarement qu'on ait éprouvé d'aussi profonds regrets de la perte de son bien, que les Florentins en montrèrent alors pour n'avoir pu s'emparer de celui des autres.

En ce temps-là le peuple de Florence, quoique occupé d'une entreprise aussi importante, n'oubliait cependant ni les intérêts de ses voisins, ni le soin d'embellir sa ville.

Ainsi que nous l'avons dit, Niccolò Fortebraccio était mort, après avoir épousé la fille du comte de Poppi. Celui-ci, à la mort de Niccolò, tenait entre ses mains Borgo-San-Sepolcro et sa citadelle, dont son gendre, de son vivant, lui avait confié le

commandement. Après la mort de ce dernier, il prétendit que cette contrée et cette citadelle lui appartenaient comme dot de sa fille, et ne voulait pas les restituer au pape, qui les réclamait comme biens usurpés sur l'Église. Le pontife envoya alors le patriarche à la tête de ses troupes pour en reprendre possession. Le comte, voyant qu'il ne pourrait résister à cette attaque, offrit sa ville aux Florentins, qui la refusèrent. Mais le pape étant alors revenu à Florence, ils s'entremirent entre lui et le comte pour les accorder, les deux parties n'ayant pu s'entendre, le patriarche attaqua le Casentino, prit Prato-Vecchio et Romena, et les offrit également aux Florentins, qui, de nouveau refusèrent de les accepter, si le pape ne leur permettait de les rendre ensuite au comte. Après bien des difficultés, le pape y consentit, à condition que les Florentins, de leur côté, décideraient le comte à lui restituer Borgo-San-Sepolcro.

La colère du pape ainsi calmée, les Florentins crurent devoir le prier de consacrer en personne la cathédrale de leur ville, nommée Santa-Reparata, dont la construction était commencée depuis longues années, et qui venait seulement d'être conduite au point de pouvoir y célébrer les saints mystères. Le pape y consentit volontiers; et, pour faire briller tout à la fois la magnificence de la ville et du nouveau temple, ainsi que pour honorer le pontife, on construisit, depuis Santa-Maria-Novella, où le pape habitait, jusqu'au temple qu'il devait consacrer, un échafaudage de quatre brasses de large et deux de haut, couvert de tous côtés des plus riches draperies. C'est par ce chemin que le pape et sa cour se rendirent avec les magistrats de la ville et les citoyens choisis pour l'accompagner. Le reste de la bourgeoisie et du peuple se répandit dans les rues, dans les maisons et dans l'Église, pour être témoins d'un si grand spectacle. Quand toutes les cérémonies d'usage en pareilles solennités furent terminées, le pape, pour montrer son attachement envers Florence, décora du titre de chevalier Giuliano d'Avanzati, alors gonfalonier de justice, citoyen qui avait joui de tout temps de la réputation la mieux méritée; la seigneurie, pour ne pas se montrer

envers Juliano moins généreuse que le pape, lui accorda pour une année le gouvernement de Pise.

Il existait alors, entre les Églises grecque et romaine, quelques dissentiments sur différents points du culte divin. Dans le dernier concile, tenu à Bâle, les prélats de l'Église d'Occident s'étaient longuement étendus sur cette matière, et l'on était convenu de ne rien épargner pour engager l'empereur grec et son clergé à se rendre au concile de Bâle, afin d'essayer s'ils ne pourraient pas s'accorder avec l'Église romaine. Quoiqu'une telle résolution dérogeât à la majesté de l'empire grec, et que l'orgueil de son clergé s'offensât de céder au pontife romain, néanmoins, comme ils étaient vivement pressés par les Turcs et hors d'état de se défendre par eux-mêmes, ils se décidèrent à céder, afin de pouvoir demander des secours avec plus de confiance. Ainsi l'empereur, accompagné du patriarche et des autres prélats et seigneurs grecs, cédant à l'invitation du concile de Bâle, se rendit à Venise; mais, effrayés de la peste, ils délibérèrent de choisir Florence pour le lieu où se termineraient leurs différends. Les prélats romains et grecs se réunirent plusieurs jours de suite dans l'église cathédrale; et après de vives et longues disputes, les Grecs cédèrent, et s'accordèrent avec l'Église et le pontife de Rome.

La paix venait d'être conclue entre les Lucquois et les Florentins; le duc et Sforza s'étaient également réconciliés : on espérait enfin que les armées qui déchiraient l'Italie, et particulièrement la Toscane et la Lombardie, pourraient poser les armes; car, pour la guerre qui était allumée à cette époque dans le royaume de Naples, entre René d'Anjou et Alphonse d'Aragon, elle ne pouvait s'éteindre que par la ruine d'un des deux compétiteurs. Quoique le pape dût être mécontent des pertes nombreuses qu'il avait essuyées, quoique l'on vît à découvert les vues ambitieuses du duc et des Vénitiens, néanmoins, il semblait que le pape, par nécessité, et les autres par lassitude, dussent enfin s'arrêter. Mais les événements prirent un autre cours : ni le duc ni les Vénitiens ne restèrent en paix;

on reprit de nouveau les armes, et la Lombardie et la Toscane redevinrent encore le théâtre de la guerre. L'âme altière du duc ne pouvait supporter de voir Bergame et Brescia reconnaître les Vénitiens pour maîtres, et les troupes de cette république parcourir et ravager chaque jour quelque portion de ses États. Il se crut capable non-seulement de lui imposer un frein, mais encore de reconquérir ses possessions, s'il pouvait amener le pape, les Florentins et le comte, à l'abandonner. Dans cette vue il forma le projet d'enlever la Romagne au pape, jugeant qu'une fois maître de cette province, il n'aurait plus rien à craindre du pontife, et que les Florentins, voyant l'incendie si près d'eux, auraient peur pour eux-mêmes et ne bougeraient pas, ou que, s'ils osaient faire un mouvement, ils ne pourraient l'attaquer à leur aise. Le duc connaissait en outre le dépit que les Florentins nourrissaient contre les Vénitiens, relativement à l'affaire de Lucques; et ce motif lui faisait croire qu'ils seraient moins prompts à s'armer en leur faveur. Quant au comte Francesco, il croyait que la chaleur d'une amitié récente, et l'espoir de son alliance, suffiraient pour le tenir tranquille. Pour éviter les reproches et ôter tout prétexte à chacun de prendre les armes, ne voulant pas d'ailleurs, en attaquant la Romagne, rompre les traités qu'il venait de conclure avec le comte, il donna l'ordre à Niccolò Piccinino d'entreprendre cette conquête, comme s'il le faisait par ambition personnelle.

Lorsque le duc conclut la paix avec Sforza, Niccolò se trouvait en Romagne; et d'accord avec le duc, il parut irrité de l'amitié que ce prince venait de contracter avec le comte, son éternel ennemi; il se retira avec ses troupes à Camarata, place située entre Furli et Ravenne, où il se fortifia comme s'il voulait y faire un long séjour et y attendre qu'il eût trouvé un autre engagement. Le bruit de son ressentiment s'étant répandu dans toute l'Italie, Niccolò représenta au pape tous les services qu'il avait rendus au duc, l'ingratitude dont ils avaient été payés, et comme Philippe se vantait de se rendre maître de toute l'Italie, en voyant les deux plus grands capitaines cou-

mander sous ses ordres presque toutes les forces de cette contrée; mais que, si Sa Sainteté le voulait, de ces deux capitaines sur lesquels comptait le duc, l'un deviendrait son ennemi, l'autre ne lui serait d'aucun secours; que si elle lui fournissait l'argent et entretenait ses troupes, il attaquerait les villes de l'Église occupées par le comte, qui, ayant alors à veiller à ses propres intérêts, ne pourrait plus servir l'ambition de Philippe. Le pape prêta l'oreille à ces insinuations, qui lui parurent raisonnables, et envoya cinq mille ducats à Niccolò, avec de grandes promesses et l'offre d'un état pour lui et ses enfants. En vain un grand nombre de personnes avertissaient le pape du piége qu'on lui tendait; il ne pouvait le croire, et refusait d'écouter quiconque essayait de le désabuser.

Ostasio da Polenta gouvernait alors Ravenne au nom de l'Église. Niccolò crut le moment venu de ne plus différer son dessein, d'autant plus que Francesco, son fils, avait, au mépris du pape, ravagé Spolette. Il résolut donc d'attaquer Ravenne, soit qu'il regardât cette entreprise comme moins difficile, soit qu'il eût de secrètes intelligences avec Ostasio : au bout de quelques jours de siége, en effet, la ville capitula. Après cette conquête, il occupa Bologne, Imola, Furli; et, ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que de vingt places fortes que l'Église possédait dans cette contrée, il n'y en eut pas une qui ne tombât au pouvoir de Niccolò. Cette conduite injurieuse ne lui parut point encore assez offensante envers le pape : il voulut joindre les paroles aux actions. Il lui écrivait qu'il s'était légitimement emparé de ses villes, puisque Sa Sainteté n'avait pas rougi d'essayer de rompre une amitié pareille à celle qui existait entre le duc et lui, et d'avoir rempli l'Italie de lettres où il témoignait faussement que lui Piccinino avait trahi le duc pour se rapprocher des Vénitiens.

Après s'être emparé de la Romagne, il en confia la garde à Francesco, son fils, et se transporta en Lombardie avec la majeure partie de son armée. Là, il se joignit aux restes des troupes ducales, et attaqua le pays de Brescia, dont il se rendit maître

en peu de temps. Il mit ensuite le siége devant la ville. Le duc, qui voulait qu'on lui abandonnât les Vénitiens comme sa proie, s'excusait auprès du pape, des Florentins et du comte, protestant que tout ce que Niccolò avait fait dans la Romagne, en contravention des traités, il l'avait fait contre sa propre volonté. Ses dépêches secrètes leur donnaient l'assurance qu'il saurait punir cette révolte d'une manière éclatante, aussitôt que le temps et l'occasion le lui permettraient. Les Florentins et le comte n'ajoutaient aucune foi à ses protestations; mais ils croyaient, ce qui était vrai, que ces mouvements hostiles n'avaient lieu que pour les tenir en arrêt et lui donner le temps de dompter les Vénitiens, qui, dans leur orgueil, croyaient pouvoir résister seuls à toutes les forces du duc, et, dédaignant de demander aucun secours à leurs alliés, faisaient la guerre avec Gattameleta, capitaine de leurs armées.

Si les troubles de la Lombardie et de la Romagne ne l'avaient retenu, le comte Francesco aurait désiré pouvoir aller, avec l'appui des Florentins, au secours de René d'Anjou. Les Florentins s'y seraient prêtés d'autant plus volontiers, que leur république avait toujours été l'amie de la maison de France: mais alors le duc n'aurait pas manqué de secourir Alphonse, avec lequel il s'était lié d'amitié lorsqu'il le fit prisonnier. Cependant, absorbés les uns et les autres dans des guerres particulières, ils se virent forcés de renoncer à des expéditions lointaines. Ainsi les Florentins, voyant la Romagne occupée par les forces du duc et les Vénitiens battus, et craignant que cette défaite n'amenât la leur, prièrent le comte de venir en Toscane, pour examiner les moyens de s'opposer aux troupes du duc, qui n'avaient jamais été aussi nombreuses, lui dirent que, si l'on ne trouvait un moyen de contenir l'insolence du duc, aucun des princes qui possédaient des États en Italie, ne tarderait à s'en ressentir. Le comte trouvait les craintes des Florentins raisonnables; mais, d'un autre côté, il était retenu par le désir d'accomplir le mariage dont le duc l'avait flatté; et le duc, qui savait ce désir, lui en donnait chaque jour de plus grandes espérances,

s'il ne voulait point porter les armes contre lui. Comme la jeune fille était déjà d'âge à se marier, les choses en étaient au point que plusieurs fois on avait fait tous les apprêts des noces; mais venaient ensuite les irrésolutions, et rien ne se terminait. Cependant, pour donner au comte plus d'assurance, et joindre les œuvres aux promesses, le duc lui envoya trente mille florins, qu'il devait lui payer suivant le contrat de mariage.

Cependant la guerre de Lombardie prenait un caractère plus sérieux : les Vénitiens perdaient chaque jour quelques nouvelles places, et toutes les escadres qu'ils envoyaient sur les rivières étaient vaincues par les troupes du duc; tout le territoire de Vérone et de Brescia se trouvait envahi, et ces deux places si étroitement serrées, que, suivant l'opinion générale, elles ne pouvaient résister que peu de temps encore; le marquis de Mantoue, qui depuis si longtemps était à la solde de la république, venait, contre toute croyance, de l'abandonner et de s'attacher au duc : aussi, en voyant les progrès de l'ennemi, la peur détermina les Vénitiens à embrasser le parti que l'orgueil ne leur avait pas permis de prendre dans les commencements de la guerre. Ils sentirent qu'ils n'avaient d'autres ressources que l'amitié des Florentins et celle du comte, et ils commencèrent à la réclamer, quoique avec un peu de honte et d'inquiétude; car ils craignaient que les Florentins ne leur fissent la réponse qu'ils en avaient reçue à l'époque de la guerre de Lucques et des affaires du comte. Mais ils les trouvèrent mieux disposés qu'ils ne l'espéraient, et que leur conduite ne le méritait : la haine pour leur ancien ennemi eut encore plus de pouvoir sur les Florentins que le ressentiment d'une vieille amitié trahie! ils avaient prévu le moment où la nécessité contraindrait les Vénitiens à recourir à eux, et ils avaient fait sentir au comte, « que « la ruine de ce peuple entraînerait la sienne; qu'il se trompait, « s'il s'imaginait que Philippe dans la prospérité ferait plus de « cas de lui que dans la mauvaise fortune; que la seule raison « qui eût porté le duc à lui promettre sa fille, était la crainte « qu'il avait de lui; que la nécessité seule fait observer les pro-

« messes que la nécessité a données ; qu'il lui fallait donc tenir « le duc dans cette même contrainte, ce qu'il ne pouvait faire « sans l'appui de la grandeur des Vénitiens ; qu'il devait bien « penser que, si cette république se trouvait forcée d'abandonner ses États de terre ferme, il se trouverait privé non-« seulement de toutes les ressources qu'il pouvait en tirer, mais « de toutes celles que la crainte qu'elle inspirait pouvaient leur « faire obtenir d'autrui ; que, s'il jetait un coup d'œil sur tous « les États d'Italie, il verrait facilement que les uns étaient pau-« vres, et que les autres étaient ses ennemis ; que les Floren-« tins seuls, ainsi qu'il l'avait dit plusieurs fois, n'étaient point « assez forts pour le soutenir, et que son propre intérêt exi-« geait qu'il secondât la puissance des Vénitiens sur la terre « ferme. »

Ces insinuations, fortifiées par le dépit que le comte avait conçu contre le duc, dont il se croyait le jouet au sujet du mariage projeté, le déterminèrent à consentir à ce nouveau traité : toutefois il ne voulut pas encore s'obliger à passer le Pô. Par ce traité, conclu en février 1438, les deux tiers de la dépense devaient être supportés par les Vénitiens, l'autre tiers par les Florentins ; et les deux républiques s'obligeaient à défendre à frais communs les États que le comte possédait dans la Marche. La ligue, non contente des forces qu'elle possédait, voulut s'adjoindre le seigneur de Faenza, le fils de Messer Pandolfo Malatesti de Rimini, et Pietro Giampagolo Orsini ; mais c'est en vain qu'elle tenta, par les promesses les plus brillantes, de détacher de l'alliance et de l'amitié du duc le marquis de Mantoue : elle n'y put réussir. D'un autre côté, le seigneur de Faenza, aussitôt que la ligue eut fixé le prix de son engagement, trouvant auprès du duc des conditions plus avantageuses, alla se joindre à lui, et ravit ainsi aux alliés l'espoir de terminer promptement les affaires de la Romagne.

La Lombardie, à cette époque, était dans une situation critique. Brescia était tellement resserrée par les troupes du duc, que l'on s'attendait chaque jour à voir la famine l'obliger à se

rendre ; Vérone, également pressée, paraissait menacée du même sort ; et si l'une de ces deux villes venait à succomber, on regardait comme absolument inutiles tous les autres préparatifs de guerre, et comme perdues toutes les dépenses faites jusqu'à ce jour. On ne connaissait d'autre remède à ce danger que de faire passer le comte François en Lombardie. Mais ce projet offrait trois difficultés : la première était de décider le comte à passer le Pô, et à porter la guerre partout où sa présence serait jugée nécessaire ; la seconde, l'éloignement du comte, qui semblait devoir laisser les Florentins à la merci du duc, parce que Philippe, en se retirant dans l'enceinte de ses forteresses, pouvait, avec une partie de ses troupes, tenir Sforza en échec, et tomber sur la Toscane avec le reste et les exilés florentins, dont le gouvernement qui existait alors avait la plus profonde terreur ; la troisième était de savoir quelle route tiendrait le comte avec son armée pour se rendre sans danger dans le Padouan, où se trouvaient les autres troupes vénitiennes. De ces trois difficultés, la seconde, qui concernait les Florentins, était celle qui offrait le plus de chances. Néanmoins, convaincus que la présence du comte était indispensable, et fatigués des prières des Vénitiens, qui le réclamaient avec la dernière instance, disant que sans lui ils étaient perdus, ils firent céder leurs propres appréhensions aux besoins de leurs alliés. Il ne restait plus que la difficulté du passage : on décida que les Vénitiens veilleraient à sa sûreté. Neri di Gino Capponi avait été envoyé auprès du comte pour lui faire accepter ces conditions, et l'engager à tenter le passage : la seigneurie jugea convenable de lui prescrire de se transporter également à Venise, pour donner plus de prix au service qu'elle rendait à la république, et pour régler la marche du comte ainsi que la manière de l'assurer.

Neri s'embarqua donc à Césène, et se fit conduire à Venise. Jamais prince ne fut reçu par cette république avec des honneurs pareils à ceux qu'on lui prodigua : elle n'ignorait pas que c'était de son arrivée et des mesures qu'il allait proposer et qu'on prescrirait en conséquence, que dépendait entièrement le

salut de l'État. Neri, introduit dans le sénat, s'exprima en ces termes :

« Sérénissime prince, la seigneurie de Florence a toujours « pensé que la puissance du duc de Milan entraînerait la ruine « de votre république et de la nôtre, et que le salut commun « des deux États était attaché à notre grandeur réciproque. Si « Vos Seigneuries eussent partagé cette opinion, nous serions « aujourd'hui dans une position plus heureuse, et Venise serait « à l'abri des dangers qui la menacent en ce moment. Mais « comme, dans le temps où vous l'auriez dû, vous ne nous avez « prêté ni confiance ni appui, nous n'avons pu venir promptement « à votre secours : vous n'avez pu réclamer non plus en « temps utile notre intervention, parce que vous nous avez mal « connus, et dans votre prospérité et dans votre détresse, et « que vous n'avez pas su que ceux que nous aimons une fois, « nous ne cessons point de les aimer, et que ceux que nous haïssons, « nous les haïssons toujours. Qui de vous, en effet, ne « connaît notre constance dans l'attachement que nous avons « manifesté envers Votre Sérénissime Seigneurie, et ignore combien « de fois, pour vous secourir, nous avons rempli la Lombardie « de notre argent et de nos soldats? Quant à notre haine, « celle que nous portons à Philippe, et que nous ne cesserons « de nourrir contre sa maison, le monde entier la connaît; et « il n'est pas possible qu'une affection ou une haine aussi ancienne « puisse être facilement éteinte, ou par un service faible « et récent, ou par une injure récente et légère. Nous étions et « nous sommes encore convaincus que, si nous eussions voulu « rester neutres dans cette guerre, le duc nous en aurait su le « plus grand gré, et que nous n'aurions eu rien à craindre, « puisque lors même que votre ruine l'eût rendu maître de toute « la Lombardie, il nous serait resté encore assez de ressources « en Italie pour ne point désespérer de notre salut, et qu'il ne « peut accroître ses États et sa puissance, sans augmenter en « même temps le nombre de ses ennemis et de ses envieux; deux « sources ordinaires de guerres et de dommages. Nous savions

« combien de dépenses nous évitions en fuyant la guerre ac-
« tuelle ; à quels dangers imminents nous pouvions nous sous-
« traire ; nous savions qu'en nous déclarant, nous allions attirer
« sur la Toscane la guerre qui ravage en ce moment la Lom-
« bardie. Cependant toutes ces craintes ont disparu devant l'an-
« tique affection que nous avions pour vous, et nous avons dé-
« cidé de venir à votre aide avec le même empressement que
« nous nous serions porté secours à nous-mêmes, si nous étions
« attaqués. C'est pourquoi les seigneurs qui m'envoient, jugeant
« que le plus important était d'abord de secourir Vérone et Brescia,
« et qu'on ne pouvait y réussir sans le comte, m'ont en premier
« lieu envoyé vers lui, pour lui persuader de passer en Lom-
« bardie, et de porter la guerre partout où il le faudrait ; car
« vous savez que rien ne l'oblige à passer le Pô. Je suis parvenu
« à le convaincre, en l'excitant par les mêmes raisons qui nous
« ont déterminés nous-mêmes. Et comme il se croit invincible
« les armes à la main, il n'a pas voulu non plus se laisser vaincre
« en courtoisie ; il prétend même surpasser envers nous la gé-
« nérosité dont il voit que nous usons à votre égard : sachant à
« combien de périls la Toscane, après son départ, restera ex-
« posée, et voyant que nous avions songé plus à votre salut qu'à
« nos dangers, il a voulu vous sacrifier lui-même ses propres
« intérêts. Je viens donc vous offrir le comte avec sept mille che-
« vaux et deux mille fantassins ; le voilà prêt à aller trouver l'en-
« nemi en quelque lieu que ce soit, et je crois devoir vous prier,
« tant au nom de la seigneurie de Florence qu'au sien, de vou-
« loir bien considérer que le nombre des troupes qu'il met à
« votre disposition surpasse celui qu'il était obligé de fournir,
« et qu'il s'en rapporte, pour lui en tenir compte, à votre gé-
« nérosité ; afin que lui n'ait point à se repentir d'être entré à
« votre service, et nous de l'y avoir engagé. »

Le discours de Neri fut écouté par le sénat comme un véritable oracle, et ses paroles firent sur les auditeurs une impression si profonde, qu'ils n'eurent pas la patience d'attendre que le doge répondît, selon la coutume ; mais se levant subitement,

les mains tendues au ciel et les yeux remplis de larmes, ils remerciaient les Florentins d'une marque d'intérêt aussi touchante, et Neri en particulier, d'avoir mis tant de zèle et d'activité dans l'exécution de ses ordres ; ils promettaient que, dans aucun temps, ni leur cœur ni celui de leurs descendants ne perdraient le souvenir d'un service aussi signalé, et que Florence et Venise ne seraient désormais pour eux qu'une seule et même patrie.

Lorsque la chaleur des premiers transports se fut calmée, on délibéra sur le chemin que devait suivre le comte, afin de pouvoir se munir de pontons, de pionniers et de tous les équipages nécessaires. Il existait quatre chemins : l'un par Ravenne et le long du rivage de la mer ; mais comme il était resserré en plusieurs endroits entre là mer et les marais, on le rejeta ; l'autre était plus direct ; mais il était commandé par une tour nommée l'Uccellino, que les troupes du duc défendaient, et on ne pouvait passer qu'en l'emportant, ce qu'il était malaisé de faire assez promptement pour ne pas rendre inutile un secours qui demandait tant de promptitude et de célérité : le troisième passait par la forêt du lac ; mais comme le Pô s'était débordé, le passage était plus que difficile, il était impossible. Restait donc le quatrième, à travers la plaine de Bologne. Il fallait passer à Ponte-Puledrano, à Cento, à la Piève, et se diriger sur Ferrare, entre le Bondeno et le Finale : de là on pouvait se transporter dans le Padouan par terre et par eau, et opérer la jonction avec l'armée vénitienne. Cette route, quoique hérissée de difficultés, et susceptible d'être en plusieurs endroits disputée par l'ennemi, fut choisie cependant comme la moins dangereuse. Dès qu'on eut fait connaître cette détermination au comte, il partit en toute diligence, et arriva à Padoue le 20 juin. La présence de cet habile capitaine en Lombardie rendit l'espoir à la république de Venise, et, loin de continuer à craindre pour leur salut, les Vénitiens commencèrent à se promettre de nouvelles conquêtes.

Le comte, avant toutes choses, s'avança pour secourir Vérone. Niccolò, pour l'en empêcher, vint se placer avec son armée à Soave, château situé entre Vicence et Vérone, et s'entoura d'un

fossé qui allait de Soave jusqu'aux marais de l'Adige. Le comte, s'apercevant que le passage à travers la plaine lui était interdit, crut qu'il pourrait parvenir jusqu'à Vérone en traversant les montagnes. Il pensa que Niccolò ne s'imaginerait jamais qu'il choisît ce chemin, à cause des difficultés sans nombre que présentait le terrain, ou qu'il ne serait pas à temps pour l'en empêcher. Il prit donc des vivres pour huit jours, passa la montagne avec ses troupes, et arriva dans la plaine au-dessous de Soave. Niccolò avait bien fait élever quelques retranchements pour fermer encore cette route au comte, mais ils ne purent l'arrêter. Piccinino voyant l'ennemi passé contre toute apparence, et craignant de lui livrer bataille avec trop de désavantage, se retira au delà de l'Adige, et le comte entra sans aucun empêchement dans Vérone.

Après avoir fait lever aussi heureusement le siége de cette place, restait une seconde entreprise, celle de secourir Brescia. Cette ville est située si près du lac de Garde, que, lors même qu'elle est assiégée par terre, on peut toujours la ravitailler par eau : c'est par ce motif que le duc avait réuni des forces nombreuses dans cette position; et que, dès ses premières victoires, il s'était emparé de toutes les villes qui, par le moyen du lac, pouvaient secourir Brescia. Les Vénitiens y avaient bien quelques galères, mais en trop petit nombre pour lutter contre les troupes ducales. Le comte jugea cependant nécessaire de soutenir la flotte vénitienne avec l'armée de terre, dans l'espoir que cette manœuvre faciliterait la reprise des places qui affamaient Brescia. Il mit le siége devant Bardolino, forteresse située sur le lac, comptant que sa prise déterminerait les autres à se rendre. La fortune en cette circonstance ne lui fut point favorable : une partie de son armée fut atteinte de maladie. Contraint de lever le siége, il se retira à Zevio, place forte du Véronais, située dans un canton fertile et salubre. Niccolò, voyant la retraite du comte, ne voulut pas laisser échapper l'occasion qui semblait se présenter de se rendre maître du lac : il laissa la garde de son camp à Vegasio, marcha vers le lac avec une troupe d'élite, et attaqua

la flotte vénitienne avec tant d'impétuosité et de fureur, qu'il la fit presque entièrement prisonnière. A la suite de cette victoire, la plupart des châteaux situés sur les bords du lac se rendirent à Niccolò.

Les Vénitiens, consternés de cette perte, et craignant que Brescia ne se rendît, pressaient le comte, et par messages et par lettres, de voler à son secours. Sforza, sans espoir de secourir cette place par eau, et dans l'impossibilité d'y parvenir par terre, à cause des fossés, des retranchements et des autres obstacles dont l'avait entourée Niccolò, et au milieu desquels une armée ennemie qui aurait voulu se hasarder à les surmonter aurait infailliblement trouvé sa perte, pensa que, puisque le chemin des montagnes lui avait permis de sauver Vérone, il pourrait par la même manœuvre délivrer encore Brescia. Le comte, après avoir pris cette résolution, part de Zevio, et se dirige, par le val d'Acri, vers le lac Sant'-Andrea, arrive à Torboli et à Peneda, sur le lac de Garde : de là il se rend à Tenna, et met le siége devant le château, qu'il lui fallait emporter pour arriver jusqu'à Brescia. Niccolò, devinant les projets du comte, conduit son armée à Peschiera, et marche ensuite à sa rencontre avec le marquis de Mantoue et l'élite de ses troupes. On en vient aux mains : Niccolò est battu, et ses troupes sont dispersées; une partie est prise, l'autre se réfugie sur la flotte, ou va rejoindre le corps d'armée. Niccolò se sauve à Tenna; et, à l'arrivée de la nuit, réfléchissant que s'il attendait le jour dans ce lieu, il ne pouvait manquer de tomber entre les mains de l'ennemi, il s'expose à un danger douteux pour en fuir un certain. De tous ceux qui l'avaient suivi, il n'était resté auprès de lui qu'un seul serviteur, Allemand de nation, d'une force de corps extraordinaire, et qui toujours lui avait montré une fidélité à toute épreuve. Il lui persuade de l'enfermer dans un sac, de le mettre sur ses épaules, et de le porter ainsi en lieu de sûreté, comme s'il eût porté les effets de son maître. Le camp était assis à l'entour de Tenna; mais la victoire du jour avait endormi la vigilance, et l'on ne voyait aucune sentinelle. Il fut donc facile à l'Allemand

de sauver son maître : il le prit sur ses épaules, et, habillé en valet d'armée, il traversa tout le camp sans aucun obstacle, et le rendit sain et sauf à ses troupes.

Cette victoire, pour peu qu'elle eût été suivie avec le même bonheur qu'elle fut remportée, aurait été pour Brescia d'une utilité réelle, et aurait eu pour Venise les conséquences les plus heureuses : mais le mauvais usage qu'on en fit étouffa bientôt la joie qu'elle avait causée, et Brescia resta exposée aux mêmes dangers. Niccolò, rendu à son armée, sentit qu'il devait à tout prix effacer la honte de sa défaite par quelque nouvelle victoire, et ravir aux Vénitiens la possibilité de secourir Brescia. Il connaissait la position de la citadelle de Vérone; il avait appris des prisonniers faits dans cette guerre qu'elle était mal gardée, et comment et avec quelle facilité on pouvait s'en rendre maître. Il lui sembla donc que la fortune avait mis devant lui le moyen de recouvrer son honneur, et de faire que l'allégresse, dont une victoire récente venait d'enivrer l'ennemi, se changeât en douleur par une défaite plus récente encore.

La ville de Vérone est située en Lombardie, au pied de la chaîne des Alpes qui sépare l'Italie de l'Allemagne, et de telle sorte qu'elle participe et du terrain des montagnes et de celui de la plaine. L'Adige sort de la vallée de Trente; mais à son entrée dans l'Italie, au lieu de s'étendre immédiatement dans la plaine, il se détourne sur la gauche, le long de la montagne, et trouve, en son chemin, cette ville, qu'il coupe en deux parties inégales; car la partie qu'il laisse vers la plaine est beaucoup plus considérable que celle qui se rapproche des hauteurs, au sommet desquelles sont deux forteresses nommées, l'une San-Pietro, l'autre San-Felice. Ces forteresses semblent plus fortes par leur assiette que par les murailles qui les entourent; et comme elles se trouvent sur un lieu élevé, leur position domine toute la ville. Dans la plaine, en deçà de l'Adige, et contre les murailles de la ville, sont deux autres forteresses distantes l'une de l'autre de mille pas, dont l'une s'appelle la citadelle vieille, l'autre, la citadelle neuve. Du centre de chacune part un mur qui va rejoindre

l'autre, et forme comme la corde d'un arc avec les remparts de la ville, qui vont de l'une à l'autre citadelle. Tout l'espace compris entre ces murs est rempli d'habitants, et se nomme le faubourg de San-Zeno. Niccolò Piccinino résolut de s'emparer du faubourg et des deux citadelles : il crut ce projet d'autant plus facile à exécuter, que la garde s'y faisait ordinairement avec une grande négligence, que devait encore augmenter la dernière victoire; d'ailleurs il savait qu'à la guerre nulle entreprise n'a autant de chances pour réussir que celle dont l'ennemi ne peut soupçonner la possibilité.

Ayant donc pris avec lui une troupe d'élite, il marcha la nuit sur Vérone, avec le marquis de Mantoue, et, sans être entendu, escalada la citadelle neuve, dont il s'empara : de là ses troupes descendirent dans l'intérieur, et enfoncèrent la porte Sant'-Antonio, par laquelle toute sa cavalerie fut introduite dans la place. Ceux qui gardaient pour les Vénitiens la citadelle vieille ayant d'abord entendu le bruit qui se faisait pendant qu'on égorgeait les gardes de l'autre citadelle, et ensuite pendant qu'on forçait les portes, se doutant que c'était l'ennemi, commencèrent à donner l'alarme et à appeler, à grands cris, le peuple aux armes. Les citoyens, à ces cris, se levèrent en tumulte : les plus courageux prirent les armes et coururent sur la place où logeaient les recteurs. Cependant les troupes de Niccolò avaient saccagé le faubourg de San-Zeno, et continuaient à s'avancer. Les habitants s'aperçurent alors que les troupes ducales avaient pénétré dans la ville : dans l'impuissance de leur résister, ils exhortèrent les recteurs vénitiens à se réfugier dans les forts, et à sauver ainsi leurs personnes et la ville, leur disant qu'il valait mieux se conserver vivants, eux et une ville aussi riche, pour une meilleure fortune, que de tenter, pour détourner le malheur présent, de perdre eux-mêmes la vie, et de réduire la ville à la misère. En conséquence, les recteurs, et tout ce qu'il y avait là de Vénitiens, se réfugièrent dans la forteresse de San-Felice. Alors quelques-uns des principaux citoyens allèrent à la rencontre de Niccolò et du marquis de Mantoue, et les supplièrent

de mettre leur honneur à sauver du pillage une ville opulente, plutôt que de se déshonorer en la ravageant; d'autant plus qu'ils n'avaient mérité ni la bienveillance de leurs anciens maîtres, ni le courroux des vainqueurs par leur résistance. Niccolò et le marquis les rassurèrent, et empêchèrent le pillage autant qu'il fut possible de contenir la licence du soldat. Comme ils étaient certains que le comte ne manquerait pas d'accourir pour tâcher de reprendre Vérone, ils firent ce qu'ils purent pour qu'on leur remît toutes les positions fortes de la ville : celles qu'ils ne purent obtenir, ils les entourèrent de fossés et de retranchements qui les isolaient de la place, afin d'en rendre l'entrée plus difficile aux ennemis.

Le comte Francesco était avec son armée à Tenna, lorsqu'il apprit cette nouvelle : d'abord il la crut fausse; mais des avis certains ne lui permettant plus d'en douter, il voulut réparer par sa célérité sa négligence de la veille. Quoique tous les chefs de son armée lui conseillassent de renoncer à l'entreprise de Vérone et de Brescia, et de se retirer à Vicence, afin de n'être point assiégé par l'ennemi en restant toujours dans les mêmes positions, il refusa d'écouter leurs avis, et, jaloux de tenter la fortune, il voulut voir s'il pourrait reprendre la ville. Et pendant qu'on délibérait, se tournant vers les provéditeurs vénitiens, et Bernardetto de Médicis, commissaire des troupes florentines, il s'engagea à réussir, si une seule des forteresses résistait jusqu'à son arrivée. Ayant aussitôt réuni son armée, il marcha avec la plus extrême célérité sur Vérone. Niccolò crut d'abord, en le voyant, que le comte se retirait à Vicence, ainsi que les siens le lui avaient conseillé; mais ayant vu les troupes ennemies s'avancer vers la ville, et se diriger sur le fort de San-Felice, il y courut de son côté pour le défendre. Mais il ne put arriver à temps, parce que les barricades qu'on élevait au-devant des forteresses n'étaient point terminées, et que l'ardeur du pillage avait dispersé ses soldats. Il ne put les réunir assez tôt pour s'opposer aux troupes du comte, les empêcher de s'approcher de la forteresse, de descendre de là dans la ville, et de

s'en emparer heureusement, à la honte de Niccolò et au grand détriment de ses troupes. Niccolò et le marquis de Mantoue se retirèrent d'abord dans la citadelle, puis ils se réfugièrent à Mantoue à travers la campagne. Rassemblant ensuite ce qu'ils avaient pu sauver de leurs troupes, ils se joignirent à celles qui assiégeaient Brescia. Ainsi, en quatre jours, Vérone fut prise et perdue par l'armée du duc. Lorsque le comte remporta cette victoire, l'hiver était déjà avancé et le froid très-rigoureux : il ravitailla donc Brescia avec beaucoup de peine, et prit ses quartiers à Vérone; puis il ordonna qu'on profitât de l'hiver pour construire quelques galères à Torboli, afin de pouvoir au printemps être assez fort sur terre et sur eau pour délivrer entièrement Brescia.

Le duc, voyant que la rigueur de la saison suspendait la guerre; qu'il avait désormais perdu l'espérance de rester maître de Vérone et de Brescia; que l'argent et les conseils des Florentins en étaient cause; que les outrages qu'ils avaient reçus des Vénitiens n'avaient pu les détacher de leur ancienne amitié, et que les promesses dont il avait lui-même cherché à les éblouir n'avaient pu les gagner, prit alors le parti de leur faire sentir plus amèrement le fruit de ce qu'ils avaient semé, en attaquant la Toscane. Les bannis florentins et Piccinino l'encourageaient dans cette résolution. Celui-ci était excité par l'espoir d'acquérir les États de Braccio, et de chasser le comte de la Marche; les autres étaient poussés par le désir de rentrer dans leur patrie; et chacun avait persuadé le duc par des raisons plausibles, quoique conformes à son propre intérêt. Niccolò lui représentait comment il pouvait l'envoyer en Toscane, et continuer le siége de Brescia, puisqu'il était maître du lac; que les forteresses de terre étaient fortes et bien munies; qu'il lui restait assez de chefs et de soldats à opposer au comte, s'il faisait quelque nouvelle entreprise; qu'il était peu probable qu'il tentât rien avant d'avoir délivré Brescia, dont la délivrance paraissait impossible; qu'en suivant ses conseils, il pouvait faire la guerre en Toscane sans abandonner pour cela la Lombardie. Il lui fai-

sait voir en outre que les Florentins, aussitôt qu'ils le verraient paraître en Toscane, seraient contraints ou à rappeler le comte ou à se perdre, et que, quelque parti qu'ils prissent, la victoire était infaillible.

Les exilés lui représentaient « qu'il était impossible, si l'ar- « mée de Niccolò s'approchait de Florence, que ce peuple, « accablé par les impôts et par l'orgueil de ceux qui avaient le « pouvoir, ne prît pas les armes contre eux... » Ils lui exposaient « qu'il était aisé d'approcher de Florence; qu'ils pou- « vaient lui promettre le libre passage du Casentino, attendu « l'amitié qui régnait entre Messer Rinaldo et le comte, qui y « gouvernait. » Ainsi le duc, qui avait déjà formé ce projet en lui-même, y fut encore confirmé par les conseils de tous ceux qui l'entouraient.

D'un autre côté, les Vénitiens, quoique l'hiver fût extrêmement rude, ne manquèrent pas de presser le comte d'aller avec toute son armée au secours de Brescia. Le comte répondit que le temps n'était pas propice; qu'il fallait nécessairement attendre la saison nouvelle, profiter de l'intervalle pour mettre la flotte en état, et ensuite secourir vigoureusement Brescia par terre et par mer. Les Vénitiens en témoignaient de l'humeur : ils mettaient de la lenteur dans le paiement de la solde; de sorte que les cadres de l'armée étaient fort loin d'être remplis.

Les Florentins, ayant acquis la certitude de toutes ces difficultés, commencèrent à s'effrayer en voyant la guerre qui les menaçait, et les faibles avantages que l'on avait recueillis en Lombardie. Ils n'étaient pas moins tourmentés par les craintes que leur inspiraient les troupes de l'Église; non que le pape leur fût opposé, mais son armée lui obéissait moins qu'au patriarche, ennemi déclaré des Florentins; c'était Giovanni Vitelleschi de Corneto, d'abord notaire apostolique, puis évêque de Recanati, ensuite patriarche d'Alexandrie, et, en dernier lieu, cardinal sous le nom de cardinal de Florence. C'était un homme plein d'audace et d'astuce, qui sut si bien circonvenir le pape, qu'il en fut grandement aimé, et que placé par lui à la tête des

armées de l'Église, il dirigea toutes les guerres que le pape eut dans la Toscane, la Romagne, le royaume de Naples et dans Rome. Il acquit ainsi un tel empire sur les troupes et sur le pape lui-même, que le pontife craignait de lui donner les ordres, et que les troupes ne voulaient obéir qu'à lui seul. Ce cardinal se trouvait à Rome avec son armée quand le bruit se répandit que Niccolò projetait de passer en Toscane. La crainte des Florentins redoubla; car depuis le bannissement de Messer Rinaldo, le cardinal s'était toujours montré leur ennemi; il n'avait pu voir sans un profond dépit que l'accommodement qu'il avait ménagé entre les partis n'eût point été observé, et qu'il eût même tourné au préjudice de Messer Rinaldo, qui n'avait posé les armes qu'à sa persuasion; ce qui avait donné à ses ennemis la facilité de le bannir. Les chefs du gouvernement crurent donc, tant leur crainte était grande, que c'était le moment d'annuler le jugement qui condamnait Messer Rinaldo, s'il voulait s'opposer au passage de Piccinino en Toscane. Ils se méfiaient d'autant plus du patriarche, que le départ de Niccolò, de la Lombardie, leur paraissait tout à fait imprudent, puisqu'il abandonnait une entreprise dont le succès était plus que certain, pour en suivre une autre dont l'issue était plus que douteuse. Il fallait donc qu'il eût déjà des intelligences dans la ville, ou qu'il leur tendît quelque piége secret. Ils avaient donné connaissance de leurs soupçons au pape, qui ne s'était déjà que trop aperçu de l'erreur qu'il avait commise en abandonnant à autrui une trop grande part de son autorité.

Mais tandis que les Florentins flottaient dans cette incertitude, la fortune leur donna le moyen de s'assurer du patriarche. La république avait partout des espions très-vigilants pour surveiller ceux qui portaient des lettres, et pour découvrir si personne n'ourdissait aucun complot contre l'État. Il arriva qu'on saisit à Montepulciano des lettres que le patriarche écrivait à Piccinino, à l'insu du pape; aussitôt le magistrat préposé à la guerre les présenta au pontife. Quoique ces lettres ne fussent point écrites avec les caractères ordinaires, et que le sens en fût telle-

ment équivoque, qu'on ne pût en tirer aucun indice certain; le pape n'en fut pas moins effrayé de ces pratiques secrètes avec l'ennemi, et se détermina à s'assurer du cardinal. Il chargea de cette commission Antonio Rido, de Padoue, auquel était confié le commandement de la citadelle de Rome. Dès que Rido eut reçu cet ordre, il n'attendit plus que l'occasion pour l'exécuter. Le patriarche, décidé à passer en Toscane, voulait quitter Rome le jour suivant : il fit dire au gouverneur de se trouver dès le matin sur le pont du château, parce qu'il désirait en passant s'entretenir avec lui de quelques affaires. Antonio crut l'occasion propice ; il prescrivit à ses gens ce qu'ils devaient faire, et attendit le patriarche sur le pont, à l'heure indiquée. Ce pont touchait au château, et on pouvait le lever ou le baisser, selon que l'exigeait la défense. Lorsque le patriarche fut arrivé, Antonio le retint d'abord, sous prétexte de lui parler, et fit signe ensuite aux siens de lever le pont ; et soudain le patriarche, de général d'armée, se trouva prisonnier d'un simple commandant de château. Ceux qui le suivaient commençaient à murmurer ; mais ils se calmèrent, lorsqu'ils eurent entendu la volonté du pape. Le commandant, de son côté, tâchait de rassurer le cardinal et de lui donner de bonnes espérances ; mais il n'en reçut que cette réponse : « On n'arrête pas les hommes « puissants pour les remettre en liberté ; et ceux qui ne méri- « tent pas qu'on les arrête méritent seuls d'être relâchés. » Il mourut en effet quelque temps après en prison; et le pape mit à la tête de ses armées Lodovico, patriarche d'Aquilée. Quoique jusque-là il eût refusé de se mêler des guerres de la ligue et du duc, il consentit dès lors à y prendre part, et promit de fournir, pour la défense de la Toscane, quatre mille chevaux et deux mille hommes de pied.

Les Florentins délivrés de cette crainte, il leur restait celle que leur inspirait Niccolò et la confusion des affaires de Lombardie, entretenues par les difficultés qui s'étaient élevées entre le comte et les Vénitiens. Afin de mieux connaître en quoi ces intrigues consistaient, on envoya Neri di Gino Capponi et Mes-

23

ser Giuliano Davanzati à Venise, et on les chargea de régler les mesures à prendre pour conduire la guerre l'année suivante. On prescrivit spécialement à Neri de se rendre auprès du comte, aussitôt qu'il aurait connu l'opinion des Vénitiens, afin de savoir aussi la sienne, et de l'engager à faire ce qu'il y aurait de plus utile aux intérêts de la ligue. Ces ambassadeurs n'étaient point encore parvenus à Ferrare, qu'ils apprirent que Niccolò Piccinino avait passé le Pô avec six mille chevaux. Cette nouvelle les fit hâter leur voyage; et, à leur arrivée à Venise, ils trouvèrent la seigneurie toute portée à vouloir qu'on secourût Brescia, sans attendre la saison nouvelle, parce que cette ville ne pouvait résister jusqu'au printemps, ni attendre que la flotte fût construite, et que si l'on ne venait immédiatement à son secours, elle serait forcée de se rendre à l'ennemi; qu'alors le duc ne verrait plus d'obstacles à ses autres conquêtes, et qu'ils perdraient tous leurs États de terre ferme. En conséquence, Neri se rendit à Vérone pour entendre le comte et ce qu'il avait à dire contre ce projet. Sforza fit sentir, par d'assez bonnes raisons, qu'il était inutile de marcher sur Brescia, à cette époque de l'année; que cela serait désastreux pour la campagne prochaine; que, relativement au temps et au lieu, Brescia n'en retirerait aucun avantage; que ce serait désorganiser et fatiguer ses troupes, de manière que, quand la saison propre à la guerre serait arrivée, il faudrait nécessairement retourner à Vérone pour s'approvisionner de tout ce qu'on aurait consommé pendant l'hiver, et qui était indispensable pour l'été suivant; de sorte que toute la campagne se passerait en marches et en contre-marches.

Il y avait alors à Vérone, auprès du comte, deux envoyés vénitiens, Messer Orsatto Giustiniani et Messer Giovanni Pisani, qui avaient été chargés d'aller négocier cette affaire. Après de longs débats, il fut convenu avec ces envoyés que les Vénitiens donneraient au comte, pour l'année suivante, quatre-vingt-dix mille ducats, et à leurs autres troupes quarante ducats par lance; que l'on se hâterait d'entrer en campagne et d'attaquer le duc, afin que le danger auquel ce prince se trouverait ainsi exposé l'obli-

geât à rappeler Niccolò en Lombardie. Cet arrangement conclu, les envoyés retournèrent à Venise; mais comme la somme était lourde, les Vénitiens mettaient une extrême lenteur à toute chose.

Sur ces entrefaites, Niccolò Piccinino poursuivait son chemin; il était arrivé déjà dans la Romagne, et il avait si bien intrigué auprès des fils de Messer Pandolfo Malatesti, qu'il les avait décidés à abandonner les Vénitiens pour entrer au service du duc. Cet événement contraria les Vénitiens, et plus encore les Florentins, qui comptaient sur les Malatesti pour résister à Niccolò. Se voyant abandonnés des Malatesti, ils tremblaient que Pietro Giampagolo Orsino, qui commandait leurs troupes dans leurs États, ne fût dépouillé et désarmé par eux. Le comte, de son côté, n'en fut pas moins troublé; il avait peur que le passage de Niccolò en Toscane ne lui fît perdre ses États de la Marche. Déterminé à défendre son bien, il se rendit à Venise, et, introduit auprès du doge, il lui exposa « combien sa présence en Toscane « serait utile à la ligue, parce que c'était sur les lieux où l'en- « nemi avait son général et son armée que l'on devait faire la « guerre, et non où il avait ses villes et ses garnisons; parce qu'une « armée vaincue met fin à la guerre, mais que des places em- « portées et une armée intacte ne font que rendre la guerre mille « fois plus vive. Il exposa que la Marche et la Toscane seraient « perdues si l'on n'opposait à Niccolò une résistance énergique; « que leur perte entraînerait celle de la Lombardie; qu'au de- « meurant, y eût-il encore des ressources, il n'entendait aban- « donner ni ses sujets ni ses amis; qu'il était passé en Lombar- « die prince souverain, et qu'il ne voulait point en sortir simple « condottiere.

Le doge lui répondit « qu'il était évident que, s'il s'éloignait de la « Lombardie, que si même il repassait le Pô avec son armée, ce « serait le signal la perte de toutes les possessions vénitiennes de « terre ferme, le sénat étant résolu à ne plus rien dépenser pour « les préserver, parce que c'est une folie de chercher à défendre « ce que l'on est certain de ne pouvoir conserver; qu'il y a moins « de honte et moins de dommage à perdre ses États seulement,

« que ses États et son argent ; que si Venise venait à perdre tout « ce qu'elle possédait, on verrait alors combien il importait, pour « la sûreté de la Toscane et de la Romagne, que les Vénitiens « conservassent leur crédit ; qu'il était donc d'une opinion en- « tièrement opposée à celle du comte ; qu'il était persuadé que « le vainqueur en Lombardie le serait partout ailleurs ; que la « victoire y était d'autant plus facile, que le départ de Niccolò « laissait les États du duc dénués de toute défense, et qu'on pou- « vait les détruire, avant qu'il eût eu le temps de rappeler Pic- « cinino ou de s'appuyer d'un autre secours ; que si l'on voulait « examiner la chose d'un œil sage, on verrait que le duc n'avait « envoyé Niccolò en Toscane que pour forcer le comte à aban- « donner son entreprise, et à faire porter ailleurs la guerre qu'il « avait dans ses foyers ; que si le comte poursuivait Niccolò sans « qu'il y eût une nécessité évidente, ce serait remplir les inten- « tions du duc et combler tous ses désirs ; que si, au contraire, « on retenait les troupes en Lombardie, et qu'on pourvût comme « on le pourrait à la défense de la Toscane, le duc verrait bien- « tôt dans quelle fâcheuse position il s'était mis, et s'apercevrait, « mais trop tard, qu'il avait tout perdu en Lombardie, sans rien « gagner en Toscane. »

Après que chacun eut dit son opinion et combattu celle de son adversaire, on se décida à attendre encore quelques jours pour voir l'effet que produirait l'accord des Malatesti et de Niccolò, et connaître si les Florentins pouvaient compter sur Pietro Giampagolo, et si le pape marchait franchement avec la ligue, ainsi qu'il l'avait promis. Cette détermination convenue, on apprit bientôt que les Malatesti avaient conclu leur arrangement plus par crainte que par de mauvaises intentions ; que Pietro Giampagolo s'était dirigé vers la Toscane avec toutes ses troupes, et que le pape était plus porté que jamais pour la ligue. Ces avis calmèrent les craintes de Sforza : il consentit à demeurer en Lombardie, et à laisser Neri Capponi retourner à Florence avec mille de ses chevaux et cinq cents des autres. On convint en outre que si les affaires de Toscane tournaient de manière que la coopération du

comte fût nécessaire, on le lui écrirait; qu'il pourrait partir alors sans que rien le retînt. En conséquence Neri revint à Florence avec ses troupes, au mois d'avril, et y arriva le même jour que Giampagolo.

Pendant que ces événements se passaient, Niccolò Piccinino ayant mis ordre aux affaires de la Romagne, projetait de descendre en Toscane en traversant les hautes montagnes de San-Benedetto et la vallée de Montone; mais il trouva les passages si bien gardés par Niccolò de Pise, qu'il s'aperçut aussitôt qu'il ferait d'inutiles efforts pour les surmonter. Comme les Florentins, dans une attaque aussi imprévue, étaient mal pourvus de troupes et de chefs, ils avaient envoyé à la défense de ces montagnes un grand nombre de citoyens avec un corps d'infanterie levé à la hâte. Parmi eux se trouvait le chevalier Messer Bartolommeo Orlandi, auquel on confia la garde du fort de Marradi et le passage de ces montagnes. Niccolò Piccinino n'ayant pas jugé possible de forcer le pas de San-Benedetto, à cause du courage de celui qui le défendait, crut avoir meilleur marché de Marradi, par la lâcheté de l'officier préposé à sa défense. Marradi est un château situé au pied des monts qui séparent la Toscane de la Romagne, mais sur le revers qui regarde cette dernière province, et à l'entrée de Val-di-Lamona. Quoique dénué de murailles, le fleuve, les montagnes et les habitants en font un lieu difficile à emporter : les habitants, en effet, sont belliqueux et fidèles, et le fleuve a si profondément rongé le terrain et raviné ses bords, qu'il est impossible d'y arriver par le versant de la vallée, toutes les fois qu'on défend un petit pont qui se trouve sur le fleuve; enfin, de l'autre côté des montagnes, les rochers sont tellement à pic, que cette position est inexpugnable. Toutefois la lâcheté de Messer Bartolommeo rendit inutile et le courage des habitants et la force naturelle de cette position. A peine, en effet, eut-il entendu le bruit des troupes ennemies, que, laissant tout à l'abandon, il prit la fuite avec tous les siens, et ne s'arrêta qu'à Borgo-San-Lorenzo. Niccolò, en entrant dans cette place ainsi abandonnée, ne put s'étonner assez qu'on ne l'eût point défendue, ni assez se réjouir

de s'en voir le maître : il descendit aussitôt dans le Mugello, dont il occupa quelques châteaux, ne s'arrêtant avec son armée qu'à Pulicciano, d'où il parcourut tout le pays jusqu'aux monts de Fiesole; il poussa même la hardiesse au point de passer l'Arno, pillant et poursuivant jusqu'à trois milles de Florence tout ce qu'il rencontrait devant lui.

Les Florentins, cependant, ne perdirent point courage. Avant tout ils pourvurent à la stabilité du gouvernement, qui d'ailleurs paraissait assurée par la popularité de Côme, et par le soin qu'ils avaient pris de ne confier les magistratures les plus importantes qu'à un petit nombre de citoyens puissants, dont la sévérité contenait ceux qui auraient pu se montrer mécontents ou avides d'innovations. Ils savaient encore, par le traité fait en Lombardie, avec quelles forces Neri revenait; ils attendaient en outre les troupes du pape. Cet espoir leur rendit le courage jusqu'à l'arrivée de Neri, qui, trouvant la ville dans cette crainte et cette agitation, prit le parti de tenir la campagne pour empêcher Piccinino de la ravager librement. Il forma un corps d'infanterie levé tout entier parmi le peuple; et l'ayant réuni à sa cavalerie, il reprit Remolo qu'occupaient les ennemis, et y établit son camp, d'où il empêchait Niccolò de parcourir le pays, et faisait espérer à ses concitoyens qu'ils seraient bientôt délivrés de l'ennemi. Piccinino ayant vu que les Florentins, quoique dénués de troupes, n'avaient fait aucun mouvement, et que le plus grand calme régnait dans la ville, sentit qu'il consumait vainement un temps précieux. Il voulut tenter une autre opération, dans la vue d'exciter les Florentins à mettre leur armée à sa poursuite, et d'avoir ainsi l'occasion de leur livrer une bataille qui, s'il venait à la gagner, devait lui rendre faciles toutes ses autres entreprises.

Dans l'armée de Niccolò se trouvait Francesco, comte de Poppi, qui, à l'arrivée de l'ennemi dans le Mugello, s'était révolté contre les Florentins, avec lesquels il était lié. Quoique dès le principe les Florentins doutassent de sa bonne foi, ils avaient augmenté sa solde dans l'espoir de se l'attacher par de plus

grands bienfaits, et l'avaient fait commissaire de la république dans toutes les villes de leur domination voisines de ses États. Néanmoins l'esprit de parti a tant de pouvoir sur les hommes, qu'aucun bienfait, aucune crainte, ne purent effacer de son âme l'amitié qu'il portait à Messer Rinaldo et à ceux qui gouvernaient précédemment la république. Aussi, dès qu'il apprit que Niccolò s'approchait, il se joignit à lui et le pressa vivement de s'éloigner de la ville et de passer dans le Casentino, pays extrêmement fort par lui-même, et d'où il pouvait, sans rien craindre pour lui, tenir les ennemis en respect. Niccolò suivit ce conseil, passa dans le Casentino, s'empara de Romena et de Bibbiena, et établit ensuite son camp à Castel-San-Niccolò.

Cette forteresse est située au pied des monts qui séparent le Casentino du Val-d'Arno. Sa position dans un lieu assez élevé, et sa forte garnison, la rendirent difficile à emporter, quoique Niccolò la battît sans relâche avec des catapultes et autres machines de guerre. Ce siége dura plus de vingt jours. Pendant cet intervalle, les Florentins eurent le temps de rassembler toutes leurs troupes. Ils avaient déjà réuni à Fegghine, sous différents condottieri, plus de trois mille chevaux, dont ils donnèrent le commandement à Pietro Giampagolo comme capitaine, et à Neri Capponi et Bernardo de Médicis comme commissaires. Quatre envoyés de Castel-San-Niccolò vinrent réclamer leur secours. Les commissaires, après avoir examiné les lieux, virent qu'on ne pouvait les secourir que par les montagnes qui forment la vallée de l'Arno; mais comme les hauteurs pouvaient être occupées par l'ennemi plus promptement que par eux, attendu qu'il avait moins de chemin à faire, et qu'ils ne pouvaient lui dérober leur arrivée, l'opération était extrêmement douteuse, et pouvait entraîner la ruine de leurs troupes : ils se contentèrent de louer leur fidélité, et leur permirent de se rendre quand ils ne pourraient plus se défendre plus longtemps. Niccolò prit donc cette place après trente-deux jours de siége : mais le temps qu'il perdit à une conquête de si peu d'importance ne fut pas une des moindres causes qui firent échouer son entreprise; car

s'il se fût maintenu dans les environs de Florence, ceux qui gouvernaient alors la ville auraient été forcés d'employer des ménagements pour contraindre le peuple à fournir de l'argent; ils n'auraient pas aussi facilement rassemblé leurs troupes et formé des approvisionnements, si l'ennemi eût été dans les environs plutôt qu'éloigné; beaucoup de citoyens auraient peut-être osé proposer quelque arrangement avec Niccolò, pour s'assurer de lui au moyen de la paix, s'ils eussent cru que la guerre dût se prolonger. Mais le désir que le comte de Poppi avait de se venger des habitants de Castel-San-Niccolò, qui avaient longtemps été ses ennemis, lui inspira ce conseil, que Piccinino suivit pour lui plaire, et qui fut l'origine de leur perte commune. Il est si rare que les passions particulières ne nuisent pas à l'intérêt général!

Niccolò, poursuivant sa victoire, s'empara de Rassina et de Chiusi. Le comte de Poppi lui conseillait de se maintenir dans une position d'où il pouvait facilement répandre ses troupes entre Chiusi, Caprese et la Pieve, d'où il était maître des Apennins; ce qui lui permettait de descendre à son choix dans le Casentino, dans les vallées de l'Arno, de la Chiana et du Tibre, et de se trouver prêt à chaque démonstration que ferait l'ennemi. Mais Piccinino ayant considéré l'âpreté des lieux, lui répondit que ses chevaux ne mangeaient pas de pierres, et se rendit à Borgo-San-Sepolcre, où il fut amicalement reçu. De cette place, il essaya de corrompre les habitants de Città-di-Castello, qui, fidèles à leur amitié pour les Florentins, fermèrent l'oreille à ses insinuations. Dans l'espoir d'avoir les Pérousins à sa dévotion, il se rendit avec quarante chevaux seulement à Pérouse, où il était né, et où il fut reçu en concitoyen. Mais, au bout de quelques jours, il éveilla les soupçons et trama, de concert avec le légat et quelques habitants, diverses tentatives, dont aucune ne lui réussit. Il ne put tirer d'eux que huit mille ducats, et s'en revint à son armée. Alors il noua quelques intelligences dans Cortone pour l'enlever aux Florentins; mais le complot ayant été découvert avant le temps, ses projets échouèrent. Cette ville

comptait parmi ses principaux citoyens Bartolommeo de Senso : comme il se rendait le soir à la garde d'une porte, par ordre du capitaine, un de ses amis de la campagne lui fit dire de n'y point aller, s'il n'y voulait être tué. Bartolommeo voulut savoir le fond de la chose, et découvrit tous les fils du complot qui se tramait avec Niccolò : il les révéla en détail au capitaine, qui s'assura sur-le-champ des chefs de la conjuration, fit doubler la garde des portes, et attendit que Niccolò se présentât, comme il en était convenu. Il vint, en effet, pendant la nuit et à l'heure marquée ; mais voyant qu'il était découvert, il retourna dans ses quartiers.

Tandis que ces choses se passaient en Toscane avec peu de profit pour les troupes du duc, ses affaires en Lombardie n'allaient pas mieux, et chaque jour il y éprouvait quelque perte. Aussitôt que le temps l'avait permis, le comte Sforza était entré en campagne avec son armée, et les Vénitiens ayant rétabli leur flotte du lac, son premier objet fut de se rendre maître des eaux du lac, d'en chasser Visconti, jugeant, s'il y parvenait, que tout le reste lui deviendrait facile. En conséquence, il attaqua la flotte ennemie avec celle des Vénitiens, et la dispersa ; et avec ses troupes de terre, il prit toutes les forteresses qui obéissaient au duc. Alors les autres troupes ducales qui assiégeaient Brescia du côté de la terre, s'éloignèrent au bruit de cette défaite ; et cette ville fut ainsi délivrée après trois ans de siége. A la suite de cette victoire, le comte alla trouver les ennemis, qui s'étaient retirés à Soncino, château fort situé sur l'Oglio : il les en délogea, les força à se retirer sur Crémone, où le duc fit volte-face, et tâcha de défendre ses États de ce côté. Mais le comte le pressant chaque jour de plus en plus, Philippe, qui craignait de perdre sinon le tout, du moins la plus grande partie de ses États, reconnut alors combien était funeste la résolution qu'il avait prise d'envoyer Piccinino en Toscane. Pour réparer son erreur, il lui fit connaître par écrit la situation dans laquelle il se trouvait, et l'issue qu'avaient eue toutes ses entreprises ; il lui prescrivait, en conséquence, de quitter la Toscane, et de revenir sur-le-champ en Lombardie.

Dans ces entrefaites, les Florentins avaient réuni leurs troupes à celles du pape, sous les ordres de leurs commissaires, et fait halte à Anghiari, château fort situé au pied des monts qui séparent la vallée du Tibre de la Val-di-Chiana, et à quatre milles de Borgo-San-Sepolcro, dans un pays de plaine propre aux manœuvres de la cavalerie et aux opérations de la guerre. Comme ils avaient appris les victoires du comte et le rappel de Niccolò, ils crurent qu'ils termineraient la guerre sans tirer l'épée. Ils écrivirent donc aux commissaires de se garder de livrer bataille, parce que Niccolò ne pouvait plus rester longtemps en Toscane. Cet ordre vint à la connaissance de ce dernier, qui, voyant la nécessité de s'éloigner, voulut du moins tenter le sort des armes, pour qu'on ne l'accusât pas d'avoir rien négligé. Il s'attendait d'ailleurs à prendre ses ennemis au dépourvu et fort éloignés de la pensée de se battre. Ce parti était en outre appuyé par Messer Rinaldo, le comte de Poppi et les autres exilés florentins, qui ne pouvaient se dissimuler combien leur ruine était imminente si Niccolò s'éloignait; mais ils espéraient, si on en venait à une bataille, remporter la victoire, ou la perdre du moins avec honneur. Cette résolution une fois prise, Niccolò fit avancer son armée entre Città-di-Castello et le Borgo. Arrivé au Borgo, sans que les ennemis s'en fussent aperçus, il en tira deux mille hommes, qui, comptant sur le courage de leur capitaine et sur ses promesses, se mirent à sa suite, séduits par l'espoir du pillage.

Niccolò s'avança donc sur Anghiari avec ses troupes en bataille : il en était déjà à moins de deux milles, lorsque Micheletto Attendulo ayant aperçu au loin un grand nuage de poussière, reconnut que c'était l'ennemi, et cria aux armes. Le désordre fut considérable dans le camp des Florentins, parce que, dans ces sortes d'armées, on campait ordinairement sans observer aucune discipline, et que celle-ci y joignait toute la négligence que peut inspirer un ennemi éloigné que l'on croit plus disposé à fuir qu'à combattre. Aussi chacun était sans armes, éloigné de son quartier, et partout où son caprice et le besoin d'éviter la chaleur, qui était brûlante, avait pu le conduire. Cependant l'acti-

vité du capitaine et des commissaires fut si grande, qu'avant l'arrivée de l'ennemi on était à cheval et prêt à résister en bon ordre à son attaque. Micheletto avait été le premier à apercevoir l'ennemi, il fut aussi le premier qui courut l'attaquer ; il se dirigea avec sa troupe sur le pont qui traverse la route non loin d'Anghiari. Comme, avant l'arrivée de l'ennemi, Pietro Giampagolo avait fait combler les fossés qui bordaient la route située entre le pont et Anghiari, Micheletto se mit en face du pont; Simoncino, condottiere de l'Église, et le légat, se placèrent à l'aile droite; et à la gauche, les commissaires florentins et Pietro Giampagolo, leur capitaine. L'on disposa l'infanterie des deux côtés, le long des bords de la rivière. Il ne restait donc à l'ennemi d'autre chemin libre, pour joindre ses adversaires, que celui du pont; les Florentins, de leur côté, n'avaient à combattre qu'à cet endroit : seulement ils avaient prescrit à leur infanterie, si celle de l'ennemi quittait le chemin pour attaquer leurs gens d'armes par le flanc, de l'éloigner à coups d'arbalète, pour qu'elle ne pût blesser leurs chevaux de côté, lorsqu'elle traverserait le pont. Micheletto reçut vigoureusement les premières troupes qui s'avancèrent, et même il les repoussa; mais Astorre et Francesco Piccinino étant survenus avec une troupe d'élite, se jetèrent avec tant d'impétuosité sur Micheletto, qu'ils enlevèrent le pont, et le rejetèrent jusqu'au point où commence la montée qui conduit au bourg d'Anghiari : attaqués à leur tour par les deux ailes, ils furent rompus et repoussés au delà du pont. La mêlée dura plus de deux heures, pendant lesquelles, tantôt Piccinino, tantôt les Florentins, furent maîtres du pont. Quoique à cet endroit le combat se soutînt avec égalité, néanmoins sur tous les autres points Niccolò combattait avec un grand désavantage, parce que, quand ses troupes passaient le pont, elles trouvaient l'ennemi en force, qui manœuvrait aisément sur un terrain aplani, et où ceux qui étaient fatigués pouvaient être soutenus par des troupes fraîches. Lorsque, au contraire, les Florentins débouchaient au delà du pont, Niccolò ne pouvait soutenir ses troupes qu'avec difficulté, à cause des obstacles que leur oppo-

saient les fossés et les tranchées dont la route était embarrassée. C'est ce qui arriva toutes les fois que les troupes de Niccolò s'emparèrent du pont : elles en furent chaque fois chassées par les troupes de leurs adversaires qui n'avaient point encore combattu. Mais lorsque les Florentins eurent emporté le pont, et qu'ils purent entrer sur le chemin, l'impétuosité de leur attaque et les difficultés du terrain n'ayant pas laissé le temps à Niccolò de soutenir les siens par des troupes nouvelles, celles du front se mêlèrent avec celles de la queue; la confusion se mit dans tous les rangs. L'armée, ainsi rompue, fut contrainte à prendre la fuite, et chacun, sans plus rien considérer, se sauva du côté de Borgo. Les soldats florentins s'attachèrent au butin, et s'emparèrent d'un nombre considérable de prisonniers, d'armes et de chevaux, car il ne se sauva que mille chevaux avec Niccolò. Les habitants de Borgo, qui avaient suivi Piccinino pour piller, de déprédateurs devinrent la proie de l'ennemi : ils furent tous pris et mis à contribution; les drapeaux et les équipages furent enlevés.

Cette victoire fut plus profitable pour la Toscane que dommageable pour le duc; car si les Florentins l'avaient perdue, il restait maître de la Toscane, au lieu qu'en la perdant, il n'y perdait que les armes et les chevaux de son armée, qu'un peu d'argent pouvait facilement lui rendre. Jamais, dans aucun temps, la guerre ne se fit sur le territoire ennemi d'une manière moins périlleuse pour l'agresseur; car, à la suite d'une déroute aussi complète, et d'un combat qui dura plus de quatre heures, il ne mourut qu'un seul homme, non d'une blessure ou de tout autre coup honorable, mais il tomba de cheval et expira foulé aux pieds. Les hommes alors combattaient sans danger. Montés sur des chevaux vigoureux, couverts d'armes impénétrables qui les préservaient de la mort, toutes les fois qu'ils se rendaient, ce n'était point pour éviter le trépas; car dans le combat leurs armes les défendaient, et lorsqu'ils ne pouvaient plus combattre, il leur suffisait de se rendre pour sauver leur vie.

Cette bataille, par ce qui se passa durant et après le combat,

est un grand exemple des malheurs qu'entraînent ces sortes de guerre. Voyant les ennemis en déroute, les commissaires voulaient poursuivre Piccinino, qui s'était réfugié à Borgo-San-Sepolcro, et l'assiéger dans cette place pour couronner la victoire : mais, condottieri et soldats, tous refusèrent d'obéir, disant qu'ils voulaient mettre leur butin en sûreté; et panser les blessés. Ce qu'il y a de plus étonnant encore, c'est que le lendemain au milieu du jour, sans permission des commissaires ou du capitaine, ils se rendirent à Arezzo, d'où après avoir laissé leur butin, ils revinrent à Anghiari; conduite tellement contraire à la bonne règle et à toute discipline militaire, que le moindre débris d'une armée un peu organisée aurait pu facilement, et avec justice, arracher aux vainqueurs une victoire si peu méritée. Outre cela, les commissaires avaient exigé que l'on retînt les hommes d'armes faits prisonniers, pour ôter à l'ennemi la facilité de se refaire : mais, malgré cette défense, ils furent tous délivrés; chose vraiment étonnante, qu'une pareille armée ait eu assez de valeur pour remporter la victoire, ou que ses ennemis aient été assez lâches pour se laisser vaincre par des soldats aussi indisciplinés!

Tandis que les troupes florentines allaient et revenaient ainsi d'Arezzo, Niccolò eut le temps de s'éloigner avec les siennes de Borgo-San-Sepolcro, et de se retirer vers la Romagne. Les rebelles florentins l'accompagnèrent dans sa fuite : désespérant désormais de retourner à Florence, ils se dispersèrent dans l'Italie et à l'étranger, chacun selon ses ressources ou ses convenances. Messer Rinaldo choisit Ancône pour son séjour; et voulant mériter la céleste patrie après avoir perdu celle d'ici-bas, il alla visiter le tombeau de Jésus-Christ. A son retour, il mourut subitement à table, en célébrant les noces d'une de ses filles : heureuse mort, qui le frappa du moins dans le jour le moins cruel de son exil! Homme vraiment honorable dans toutes les fortunes, et qui l'eût été bien plus encore si le sort l'eût fait naître dans une ville sans factions; car un grand nombre de ses qualités, qui furent la cause de sa ruine dans une ville divisée,

eussent été pour lui une source de gloire dans un État où aurait régné la concorde !

Après le retour des troupes d'Arezzo et le départ de Niccolò, les commissaires se présentèrent devant Borgo. Les habitants voulaient se donner aux Florentins, qui refusaient de les prendre. Pendant qu'on négociait, le légat du pape soupçonna les commissaires de vouloir s'emparer de cette ville de l'Église. On en vint aux injures, et il en serait résulté quelque collision entre les troupes ecclésiastiques et celles de Florence, si l'affaire avait traîné en longueur; mais elle se termina au gré du légat, et tout se pacifia.

Tandis qu'on s'occupait ainsi des affaires de Borgò-San-Sepolcro, divers bruits se répandirent : les uns disaient que Piccinino se retirait vers Rome, d'autres qu'il s'avançait vers la Marche. C'est pourquoi le légat et les troupes de Sforza jugèrent à propos de se diriger du côté de Pérouse, afin de couvrir la Marche, ainsi que Rome, dans le cas où Niccolò se serait porté de ce côté; Bernardo de Médicis fut chargé d'aller avec eux; Neri et les troupes florentines furent envoyés pour reprendre le Casentino. Lorsqu'on eut arrêté ce plan, Neri vint assiéger Rassina, l'emporta, s'empara avec la même vigueur de Bibbiena, de Prato-Vecchio et de Romena, vint mettre le siége devant Poppi, et l'entoura de deux côtés, en plaçant une partie de ses troupes dans la plaine de Certomondo, et le reste sur la colline située dans la direction de Fronzole.

Le comte de Poppi se voyant abandonné de Dieu et des hommes, s'était renfermé dans la place, non qu'il espérât y recevoir des secours, mais afin d'obtenir, s'il le pouvait, des conditions moins rigoureuses. Resserré de plus en plus par Neri, il offrit de se rendre : on lui accorda tout ce qu'il pouvait espérer dans sa position, sa vie sauve, la liberté de ses enfants, la conservation de tout ce qu'il pourrait emporter, à condition qu'il céderait la ville et ses États à la république de Florence. Tandis qu'on capitulait, il descendit sur le pont de l'Arno, qui passe au pied de la ville, et là, d'une voix douloureuse et pleine d'amertume, il dit à Neri : « Si j'avais bien mesuré ma for-

« tune et votre puissance, je serais aujourd'hui à me réjouir avec « vous, en ami, de la victoire que vous avez remportée, au lieu « de venir, comme ennemi, vous supplier de rendre ma ruine « moins affreuse. Autant le sort vous est en ce moment avan« tageux et propice, autant il est pour moi cruel et misérable. « J'eus des chevaux, des armes, des sujets, des États, des ri« chesses : faut-il s'étonner que je les abandonne avec regret? Si « vous voulez, si vous pouvez commander à toute la Toscane, « il est nécessaire sans doute que nous vous soyons soumis. Mais « si je n'avais point commis cette erreur, mon infortune aurait « été ignorée, et vous n'auriez pas l'occasion de manifester « votre générosité; car, si vous me conservez, vous donnerez « au monde un exemple éternel de votre clémence. Que la mi« séricorde l'emporte donc sur ma faute, et laissez au moins « cette unique demeure aux descendants de ceux dont vos pères « ont reçu tant d'inestimables services. » Neri lui répondit : « Que, pour avoir trop mis d'espoir en ceux qui pouvaient peu « de chose en sa faveur, il avait commis une si grande faute en« vers la ville de Florence; que, dans les circonstances actuelles, « il était de la dernière nécessité qu'il fît l'abandon de toutes ses « possessions, et, qu'ennemi, il cédât aux Florentins ce qu'il « n'avait pas voulu conserver comme ami; qu'il s'était conduit « de manière à ne pouvoir être laissé dans un lieu où, à chaque « changement de fortune, il pouvait se rendre nuisible à la ré« publique; car ce n'était pas lui, mais ses États que l'on crai« gnait; mais que s'il avait l'espoir d'être prince en Allemagne, « Florence y consentirait volontiers, et qu'elle se plairait à le « favoriser, par reconnaissance pour ses aïeux, dont il alléguait « le souvenir. » A cette réponse, le comte répondit avec indignation qu'il se trouverait encore trop près des Florentins : dédaignant désormais toute parole d'amitié, et n'ayant plus aucun espoir, il céda la ville et toutes ses dépendances aux vainqueurs, et, suivi de sa femme, de ses fils et de ses trésors, il s'éloigna, en pleurant la perte d'un État que ses pères avaient possédé pendant quatre cents ans.

Lorsque le bruit de ces importantes victoires se fut répandu dans Florence, les magistrats et le peuple l'accueillirent avec les plus vifs transports de joie; et comme Bernardetto de Médicis trouva de son côté qu'on avait cru faussement que Niccolò se dirigeait vers la Marche ou sur Rome, il revint, accompagné de ses troupes, faire sa jonction avec Neri, et tous rentrèrent ensemble à Florence, où l'on décréta en leur faveur les honneurs les plus éclatants que les lois de la république permissent de décerner à des citoyens victorieux; et ils furent reçus par les seigneurs, par les capitaines de parti, et ensuite par toute la ville, avec une pompe triomphale.

FIN DU CINQUIÈME LIVRE.

LIVRE SIXIÈME.

De 1440 à 1463.

Le but de celui qui entreprend la guerre fut toujours, et il est raisonnable qu'il en soit ainsi, de s'enrichir et d'appauvrir son ennemi : en effet on ne poursuit la victoire, on ne désire la conquête que dans la vue de devenir puissant et d'affaiblir son adversaire. Il en résulte que, chaque fois que la victoire appauvrit, ou que la conquête affaiblit le vainqueur, on a dépassé ou l'on n'a point atteint l'objet pour lequel on faisait la guerre. Le prince ou la république s'enrichit dans la guerre qui, par suite de la victoire, anéantit ses ennemis, et devient le possesseur du butin et l'arbitre des impositions. Celui-là, au contraire, s'appauvrit par la victoire même, qui, encore que vainqueur, ne peut exterminer ses ennemis, et se voit forcé d'abandonner à ses soldats les dépouilles et les impositions des vaincus comme une proie qui leur appartient. Pour un tel État, la défaite est un malheur, la victoire est un véritable désastre. Vaincu, il ne souffre que le mal que lui fait l'ennemi; vainqueur, il subit les prétentions de ses propres amis; prétentions d'autant plus insupportables qu'elles sont moins fondées, et qu'il se voit forcé d'accabler ses sujets du fardeau de charges nouvelles. S'il renferme quelque humanité dans le cœur, peut-il se féliciter complétement d'une victoire qui fait le malheur de tous ses peuples? Les républiques anciennes dont le gouvernement était sage, avaient coutume, après la victoire, de remplir le trésor public d'or et d'argent, de distribuer des dons au peuple, de remettre les tributs aux sujets, et de célébrer leurs triomphes par des jeux et

des fêtes solennelles. Mais celles qui existaient à l'époque dont nous écrivons l'histoire, commençaient par épuiser le trésor public, et appauvrissaient ensuite le peuple, sans mettre l'État à l'abri de ses ennemis. Tout ce désordre avait sa source dans la manière absurde dont on faisait la guerre. On se contentait de dépouiller les ennemis vaincus, sans les retenir prisonniers ou sans les tuer; aussi ne différaient-ils à venir de nouveau attaquer le vainqueur que le temps qu'il fallait à qui payait leurs services pour leur procurer des armes et des chevaux. Le butin et les impositions de guerre appartenant aux soldats, le prince victorieux ne pouvait en profiter pour les nouveaux engagements qu'il était forcé de contracter. Il tirait ces dépenses des entrailles de son peuple, parce que la victoire ne faisait que rendre le prince plus avide et moins réservé à l'accabler d'impôts. Et ces soldats avaient amené la guerre à ce point, que le vainqueur ou le vaincu ne pouvait acheter leur obéissance que par de nouveaux sacrifices; car le vaincu avait besoin d'équiper de nouveau les uns, et le vainqueur de récompenser les autres : et comme les premiers ne pouvaient continuer la guerre sans chevaux et sans armes, les seconds ne voulaient point combattre sans de nouvelles récompenses; aussi l'un jouissait peu des victoires, et l'autre sentait peu sa perte, le vaincu ayant toujours le loisir de se refaire, et le victorieux n'étant jamais à temps de poursuivre sa victoire.

Cette manière désordonnée et honteuse de faire la guerre permit à Niccolò Piccinino de se retrouver à cheval avant que le bruit de sa défaite se fût répandu dans l'Italie, et de combattre l'ennemi avec plus de vigueur qu'il ne l'avait fait jusqu'à ce moment. C'est ainsi qu'après la déroute de Tenna il put s'emparer de Vérone; c'est ainsi qu'après la dispersion de ses troupes à Vérone il put se jeter en Toscane avec une armée considérable; c'est ainsi que, complétement battu à Anghiari, il n'était pas entré dans la Romagne que déjà il tenait la campagne avec plus de forces qu'auparavant, et qu'il put faire espérer au duc de Milan de défendre la Lombardie, qu'il regardait, à cause de

son absence, comme à peu près perdue; car, tandis que Niccolò épouvantait la Toscane, le duc, au contraire, se trouvait réduit à avoir peur pour ses États; et craignant de se voir perdu avant que Niccolò Piccinino, qu'il avait rappelé, eût le temps d'accourir à son secours, il se servit des moyens qui jusqu'alors lui avaient été si utiles en de semblables circonstances; et, afin de mettre un frein à l'activité du comte, et de corriger la mauvaise fortune par l'adresse, puisque la force ne pouvait suffire, il envoya Niccolò d'Est, prince de Ferrare, à Peschiera, où se trouvait Sforza. Le prince s'efforça, de la part de Philippe, d'amener le comte à faire la paix : « Il lui fit sentir que la « guerre était contraire à ses propres intérêts; que si le duc « venait à s'affaiblir au point de ne pouvoir plus maintenir son « crédit, il serait lui-même le premier à en souffrir, parce que « les Vénitiens et les Florentins ne sentiraient plus le besoin « qu'ils avaient de lui. Il ajouta que le duc, pour gage de son « sincère désir de la paix, lui offrait enfin de conclure le ma- « riage dont il lui avait fait la promesse; qu'il enverrait à cet « effet sa fille à Ferrare, et qu'à l'instant où la paix serait con- « clue, il promettait de la lui remettre entre les mains. » Le comte répondit : « Que si le duc cherchait sincèrement la paix, « il pouvait la conclure sans peine, puisque les Florentins et les « Vénitiens ne désiraient point autre chose; qu'il était toutefois « difficile de croire à sa parole; qu'il était connu pour n'avoir « jamais fait la paix que contraint par la nécessité; et que, « cette nécessité cessant de se faire sentir, son ardeur pour la « guerre se rallumait immédiatement; qu'il ne pouvait non plus « ajouter foi à une alliance avec lui, s'étant vu trompé tant de « fois; que si cependant on concluait la paix, il ferait ensuite, « relativement au mariage, ce que ses amis lui conseilleraient. »

Les Vénitiens, qui, sans motif raisonnable, soupçonnent souvent leurs généraux, suspectèrent grandement et avec raison les démarches qu'on venait de faire. Sforza, pour dissiper ces soupçons, poussait la guerre avec vigueur. Toutefois l'ardeur du comte était tellement refroidie par son ambition, et celle des

Vénitiens par leurs inquiétudes, que le reste de la saison amena peu d'événements importants; ce qui, joint au retour de Niccolò Piccinino en Lombardie, et à l'invasion de l'hiver déjà commencé, fit que chacun prit ses quartiers d'hiver : le comte à Vérone, le duc à Crémone, les troupes florentines en Toscane, et celles du pape dans la Romagne. L'armée, qui avait été victorieuse à Anghiari, attaqua Furli et Bologne, pour arracher ces deux villes des mains de Francesco Piccinino, qui les gouvernait au nom de son père; mais il les défendit avec tant de vigueur, que l'entreprise ne réussit point. Cependant l'approche de l'ennemi inspira aux habitants de Ravenne une si vive crainte de retomber sous la domination de l'Église, que, d'accord avec Ostasio da Polenta, leur seigneur, ils se remirent en la puissance des Vénitiens, qui, pour récompense d'une acquisition aussi importante, et pour empêcher que jamais Ostasio ne pût, en aucun temps, recouvrer par la force ce qu'il avait cédé avec tant d'imprudence, l'envoyèrent mourir à Candie avec un de ses fils.

Au milieu de tous ces événements, et malgré la victoire d'Anghiari, comme le pape manquait d'argent, il vendit aux Florentins la forteresse de Borgo-San-Sepolcro, pour la somme de vingt-cinq mille ducats.

Telle était la situation des affaires : chacun comptait que l'hiver ferait cesser toutes les hostilités, et personne ne s'occupait plus de conclure la paix, surtout le duc, que rassuraient la présence de Niccolò Piccinino et la saison. Il avait en conséquence rompu toute négociation avec le comte, remonté de nouveau Niccolò en toute hâte, et il faisait tous les préparatifs qu'exigeait une guerre prochaine; ce qu'ayant su, Sforza se rendit à Venise afin de délibérer avec le sénat sur la conduite à tenir l'année suivante. De son côté, Piccinino voyant l'ennemi en désordre, et lui-même en état d'agir, n'attend pas le printemps, et, dans le plus fort de l'hiver, il passe l'Adige, entre dans le territoire de Brescia, s'empare de tout le pays, à l'exception d'Oddula et d'Acri, enlève les équipages, et fait prison-

niers plus de deux mille cavaliers de l'armée de Sforza, qui ne s'attendaient pas à cette attaque. Mais ce qui irrita plus le comte, et causa le plus de frayeur aux Vénitiens, ce fut la révolte de Ciarpellone, l'un des principaux capitaines de Sforza. A cette nouvelle, le comte part sans délai de Venise; mais, arrivé à Brescia, il ne trouva plus Niccolò, qui, après les ravages qu'il avait commis, était rentré dans ses quartiers. Il ne crut pas devoir rallumer la guerre, qu'il trouvait éteinte : il voulut seulement profiter du loisir que le temps et l'ennemi lui laissaient pour se metttre en état, à la saison nouvelle, de venger ses anciennes injures. Il fit prendre aux Vénitiens la résolution de rappeler celles de leurs troupes qui servaient en Toscane avec les Florentins, et exigea qu'ils prissent à leur service Micheletto Attendùlo pour remplacer Gattamelata, qui venait de mourir.

Au commencement du printemps, Piccinino ouvrit, le premier, la campagne par le siége de Cignano, château éloigné de Brescia d'environ douze milles. Le comte accourut pour le secourir, et la guerre, ainsi que cela avait eu lieu jusqu'alors, se poursuivit entre ces deux capitaines. Sforza ayant quelque crainte pour Bergame, vint attaquer Martinengo, situé dans une position d'où il était facile, après s'en être emparé, de secourir la ville, que Piccinino pressait vivement. Mais comme l'ennemi s'était aperçu qu'il ne pouvait être inquiété que du côté de Martinengo, il avait pourvu ce château de toutes sortes d'approvisionnements, de manière que le comte fut obligé de l'attaquer avec toutes ses forces. Niccolò s'était placé dans une position telle, qu'il empêchait les vivres d'arriver au comte; de plus, il s'était fortifié par des coupures et des retranchements pour que le comte ne pût l'attaquer sans un grand danger. Ses dispositions étaient si bien prises, que les assaillants étaient dans une situation plus fâcheuse que les assiégés de Martinengo. Ainsi le défaut des vivres empêchait le comte de continuer le siége, et le danger de sa position de le lever. On prévoyait pour le duc une victoire manifeste, et pour les Vénitiens et le comte une ruine non moins évidente.

Mais la fortune, qui trouve toujours le moyen de favoriser ses amis et de perdre ses ennemis, enfla tellement l'ambition de Niccolò par l'espérance de la victoire, et poussa ses prétentions au point que, oubliant ce qu'il devait au duc et à lui-même, il fit dire à ce dernier, qu'ayant longtemps combattu sous ses drapeaux, sans avoir même acquis un espace de terre assez grand pour lui servir de sépulture, il prétendait savoir enfin de quelle manière il entendait le récompenser de ses fatigues, lui, de qui seul il dépendait de le rendre maître de toute la Lombardie, et de faire tomber ses ennemis entre ses mains; qu'il lui semblait donc que d'une victoire certaine devait naître une récompense réelle, et qu'il désirait qu'il lui concédât la ville de Plaisance pour pouvoir aller un jour s'y reposer des fatigues d'une longue guerre. Enfin il ne rougit même pas de menacer le duc de tout abandonner, s'il rejetait sa demande. Cette manière de demander, injurieuse et insolente, offensa si vivement le duc, et excita dans son cœur un tel courroux, qu'il jura, plutôt que d'y consentir, de renoncer à son entreprise. Ainsi, celui que tant de périls, que toutes les menaces de ses ennemis n'avaient pu faire plier, céda à la conduite insolente d'un ami. Il résolut de s'arranger avec le comte, auquel il envoya Antonio Guido Buono de Tortone, pour lui offrir sa fille et les conditions de la paix, qui furent acceptées avec avidité par lui et tous les alliés.

Après avoir arrêté secrètement ce traité entre eux, le duc fit ordonner à Piccinino de conclure une trêve d'un an avec le comte, sous prétexte que le poids de tant de dépenses était trop accablant, et qu'il ne pouvait sacrifier une paix certaine à l'espérance d'une victoire douteuse. Niccolò resta frappé d'étonnement à la nouvelle d'une pareille détermination, ne pouvant comprendre quel motif portait le duc à fuir un succès aussi glorieux, ni croire que, pour ne pas récompenser ses amis, il voulût sauver ses ennemis. Il s'opposait donc du mieux qu'il pouvait à cette résolution; de sorte que le duc, afin de le décider, fut forcé de le menacer, s'il refusait plus longtemps d'obéir, de le laisser à la

merci de ses soldats et de ses ennemis. Piccinino obéit donc, mais avec ce regret amer qu'éprouve celui que la force contraint à abandonner ses amis et sa patrie, se plaignant des rigueurs de son destin, qui se servait tantôt de la fortune et tantôt du duc pour arracher de ses mains la victoire que déjà lui abandonnaient ses ennemis. La trêve à peine conclue, on célébra le mariage du comte et de Madame Blanche, qui reçut pour dot la ville de Crémone. Après cette cérémonie, la paix fut ratifiée en novembre 1441. Francesco Barbadico et Pagolo Trono y intervinrent pour les Vénitiens, et Messer Agnolo Acciajuoli pour les Florentins : les premiers gagnèrent à ce traité Peschiera, Asola, et Lonato, château fort appartenant au marquis de Mantoue.

Quoique la guerre fût éteinte en Lombardie, elle existait toujours dans le royaume de Naples; ce qui fut cause qu'il fallut reprendre les armes en Lombardie. Pendant qu'on se battait en Lombardie, le roi René avait été dépouillé de tout son royaume, à l'exception de Naples, par Alphonse d'Aragon, qui, se croyant déjà sûr de sa victoire, forma le projet, pendant qu'on assiégeait Naples, d'enlever au comte Sforza, Bénévent et les autres fiefs qu'il possédait dans ce royaume : il se croyait d'autant plus sûr d'y réussir sans danger, que le comte était retenu par les guerres de Lombardie. Cette entreprise, en effet, lui réussit comme il le désirait, et il s'empara sans résistance de toutes les possessions du comte. Mais, à la nouvelle de la paix de Lombardie, Alphonse craignit que Sforza, irrité de la perte de ses fiefs, n'embrassât le parti de René, qui, par les mêmes raisons, ayant mis en lui toutes ses espérances, l'envoya prier instamment de venir secourir un ami, en même temps que se venger d'un ennemi.

Alphonse, à son tour, engageait Philippe, au nom de l'amitié qui régnait entre eux, à susciter tant d'affaires au comte, qu'absorbé tout entier dans des entreprises plus importantes, il ne pût songer à celle qui l'intéressait personnellement. Philippe se rendit à cette invitation, sans songer qu'il violait cette paix qu'il venait de conclure avec tant de désavantage pour lui. Il fit donc

entendre au pape Eugène que le moment était arrivé de recouvrer les villes de l'Église que le comte avait usurpées, et il lui offrit, pour y réussir, de lui donner à ses frais, pendant tout le temps que durerait la guerre, Niccolò Piccinino, qui, depuis la paix, s'était avec ses troupes retiré en Romagne. Eugène accueillit avidement cette offre, que lui rendaient plus douce encore la haine qu'il nourrissait contre le comte, et le vif désir qu'il avait de recouvrer ce qui lui appartenait. Si Piccinino l'avait autrefois trompé par cette espérance, pouvait-il craindre de l'être, maintenant que le duc offrait son intervention? Il réunit donc ses troupes à celles de Niccolò, et attaqua la Marche. Le comte, frappé de ce choc inattendu, rassembla de son côté toutes ses forces et marcha contre l'ennemi.

Cependant le roi Alphonse s'était emparé de Naples; à l'exception du château neuf, il était maître de tout le royaume. Le roi René, de son côté, ayant laissé dans cette forteresse une bonne garnison, partit, et vint à Florence, où il fut reçu avec les plus grands honneurs; mais il n'y resta que quelques jours, et voyant qu'il ne pouvait continuer la guerre, il retourna à Marseille. Sur ces entrefaites, Alphonse avait pris le château neuf, et, dans la Marche, le comte se trouvait inférieur en forces au pape et à Piccinino. Il demanda donc aux Vénitiens et aux Florentins un secours d'hommes et d'argent, en leur disant que, si pendant qu'il vivait encore, ils ne songeaient à contenir le pape et le roi, ils auraient bientôt à s'occuper de leur propre sûreté, parce que ces deux souverains s'uniraient avec Philippe et partageraient entre eux toute l'Italie.

Les Florentins et les Vénitiens restèrent un moment incertains : les uns, parce qu'ils doutaient qu'il y eût profit pour eux à s'attirer l'inimitié du pape et du roi; les autres, parce qu'ils se trouvaient impliqués dans les affaires de Bologne.

Annibal Bentivogli avait chassé de cette ville Francesco Piccinino, et, afin de se défendre du duc, qui protégeait ce dernier, il avait eu recours à l'appui des Vénitiens et des Florentins, et ni les uns ni les autres ne le lui avaient refusé : de sorte

que, entraînés déjà dans cette entreprise, ils hésitaient à secourir le comte. Mais il arriva qu'Annibal battit Francesco Piccinino, et les Florentins, croyant les affaires terminées de ce côté, se déterminèrent à secourir le comte. Mais auparavant, pour s'assurer du duc, ils renouvelèrent leur alliance avec lui; à quoi le duc se rendit sans difficulté, comme s'il n'eût consenti à faire la guerre au comte que parce que le roi René était sous les armes, et que maintenant que ce prince était abattu et entièrement privé de son royaume, il eût vu avec déplaisir que l'on dépouillât le comte de ses États. Il permit donc non-seulement qu'on secourût le comte, mais il écrivit au roi Alphonse de vouloir bien retourner dans son royaume, et de ne plus faire la guerre à Sforza. Quoique Alphonse acquiesçât d'assez mauvaise grâce à cette prière, il s'y décida cependant pour complaire à celui auquel il avait tant d'obligations, et se retira avec son armée au delà du Tronto.

Tandis que ces événements se passaient dans la Romagne, Florence voyait renaître la discorde dans son sein. Au nombre des citoyens les plus considérés dans le gouvernement, Neri di Gino Capponi se faisait remarquer. Sa réputation offusquait Côme de Médicis, parce que, au crédit dont Neri jouissait dans la ville, se joignait celui qu'il avait acquis parmi les troupes; car, s'étant trouvé plusieurs fois à la tête des armées florentines, il avait mérité leur affection par son courage et son habileté. Le souvenir des victoires que lui et Gino son père avaient remportées (l'un s'était emparé de Pise, l'autre avait vaincu Niccolò Piccinino à Anghiari) le rendait cher à un grand nombre de citoyens, et le faisait craindre de ceux qui ne voulaient point de rivaux dans le gouvernement. Parmi les nombreux capitaines de l'armée de Florence, on distinguait Baldaccio d'Anghiari, très-habile homme de guerre, et qui, à cette époque, n'avait personne qui le surpassât dans toute l'Italie en force de corps et en courage : il avait toujours commandé l'infanterie, et avait acquis sur cette troupe une si grande influence, que personne ne doutait qu'elle n'entreprît, à sa persuasion, tout ce

qu'il voudrait. Baldaccio, témoin continuel des belles qualités de Neri, avait conçu pour lui l'amitié la plus tendre. Cette liaison inspira de violents soupçons aux autres citoyens; mais comme ils sentaient le danger de laisser Baldaccio sans emploi, et celui plus grand encore de le garder à leur service, ils résolurent de s'en défaire, et la fortune vint favoriser leur projet. Messer Bartolommeo Orlandini se trouvait alors gonfalonier de justice : c'était lui qui, lorsque Niccolò Piccinino passa en Toscane, avait été envoyé, ainsi que nous l'avons dit plus haut, pour défendre le château de Marradi, d'où il s'était enfui lâchement, abandonnant son poste, qui semblait se défendre par sa position même. Tant de lâcheté avait si fort indigné Baldaccio, qu'il ne cessait de s'en expliquer ouvertement, et par des paroles outrageantes et par des lettres. La honte et le dépit enflammèrent Messer Bartolommeo, qui n'avait d'autre désir que de se venger, espérant effacer l'infamie de sa faute dans le sang de son accusateur.

Ce désir de vengeance était connu des autres citoyens, et l'on n'eut pas de peine à persuader à Messer Bartolommeo qu'il devait se défaire de Baldaccio, venger tout à la fois son injure, et délivrer l'État d'un homme qu'on ne pouvait conserver sans danger ou congédier sans dommage. Messer Bartolommeo ayant donc pris la résolution de l'assassiner, renferma dans sa chambre plusieurs jeunes gens armés. Baldaccio étant venu sur la place publique, comme c'était chaque jour sa coutume, pour y prendre avec les magistrats des arrangements relatifs à sa solde, le gonfalonier l'envoya chercher, et Baldaccio obéit sans défiance. Messer Bartolommeo va à sa rencontre, fait avec lui deux ou trois tours dans la galerie qui est au-devant des appartements des seigneurs, en l'entretenant de sa solde; ensuite, quand le moment lui parut arrivé, et comme ils se trouvaient près de la chambre où étaient les assassins, il donna le signal : ceux-ci s'élancent hors de la chambre, et massacrent Baldaccio, qu'ils trouvent seul et désarmé; ils jettent ensuite son cadavre par la fenêtre du palais, du côté de la douane, et le portent ensuite sur la place, où ils

lui coupent la tête, qu'ils donnent en spectacle au peuple pendant toute la journée. Baldaccio n'avait qu'un seul fils, qu'il avait eu peu d'années auparavant, d'Annalena sa femme, et qui ne survécut pas longtemps à son père. Annalena, privée de son fils et de son époux, ne voulut point épouser un autre homme: elle fit de sa maison un couvent, où vinrent se réunir à elle plusieurs dames nobles; elle s'y renferma, et y vécut saintement jusqu'à sa mort. Le couvent qu'elle fonda, et qui reçut d'elle son nom, conserve encore sa mémoire, et la conservera toujours.

Ce meurtre abaissa en partie la puissance de Neri, et lui enleva du crédit et des partisans; mais cela parut insuffisant aux magistrats. Il s'était déjà passé dix ans depuis la dernière réforme: l'autorité de la balià touchait à son terme, et un grand nombre de citoyens se permettaient de parler et d'agir plus qu'il ne fallait. Les chefs de l'État jugèrent que, s'ils ne voulaient point voir le pouvoir échapper entièrement de leurs mains, il était indispensable de s'en emparer de nouveau, en donnant l'autorité à leurs amis et en repoussant leurs rivaux. En conséquence, ils firent établir par les conseils, en 1444, une nouvelle balià, qui renomma aux emplois, réserva à un petit nombre le droit de créer la seigneurie, renouvela la chancellerie des réformes, et priva de cet office ser Filippo Peruzzi, pour le conférer à quelqu'un qui le remplît au gré du pouvoir: de plus, elle prolongea le terme de l'exil des bannis, mit Giovanni, fils de Simone Vespucci, en prison, priva de leurs honneurs les accopiateurs du parti opposé, et avec eux les fils de Piero Baroncelli, tous les Serragli, Bartolommeo Fortini, Messer Francesco Castellani, et une foule d'autres. Par ces mesures ceux qui gouvernaient reprirent leur autorité et leur influence, et abaissèrent l'orgueil de leurs ennemis et de ceux qui leur étaient suspects.

Après avoir ainsi raffermi l'État et recouvré leur autorité, les vainqueurs s'occupèrent des affaires du dehors. Comme nous l'avons dit, Niccolò Piccinino avait été abandonné du roi Alphonse, et le comte, par l'appui des Florentins, était devenu

puissant ; il attaqua Niccolò près de Fermo, et le battit si complétement, que ce dernier perdit presque toutes ses troupes, et, suivi d'un petit nombre des siens, se réfugia à Montecchio, où toutefois il se fortifia et se défendit avec tant d'opiniâtreté, qu'en peu de temps toutes ses troupes vinrent le rejoindre en si grand nombre qu'il put enfin tenir tête au comte, d'autant plus que les froids étaient arrivés, et que les deux capitaines furent obligés de prendre leurs quartiers d'hiver. Niccolò employa toute la saison à renforcer son armée : il reçut des secours du pape et du roi Alphonse. Au printemps les deux généraux entrèrent en campagne. Niccolò avait des forces supérieures, et le comte, réduit aux dernières extrémités, eût sans doute succombé, si le duc ne fût venu rompre les desseins de Niccolò. A cet effet, il le fit prier de venir le trouver sur-le-champ, parce qu'il avait à l'entretenir, de vive voix, de choses extrêmement importantes. Curieux de savoir ce que ce pouvait être, Piccinino abandonna, pour un avantage incertain, une victoire qui ne pouvait lui échapper, et laissant son fils Francesco à la tête de son armée, il se rendit à Milan. Le comte, informé de son absence, ne voulut pas perdre l'occasion de combattre tandis que Niccolò était éloigné : il livra bataille aux environs du château de Monte-Loro, défit l'armée de Niccolò, et fit Francesco prisonnier.

Arrivé à Milan, Piccinino s'aperçut qu'il avait été joué par Philippe ; et ayant appris bientôt la défaite et la prise de son fils, il en mourut de douleur en 1445. Il était âgé de soixante-quatre ans, guerrier plus renommé par son courage que par son bonheur. Il ne resta de lui que ses deux fils Francesco et Jacopo, moins courageux et plus malheureux encore que leur père. Ainsi disparurent, pour ainsi dire, ces troupes instruites dans l'art de la guerre par Braccio, tandis que celles de Sforza, secondées par la fortune, acquirent chaque jour une gloire nouvelle.

Le pape, voyant la défaite et la mort de Niccolò, et n'espérant plus de grands secours de la part du roi d'Aragon, chercha à faire la paix avec le comte, et la conclut par l'entremise des Florentins : les villes de la Marche, Osimo, Fabriano et Recanati, lui

furent laissées, et le reste de la province demeura sous la domination de Sforza.

Après la paix de la Marche, toute l'Italie eût goûté le repos, si les Bolonais ne l'eussent pas troublé. Il y avait à Bologne deux familles très-puissantes, les Canneschi et les Bentivogli. Annibal était le chef de ceux-ci, et Battista des autres. Dans la vue d'étouffer entre eux toute méfiance, ils avaient formé entre eux de nombreuses alliances : mais entre gens qui aspirent à la même grandeur, il peut exister des liens de famille, jamais une véritable amitié. Bologne, après l'expulsion de Francesco Piccinino, était entrée dans la ligue qu'Annibal Bentivogli avait engagé les Florentins et les Vénitiens à former. Battista, de son côté, instruit du désir qu'avait le duc de posséder cette ville, complota secrètement avec lui d'assassiner Annibal, et de se ranger sous ses drapeaux. Après être convenu des moyens d'exécution, le 25 juin 1445 Battista attaque Annibal avec les siens, l'égorge, et parcourt ensuite toute la ville, en faisant retentir le nom du duc. Les commissaires de Florence et de Venise, qui se trouvaient alors dans Bologne, au premier mouvement se retirèrent dans leur logis ; mais, instruits bientôt que le peuple, loin de favoriser les assassins, se rassemblait en armes sur la place, et plaignait la mort de Bentivogli, ils reprirent courage, et, suivis de tous ceux qui se trouvaient là, ils se réunirent au peuple : après avoir rassemblé leurs forces ils attaquèrent et eurent bientôt vaincu les Canneschi, dont une partie resta sur la place, et l'autre fut chassée de la ville. Battista n'ayant pas eu le temps de se sauver, ni ses ennemis celui de le massacrer, rentra chez lui et se cacha dans un caveau destiné à conserver le grain. Ses adversaires, après l'avoir cherché tout le jour, et certains qu'il n'était point sorti de la ville, effrayèrent tellement ses serviteurs, qu'un jeune domestique leur découvrit la retraite de son maître ; on l'en arracha encore tout couvert de ses armes : on l'égorgea d'abord, et son cadavre fut ensuite traîné dans les rues et brûlé. Ainsi l'influence du duc avait été assez grande pour

l'exciter à cette entreprise, mais sa puissance fut trop lente pour le seconder.

La mort de Battista et la fuite des Canneschi apaisèrent le tumulte, mais la confusion continua de régner dans Bologne. Personne de la famille des Bentivogli n'était en état de gouverner. Annibal n'avait laissé qu'un fils, nommé Giovanni, seulement âgé de six ans : on craignait donc qu'il ne s'élevât entre les amis des Bentivogli quelque division favorable au retour des Canneschi, et capable de causer la ruine de l'État et de leur parti. Tandis que les esprits flottaient dans cette irrésolution, Francesco, l'ancien comte de Poppi, se trouvant à Bologne, fit entendre aux principaux citoyens que, s'ils voulaient être gouvernés par quelqu'un du sang d'Annibal, il pourrait leur en indiquer un. Il raconta comment, il y avait environ vingt ans, Hercule, cousin d'Annibal, étant venu à Poppi, avait eu avec une jeune fille de cette ville une liaison qui avait donné naissance à un fils nommé Santi; qu'Hercule avait affirmé plusieurs fois qu'il en était le père, ce que ne pouvaient nier ceux qui connaissaient Hercule et le jeune homme, tant la ressemblance entre eux était frappante. On ajouta foi à ce discours, et l'on s'empressa d'envoyer à Florence quelques citoyens chargés de reconnaître le jeune homme, et de concerter avec Côme et Neri les moyens de l'obtenir.

Celui qui passait pour le père de Santi était mort, et le jeune homme était resté sous la garde d'un de ses oncles, nommé Antonio da Cascese, homme riche et sans enfants, et lié d'amitié avec Neri. C'est pourquoi, ayant ouï la chose, Neri jugea qu'il ne fallait ni la dédaigner ni l'accueillir non plus trop précipitamment ; il voulut que Santi s'expliquât en présence de Côme avec les envoyés de Bologne. Ils se réunirent à cet effet, et Santi fut non-seulement honoré, mais presque adoré par les Bolonais, tant l'esprit de parti avait de pouvoir sur leur âme! On ne conclut rien d'abord; mais Côme ayant fait venir Santi en particulier, lui dit : « Personne, en cette circonstance, ne peut

« mieux te conseiller que toi-même ; car c'est à toi à prendre le « parti auquel ton caractère te portera. Es-tu fils d'Hercule Ben-« tivogli, tu ne redouteras point une entreprise digne de ta fa-« mille et de ton père ; mais n'es-tu que le fils d'Agnolo da Cas-« cese, tu resteras dans Florence, consumant lâchement ta vie « dans quelques-uns des métiers de la laine. »

Ces paroles décidèrent le jeune homme, qui avait d'abord presque refusé d'embrasser ce parti : il répondit qu'il s'en remettait entièrement à la décision de Côme et de Neri. On fut bientôt d'accord ; on le pourvut honorablement de vêtements, de chevaux et de serviteurs ; une suite nombreuse l'accompagna jusqu'à Bologne, où on lui confia l'éducation du fils de Messer Annibal et le gouvernement de la ville. Il montra dans ce poste une si grande sagesse, que là où ses ancêtres avaient tous expiré sous les coups de leurs ennemis, il vécut en paix et mourut comblé d'honneurs.

Depuis la mort de Niccolò Piccinino et la pacification de la Marche, Philippe désirait avoir un capitaine capable de commander ses armées. Il traita secrètement, à cet effet, avec Ciarpellone, un des chefs les plus habiles du comte Francesco. Après avoir arrêté entre eux les conditions, Ciarpellone demanda au comte la permission d'aller à Milan pour y prendre possession de quelques châteaux que Visconti lui avait donnés dans les guerres précédentes. Sforza, se doutant de ce qui se passait entre eux, et ne voulant pas que le duc pût tirer parti de Ciarpellone, le fit d'abord arrêter, puis livrer à la mort, sous prétexte qu'il le trahissait. Philippe en eut un profond déplaisir, et en fut fortement indigné ; les Vénitiens et les Florentins, au contraire, furent charmés d'un événement qui leur ôtait la crainte que le duc et le comte, devenus amis, ne réunissent leurs armes ; mais le ressentiment de Visconti ralluma de nouveau la guerre dans la Marche.

Rimini obéissait à Gismondo Malatesti, qui, en sa qualité de gendre de Sforza, espérait la seigneurie de Pesaro ; mais le comte, qui l'avait à sa disposition, la donna à son frère Alexan-

dre. Gismondo en fut vivement irrité. Son dépit s'accrut encore lorsqu'il vit Federigo de Montefeltro, son ennemi, obtenir, avec l'appui du comte, la seigneurie d'Urbin. Cela fit qu'il se rapprocha du duc, et pressa le pape et le roi de Naples de faire la guerre au comte. Celui-ci, pour faire goûter à Gismondo les premiers fruits de cette guerre, qu'il désirait avec tant d'ardeur, crut devoir le prévenir, et l'attaqua tout à coup. Aussitôt la Romagne et la Marche sont bouleversées de nouveau. Philippe, Alphonse et le pape envoient de nombreux auxiliaires à Gismondo; les Vénitiens et les Florentins prêtent au comte le secours, sinon de leurs soldats, du moins de leurs trésors. Philippe, non content de la guerre de la Romagne, forme le projet d'enlever au comte Crémone et Pontremoli; mais Crémone fut défendue par les Vénitiens, Pontremoli par les Florentins, de façon que la guerre recommença en Lombardie; enfin, après plusieurs opérations tentées dans le pays de Crémone, Francesco Piccinino, capitaine du duc, est défait à Casal par Micheletto et les troupes vénitiennes.

Cette victoire fit concevoir à Venise l'espoir de chasser le duc de ses États : ils envoyèrent en conséquence un de leurs commissaires à Crémone, attaquèrent la Ghiaradadda, dont ils s'emparèrent, à l'exception de Crema. Ils franchirent ensuite l'Adda, et poussèrent leurs courses jusqu'aux portes de Milan. Visconti eut alors recours à Alphonse, et le pria de venir le secourir, en lui faisant sentir les périls prêts à fondre sur son royaume, si la Lombardie tombait aux mains des Vénitiens. Alphonse lui promit des secours, qu'il était difficile de faire passer, si le comte s'y opposait.

En conséquence, Philippe eut recours aux prières; il supplia le comte de ne point abandonner un beau-père vieux et aveugle. Le comte était bien irrité contre le duc de ce qu'il lui avait déclaré la guerre; mais, d'un autre côté, la grandeur de Venise lui faisait ombrage; déjà l'argent lui manquait, et la ligue ne fournissait à ses besoins qu'avec parcimonie; car les Florentins n'avaient plus du duc cette crainte qui leur avait fait attacher

tant de prix à la possession du comte; les Vénitiens, à leur tour, n'étaient pas fâchés de voir la ruine de ce dernier, parce qu'ils sentaient bien que lui seul pouvait leur enlever l'État de Lombardie.

Néanmoins, tandis que Philippe cherchait à l'attirer à sa solde, et lui promettait le commandement suprême de toutes ses troupes, pourvu qu'il abandonnât les Vénitiens et restituât la Marche au pape, les Vénitiens lui envoyèrent de nouveau leurs ambassadeurs pour lui promettre la ville de Milan, s'il réussissait à s'en rendre maître, et la perpétuité du commandement de leur armée, pourvu qu'il continuât la guerre dans la Marche et qu'il empêchât l'arrivée des secours d'Alphonse en Lombardie.

Les promesses des Vénitiens étaient brillantes, les services qu'ils avaient rendus au comte n'étaient pas moins grands; c'était pour lui conserver Crémone qu'ils avaient fait la guerre. D'un autre côté, les injures du duc étaient encore saignantes et ses promesses médiocres et incertaines. Cependant Sforza balançait sur le parti qu'il devait prendre. Ici, les obligations qu'il avait contractées envers la ligue, la foi jurée, les services reçus, les promesses pour l'avenir, tout faisait impression sur lui; tandis que là, il était retenu par les prières d'un beau-père, et surtout par le poison qu'il croyait caché sous les promesses des Vénitiens. Il savait bien que, s'ils venaient à vaincre, et leurs promesses et ses États demeuraient à leur discrétion, à laquelle un prince sage ne s'était jamais remis, qu'il n'y fût contraint par la nécessité. L'ambition des Vénitiens vint couper court aux irrésolutions du comte. Ayant conçu l'espoir de surprendre Crémone au moyen de quelques intelligences qu'ils avaient dans la place, ils trouvèrent un prétexte quelconque d'en faire approcher leurs troupes. Mais ceux qui la gouvernaient au nom du comte, ayant découvert cette trame, leur complot échoua : ils n'obtinrent point Crémone, et ils perdirent le comte, qui, ne gardant plus aucun ménagement, se réunit à Visconti.

Le pape Eugène était mort; Nicolas V lui avait succédé, et

Sforza avait déjà rassemblé toutes ses troupes à Cotignola pour passer en Lombardie, lorsqu'il apprit que Philippe était mort : c'était le dernier jour d'août de l'an 1447. Cette nouvelle donna au comte des inquiétudes d'autant plus vives qu'il ne croyait pas que son armée fût encore en ordre, n'ayant pas reçu la solde en entier. Il craignait les Vénitiens, qu'il voyait sous les armes, et qu'il avait tout récemment quittés pour se rapprocher du duc : il redoutait Alphonse, son éternel ennemi ; il comptait peu et sur les Florentins à cause de leur alliance avec les Vénitiens, et sur le pape, parce qu'il lui retenait plusieurs villes appartenant à l'Église. Toutefois il prit le parti de faire face à la fortune, et de se décider suivant les événements ; car souvent ce n'est qu'en agissant que l'on découvre ces lumières soudaines qui resteraient à jamais voilées, si l'on demeurait dans l'inaction. Il était persuadé, et c'était là sa plus grande espérance, que si les Milanais voulaient se défendre de l'ambition des Vénitiens, ils ne pourraient avoir recours qu'à ses armes. Ayant ainsi repris courage, il traversa le Bolonais, entra sur le territoire de Modène et de Reggio, et s'arrêta avec son armée sur les bords de la Lenza, d'où il envoya offrir ses secours aux Milanais.

Après la mort du duc, la ville s'était divisée : les uns voulaient vivre sous un gouvernement libre, les autres sous un prince ; mais, de ces derniers, les uns demandaient le comte, les autres le roi Alphonse. Cependant les partisans de la liberté, plus unis entre eux, l'emportèrent sur leurs rivaux : ils établirent à leur manière une république, à laquelle plusieurs villes du duché refusèrent d'obéir, les unes dans l'idée qu'elles pourraient aussi bien que Milan jouir de leur liberté, et les autres, qui étaient peu jalouses d'un semblable avantage, ne voulant pas de la suprématie des Milanais : Lodi et Plaisance se donnèrent aux Vénitiens ; Pavie et Parme se déclarèrent libres. Sforza ayant appris toutes ces divisions, se rendit à Crémone, où ses ambassadeurs et ceux de Milan convinrent de le nommer capitaine des Milanais, aux mêmes conditions qu'avait, en dernier lieu, consenties le duc Philippe. On y ajouta seulement que Brescia ap-

partiendrait au comte, mais que, s'il venait à acquérir Vérone, on la lui donnerait, et qu'il rendrait Brescia.

Avant la mort de Visconti, le pape Nicolas, qui venait de monter sur le saint-siége, avait cherché à établir la paix parmi les princes italiens. A cet effet, il convint avec les ambassadeurs que les Florentins lui avaient députés à son exaltation, de convoquer à Ferrare une diète dont le but devait être de traiter d'une longue trêve ou d'une paix définitive. Le légat du pape, les ministres de Venise, de Florence et du duc, se rendirent dans cette ville : ceux du roi Alphonse n'y vinrent point. Ce prince se trouvait à Tivoli avec un corps considérable d'infanterie et de cavalerie : de là il favorisait le duc, et l'on croyait que leur projet, lorsqu'ils auraient attiré le comte dans leurs intérêts, était d'attaquer ouvertement les Vénitiens et les Florentins ; mais que, jusqu'à ce que les troupes de Sforza eussent pénétré en Lombardie, on continuerait les négociations qui avaient lieu pour la paix de Ferrare, où le roi n'envoya point d'ambassadeur, parce qu'il avait fait connaître qu'il ratifierait tout ce que le duc aurait conclu en son nom. Cette paix fut longtemps discutée : après des débats prolongés, on convint enfin d'une paix définitive, ou d'une trêve de cinq ans, selon ce qui conviendrait le mieux au duc ; et ses ambassadeurs étant retournés à Milan pour connaître ses volontés, ils le trouvèrent mort. Malgré son trépas, les Milanais voulurent maintenir le traité ; mais les Vénitiens s'y refusèrent, parce qu'ils avaient plus que jamais l'espérance de s'emparer de tout le duché, surtout depuis que Lodi et Plaisance, immédiatement après la mort du duc, s'étaient remis entre leurs mains. Ils étaient convaincus qu'ils parviendraient, par la force ou par les traités, à dépouiller Milan de toutes ses dépendances, et qu'ils réduiraient cette ville à un tel état d'oppression, qu'ils la contraindraient à se soumettre avant qu'on vînt à son secours ; et ce qui mit le comble à leurs espérances, ce fut de voir les Florentins prêts à s'embarquer dans une guerre avec le roi Alphonse.

Ce prince se trouvait à Tivoli, décidé à poursuivre la con-

quête de la Toscane, ainsi qu'il en était convenu avec Visconti. La guerre qui venait d'éclater en Lombardie paraissait lui en donner le temps et les facilités. Mais avant de se déclarer ouvertement, il désirait avoir un pied dans les États florentins; c'est pourquoi il pratiqua des intelligences dans la forteresse de Cennina, située dans le Val-d'Arno supérieur, et s'empara de cette place. Les Florentins, saisis de cet accident inattendu voyant le roi déjà en marche pour les accabler, prirent de troupes à leur solde, nommèrent les Dix, et, suivant leurs usages, se préparèrent à la guerre. Le roi s'était déjà avancé avec son armée sur le territoire de Sienne, et s'efforçait, par tous les moyens, de gagner cette ville importante; mais les habitants restèrent fidèles à leur amitié pour les Florentins, et ne reçurent le roi ni dans leurs murs, ni dans aucune autre de leurs places : il est vrai qu'ils lui fournissaient des vivres; mais ils avaient pour excuse leur propre faiblesse et la force de l'ennemi. Le roi reconnut alors qu'il ne pouvait entrer par le chemin de Val-d'Arno, comme il l'avait d'abord projeté, soit parce qu'il avait déjà reperdu Cennina, soit parce que les Florentins étaient aussi parvenus à rassembler quelques troupes. Il se dirigea donc du côté de Volterra, et prit plusieurs forteresses du pays. Il entra ensuite sur le territoire de Pise, où, par le secours d'Arrigo et de Fazio, de la famille des comtes de la Gherardesca, il s'empara de quelques châteaux, d'où il vint ensuite mettre le siége devant Campiglia, mais il ne put s'en rendre maître, parce que les Florentins et l'hiver la défendirent. Le roi laissa donc des garnisons pour la défense des places dont il s'était emparé, et pour parcourir le pays; et avec le reste de son armée il vint prendre ses quartiers dans le pays de Sienne.

Cependant les Florentins, favorisés par la saison, mirent tous leurs soins à se pourvoir de troupes, et nommèrent pour les commander Federigo, seigneur d'Urbin, et Gismondo Malatesti, de Rimini. Quoique ces deux généraux fussent divisés, la prudence des commissaires Neri di Gino et de Bernardetto de Médicis, sût si bien maintenir la concorde entre eux, que l'on se

mit en campagne, lorsque l'hiver faisait sentir encore toute sa rigueur. On reprit toutes les places que l'on avait perdues dans le territoire de Pise, ainsi que Pomerancie, dans les environs de Volterra; et l'on contint si vigoureusement les soldats du roi, qui jusqu'alors avaient impunément parcouru les Maremmes, qu'ils pouvaient à peine se maintenir dans les forteresses dont la garde leur était confiée. Lorsque le printemps fut arrivé, les commissaires firent faire halte à toute leur armée à Spedaletto, au nombre de cinq mille chevaux et de deux mille fantassins: le roi s'approcha avec la sienne, forte de quinze mille hommes, jusqu'à trois milles de Campiglia. Mais, lorsqu'on s'attendait à le voir mettre de nouveau le siége devant cette place, il se jeta sur Piombino, qu'il espérait enlever facilement, sachant cette place mal pourvue. Cette acquisition lui aurait été en effet très-utile; en même temps qu'elle aurait été très-préjudiciable aux Florentins; car, de cette place, que la mer permet d'approvisionner, et d'où l'on peut inquiéter tout le territoire de Pise, il était facile de faire à l'ennemi une guerre qui finirait par dévorer toutes ses ressources. Ce siége inquiéta vivement les Florentins, et s'étant consultés sur ce qu'ils avaient à faire, ils jugèrent que, s'ils pouvaient se maintenir avec leur armée dans les broussailles marécageuses de Campiglia, le roi se verrait forcé de se retirer, ou vaincu ou couvert de honte. En conséquence, ils armèrent quatre grosses galères qu'ils avaient à Livourne, et jetèrent par ce moyen trois cents hommes dans Piombino. Ils assirent ensuite leur camp aux Caldanes, position difficile à attaquer, parce qu'il leur semblait dangereux de se poster dans une plaine obstruée de broussailles.

L'armée florentine tirait ses vivres des pays environnants, qui, pour être peu fertiles et peu peuplés, ne lui en fournissaient qu'avec difficulté. L'armée en souffrait, surtout du manque de vin: comme on n'en récoltait pas sur les lieux, et qu'on ne pouvait pas s'en procurer d'ailleurs, il était impossible d'en avoir pour chaque soldat. Le roi, au contraire, quoique resserré par les Florentins, avait de tout en abondance, excepté le fourrage,

parce qu'il recevait ses approvisionnements par mer. Les Florentins, en conséquence, voulurent essayer s'ils ne pourraient pas aussi, par la même voie, venir au secours de leurs troupes : ils chargèrent de vivres leurs galéaces, et les envoyèrent à l'armée ; mais elles furent rencontrées par sept galères du roi, qui en prirent deux et mirent les deux autres en fuite. Cette perte ôta aux Florentins tout espoir d'être ravitaillés. Il en résulta que plus de deux cents valets d'armée passèrent dans le camp du roi, ne pouvant supporter la disette du vin ; le reste de l'armée murmurait hautement, et protestait ne pas vouloir demeurer dans un pays où la chaleur était accablante, où l'on manquait de vin et où les eaux étaient mauvaises. Les commissaires prirent en conséquence le parti de lever le camp, sous prétexte de recouvrer quelques forts qui se trouvaient encore entre les mains du roi, qui, de son côté, quoiqu'il ne souffrît pas du manque de vivres, et que ses troupes fussent plus nombreuses, se voyait affaiblir chaque jour par les maladies dont son armée était attaquée, et qui provenaient de la nature du terrain marécageux où elle était campée. L'influence de ce fléau était si funeste, que presque tous les soldats en étaient atteints, et qu'un grand nombre y succombaient.

Cette situation donna ouverture à quelques propositions de paix. Le roi demandait cinquante mille florins et la cession de Piombino. Ces propositions ayant été mises en délibération à Florence, ceux qui désiraient la paix, et ils étaient en grand nombre, voulaient qu'on les acceptât, n'imaginant pas comment on terminerait à l'avantage commun une guerre dont l'entretien exigeait des dépenses aussi énormes. Mais Neri Caponi s'étant transporté à Florence, rendit le courage à ses concitoyens par des raisons si puissantes, que tous furent d'accord à ne vouloir plus entendre parler de paix, qu'ils prirent sous leur protection le seigneur de Piombino, et jurèrent de ne l'oublier ni dans la paix ni dans la guerre, pourvu qu'il ne cédât pas lui-même, et qu'il persistât à se défendre comme il l'avait fait jusqu'alors. Lorsque le roi eut appris cette résolution, et que la faiblesse de son

armée lui eut démontré qu'il tenterait en vain de prendre la ville, il leva son camp en désordre, abandonnant plus de deux mille morts, et avec les débris de son armée malade, il se retira d'abord dans le pays de Sienne, et de là dans son royaume, plein de ressentiment contre les Florentins, qu'il menaça d'une guerre nouvelle au retour du printemps.

Tandis que la Toscane était agitée par ces événements, le comte François, devenu en Lombardie capitaine des Milanais, rechercha avant tout l'amitié de Francesco Piccinino, qui combattait pour eux, afin de s'en faire un appui dans ses entreprises, ou de l'obliger à y regarder à deux fois, s'il voulait s'y opposer. Il entra donc en campagne avec son armée : les habitants de Pavie, convaincus qu'ils ne pouvaient résister à ses forces, mais ne voulant pas, d'autre part, obéir aux Milanais, lui offrirent leur ville, à condition qu'il les affranchirait de la domination de Milan. Le comte désirait vivement la possession de cette ville, qui lui semblait un puissant acheminement pour servir de prétexte à colorer ses projets. Il n'était retenu ni par la crainte ni par la honte de rompre ses engagements ; car, pour les grands, la honte est seulement de perdre, et non de s'agrandir par la perfidie. Il craignait cependant, en acceptant cette offre, d'irriter les Milanais et de les décider par là à se livrer aux Vénitiens; et, en la rejetant, il redoutait le duc de Savoie, auquel un grand nombre de citoyens voulaient se soumettre ; mais, dans l'une et l'autre alternative, il voyait l'empire de la Lombardie perdu pour lui. Réfléchissant toutefois qu'il y avait moins de danger à s'emparer de cette ville, qu'à la laisser prendre par un autre, il se décida à l'accepter, croyant pouvoir apaiser les Milanais, auxquels il représenta le danger qu'il y aurait eu à rejeter une offre pareille, attendu que les habitants de Pavie se seraient donnés alors, soit aux Vénitiens, soit au duc de Savoie, et que, dans les deux cas, leur État était perdu ; qu'il valait mieux l'avoir pour voisin et pour ami, qu'un plus puissant et un ennemi tel que ceux qui lui disputaient Pavie.

Cet événement déplut extrêmement aux Milanais, qui crurent

y voir à découvert l'ambition du comte et le but vers lequel il tendait : mais ils ne voulurent pas manifester leurs soupçons, parce que, s'ils se brouillaient avec lui, ils ne leur restait d'autre ressource que de se tourner vers les Vénitiens, dont ils redoutaient l'orgueil et les dures prétentions. Ils prirent donc le parti de ne point rompre avec le comte, et de remédier avec son appui aux maux qui les menaçaient, dans l'espoir qu'une fois hors de péril, ils pourraient également se délivrer de lui ; car ils étaient attaqués non-seulement par les Vénitiens, mais encore par les Génois et le duc de Savoie, au nom de Charles d'Orléans, fils d'une sœur de Philippe Visconti. Le comte repoussa sans peine cette dernière attaque : il ne restait donc d'autre ennemi que les Vénitiens, qui, possédant une puissante armée, voulaient se rendre maîtres du duché, et étaient déjà en possession de Lodi et de Plaisance. Sforza mit le siége devant cette dernière place, qu'il prit après une attaque opiniâtre, et qu'il livra au pillage : l'hiver étant ensuite survenu, il mit ses troupes en cantonnement, et se rendit à Crémone, où il se reposa le reste de la saison auprès de sa femme.

Dès les premiers jours du printemps, les armées de Venise et de Milan entrèrent en campagne. Le projet des Milanais était de prendre Lodi, et de faire ensuite la paix avec les Vénitiens; parce que les charges de la guerre augmentaient chaque jour, et qu'ils suspectaient les intentions de leur capitaine. Ils désiraient donc la paix, et pour goûter quelque repos, et pour s'assurer du comte. Ils arrêtèrent en conséquence que leur armée irait s'emparer de Caravaggio, dans l'espoir que Lodi se rendrait si ce château était arraché des mains de l'ennemi. Le comte obéit aux Milanais, quoiqu'il eût préféré passer l'Adda et attaquer le pays de Brescia. Il mit le siége devant Caravaggio, creusa des fossés, et éleva des retranchements pour sa défense, afin que, si les Vénitiens voulaient forcer son camp, ils ne pussent l'attaquer qu'à leur désavantage. L'ennemi de son côté fit approcher son armée, sous la conduite de Micheletto, à deux traits d'arc environ du camp de Sforza : elle y séjourna plusieurs jours, et livra de fréquentes escarmouches. Cependant le comte continuait à

presser la place, et l'avait réduite au point qu'elle devait nécessairement se rendre. Les Vénitiens en avaient un mortel déplaisir, parce qu'il leur semblait que sa perte entraînait celle de toute l'entreprise. Il s'éleva entre les chefs de leur armée de vifs débats sur les moyens de secourir Caravaggio : le seul qui s'offrît était d'aller attaquer le comte au milieu de ses retranchements; mais il présentait les dangers les plus graves. Cependant ils attachaient un si grand prix à la perte de cette forteresse, que le sénat de Venise, naturellement timide et éloigné de toute résolution extrême et périlleuse, aima mieux, pour la conserver, mettre tout l'État en péril que de voir par sa perte échouer toute l'entreprise.

On résolut donc d'attaquer le comte à quelque prix que ce fût. Après s'être mis en marche à la pointe du jour, les Vénitiens vinrent l'attaquer du côté le moins bien gardé. Dès le premier choc, ainsi qu'il arrive presque toujours dans une surprise, le désordre se répandit dans l'armée de Sforza; mais le comte sut bientôt le réparer. En vain les ennemis firent tous leurs efforts pour franchir les retranchements : ils furent non-seulement repoussés, mais tellement battus et dispersés, que de toute cette armée, composée de plus de douze mille cavaliers, à peine s'en sauva-t-il un millier; tous les équipages et les effets furent pillés. Jamais, jusqu'à ce jour, les Vénitiens n'avaient éprouvé une plus grande et plus épouvantable défaite.

Parmi le butin et les prisonniers, on trouva un provéditeur vénitien : il était tout tremblant pour avoir parlé du comte, avant et durant le combat, de la manière la plus outrageante, le traitant de bâtard et de lâche. Lorsque, après la défaite, il se vit prisonnier, il se rappela ses torts et craignit d'être récompensé selon ses mérites. Étant arrivé devant le comte d'un air consterné, selon l'usage des hommes tout à la fois orgueilleux et lâches, dont le caractère est d'être insolents dans la prospérité, humbles et rampants dans les revers, il se jeta tout en larmes à ses genoux, et lui demanda pardon des injures qu'il avait proférées contre lui. Sforza le releva, et, le prenant par le bras, lui dit de ne rien

craindre, et l'exhorta à avoir bonne espérance. Il ajouta : « qu'il « ne pouvait trop s'étonner qu'un homme qui, comme lui, cher- « chait la réputation de sagesse et de gravité, eût commis une « erreur telle que de parler avec aussi peu de ménagement de « ceux qui ne le méritaient pas; qu'à l'égard des reproches qu'il « lui adressait, il ignorait ce que son père Sforza avait pu faire « avec Madonna Lucia, sa mère, parce qu'il ne s'y était point « trouvé, et qu'il n'avait pu se mêler de leur manière de s'unir; « de sorte qu'il ne croyait mériter ni blâme ni louange pour ce « qu'ils avaient pu faire alors; mais que, pour ce qu'il était « tenu de faire lui-même, il était certain de s'être toujours com- « porté de manière à n'encourir les reproches de personne : ce « dont lui-même et son sénat offraient la preuve incontestable et « récente. » Il l'engagea enfin à se montrer à l'avenir plus retenu dans ce qu'il dirait des autres, et plus prudent dans ses entreprises.

Après cette victoire, le comte conduisit son armée victorieuse sur le territoire de Brescia, et se rendit maître de toute la contrée; il vint ensuite asseoir son camp à deux milles de la ville. Les Vénitiens, à la première nouvelle de leur défaite, craignant, comme il arriva, que Brescia ne fût la première attaquée, l'avaient munie, le plus promptement possible, des meilleures troupes qu'ils avaient pu réunir. Ils rassemblèrent ensuite, en toute hâte, de nouvelles forces, y incorporèrent les débris de leur armée échappés à la dernière défaite; et, aux termes de leur convention, ils sommèrent les Florentins de les secourir. Ceux-ci, qui se trouvaient délivrés de leur guerre avec le roi Alphonse, leur envoyèrent mille fantassins et deux mille chevaux. Ce renfort permit aux Vénitiens de faire des propositions de paix. Pendant un temps, il sembla que le destin de la république de Venise fût d'être vaincue à la guerre, mais de triompher par les traités; et ce que la guerre lui enlevait, souvent la paix le lui rendait avec usure.

Les Vénitiens savaient que les Milanais se méfiaient du comte, et que ce dernier désirait être, non le capitaine, mais le seigneur de Milan. Comme il ne dépendait que d'eux de faire la

paix avec Sforza ou avec les Milanais (le premier la recherchant par ambition, les seconds par crainte), ils préférèrent traiter avec le comte, et lui offrir de l'aider dans cette conquête. Car ils étaient persuadés que les Milanais, se voyant trompés par lui, aimeraient mieux, dans leur ressentiment, se soumettre au premier venu, que de lui obéir; et que, si on les amenait au point de ne pouvoir ni se défendre eux-mêmes, ni se fier davantage au comte, ils seraient forcés, n'ayant plus à qui recourir, de se jeter dans leur sein.

Cette résolution prise, ils sondèrent les intentions du comte : il le trouvèrent tout à fait incliné à la paix, et disposé à tirer pour lui, et non pour les Milanais, tout le profit de la victoire qu'il venait de remporter à Caravaggio. Ils conclurent donc un traité par lequel les Vénitiens s'engageaient à payer à Sforza, tant qu'il ne serait pas maître de Milan, treize mille ducats par mois, et à lui fournir durant tout le reste de la guerre quatre mille cavaliers et deux mille fantassins. De son côté, le comte s'obligea à rendre aux Vénitiens les places, les prisonniers, et généralement tout ce qu'il avait pu leur enlever dans cette guerre; et il promit solennellement de s'en tenir aux pays que le duc Philippe possédait à l'époque de sa mort.

Ce traité, lorsqu'il fut connu dans Milan, affligea toute la ville bien plus que ne l'avait réjouie la victoire de Caravaggio. Les principaux citoyens se plaignaient, le peuple s'exhalait en reproches, les femmes et les enfants pleuraient; et tous, d'une voix unanime, accablaient le comte des noms de traître et de parjure. Quoique persuadés de ne pouvoir le détourner de son perfide dessein, ils lui envoyèrent des ambassadeurs, pour voir de quel front et par quels discours il tenterait de couvrir sa scélératesse. Arrivés en présence du comte, un d'entre eux lui parla en ces termes :

« Ceux qui désirent obtenir quelque chose d'une personne, « ont coutume de l'attaquer par des prières, des dons ou des me- « naces, afin qu'émue par la clémence, l'intérêt ou la crainte, « elle condescende à leur demande. Mais aucun de ces trois

« moyens n'ayant de pouvoir sur des hommes cruels, avares, et « qui s'estiment tout-puissants, ce serait perdre sa peine que de « chercher à les attendrir par des prières, à les gagner par des « présents, à les effrayer par des menaces. Instruits, enfin, « mais trop tard, de ta cruauté, de ton ambition et de ton or- « gueil, nous venons vers toi, non pour te rien demander, non « dans l'espoir de rien obtenir de toi, lors même que nous nous « abaisserions à te demander quelque chose; mais pour te rap- « peler les nombreux services que tu as reçus du peuple mila- « nais, et te faire sentir par quelle ingratitude tu l'en a récom- « pensé, afin qu'au milieu de tous les maux que nous souffrons, « nous goûtions au moins quelque plaisir à te les reprocher.

« Tu dois cependant te rappeler quelle était ta position après « la mort du duc Philippe : le pape et le roi étaient tes enne- « mis; tu avais abandonné les Vénitiens et les Florentins, dont « tu étais presque devenu l'ennemi, et par le juste ressentiment « d'une récente injure, et parce qu'ils n'avaient plus besoin de « tes services. Tu succombais sous le poids de la guerre que te « faisait l'Église ; tu étais sans troupes, sans argent, sans amis, « sans espoir de pouvoir conserver tes États et ton ancienne re- « nommée ; ta chute enfin était certaine sans notre simplicité : « car nous seuls t'avons reçu au milieu de nous, par respect pour « l'heureuse mémoire de notre duc. Comme tu venais de t'atta- « cher à lui par un mariage et par une amitié récente, nous crû- « mes que l'affection que tu lui portais s'étendrait à ses héritiers, « et que, si nos bienfaits se joignaient à ceux dont il t'avait com- « blé, cette amitié deviendrait non-seulement inébranlable, mais « indivisible; et alors nous ajoutâmes à nos anciennes promesses « Vérone ou Brescia. Que pouvions-nous te donner ou te pro- « mettre de plus? Et toi, que pouvais-tu, dans ce temps, je ne « dis pas obtenir, mais seulement désirer de nous et d'autrui? « Tu as pourtant reçu de nous un bienfait inespéré; et pour ré- « compense, nous recevons de toi un mal inattendu.

« Tu n'as pas même différé jusqu'à ce jour pour découvrir la « perversité de ton âme : à peine as-tu été le maître de nos ar-

« mées, que, contre toute justice, tu as accepté Pavie ; premier
« avertissement de ce que nous devions attendre de ton amitié.
« Mais nous avons supporté cette injure, dans l'espoir qu'une
« conquête aussi importante devait satisfaire ton ambition. Hé-
« las? celui qui ne peut assouvir le tout, pourra-t-il se contenter
« d'une partie? En nous promettant de nous laisser la jouissance
« des conquêtes que tu ferais par la suite, tu savais trop bien que
« ce que tu nous donnais ainsi successivement, tu pouvais nous
« l'arracher à la fois. Telle a été la victoire de Caravaggio : préparée
« d'abord par notre sang et nos trésors, c'est par notre ruine que
« tu l'as achevée. Ah! malheureuses les villes qui ont à défendre
« leur liberté contre l'ambition de ceux qui veulent les opprimer!
« mais bien plus malheureuses encore celles qui sont réduites, pour
« se sauver, à recourir à des armes infidèles et mercenaires comme
« les tiennes! Ah! que du moins nos descendants profitent de no-
« tre exemple, puisque celui des Thébains et de Philippe de Ma-
« cédoine a été perdu pour nous, et que nous ne nous sommes
« point souvenus qu'après les avoir fait triompher de leur en-
« nemi; bientôt de leur général il devint leur ennemi, et en-
« suite leur maître.

« Ainsi, la seule faute dont nous puissions être accusés, c'est
« de nous être trop confiés en celui qui méritait peu notre con-
« fiance; car ta vie passée, ton ambition sans bornes, et que ne
« satisfit jamais aucun rang ni aucun état, devaient assez nous
« avertir. Que devions-nous espérer de celui qui avait trahi le sei-
« gneur de Lucques, rançonné les Florentins et les Vénitiens,
« montré peu d'estime pour le duc; méprisé un roi, et surtout
« persécuté Dieu et son Église par un si grand nombre d'outra-
« ges? Devions-nous jamais croire que les Milanais auraient plus
« de pouvoir sur l'âme de François Sforza, que tant de princes
« puissants, et qu'il nous conserverait cette parole qu'il avait vio-
« lée tant de fois envers les autres?

« Mais l'imprudence dont nous nous accusons n'excuse pas
« ta perfidie, et ne te lavera point de l'infamie que nos justes
« plaintes vont soulever contre toi dans tout l'univers; elle n'em-

« pêchera pas l'aiguillon de ta conscience de te déchirer, lorsque « tu nous frapperas de ces mêmes armes mises en tes mains pour « blesser et effrayer nos ennemis : tu sentiras alors que tu es digne « du supplice réservé aux parricides. Si l'ambition t'aveugle, le « monde entier, témoin de ta méchanceté, te fera ouvrir les « yeux; Dieu lui-même te les ouvrira, s'il est vrai qu'il abhorre « les parjures, la foi violée et la trahison, et si jamais, quoiqu'il « ait semblé quelquefois le permettre pour un bien caché, il peut « être l'ami des méchants. Ne te flatte donc point d'une victoire « certaine; car la juste colère de Dieu l'arrachera de tes mains. « Quant à nous, nous sommes décidés à perdre la vie pour sau- « ver notre liberté; et si nous ne pouvions la défendre, tu es le « dernier prince à qui nous voulussions nous soumettre. Mais si, « en punition de nos fautes, nous tombions en tes mains, ce qu'à « Dieu ne plaise! sois assuré que l'empire que tu auras inauguré « par la fraude et l'infamie finira pour toi, ou pour tes enfants, « par l'opprobre et par la misère. »

Le comte, quoique profondément blessé par les Milanais, sans laisser voir dans son discours ou dans son maintien aucune espèce d'altération, répondit : « Qu'il n'imputait qu'à la colère les « graves injures que renfermaient leurs discours imprudents, « auxquels il répondrait particulièrement, s'ils se trouvaient de- « vant quelqu'un qui pût être l'arbitre de leurs différends; qu'on « verrait qu'il n'avait point fait de tort aux Milanais; qu'il avait « seulement pourvu à ce qu'ils ne pussent lui en faire; qu'ils sa- « vaient bien comment ils s'étaient conduits après la victoire de « Caravaggio; qu'au lieu de lui donner en récompense ou Vé- « rone ou Brescia, ils avaient cherché à faire la paix avec les Vé- « nitiens, afin de ne laisser de son côté que les charges de l'ini- « mitié, tandis que, du leur, ils auraient les fruits de la vic- « toire, avec le mérite d'avoir fait la paix, et tous les avantages « qu'aurait produits la guerre; qu'ainsi ils ne pouvaient se plain- « dre, s'il avait conclu le même traité qu'ils avaient eu dessein de « conclure; que, s'il avait différé à prendre ce parti, il aurait « à leur reprocher aujourd'hui cette ingratitude contre laquelle

« ils venaient de s'élever ; que, du reste, ce Dieu, qu'ils invo-
« quaient comme le vengeur de leurs injures, ferait voir par
« l'issue de la guerre si c'était ou non la vérité ; qu'il montrerait
« lequel d'entre eux méritait le mieux sa faveur, et avait com-
« battu pour la plus juste cause. »

Après le départ des ambassadeurs, le comte se mit en mesure d'attaquer les Milanais, qui, de leur côté, se préparèrent à la défense, avec le concours de Francesco et de Jacopo Piccinino, qui, dans la haine toujours subsistante entre les Braccio et les Sforza, leur étaient restés fidèles ; ils résolurent de défendre leur liberté, jusqu'à ce qu'ils eussent du moins détaché Venise de l'alliance du comte, prévoyant bien que les Vénitiens ne pourraient longtemps demeurer fidèles à son alliance et à son amitié. De son côté, le comte, qui avait conçu les mêmes idées, crut que le parti le plus prudent était de les retenir par l'espoir d'un avantage, si les liens des traités n'étaient point assez forts. Ainsi, lorsqu'il régla les opérations de la guerre, il permit aux Vénitiens de se borner à assaillir Crema, tandis que lui et les autres troupes attaqueraient le reste du pays. Ces conditions offertes aux Vénitiens firent qu'ils restèrent assez longtemps dans l'alliance du comte, pour lui donner le moyen de s'emparer de tout l'État des Milanais, et de les resserrer dans la ville, au point qu'ils ne pouvaient plus se procurer aucune des choses nécessaires à la vie. Désespérant enfin d'être secourus, ils envoyèrent des députés à Venise, « pour prier le sénat d'avoir pitié de leur situation, en « venant défendre, comme l'exigeait le devoir des républiques « entre elles, leur liberté contre un tyran qu'ils ne pourraient « plus contenir à leur gré, lorsqu'il se serait rendu maître de leur « ville ; ils auraient tort de croire que Sforza veuille s'en tenir aux « traités ; nul doute qu'il ne prétende revenir aux anciennes li- « mites de l'État. » Les Vénitiens ne s'étaient point encore emparés de Crema, et voulant s'en rendre maîtres avant de changer de parti, ils répondirent publiquement aux ambassadeurs, que les traités conclus avec le duc ne permettaient pas de les appuyer ; mais en particulier on leur fit si fortement espérer

du secours, qu'ils purent en donner l'assurance à leurs concitoyens.

Déjà le comte s'était approché si près de Milan avec son armée, qu'il en attaquait les faubourgs, lorsque les Vénitiens, ayant pris Crema, ne crurent plus devoir différer de se lier avec les Milanais : ils traitèrent donc avec eux; et parmi les conditions du traité, ils promirent avant tout de défendre leur liberté. Ce traité conclu, ils ordonnèrent à leurs troupes qui combattaient sous les ordres du comte de quitter immédiatement son armée, et de rentrer dans les États de Venise. Ils firent ensuite signifier au comte la paix qu'ils venaient de conclure avec les Milanais, et lui accordèrent vingt jours pour l'accepter. Sforza ne fut pas étonné du parti qu'avaient pris les Vénitiens; il prévoyait la chose depuis longtemps, et craignait chaque jour de la voir arriver : cependant il ne put l'apprendre sans se plaindre, et sans éprouver ce déplaisir qu'avaient ressenti les Milanais lorsqu'il les abandonna. Il demanda aux ambassadeurs que Venise lui avait envoyés pour lui signifier le traité, deux jours pour y répondre, et résolut, pendant ce temps, d'amuser les Vénitiens et de poursuivre son entreprise. En conséquence, il annonça publiquement qu'il voulait accepter la paix, et envoya des ambassadeurs à Venise, avec d'amples pouvoirs pour la ratifier; mais il leur ordonna en secret de ne rien terminer, et de retarder chaque jour la conclusion du traité par de vaines apparences ou de nouvelles difficultés.

Pour ajouter encore à la confiance des Vénitiens, il fit une trêve d'un mois avec les Milanais, s'éloigna de la ville, divisa ses troupes, et les mit en quartier dans les endroits qu'il avait déjà occupés aux environs. Cette conduite lui donna la victoire et amena la perte de Milan. Les Vénitiens, certains de la paix, mirent plus de lenteur dans leurs préparatifs de guerre; et les Milanais, rassurés par la trêve, l'éloignement de leur ennemi, et par l'amitié des Vénitiens, se persuadèrent que le comte renonçait sans retour à son entreprise. Cette idée leur nuisit de deux manières : d'abord ils négligèrent leurs moyens de défense;

ensuite ; voyant le pays libre d'ennemis, ils profitèrent de la saison des semailles pour ensemencer une grande quantité de terrain, et fournirent ainsi au comte un moyen plus prompt de les affamer. Lui, au contraire, sut tirer parti de tout ce qui était funeste à ses adversaires. La trêve lui permit de respirer et de se pourvoir de nouveaux renforts.

Durant cette guerre de Lombardie, les Florentins ne s'étaient déclarés pour aucun des deux partis ; ils n'avaient favorisé le comte, ni lorsqu'il défendait les Milanais ni depuis. Il est vrai que, comme il n'avait pas eu besoin d'eux, il ne les avait pas sollicités avec instance : seulement, depuis la défaite de Caravaggio, ils avaient envoyé quelques secours aux Vénitiens, conformément aux conditions de la ligue. Mais lorsque Sforza se vit seul, et sans alliés à qui recourir, il dut réclamer instamment l'appui des Florentins. Il s'adressa publiquement aux chefs de l'État, et en particulier à ses amis, surtout à Côme de Médicis, dont il avait toujours cultivé l'amitié, et de qui il avait reçu dans toutes ses entreprises des conseils pleins de sagesse, ainsi que les secours les plus efficaces. Dans une circonstance si grave, Côme ne l'abandonna point : comme particulier, il vint à son aide de la manière la plus généreuse, l'encourageant à persévérer dans ses projets. Il désirait en outre que les Florentins l'aidassent publiquement ; mais c'était là le point difficile.

Neri di Gino Capponi était alors tout-puissant à Florence ; et il ne croyait pas dans l'intérêt de la ville que le comte se rendît maître de Milan ; il pensait, au contraire, qu'il serait plus avantageux pour toute l'Italie que Sforza ratifiât la paix, au lieu de poursuivre la guerre. Il craignait d'abord que les Milanais, dans leur ressentiment, ne s'abandonnassent entièrement aux Vénitiens, ce qui entraînait la ruine générale de l'Italie. D'un autre côté, si le comte réussissait à s'emparer de Milan, il croyait que tant de forces et tant d'États réunis dans les mains d'un seul homme devaient le rendre redoutable, et que si, comte, on ne pouvait supporter son ambition, duc, on la supporterait moins encore. Il était plus avantageux, selon lui, pour Florence et pour

l'Italie, de ne laisser au comte que sa réputation militaire, et de diviser la Lombardie en deux républiques, qui ne s'uniraient jamais au détriment de leurs voisins, et dont chacune en particulier serait trop faible pour devenir jamais nuisible. Le meilleur moyen pour parvenir à ce but, était, à son avis, de ne point secourir le comte, et de maintenir l'ancienne alliance avec les Vénitiens.

Ces raisons étaient repoussées par les amis de Côme, dans la persuasion que Neri parlait ainsi, non dans l'intérêt de la république, mais pour empêcher que le comte, ami de Côme, ne devînt duc, et n'augmentât ainsi l'influence déjà trop grande de ce dernier. Côme, de son côté, faisait voir « qu'il était de la « dernière importance, et pour la république et pour toute l'Ita- « lie, d'appuyer les projets du comte; qu'il n'était pas raison- « nable de croire que les Milanais pussent conserver leur liberté, « parce que l'esprit des citoyens, leur manière de vivre, leurs « anciennes divisions, s'opposaient à toute forme de gouverne- « ment populaire; de sorte que Sforza en deviendrait inévitable- « ment le duc, ou que les Vénitiens s'en rendraient les maîtres; « que, dans une telle conjoncture, personne n'était assez insensé « pour ne pas comprendre qu'il valait mieux avoir pour voisin « un ami puissant, qu'un ennemi plus puissant encore; qu'il ne « croyait pas que les Milanais, pour être en guerre avec le comte, « se soumissent volontiers aux Vénitiens, parce que Sforza avait « dans la ville des partisans que n'y avaient pas ces derniers : de « manière que, une fois convaincus de ne pouvoir défendre leur « liberté, ils se soumettraient plus volontiers au comte qu'aux « Vénitiens. »

Cette diversité d'opinions tint longtemps la ville en suspens. Enfin l'on arrêta qu'on enverrait des ambassadeurs à Sforza pour traiter avec lui des conditions de la paix. On leur prescrivit de la conclure, s'ils voyaient le comte assez fort pour être en position de vaincre, sinon d'élever des difficultés et d'attendre.

Les ambassadeurs n'étaient encore qu'à Reggio, lorsqu'ils apprirent que Sforza était devenu maître de Milan. En effet, la

trève à peine expirée ; le comte s'était porté vers la ville avec toute son armée, dans l'espoir de s'en emparer par un coup de main, et en dépit des Vénitiens ; attendu que ceux-ci ne pouvaient la secourir que du côté de l'Adda, dont il pouvait facilement leur fermer le passage : d'ailleurs la rigueur de la saison lui ôtait la crainte que les Vénitiens ne tinssent plus longtemps la campagne contre lui, et il comptait sur la victoire avant que l'hiver fût passé, surtout depuis que, par la mort de son frère Francesco, Jacopo Piccinino était resté seul à la tête des troupes milanaises. Les Vénitiens avaient envoyé un ambassadeur à Milan, pour exhorter les citoyens à une vigoureuse défense, et leur promettre de prompts et puissants secours. Il y eut donc pendant l'hiver quelques légères rencontres entre les Vénitiens et le comte ; mais le temps s'étant adouci, l'armée Vénitienne vint camper sur les bords de l'Adda, sous la conduite de Pandolfo Malatesta. Là, on délibéra si, pour secourir Milan, on devait attaquer Sforza et tenter le sort d'une bataille. Pandolfo, qui connaissait l'habileté de son adversaire et la valeur de son armée, démontra tout le danger d'une telle expérience. Un combat lui semblait inutile : le manque de fourrages et de grains devait, disait-il, chasser bientôt le comte, et leur assurer la victoire. Il conseilla donc de conserver la position, pour ne pas ôter toute espérance de secours aux Milanais, et les réduire à la nécessité de se rendre. Les Vénitiens approuvèrent ce conseil, comme le plus sûr ; ils espéraient d'ailleurs qu'en mettant les Milanais dans cette alternative, il les forceraient à se ranger sous leur domination ; car on pensait qu'ils ne consentiraient jamais à se donner au comte, en songeant aux affronts qu'ils en avaient reçus.

Cependant les Milanais étaient réduits aux dernières extrémités : cette cité populeuse renfermait naturellement un grand nombre d'indigents qui mouraient de faim au milieu des rues. Il s'élevait de toutes parts contre les magistrats des plaintes amères qui les faisaient trembler, et ils mettaient toute leur diligence à empêcher les rassemblements. La multitude est longtemps à se laisser aller au mal ; mais lorsqu'une fois elle s'y

trouve disposée, le plus petit accident suffit pour la mettre en mouvement. Deux simples bourgeois s'entretenaient, dans les environs de la Porte-Neuve, des calamités où Milan était en proie, de leur propre misère, et des moyens de sauver la ville : on commença à les entourer, et le rassemblement grossit au point que le bruit se répandit dans Milan, que les habitants de la Porte-Neuve avaient pris les armes contre les magistrats. La multitude, qui n'attendait que d'être poussée, s'arme soudain, met à sa tête Gasparre da Vicomercato, et se précipite vers le lieu où les magistrats étaient réunis : pleine de rage, elle massacre tous ceux que la fuite ne peut lui dérober, et n'épargne pas même l'ambassadeur de Venise, Lionardo Veniero, qu'elle regarde comme l'auteur de la disette, et qu'elle accuse de se réjouir de sa misère. Devenue, pour ainsi dire, maîtresse de toute la ville, elle délibère sur ce qu'elle avait à faire pour sortir de ce gouffre de maux, et goûter enfin quelque tranquillité. Tous sentaient qu'il était nécessaire de se mettre sous la protection d'un prince capable de les défendre, puisqu'ils ne pouvaient conserver leur liberté. Les uns voulaient pour maître le roi Alphonse ; d'autres, le duc de Savoie ; d'autres enfin, le roi de France : personne ne parlait du comte ; tant vivait encore dans tous les cœurs le ressentiment qu'il avait soulevé contre lui.

Cependant, comme ils ne pouvaient arrêter leur choix, Gasparre da Vicomercato fut le premier à nommer le comte, exposant longuement « que, si l'on voulait être délivré de la guerre, « c'était lui seul qu'il fallait appeler, parce que Milan avait be« soin d'une paix assurée et prochaine, et non de l'espoir éloigné « d'un secours à venir. Il tâcha d'excuser les entreprises du « comte, accusa les Vénitiens, ainsi que tous les autres princes « d'Italie, de n'avoir pas voulu, les uns par ambition, les autres « par avarice, que les Milanais pussent vivre libres ; que, puis« qu'il fallait faire l'abandon de leur liberté, il valait mieux la « confier à des mains qui pourraient ou sauraient la défendre, « pourqu'au moins de l'esclavage pût naître la paix, et qu'il n'en « sortît pas des maux plus grands et une guerre plus dange-

« reuse. » On l'écouta avec une attention surprenante; et lorsqu'il eut cessé de parler, on s'écria d'une voix unanime qu'il fallait recevoir le comte dans la ville, et Gasparre fut député vers lui pour l'inviter à s'y rendre. Il alla donc trouver le comte par ordre du peuple, et lui porta cette agréable et heureuse nouvelle. Le comte la reçut avec joie, et fit son entrée dans Milan, comme prince, le 26 février 1450. Il fut accueilli avec les plus vifs transports d'allégresse par ceux qui, peu de temps auparavant, le poursuivaient de toute leur haine.

Lorsque cette nouvelle fut parvenue à Florence, on ordonna aux ambassadeurs, qui étaient en chemin, de continuer leur voyage et d'aller, non plus traiter avec le comte, mais se réjouir avec le duc de sa victoire. Sforza les reçut avec distinction et les combla d'honneurs, parce qu'il savait bien qu'il ne pouvait avoir en Italie, contre la puissance des Vénitiens, d'amis plus fermes et plus fidèles que les Florentins, qui, n'ayant plus à craindre la maison de Visconti, voyaient bien que désormais ils allaient avoir à lutter contre toutes les forces des Aragonais et des Vénitiens; car les rois aragonais de Naples ne pouvaient pardonner l'affection que le peuple florentin avait toujours témoignée pour la maison de France; et les Vénitiens s'apercevant qu'ils inspiraient aujourd'hui la crainte dont les Visconti étaient autrefois l'objet, et se rappelant l'acharnement avec lequel ils avaient poursuivi ces derniers, redoutaient les mêmes poursuites, et cherchaient la ruine des Florentins. Le nouveau duc se rapprocha donc avec plaisir de Florence, et les Vénitiens et le roi Alphonse s'unirent contre leurs ennemis communs; ils s'obligèrent en même temps à prendre les armes : le roi pour attaquer les Florentins, et les Vénitiens le duc, qu'ils comptaient vaincre facilement, parce que, appelé à régner depuis peu de temps, ils espéraient qu'il ne pourrait se maintenir ni avec ses propres forces ni avec le secours de ses alliés.

Mais comme la ligue entre les Florentins et les Vénitiens subsistait toujours, et que le roi, après la guerre de Piombino avait fait la paix avec les premiers, les deux puissances crurent ne devoir rompre la paix qu'après avoir trouvé quelque prétexte pour

colorer leur agression. Elles envoyèrent donc l'une et l'autre des ambassadeurs à Florence, exposer de leur part à la seigneurie que l'alliance qu'elles venaient de contracter ne cachait aucune vue hostile, et n'avait été conclue que pour défendre leurs propres États. L'ambassadeur de Venise reprocha ensuite aux Florentins d'avoir permis à Alexandre, frère du duc, de traverser la Lunigiane pour se rendre en Lombardie avec son armée; d'avoir en outre contribué, par leurs conseils, à l'accord que le duc venait de faire avec le marquis de Mantoue. Il prétendit que cette conduite était contraire aux intérêts de la république et à l'amitié qui la liait avec eux; et il leur représenta, en ami, que quiconque offense à tort donne à autrui le droit de l'offenser avec raison, et que celui qui rompt la paix doit s'attendre à la guerre.

La seigneurie confia le soin de la réponse à Côme, qui, dans un long discours plein de sagesse, rappelant « tous les services « que Florence avait rendus à la république de Venise, fit voir « quels États elle avait acquis avec l'argent, les troupes et les con-« seils des Florentins; il exposa que, puisque c'était des Floren-« tins que provenait l'amitié des deux républiques, ce ne serait « pas les Florentins qui la rompraient jamais; qu'ayant toujours « aimé la paix, ils louaient infiniment l'accord que les Vénitiens « venaient de conclure, s'il était vrai qu'il eût été conclu dans « des intentions pacifiques et non dans des vues hostiles; qu'il « s'étonnait, il est vrai, d'entendre les plaintes que Venise « élevait aujourd'hui, et de voir une si puissante république don-« ner tant d'importance à des choses qui en méritaient si peu, « et qui même, eussent-elles été dignes d'être prises en consi-« dération, faisaient voir seulement que leur pays était librement « ouvert à tous, et que d'ailleurs le duc était de qualité à faire « alliance avec Mantoue, sans avoir besoin ni de leur aide ni de « leurs conseils; qu'en conséquence, il craignait que leurs plaintes « n'eussent quelque autre venin que celui qu'ils laissaient voir; « qu'au surplus chacun pourrait aisément connaître et bientôt « qu'autant l'amitié des Florentins était utile, autant leur ini-« mitié était à redouter. »

Cette affaire n'eut pas d'abord de suites sérieuses, et il paraît que les ambassadeurs s'étaient retirés satisfaits. Cependant l'alliance contractée entre les Vénitiens et le roi, ainsi que la conduite de ces deux États, faisaient plutôt craindre au duc et aux Florentins une guerre nouvelle, qu'espérer une paix solide. En conséquence, les Florentins se lièrent plus étroitement avec le duc; et c'est alors que se manifesta la malveillance des Vénitiens, car ils s'allièrent avec les Siennois et chassèrent de Venise et de son territoire les Florentins et tous les sujets de cette république. Peu de temps après, le roi Alphonse en fit autant, sans aucun égard pour la paix conclue l'année précédente, sans aucun motif légitime, ni même aucun prétexte. Les Vénitiens tentèrent de gagner les Bolonais; et ayant fourni aux bannis un renfort de troupes, ils les introduisirent de nuit dans la ville par les égouts. On ne sut leur entrée que quand ils l'eurent annoncée par leurs cris. A ce bruit, Santi Bentivogli s'étant levé, apprit comment toute la ville était au pouvoir des rebelles. En vain lui conseillait-on de se dérober à la mort par la fuite, puisque sa présence ne pouvait plus sauver l'État, il prétendit néanmoins faire face à la fortune; saisissant ses armes, il ranima les siens, et, suivi de quelques amis, il tomba sur une partie des rebelles, les défit, et après en avoir tué un grand nombre, il chassa ce qui en restait de la ville. C'était prouver, aux yeux de tous, qu'il était véritablement de la maison des Bentivogli.

Cette entreprise ne fit qu'ajouter à la certitude où étaient les Florentins d'une guerre prochaine. Ils eurent recours à leurs anciennes coutumes en pareil cas; ils créèrent la magistrature des Dix, prirent à leur solde de nouveaux condottieri, envoyèrent des ambassadeurs à Rome, à Naples, à Venise, à Milan, à Sienne, pour demander des secours à leurs amis, dissiper les soupçons, gagner ceux qui balançaient, et découvrir les projets des ennemis. On ne tira du pape que des paroles générales, de bonnes intentions et des exhortations à la paix; on n'obtint du roi que de vaines excuses d'avoir renvoyé les Florentins, et l'offre de donner un sauf-conduit à quiconque le demanderait; et quoique ce

prince cherchât à cacher ses projets de guerre prochaine, les ambassadeurs néanmoins pénétrèrent ses mauvaises intentions, et découvrirent les nombreux préparatifs qu'il faisait pour la ruine de leur république. Avec le duc, on ajouta de nouvelles clauses pour fortifier l'alliance qui les unissait déjà ; on se réconcilia, par son entremise, avec les Génois, et l'on oublia les anciennes querelles de représailles, ainsi que la plupart des autres sujets de plaintes, quoique les Vénitiens cherchassent par tous les moyens à troubler ces arrangements, et qu'ils allassent jusqu'à solliciter l'empereur de Constantinople de chasser les Florentins de ses États. Ils apportaient tant d'animosité dans cette guerre, la soif de dominer avait sur eux tant de pouvoir, qu'ils ne rougissaient pas de chercher à détruire ceux auxquels ils devaient la grandeur où ils étaient parvenus. Mais l'empereur ne les écouta pas. Le sénat de Venise interdit aux ambassadeurs florentins l'entrée sur le territoire de la république, alléguant pour raison que, étant alliés du roi, on ne pouvait les écouter sans sa participation. Les Siennois, au contraire, les reçurent avec bienveillance ; mais, dans la crainte d'être vaincus avant que la ligue pût les défendre, ils crurent prudent d'endormir ces armes dont ils n'auraient pu soutenir le choc. Le roi et les Vénitiens résolurent, comme alors on le conjectura, d'envoyer des ambassadeurs à Florence pour justifier la guerre ; mais on refusa de laisser pénétrer celui de Venise sur le territoire florentin ; et celui du roi ne voulant pas remplir seul sa mission, cette ambassade n'eut aucun résultat ; et par là les Vénitiens virent clairement qu'ils étaient encore moins estimés des Florentins qu'ils ne les avaient eux-mêmes considérés quelques mois auparavant.

Au milieu des craintes qu'inspiraient tous ces mouvements, l'empereur Frédéric III se rendit en Italie pour son couronnement. Le 30 janvier 1451 il fit son entrée à Florence, accompagné de quinze cents cavaliers : il fut reçu par la seigneurie avec les plus grands honneurs, et séjourna dans cette ville jusqu'au 6 février, qu'il en partit pour aller à Rome se faire couronner. Après avoir reçu la couronne et célébré son mariage

avec l'impératrice, qui s'était rendue à Rome par mer, il retourna en Allemagne et repassa au mois de mai par Florence, où on lui rendit les mêmes honneurs qu'à son arrivée. Ayant reçu dans sa route quelques services du marquis de Ferrare, il lui fit présent, pour le récompenser, de Modène et de Reggio. Les Florentins ne négligèrent rien dans le même temps pour se préparer à la guerre qui les menaçait. Pour se donner plus d'importance, et inspirer une plus grande terreur à leurs ennemis, ils conclurent, conjointement avec le duc et la France, une alliance offensive et défensive, et pour marquer leur joie, ils firent publier cette nouvelle avec ostentation par toute l'Italie.

On était au mois de mai 1452. Les Vénitiens ne crurent pas devoir différer plus longtemps à rompre avec Sforza, et l'attaquèrent du côté de Lodi avec une armée de seize mille cavaliers et de six mille fantassins, dans le temps que le marquis de Montferrat, par un motif d'ambition personnelle, ou excité par les Vénitiens, l'attaquait du côté d'Alexandrie. Le duc, à son tour, ayant réuni dix-huit mille cavaliers et trois mille fantassins, ayant pourvu à la défense d'Alexandrie et de Lodi, ainsi que de tous les lieux par où les ennemis pouvaient l'assaillir, entra avec son armée sur le territoire de Brescia, où il causa les plus grands dommages aux Vénitiens; ainsi chaque parti ravageait le pays, et saccageait les villes trop faibles pour se défendre. Mais les troupes du duc ayant battu le marquis de Montferrat auprès d'Alexandrie, il lui fut permis d'opposer aux Vénitiens des forces plus considérables et d'attaquer leurs possessions.

Tandis que la guerre se faisait en Lombardie avec des succès divers, mais peu dignes d'être rapportés, la Toscane vit également commencer les hostilités entre les Florentins et le roi Alphonse; mais cette guerre n'était conduite ni avec plus de courage ni avec plus de danger que celle qui avait lieu en Lombardie. Ferdinand, fils naturel d'Alphonse, pénétra en Toscane avec douze mille soldats commandés par Frédéric, seigneur d'Urbin. Leur première entreprise fut d'assiéger Fojano, dans

la Val-di-Chiana : leur alliance avec les Siennois leur avait permis d'entrer par ce côté sur le territoire florentin. Fojano était une petite place peu fortifiée, dont les habitants étaient peu nombreux, mais, vu l'époque, réputés pour fidèles et remplis de courage. Il s'y trouvait deux cents soldats envoyés par la seigneurie pour en former la garnison. Ferdinand vint mettre le siége devant ce château ainsi défendu ; mais telle était la valeur de ceux qu'il renfermait, ou telle fut sa propre lâcheté, que, pour s'en rendre maître, il ne lui fallut pas moins de trente-six jours. Ce délai donna le temps aux Florentins de fortifier les autres places plus importantes, de rassembler toutes leurs troupes, et de pourvoir à leur défense mieux qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors. Ce château emporté, les ennemis passèrent dans le Chianti, où ils ne purent pas même enlever deux petites maisons de campagne appartenant à de simples particuliers. Ils les laissèrent de côté, et mirent le siége devant Castellina, place située sur les frontières du Chianti, à seize milles de Sienne. Cette place, faible par l'art, l'était beaucoup plus par sa position, mais cette double faiblesse ne put être surmontée par celle de l'armée ennemie, qui au bout de quarante-deux jours de siége se retira honteusement. Telle était la terreur qu'inspiraient ces armées, tels étaient les dangers de ces guerres, que les places que l'on abandonne aujourd'hui comme ne pouvant être défendues, on les défendait alors comme ne pouvant être prises.

Pendant son séjour dans le Chianti, Ferdinand fit des incursions fréquentes et un butin considérable sur les terres de Florence : il s'approcha jusqu'à six milles de la ville, inspirant l'épouvante et ne faisait pas moins de mal aux sujets des Florentins, qui, à cette époque, avaient, sous la conduite d'Astorre de Faenza et de Gismondo Malatesti, dirigé leurs troupes, au nombre de huit mille hommes, vers le château de Colle, ayant soin de les tenir éloignés de l'ennemi, dans la crainte d'être obligés d'en venir à une action, parce qu'ils jugeaient que la guerre ne pouvait leur être funeste qu'autant qu'ils perdraient la bataille ; car la paix devait leur rendre toutes les petites forteresses qu'on

leur aurait enlevées, tandis qu'ils ne craignaient rien pour les places plus importantes, que les ennemis n'osaient attaquer. Le roi avait encore une flotte de vingt bâtiments environ, tant galères que flûtes, dans les eaux de Pise; et tandis qu'il assiégeait Castellina par terre, il fit approcher sa flotte du château de Vada, et s'en empara par la négligence du gouverneur. Maître de cette place, l'ennemi inquiétait le pays d'alentour; mais les ravages cessèrent, aussitôt que les Florentins eurent envoyé à Campiglia quelques soldats, qui tinrent l'ennemi en respect sur les bords de la mer.

Le pontife ne prenait part à tous ces démêlés que dans l'espérance de pouvoir rétablir la concorde entre les partis. Mais tandis qu'il évitait la guerre au dehors, il fut sur le point d'en trouver une plus dangereuse dans ses propres États. Il y avait à cette époque, à Rome, un citoyen nommé Stefano Porcari, illustre par sa naissance et son savoir, plus illustre encore par la noblesse de son âme. Suivant l'usage de tous les hommes qui aspirent à la gloire, son unique désir était d'exécuter ou du moins de tenter quelque action digne de mémoire. Il crut devoir essayer d'arracher sa patrie des mains des prêtres, et de lui rendre son antique gouvernement. Tout son espoir, s'il réussissait, était d'être appelé le nouveau fondateur et le second père de Rome. Les mœurs corrompues des prélats, le mécontentement des barons et du peuple, tout lui présageait la plus heureuse issue; mais ce qui surtout exaltait son espérance, c'étaient ces vers de Pétrarque, dans la *canzone* qui commence par ces mots :

> Spirto gentil che quelle membra reggi,

et dans laquelle le poëte dit :

> ..... Sopra il monte Tarpejo, canzon, vedrai
> Un cavalier, ch' Italia tutta onora,
> Pensoso più d' altrui che di se stesso.

Messer Stefano savait que les poëtes sont souvent animés d'un esprit prophétique et divin : il s'imagina que ce que Pétrarque avait annoncé dans ses vers devait nécessairement arriver;

et qu'à lui était réservée cette grande entreprise, ne trouvant personne dans Rome qui le surpassât par l'éloquence, le savoir, le crédit et le nombre de ses amis. En proie à cette pensée, il ne put se conduire avec tant de prudence, que ses discours, ses habitudes, et toute sa manière de vivre, ne découvrissent ses intentions. Il devint suspect au pape, qui, pour lui ôter l'occasion de nuire, l'exila à Bologne, et ordonna au gouverneur de cette ville de s'assurer chaque jour de sa présence. Ce premier obstacle, loin d'ébranler Messer Stefano, ne fit que l'exciter à poursuivre son entreprise : s'entourant de précautions, il entretint de secrètes intelligences avec ses amis; et plus d'une fois il se rendit à Rome, et en revint avec une telle célérité, qu'il se trouvait à temps pour se présenter au gouverneur à l'heure désignée. Mais, lorsqu'il crut s'être assuré d'un assez grand nombre de complices, il résolut de ne plus différer, et invita les amis qu'il avait à Rome à préparer, pour un jour qu'il leur indiqua, un festin splendide, où tous les conjurés devaient être appelés et invités à amener leurs amis les plus sûrs : il promit de se trouver au milieu d'eux avant la fin du repas. Tout s'exécuta comme il l'avait prescrit. Messer Stefano arriva, en effet, dans la maison où l'on soupait; et lorsque le repas fut terminé, vêtu de drap d'or, couvert de colliers et d'autres ornements qui rehaussaient la dignité naturelle de son maintien, il parut tout à coup au milieu des convives qu'il embrassa, et exhorta, dans un long discours, à s'armer de courage pour une si glorieuse entreprise. Il les divisa ensuite en deux troupes, prescrivit à l'une de se rendre le matin du jour suivant au palais du pontife et de s'en emparer; à l'autre de se répandre dans les rues de Rome, en appelant le peuple aux armes. Mais dans la nuit, le pape eut avis du complot, selon les uns, par la trahison de quelques conjurés, selon les autres, parce qu'on apprit la présence de Messer Stefano dans Rome. Quoi qu'il en soit, dans la nuit même où avait eu lieu le repas, le pape le fit saisir, ainsi que la majeure partie de ses complices, et ensuite les fit mourir suivant que le méritait leur crime. Telle fut la fin de cette entreprise.

Sans doute on peut applaudir à l'intention de Stefano, mais il n'est personne qui ne blâme son imprudence; car de pareilles entreprises peuvent offrir à la pensée une apparence de gloire, mais leur exécution entraîne presque toujours les dangers les plus certains.

Il y avait près d'un an que la guerre se faisait en Toscane. La campagne venait de se rouvrir au printemps de 1453, lorsqu'Alexandre Sforza, frère du duc, vint au secours des Florentins, à la tête de deux mille cavaliers. Ce renfort ayant augmenté l'armée des Florentins, et celle du roi s'en trouvant affaiblie, ils résolurent d'aller reconquérir les places qu'ils avaient perdues, et ils en recouvrèrent une partie sans grande peine. Ils allèrent ensuite mettre le siége devant Fojano, que la négligence des commissaires livra au pillage. Les habitants qui en avaient été chassés n'y revinrent habiter qu'avec une extrême répugnance; et ce ne fut que par des exemptions d'impôts et d'autres priviléges qu'on put les y décider. On reprit encore le château de Vada, parce que l'ennemi, désespérant de le défendre, l'abandonna après l'avoir brûlé. Tandis que l'armée florentine se livrait à ces opérations, celle des Aragonais, n'osant s'approcher des ennemis, s'était retirée sous les remparts de Sienne, d'où elle parcourait souvent tout le Florentin, pillant, ravageant et jetant l'effroi dans le pays.

Le roi chercha cependant s'il n'y aurait pas un autre moyen d'assaillir ses ennemis, de diviser leurs forces, et de les décourager par de nouveaux embarras et de nouvelles attaques. Gherardo Gambacorti était seigneur feudataire de Val-di-Bagno : soit par amitié, soit par reconnaissance, lui et ses ancêtres avaient toujours été à la solde ou sous la protection des Florentins. Le roi Alphonse entra en négociation avec lui pour qu'il lui cédât son fief, en échange d'un autre qu'il lui donnerait dans son royaume. Cette intrigue fut connue à Florence; et, pour pénétrer les desseins secrets de Gambacorti, on lui envoya un ambassadeur chargé de lui rappeler les obligations que lui et ses aïeux avaient à la république, et l'exhorter à demeurer ferme

dans sa foi. Gherardo feignit un grand étonnement, et jura, de la manière la plus solennelle, qu'une aussi coupable pensée ne lui était jamais tombée dans l'esprit; qu'il irait en personne à Florence, pour y donner un gage de sa fidélité; mais qu'étant indisposé, son fils ferait ce qu'il ne pourrait faire lui-même. Il le confia donc comme otage à l'ambassadeur, pour qu'il l'emmenât à Florence. Ce discours, cette conduite persuadèrent aux Florentins que Gherardo était sincère; que celui qui l'avait accusé était un imposteur et un homme frivole, et ils se reposèrent dans cette confiance. Mais Gherardo n'en suivit qu'avec plus d'ardeur son marché avec le roi, qui, aussitôt après sa conclusion, envoya à Val-di-Bagno le chevalier de Jérusalem, Frère Puccio, à la tête d'une forte troupe, pour prendre possession des forteresses et des places qui appartenaient à Gherardo. Mais les peuples du Val-di-Bagno, attachés à la république de Florence, avaient peine à promettre l'obéissance aux commissaires du roi.

Frère Puccio avait déjà pris possession de la majeure partie du pays; il ne lui restait plus qu'à se rendre maître de la forteresse de Corzano. Parmi ceux qui accompagnaient Gherardo pendant la remise de ces places, se trouvait Antonio Gualandi, de Pise, jeune homme plein de courage, et qu'indignait la trahison de Gambacorti : ayant bien observé la position de la forteresse et la contenance de ceux qui la défendaient, il reconnut à leur maintien et à leurs gestes combien ils étaient mécontents. Gherardo se trouvait à la porte, et allait introduire les troupes aragonaises : Antonio se tourne vers l'entrée, pousse violemment des deux mains Gherardo hors de la porte, et commande aux gardes de la fermer sur ce traître, et de conserver cette forteresse à la république de Florence. A peine le bruit de cette action se fut répandu à Bagno et dans les autres lieux voisins, que le peuple prit les armes contre les Aragonais, et, arborant la bannière de Florence, les chassa du pays. Dès qu'on apprit cet événement à Florence, on jeta dans une prison le fils de Gherardo, que son père avait donné pour otage; on en-

voya des troupes à Bagno, pour défendre ce pays au nom de la république, et l'on nomma un simple vicaire pour gouverner cet État, qui avait jusqu'alors obéi à un prince. Gherardo, traître envers la république et envers son fils, eut grande peine à se sauver, et laissa sa femme, sa famille et ses trésors au pouvoir de ses ennemis. Ce succès n'était pas sans importance pour les Florentins; car, si le roi fût parvenu à se rendre maître de tout le pays, il aurait pu sans peine pénétrer à son gré, soit dans la vallée du Tibre, soit dans le Casentino, où il eût donné de si grands ennuis à la république, que les Florentins n'auraient pu opposer toutes leurs forces à l'armée d'Aragon qui se trouvait à Sienne.

Outre les mesures que les Florentins avaient prises en Italie pour résister aux forces de la ligue ennemie, ils avaient envoyé comme ambassadeur auprès du roi de France Messer Agnolo Acciajuoli, pour engager ce monarque à donner à René d'Anjou les moyens de venir en Italie soutenir le duc et la ville de Florence, défendre ses amis, et profiter ensuite de son séjour en Italie pour reconquérir le royaume de Naples. Ils lui promettaient à cet effet des troupes et de l'argent. Ainsi, tandis que la guerre se faisait en Lombardie et en Toscane de la manière dont nous venons de parler, l'ambassadeur avait conclu avec le roi René un traité par lequel ce prince s'engageait à se rendre en Italie dans le courant de juin, à la tête de quatre mille deux cents chevaux. A son arrivée à Alexandrie, la ligue devait lui donner d'abord trente mille florins, et en outre dix mille florins par mois, tout le temps que durerait la guerre. En vertu de cet arrangement, le roi René se disposait à passer en Italie; mais le passage lui fut refusé par le duc de Savoie et le marquis de Montferrat, alliés des Vénitiens. L'ambassadeur conseilla au roi, s'il voulait servir ses amis d'une manière plus efficace, de retourner en Provence, et de se rendre par mer en Italie avec quelques-uns des siens, tandis que, de l'autre côté, il s'appuierait de l'intervention du roi de France pour obtenir du duc de Savoie le passage de ses troupes à travers ses États. Ce conseil

fut suivi et réussit. René arriva par mer en Italie, et, en considération du roi de France, ses troupes furent reçues en Savoie. Le duc de Milan l'accueillit avec les plus grands honneurs; et les troupes italiennes et françaises s'étant réunies, attaquèrent les Vénitiens avec tant de furie, qu'en peu de temps elles leur enlevèrent toutes les places qu'ils avaient conquises sur le territoire de Crémone. Non contents de ces succès, elles s'emparèrent de presque tout le Brescian, et l'armée vénitienne, ne croyant plus pouvoir tenir la campagne avec avantage, se retira sous les remparts de Brescia.

Cependant l'hiver se faisait déjà sentir; le duc crut devoir mettre son armée en cantonnement, et il désigna la ville de Plaisance pour les quartiers du roi René; et après avoir passé de cette manière l'hiver de 1453, il se disposait avec le printemps à rentrer en campagne et à dépouiller les Vénitiens de toutes leurs possessions de terre ferme, quand le roi René fit savoir au duc qu'il était obligé de retourner en France. Le duc, à cette nouvelle aussi étrange qu'inattendue, ne put dissimuler l'excès de son déplaisir; mais quoiqu'il se fût rendu sur-le-champ auprès du roi pour tâcher de le faire changer de résolution, ni prières ni promesses, rien ne put émouvoir René, qui promit seulement de laisser une partie de ses troupes, et d'envoyer Jean, son fils, pour tenir sa place auprès de la ligue. Les Florentins virent sans peine ce départ : ils avaient recouvré toutes leurs possessions, et ils ne craignaient plus le roi Alphonse. D'un autre côté, ils ne désiraient pas que le duc pût acquérir au delà de ce qu'il possédait en Lombardie. René partit donc, et envoya son fils Jean en Italie, ainsi qu'il l'avait promis. Ce prince ne s'arrêta point en Lombardie; il se rendit à Florence, où il fut reçu avec des honneurs extraordinaires.

Le départ du roi fit que le duc se prêta volontiers à la paix; les Vénitiens, Alphonse et les Florentins, fatigués les uns autant que les autres, la désiraient avec une égale ardeur. Le pape n'avait cessé jusqu'alors, et ne cessait pas de manifester de toutes les manières combien il la souhaitait, parce que, cette même

année, les Turcs, guidés par Mahomet II, venaient de prendre Constantinople et de se rendre maîtres de toute la Grèce. Cette conquête avait consterné toute la chrétienté, et plus particulièrement les Vénitiens et le pape, à qui il semblait déjà voir les Turcs en Italie. En conséquence, le pape invita tous les souverains de cette contrée à lui envoyer des plénipotentiaires pour conclure une paix générale : tous se rendirent à cette invitation ; mais lorsqu'ils en vinrent ensemble à la discussion des articles, il s'y rencontra de nombreuses difficultés. Alphonse prétendait que les Florentins le dédommageassent des dépenses que lui avait causées la guerre ; les Florentins, de leur côté, élevaient la même prétention ; les Vénitiens demandaient Crémone au duc, qui leur redemandait Bergame, Brescia et Crema. Ces difficultés paraissaient insolubles; néanmoins ce qui semblait si difficile à conclure à Rome, entre tant de négociateurs, ne présenta pour deux d'entre eux aucune difficulté à Milan et à Venise ; car tandis qu'on négociait avec tant de peine à Rome, le duc et les Vénitiens conclurent la paix, le 9 avril 1454. Chacun reprit tout ce qui lui appartenait au commencement de la guerre ; le duc eut la faculté de recouvrer ce que lui avaient enlevé les princes de Montferrat et de Savoie, et l'on accorda un mois aux autres puissances d'Italie pour ratifier le traité. Le pape, les Florentins, les Siennois et les autres États d'un rang inférieur y accédèrent dans le terme prescrit. Les Florentins, le duc et les Vénitiens, non contents de ce traité, signèrent entre eux une paix particulière de vingt-cinq ans.

De tous les princes d'Italie, le roi Alphonse seul parut mécontent de cette paix, qui lui sembla conclue sans égard pour lui, puisqu'on ne l'y comprenait que comme un simple adhérent, quand il aurait dû y figurer comme partie principale : aussi refusa-t-il longtemps d'y souscrire, sans faire connaître ses intentions. Cependant le pape et les autres puissances lui ayant envoyé de fréquentes et solennelles ambassades, il se rendit surtout sur les instances du pape, et entra dans cet accord avec son fils pour trente années. Le duc et lui conclurent même une double

alliance, en donnant réciproquement à leurs fils leurs filles en mariage; mais, comme s'il eût fallu qu'il existât toujours en Italie des germes de guerre, il ne voulut faire la paix qu'autant que les alliés lui laisseraient la liberté d'attaquer les Génois, Gismondo Malatesta et Astorre, seigneur de Faenza. Après ce traité, Ferdinand, son fils, quitta Sienne pour retourner à Naples, n'ayant retiré de son expédition en Toscane d'autre fruit que la perte d'une partie de son armée.

La paix universelle venait ainsi d'être conclue; il ne restait plus à craindre que de la voir troublée par la haine du roi Alphonse contre les Génois; mais le sort en décida autrement. Le roi ne porta point ouvertement d'atteinte à la paix; mais, ainsi qu'on l'avait vu jusqu'alors, elle fut troublée par l'ambition des capitaines mercenaires. Une fois la paix faite, les Vénitiens, suivant l'usage, avaient licencié Jacopo Piccinino, qui commandait leur armée. Quelques autres condottieri, également sans service, se joignirent à lui, et, traversant la Romagne, pénétrèrent sur le territoire de Sienne. Jacopo s'y arrêta, déclara la guerre à cette république, et enleva aux Siennois quelques-unes de leurs places. Dès l'origine de ces mouvements, et au commencement de l'année 1455, le pape Nicolas mourut, et on lui donna pour successeur Calixte III. Ce nouveau pontife, pour étouffer à sa naissance la guerre qui le menaçait de si près, envoya sur-le-champ contre Jacopo Giovanni Ventimiglia, son capitaine, à la tête du plus grand nombre de troupes qu'il put réunir : elles se joignirent à celles des Florentins et de Sforza, qui avaient également concouru à réprimer ces mouvements. On en vint aux mains à Bolsena; et quoique Ventimiglia eût été fait prisonnier, Jacopo fut cependant battu, et forcé de se retirer en désordre à Castiglione-della-Pescaja, où il eût été entièrement détruit si Alphonse ne l'eût aidé de son argent. On crut alors que Jacopo n'avait entrepris ce mouvement que par ordre du roi, de manière qu'Alphonse se croyant découvert, et voulant regagner par la paix l'affection de ses alliés, que lui avait presque aliénée cette guerre peu importante, s'entremit pour que Jacopo rendît aux Siennois

les places qu'il leur avait prises, moyennant vingt mille florins de rançon. A la suite de ce traité, il recueillit dans son royaume Jacopo et son armée.

Quoique à cette époque le premier soin du pape eût été de mettre un frein à l'ambition de Jacopo Piccinino, il n'avait point oublié les mesures nécessaires pour assurer le salut de la chrétienté, qu'il voyait sur le point d'être opprimée par les Turcs. En conséquence, il envoya dans tous les États soumis à la loi du Christ, des ambassadeurs et des prédicateurs pour exhorter les princes et les peuples à s'armer en faveur de leur religion, et à soutenir de leurs trésors et de leur sang l'entreprise contre l'ennemi commun. Les Florentins versèrent d'innombrables aumônes, et une foule de citoyens revêtirent la croix rouge, n'attendant que le signal pour partir de leur personne; on fit, en outre, des processions solennelles. Le gouvernement et les particuliers s'empressèrent à l'envi de se montrer des premiers à servir cette grande entreprise de leurs conseils, de leur argent, ou de leurs sujets. Mais cette chaleur pour la croisade se refroidit un peu, lorsqu'on apprit que le sultan avait été défait et blessé par les Hongrois, sous les murs de Belgrade, ville forte de Hongrie sur les bords du Danube, qu'il était venu assiéger avec son armée. Le pape et les chrétiens, délivrés par cette victoire de la terreur que leur avait inspirée la prise de Constantinople, ralentirent leurs préparatifs de guerre; et les Hongrois eux-mêmes, par la mort du vaivode Jean Huniade, qui leur avait donné la victoire, sentirent leur ardeur s'amortir.

Mais, pour en revenir aux événements d'Italie, je dirai comment, dans le cours de l'an 1456, après que les troubles excités par Jacopo Piccinino eurent cessé, et que les hommes eurent posé les armes, il sembla que Dieu voulût les prendre à son tour, tant fut épouvantable l'ouragan qui éclata alors, et qui causa dans toute la Toscane des désastres non-seulement inouïs jusqu'alors, mais dont la postérité ne pourra entendre le récit sans étonnement et sans terreur! Le 24 avril, une heure avant le jour, on vit s'élever de l'Adriatique, du côté d'Ancône, un tourbillon de

nuages épais, qui, après avoir traversé toute l'Italie, se jeta dans la Méditerranée, au-dessous de Pise : il occupait en tous sens un espace de près de deux milles. Poussé par des forces supérieures, naturelles ou surnaturelles, on le voyait se briser de lui-même et se livrer combat : les nuages qui s'en détachaient, tantôt s'élançaient vers le ciel, tantôt se précipitaient vers la terre, puis se heurtaient de nouveau, et s'agitaient en tournoyant avec une rapidité effrayante, et poussaient devant eux un vent d'une impétuosité sans exemple : leur choc était accompagné de feux continuels et d'éclairs éblouissants. De ces nuages brisés et confus, de ces vents furieux, de ces clartés étincelantes, naissait un bruit que jamais ne firent entendre ni les éclats du tonnerre ni le sein de la terre ébranlée : la terreur qu'il inspirait était si profonde, que tous ceux dont il frappa les oreilles crurent la fin du monde arrivée, et que la terre, les eaux, le ciel et tout l'univers désormais confondus, allaient retomber dans l'antique chaos. Partout où passa cet épouvantable tourbillon, il produisit des effets inouïs et merveilleux; mais les plus remarquables se virent aux environs du château de San-Gasciano. Ce château, situé à huit milles de Florence, s'élève sur la colline qui sépare les vallées de Pesa et de Grieve. La tempête se dirigeant entre ce château et le bourg Sant'-Andrea, placé sur le même coteau, laissa de côté Sant'-Andrea, et rasa San-Casciano, de manière à n'abattre que quelques créneaux du château et les cheminées d'un petit nombre de maisons; mais dans tout l'espace qui se trouve entre ces deux endroits, une multitude d'édifices furent renversés jusqu'au sol : les toits des églises de San-Martino-a-Bagnuolo et de Santa-Maria-della-Pace furent enlevés et transportés en entier à plus d'un mille de distance; un voiturier avec ses mules, emporté loin de la route, fut retrouvé mort dans une des vallées voisines; les chênes les plus robustes, les arbres les plus vigoureux qui voulurent résister à un choc si furieux, furent non-seulement arrachés de la terre, mais transportés bien loin de l'endroit où ils avaient leurs racines. Dès que la tempête eut cessé et que le jour pa-

rut, chacun resta frappé d'épouvante. On n'apercevait partout que ravage et désolation, qu'églises et maisons renversées; on n'entendait que les plaintes de ceux qui voyaient leurs biens détruits, et qui avaient laissé sous les ruines leur famille et leurs troupeaux écrasés. On ne pouvait les voir ni les entendre sans se sentir ému, effrayé jusqu'au fond de l'âme. Sans doute que Dieu voulut plutôt menacer la Toscane que la punir; car, si cette horrible tempête fût entrée dans une ville toute remplie de maisons et d'habitants, aussi bien qu'elle tomba sur des arbres et sur des habitations rares et disséminées, il est certain que ce fléau eût causé des désordres plus épouvantables que la pensée ne saurait les concevoir. Mais Dieu voulut bien alors se contenter de ce commencement d'exemple pour réveiller dans le cœur des hommes le souvenir de sa puissance.

Pour en revenir où j'étais, le roi Alphonse, comme je l'ai dit, mécontent de la paix et du peu de succès de la guerre, que, à son instigation, Jacopo Piccinino avait entreprise sans raison contre les Siennois, voulut essayer ce que produiraient celles auxquelles, d'après le traité d'alliance, il pouvait encore se livrer. En conséquence, l'an 1456, il attaqua les Génois par terre et par mer, dans la vue de rendre le pouvoir aux Adorni, et de le ravir aux Fregosi, qui gouvernaient alors. Dans le même temps, Jacopo Piccinino passa le Tronto par son ordre, et assaillit également Gismondo Malatesta. Ce seigneur avait si bien fortifié ses places, qu'il dédaigna les démonstrations de Jacopo; et, de ce côté, l'entreprise du roi n'eut aucun résultat. Mais celle de Gênes attira sur lui et sur son royaume plus de guerres qu'il n'en aurait désiré.

Pietro Fregoso était alors doge de Gênes. Dans la crainte de ne pouvoir résister au roi, il se détermina à donner ce qu'il était hors d'état de conserver lui-même à quelqu'un qui pourrait le défendre contre ses ennemis, et lui assurer par la suite une récompense équivalente à un avantage aussi important. En conséquence, il envoya des ambassadeurs à Charles VII, roi de France, et lui offrit la souveraineté de Gênes. Charles accepta cette offre,

et envoya pour prendre possession de la ville le fils du roi René, Jean d'Anjou, qui depuis peu de temps avait quitté Florence pour revenir en France. Charles s'imaginait que Jean, ayant adopté en partie les mœurs des Italiens, saurait mieux qu'un autre gouverner cette ville; il pensait en outre que de là Jean pourrait tenter avec plus d'avantage la conquête du royaume de Naples, dont son père René avait été dépouillé par Alphonse. Jean se rendit donc à Gênes, où il fut reçu comme un souverain; et où l'on remit en sa puissance les forteresses de la ville et de la république.

Cet événement déplut fort à Alphonse, qui craignit de s'être attiré un ennemi trop puissant. Cependant il ne perdit point courage, et poursuivit son entreprise avec fermeté; déjà même il avait conduit sa flotte à Porto-Fino, au-dessous de Villamarino, lorsqu'il fut emporté par un mal subit. Cette mort délivra Jean et les Génois de la guerre. Ferdinand, qui succédait à son père sur le trône de Naples, ne pouvait voir d'un œil tranquille un ennemi aussi redoutable en Italie; incertain d'ailleurs de la fidélité de ses barons, il craignait que, par amour pour les choses nouvelles, ils ne se joignissent aux Français. Il tremblait encore que le pape, dont il connaissait l'ambition, ne voulût profiter de son nouveau règne pour le dépouiller. Son seul espoir était dans le duc de Milan, qui n'était pas moins inquiet que lui-même des affaires de Naples. En effet, il appréhendait que les Français, une fois maîtres de ce royaume, ne voulussent aussi le devenir de ses États, sur lesquels ils prétendaient avoir des droits. Aussitôt après la mort d'Alphonse, il envoya donc à Ferdinand des troupes pour le secourir et augmenter ses forces, et il lui écrivit en même temps pour le rassurer et lui inspirer un nouveau courage, lui promettant que, quelle que fût l'extrémité à laquelle il se trouverait réduit, il ne l'abandonnerait jamais.

Après la mort d'Alphonse, le pape conçut le projet de donner le royaume de Naples à son neveu Pierre Louis Borgia. Pour couvrir cette usurpation d'un prétexte honnête, et obtenir l'appui des autres États d'Italie, il publia qu'il voulait soumettre Naples à l'empire de l'Église romaine. Dans cette vue, il tâchait de per-

suader au duc de n'accorder aucun secours à Ferdinand, et lui offrait les places qu'il possédait déjà dans le royaume. Mais, au milieu de ces intrigues et de ces projets ambitieux, Calixte mourut, et eut pour successeur Pie II. Le nouveau pontife était né à Sienne, de la famille des Piccolomini, et se nommait Æneas. Uniquement préoccupé du bonheur des chrétiens et de l'honneur de l'Église, et laissant de côté ses passions particulières, sur la prière du duc de Milan, il couronna Ferdinand roi de Naples. Il était persuadé que le moyen le plus prompt et le plus certain de pacifier l'Italie, était de maintenir celui qui était en possession, et non de faciliter aux Français la conquête du royaume, ou, comme Calixte, de former le dessein de s'en emparer pour lui-même. Néanmoins Ferdinand, pour reconnaître un service aussi éminent, fit prince d'Amalfi Antonio, neveu du pape, et lui donna en mariage sa fille naturelle. Il restitua en outre Bénévent et Terracina à l'Église.

Les troubles de l'Italie semblaient enfin apaisés, et le pontife se préparait à soulever toute la chrétienté contre les Turcs, ainsi que Calixte en avait formé le projet, lorsqu'il s'éleva entre les Fregosi et Jean, seigneur de Gênes, une querelle qui ralluma soudain, et avec plus de fureur que jamais, la guerre qui venait à peine d'être éteinte.

Pietrino Fregoso s'était retiré dans son château, situé sur le bord de la mer, se plaignant que Jean d'Anjou n'eût pas reconnu dignement les services que lui et sa famille lui avaient rendus, puisque c'était à eux qu'il devait la principauté de Gênes. Ils en vinrent bientôt à une haine ouverte. Ferdinand s'en réjouit comme de l'unique remède à sa position, comme de l'unique voie par où il pût se sauver. Il fournit à Pietrino des hommes et de l'argent, et crut, par son entremise, parvenir à chasser Jean de l'état de Gênes. Instruit de ces projets, ce prince envoya demander un renfort à la France, et avec celui qu'il reçut il attaqua Pietrino, que des secours accourus de toutes parts avaient rendu formidable. Jean se borna donc à garder la ville, où Pietrino ayant pénétré une nuit, se rendit maître de quelques quartiers;

mais le jour étant venu, il fut attaqué et tué par les troupes de Jean, et tous ses soldats furent pris ou massacrés.

Ce succès encouragea Jean à tenter la conquête du royaume de Naples; et au mois d'octobre 1459, il partit de Gênes à la tête d'une flotte redoutable: il s'arrêta d'abord à Baja, puis à Sessa, dont le duc vint le recevoir. Le prince de Tarente et plusieurs seigneurs se déclarèrent pour lui, ainsi que les habitants d'Aquila, et une foule d'autres villes. Le royaume paraissait menacé d'une ruine imminente: Ferdinand eut alors recours au pape et au duc de Milan; et pour diminuer le nombre de ses ennemis, il fit la paix avec Gismondo Malatesta: mais Jacopo Piccinino, ennemi naturel de Gismondo, fut si profondément irrité de ce traité, qu'il déserta les drapeaux du roi et se joignit à Jean. Ferdinand envoya en outre de l'argent à Frédéric, seigneur d'Urbin, et s'occupa d'abord de réunir une forte armée, suivant les moyens alors en usage; il marcha ensuite contre les ennemis, qu'il rencontra sur le fleuve Sarni, et leur livra bataille: mais il fut complétement battu, et les capitaines les plus distingués de son armée furent faits prisonniers. A la suite de cette défaite, Naples seule, et un petit nombre de seigneurs et de villes, restèrent fidèles à Ferdinand: tout le reste embrassa le parti de Jean. Jacopo Piccinino conseillait à ce prince de marcher sur Naples avec l'ascendant de sa victoire, et de s'emparer de la capitale du royaume; mais Jean rejeta cet avis, en disant qu'il ne voulait l'attaquer qu'après avoir dépouillé son rival de tout ce qu'il possédait, persuadé que, lorsqu'il lui aurait enlevé tout son territoire, la conquête de Naples lui présenterait bien moins de difficultés. Mais cette conduite devint fatale à son entreprise et lui arracha la victoire: il ne voulut pas s'apercevoir que les membres suivent bien plutôt la tête, que la tête ne suit les membres.

Après sa défaite, Ferdinand s'était réfugié dans Naples: il y reçut les fugitifs de ses États, employa les moyens les plus doux qu'il put pour se procurer un peu d'argent, et parvint à former une espèce d'armée. Il implora de nouveau l'appui du pape et du duc de Milan, qui lui envoyèrent es secours plus prompts

et plus nombreux que par le passé, parce qu'ils craignaient qu'il ne fût en danger de perdre entièrement son royaume. Ferdinand, ayant recouvré de nouvelles forces, sortit de Naples, commença à reprendre un peu d'influence, et se rendit maître de quelques-unes des places qu'il avait perdues. Tandis que ce royaume était le théâtre de la guerre, il survint un événement qui fit perdre à Jean toute sa prépondérance, et lui ôta les moyens de terminer heureusement sa conquête. Les Génois, irrités de l'orgueil et de l'avidité des Français, prirent les armes contre le gouverneur qui commandait au nom du roi, et le forcèrent à se réfugier dans la forteresse de Castelletto. Les Fregosi et les Adorni furent d'accord dans cette entreprise, et le duc de Milan les aida de son or et de ses armées, tant pour rétablir l'ancien gouvernement que pour le maintenir. Le roi René se hâta de venir au secours de son fils avec une flotte nombreuse. Il espérait se rendre maître de Gênes au moyen de Castelletto; mais ses troupes en débarquant essuyèrent une déroute si complète, qu'il fut contraint de retourner honteusement en Provence.

Cette nouvelle se répandit bientôt dans le royaume de Naples. Jean d'Anjou ne put l'apprendre avec indifférence; néanmoins il n'abandonna pas son entreprise, et, quelque temps encore, il soutint la guerre, aidé de ces barons auxquels leur révolte faisait craindre de ne pouvoir plus rentrer en grâce auprès de Ferdinand. Après bien des succès balancés, les deux armées royales se rencontrèrent enfin dans les environs de Troja, l'an 1463 : elles livrèrent bataille, et Jean fut complétement battu. Cependant cette défaite lui fut moins funeste que la défection de Jacopo Piccinino, qui revint au service de Ferdinand. Dépouillé de toutes ses forces, il se retira dans l'île d'Ischia, d'où il repassa en France. Cette guerre dura quatre ans, et par sa négligence, Jean y perdit ce que, plus d'une fois, la valeur de ses soldats lui avait sans peine assuré. Les Florentins n'y prirent point une part ostensible : il est vrai que le roi Jean d'Aragon, héritier de ce royaume par la mort d'Alphonse, leur

envoya des ambassadeurs pour les engager à soutenir les intérêts de Ferdinand, son neveu, comme ils s'y étaient engagés par le dernier traité conclu avec Alphonse. Les Florentins répondirent : « Qu'ils n'avaient contracté avec ce prince aucune obligation, « et qu'ils ne se sentaient pas disposés à aider le fils dans une « guerre que le père avait allumée ; que comme on l'avait com- « mencée sans leur en donner avis, ou sans les avoir consultés, « on n'avait qu'à la faire et à la terminer sans leur interven- « tion. » Les ambassadeurs protestèrent alors, au nom de leur roi, contre cette réponse, déclarant que la république serait responsable de ce manque de foi et des dommages de la guerre ; et ils partirent indignés contre les Florentins. Néanmoins, pendant tout le temps que durèrent les hostilités, Florence demeura en paix avec tous ses voisins ; mais elle fut loin d'être tranquille chez elle, comme je l'exposerai au long dans le livre suivant.

FIN DU LIVRE SIXIÈME.

LIVRE SEPTIÈME.

De 1463 à 1476.

Ceux qui ont lu le livre précédent trouveront peut-être que, pour un historien de Florence, je me suis trop étendu sur les événements qui se sont passés en Lombardie et dans le royaume de Naples. Je n'ai point évité ces récits, et je ne les éviterai point par la suite; car, bien que je n'aie pas promis d'écrire l'Histoire de l'Italie, je ne crois pas devoir laisser en arrière l'exposition des faits remarquables survenus dans cette contrée. Si je les passais sous silence, notre histoire en serait moins claire et moins agréable; d'autant plus que c'est des actions des autres peuples, et de celles des princes d'Italie, que sont nées la plupart du temps les guerres dans lesquelles les Florentins ont été forcés d'intervenir.

Ainsi la guerre entre Jean d'Anjou et le roi Ferdinand fut la source de ces haines et de ces inimitiés profondes qui éclatèrent entre les Florentins et Ferdinand, et particulièrement entre ce prince et la famille des Médicis. Le roi se plaignait dans cette guerre de ce que, loin de l'appuyer, on avait, au contraire, soutenu son ennemi. Son ressentiment, comme la suite des faits le fera voir, fut la cause des plus grands malheurs.

Le récit des événements extérieurs m'ayant conduit jusqu'à l'année 1463, il est nécessaire que je remonte un assez grand nombre d'années en arrière, pour faire connaître les troubles intérieurs qui agitèrent Florence pendant ce période de temps. Mais, avant d'aller plus loin, je veux, suivant mon usage, présenter quelques réflexions, pour faire sentir combien s'abusent

ceux qui s'imaginent qu'une république puisse toujours subsister dans l'union.

Il est vrai de dire que des dissensions qui interviennent dans une république, les unes sont funestes et les autres utiles. Celles-là nuisent, d'où naissent les factions et les partis; celles-là sont utiles, qui subsistent sans partis et sans factions. Et si le fondateur d'une république ne peut empêcher les inimitiés d'y naître, il doit pourvoir au moins à ce qu'il n'y ait point de factions. Il faut remarquer à ce sujet que, dans un État, les citoyens ont deux moyens d'acquérir une réputation : elle prend naissance, ou dans les services publics, ou dans les services particuliers. Les services publics consistent dans le gain d'une victoire, dans la prise d'une ville, dans une mission qu'on remplit avec zèle et prudence, dans des conseils heureux et sages qui éclairent la patrie. Les services particuliers consistent à favoriser tour à tour tel ou tel citoyen, à les défendre contre les magistrats, à les secourir de ses richesses, à les porter à des honneurs qu'ils ne méritent pas, ou à se rendre agréable à la multitude par des largesses et par des jeux publics. Cette conduite est celle qui produit les factions et les partisans; et, autant le crédit ainsi obtenu est pernicieux, autant est utile celui qui est exempt du mélange des factions; car il se fonde sur le bien commun, et non sur des intérêts particuliers. Et quoique, parmi les citoyens de cette espèce, on ne puisse en aucune manière empêcher qu'il ne s'élève de grandes inimitiés, comme elles ne sont point entretenues par des partisans qui y trouvent leur utilité personnelle, elles ne sauraient nuire à la république : loin de là, elles lui deviennent utiles; car, pour l'emporter sur un rival, il faut, par ses actions, contribuer à la grandeur de l'État, et se surveiller réciproquement, pour que personne n'outre-passe les limites de la vie civile.

Les discordes à Florence furent sans cesse accompagnées de factions; aussi furent-elles toujours funestes, et jamais un parti vainqueur ne demeura uni que durant le temps que le parti vaincu n'était point écrasé : mais, à peine ce dernier était-il anéanti, que les vainqueurs n'étant plus retenus par aucune crainte, ni ré-

primés par aucune loi, se divisaient entre eux. Le parti de Côme de Médicis avait eu le dessus en 1434; mais comme le parti battu était nombreux, et rempli d'hommes très-puissants, la crainte le retint un temps dans l'union, et sa conduite fut pleine de bienveillance : les membres de ce parti ne commirent entre eux aucune faute, et ne s'attirèrent la haine du peuple par aucun acte odieux; aussi toutes les fois que ceux qui gouvernaient eurent besoin du peuple pour reprendre leur autorité, ils le trouvèrent toujours disposé à accorder à leurs chefs la balià et tout le pouvoir qu'ils lui demandèrent. Ainsi, depuis 1434 jusqu'en 1455, c'est-à-dire pendant l'espace de vingt et un ans, ils obtinrent six fois, par la voie régulière des conseils, l'autorité de la balià.

Ainsi que nous l'avons dit plusieurs fois, il y avait à Florence deux citoyens extrêmement puissants, Côme de Médicis et Neri Capponi. Ce dernier avait acquis son influence par les services publics : il avait donc de nombreux amis, mais peu de partisans. Côme, de son côté, ayant ouvert à sa puissance et la voie des services publics et celle des services privés, s'était fait de nombreux amis et de non moins nombreux partisans. Ces deux citoyens étaient restés unis; et tant qu'ils vécurent, ils obtinrent facilement du peuple tout ce qu'ils désirèrent; car la faveur se mêlait au crédit. Mais Neri étant mort en 1455, et la faction opposée détruite, ceux qui gouvernaient eurent de la peine à maintenir leur autorité, et les amis de Côme eux-mêmes, tout-puissants dans l'État, donnèrent lieu à ces nouvelles difficultés, parce que, n'ayant plus rien à redouter de leurs adversaires abattus, ils avaient à cœur de diminuer le pouvoir des Médicis. Cette humeur jalouse fut l'origine des dissensions qui éclatèrent en 1466. On en vint alors à conseiller ouvertement à ceux qui régissaient l'État, au milieu même des assemblées où l'on traitait publiquement des affaires du gouvernement, de ne plus avoir recours à l'autorité de la balià, de fermer les bourses, et d'y prendre les magistrats au sort, comme autrefois. Côme avait deux moyens de réprimer ces prétentions : ou de s'emparer par force du gouvernement, à l'aide des nombreux partisans qui lui

restaient, et en renversant tous ses rivaux; ou de laisser les choses suivre leur cours et de faire, avec le temps, sentir à ses amis que ce n'était point à lui, mais à eux-mêmes, qu'ils avaient enlevé le pouvoir et la considération. Il choisit le dernier de ces deux remèdes, parce qu'il savait bien qu'un tel gouvernement n'avait rien de redoutable pour lui, puisque les bourses étaient pleines des noms de ses amis, et qu'il pourrait, quand il voudrait, ressaisir son autorité.

Florence, ainsi revenue à tenir ses magistrats du sort, crut avoir recouvré toute sa liberté : les décisions des magistrats ne lui semblaient plus dictées par la volonté des hommes puissants, mais par la propre conscience des juges. Tantôt l'ami d'un grand, tantôt celui d'un autre, étaient humiliés; et ceux qui jusqu'alors avaient vu leurs demeures inondées de flatteurs et de présents, n'y voyaient plus arriver ni présents ni flatteurs. Les grands étaient devenus les égaux de ceux que si longtemps ils avaient regardés comme au-dessous d'eux, et ceux qui jusqu'alors avaient été leurs égaux semblaient leurs supérieurs. On n'avait plus ni égard, ni respect pour eux : loin de là, ils étaient en butte aux insultes et aux plaisanteries du peuple; et dans les rues, sur les places publiques, on parlait d'eux et de l'État sans crainte et sans retenue. Ils sentirent bientôt que ce n'était pas Côme, mais eux qui avaient perdu l'autorité. Côme dissimulait, et toutes les fois qu'il s'agissait de quelque délibération favorable au peuple, il était le premier à l'appuyer. Mais ce qui surtout épouvanta les grands, et ce qui fournit à Côme le moyen le plus favorable pour reprendre son ascendant, ce fut le rétablissement du cadastre de 1427, où les impôts étaient répartis par la loi et non par le caprice des particuliers.

A peine avait-on emporté cette loi, et créé les magistrats qui devaient en suivre l'exécution, que tous les grands se réunirent et allèrent prier Côme de vouloir bien les soustraire, ainsi que lui, aux mains du peuple, et rendre à leur parti cette prépondérance d'où dépendaient leurs honneurs et sa propre puissance. Côme répondit qu'il y consentirait volontiers, pourvu que la loi

se fît d'une manière régulière, par le consentement du peuple, et non par la force, dont il ne voulait en aucune manière entendre parler. On essaya donc de proposer dans les conseils une loi pour former une nouvelle balià : elle fut rejetée. Les grands retournèrent vers Côme, pour le supplier humblement de consentir à un parlement ou assemblée générale du peuple ; mais il s'y refusa absolument, dans l'intention de les amener à reconnaître pleinement l'erreur qu'ils avaient commise. Donato Cocchi, qui se trouvait alors gonfalonier de justice, ayant voulu convoquer l'assemblée générale sans avoir obtenu le consentement de Côme, il le fit si cruellement railler par ses collègues, que le malheureux en perdit la tête, et fut renvoyé chez lui comme insensé. Cependant, comme il est dangereux de laisser aller les choses au point qu'on ne puisse plus en rester maître, le gonfalon de la justice étant échu à Lucca Pitti, homme courageux et plein d'audace, il crut à propos de le laisser conduire les choses comme il voudrait, afin que, si elles tournaient mal, le blâme en fût imputé à Lucca et non à lui.

En effet, dès le commencement de sa magistrature, Lucca proposa plusieurs fois au peuple de rétablir la balià. N'ayant pu l'obtenir, il accabla alors de paroles injurieuses et hautaines tous ceux qui siégeaient dans les conseils, et peu de temps après il y joignit les actions. En effet, le 9 août 1458, veille de la Saint-Laurent, Lucca Pitti, ayant rempli le palais d'hommes armés, convoqua le peuple sur la place, et lui arracha par la force des armes ce qu'il n'avait pu d'abord en obtenir volontairement. Le gouvernement ainsi rétabli, la balià créée de nouveau, et les premières magistratures remplies au gré du petit nombre, pour mettre en mouvement, par la terreur, ce gouvernement que la force avait commencé, on bannit Messer Girolamo Machiavelli, ainsi que quelques autres citoyens, et on en exclut un grand nombre des emplois. Ce Messer Girolamo ayant par la suite rompu son ban, fut déclaré rebelle : il se mit alors à circuler dans toute l'Italie, suscitant chez tous les princes des ennemis à sa patrie ; mais, trahi par un des seigneurs de la Lunigiana, il

fut arrêté dans cette contrée et conduit à Florence, où on le fit mourir en prison.

Ce gouvernement, pendant les huit années qu'il dura, se signala par sa violence, et devint insupportable à chacun. Côme, accablé par l'âge et les fatigues, affaibli par les infirmités du corps, et ne pouvant, comme il l'avait fait jusqu'alors, vaquer de sa personne aux affaires publiques, la ville se trouvait en proie aux rapines d'un petit nombre de citoyens. Lucca Pitti, en récompense des services qu'il avait rendus à la république, fut nommé chevalier. Lui, de son côté, pour n'être pas moins reconnaissant envers elle qu'elle l'avait été envers lui, voulut qu'on substituât au nom de prieurs des arts celui de prieurs de la liberté, afin que Florence eût au moins le nom, à défaut de la chose qu'elle avait perdue. Il arrêta en outre que le gonfalonier, au lieu de s'asseoir, comme c'était l'usage, à la droite des recteurs, s'assiérait à l'avenir au milieu d'eux. Et pour rendre autant qu'il dépendait de lui le ciel même complice de sès usurpations, il ordonna des processions publiques et des actions de grâces solennelles, pour le remercier des honneurs qu'il venait de reconquérir. La seigneurie et Côme comblèrent Messer Lucca de riches présents, et toute la ville s'empressa de les imiter. On prétend généralement que les présents qu'il reçut en cette occasion s'élevèrent à plus de vingt mille ducats. Son influence devint alors si grande, que ce n'était plus Côme, mais Messer Lucca qui gouvernait la république.

Il en conçut une telle présomption, qu'il fit commencer à Florence et à Ruciano, à un mille de la ville, deux édifices superbes et d'une magnificence royale : celui de la ville surtout était le plus vaste qu'un simple citoyen eût jusqu'à ce jour fait construire. Il ne reculait devant aucun moyen extraordinaire pour les terminer : non-seulement les citoyens et les plus simples particuliers lui faisaient des présents et lui fournissaient les matériaux nécessaires à la construction, mais des communes et des populations entières l'aidaient de leurs ressources; bien plus, tous les bannis, les assassins, les voleurs, tous ceux

qui avaient encouru par leurs crimes la vindicte publique, trouvaient dans ces deux édifices un asile assuré, pour peu qu'ils pussent être utiles à leur construction. Ceux des autres citoyens qui participaient au gouvernement, pour ne pas bâtir comme lui, n'en étaient ni moins violents ni moins avides; de sorte que si Florence n'était point à l'extérieur dévorée par la guerre, elle l'était au dedans par ses propres citoyens. C'est alors, comme nous l'avons dit, qu'eurent lieu les guerres de Naples et celles que le pape fit en Romagne aux Malatesti pour leur enlever Césène et Rimini qu'ils possédaient, entreprise qui, avec le projet de soulever l'Europe contre les Turcs, remplit tout le pontificat de Pie II.

Florence cependant ne cessa pas d'être en proie aux dissensions et aux troubles, par les raisons que nous avons dites. La discorde s'introduisit en 1455 dans le parti de Côme, qui, par sa sagesse, ainsi que nous l'avons raconté, sut alors le contenir. Mais en 1464, sa maladie, devenue plus grave, le conduisit au tombeau. Sa mort fut un sujet de douleur pour ses amis et pour ses ennemis mêmes; car ceux qui ne pouvaient l'aimer par raison d'État, voyant quelle avait été, durant sa vie, la rapacité de ceux qui gouvernaient, rapacité que le respect qu'il inspirait avait pu seul rendre supportable, craignirent, maintenant qu'il n'était plus, d'être entièrement dépouillés de leurs biens. Ils avaient peu de confiance en son fils Pierre, quoiqu'il fût plein de bonté : mais ses infirmités corporelles et son peu d'expérience des affaires laissaient craindre qu'il ne fût obligé d'avoir des égards pour ses concitoyens avides, qui, livrés sans frein à leur avarice, s'y abandonneraient alors sans retenue. Côme fut donc l'objet des regrets les plus vifs et les plus universels. De tous les citoyens qui ne sont point adonnés à la profession des armes, il fut le plus illustre et le plus renommé qui ait existé, soit dans Florence, soit même dans tous les autres pays dont on connaît l'histoire. Non-seulement il surpassa tous ses contemporains en crédit et en richesse, mais en libéralité et en prudence; et parmi toutes ses grandes qualités, celle qui contribua davantage à lui

donner le premier rang dans sa patrie, ce fut d'être le plus généreux et le plus magnifique des hommes. Ce fut après sa mort que l'on connut jusqu'où s'étendait sa libéralité ; car Pierre, son fils, ayant voulu faire le recensement de ce qu'il possédait, on vit qu'il n'y avait dans la ville aucun citoyen de quelque considération auquel Côme n'eût prêté de fortes sommes d'argent, souvent même sans qu'on le lui demandât : il lui suffisait de connaître les besoins d'un homme noble pour venir à son secours. Sa magnificence éclate dans le grand nombre d'édifices qu'il a fait élever. Non-seulement il restaura, mais il fit bâtir depuis les fondements, dans Florence, les couvents et les églises de San-Marco et de San-Lorenzo, et le monastère de Santa-Verdiana ; dans les montages de Fiesole, San-Girolamo et son abbaye ; et dans le Mugello, une église des Frères-Mineurs. En outre, Santa-Croce, les Servi, les Agnoli, San-Miniato, furent enrichis par lui d'autels et de chapelles splendides, qu'il ne se contenta pas d'élever, mais qu'il couvrit d'ornements et de tous les objets propres à rehausser la majesté du culte divin. Il faut joindre à ces édifices sacrés ses maisons particulières, dont une dans la ville, telle en tout point qu'il convenait à un si grand citoyen, et quatre dans les environs, à Carreggi, à Fiesole, à Caffagiuolo et à Trebbio, tous palais dignes, non d'un simple particulier, mais d'un roi. Non content de la renommée que lui avait méritée en Italie la magnificence de ses bâtiments, il fit construire à Jérusalem un asile pour les pèlerins pauvres et infirmes; il employa à ces constructions des sommes très-considérables [1]. Enfin, quoique ses édifices, ses entreprises, ses actions, eus-

[1] Dans les *Ricordi* écrits de la main de Laurent de Médicis, on trouve qu'il avait fait le compte, que, de l'an 1434 à l'an 1471, sa maison avait dépensé en bâtiments, en aumônes, en impositions, six cent soixante-trois mille sept cent cinquante-cinq florins d'or, équivalant, poids pour poids, à sept millions neuf cent soixante-cinq mille soixante francs, et, d'après la proportion qui existait à cette époque entre le prix des métaux précieux et celui du travail, à environ trente-deux millions de francs. (RICORDI DI LORENZO, *apud* ROSCOE, *Life of Lorenzo*, tome III, page 45.)

sent tous quelque chose de royal, et qu'il fût en effet le véritable prince de Florence, il était doué de tant de prudence qu'il ne sortit jamais des bornes que la modestie impose à un citoyen. Dans les assemblées, dans son domestique, dans ses équipages, dans toute sa manière de vivre, ainsi que dans ses alliances, il se montra toujours l'égal des plus simples citoyens, parce qu'il savait que toutes les choses extraordinaires qui frappent à toute heure les regards font naître dans le cœur des hommes bien plus d'envie que celles qui le sont en effet, et qu'on peut colorer d'un prétexte honnête. Lorsqu'il voulut marier ses fils, il ne chercha point l'alliance des princes, mais il donna à Jean Cornelia degli Alessandri, et à Pierre Lucrezia de' Tornabuoni. Il maria ses deux petites-filles Bianca et Nannina, nées de Pierre, la première à Guglielmo de' Pazzi, la seconde à Bernardo Ruccellai. Dans aucune des souverainetés ou des républiques de son temps nul homme ne l'égala en intelligence et en pénétration : aussi, au milieu de tant de changements de fortune, dans une ville aussi remuante, parmi un peuple aussi inconstant, il sut, pendant trente et un ans se maintenir à la tête de l'État. Son extrême prudence lui faisait de loin prévoir les dangers, et il était toujours à temps ou pour les empêcher de croître, ou pour s'y préparer de telle sorte qu'ils pussent croître sans l'atteindre.

Il sut ainsi non-seulement triompher de l'ambition de famille et de parti, mais déjouer celle de beaucoup de princes, avec tant de bonheur et de prudence, que quiconque faisait alliance avec lui et sa patrie balançait toujours ses rivaux ou l'emportait sur eux, et que quiconque se déclarait contre lui perdait ses efforts et son argent, quelquefois même ses États. Les Vénitiens en sont la preuve évidente. D'accord avec lui contre le duc, ils furent toujours les plus forts; séparés de lui, ils furent vaincus et défaits dans toutes les rencontres, par Philippe d'abord, ensuite par Sforza. Lorsque, plus tard, ils s'unirent avec Alphonse contre la république de Florence, Côme, par son crédit, épuisa si bien d'argent les deux places de Venise et de Naples, qu'ils furent obligés d'accepter la paix qu'on voulut bien leur accorder. Ainsi,

de toutes les difficultés que suscitèrent à Côme les troubles du dedans et les affaires du dehors, l'issue tourna à sa gloire et à la honte de ses ennemis; c'est pourquoi les troubles civils augmentèrent toujours son influence, et les guerres extérieures son pouvoir et sa considération. C'est à lui que la république dut Borgo-San-Sepolcro, Montedoglio, le Casentino et Val-di-Bagno. C'est ainsi que ses vertus et sa bonne fortune abattirent ses ennemis et firent triompher ses amis. Il était né en 1389, le jour de Saint-Côme et de Saint-Damien. Sa jeunesse fut remplie de traverses : l'exil, la prison, le danger de la mort; au concile de Constance, où il avait suivi le pape Jean, il fut contraint, après la chute de ce pontife, de fuir déguisé pour sauver sa vie. Mais depuis l'âge de quarante ans, son bonheur fut sans mélange, et non-seulement ceux qui eurent des relations avec lui dans les affaires publiques, ceux mêmes qui dirigeaient l'emploi de ses richesses dans toute l'Europe, eurent leur part de sa félicité. Ce fut la source des richesses prodigieuses d'une foule de familles de Florence, telles que les Tornabuoni, les Portinari, les Sassetti. Toutes les maisons, en outre, qu'il dirigea de ses conseils ou qu'il aida de sa fortune s'enrichirent aussi. Enfin, quoique la source de ses trésors fût toujours ouverte, soit pour augmenter la splendeur des églises, soit pour se répandre en aumônes, il se plaignait quelquefois avec ses amis de n'avoir jamais pu dépenser assez en l'honneur de Dieu pour le porter comme débiteur sur ses livres.

Sa taille était médiocre, son teint olivâtre, mais toute sa personne inspirait le respect. Il était peu instruit, mais plein d'éloquence, et naturellement doué d'une rare prudence. Il était serviable pour ses amis, miséricordieux envers les pauvres, d'une conversation intéressante, de bon conseil, d'une grande activité dans l'exécution, et grave et piquant dans ses discours et ses reparties. Messer Rinaldo degli Albizzi lui ayant envoyé dire, dans le commencement de son exil, *que la poule couvait*, Côme lui répondit, *qu'elle pourrait mal couver, étant hors de son nid.* D'autres rebelles lui ayant fait entendre qu'ils ne dormaient pas,

il dit : *Je le crois bien, je leur ai ôté le sommeil.* Lorsque le pape Pie II excitait tous les princes chrétiens à s'armer contre les Turcs, il dit de lui : *C'est un vieillard qui fait une entreprise de jeune homme.* Lorsque les ambassadeurs de Venise vinrent à Florence avec ceux d'Alphonse, pour se plaindre de la république, il leur montra sa tête découverte, et leur demanda de quelle couleur étaient ses cheveux ; ils répondirent qu'ils étaient blancs : *Eh bien*, leur dit-il alors, *avant peu de temps vos sénateurs les auront aussi blancs que moi.* Sa femme, peu d'heures avant qu'il expirât, lui ayant demandé pourquoi il tenait ses yeux fermés : *C'est*, dit-il, *pour les y accoutumer.* Au retour de son exil, quelques citoyens se plaignaient à lui de ce qu'on corrompait la ville, et ajoutaient que c'était offenser Dieu que d'en chasser tant d'hommes vertueux ; il répondit : *Qu'une ville corrompue valait mieux qu'une ville perdue ; que deux aunes de drap rouge suffisaient pour faire un homme de bien, et que l'on ne soutenait pas un État avec un chapelet en main.* Ces paroles servirent de prétexte pour l'accuser de se préférer à la patrie, et d'aimer mieux ce bas monde que l'autre. Je pourrais citer de lui encore beaucoup d'autres reparties, s'il ne me semblait inutile de les rapporter. Côme aima et protégea les gens de lettres : il attira à Florence le Grec Argyropile, l'un des hommes les plus érudits de son temps, afin d'enseigner à la jeunesse de Florence la langue grecque et les principes de la philosophie. Il nourrit dans sa propre maison le second père de la philosophie platonicienne, Marcile Ficin, qu'il aima d'une affection profonde : pour que son ami se livrât sans distraction à l'étude des lettres, et pour qu'il pût, de son côté, le fréquenter plus commodément, il lui fit présent, à Careggi, d'une propriété voisine des siennes. Ainsi donc sa prudence, ses richesses, sa conduite et sa bonne fortune le firent chérir et redouter tout à la fois de ses concitoyens, et lui gagnèrent au plus haut degré l'estime des princes, non-seulement en Italie, mais dans toute l'Europe ; aussi est-ce sur cette base que ses descendants élevèrent l'édifice de leur grandeur, qu'ils purent l'égaler en vertu, le surpasser en fortune, et obte-

nir cette autorité qu'il eut dans Florence, et dont il eût mérité de jouir dans toute la chrétienté.

Néanmoins, dans les derniers temps de sa vie, il éprouva de cuisants chagrins : des deux fils qu'il eut, Pierre et Jean, le dernier, sur lequel il reposait toutes ses espérances, mourut. Pierre était d'une santé toujours languissante, et sa faiblesse ne lui permit ni de se livrer aux affaires publiques ni même de s'occuper de ses intérêts particuliers. C'est pourquoi un jour qu'après la mort de son fils il parcourait sa maison, porté par ses serviteurs, il s'écria en soupirant : *Cette maison est trop vaste pour une famille si peu nombreuse.* Sa grande âme se tourmentait encore de n'avoir pu accroître l'empire de Florence par quelque glorieuse conquête; et ce qui ajoutait à ses regrets, c'est qu'il croyait avoir été trompé par François Sforza, qui, tandis qu'il n'était encore que comte, lui avait donné sa parole d'aider les Florentins à conquérir la ville de Lucques aussitôt qu'il aurait acquis la seigneurie de Milan; promesse demeurée sans effet, parce que le comte changea de pensée avec la fortune, et, devenu duc, voulut jouir en paix des États que lui avait procurés la guerre; il refusa donc de s'armer en faveur de Côme ou de tout autre, et ne combattit plus que lorsqu'il y fut contraint pour l'intérêt de sa propre défense. Ce fut pour Côme un violent déplaisir, et il se reprochait d'avoir prodigué tant de peines et de trésors pour l'élévation d'un ingrat et d'un perfide. Il sentait, en outre, que ses infirmités ne lui permettaient plus d'apporter dans les affaires du gouvernement et dans celles qui le concernaient son ancienne activité, de sorte qu'il les voyait, les unes et les autres, menacées d'une ruine prochaine, parce que la république était dévorée par ses propres citoyens, et sa fortune par ses agents et par ses fils. Ces inquiétudes troublèrent les derniers instants de sa vie; toutefois il mourut plein de gloire et laissant le plus grand nom. Dans les murs de Florence et au dehors, tous les citoyens et tous les princes de la chrétienté témoignèrent à Pierre les regrets qu'ils éprouvaient de la mort de son père. Toute la population l'accompagna en grande pompe jusqu'au lieu de sa

sépulture. Il fut enterré dans l'église de San-Lorenzo ; et, par un décret public, on lui décerna sur son tombeau le nom de PÈRE DE LA PATRIE. Si, en rapportant les grandes actions de Côme, j'ai imité ceux qui écrivent la vie des princes, et non ceux qui composent une histoire universelle, il ne faut point s'en étonner ; j'ai dû louer d'une manière extraordinaire un des hommes les plus rares qu'ait produits notre cité.

Pendant que Florence et l'Italie se trouvaient dans ces conditions, le roi de France Louis XI soutenait une guerre extrêmement violente que lui avaient déclarée ses vassaux, soutenus par François, duc de Bretagne, et Jean, duc de Bourgogne. Elle était d'une telle importance, qu'il lui fut impossible d'aider le duc Jean d'Anjou dans son entreprise sur Gênes et sur le royaume de Naples. Au contraire, jugeant qu'il aurait besoin de toutes ses ressources, il donna à Sforza la ville de Savone, qui était demeurée au pouvoir des Français, et fit entendre à ce prince qu'il le verrait sans peine se rendre maître de Gênes. Le duc saisit avidement ces ouvertures, et fort de l'ascendant que lui donnait l'amitié du roi, et de l'appui des Adorni, il s'empara de Gênes ; et pour témoigner à Louis sa reconnaissance des bienfaits reçus, il lui envoya, en France, un renfort de quinze cents chevaux, commandés par Galeazzo, son fils aîné.

Ainsi Ferdinand d'Aragon et François Sforza étaient demeurés, l'un duc de Lombardie et seigneur de Gênes, l'autre roi de tout le royaume de Naples. Unis tous deux par les liens du sang, ils cherchaient les moyens de consolider leurs États de manière à en jouir avec sécurité pendant leur vie, et à les laisser sans empêchement, après leur mort, à leurs héritiers. En conséquence, ils jugèrent qu'il était à propos que le roi s'assurât de la personne des barons, dont il avait eu à se plaindre dans la guerre de Jean d'Anjou, et que le duc employât tous ses efforts pour détruire les troupes autrefois formées par les Braccio, qu'il devait regarder comme les ennemis naturels de son sang, et qui, sous la conduite de Jacopo Piccinino, avaient acquis une si grande réputation. Piccinino passait pour le plus habile capitaine d'Ita-

lie, et comme il était sans États, tous ceux qui en possédaient croyaient devoir le redouter, surtout le duc, qui, instruit par son propre exemple, craignait de ne pouvoir ni se maintenir dans les siens, ni les transmettre à ses fils tant que Jacopo vivrait. Le roi employa donc toutes les ressources de sa politique à faire la paix avec ses barons, et se servit de tous les artifices pour leur inspirer de la sécurité. Cette conduite lui réussit parfaitement; car ces seigneurs voyaient leur ruine certaine, s'ils continuaient la guerre avec le roi, tandis qu'elle devenait douteuse, s'ils faisaient la paix avec lui et se fiaient à sa parole. Comme les hommes cherchent toujours plus volontiers à éviter un mal qui leur paraît certain, il s'ensuit que les princes peuvent aisément tromper les faibles. Ces barons crurent à la paix que leur offrait le roi, parce que la guerre ne leur présentait que des périls inévitables, et ils se jetèrent dans ses bras. Mais Ferdinand, habile à saisir par la suite toutes les occasions, se défit d'eux sous différents prétextes. Cette conduite donna sérieusement à penser à Jacopo Piccinino, qui se trouvait alors à Sulmona avec ses troupes : pour ôter au roi le moyen de le perdre, il négocia sa réconciliation avec le duc de Milan, par le moyen de quelques amis communs. Sforza lui fit les offres les plus avantageuses; Jacopo se décida à se remettre entre ses mains, et alla le trouver à Milan, accompagné de cent cavaliers.

Jacopo avait longtemps combattu sous son père, et avec son frère, d'abord pour le duc Philippe, et ensuite pour le peuple de Milan. Ces longs rapports lui avaient procuré dans la ville un grand nombre d'amis et une bienveillance universelle, qu'augmentait encore sa situation présente; car la fortune prospère de Sforza et sa puissance actuelle avaient excité l'envie contre lui; tandis que le malheur de Jacopo et sa longue absence avaient éveillé la pitié du peuple à son égard, et fait naître le plus grand désir de le revoir. Ces sentiments éclatèrent à son arrivée à Milan. Il y eut peu de nobles qui n'allassent à sa rencontre; les rues par où il passa étaient inondées d'une foule avide de le contempler, et qui accueillit ses troupes par les plus vives acclamations.

Ces honneurs hâtèrent sa ruine. Les soupçons qu'en conçut le duc ne firent qu'enflammer le désir de sa perte; et, pour s'en défaire d'une manière moins manifeste, il voulut célébrer définitivement le mariage de Jacopo avec sa fille naturelle Drusiana, à laquelle il l'avait fiancé depuis quelque temps. Il fut convenu ensuite, entre le duc et Ferdinand, que le roi prendrait Jacopo à sa solde, avec le titre de capitaine de ses armées, et cent mille florins de traitement. Après cet arrangement, Jacopo se rendit à Naples, accompagné d'un ambassadeur du duc et de Drusiana sa femme : il y fut reçu avec joie et comblé d'honneurs, ne trouvant partout, pendant plusieurs jours, que des fêtes splendides; mais ayant demandé la permission de se rendre à Sulmona, où étaient ses troupes, il fut invité par le roi à venir dîner au château. Après le repas, il fut arrêté avec son fils Francesco, et plongé dans une prison, où il fut mis à mort peu de temps après. C'est ainsi que nos princes italiens redoutaient dans autrui les vertus qu'ils ne possédaient point, et s'efforçaient de les détruire : bientôt aucun d'eux n'en eut plus même l'ombre; et cette belle contrée se trouva ainsi exposée sans défense aux calamités qui l'affligèrent si profondément quelque temps après.

A cette époque, le pape Pie II avait pacifié les troubles de la Romagne. Au milieu de la tranquillité universelle qui régnait alors, il crut le moment venu d'armer les chrétiens contre les Turcs, et revint aux mesures que ses prédécesseurs avaient prescrites. En conséquence, tous les princes promirent de l'argent ou des troupes. Mathias, roi de Hongrie, et Charles, duc de Bourgogne, s'engagèrent en particulier à venir le joindre en personne, et le pape les nomma capitaines de l'entreprise. L'espérance du pontife alla même si loin, qu'il quitta Rome et se rendit à Ancône, lieu désigné pour le rendez-vous de l'armée. Les Vénitiens devaient fournir les vaisseaux nécessaires pour la transporter en Esclavonie. Quelques jours après l'arrivée du pontife, on vit accourir un si grand nombre de troupes, qu'en peu de jours tous les vivres que renfermait la ville, ou qu'on pouvait tirer des lieux circonvoisins, furent épuisés, et que la famine n'épargna per-

sonne. En outre, on manquait d'argent pour la solde, et d'armes pour l'équipement de l'armée. Mathias et Charles ne parurent point; les Vénitiens envoyèrent seulement quelques galères, mais plutôt par ostentation et pour faire voir qu'ils tenaient leur parole, que pour transporter en effet cette armée; et le pape, au milieu de tous ces désordres et de ses embarras, mourut accablé par l'âge et les infirmités. Après sa mort, arrivée en 1465, chacun s'en retourna dans son pays. Son successeur au trône pontifical fut Paul II, un Vénitien. Et comme si tous les gouvernements d'Italie eussent dû changer de chefs à cette époque, le duc de Milan, François Sforza, mourut l'année suivante, 1466, après avoir régné sur le duché pendant seize ans : son fils Galeazzo fut reconnu pour son successeur.

La mort de ce prince donna aux dissensions de Florence une nouvelle activité, et en hâta les funestes effets. A peine Côme avait cessé de vivre, que Pierre, son fils, demeuré l'héritier de ses biens et de son autorité, appela auprès de lui Messer Diotisalvi Neroni, qui jouissait d'un crédit très-étendu et de la plus grande considération parmi ses concitoyens. Côme avait en lui une telle confiance, qu'il recommanda en mourant à son fils de ne se régler que d'après ses conseils, dans tout ce qui tiendrait soit à ses propres affaires, soit à celles du gouvernement. Pierre montra donc à Messer Diotisalvi la même confiance que Côme avait eue en lui; et jaloux d'obéir à son père après sa mort, comme il l'avait toujours fait pendant sa vie, il témoigna à ce dernier le désir de n'agir que par ses conseils, dans le gouvernement de ses biens et de l'État. Pour commencer par ce qui le concernait particulièrement, il dit qu'il allait se faire apporter tous les comptes de ses revenus; qu'il les lui remettrait, pour qu'il vît s'ils étaient en règle ou non, et qu'il pût lui donner les conseils qui lui seraient suggérés par sa prudence, lorsqu'il les aurait examinés. Messer Diotisalvi promit d'apporter à cet examen tout son zèle et toute sa bonne foi; mais lorsqu'il eut tout examiné avec le plus grand scrupule, il reconnut qu'il y avait partout un assez grand désordre. Or, comme il tenait bien plus aux succès

de sa propre ambition qu'à son amitié pour Pierre, et au souvenir des bienfaits dont Côme l'avait autrefois comblé, il crut qu'il lui serait facile de ravir au jeune Médicis toute sa réputation, et de le priver de cet état que son père lui avait laissé comme un bien héréditaire. En conséquence, Messer Diotisalvi revint trouver Pierre avec un conseil qui paraissait tout à fait juste et raisonnable, mais sous lequel se cachait sa ruine. Il lui découvrit le désordre de ses affaires, et lui fit connaître les sommes dont il aurait besoin, s'il ne voulait pas voir s'échapper avec son crédit la réputation de ses richesses et de son influence dans l'État. Il lui dit donc qu'il ne pouvait remédier d'une manière plus légitime à ce désordre, qu'en tâchant de tirer parti de l'argent que son père était fondé à réclamer d'une foule de débiteurs, tant étrangers que compatriotes ; parce que Côme, pour se faire des partisans dans Florence, et des amis au dehors, avait été si prodigue de ses biens envers chacun, qu'il se trouvait, par ces causes, créancier d'une somme considérable, et qui pouvait être pour lui d'une haute importance. Dans l'intention où était Pierre de réparer le désordre de ses affaires avec ses propres ressources, ce conseil lui parut juste et raisonnable. Mais aussitôt qu'il eut ordonné de réclamer cet argent, ceux qui l'avaient reçu s'irritèrent contre lui, comme si c'eût été leur bien propre et non le sien qu'il redemandât ; ils le blâmèrent hautement et sans égard, et l'accusèrent d'ingratitude et d'avarice.

A peine Messer Diotisalvi se fut-il aperçu de la disgrace populaire et universelle dans laquelle Pierre était tombé pour avoir suivi ses avis, qu'il se réunit avec Messer Lucca Pitti, Messer Agnolo Acciajuoli et Niccolò Soderini, et résolut, de concert avec eux, d'enlever à Pierre son influence et son autorité. Chacun d'eux était excité par des motifs différents : Messer Lucca, devenu tout-puissant, désirait remplacer Côme, et s'indignait d'être obligé d'avoir quelques égards pour Pierre ; Messer Diotisalvi, qui connaissait parfaitement l'incapacité de Messer Lucca pour les affaires de l'État, pensait que Pierre une fois écarté, tout le soin du gouvernement devait bientôt retomber sur lui. Nic-

colò Soderini voulait que Florence fût libre et gouvernée par les seuls magistrats. Messer Agnolo avait en particulier contre les Médicis des motifs de haine que voici : Raffaello, son fils, avait épousé longtemps auparavant Alessandra de' Bardi, qui lui avait apporté une dot très-considérable. Son beau-père et son mari la maltraitaient, soit à cause de ses désordres réels, soit sur des rapports calomnieux. Lorenzo d'Ilarione, son parent, touché de pitié pour cette jeune femme, l'arracha une nuit de la maison de Messer Agnolo, avec le secours d'un grand nombre de gens armés. Les Acciajuoli se plaignirent de l'injure que leur avaient faite les Bardi. Cette cause fut remise à la décision de Côme, qui jugea que les Acciajuoli devaient restituer la dot d'Alessandra, et laisser à la jeune femme la liberté de revenir, si elle le voulait, avec son mari. Messer Agnolo ne trouva point que, dans ce jugement, Côme l'eût traité en ami ; et n'ayant pu s'en venger sur lui, il résolut de faire retomber sa vengeance sur son fils.

Quoique animés par des motifs différents, les conjurés n'en manifestaient qu'un seul : tout leur désir était de voir la république soumise à ses magistrats, et non au caprice du petit nombre. Un grand nombre de marchands firent faillite à cette époque, ce qui vint encore augmenter la haine que l'on portait à Pierre, et fournir de nouveaux prétextes à la calomnie. On l'accusa publiquement d'en avoir été cause, parce qu'en réclamant, contre toute attente, l'argent qui leur avait été prêté, il les avait contraints à ces faillites, honteuses pour eux, et préjudiciables à l'État. A ces motifs de plaintes se joignaient les démarches qu'il faisait pour donner en mariage à Laurent, son fils aîné, Clarice de la maison des Orsini. Ce mariage donnait à chacun une ample matière à la calomnie. Il est évident, disait-on, que s'il refuse pour son fils l'alliance d'une famille florentine, c'est que Florence ne peut plus le contenir comme simple citoyen, et qu'il se prépare à s'emparer de la souveraineté ; car celui qui ne veut pas de ses concitoyens pour parents, les veut pour esclaves ; et il est juste par conséquent qu'il ne les ait plus pour amis. Les chefs du complot croyaient déjà tenir la victoire en main, parce que la

plupart des citoyens s'empressaient de les suivre, aveuglés par le nom de liberté, que les conjurés, afin de légitimer leur entreprise, avaient pris pour enseigne.

Toutes les passions fermentaient ainsi dans Florence, lorsque quelques hommes sages, ennemis des discordes civiles, cherchèrent s'il n'y aurait pas moyen de distraire les esprits par quelque réjouissance publique; car la plupart du temps les peuples oisifs sont des instruments tout prêts pour qui veut troubler un État. Afin de dissiper cette oisiveté et de donner aux esprits une occupation qui les détournât des affaires publiques, on se saisit du prétexte qu'il s'était déjà passé une année depuis la mort de Côme, pour offrir des réjouissances au peuple, et l'on ordonna deux fêtes semblables à celles que l'on célèbre avec le plus de solennité dans la ville. L'une représentait l'arrivée des trois rois d'Orient, guidés par l'étoile qui leur avait annoncé la naissance du Christ. On l'ordonna avec tant de pompe et de magnificence, que pendant plusieurs mois toute la ville fut absorbée dans ses préparatifs et son exécution. L'autre fut un tournoi (on nomme ainsi un spectacle qui représente un combat d'hommes à cheval) dans lequel les jeunes gens des principales familles de la ville se mesurèrent avec les chevaliers les plus renommés de toute l'Italie. Celui qui, parmi les jeunes Florentins, s'y distingua le plus, fut Laurent, le fils aîné de Pierre: son courage, et nullement la faveur, lui donna l'honneur de la journée.

Mais à peine ces fêtes étaient terminées, que les citoyens revinrent à leurs premières idées, et que chacun poursuivit son opinion avec plus d'ardeur que jamais. Il en résulta des dissentiments et de grands troubles que deux accidents imprévus vinrent accroître encore. L'un fut l'expiration du pouvoir de la balià, l'autre la mort du duc de Milan François Sforza. Galeazzo, son successeur, envoya des ambassadeurs à Florence pour confirmer les traités que son père avait conclus avec la république, et dont une des clauses portait qu'il serait payé chaque année au duc une certaine somme d'argent. Les magistrats opposés aux Médicis prirent occasion de cette demande, pour s'opposer pu-

bliquement dans le conseil à ce qu'on la mît en délibération. Ils exposèrent, « que ce n'était pas avec Galeazzo, mais avec son « père, qu'on avait fait alliance; que la mort de ce prince avait « annulé toutes les obligations; qu'il était inutile de les faire « renaître, puisqu'on ne pouvait attendre de Galeazzo ni le même « courage qu'avait montré son père, ni par conséquent la même « utilité; que si l'on n'avait obtenu que peu de chose de Fran-« çois, on obtiendrait moins encore de son fils; et que vouloir « payer tribut à sa puissance, c'était attenter aux lois et à la « liberté de la cité. » Pierre, au contraire, s'efforçait de prouver, « qu'il était mal de perdre, par avarice, une alliance aussi néces-« saire; que rien n'était plus salutaire pour la république, et « même pour toute l'Italie, qu'une alliance avec le duc, afin « que les Vénitiens, en voyant cette union, n'espérassent plus « opprimer le duché, ou par une feinte amitié, ou par une « guerre ouverte; que ces derniers n'auraient pas plutôt vu le « duc brouillé avec les Florentins, qu'ils prendraient les armes « contre lui, et que, le trouvant jeune, à peine établi sur le « trône et sans amis, ils le gagneraient facilement, soit par leurs « artifices, soit par la force des armes, et que dans les deux « cas, il y voyait la ruine de la république. »

On n'écouta ni les discours ni les raisons de Pierre; et les inimitiés commencèrent à éclater ouvertement. Chaque parti se réunissait la nuit et formait des sociétés différentes. Les partisans des Médicis se rassemblaient à la Crocetta, et leurs adversaires à la Pietà. Ces derniers, acharnés à la perte de Pierre, avaient fait souscrire comme favorables à l'entreprise un grand nombre de citoyens. Une nuit, entre autres, qu'ils étaient réunis, ils tinrent un conseil particulier pour savoir de quelle manière ils devaient se conduire : tous voulaient affaiblir la puissance des Médicis, mais sans s'accorder sur les moyens. Ceux qui avaient le plus de modération et de retenue voulaient « que, « puisque l'autorité de la balìa était expirée, on s'opposât seule-« ment à ce qu'elle fût rétablie; cela fait, l'intention de tous « les citoyens se trouverait remplie, parce qu'alors les conseils

« et les magistrats gouverneraient la ville, et en peu de temps « l'autorité de Pierre achèverait de tomber; qu'en perdant son « influence dans le gouvernement, il perdrait en même temps « son crédit dans le commerce, parce qu'il serait à bout de « toutes ses ressources; et que, si l'on s'opposait avec vigueur « à ce qu'il pût se servir des deniers publics, il fallait nécessai- « rement qu'il fît faillite; que cet événement une fois arrivé, il « n'y avait plus rien à craindre de sa part, et que la république « aurait recouvré la liberté sans exil et sans verser de sang, ce « que tout bon citoyen devait surtout désirer; mais que, si l'on « cherchait à employer la force, il pourrait en résulter de nom- « breux dangers, parce que tel qui laisserait tomber un homme « qui se précipite de lui-même, lui prête secours, s'il le voit « poussé par autrui; qu'il fallait considérer de plus, que, si « l'on n'entreprenait rien d'extraordinaire contre Pierre, il « n'aurait aucun prétexte de s'armer, ou de chercher des amis, « et que s'il prenait ce parti, ce serait à son détriment; qu'il « inspirerait par cette conduite de si grands soupçons, qu'il « rendrait sa ruine infaillible, et donnerait à ses adversaires « un moyen plus facile de l'opprimer. »

Beaucoup d'autres membres de cette assemblée n'approuvaient pas cette lenteur; ils soutenaient, « que le temps était « pour Pierre, et non pour eux; que s'ils s'en reposaient sur « le cours ordinaire des choses, Pierre ne courait aucun dan- « ger, tandis que tout les menaçait: en effet, ajoutaient-ils, les « magistrats qui sont ses ennemis le laisseront dans la ville sans « l'inquiéter, et ses amis, comme il arriva en 1458, élèveront « sa puissance sur la ruine de notre parti. Si le conseil que « vous venez d'entendre sort de la bouche de gens de bien, le « nôtre est celui d'hommes sages. Profitez du moment où tous « les esprits sont enflammés contre Pierre, pour consommer sa « perte. Le moyen le plus sûr est de prendre les armes au de- « dans, et de solder au dehors le marquis de Ferrare, pour « ne pas rester désarmés; et dès que le sort nous accordera une « seigneurie favorable, tenons-nous prêts à nous assurer de

« Pierrre. » On convint donc unanimement d'attendre la nouvelle seigneurie, et d'agir suivant l'occasion.

Au nombre des conjurés se trouvait ser Niccolò Fedini, qui remplissait parmi eux les fonctions de secrétaire. Excité par des espérances plus certaines, celui-ci révéla à Pierre toute la trame ourdie par ses ennemis, et lui porta la liste des conjurés et de ceux qui l'avaient signée. Pierre fut effrayé en voyant le nombre et la qualité de tous les citoyens qui voulaient sa perte. Par le conseil de ses amis, il fit souscrire de son côté une liste de tous ceux qui tenaient pour lui, et chargea de cette commission un de ses amis les plus sûrs: et ce qui lui prouva combien l'esprit des citoyens est léger et inconstant, ce fut de voir que beaucoup de ceux qui s'étaient inscrits contre lui s'étaient aussi inscrits en sa faveur.

Tandis que ces complots se tramaient, arriva le temps où l'on renouvelait la magistrature suprême; et Niccolò Soderini y fut élevé en qualité de gonfalonier de justice. Ce fut une chose merveilleuse à voir que l'immense concours, non-seulement des citoyens les plus recommandables, mais de tout le peuple, qui l'accompagna au palais. Dans le chemin, on lui mit sur la tête une couronne d'olivier, pour lui montrer que de lui seul allait dépendre le salut et la liberté de la patrie: nouvelle preuve à ajouter à tant d'autres, que c'est chose peu désirable de parvenir à une magistrature, ou à une autorité supérieure, avec une réputation extraordinaire; car, dans l'impuissance de répondre à l'opinion que l'on a donnée de soi, on ne recueille de ses efforts que le déshonneur et la honte; les hommes élevant toujours leurs désirs plus haut qu'ils ne peuvent atteindre.

Messer Niccolò Soderini avait un frère nommé Tommaso. Niccolò était plus intrépide et plus audacieux; Messer Tommaso plus sage, et lié d'une étroite amitié avec Pierre. Comme il connaissait le caractère de son frère, dont l'unique désir était de rendre la liberté à sa patrie, mais sans qu'aucun citoyen eût prétexte de se plaindre, il lui conseilla de faire de nouveaux scrutins, et de ne remplir les bourses que des noms de ceux

qui voulaient vivre sous un gouvernement libre. En se conduisant ainsi, lui disait-il, on parviendrait aisément, comme il le désirait, à affermir l'État, et à le consolider sans désordre, et sans faire tort à personne. Niccolò se rendit sans peine aux conseils de son frère, et usa tout le temps de sa magistrature dans ces vaines pensées. Ceux de ses amis qui se trouvaient à la tête de la conjuration le laissèrent agir de la sorte, ne pouvant souffrir, sans en être jaloux, que le Gouvernement changeât par l'influence de Niccolò; et ils se flattèrent qu'ils parviendraient au même but sous un autre gonfalonier. Le terme de la magistrature de Niccolò arriva donc; et comme il avait commencé beaucoup de choses sans en terminer aucune, il quitta sa place d'une manière beaucoup moins honorable qu'il ne l'avait obtenue.

Cet exemple ranima le parti de Pierre; ses amis en conçurent de plus grandes espérances; et ceux qui jusqu'alors étaient demeurés neutres se rallièrent à lui. Les forces étant ainsi devenues égales, les deux partis s'observèrent pendant plusieurs mois, sans occasionner le moindre tumulte: toutefois celui de Pierre se fortifiait chaque jour. Alors ses ennemis se réveillèrent; et, s'étant réunis, ils résolurent d'obtenir par la force ce qu'ils n'avaient pas su ou voulu faire avec facilité par le moyen des magistrats. Ils arrêtèrent, en conséquence, que l'on assassinerait Pierre, qui se trouvait malade à Careggi; qu'à cet effet, ils feraient venir le marquis de Ferrare et ses troupes du côté de la ville; que, Pierre une fois mort, ils se rendraient en armes sur la place et obligeraient la seigneurie à établir un gouvernement à leur guise: car, bien qu'elle ne leur fût pas en totalité favorable, ils avaient l'espoir que la peur ferait céder ceux qui leur étaient contraires. Messer Diotisalvi, pour mieux cacher ses intentions, rendait de fréquentes visites à Pierre, lui parlait de la tranquillité de la ville, et lui conseillait d'y maintenir la concorde. Mais Pierre était instruit de tout ce qui se tramait contre lui, et de plus, Messer Domenico Martelli lui avait fait savoir comment Francesco Neroni, frère de Messer Diotisalvi

l'avait pressé de se joindre à eux, en lui montrant la victoire comme une chose non moins certaine que la ruine de leurs ennemis.

Pierre se décida donc à prendre le premier les armes, et saisit pour prétexte les intelligences qu'entretenaient ses adversaires avec le marquis de Ferrare. Il feignit d'avoir reçu une lettre de Messer Giovanni Bentivogli, seigneur de Bologne, qui lui annonçait que le marquis de Ferrare se trouvait sur les bords de l'Albo, avec un corps de troupes, publiant hautement qu'il marchait vers Florence. Sur cet avis, Pierre prit les armes, et se rendit dans la ville, au milieu d'une foule innombrable de gens armés. Aussitôt tous ceux qui suivaient son parti s'armèrent également, et le parti opposé suivit le même exemple. Mais les partisans de Pierre, préparés à cette mesure, parurent dans un meilleur ordre que leurs adversaires, qui n'étaient pas encore prêts à exécuter leur dessein. Messer Diotisalvi, dont la maison était voisine de celle de Pierre, ne s'y croyant pas en sûreté, tantôt se rendait au palais pour exhorter la seigneurie à faire poser les armes à Pierre, tantôt allait trouver Messer Lucca pour le retenir dans leur parti. Mais celui qui montra le plus d'ardeur, fut Niccolò Soderini, qui prit les armes, et, suivi de presque toute la populace de son quartier, se rendit à la maison de Messer Lucca, le pria de monter à cheval avec lui et de le suivre sur la place publique, pour secourir la seigneurie, qui leur était favorable. Il lui représenta, « que la victoire ne pouvait leur « échapper, et qu'il ne voudrait pas, en restant chez lui, être « ou lâchement accablé par les armes de ses ennemis, ou trompé « plus honteusement encore par ceux qui n'osaient combattre; « qu'il se repentirait lorsqu'il n'en serait plus temps, de n'avoir « pas agi; que s'il voulait la ruine de Pierre par la guerre, il « pouvait facilement l'obtenir; que, s'il voulait la paix, il valait « bien mieux se trouver en posture d'en dicter les conditions « que de les recevoir. » Ce discours n'ébranla point Messer Lucca, parce qu'il avait déjà déposé ses ressentiments, et que

Pierre l'avait séduit par la promesse de nouvelles alliances et de nouveaux avantages. Déjà même il venait de faire épouser une de ses nièces à Giovanni Tornabuoni. Il exhorta donc Niccolò à poser les armes et à retourner chez lui, ajoutant « qu'il devait « lui suffire que la ville fût gouvernée par les magistrats, ce qui « ne manquerait pas d'arriver; qu'il fallait que chacun posât « également les armes et laissât aux seigneurs, parmi lesquels « leurs partisans étaient en majorité, le soin de juger leurs dif- « férends. » Niccolò ne pouvant le faire changer de sentiment, revint chez lui après lui avoir dit : « Je ne puis moi seul assu- « rer le salut de cette ville, mais je puis bien prédire sa mal- « heureuse destinée. Le parti que vous prenez fera perdre sa « liberté à Florence; à vous, votre autorité et vos biens; à moi « et à tous les autres, notre patrie. »

Pendant ce tumulte, la seigneurie avait fait fermer le palais, et s'était retirée à l'écart avec ses magistrats, ne montrant de préférence pour aucun parti. Les citoyens, et surtout ceux qui avaient suivi le parti de Messer Lucca, voyant Pierre sous les armes et ses adversaires désarmés, commencèrent à penser aux moyens, non de nuire à Pierre, mais de redevenir ses amis. Les principaux citoyens chefs des partis se réunirent en conséquence dans le palais, en présence de la seigneurie, et délibérèrent longtemps sur les affaires de la cité, et sur les moyens d'y ramener la concorde. Les infirmités de Pierre ne lui ayant pas permis de se trouver à l'assemblée, on convint unanimement d'aller le trouver dans sa maison, à l'exception de Niccolò Soderini, qui, après avoir d'abord recommandé ses enfants et ses biens à Messer Tommaso, se retira à sa campagne, pour y attendre l'issue de cette négociation, qu'il regardait comme malheureuse pour lui et funeste pour sa patrie.

Les autres citoyens étant arrivés en présence de Pierre, celui d'entre eux qui devait porter la parole « se plaignit des tumultes « excités dans la ville, et dit que celui-là devait en être regardé « comme le plus coupable, qui le premier avait pris les armes; « que, ne sachant ce que voulait Pierre, qui avait été le pre-

« mier à s'armer, ils étaient venus pour connaître ses intentions ; « et que si elles étaient conformes au bien de l'État, ils étaient « prêts à s'y conformer. »

Pierre répondit ainsi à ce discours : « Ce n'est pas à celui « qui le premier prend les armes qu'il faut imputer le scandale, « mais à celui qui met dans la nécessité de les prendre. Si vous « vouliez réfléchir un peu mieux sur la conduite que vous avez « tenue à mon égard, vous ne vous étonneriez pas tant de ce « que j'ai fait pour sauver ma vie ; vous verriez que vos assem- « blées nocturnes, vos engagements par écrit, les trames que « vous avez ourdies pour m'enlever à la fois la patrie et le jour, « m'ont seuls forcé de prendre les armes : mais, comme je ne « les ai point portées hors de ma maison, j'ai voulu manifester « clairement que mon intention en les prenant a été de me dé- « fendre, et non de les employer pour la ruine d'autrui. Je ne « veux, je ne désire qu'une seule chose, ma sûreté et mon re- « pos : je n'ai jamais manifesté d'autre projet ; et la preuve en « est, c'est qu'après l'expiration de l'autorité de la balìà, je n'ai « songé à employer aucun moyen extraordinaire pour la lui « rendre. Il me suffit de voir les magistrats gouverner la répu- « blique ; mais il faut que, de leur côté, ils veuillent s'en con- « tenter. Auriez-vous perdu le souvenir que Côme et ses fils « ont su vivre honorablement dans Florence avec ou sans la ba- « lìà, et qu'en 1458, ce n'a pas été ma famille, mais vous- « mêmes qui l'avez rétablie. Si maintenant vous n'en voulez « plus, je n'en veux pas davantage. Mais cela ne vous suffira « pas. Vous croyez ne pouvoir demeurer dans Florence, tant « que j'y demeurerai moi-même : certes, je n'aurais jamais pu « croire, je n'aurais même jamais soupçonné que les amis de « mon père et les miens eussent pu craindre un jour de ne pou- « voir vivre avec moi dans Florence, moi, qui me suis toujours « fait connaître pour un homme tranquille et pacifique. » Puis, s'adressant à Messer Diotisalvi et à ses frères, qui étaient pré- sents, il leur reprocha avec gravité et indignation les bienfaits qu'ils avaient reçus de Côme, la confiance qu'il leur avait mon-

trée, et leur profonde ingratitude. Il mit une telle énergie dans ses reproches, que quelques-uns de ceux qui étaient présents les auraient percés de leurs armes, si Pierre ne les eût retenus. Il conclut en disant qu'il approuverait tout ce qui serait arrêté entre eux et la seigneurie, et les assura de nouveau que son unique désir était de vivre tranquille et sans inquiétude. On parla ensuite d'une foule d'autres affaires, mais sans rien conclure d'une manière définitive : on convint seulement, en général, qu'il était nécessaire de réformer l'État et d'y établir une nouvelle forme de gouvernement.

Bernardo Lotti était à cette époque gonfalonier de justice. Il était peu porté en faveur de Pierre, qui, connaissant ses dispositions, jugea à propos de ne faire aucune tentative tant que durerait sa magistrature : ce retard lui semblait d'autant moins important, qu'elle était sur le point d'expirer. Mais à l'époque de l'élection des seigneurs qui devaient siéger pendant les mois de septembre et d'octobre 1466, Roberto Lione fut élevé à la suprême magistrature. A peine était-il entré en exercice, que, voyant tout préparé, il convoqua le peuple sur la place, et établit une nouvelle balià toute favorable à Pierre, et qui, peu de temps après, créa tous les magistrats conformément à la volonté du nouveau gouvernement. Cette révolution jeta l'épouvante parmi les chefs de la faction ennemie. Messer Agnolo Acciajuoli se sauva à Naples; Messer Diotisalvi Neroni, et Niccolò Soderini, à Venise; Messer Lucca Pitti resta dans Florence, se confiant aux promesses de Pierre et dans sa nouvelle alliance. On déclara rebelles ceux qui avaient pris la fuite, et toute la famille des Neroni fut dispersée. Messer Giovanni di Nerone, alors archevêque de Florence, dans la crainte d'un mal plus grand, s'exila volontairement à Rome. Une foule de citoyens qui avaient précipitamment quitté Florence furent relégués en différents endroits. Cela ne suffit point encore; et l'on ordonna une procession solennelle pour rendre grâce au ciel de la conservation du gouvernement et du rétablissement de la paix intérieure. Pendant cette solennité on arrêta et l'on appliqua à la torture quel-

ques citoyens, dont les uns furent ensuite exécutés, les autres envoyés en exil.

Au milieu de toutes ces révolutions, il n'y eut jamais d'exemple plus remarquable des vicissitudes de la fortune que Lucca Pitti. On vit soudain toute la différence qui existe entre la victoire et la défaite, entre le mépris et la considération. Sa demeure, jusqu'alors fréquentée par la foule des citoyens, n'offrait plus qu'une profonde solitude. Lorsqu'il paraissait dans les rues, ses amis et ses parents loin de lui faire cortége craignaient même de le saluer; car les uns avaient perdu leurs honneurs, les autres une partie de leurs biens, et tous étaient également menacés. Les édifices superbes qu'il avait commencés furent abandonnés par les ouvriers; les faveurs dont on avait été autrefois prodigue envers lui se convertirent en outrages, et ses honneurs en opprobres : de manière que la plupart de ceux qui jadis lui avaient fait don de quelque objet précieux, pour acheter ses bonnes grâces, le lui redemandaient, comme une chose qu'ils lui auraient simplement prêtée; et ceux qui jusqu'alors l'avaient porté jusqu'aux nues l'accusaient d'ingratitude et de violence. Il se repentit alors de n'avoir pas ajouté foi aux conseils de Niccolò Soderini, et chercha l'occasion de mourir honorablement les armes à la main, plutôt que de vivre déshonoré au milieu de ses ennemis victorieux.

La plupart de ceux qui avaient été bannis commencèrent à chercher entre eux les moyens de recouvrer une patrie qu'ils n'avaient pas su se conserver. Cependant Messer Agnolo Acciajuoli, qui se trouvait à Naples, avant de faire aucune tentative, voulut éprouver le cœur de Pierre, et voir s'il avait quelque espoir de se réconcilier avec lui. Il lui écrivit donc une lettre conçue en ces termes : « Je me ris des caprices de la fortune, « qui, à son gré, change les amis en ennemis, et les ennemis en « amis. Tu peux te rappeler comment, lors de l'exil de ton père, « plus touché de cette injustice que de mes propres dangers, je « perdis ma patrie, et fus sur le point de perdre aussi la vie. « Tant qu'a vécu Côme, ai-je jamais manqué d'honorer et de

« favoriser ta maison? et depuis qu'il n'est plus, ai-je montré « l'intention de te nuire? Il est vrai que la faiblesse de ta santé, « la tendre jeunesse de tes enfants, m'ont effrayé au point de « croire qu'il fallait donner au gouvernement une forme assez « solide pour que ta mort n'entraînât pas la ruine de la patrie. « Telle est l'origine de tout ce qui a été fait, non contre toi, « mais en faveur de ma patrie. Si j'ai commis une erreur, mes « bonnes intentions et mes actions passées doivent suffire pour « l'effacer. Je ne puis croire que, lorsque ta maison a eu tant de « preuves de ma fidélité, je ne trouverai pas en toi quelque mi- « séricorde, et que tous mes services seront anéantis par une « seule faute. »

Pierre ayant reçu cette lettre, y répondit ainsi : « Ton rire, « aux lieux où tu te trouves, est cause que je ne pleure point; « car si tu riais à Florence, je pleurerais à Naples. J'avoue que « tu as voulu du bien à mon père; mais tu dois avouer que tu en « as reçu tant de bienfaits, que l'obligation est bien plus de ton « côté que du nôtre, si l'on doit faire, en effet, plus d'estime des « actions que des paroles. Ayant reçu la récompense de ce que « tu as pu faire de bien, faut-il t'étonner si tu remportes au- « jourd'hui le juste salaire de ce que tu as fait de mal? L'amour « de la patrie ne saurait te servir d'excuse. Personne ne croira « jamais que cette ville ait été moins aimée ou honorée par « les Médicis que par les Acciajuoli. Vis donc sans honneur à « Naples, puisque tu n'as pas su vivre honorablement à Flo- « rence. »

Messer Agnolo, désespérant d'obtenir son pardon, vint à Rome, où il se rapprocha de l'archevêque et des autres exilés, et, tous ensemble, ils s'efforcèrent, par les moyens qu'ils crurent les plus efficaces, d'ôter le crédit à la maison de commerce que les Médicis entretenaient à Rome. Pierre n'y remédia pas sans peine; mais enfin, aidé de ses amis, il déjoua leurs projets. D'un autre côté, Messer Diotisalvi et Niccolò Soderini pressaient instamment le sénat de Venise de se déclarer contre leur patrie, persuadés que si les Florentins avaient à soutenir une nouvelle

guerre, ils ne pourraient y résister dans le premier embarras d'un gouvernement nouveau et détesté.

A cette époque, Giovan Francesco, fils de Messer Palla Strozzi, se trouvait à Ferrare. Il avait été chassé de Florence avec son père, dans la révolution de 1434. Il jouissait d'un crédit très-étendu, et passait parmi les autres négociants pour être extrêmement riche. Les rebelles récemment chassés lui exposèrent combien il lui serait facile de rentrer dans sa patrie, pour peu que les Vénitiens voulussent seconder l'entreprise. Ils étaient persuadés que Venise les aiderait volontiers, si eux-mêmes parvenaient à trouver un moyen de subvenir aux dépenses d'une lutte dont le succès, dans le cas contraire, leur paraissait douteux. Giovan Francesco, qu'enflammait le désir de venger ses propres injures, entra sans peine dans ces idées, et dit qu'il serait trop heureux de sacrifier tous ses biens aux succès de cette entreprise. Ils allèrent donc tous ensemble trouver le doge, se plaignirent à lui « de leur exil, dont ils attribuaient la rigueur à l'unique faute « d'avoir voulu que leur patrie vécût sous ses propres lois, et « réservât ses honneurs, non plus à une poignée de citoyens, « mais à ses seuls magistrats. » Ils ajoutèrent, « que Pierre de « Médicis et quelques-uns de ses partisans, accoutumés à vivre en « tyrans, avaient pris les armes par ruse, les leur avaient fait « poser par ruse, et, par ruse encore, les avaient chassés de leur « patrie; que, non contents de cela, ils avaient voulu rendre « Dieu complice de l'oppression exercée envers ceux qui étaient « restés dans la ville sur la foi donnée, en permettant que, dans « la publicité des cérémonies sacrées et des actions de grâces « solennelles, une foule de citoyens fussent jetés dans les fers et « livrés au dernier supplice : exemple impie et sacrilége. Ils « ajoutèrent encore que, dans l'espoir de se venger, ils ne « croyaient pouvoir mieux s'adresser qu'à ce sénat, qui, ayant « su de tout temps conserver sa liberté, devait être plus disposé à « plaindre ceux qui avaient perdu la leur. Ils venaient donc in- « voquer l'appui des hommes libres contre les tyrans, et des « hommes pieux contre les impies. Venise avait-elle oublié com-

« ment la famille des Médicis lui avait ravi l'empire de la Lombardie, lorsque Côme, malgré la volonté de ses propres concitoyens, favorisa et secourut le duc de Milan contre les « Vénitiens? Que si la justice de leur cause ne touchait pas le « sénat, que du moins une haine fondée et le désir d'une vengeance légitime le décidassent en leur faveur. »

Ces dernières paroles émurent tout le sénat, et il arrêta d'une voix unanime, que Bartolommeo Coleoni, capitaine de la république, attaquerait le territoire de Florence. On rassembla aussitôt, et comme l'on put, une armée à laquelle vint se joindre Hercule d'Est, envoyé par Borso, marquis de Ferrare. Les Florentins n'étant point encore en mesure d'entrer en campagne, les Vénitiens, dès la première affaire, brûlèrent le bourg de Dovadola, et ravagèrent une partie du territoire circonvoisin. Mais, comme immédiatement après l'expulsion du parti opposé aux Médicis les Florentins avaient renouvelé leur alliance avec Galeazzo, duc de Milan, ainsi qu'avec le roi Ferdinand, et choisi pour leur capitaine Frédéric, comte d'Urbin, se trouvant ainsi en mesure du côté de leurs amis, ils firent moins de cas de leurs ennemis. D'une part, Ferdinand avait envoyé à leur secours Alphonse, son fils aîné; de l'autre, Galeazzo y était venu en personne, accompagnés l'un et l'autre de forces convenables. Tous ensemble se réunirent à Castrocaro, château fort des Florentins, situé au pied des hautes montagnes qui descendent de la Toscane vers la Romagne : de sorte que l'ennemi crut devoir se retirer vers Imola. Il y avait bien, suivant l'usage de ce temps, quelques légères escarmouches entre les deux armées, mais, d'un côté comme de l'autre, il n'y eut point de ville emportée, ni même assiégée; on n'offrit à l'ennemi aucune occasion d'en venir à une bataille rangée : chacun se tenait oisif sous sa tente, se conduisant avec la plus merveilleuse lâcheté.

Cette inaction déplaisait d'autant plus aux Florentins, qu'ils se voyaient chargés du poids d'une guerre qui leur coûtait beaucoup, et dont ils avaient peu d'avantages à espérer. Les magistrats crurent devoir s'en plaindre aux commissaires qu'ils avaient chargés

de la diriger. Ceux-ci répondirent que le duc Galeazzo en était l'unique cause, parce qu'avec trop d'autorité il avait trop peu d'expérience; qu'il ne savait jamais prendre le parti convenable, et refusait d'écouter ceux qui avaient le plus de lumières; et que, tant qu'il resterait à l'armée, on ne pourrait rien entreprendre d'utile ou de glorieux.

D'après cet avis, les Florentins firent entendre au duc « qu'il « leur avait été très-avantageux qu'il fût venu en personne à « leur secours, parce que sa réputation suffisait seule pour effrayer leurs ennemis; que cependant ils attachaient plus d'importance encore à son salut et à celui de ses États qu'à leurs « propres avantages, car de ce salut dépendait leur prospérité, « tandis que, s'il éprouvait un revers, ils avaient à craindre « toute espèce de malheurs; qu'ils ne croyaient pas qu'il y eût « grande sûreté pour lui à rester trop longtemps éloigné de Milan, entouré de voisins tout-puissants et suspects, qui, s'ils « voulaient tramer contre lui quelque complot, n'y trouveraient « aucun obstacle; qu'ils lui conseillaient donc de retourner dans « ses États, et de se borner à laisser une partie de son armée « pour défendre les Florentins. »

Galeazzo s'empressa de suivre ce conseil, et revint à Milan sans penser à autre chose. Les capitaines florentins, libres désormais d'agir à leur gré, et voulant montrer que sa présence seule, ainsi qu'ils l'avaient avancé, était la cause de leur lenteur, se rapprochèrent de l'ennemi, et en vinrent enfin à une bataille rangée qui dura une demi-journée, sans qu'aucune des deux armées cédât. Néanmoins personne n'y périt; il y eut seulement quelques chevaux blessés, et de part et d'autre quelques prisonniers. L'hiver était enfin venu, époque à laquelle les armées avaient coutume de prendre leurs quartiers; en conséquence, Messer Bartolommeo se retira vers Ravenne, l'armée de Florence en Toscane, et celles du roi et du duc chacune dans les États de leur souverain.

Mais comme, malgré les assurances des exilés florentins, on n'avait pas vu que cette agression eût causé le moindre trouble

dans Florence, et que d'ailleurs on manquait d'argent pour la solde des troupes, on fit des ouvertures de paix, et elle fut conclue sans de longues négociations.

Alors les exilés, ayant perdu toute espérance, se réfugièrent en différents lieux. Messer Diotisalvi se retira à Ferrare, où il fut reçu et entretenu par le marquis Borso. Niccolò Soderini se rendit à Ravenne, où il vieillit et mourut avec une petite pension que lui faisaient les Vénitiens. Il passait pour un homme juste et courageux, mais incertain et lent dans ses résolutions: ce qui lui fit perdre, pendant qu'il était gonfalonier de justice, l'occasion de vaincre, occasion qu'il voulut en vain recouvrer lorsqu'il ne fut plus que simple particulier.

La paix une fois conclue, les citoyens qui, dans Florence, étaient demeurés les plus forts, ne se croyant pas suffisamment vainqueurs s'ils n'accablaient d'outrages leurs ennemis et ceux même qui leur étaient suspects, convinrent avec Bardo Altoviti, alors gonfalonier de justice, de priver de leurs emplois un grand nombre de citoyens, et d'en exiler une foule d'autres. Leur pouvoir s'en accrut et redoubla les craintes de leurs adversaires; ils l'exerçaient sans retenue, et se conduisaient de manière à faire croire que Dieu et leur fortune leur avaient livré la ville en proie. Pierre savait peu de choses de tout ce qui se passait; et ne pouvait, à cause de sa faible santé, remédier à ce peu qu'il connaissait; car il était tellement perclus de tout son corps qu'il n'avait conservé que l'usage de la parole. Les seules mesures qu'il put employer étaient donc d'exhorter les citoyens à vivre soumis aux lois, et à se contenter de jouir de la patrie après l'avoir sauvée, plutôt que de chercher à la détruire. Pour ranimer la joie dans Florence, il résolut de célébrer avec la plus grande magnificence les noces de son fils Laurent, qu'il avait fiancé à Clarice, de la maison Orsini; il y étala toute la pompe et la splendeur que l'on pouvait attendre d'un pareil citoyen. Pendant plusieurs jours, ce ne furent que danses dans un goût nouveau, festins et représentations de pièces antiques. Afin de mieux faire éclater la grandeur des Médicis et celle de la répu-

blique, on y joignit deux spectacles militaires, l'un représentant un combat de cavalerie en plaine, l'autre la prise d'une ville; ce qui fut exécuté avec tout l'ordre et toute l'habileté qu'on pouvait désirer.

[1] Tandis que ces événements avaient lieu dans Florence, le reste de l'Italie vivait en paix, mais non sans crainte de la puissance des Turcs, qui, poursuivant leurs entreprises, continuaient à combattre les chrétiens. Ils venaient d'enlever Négrepont, à la honte et au détriment du nom chrétien. Dans le même temps mourut Borso, marquis de Ferrare, qui eut pour successeur Hercule son frère. Gismondo de Rimini, l'ennemi perpétuel de l'Église, mourut également, et eut pour héritier de ses États Robert, son fils naturel, qui obtint ensuite parmi les capitaines d'Italie la renommée d'un des plus grands hommes de guerre de son temps. La mort enleva encore le pape Paul : son successeur fut Sixte IV, appelé d'abord Francesco de Savone, homme de la plus basse et de la plus vile extraction, mais que ses talents avaient successivement élevé au rang de général de l'ordre de Saint-François et de cardinal. Ce pontife fut le premier à montrer tout ce que pouvait un pape, et combien il y avait de choses regardées autrefois comme des fautes, auxquelles l'autorité pontificale pouvait donner une apparence légitime. Parmi les membres de sa famille, se trouvaient Pierre et Jérôme, que la voix publique nommait ses fils, ce qu'il cachait en leur donnant un nom plus honnête. Pierre était moine; il l'éleva à la dignité de cardinal du titre de San-Sisto. Il donna à Jérôme la ville de Forli, après avoir enlevé à Antoine Ordelaffi cette principauté, que ses ancêtres possédaient depuis longtemps. Une conduite aussi ambitieuse ne fit qu'ajouter à la crainte des princes d'Italie, et chacun s'empressa de rechercher son amitié. Le duc de Milan donna pour femme à Jérôme, Catherine, sa fille naturelle, et il y joignit pour dot la ville d'Imola, dont il avait dépouillé Taddeo degli

[1] Les événements compris dans ce paragraphe se sont passés depuis 1468 jusqu'en 1471.

Alidosi. Le duc et le roi Ferdinand contractèrent en même temps une nouvelle alliance, en mariant Élisabeth, fille d'Alphonse, fils aîné du roi, avec Jean Galeazzo, également fils aîné du duc de Milan.

L'Italie se trouvait alors dans une situation assez tranquille. Le plus grand soin de ses princes était de s'observer mutuellement, et de s'assurer l'un de l'autre par des alliances ou de nouveaux liens de parenté. Cependant, au milieu de cette paix universelle, Florence était déchirée par ses propres citoyens, et la santé de Pierre ne lui permettait pas de s'opposer à leur ambition; néanmoins pour soulager sa conscience, et essayer s'il ne pourrait pas les faire rougir de leur conduite, il prit le parti de convoquer tous les principaux citoyens dans sa maison, et leur parla en ces termes :

« Je n'aurais jamais cru qu'il pût venir un temps où la con« duite et les actions de mes amis dussent me faire aimer et re« gretter mes ennemis, et préférer la défaite à la victoire. Je « croyais m'être associé à des hommes dont les désirs avaient un « terme et une mesure, auxquels il suffisait de vivre au sein de leur « patrie, tranquilles, honorés, et de plus vengés de leurs enne« mis. Mais je vois trop maintenant combien je m'étais trompé, « et combien peu je connaissais l'ambition naturelle à tous les « hommes, et particulièrement la vôtre. Il ne vous suffit pas, « en effet, d'être les premiers dans une ville aussi puissante, et « de posséder à vous seuls, qui êtes le petit nombre, les gran« deurs, les dignités, les avantages, dont tant de citoyens avaient « coutume de s'honorer; il ne vous suffit pas de vous être parta« gé les biens de vos ennemis; il ne vous suffit pas de pouvoir « rejeter sur tous les autres le poids des charges publiques, et, « libres de ce fardeau, de jouir encore de toutes les faveurs de « l'État; il faut encore que vous prodiguiez à chacun tous les « genres d'outrages : vous dépouillez votre voisin de ses biens, « vous vendez la justice, vous vous dérobez aux jugements ci« vils, vous opprimez les hommes pacifiques, vous êtes l'appui « des factieux. Je ne crois pas qu'on puisse trouver dans toute

« l'Italie autant d'exemples de violence et d'avarice qu'en pré-
« sente cette ville. Ainsi la patrie nous aura donné la vie pour
« que nous la lui arrachions! elle nous aura rendus victorieux
« pour que nous la détruisions! elle nous comblera d'honneurs
« pour que nous la couvrions d'opprobre! Je vous jure donc,
« par cette foi que l'on doit accorder à tout homme sincère et
« vertueux, que si par votre conduite vous continuez à me faire
« repentir d'avoir vaincu, je saurai à mon tour me comporter
« de manière à vous faire repentir d'avoir si mal usé de la vic-
« toire. »

Les citoyens qu'il avait appelés lui firent une réponse conforme au temps et au lieu; mais ils n'en continuèrent pas moins à persister dans leur conduite funeste. Les choses en vinrent au point que Pierre fit venir secrètement à Caffagiolo Messer Agnolo Acciajuoli, et s'entretint longtemps avec lui de la situation de la république. Et il est hors de doute que si la mort n'eût interrompu ses projets, il eût rappelé tous les bannis dans leur patrie, afin de mettre un frein aux rapines de leurs adversaires: mais la mort s'opposa à ses vertueux desseins. Accablé par les souffrances du corps et les tourments de l'esprit, il mourut dans la cinquante-troisième année de son âge. Sa patrie ne put connaître toutes ses vertus et son inaltérable bonté, parce que son père Côme l'avait, pour ainsi dire, accompagné jusqu'aux dernières limites de sa vie, et que le peu d'années qu'il lui survécut, il les passa dans les troubles civils et dans les infirmités. Il fut inhumé auprès de son père, dans l'église de San-Lorenzo, et ses funérailles furent célébrées avec toute la pompe que méritait un si grand citoyen. Il laissa deux fils, Laurent et Julien, qui firent espérer dès lors qu'ils seraient quelque jour très-utiles à la république; mais leur jeunesse excitait de vives inquiétudes.

Parmi les premiers citoyens qui gouvernaient l'État, on regardait comme très-supérieur à tous les autres Messer Tommaso Soderini, dont la prudence et la réputation étaient connues non-seulement de Florence entière, mais de tous les princes d'Italie.

Après la mort de Pierre, tous les regards se tournèrent sur lui; une foule de citoyens allaient le visiter dans sa demeure, pour lui rendre honneur, comme au chef de la ville; et plusieurs princes lui écrivirent. Mais, en homme sage, et qui connaissait parfaitement sa fortune et celle des Médicis, il ne répondit point aux lettres des princes, et fit entendre à ses concitoyens que ce n'était pas sa maison, mais celle des Médicis qu'ils devaient visiter. Et pour prouver par ses actions la sincérité de ses conseils, il rassembla toutes les premières familles de la noblesse dans le couvent de San-Antonio, où il appela également Laurent et Julien de Médicis; là, il discourut longuement, et d'un ton plein de gravité, sur la situation de la ville, sur celle de l'Italie, sur les intérêts de ses différents princes, et conclut en disant, « que si Florence voulait vivre unie et en paix, à l'abri des dis- « cordes civiles et des guerres étrangères, il était nécessaire « d'avoir des égards pour ces jeunes gens, et de ne porter au- « cune atteinte à la réputation de leur famille, parce que les « hommes ne se plaignent jamais de faire les choses auxquelles « ils sont accoutumés; et, de même qu'on embrasse prompte- « ment les nouveautés, on les abandonne avec la même prompti- « tude; qu'il fut toujours plus facile de maintenir un pouvoir « qui, par une longue possession, a étouffé l'envie, que d'en « élever un nouveau qui, par mille raisons, se peut aisément « renverser. »

Dès que Messer Tommaso eut parlé, Laurent prit la parole, et, malgré sa jeunesse, il s'exprima avec tant de gravité et de modestie, qu'il fit dès lors connaître ce qu'il devait être un jour. Avant de quitter l'assemblée, tous les assistants jurèrent de regarder Laurent et Julien comme leurs fils, et ceux-ci, de leur côté, promirent de ne voir en eux que des pères. Après cette détermination, les deux frères furent honorés comme princes de la république, et ne se conduisirent plus que par les conseils de Messer Tommaso.

Au dedans, au dehors, tout était assez calme; aucune guerre ne troublait la tranquillité générale, lorsqu'un tumulte inopiné

fut comme le signal des désastres futurs. Parmi les familles que Messer Lucca Pitti avait entraînées dans sa chute, on remarquait celle des Nardi. Les chefs de cette famille, Salvestro et ses frères, avaient d'abord été envoyés en exil, et lors de la guerre que suscita Bartolommeo Coleoni, ils furent déclarés rebelles. Bernardo, l'un des frères de Salvestro, jeune homme bouillant et audacieux, à qui sa pauvreté rendait l'exil plus rigoureux, et qui voyait que la paix ne lui laissait aucun espoir de rentrer dans sa patrie, chercha à susciter quelque entreprise propre à rallumer la guerre; car souvent un événement, d'abord faible à sa naissance, produit les effets les plus importants, attendu que les hommes suivent plus aisément une impulsion donnée, qu'ils ne savent l'imprimer eux-mêmes. Bernardo avait de nombreuses relations dans Prato; de plus nombreuses encore dans le pays de Pistoja, notamment avec la famille de Palandra, qui, quoique habitant la campagne, renfermait un grand nombre d'hommes nourris, comme tous ceux de Pistoja, dans le sang et les armes. Il savait que ces derniers conservaient contre les Florentins un profond ressentiment pour les mauvais traitements qu'ils en avaient reçus. Il connaissait de plus les dispositions des habitants de Prato, irrités de la manière orgueilleuse et avare dont ils étaient gouvernés; et il n'ignorait pas que la plupart d'entre eux étaient mal disposés envers la république. Tout lui donnait l'espoir de voir l'incendie s'allumer en Toscane par la révolte de Prato, et s'accroître à tel point par la foule qui accourrait pour l'entretenir, que ceux qui chercheraient à l'éteindre ne pourraient y parvenir. Il communiqua son projet à Messer Diotisalvi, et lui demanda, dans le cas où il parviendrait à s'emparer de Prato, quels secours il pourrait espérer des princes par son entremise. Messer Diotisalvi trouva l'entreprise extrêmement périlleuse, et le succès lui en parut presque impossible. Toutefois, voyant qu'il pouvait, aux risques d'autrui, tenter de nouveau la fortune, il encouragea Bernardo dans son projet, et l'assura qu'il recevrait infailliblement des secours de Bologne et de Ferrare, pourvu qu'il parvînt à s'emparer de Prato, et à s'y maintenir au moins quinze

jours. Excité par ces promesses, Bernardo se rendit secrètement à Prato, rempli des plus belles espérances, communiqua son dessein à quelques habitants, et les trouva entièrement disposés à le seconder. Il rencontra la même ardeur et le même désir dans la famille de Palandra; et, après être convenu du temps et de la manière, il instruisit de tout Messer Diotisalvi.

César Petrucci était alors podestà de Prato au nom de la ville de Florence. Les gouverneurs de ce rang ont l'habitude de tenir auprès d'eux les clefs des portes; et lorsqu'il arrive, surtout dans les temps de calme, qu'un habitant en ait besoin afin de sortir ou de rentrer pendant la nuit, il suffit qu'il les demande pour les obtenir. Bernardo, qui connaissait cet usage, se présenta avant le lever du jour à la porte de la ville qui regardait Pistoja, avec les Palandrais et environ cent hommes armés. Les complices qu'il avait dans la ville s'armèrent en même temps, et l'un d'entre eux alla demander les clefs au podestà, sous prétexte qu'un habitant de la campagne en avait besoin pour entrer. Petrucci, qui ne pouvait soupçonner un pareil complot, envoya un de ses serviteurs avec les clefs. A peine ce dernier était-il à quelques pas du palais, que les conjurés les lui arrachèrent, ouvrirent les portes et introduisirent Bernardo et les siens. Les deux troupes s'étant d'abord concertées ensemble, se séparèrent en deux corps, dont l'un, sous la conduite de Salvestro, de Prato, s'empara de la citadelle; et l'autre, dirigé par Bernardo, se rendit maître du palais ainsi que du podestà et de toute sa maison, que l'on confia à la garde de quelques-uns des conjurés. Ils tâchèrent ensuite d'exciter un soulèvement en parcourant la ville aux cris de liberté. Le jour avait déjà paru : au bruit qui se faisait entendre, le peuple accourut en foule sur la place; et, apprenant que la citadelle et le palais étaient occupés, le podestà et les siens prisonniers, il avait peine à concevoir d'où était provenu un semblable désordre. Les huit citoyens qui tenaient le rang suprême dans la ville se rassemblèrent dans leur palais pour délibérer sur les mesures qu'il y avait à prendre. Bernardo, après avoir parcouru la ville pendant quelque temps avec les siens, sans être

suivi de personne, informé que les Huit étaient réunis, vint les trouver et leur exposa les motifs de son entreprise. Il leur dit, « qu'il n'avait eu d'autre but que de les délivrer eux et leur patrie « du joug de la servitude ; il essaya de leur montrer quelle gloire « il y aurait pour eux à prendre les armes et à le suivre dans une « entreprise aussi honorable, qui devait leur assurer à jamais le « repos et une renommée immortelle ; il les fit souvenir de leur « antique liberté et de leur situation actuelle, leur promit qu'ils « seraient infailliblement secourus, s'ils voulaient résister quel-« ques jours seulement à toutes les forces que les Florentins pour-« raient diriger contre eux ; il affirma qu'il avait des intelligen-« ces dans Florence, et qu'elles se manifesteraient aussitôt qu'on « y apprendrait que toute la ville de Prato le suivait d'un accord « unanime. »

Ce discours ne put ébranler les Huit, qui répondirent à Bernardo, « qu'ils ignoraient si Florence était esclave ou libre, que « cela leur était entièrement étranger, et que par conséquent ils « ne s'en mêlaient point ; que pour eux ils savaient bien qu'ils « n'avaient jamais désiré d'autre liberté que celle d'obéir aux ma-« gistrats qui gouvernaient Florence ; qu'ils n'en avaient jamais « reçu d'offense assez grave pour les obliger à s'armer contre eux ; « qu'ils lui conseillaient en conséquence de laisser le podestà en « liberté, de délivrer la ville de ses troupes, et de se dérober « promptement au péril où son imprudence l'avait précipité. »

Bernardo, sans s'étonner de cette réponse, voulut essayer si la crainte ferait sur les habitants de Prato ce que n'avaient pu les prières. Pour mieux les frapper d'épouvante, il pensa à faire mourir Petrucci ; et l'ayant fait tirer de sa prison, il ordonna qu'on le pendît à la fenêtre du palais. César était déjà proche de la fenêtre, et la corde au cou, lorsqu'il aperçut Bernardo qui hâtait lui-même son supplice ; se tournant alors vers lui : « Bernardo, « lui dit-il, tu me fais mourir, dans l'espoir que les habitants « de cette ville vont te suivre ; tu verras tout le contraire ; car « le respect qu'ils ont pour les gouverneurs que nous envoie le « peuple de Florence est si grand, que lorsqu'ils verront l'ou-

« trage que tu me fais, tu deviendras l'objet de la haine universelle, et tu ne pourras éviter ta perte. Ce n'est point ma mort, « mais plutôt ma vie qui peut te donner la victoire ; car si je leur « ordonne ce que tu jugeras convenable, ils m'obéiront plus volontiers qu'à toi ; et comme je ne ferai qu'exécuter tes ordres, « tes intentions seront remplies. »

Dans l'embarras où se trouvait Bernardo, faute de ressources, ce conseil lui parut bon : il commanda à César de s'avancer sur un balcon qui donnait sur la place, et de prescrire au peuple de lui obéir. Lorsque César eut fait ce qui lui était ordonné, on le reconduisit en prison.

Cependant la faiblesse des conjurés s'était laissé connaître, et déjà un grand nombre de Florentins qui habitaient Prato s'étaient réunis. Parmi eux se trouvait Messer Giorgio Ginori, chevalier de Rhodes. Il fut le premier à prendre les armes contre les conjurés, et attaqua Bernardo, qui parcourait la place, tantôt exhortant, tantôt menaçant ceux qui refusaient de le suivre ou de lui obéir. Dans le choc qu'il eut à soutenir contre ceux qui accompagnaient Messer Giorgio, Bernardo fut blessé et fait prisonnier. Après cet événement, il fut aisé de délivrer le podestà et de triompher des autres rebelles. Faibles et dispersés dans divers quartiers, ils furent presque tous arrêtés ou massacrés. Sur ces entrefaites, le bruit de cet événement était parvenu à Florence, mais grossi d'une foule de circonstances mensongères : on disait Prato pris, le gouverneur et toute sa famille massacrés, la ville pleine d'ennemis, Pistoja en armes, et la plupart de ses habitants soulevés.

En un moment le palais fut inondé de citoyens qui venaient concerter avec la seigneurie les mesures à adopter. Roberto de San-Severino, capitaine de la plus haute renommée, se trouvait alors à Florence; on arrêta de l'envoyer à Prato avec le plus de monde qu'on pourrait assembler. On lui prescrivit de s'approcher de la ville, de faire un rapport détaillé de tout ce qui s'était passé, et d'apporter à la chose tous les remèdes que sa prudence lui suggèrerait. Roberto avait à peine dépassé le château de Campi,

qu'il fut joint par un envoyé de César, annonçant la prise de Bernardo, la mort ou la fuite de ses complices, et la fin de tous les troubles. Il revint donc à Florence, où Bernardo fut amené peu de temps après, et interrogé par les magistrats sur les vraies ressources de son entreprise ; et, comme on les trouvait bien faibles, il répondit alors qu'il avait agi ainsi parce qu'il aimait mieux mourir à Florence que de vivre en exil, et qu'il voulait que son trépas fût du moins accompagné de quelque action digne de mémoire.

Cette révolte, presque aussitôt étouffée qu'excitée, les citoyens reprirent leur manière accoutumée de vivre, et l'espoir de jouir désormais sans trouble du gouvernement qu'ils avaient affermi sur des bases solides. De là naquirent dans Florence ces maux qu'enfantent ordinairement les loisirs de la paix : les jeunes gens, plus libres qu'à l'ordinaire, prodiguaient les dépenses en vêtements, en festins, en plaisirs de toute espèce, se plongeaient dans l'oisiveté, et consumaient leur temps et leurs richesses au milieu des jeux et des femmes, faisaient leur unique étude de briller par la recherche de leurs vêtements et de leur langage, et l'on estimait comme le plus sage celui qui montrait le plus d'adresse dans les combats d'esprit. Cette corruption fut augmentée encore par l'exemple des courtisans du duc de Milan, qui vint avec la duchesse et toute sa cour à Florence, pour remplir, à ce qu'il disait, un vœu qu'il avait formé. On le reçut avec toute la pompe convenable à un aussi grand prince et à un ami aussi puissant de la république. On vit alors ce que notre ville n'avait jamais vu : on était dans le carême, temps auquel l'église ordonne l'abstinence de la chair dans les repas ; et toute la cour du duc, sans respect pour Dieu et pour son église, ne se nourrissait que de viande. Parmi les spectacles nombreux qu'on célébra en l'honneur de ce prince, on représenta dans l'église de San-Spirito la descente du Saint-Esprit sur les Apôtres, et les feux dont on se servit pour cette représentation ayant occasionné un incendie qui consuma toute l'église, la multitude se persuada que Dieu lui-même, indigné

contre nous, avait voulu donner cette preuve de son courroux. Et si ce prince trouva Florence remplie de courtisanes, en proie aux voluptés et souillée par des mœurs opposées à l'esprit d'une république, sa présence ne fit qu'ajouter encore à la corruption. Aussi les bons citoyens pensèrent qu'il était urgent d'y mettre un frein; et une nouvelle loi mit des bornes au luxe des vêtements, des funérailles et des festins.

Au milieu de cette paix profonde, un tumulte nouveau et inattendu éclata dans la Toscane. Quelques habitants de Volterra avaient découvert dans le territoire de cette ville une mine d'alun, dont ils connaissaient tout le prix. Pour trouver l'argent et le crédit nécessaires à cette exploitation, ils s'adressèrent à quelques citoyens de Florence, et en partagèrent avec eux les profits. Dans le principe, cette découverte, ainsi qu'il arrive ordinairement lors d'entreprises nouvelles, attira peu l'attention du peuple de Volterra; mais quand, par la suite, il en reconnut toute la valeur, il voulut remédier, mais trop tard et sans fruit, à une faute qu'il eût facilement évitée en s'y prenant plus tôt. On commença dans le conseil à agiter l'affaire, et l'on soutint qu'une branche d'industrie découverte dans un terrain public ne pouvait être exploitée au profit de quelques particuliers. On envoya à cet effet des ambassadeurs à Florence. La cause fut remise au jugement de plusieurs citoyens, qui, soit qu'ils eussent été gagnés par les parties, soit que tel fût leur sentiment, décidèrent que le peuple de Volterra voulait une chose injuste en demandant à priver ses citoyens du fruit de leurs fatigues et de leur industrie; qu'ainsi, c'était aux particuliers, et non à la ville, que ces alunières appartenaient; mais qu'il était juste qu'ils payassent, chaque année, une certaine somme d'argent pour reconnaître la redevance.

Cette réponse ne fit qu'ajouter à la fermentation et aux animosités qui agitaient Volterra : dans le sein des conseils, au dehors, par toute la ville, on ne s'occupait plus d'autre chose. Le peuple en corps réclamait ce qu'il croyait qu'on lui dérobait; les particuliers voulaient conserver ce qu'ils avaient ac-

quis les premiers, et dont le jugement des Florentins leur avait confirmé la propriété. Les choses en vinrent au point qu'au milieu du désordre un citoyen renommé dans la ville, et appelé le Pecorino, fut tué, et après lui un grand nombre d'autres habitants qui avaient embrassé son parti. Leurs maisons furent saccagées et brûlées; et, poussés par le même emportement, ce ne fut qu'avec beaucoup de peine que les rebelles s'abstinrent de massacrer les recteurs qui gouvernaient la ville au nom du peuple florentin.

Après cette première insulte, ils arrêtèrent, avant tout, d'envoyer des ambassadeurs à Florence, pour faire entendre à la seigneurie, que si elle voulait leur conserver leurs antiques capitulations, eux, de leur côté, maintiendraient la ville dans son ancienne dépendance. La réponse fut vivement débattue. Messer Tommaso Soderini conseillait d'accepter la soumission de la ville de Volterra, de quelque manière qu'elle voulût rentrer dans l'obéissance. Le moment ne lui paraissait pas venu d'allumer, dans des lieux si voisins, un incendie qui pouvait dévorer Florence elle-même, parce qu'il redoutait le caractère du pape, la puissance du roi; qu'il n'avait confiance ni dans l'amitié du duc, ni dans celle des Vénitiens; car il doutait de la sincérité de l'une et de l'efficacité de l'autre; et il finit par leur rappeler ce proverbe trivial, *que mieux vaut un maigre accord qu'une grasse victoire.*

D'un autre côté, Laurent de Médicis crut avoir trouvé l'occasion de montrer ce dont il était capable par ses conseils et sa prudence; encouragé d'ailleurs par ceux qui portaient envie à l'autorité de Messer Tommaso, il conseilla d'attaquer Volterra, et de châtier par les armes l'insolence de cette cité, assurant que si on ne faisait des rebelles un exemple terrible, les autres sujets de la république dépouilleraient bientôt toute crainte ou tout respect, et ne manqueraient pas, sous le plus léger prétexte, de se conduire de même. La guerre ayant été arrêtée, on répondit aux Volterranais, « qu'il ne leur était plus permis « de réclamer l'observation de capitulations qu'ils avaient eux-

« mêmes violées ; qu'ils devaient donc s'en remettre à la seule « décision de la seigneurie, ou s'attendre à la guerre. »

Les députés ayant rapporté cette réponse, les habitants de Volterra se préparèrent à la défense, fortifièrent leur ville, et envoyèrent implorer le secours de tous les princes d'Italie : mais ils furent peu écoutés, et il n'y eut que les Siennois et le seigneur de Piombino qui leur firent espérer leur appui. D'un autre côté, les Florentins, convaincus que la victoire dépendait surtout de leur célérité, réunirent dix mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux, qui, sous la conduite de Frédéric, seigneur d'Urbin, entrèrent sur le territoire de Volterra dont ils s'emparèrent sans obstacles. Ils mirent ensuite le siége devant la ville, qui, située sur une élévation escarpée de presque tous les côtés, ne pouvait s'attaquer que par celui où est l'église de San-Alessandro. Les Volterranais avaient engagé pour leur défense un millier de soldats, qui, voyant les attaques sérieuses des Florentins, et n'espérant pas pouvoir résister, se défendaient avec mollesse, et ne montraient d'ardeur que pour les insultes qu'ils prodiguaient chaque jour aux habitants. Ainsi ces malheureux citoyens, pressés au dehors par leurs ennemis, opprimés au dedans par leurs amis, et désormais sans espoir de salut, commencèrent à songer à capituler, et n'espérant pas de conditions plus avantageuses, ils se jetèrent dans les bras des commissaires. Ceux-ci se firent ouvrir les portes et ayant introduit dans la ville la majeure partie de l'armée, se rendirent au palais où les prieurs se tenaient, et leur ordonnèrent de retourner chez eux. Dans le chemin, l'un des prieurs fut dépouillé par un soldat, en signe de mépris ; par un nouvel exemple de la promptitude des hommes à suivre le mal plutôt que le bien ; d'un aussi simple événement naquirent le sac et la ruine de cette ville, qui, pendant toute une journée, fut pillée et ravagée par la soldatesque : rien ne fut épargné, ni les femmes, ni les lieux saints, et les soldats, aussi bien ceux qui l'avaient si mal défendue que ceux qui l'avaient attaquée, la dépouillèrent de tout ce qu'elle renfermait. La joie éclata dans Florence, à la

nouvelle de cette victoire, et comme elle était due tout entière aux conseils de Laurent, son autorité s'en augmenta outre mesure. Un de ses amis ayant reproché à Messer Tommaso Soderini le conseil qu'il avait donné, en lui disant : « Quel est « votre avis, maintenant que nous avons pris Volterra ? » Messer Tommaso lui répondit : « Mon avis ? c'est maintenant que nous « l'avons perdue ; car si vous l'aviez reprise d'un commun ac- « cord, vous y auriez trouvé utilité et sécurité : mais, obligés « de la garder par force, dans les jours difficiles, vous serez « affaiblis par les embarras qu'elle pourra vous susciter, et dans « les temps de paix, elle sera pour vous une source d'inquiétudes « et de dépenses. »

A cette époque, le pape, jaloux de maintenir dans l'obéissance les villes de l'Église, fit ravager Spoleta, que les factions domestiques avaient poussée à la révolte. Il avait ensuite assiégé Città-di-Castello, coupable du même crime. Cette ville obéissait alors à Niccolò Vitelli. Laurent de Médicis, qui lui était lié d'une étroite amitié, ne le laissa pas manquer de secours; et s'ils ne furent pas assez puissants pour sauver Niccolò, ils suffirent du moins pour faire naître entre Sixte IV et les Médicis ces premiers germes d'inimitié qui produisirent peu de temps après des fruits si remplis d'amertume. Cette inimitié n'aurait même pas tardé à éclater, sans la mort de Frère Pierre, cardinal de San-Sisto.

Pour seconder les vues du pape, ce cardinal venait de parcourir toute l'Italie : il s'était rendu à Venise et à Milan, sous prétexte d'honorer les noces d'Hercule d'Est, marquis de Ferrare, mais pour sonder en effet les intentions de ces princes, et savoir s'ils seraient disposés à se déclarer contre les Florentins. Mais de retour à Rome, il mourut, et l'on soupçonna les Vénitiens de l'avoir empoisonné, parce qu'ils croyaient avoir tout à craindre de la puissance de Sixte, appuyée des conseils et des intrigues de Frère Pierre. Quoique né du sang le plus vil, élevé dans l'abjection, entre les murs d'un couvent, à peine se vit-il cardinal, qu'il fit éclater un orgueil et une ambition si démesurés, que le

cardinalat et le trône pontifical même ne pouvaient lui suffire, et qu'il ne craignit pas de célébrer dans Rome un festin qui eût excité d'étonnement de la part d'un roi même, et dans lequel il dépensa plus de vingt mille florins. Privé d'un tel ministre, Sixte mit plus de lenteur dans la poursuite de ses desseins.

Cependant les Florentins, le duc et les Vénitiens avaient renouvelé leur alliance et laissé au pape et au roi Ferdinand la faculté d'y accéder. Sixte et le roi se liguèrent de leur côté, et permirent aux autres princes de prendre part à leur traité. L'Italie se trouvait ainsi partagée en deux factions, et chaque jour voyait naître entre elles de nouveaux sujets de haine. C'est ce qui arriva à l'occasion de l'île de Chypre, que Ferdinand désirait obtenir, et dont les Vénitiens s'emparèrent; de sorte que le pape et le roi se rapprochèrent plus étroitement. Frédéric, seigneur d'Urbin, passait alors pour un des plus habiles capitaines de toute l'Italie, et il avait longtemps fait la guerre pour les Florentins. Pour ôter à la ligue ennemie l'appui d'un tel chef, le pape et le roi entreprirent de le gagner : le pape lui conseilla de se rendre à l'invitation de Ferdinand, qui l'appelait à Naples. Il obéit. Les Florentins en furent tout à la fois étonnés et affligés; car ils craignaient qu'il ne lui arrivât comme à Jacopo Piccinino. Ce fut tout le contraire : Frédéric revint de Naples et de Rome, comblé d'honneurs, et avec le titre de capitaine de la ligue. Le pape et le roi n'oubliaient rien non plus pour se concilier l'amitié des seigneurs de la Romagne et des Siennois, et pour s'en faire de nouveaux moyens de nuire aux Florentins. Ceux-ci s'apercevant de ces intrigues, tâchèrent de s'opposer, par tous les moyens, à l'ambition de leurs ennemis : ils prirent à leur solde Roberto de Rimini pour remplacer Frédéric d'Urbin, renouvelèrent leurs traités avec les Pérousins, et contractèrent une alliance avec le seigneur de Faenza. Le pape et le roi prétendaient que le motif de leur animosité contre les Florentins venait du désir qu'ils avaient que ceux-ci abandonnassent les Vénitiens pour s'allier avec eux, le pape jugeant que l'union de Florence et de Venise ne permettrait jamais à l'Église de conser-

ver sa prépondérance, ni au comte Girolamo ses États de Romagne. De leur côté, les Florentins avaient la crainte qu'on ne cherchât à les détacher de l'alliance des Vénitiens, non pour s'en faire des amis, mais pour pouvoir plus facilement les accabler. Ces soupçons mutuels, cette diversité d'intérêts, remplirent pendant deux ans toute l'Italie, sans qu'il en résultât aucun trouble. Le premier qu'on vit éclater, quoique de peu d'importance, s'éleva en Toscane.

Braccio de Pérouse, qui fut, ainsi que nous l'avons dit plusieurs fois, un des plus renommés capitaines de son temps, avait laissé deux fils, Oddo et Charles. Ce dernier était encore extrêmement jeune, quand son frère fut massacré par les habitants de Val di Lamona, comme nous l'avons déjà rapporté. Lorsqu'il eut atteint l'âge de faire la guerre, les Vénitiens le reçurent au nombre des condottieri de la république, en mémoire de son père, et sur l'espoir qu'ils avaient conçu de ses talents. Le terme de son engagement venait d'expirer; il refusa au sénat de le renouveler en ce moment, résolu d'essayer si son nom et la célébrité de son père pourraient lui rendre ses États de Pérouse. Les Vénitiens y consentirent d'autant plus volontiers, que les changements avaient toujours été favorables à l'agrandissement de leur empire. Charles passa donc en Toscane; mais la conquête qu'il méditait lui présentant de trop grandes difficultés à cause de l'alliance de Pérouse avec Florence, il voulut du moins signaler son agression par quelque fait digne de mémoire. Il attaqua les Siennois, sous prétexte qu'ils étaient ses débiteurs par suite des services que son père leur avait rendus autrefois, et dont il voulait obtenir l'entier remboursement: il les attaqua avec tant de furie, que presque tout leur territoire en fut bouleversé. A cet outrage, les Siennois, toujours prêts à accuser les Florentins de leurs malheurs, crurent que rien n'était arrivé que par leur consentement, et ils firent éclater leur ressentiment devant le pape et le roi. Ils envoyèrent en outre des ambassadeurs à Florence pour se plaindre de l'injure qu'ils venaient de recevoir, et insinuèrent adroitement que si

Charles n'avait pas été appuyé, il n'aurait pu les outrager aussi facilement. Les Florentins s'excusèrent de ces reproches, jurèrent qu'ils étaient prêts à tout entreprendre pour empêcher Charles de nuire aux Siennois, et ordonnèrent en effet à Charles de cesser son attaque, ainsi que l'avaient désiré les envoyés de Sienne.

Charles se plaignit, et dit que les Florentins, en refusant de le seconder, s'étaient privés d'une importante acquisition, et lui avaient ravi une grande gloire; car il se vantait de les rendre en peu de temps maîtres de cette ville, tant il avait trouvé dans ses habitants peu de courage et de disposition à se défendre. Charles s'éloigna donc, et rentra au service des Vénitiens. Les Siennois, quoiqu'ils dussent aux Florentins la fin de leurs malheurs, n'en conservèrent pas moins contre eux un profond ressentiment: car ils pensaient qu'ils ne leur devaient aucune reconnaissance pour avoir été délivrés par eux d'un mal dont ils les croyaient les premiers moteurs.

Tandis que ces événements se passaient en Toscane, entre le roi et la pape, de la manière dont nous l'avons rapporté, il arriva en Lombardie quelque chose de plus important et qui fut comme le présage de malheurs plus grands encore. Cola de Mantoue, homme lettré et plein d'ambition, enseignait le latin aux jeunes gens des premières familles de Milan: soit qu'il eût pris en haine la vie et les mœurs du duc, soit qu'il fût entraîné par tout autre motif, il ne cessait, dans toutes ses conversations, de s'élever avec horreur contre la nécessité de vivre sous un mauvais prince, nommant heureux et pleins de gloire ceux à qui le sort ou la nature avaient permis de naître et de vivre sous un gouvernement populaire; faisant voir que tous les hommes illustres avaient été élevés, non sous des princes, mais dans des républiques; que ces dernières enfantent les hommes vertueux, tandis que les premiers cherchent à les détruire; que les unes savent tirer parti des vertus des citoyens, tandis que les autres tremblent devant elles.

Les jeunes gens avec lesquels il avait les liaisons les plus

étroites, étaient Giovannandrea Lampognano, Carlo Visconti et Girolamo Olgiato. Il s'entretenait sans cesse avec eux du caractère abominable du prince, et du malheur d'être gouverné par lui : il s'assura si bien, par cette conduite, de la résolution et du courage de ces jeunes gens, qu'il les fit jurer que, dès que l'âge le leur permettrait, ils délivreraient leur patrie de la tyrannie de ce prince. Le désir qui les enflammait ne fit qu'augmenter avec le temps. Les mœurs et la conduite du duc, les insultes particulières qu'ils en reçurent, tout les excita à précipiter leur entreprise.

Galeazzo était dissolu et cruel; les preuves fréquentes qu'il en avait données l'avaient fait généralement détester. Peu content de corrompre les femmes du premier rang, il se plaisait à publier leur déshonneur; un supplice ordinaire ne pouvait lui plaire; il lui fallait des tourments recherchés. Il n'avait pu se laver, en outre, de la tache infâme d'avoir fait mourir sa mère. Tant qu'elle avait vécu il ne s'était pas cru prince. Il s'était conduit avec elle de manière à lui inspirer le désir de se retirer à Crémone, qui faisait partie de sa dot, et pendant la route elle avait été attaquée d'un mal subit dont elle mourut. Beaucoup parmi le peuple étaient demeurés convaincus que son fils l'avait tuée. Il avait déshonoré Carlo et Girolamo, en abusant de quelques femmes de leur famille; et il n'avait pas voulu céder à Giovannandrea la possession de l'abbaye de Miramondo, que le pape avait résignée à l'un de ses parents. Ces injures personnelles augmentèrent dans l'âme de ces jeunes gens, avec la soif de la vengeance, le désir de délivrer leur patrie de tant de maux. Ils espéraient, s'ils parvenaient à tuer le duc, d'être suivis de la plupart des nobles et de tout le peuple. Déterminés à tout tenter, ils se trouvaient souvent ensemble; et leur ancienne amitié empêchait qu'on s'en étonnât. Ils ne parlaient plus d'autre chose; et, pour s'affermir dans leur résolution, ils s'exerçaient à se frapper l'un l'autre les flancs et la poitrine avec le fourreau des épées qu'ils avaient destinées à cette grande œuvre. Ils délibérèrent sur le lieu et sur l'heure. Dans le château, le coup n'était pas sûr; à la chasse, il était incertain et dangereux; pen-

dant les promenades qu'il faisait dans la ville, difficile et sans espoir de succès; dans les festins, douteux. Ils convinrent enfin de l'attaquer au milieu de la pompe de quelque fête publique, où ils seraient certains de le trouver, et où ils pourraient eux-mêmes, sous divers prétextes, réunir leurs amis. Ils décidèrent enfin que, si quelques-uns des conjurés étaient arrêtés à la cour par une circonstance imprévue, les autres iraient, au travers des épées et des bras de leurs ennemis, attaquer le duc et le massacrer.

C'était en 1476 et à l'approche de Noël. Comme le prince avait coutume, le jour de Saint-Étienne, de visiter en grande pompe l'église de ce martyr, on choisit et ce lieu et ce jour pour l'exécution du complot. Le matin de la fête, les conjurés firent armer quelques-uns de leurs amis et de leurs serviteurs les plus sûrs, sous prétexte d'aller aider Giovannandrea, qui voulait conduire dans ses terres un aqueduc, malgré l'opposition de quelques voisins jaloux. Ils le menèrent, ainsi armés, à l'église, feignant de vouloir prendre congé du prince avant leur départ; ils firent venir encore au même endroit, sous différents prétextes, un certain nombre de leurs amis et de leurs parents, dans l'espoir qu'après le coup chacun les aiderait à achever l'entreprise. Leur projet était, après la mort du prince, de se réunir à ceux qui avaient des armes, de se rendre dans les endroits de la ville où ils croiraient pouvoir plus facilement soulever le peuple, et l'engager à s'armer contre la duchesse et les chefs du gouvernement. Ils pensaient que la disette qui affligeait le peuple le déterminerait sans peine à les suivre : ils avaient arrêté de lui donner à piller les maisons de Messer Cecco Simonetta, de Giovanni Botti et de Francesco Lucani, tous trois chefs du gouvernement; et par ces moyens ils comptaient assurer leur propre salut, et rendre au peuple sa liberté.

Après avoir arrêté ce plan et s'être encouragés à l'exécuter, Giovannandrea et les autres conjurés se rendirent de bonne heure à l'église, entendirent la messe ensemble; et, après l'avoir entendue, Giovannandrea se tourna vers une statue de saint Am-

broise, et dit : « O patron de notre cité, tu connais notre in« tention et le but pour lequel nous nous exposons à tant de « périls ! sois favorable à notre entreprise, et montre, en favo« risant le bon droit, combien l'injustice t'est odieuse ! » De son côté, le duc, qui devait se rendre à l'église, eut plusieurs indices de sa mort future. Le jour étant venu, il revêtit une cuirasse, comme il avait souvent coutume de le faire ; mais il l'ôta tout à coup, comme si elle le blessait, ou que la vue lui en fût désagréable. Il voulut entendre la messe au château, et il se trouva que l'aumônier était allé à Saint-Étienne avec tous les ornements d'autel. Il désira que l'évêque de Como célébrât pour lui les saints mystères, et ce prélat lui allégua des empêchements raisonnables. Il prit donc, comme par force, le parti d'aller à l'église ; mais auparavant il se fit apporter ses deux jeunes enfants, Giovan Galeazzo et Hermès, les serra mille fois dans ses bras, les couvrit de baisers, et semblait ne pouvoir se détacher d'eux. Décidé enfin à partir, il sortit du château, et s'achemina vers l'église, ayant à ses côtés les ambassadeurs de Ferrare et de Mantoue.

Pendant ce temps, les conjurés, pour donner moins d'éveil au soupçon, et se mettre à l'abri du froid qui était très-vif, s'étaient retirés dans une chambre de l'archiprêtre de l'église, avec lequel ils étaient liés. Ayant ouï dire que le duc arrivait, ils rentrèrent dans l'église : Giovannandrea et Girolamo se placèrent près de la porte à droite, et Giovanni à gauche. Ceux qui précédaient le duc étaient entrés déjà dans l'église ; il y entrait lui-même au milieu d'un cortége nombreux, et avec la pompe qui convient à un souverain dans une aussi grande solennité. Les premiers qui commencèrent furent Lampognano et Girolamo : sous prétexte d'ouvrir le chemin au prince, ils s'approchèrent de lui, et tirant des poignards courts et acérés qu'ils tenaient cachés dans leurs manches, ils l'attaquèrent soudain. Lampognano lui fit deux blessures, l'une dans le ventre, l'autre dans la gorge ; Girolamo le frappa aussi à la gorge et dans la poitrine ; Carlo Visconti, qui se tenait plus rapproché de la porte, et que le duc

avait déjà dépassé lorsqu'il fut attaqué par ses compagnons, ne put le frapper en face, mais lui perça de deux coups le dos et l'épaule. Ces six blessures furent si rapides et si subites, que le duc fut renversé avant qu'on se fût, pour ainsi dire, aperçu du coup. Tout ce qu'il put dire ou faire en tombant, fut d'implorer une seule fois à son aide le nom de la Sainte-Vierge.

A peine le duc est-il tombé, que la confusion devient horrible : une multitude d'épées sortent du fourreau ; et, comme il arrive dans les événements imprévus, les uns se précipitent hors de l'église, les autres accourent au bruit de ce tumulte, ignorant ce qui se passe, ou pour en savoir la cause. Toutefois, ceux qui étaient le plus près du duc, qui l'avaient vu tomber sans vie, et qui avaient reconnu les assassins, se mirent à les poursuivre. Giovannandrea, l'un des conjurés, voulant se sauver hors de l'église, se jette au milieu des femmes qui s'y trouvaient en grand nombre, et qui, selon l'usage, étaient assises à terre : embarrassé et retenu par leurs vêtements, il est atteint et tué par un Maure, valet de pied du duc. Charles fut également massacré par ceux qui l'entouraient ; mais Girolamo Olgiato sortit de l'église avec la foule. Voyant ses compagnons morts, et ne sachant où se réfugier, il courut à sa maison, où son père ni ses frères ne voulurent le recevoir : sa mère seulement, attendrie sur le sort de son fils, le recommanda à un prêtre, ancien ami de leur famille, qui, l'ayant revêtu de ses habits, le conduisit chez lui : il y resta deux jours, comptant, pour se sauver, sur quelque nouveau trouble ; mais rien ne remua. Alors, dans la crainte d'être trouvé dans cet asile, il tenta de fuir sous un déguisement ; mais il fut reconnu et livré aux mains de la justice, à laquelle il rendit compte de toutes les circonstances de la conjuration.

Girolamo avait vingt-trois ans. Il ne montra pas moins de courage en mourant que dans l'exécution de son entreprise : dépouillé de ses vêtements, ayant devant lui le bourreau le fer à la main pour le frapper, il prononça ces mots en latin, car il était instruit : *Mors acerba, fama perpetua, stabit vetus memoria facti.*

Cette entreprise, conduite avec une rare discrétion par ces jeunes infortunés, fut exécutée avec un courage intrépide. S'ils furent perdus, c'est que ceux par qui ils espéraient être imités et défendus ne voulurent ni les imiter ni les défendre. Que les princes apprennent, par cet exemple, à vivre de manière à se faire respecter et chérir, et à ne forcer personne à chercher son salut dans leur trépas; que ceux qui conspirent voient, à leur tour, combien est vaine cette pensée qui trop souvent excite la confiance, que la multitude, quelque mécontente qu'elle soit, pourra les suivre ou leur prêter appui dans leurs périls. Cet événement épouvanta toute l'Italie, mais plus encore ceux que Florence vit naître quelque temps après dans son sein, et qui troublèrent cette paix qui, pendant douze ans, avait régné dans ces contrées. Nous les ferons connaître dans le livre suivant; et comme la fin n'en présente que des objets de deuil et de larmes, les commencements aussi en seront ensanglantés et pleins d'horreur.

FIN DU SEPTIÈME LIVRE.

LIVRE HUITIÈME.

De 1478 à 1492.

Le commencement de ce livre se trouvant placé entre deux conjurations, l'une arrivée à Milan, et que nous venons de rapporter, l'autre, que nous allons raconter, et qui eut lieu à Florence, je devrais, selon la méthode que j'ai suivie jusqu'ici, faire quelques réflexions sur la nature des conjurations et sur les résultats importants qu'elles peuvent avoir. Je le ferais avec plaisir, si je n'en avais déjà parlé dans un autre ouvrage, ou si cette matière ne demandait pas qu'on la traitât avec trop d'étendue; mais comme elle exige de longues considérations que j'ai déjà exposées ailleurs, nous la laisserons de côté; et, passant à un autre sujet, nous dirons comment l'autorité des Médicis, après avoir étouffé toutes les inimitiés qui s'étaient jusqu'alors opposées ouvertement à leur grandeur, leur famille dut, pour devenir l'unique maîtresse de la ville, et pouvoir s'élever, par sa manière de vivre, au-dessus des autres, demeurer également victorieuse de ceux qui travaillaient en secret à sa perte; car, tant que les Médicis luttaient d'autorité ou de réputation avec quelques autres grandes familles, les citoyens qui portaient envie à leur pouvoir pouvaient se déclarer ouvertement contre eux, sans crainte d'être écrasés par leurs ennemis dès les commencements mêmes de leur entreprise, parce que les magistratures étant devenues libres, aucun des partis n'avait rien à redouter que quand l'un d'eux avait été vaincu.

Mais, après la victoire de 1466, tout le pouvoir alla aux Médicis, et ils obtinrent dans l'État une si grande prépondérance,

que ceux qui la voyaient d'un œil jaloux furent obligés de se soumettre patiemment à cette manière de vivre ; ou, s'ils persistaient à vouloir les renverser, de tâcher d'y parvenir par des voies secrètes ou par des conspirations. Mais comme les entreprises de ce genre ne réussissent que très-difficilement, elles sont cause le plus souvent de la perte de ceux qui les tentent, et ne font qu'accroître la grandeur de celui contre lequel on les dirige. Alors le prince qui se trouve en butte à ces complots, à moins qu'il ne périsse comme le duc de Milan, ce qui est très-rare, s'élève à un plus haut degré de puissance, et, de bon, devient méchant. Instruit par l'exemple qu'ils lui présentent, il voit qu'il a raison de craindre : la crainte amène les précautions, les précautions les injustices, d'où dérivent ensuite les haines et souvent sa ruine. Ainsi l'auteur d'un complot en est d'abord la première victime, et celui qui en est l'objet finit lui-même à son tour par en éprouver les funestes effets.

Deux ligues, ainsi que nous l'avons dit, partageaient l'Italie. D'un côté, se trouvaient le pape et le roi de Naples ; de l'autre, les Vénitiens, le duc et les Florentins. Quoique la guerre ne fût point encore allumée entre les deux partis, ils se donnaient chaque jour quelque nouveau motif de la faire éclater : le pape, surtout, ne laissait échapper aucune occasion de nuire aux Florentins. Messer Philippe de Médicis, archevêque de Pise, venait de mourir ; le pape, malgré l'opposition de la seigneurie de Florence, revêtit de cette dignité Francesco Salviati, qu'il connaissait pour être l'ennemi des Médicis. La seigneurie voulut s'opposer à sa prise de possession, et les difficultés qui s'élevèrent à ce sujet, entre la république et le pape, ne firent qu'aigrir les ressentiments.

D'ailleurs Sixte IV accordait dans Rome, à la famille des Pazzi, les faveurs les plus signalées, et cherchait en toutes circonstances à desservir les Médicis. A cette époque, les Pazzi étaient une des familles de Florence les plus nobles et les plus opulentes ; Messer Jacopo en était le chef, et le peuple, en considération de sa richesse et de sa naissance, l'avait fait cheva-

lier. Il n'avait d'autre enfant qu'une fille naturelle, mais il avait une foule de neveux, nés de Pierre et d'Antoine, ses frères; les plus distingués étaient Guglielmo, Francesco, Rinato, Giovanni; venaient ensuite Andrea, Niccolò et Galeotto. Côme de Médicis, déterminé par l'opulence et la noblesse de cette famille, avait marié sa petite-fille Blanche avec Guglielmo, dans l'espoir que cette parenté réunirait les deux familles, éteindrait les haines et les animosités que de simples soupçons enfantent trop souvent. Il en arriva autrement, tant le jugement des hommes est incertain et trompeur! Les conseillers de Laurent lui représentèrent combien il était dangereux et contraire à sa propre puissance de laisser concentrer dans les mains de quelques citoyens la richesse et le pouvoir; d'où s'ensuivit qu'on n'accordait ni à Jacopo ni à ses neveux les emplois éminents dont on les jugeait généralement dignes. De là les premiers ressentiments des Pazzi, et les premières craintes des Médicis.

Ces dispositions ne faisaient que s'accroître mutuellement; et dans toutes les circonstances où il y avait concurrence entre les Pazzi et les autres citoyens, les premiers étaient mal vus des magistrats. Francesco de' Pazzi se trouvant à Rome, le conseil des Huit, sous le prétexte le plus léger, le contraignit à revenir à Florence, sans montrer pour lui aucun de ces égards qu'il est d'usage d'observer envers les citoyens considérables. Aussi les Pazzi exhalaient de toutes parts leur ressentiment en discours pleins d'outrages et de mépris. Ils augmentaient ainsi les soupçons de leurs rivaux, et se nuisaient à eux-mêmes chaque jour davantage. Giovanni de' Pazzi avait épousé la fille de Giovanni de Buonromei, homme extrêmement riche, à laquelle, après sa mort, tous ses biens devaient revenir, attendu qu'il n'avait pas d'autres enfants. Cependant Carlo, son neveu, s'était emparé d'une partie de ces biens : l'affaire étant venue en litige, on fit rendre une loi en vertu de laquelle l'épouse de Giovanni de' Pazzi se trouva dépouillée de l'héritage de son père, qui fut accordé à Carlo. Les Pazzi virent bien que cette injure venait en entier des Médicis. Julien s'en plaignit plusieurs fois à son frèr

Laurent, en lui disant qu'il était à craindre qu'on ne perdît tout pour vouloir trop acquérir.

Toutefois Laurent, dans la chaleur de la jeunesse et de la puissance, voulait s'occuper de toutes les affaires, et que chacun le reconnût en toute chose. Les Pazzi, ne pouvant donc, avec leur noblesse et leur opulence, supporter tant d'injures, commencèrent à chercher les moyens de se venger. Celui qui le premier ourdit une trame contre les Médicis, fut Francesco. Plus irritable et plus audacieux que les autres, il résolut d'acquérir ce qui lui manquait, au risque de perdre ce que déjà il possédait. Ayant pris en haine le gouvernement de sa patrie, il vivait presque toujours à Rome, où, selon l'usage des négociants de Florence, il possédait un comptoir très-considérable, dont il faisait valoir les fonds. Lié intimement avec le comte Girolamo, ils se plaignaient souvent ensemble de la conduite des Médicis. Après avoir longtemps exhalé leurs plaintes, ils conclurent que, si l'un voulait vivre en paix dans ses États, et l'autre dans sa ville natale, il fallait changer le gouvernement de Florence; ce qui ne pouvait avoir lieu que par la mort de Julien et de Laurent. Ils pensèrent que le pape et le roi les favoriseraient volontiers, pour peu qu'on leur fît voir à l'un et à l'autre la facilité de l'entreprise.

Cette pensée une fois arrêtée, ils communiquèrent tout le plan à Francesco Salviati, archevêque de Pise, qui l'embrassa avidement par ambition, et pour se venger des Médicis, qui l'avaient récemment outragé. Après avoir examiné mûrement ce qu'il fallait faire, et pour s'assurer un succès plus certain, ils crurent nécessaire d'attirer dans leur entreprise Messer Jacopo de' Pazzi, sans lequel il croyaient ne pouvoir rien entreprendre. Il parut convenable que Francesco de' Pazzi se rendît à Florence dans cette intention, tandis que l'archevêque et le comte demeureraient à Rome auprès du pape, pour l'instruire de tout lorsqu'il en serait temps. Francesco trouva Messer Jacopo plus circonspect et moins facile qu'il ne l'aurait voulu : il en instruisit ses amis de Rome, qui sentirent qu'il fallait, pour le déterminer, une auto-

rité d'un plus grand poids. En conséquence, l'archevêque et le comte communiquèrent toute leur entreprise à Giovan Battista de Montesecco, condottiere du pape. Ce capitaine passait pour un très-habile homme de guerre, et avait des obligations au pape et au comte. Toutefois il représenta que leur projet était difficile et périlleux. L'archevêque, de son côté, s'efforçait de dissiper ces craintes et ces difficultés, parlait des secours que le pape et le roi prêteraient à leur entreprise; de la haine que les Florentins nourrissaient contre les Médicis; des parents dont les Salviati et les Pazzi pouvaient espérer le concours; du peu de difficulté qu'on aurait à se défaire des Médicis, leur habitude étant d'aller par la ville sans escorte et sans soupçon; et quand ils seraient tués, de la facilité avec laquelle on changerait l'État. Mais Giovan Battista était loin d'être convaincu que la chose fût aussi facile; car il avait entendu une foule d'autres Florentins parler un tout autre langage.

Tandis qu'ils ourdissaient leur trame, le seigneur Charles de Faenza tomba si dangereusement malade, qu'on craignit pour sa vie. L'archevêque et le comte crurent alors avoir trouvé l'occasion d'envoyer Giovan Battista à Florence, et de là dans la Romagne, sous prétexte de réclamer quelques villes que le seigneur de Faenza avait usurpées sur le comte. Ce dernier, en outre, l'engagea à parler à Laurent, et à lui demander conseil de sa part sur la manière dont il aurait à se comporter dans la Romagne. Il le chargea ensuite de s'entretenir avec Francesco de' Pazzi, afin de concerter ensemble les moyens de disposer Messer Jacopo de' Pazzi à faire partie de leur entreprise. Pour qu'il pût s'appuyer auprès de lui de l'autorité du pape, ils voulurent qu'avant son départ il vît le pontife, qui lui fit toutes les offres qu'il crut les plus propres à favoriser le succès de la conjuration.

A son arrivée à Florence, Giovan Battista s'entretint avec Laurent, qui le reçut avec la plus grande affabilité, et lui donna les conseils les plus sages et les plus bienveillants; de sorte que Giovan Battista, rempli d'admiration, vit en lui un homme tout différent de celui qu'on lui avait dépeint, bon, sage, et parfaite-

ment dévoué aux intérêts du comte. Toutefois, il voulut parler avec Francesco, et ne le trouvant point, parce qu'il était allé à Lucques, il se rendit auprès de Jacopo, qu'il trouva d'abord entièrement opposé au projet. Néanmoins, avant qu'il partît, l'autorité du pape eut quelque influence sur Jacopo, qui conseilla à Giovan Battista d'aller dans la Romagne, et lui dit que sans doute à son retour Francesco serait revenu à Florence; qu'alors on pourrait reprendre la chose d'une manière plus particulière. Giovan Battista alla et revint, et continua auprès de Laurent la feinte négociation dont l'avait chargé le comte; il se réunit en même temps avec Messer Jacopo et Francesco de' Pazzi, et il fit si bien avec ce dernier, que Messer Jacopo finit par consentir à être des leurs.

Ils s'occupèrent de l'exécution. Messer Jacopo croyait impossible de réussir tant que les deux frères seraient ensemble à Florence : il voulait attendre que Laurent se rendît à Rome, où le bruit courait qu'il devait aller, et qu'on saisît ce moment pour porter le coup. Francesco n'était pas fâché que Laurent allât à Rome, mais il n'en persistait pas moins à croire que, quand même il resterait, il serait facile de se défaire des deux frères, soit à quelque noce, soit à un spectacle, soit à l'église. Quant aux secours étrangers, il pensait que le pape pouvait réunir ses troupes, comme s'il eût voulu recouvrer le château de Montone, qu'il avait de justes motifs d'enlever au comte Carlo, pour le punir d'avoir excité des troubles dans les pays de Sienne et de Pérouse. On ne prit cependant aucun parti définitif : on convint seulement que Francesco de' Pazzi retournerait à Rome avec Giovan Battista, et qu'ils arrêteraient là les dernières dispositions avec le comte Girolamo et le pape.

On délibéra longtemps encore à Rome sur ce sujet; enfin il fut arrêté qu'on tenterait de s'emparer de Montone, que Giovan Francesco de Tolentino, capitaine à la solde du pape, se rendrait dans la Romagne, et Messer Lorenzo de Castello dans son pays; que chacun d'eux, réuni aux habitants de la contrée tiendrait ses troupes prêtes à faire tout ce que l'archevêque Salviati et

Francesco de' Pazzi leur prescriraient; que ces deux derniers se rendraient à Florence avec Giovan Battista de Montesecco, et y pourvoiraient à tout ce qui serait nécessaire pour l'exécution de l'entreprise, à laquelle le roi Ferdinand promit son appui, par l'entremise de son ambassadeur.

Cependant, Francesco de' Pazzi et l'archevêque étant arrivés à Florence, attirèrent dans leur parti Jacopo, fils de Messer Poggio, jeune homme lettré, mais dévoré d'ambition et de l'amour des nouveautés; ils gagnèrent également les deux Jacopo Salviati, l'un frère, et l'autre parent de l'archevêque. Ils y firent entrer Bernardo Bandini et Napoleone Franzosi, tous deux jeunes et pleins d'audace, et qui avaient les plus grandes obligations à la famille des Pazzi. Outre les étrangers déjà désignés, Messer Antonio de Volterra, et un prêtre nommé Stefano, qui enseignait la langue latine à la fille de Messer Jacoppo, dans sa maison, prirent part au complot. Rinato de' Pazzi, homme prudent et grave et qui savait trop bien tous les malheurs qui naissent des entreprises de cette nature, ne voulut point entrer dans la conspiration; il ne cacha même pas l'horreur qu'elle lui inspirait, et il y mit tous les obstacles qui dépendaient de lui, sans toutefois compromettre les conjurés.

Le pape avait envoyé à l'université de Pise, pour y étudier les lettres ecclésiastiques, un neveu du comte Girolamo, Rafaello de Riario, qui s'y trouvait encore lorsque le pontife l'éleva à la dignité de cardinal. Les conjurés imaginèrent de l'amener à Florence, où son arrivée pourrait servir à colorer leur complot, parce que les complices dont ils avaient besoin pourraient facilement se mêler à sa suite, et de faire naître de ce voyage l'occasion de mener à fin l'entreprise. Le cardinal se rendit à cette invitation, et fut reçu par Messer Jacopo de' Pazzi, dans sa villa de Montughi, près de Florence. Les conjurés désiraient profiter de la présence du cardinal pour faire trouver ensemble Laurent et Julien, et pour massacrer les deux frères aussitôt que cette réunion aurait eu lieu. Ils s'arrangèrent donc pour que les Médicis invitassent le cardinal à leur campagne de Fiesole; mais, soit

par hasard, soit à dessein, Julien ne s'y rendit pas, et leur projet échoua. Ils pensèrent alors que si le festin avait lieu à Florence, les deux frères ne pourraient manquer de s'y trouver. Ayant ainsi pris leurs mesures, ils choisirent pour cette fête le dimanche 26 avril de l'an 1478. Les conjurés, certains de pouvoir égorger Laurent et Julien au milieu du repas, passèrent ensemble la nuit du samedi, pour concerter ce qu'il y aurait à faire pendant la matinée du jour suivant. Le jour arrivé, on informa Francesco que Julien ne se rendrait pas au festin. En conséquence, les chefs de la conjuration se réunirent soudain, et décidèrent de ne plus différer l'exécution, parce qu'un secret connu de tant de personnes ne pouvait manquer d'être découvert. Ils choisirent donc l'église cathédrale de Santa-Reparata, où devait se trouver le cardinal, pour assassiner les deux frères, qui devaient infailliblement s'y rendre. Ils voulaient que Giovan Battista se chargeât de frapper Laurent, et Francesco de' Pazzi avec Bernardo Bandini, Julien. Giovan Battista refusa, soit que les relations qu'il avait eues avec Laurent eussent touché son âme, soit que quelque autre motif le retînt : il répondit qu'il n'aurait jamais le courage de commettre un tel forfait dans une église, et de joindre ainsi le sacrilége à la trahison ; ce fut ce qui commença la ruine de leur entreprise ; car, pressés par le temps, ils furent obligés de confier ce soin à Messer Antonio de Volterra et au prêtre Stefano, deux hommes que leurs habitudes et leur caractère rendaient tout à fait inhabiles pour un semblable coup : car si jamais action demanda une âme grande, inébranlable, et capable, par mille épreuves, d'envisager d'un même œil et la vie et la mort, c'est surtout celle où l'on a vu mille fois des hommes nourris au milieu des armes et familiarisés avec le sang, perdre leur résolution. Après avoir arrêté ces dispositions, ils choisirent pour agir l'instant où le prêtre qui disait la grand'messe célébrerait la communion. Dans le même moment l'archevêque devait, avec les siens et Jacopo Poggio, s'emparer du palais public, et se rendre la seigneurie favorable, ou de force ou de gré, après la mort des deux jeunes Médicis.

Ce plan ainsi arrêté, ils se rendirent à l'église, où le cardinal et Laurent les avaient déjà précédés. Le temple était rempli de peuple et l'office divin commencé, que Julien de Médicis n'était pas encore arrivé. Francesco de' Pazzi et Bernardo, désignés pour le frapper, allèrent le trouver chez lui, et firent tant par leurs prières et leur adresse, qu'ils l'amenèrent à l'église. C'est une chose vraiment remarquable, que la fermeté et l'inaltérable constance avec laquelle ils surent dissimuler tant de haine et un aussi épouvantable dessein ; car, en le conduisant au temple, pendant le chemin, et dans l'église même, ils l'amusèrent de bons mots et de plaisanteries de jeunes gens. Sous prétexte de lui faire des caresses, Francesco ne manqua pas de le tâter de la main, et de le presser même dans ses bras, pour voir s'il n'était pas revêtu d'une cuirasse ou de quelque autre défense pareille.

Julien et Laurent connaissaient bien la haine que leur portaient les Pazzi et le désir qui les possédait de leur ravir l'autorité dans le gouvernement ; mais ils étaient loin de craindre pour leur vie, persuadés que si les Pazzi voulaient entreprendre quelque chose, ils le tenteraient par les voies légales, et non par un semblable forfait : c'est pourquoi, n'ayant aucune inquiétude sur leur propre vie, ils feignaient d'être leurs amis. Les assassins étaient donc à leur poste, les uns auprès de Laurent, où la foule qui remplissait le temple leur permit de rester sans qu'ils éveillassent le soupçon, les autres auprès de Julien. Quand l'instant marqué arriva,ausssitôt Bernardo Bandini, avec une arme courte et destinée à cet usage, perce le sein de Julien, qui tombe après avoir fait quelques pas : alors Francesco de' Pazzi se jette sur lui, le perce de coups, et, aveuglé par sa fureur, il le frappe avec tant de rage, qu'il se fait lui-même une large blessure à la jambe. De leur côté, Messer Antonio et Stefano attaquent Laurent ; et après lui avoir porté plusieurs coups, ils ne lui font qu'une légère blessure à la gorge : soit que leur manque de vigueur, ou le courage de Laurent, qui se défendit avec ses armes dès qu'il se vit attaquer, ou enfin le secours de ceux qui l'entouraient eussent rendu vains tous leurs efforts. Ils se sauvèrent

alors, saisis d'épouvante, et coururent se cacher; mais on les découvrit bientôt: on les fit mourir d'une manière ignominieuse, et on traîna leurs cadavres par toute la ville. Laurent, de son côté, avec ceux de ses amis qui l'entouraient, se renferma dans la sacristie du temple. Bernardo Bandini, voyant Julien expirant, frappa encore Francesco Neri, grand ami des Médicis, poussé par une antique haine, ou pour l'empêcher de secourir Julien. Non content de ces deux homicides, il s'élança vers Laurent, pour suppléer, par son courage et sa promptitude, au coup qu'avaient manqué ses complices par leur faiblesse et leur lenteur; mais l'ayant trouvé réfugié dans la sacristie, il ne put exécuter son dessein. Au milieu du tumulte excité par ces horribles événements, et qui auraient pu faire croire que le temple s'écroulait, le cardinal se réfugia à l'autel, où les prêtres eurent les plus grandes peines à le préserver, jusqu'à ce que la seigneurie, après avoir apaisé les troubles, pût le ramener à son palais. Il y resta, jusqu'au moment de sa délivrance, en proie aux plus vives inquiétudes.

Il y avait alors à Florence quelques bannis pérousins que la fureur des partis avait chassés de leurs foyers. Les Pazzi leur avaient promis de les rendre à leur patrie, et les avaient ainsi attirés dans leur entreprise. L'archevêque Salviati, qui se dirigeait vers le palais pour s'en rendre maître, escorté de Jacopo Poggio, des Salviati ses parents, et de ses amis, avait emmené ces Pérousins avec lui. Arrivé au palais, il avait laissé en bas une partie des siens, leur donnant ordre, lorsqu'ils entendraient le tumulte, de se saisir des portes, et avec la majeure partie des Pérousins il était monté en haut: comme il était tard, il trouva la seigneurie qui dînait; mais après quelques instants il fut introduit auprès de César Pétrucci, gonfalonier de justice. Il n'entra qu'avec une petite partie de sa troupe, et laissa dehors le reste, qui l'enferma lui-même dans la chancellerie, parce que la porte était faite de manière que, lorsqu'elle était fermée, on ne pouvait l'ouvrir sans clef ni en dedans ni en dehors. Cependant l'archevêque étant entré chez le gonfalonier, sous prétexte

d'avoir à lui transmettre quelque chose de la part du pape, commença à lui parler d'une manière décousue et embarrassée. L'altération que le gonfalonier remarqua dans ses discours et sur son visage éveillèrent ses soupçons à un si haut degré, qu'il s'élança tout à coup de sa chambre en poussant des cris; et trouvant devant lui Jacopo Poggio, il le saisit par les cheveux et le remit aux mains de ses huissiers. Les seigneurs, avertis par ce bruit, s'emparèrent des armes que le hasard leur fournit, et tous ceux qui étaient montés avec l'archevêque, et qui se trouvaient renfermés ou glacés par la peur, furent tués ou précipités tout vivants par les fenêtres du palais; l'archevêque, les deux Jacopo Salviati, et Jacopo Poggio furent pendus à ces mêmes fenêtres. Ceux qui étaient restés en bas avaient forcé la garde de la porte et occupé tout le bas du palais; de sorte que les citoyens, accourus au bruit, ne pouvaient, armés, venir au secours de la seigneurie, ni, désarmés, l'aider de leurs conseils.

Cependant Francesco de' Pazzi et Bernardo Bandini, qui voyaient Laurent échappé à leurs coups et celui d'entre eux sur lequel reposait tout l'espoir de l'entreprise dangereusement blessé, furent saisis de crainte. Alors Bernardo, sentant bien que tout était perdu, songea à son salut avec la même force qu'il avait apportée à la perte des Médicis, et parvint à s'échapper sain et sauf. Francesco étant retourné blessé dans sa maison, essaya s'il pouvait se tenir à cheval pour parcourir la ville, suivant l'ordre convenu, avec une suite de gens armés, afin d'appeler le peuple aux armes et à la liberté; mais il ne put y parvenir, tant sa blessure était profonde, et tant il avait perdu de sang. Il se dépouilla alors de ses vêtements, se jeta tout nu sur son lit, et supplia Messer Jacopo de faire ce qu'il lui était impossible d'entreprendre. Malgré son âge et son peu d'expérience en fait de troubles semblables, Messer Jacopo, pour faire ce dernier appel à la fortune, monta à cheval, suivi d'environ cent hommes armés qui se tenaient prêts pour cette circonstance, et se rendit sur la place du palais, appelant le peuple à son secours et à la

liberté. Mais la bonne fortune et l'or des Médicis avaient rendu le peuple sourd, et la liberté n'était plus connue dans Florence. Personne ne répondit à ses provocations; seulement les seigneurs, qui occupaient l'étage supérieur du palais, saluèrent les conjurés à coups de pierres, et les effrayèrent tant qu'ils purent par leurs menaces. Messer Jacopo ne savait plus quelle resolution prendre, lorsqu'il fut abordé par Giovanni Serristori, son cousin, qui commença par lui reprocher le trouble qu'ils excitaient dans la ville, et ensuite lui conseilla de rentrer chez lui, l'assurant que tous les autres citoyens avaient autant à cœur que lui les intérêts du peuple et de la liberté. Privé ainsi de tout espoir, voyant le palais contre lui, Laurent en vie, Francesco blessé, tout le monde immobile, et ne sachant plus que faire, Jacopo résolut de dérober par la fuite sa vie au danger qui la menaçait: il sortit de Florence avec la troupe qui l'accompagnait sur la place, et se dirigea vers la Romagne.

Cependant toute la ville était en armes; et Laurent, escorté d'une foule de gens armés, s'était retiré dans sa maison; le palais avait été repris sur le peuple, et ceux qui s'en étaient emparés avaient été arrêtés et massacrés; toute la ville retentissait du nom de Médicis; on voyait partout les membres des morts portés au bout des piques, ou traînés par les rues; et l'on poursuivait en tous lieux les Pazzi par les paroles les plus outrageantes et les traitements les plus cruels: le peuple s'était emparé de leurs maisons. Francesco fut arraché de chez lui, nu comme il était, conduit au palais, et pendu auprès de l'archevêque et de ses complices. Il fut impossible d'en tirer une parole pendant tout le chemin, de quelque outrage, ou de quelque mauvais traitement qu'on l'accablât; mais regardant la foule d'un front inaltérable, et sans proférer aucune plainte, il soupirait en silence. Gugliemo de' Pazzi s'était réfugié dans la maison de Laurent, son beau-frère: son innocence, et les soins de Blanche, sa femme, lui sauvèrent la vie. Il n'y eut citoyen, armé ou non armé, qui, dans cette circonstance, ne se fît un devoir d'aller chez Laurent, lui offrir l'appui de sa personne et

de ses biens, tant cette famille, par sa sagesse et sa libéralité, s'était acquis la faveur universelle! Quand cet événement arriva, Rinato de' Pazzi s'était retiré dans sa ville, où, apprenant ce qui venait de se passer, il voulut se sauver déguisé; mais il fut reconnu en chemin et ramené à Florence. Messer Jacopo fut également arrêté en passant les monts: les montagnards avaient eu connaissance de ce qui avait eu lieu à Florence; et, le voyant fuir, ils l'attaquèrent et le reconduisirent à la ville: malgré les instantes prières qu'il leur adressa à diverses reprises, il ne put obtenir d'eux qu'ils le massacrassent pendant le chemin. Quatre jours après, l'un et l'autre furent condamnés à mort.

Et parmi tant de morts qui dans ces jours de deuil ensanglantèrent la ville et semèrent les chemins de membres épars, la seule qui excita la compassion du peuple, fut celle de Rinato, que faisaient aimer sa sagesse et sa bonté, et qui n'eut jamais rien de cet orgueil dont toute sa famille était accusée. Et comme si cet événement devait offrir les circonstances les plus extraordinaires, Messer Jacopo, qui avait été enseveli dans le tombeau de ses ancêtres, en fut retiré, comme un excommunié, et enterré le long des murs de la ville. Arraché encore de cette nouvelle sépulture, on le traîna tout nu à travers la ville, avec la corde qui avait servi à son supplice: et ne pouvant trouver de tombeau au sein de la terre, il fut jeté, par ceux-mêmes qui l'avaient traîné, au milieu de l'Arno, dont les eaux étaient alors extrêmement hautes: exemple bien frappant des coups de la fortune, de voir un homme tomber avec tant de honte du faîte de la prospérité et des richesses dans l'abîme du malheur! Au nombre des vices dont on l'accusait, on lui reprochait d'être adonné au jeu et au blasphème, plus qu'il ne convenait même à l'homme le plus corrompu: mais il rachetait ces défauts par les aumônes qu'il prodiguait aux indigents et aux asiles pieux. On peut dire encore à sa louange, que le samedi qui précéda le dimanche destiné à un si horrible homicide, pour que personne ne participât à sa mauvaise fortune, il acquitta toutes ses dettes, et fit remettre, avec le soin le plus scrupuleux, à leurs proprié-

taires, toutes les marchandises qu'il pouvait avoir en dépôt, soit à la douane, soit dans sa maison. Giovan Battista de Montesecco eut la tête tranchée, après avoir subi un long interrogatoire. Napoleone Franzesi se déroba par la fuite au supplice. Gugliemo de' Pazzi fut banni, et ceux de ses cousins qui conservèrent la vie furent plongés au fond des prisons de la forteresse de Volterra.

Lorsque tous les troubles furent apaisés et les conjurés punis, on célébra les obsèques de Julien : tous les citoyens l'accompagnèrent en versant des larmes ; car aucun homme, dans sa position, ne montra plus de libéralité ou de douceur. Il ne resta de lui qu'un fils naturel, né quelques jours après la mort de son père, et auquel on donna le nom de Jules. Cet enfant, devenu célèbre par ses grandes qualités et son élévation, s'est fait connaître, de nos jours, à tout l'univers; et lorsque nous arriverons au temps présent, si Dieu daigne nous prêter la vie, nous le ferons voir amplement.

Les troupes qui s'étaient avancées dans la vallée du Tibre, sous la conduite de Messer Lorenzo da Castello, et celles que Giovan Francesco de Tolentino avait réunies dans la Romagne s'étaient mises en marche pour venir à Florence, prêter leur appui aux Pazzi; mais, en apprenant la ruine du complot, elles revinrent sur leurs pas.

Aucune révolution dans le gouvernement de Florence n'ayant eu lieu, comme le pape et le roi le désiraient, ces deux souverains résolurent d'obtenir par la guerre ce que leurs trames n'avaient pu leur donner : ils réunirent toutes leurs troupes avec la plus grande célérité, pour attaquer la république, se bornant, disaient-ils partout, à demander qu'on chassât Laurent de Médicis, le seul Florentin qu'ils regardassent comme leur ennemi. Les troupes du roi avaient déjà franchi le Tronto; celles du pape étaient sur le territoire de Pérouse. Le pontife, pour faire sentir en même temps aux Florentins les coups de ses armes spirituelles et temporelles, les excommunia et les maudit. Florence alors, voyant marcher contre elle tant d'en-

nemis à la fois, mit en œuvre pour sa défense toutes les ressources qu'elle possédait. Laurent de Médicis, qu'on affectait de désigner comme le seul motif de cette guerre, voulut, avant de rien entreprendre, réunir la seigneurie, ainsi que les plus notables d'entre les citoyens, au nombre de plus de trois cents, et leur parla en ces termes :

« Je ne sais, très-hauts seigneurs, et vous magnifiques « citoyens, si je dois gémir avec vous de ce qui vient de se « passer, ou m'en réjouir. Certes, lorsque je considère avec « quelle perfidie, avec quelle haine j'ai été attaqué, et mon « frère tué, je ne puis que m'affliger profondément, et en « avoir le cœur et l'âme pénétrés de douleur. Mais lorsque en« suite j'envisage avec quelle promptitude, avec quel zèle, avec « quelle affection, avec quelle unanimité toute la ville a pris en « main la vengeance de mon frère et ma propre défense, j'en « éprouve non-seulement une vive satisfaction, mais j'en suis fier « et glorieux. Si l'expérience m'a appris que j'avais dans Flo« rence plus d'ennemis que je ne croyais, elle m'a prouvé en « même temps, que j'y avais aussi un plus grand nombre d'amis « chauds et ardents, que je n'aurais osé m'en flatter. Je suis « donc forcé de gémir avec vous des offenses de mes ennemis, et « de me féliciter de votre bienveillance : mais ce qui m'afflige le « plus dans les outrages que j'ai reçus, c'est qu'ils n'ont rien « d'ordinaire, qu'ils sont sans exemple, et surtout que nous ne « les avions pas mérités. Considérez, magnifiques citoyens, où « la mauvaise fortune avait conduit notre maison, puisque, au « milieu de nos amis, de nos parents, au sein même des temples, « elle a couru un si grand péril. Ceux qui redoutent pour leur « vie implorent d'ordinaire le secours de leurs amis ; ils ont re« cours à leurs parents ; et nous les avons trouvés armés pour « notre ruine. Tout ceux que poursuit la vengeance publique ou « particulière, trouvent un refuge assuré dans l'enceinte des « temples : mais ce qui sauve les autres a causé notre mort ; et où « les parricides et les assassins n'ont rien à redouter, les Médicis « ont rencontré des meurtriers. Mais Dieu, qui, par le passé, n'a

« jamais abandonné notre maison, nous a sauvés encore une fois, « et a pris la défense de notre juste cause. De quelle offense nous « sommes-nous rendus coupables, qui ait pu exciter contre nous « une telle fureur de vengeance? Non, ceux qui se sont montrés « à ce point nos ennemis n'avaient reçu personnellement aucune « injure de notre part; car, si nous les eussions une fois attaqués, « ils n'auraient plus eu le pouvoir de nous nuire. S'ils nous attri- « buent les torts que leur a faits l'État (si toutefois ils en ont « reçus, ce que j'ignore), c'est vous qu'ils offensent plus que « nous; c'est ce palais, c'est la majesté de ce gouvernement, « qu'ils outragent plus que notre maison, en avançant que, pour « satisfaire à nos intérêts particuliers, vous pouvez frapper injus- « tement vos concitoyens. Mais rien n'est en effet plus éloigné « de la vérité; car, quand nous aurions pu leur nuire, nous ne « l'eussions jamais fait, et vous ne l'auriez pas fait vous-mêmes, « quand nous l'eussions voulu. Si l'on veut bien examiner la « vérité, l'on verra que s'il vous a plu d'élever si haut notre « maison, c'est que nous nous sommes toujours efforcés de sur- « passer les autres en humanité, en libéralité, en bienfaisance. « Si nous avons toujours honoré ceux qui nous sont étrangers, « comment donc aurions-nous cherché à outrager nos parents? « Mais s'ils n'ont été animés que par le désir de dominer, ainsi « qu'ils l'ont prouvé clairement en s'emparant du palais et en « venant armés sur la place, est-il nécessaire de vous dire com- « bien un tel motif est odieux, ambitieux et criminel? Cela se « voit de soi-même. S'ils ont agi par haine ou par envie contre « notre autorité, c'est vous plutôt que nous qu'ils offensent, « puisque c'est vous qui nous l'avez donnée. L'autorité qu'on « usurpe, voilà celle qu'il faut haïr, mais non celle qu'on obtient « par la libéralité, l'humanité et la magnificence. Et vous savez « que jamais notre maison n'a été élevée à un degré quelconque « de grandeur, qu'elle n'y ait été portée par ce palais et par « votre consentement unanime. Ce ne furent ni les armes, ni la « violence qui ramenèrent de l'exil Côme mon aïeul, mais votre « volonté et l'unanimité de vos vœux. Mon père, qu'accablaient

« l'âge et les infirmités, n'a jamais défendu son pouvoir contre « ses ennemis; c'est vous qui le défendîtes lui-même par votre « bienveillance et votre autorité. Quant à moi, on peut dire « que j'étais encore un enfant quand je perdis mon père, et « je n'aurais pu soutenir l'éclat de ma maison, si vos faveurs et « vos conseils ne m'avaient éclairé. Elle n'aurait pu, elle ne « pourrait même désormais diriger la conduite de cette répu- « blique, si vous ne vous étiez joints à elle pour la guider, et « si vous ne deviez continuer à la conduire. J'ignore donc quels « motifs de haine peuvent germer entre nos ennemis et nous, « et par où nous avons pu légitimement exciter leur envie. « Qu'ils détestent plutôt leurs ancêtres, dont l'avarice et l'or- « gueil leur ont fait perdre cette considération, que les nôtres « ont su obtenir par des vertus tout à fait contraires. Mais je « veux bien que nos offenses envers eux soient graves, en effet, « et qu'ils aient avec justice désiré notre chute; pourquoi venir « alors attaquer ce palais? pourquoi se liguer avec le pape et le « roi contre la liberté de la patrie? pourquoi rompre la longue « paix de l'Italie? Rien ne les excuse à cet égard. Ils devaient « attaquer ceux qui les attaquaient, et ne pas confondre leurs « inimitiés personnelles avec les injures publiques: car voilà ce « qui, même aujourd'hui qu'ils sont détruits, rend notre mal « plus grand, puisque le pape et le roi, sous ce prétexte, vien- « nent nous attaquer les armes à la main, affirmant que c'est à « moi seul et à ma maison qu'ils déclarent la guerre. Plût à « Dieu que ce qu'ils disent fût la vérité! Les remèdes seraient « prompts et certains; je ne serais pas assez mauvais citoyen « pour attacher plus de prix à mon salut qu'à vos dangers; et « j'éteindrais volontiers dans mon sang l'incendie qui vous me- « nace. Mais comme les puissants ne manquent jamais de cou- « vrir leurs offenses d'un prétexte honnête, ils ont imaginé de « mettre mon nom en avant, pour cacher l'injure qu'ils veu- « lent vous faire. Cependant, si vous pensiez différemment, je « suis en votre pouvoir; c'est à vous à me soutenir ou à m'aban- « donner: vous êtes mes pères, vous êtes mes défenseurs; quoi

« que vous puissiez me commander, je vous obéis sans « contrainte, et je ne balancerai même pas, si vous le jugez « nécessaire, à terminer par ma mort une guerre commencée « par le sang de mon frère. »

Tandis que Laurent parlait, les citoyens ne pouvaient retenir leurs larmes; et l'émotion qu'il excita se retrouve dans la réponse que l'un d'eux fut chargé de lui adresser. Il lui dit : « Que la république était reconnaissante des services éminents « que lui et les siens lui avaient rendus; qu'il ne perdît pas « courage; que le même empressement qu'ils avaient mis à pré- « server sa vie et à venger la mort de son frère, ils le mettraient « à lui conserver son crédit et son autorité, et qu'il ne les per- « drait, qu'autant qu'ils perdraient eux-mêmes leur patrie. » Et afin que les effets répondissent aux paroles, ils pourvurent à la sûreté de sa personne, en lui accordant un certain nombre de gardes armés pour le défendre contre les complots domestiques.

On s'occupa sérieusement ensuite de la guerre, et on réunit pour la faire tout ce que l'on put de soldats et d'argent. On envoya auprès du duc de Milan et des Vénitiens, pour réclamer leur secours en vertu des traités; et comme le pape, à leur égard, s'était conduit en loup et non en pasteur, pour ne pas être dévorés par lui comme coupables, ils cherchèrent tous les moyens de se justifier aux yeux de l'Italie; ils publièrent partout la trahison qu'il avait ourdie contre eux, l'injustice et l'impiété de sa conduite, les crimes dont il souillait chaque jour un trône qu'il n'avait obtenu que par des voies honteuses. Il n'avait pas craint, disaient-ils, d'envoyer des hommes qu'il venait d'élever aux premières dignités de l'Église, avec des traîtres et des parricides, pour commettre le plus horrible des crimes dans un temple, au milieu de l'office divin, pendant la célébration du sacrement; et quand il avait vu qu'il ne pouvait réussir à massacrer les citoyens, à changer le gouvernement de la ville et à la dévaster à son gré, il avait osé l'interdire et la menacer, la frapper des foudres de l'Église. Mais si Dieu était juste, si les violences lui dé-

plaisaient, il devait s'irriter de celles de son vicaire, et ne pas trouver mauvais qu'un peuple outragé fît monter vers lui ses prières, quand ce dernier refusait de les écouter. En conséquence, les Florentins, loin de recevoir l'interdit et de s'y soumettre, obligèrent les prêtres à célébrer l'office divin. Ils formèrent à Florence un concile de tous les prélats toscans qui se trouvaient sous leur domination, et en appelèrent au futur concile des injures du pape. Sixte, de son côté, ne manquait pas de raisons pour justifier sa cause; il alléguait que le premier devoir d'un pape était d'étouffer la tyrannie, de dompter les méchants, de faire triompher les bons; que tous les moyens étaient légitimes pour parvenir à ce but; mais qu'il n'est pas permis aux princes séculiers de détenir les cardinaux, de pendre les évêques, d'égorger, de déchirer, de traîner les prêtres, et de massacrer indistinctement les innocents et les coupables.

Malgré tant de plaintes et de récriminations mutuelles, les Florentins ne laissèrent pas de rendre au pape le cardinal qu'ils avaient entre les mains; ce qui fut cause que ce pontife, n'ayant plus aucun ménagement à garder avec eux, les attaqua avec toutes ses forces réunies à celles du roi. Les deux armées étaient commandées par le duc de Calabre, Alphonse, fils aîné de Ferdinand, mais sous la direction de Frédéric, duc d'Urbin. Elles entrèrent dans le Chianti, par le moyen des Siennois, qui favorisaient les ennemis de Florence, s'emparèrent de Radda et de plusieurs autres châteaux, et dévastèrent tout le pays : de là elles allèrent attaquer la Castellina. Florence, dénuée de troupes, ne vit pas sans une grande frayeur cette agression et le peu d'empressement de ses alliés à lui venir en aide; car, bien que le duc leur envoyât des secours, les Vénitiens avaient nié qu'ils fussent obligés d'aider les Florentins dans leurs querelles particulières; et comme la guerre actuelle était faite à un de leurs concitoyens, ils prétendaient n'être pas tenus de les secourir, attendu qu'on ne pouvait la considérer que comme une querelle de ce genre. En conséquence les Florentins, pour donner aux Vénitiens une plus juste idée de leur situation, envoyèrent

au sénat Messer Tommaso Soderini, en qualité d'ambassadeur. Dans ces entrefaites, ils engagèrent des troupes dont ils confièrent le commandement à Hercule d'Est, marquis de Ferrare.

Tandis qu'ils s'occupaient de ces préparatifs, l'ennemi pressa si vivement la Castellina, que les habitants, désespérant d'être secourus, se rendirent après avoir souffert un siége de quarante jours. L'armée victorieuse dirigea ensuite sa marche vers Arezzo, et assaillit Monte-San-Savino. Déjà l'armée florentine était en ordre; elle s'était avancée à la rencontre de l'ennemi, et avait campé à trois milles de lui : elle l'incommodait d'une telle manière, que Frédéric d'Urbin demanda une trêve de quelques jours, qui fut accordée avec un si grand désavantage pour les Florentins, que ceux qui l'avaient demandée furent extrêmement étonnés de l'avoir obtenue; car si on la leur avait refusée, ils auraient été obligés de s'éloigner honteusement. L'ennemi profita donc de la trêve pour se réorganiser; et à peine était-elle expirée, qu'il s'empara du château sous les yeux même de nos troupes. Mais l'hiver étant arrivé, les ennemis, pour se mettre à l'abri du froid dans des cantonnements plus commodes, se retirèrent sur le territoire de Sienne. Les troupes florentines choisirent également des quartiers d'hiver plus convenables, et le marquis, après une campagne peu avantageuse pour lui, et moins encore pour ses alliés, retourna dans ses États.

A cette époque, Gênes se révolta contre le duc de Milan pour les motifs suivants. Après la mort de Galeazzo, qui n'avait laissé qu'un fils, Jean Galeazzo, inhabile, par son âge, au gouvernement, il s'éleva des dissensions entre Sforza, Lodovico, Ottaviano et Ascanio, ses oncles, et Madonna Bona sa mère, parce que chacun voulait avoir la tutelle du jeune duc. Dans cette situation, Madonna Bona, duchesse douairière, aidée des conseils de Messer Tommaso Soderini, qui se trouvait alors à Milan comme envoyé des Florentins, et de Messer Cecco Simonetta, ancien secrétaire de Galeazzo, l'emporta sur ses compétiteurs. Les Sforza s'éloignèrent précipitamment de la ville : Ottaviano se noya en traversant l'Adda; les autres furent exilés en différents

lieux, ainsi que le seigneur Roberto da San-Severino, qui, dans le cours de toutes ces intrigues, avait abandonné le parti de la duchesse pour embrasser celui de ses beaux-frères. Les tumultes qui s'élevèrent à cette époque en Toscane donnèrent à ces princes l'espoir que quelque événement imprévu pourrait rétablir leur fortune; ils rompirent leur ban, et chacun d'eux tenta tous les moyens de retourner dans sa patrie.

Ferdinand qui savait que, dans leur détresse, les Florentins n'avaient été secourus que par le duc de Milan, voulut leur enlever encore cet appui; et, dans cette vue, il chercha à donner tant d'embarras à la duchesse dans le sein de ses États, qu'elle ne pût venir au secours des Florentins. Par le moyen de Prospero Adorno, du seigneur Roberto et des Sforza, il fit révolter les Génois contre l'autorité du duc : il ne restait plus sous son obéissance que le Castelletto. La duchesse espérait que la possession de cette forteresse lui faciliterait la prise de la ville; elle y envoya en conséquence un corps de troupes nombreux, mais elles furent défaites. Elle sentit alors le péril auquel étaient exposés les États de son fils et sa propre autorité, si la guerre qui ravageait la Toscane durait plus longtemps; et voyant les Florentins, sur lesquels elle comptait, hors d'état de la secourir, elle résolut, puisqu'elle ne pouvait posséder Gênes comme maîtresse, de l'avoir au moins comme amie. Elle convint avec Battistino Fregoso, ennemi de Prospero Adorno, de lui donner le Castelletto, pourvu qu'il chassât Adorno de Gênes, et qu'il n'accordât aucune faveur aux Sforza rebelles. Après cet arrangement, Battistino, à la faveur de son parti et de Castelletto, se rendit maître de Gênes, et, selon l'habitude, il s'en fit nommer doge. Alors les Sforza et le seigneur Roberto, chassés de l'État de Gênes, se réfugièrent dans la Lunigiane avec ceux qui les avaient suivis. Le pape et le roi, voyant les troubles de la Lombardie apaisés, voulurent profiter de la présence de ceux qu'on venait d'expulser de Gênes pour troubler la Toscane du côté de Pise, dans l'espoir que les Florentins, forcés de diviser leurs forces, s'en trouveraient affaiblis. Comme l'hiver était passé, ils

tâchèrent de déterminer le seigneur Roberto à quitter la Lunigiane avec ses troupes pour envahir le pays de Pise. Le seigneur Roberto causa partout une profonde terreur, prit et saccagea un grand nombre de châteaux du pays de Pise, et s'avança jusqu'aux portes de cette ville, dévastant tout sur son passage. . . . .

A cette époque arrivèrent à Florence des ambassadeurs que l'empereur, le roi de France et le roi de Hongrie envoyaient au pape. Ils conseillèrent aux Florentins d'envoyer aussi des ambassadeurs au pape, et promirent de leur côté d'employer tous leurs bons offices auprès de Sa Sainteté, afin de mettre, par une paix solide, un terme à la guerre qui désolait l'Italie. Les Florentins ne se refusèrent point à cette démarche, qui prouverait du moins aux yeux du monde entier combien, de leur côté, ils désiraient la paix. Les ambassadeurs partirent en effet, mais ils revinrent sans avoir rien conclu. En conséquence, les Florentins, pour se faire honneur de la protection du roi de France, et se voyant d'ailleurs attaqués ou abandonnés de tous les princes italiens, envoyèrent vers ce souverain, Donato Acciajuoli, fameux par son savoir dans les lettres grecques et latines, et dont les ancêtres avaient toujours occupé les premiers emplois dans la république; il se mit en route, mais il mourut à son arrivée à Milan. Sa patrie, pour récompenser la famille qu'il laissait, et pour honorer sa mémoire, lui fit les obsèques les plus honorables aux dépens du trésor public, accorda diverses exemptions à ses fils, et assigna une dot à ses filles pour les marier convenablement. L'on envoya alors pour le remplacer en qualité d'ambassadeur auprès du roi, Messer Guid' Antonio Vespucci, savant très-habile dans le droit civil et canonique. . . . .

L'invasion du pays de Pise troubla grandement les Florentins, comme toutes les choses inattendues. Accablés déjà du côté de Sienne, par une guerre désastreuse, ils ne savaient quels moyens de défense employer du côté de Pise; cependant ils y envoyèrent des levées et autres secours du même genre. Pour maintenir la ville de Lucques dans sa fidélité et l'empêcher de fournir à l'ennemi de l'argent et des vivres, ils y députèrent Pierre,

fils de Gino Capponi. Mais les habitants de Lucques n'avaient point oublié l'antique haine qu'ils nourrissaient contre les Florentins, et qu'entretenaient le souvenir de leurs anciennes offenses et leurs craintes continuelles; aussi la présence de cet ambassadeur excita un tel mécontentement, qu'il courut plusieurs fois le risque d'être massacré par le peuple; et son séjour dans cette ville donna plutôt naissance à de nouveaux ressentiments qu'à un rapprochement nouveau. Les Florentins rappelèrent le marquis de Ferrare, prirent à leur solde le marquis de Mantoue, et prièrent avec instance les Vénitiens de leur envoyer le comte Carlo, fils de Braccio, et Deifebo, fils du comte Jacopo. Ce ne fut pas sans élever de nombreuses difficultés, que les Vénitiens, consentirent à les leur céder. Mais comme ils avaient fait une trêve avec les Turcs, et qu'ils ne pouvaient plus se couvrir d'aucun prétexte, ils eurent honte de commettre une infraction aussi formelle à leur traité d'alliance. Le comte Carlo et Deifebo arrivèrent donc avec une troupe nombreuse de gendarmes, auxquels on réunit tous ceux qu'on put détacher de l'armée que le marquis de Ferrare opposait au duc de Calabre; et ils se dirigèrent du côté de Pise, à la rencontre du seigneur Roberto, qui se trouvait avec ses troupes sur les bords du Serchio. Ce dernier capitaine feignit d'abord de vouloir attendre notre armée; mais il se retira à son approche, et retourna dans ses logements de la Lunigiane, qu'il avait quittés pour entrer sur le territoire de Pise. Après son départ, le comte Carlo reprit toutes les places dont l'ennemi s'était emparé dans le pays.

Les Florentins, délivrés de leurs craintes du côté de Pise, rassemblèrent toutes leurs forces entre Colle et San-Germiniano. Mais la présence du comte Carlo y ranima les anciennes animosités qui existaient entre les partisans de Sforza et de Braccio, et l'on craignit, s'ils restaient longtemps ensemble, de les voir mutuellement s'attaquer. Pour éviter un mal plus grand, on convint de diviser l'armée, d'en envoyer une partie dans le Pérousin, sous la conduite du comte Carlo, et de retrancher fortement l'autre à Poggibonsi, afin d'empêcher l'ennemi de pénétrer

dans le Florentin. On crut que cette mesure obligerait également les ennemis à diviser leur armée, parce qu'on présumait que le comte Carlo s'emparerait de la ville de Pérouse, dans laquelle les Florentins avaient de nombreux partisans, ou que le pape serait obligé d'y envoyer des troupes considérables. Pour augmenter encore les embarras du pape, les Florentins engagèrent Messer Niccolò Vitelli, qui avait été chassé de Città-di-Castello, où dominait alors Messer Lorenzo, son ennemi, à s'approcher de cette ville avec ses troupes, pour l'enlever par force à son adversaire, et la soustraire à l'obéissance du pape. La fortune parut d'abord vouloir favoriser les entreprises des Florentins : le comte Carlo faisait des progrès rapides sur le territoire de Pérouse. Quoique Messer Niccolò Vitelli n'eût pas réussi à entrer dans Città-di-Castello, ses troupes tenaient la campagne avec avantage, et il ravageait sans obstacles tous les environs de la ville. De son côté, le corps qui était resté à Poggibonsi envoyait chaque jour des partis jusque sous les murs de Sienne. Mais toutes ces belles espérances s'évanouirent bientôt. D'abord le comte Carlo mourut au moment que la victoire paraissait lui être assurée : événement qui aurait pu améliorer encore la situation des Florentins, s'ils avaient su profiter des succès qui en furent la suite. En effet, les troupes de l'Église qui se trouvaient déjà toutes réunies à Pérouse, ayant appris la mort du comte, conçurent l'espoir d'anéantir l'armée florentine : elles se mirent en campagne, et établirent leur camp sur les bords du lac, à trois milles de leurs ennemis.

De l'autre côté, Jacopo Guicciardini, qui se trouvait dans notre armée en qualité de commissaire, aidé des conseils du magnifique Roberto de Rimini, qui, depuis la mort du comte Carlo, passait pour le premier et le plus habile capitaine de cette armée, ayant pénétré les causes de la présomption de l'ennemi, s'accordèrent tous deux à l'attendre; de sorte qu'en étant venus aux mains sur les bords de ce lac, où jadis Annibal fit éprouver aux Romains cette défaite si mémorable, les troupes de l'Église furent également vaincues. Le peuple de Florence fut transporté

de joie à cette victoire, qui fit un honneur infini aux généraux; et elle aurait eu les suites les plus utiles et les plus glorieuses, si les désordres qui s'élevèrent dans l'armée campée à Poggibonsi n'avaient tout renversé : mais tous les avantages qu'avait procurés une armée furent entièrement détruits par l'autre. Cette dernière avait enlevé un butin considérable dans le pays de Sienne ; le marquis de Ferrare et celui de Mantoue ne purent s'accorder sur le partage : ils en vinrent aux armes, et s'attaquèrent avec tant d'acharnement, que les Florentins, jugeant ne pouvoir plus compter sur les services de ces deux généraux, permirent au marquis de Ferrare de rentrer dans ses États avec ses soldats.

Affaiblie par cette désertion, et demeurée sans chef, l'armée tomba dans une horrible confusion. Le duc de Calabre, qui se trouvait avec ses troupes dans les environs de Sienne, crut le moment favorable pour l'attaquer. Ce dessein fut exécuté aussitôt que formé, et les Florentins se voyant surpris, ne se confièrent ni dans leurs armes ni dans leur nombre, supérieur à celui des ennemis, ni dans la force de leur position; et sans attendre, sans même voir l'ennemi, à la vue de la poussière que soulevait sa marche, ils se dispersèrent de tous côtés, laissant en ses mains approvisionnements, équipages, artillerie : nouvel exemple des désordres et de la lâcheté des armées de ce temps, où un cheval, en tournant la tête ou la croupe, suffisait pour donner ou ravir la victoire.

Cette défaite procura un butin considérable aux soldats du roi, et remplit les Florentins d'épouvante. Leur ville, déjà accablée du poids d'une guerre malheureuse, était en même temps ravagée par une épidémie mortelle, qui s'en était si bien emparée que tous les habitants pour éviter la mort s'étaient réfugiés dans les campagnes. Ce qui ajoutait à l'horreur de cette déroute, c'est que les citoyens qui avaient des propriétés dans le Val-di-Pesa et dans le Val-d'Elsa, et qui s'y étaient réfugiés au bruit des malheurs de l'armée, revinrent en toute hâte à Florence, non-seulement avec leurs enfants et leur mobilier, mais même

avec leurs paysans. Il semblait à tout moment que l'ennemi allait se présenter devant les portes de la ville. Les magistrats chargés de diriger les opérations de la guerre, à la vue de ce désordre, ordonnèrent aux troupes victorieuses qui se trouvaient dans le Pérousin d'abandonner leur entreprise, et d'accourir dans le Val-d'Elsa pour s'opposer à l'ennemi, qui, depuis son triomphe, parcourait sans obstacle tout le pays. Quoique la ville de Pérouse se trouvât si étroitement bloquée, qu'on s'attendît à chaque instant à la voir capituler, les Florentins aimèrent mieux cependant défendre leurs possessions que de songer à de nouvelles conquêtes. Cette armée, arrachée ainsi à ses triomphes, fut conduite à San-Casciano, château fort situé à huit milles de Florence, comme dans la seule position où l'on pût se maintenir jusqu'à ce qu'on eût rallié les débris de l'armée vaincue.

Du côté des ennemis, celles de leurs troupes que la levée du siége de Pérouse par les Florentins avait laissées maîtresses de leurs opérations, enhardies par cette retraite, enlevaient chaque jour un butin considérable sur le territoire d'Arezzo et de Cortone, et celles qui avaient vaincu à Poggibonsi, sous les ordres du duc de Calabre, une fois en possession de ce château, s'étaient ensuite emparées de Vico, et avaient entièrement détruit Certaldo. Après avoir pris toutes ces places et s'être gorgées de butin, elles mirent le siége devant le château de Colle, qui passait à cette époque pour inexpugnable. Ses habitants, fidèles aux Florentins, firent une si vive résistance contre les ennemis, qu'ils donnèrent à la république le temps de réorganiser son armée. Les Florentins ayant donc réuni toutes leurs forces à San-Casciano, tandis que l'ennemi pressait avec vigueur le siége de Colle, formèrent le projet de se rapprocher de la place, afin de l'encourager de plus en plus à se défendre, et d'empêcher l'ennemi de la presser aussi vivement, par la crainte que leur voisinage lui inspirerait. Ce plan ainsi arrêté, ils levèrent leur camp de San-Casciano, et vinrent l'asseoir à San-Germiniano, à cinq milles de Colle. De là leur cavalerie légère et leurs éclaireurs allaient, chaque jour, inquiéter le duc jusque dans son

camp. Ces secours ne pouvaient cependant suffire aux habitants de Colle : manquant de toutes les choses nécessaires, ils se virent dans la nécessité de se rendre, le treizième jour du mois de novembre, au grand regret des Florentins. Les ennemis, au contraire, en ressentirent la joie la plus vive, surtout les Siennois, qui, outre la haine générale qu'ils portaient à la ville de Florence, en nourrissaient une particulière contre les habitants de Colle.

On était au cœur de l'hiver, et la saison n'était plus favorable à la guerre, lorsque le pape et le roi, excités par le désir de donner quelque espérance de paix, ou de jouir au moins tranquillement des fruits de leur victoire, offrirent aux Florentins une trêve de trois mois, et leur donnèrent dix jours pour se décider, Cette offre fut sur-le-champ acceptée. Mais, ainsi qu'il arrive à ceux qui sentent plus vivement leurs blessures à mesure que le sang se refroidit qu'au moment où il les reçoivent, ce repos passager ne servit qu'à faire mieux connaître aux Florentins toute l'étendue de leurs maux. Les citoyens s'accusaient mutuellement, sans égard et sans réserve; ils rappelaient les fautes que l'on avait commises dans la guerre, les dépenses faites sans utilité, les impôts assis injustement. Ces reproches ne formaient pas seulement l'entretien des réunions particulières; ils excitaient de violents débats dans les assemblées publiques; un citoyen poussa même la hardiesse jusqu'à s'adresser à Laurent de Médicis lui-même, et à lui dire en face : « Cette ville est fatiguée, « et ne veut plus de guerre; il est donc nécessaire de songer à « la paix. »

Laurent, convaincu lui-même de cette nécessité, réunit ceux de ses amis sur la sagesse et la fidélité desquels il croyait pouvoir le plus compter. Ils ne virent d'autre parti à prendre que de chercher un changement de fortune dans de nouvelles alliances; les Vénitiens étaient froids et peu sûrs; le duc encore mineur et embarrassé dans les troubles qui déchiraient ses États. Seulement ils ne savaient s'ils devaient se jeter dans les bras du pape ou dans ceux du roi. Après un mûr examen, ils se décidè-

rent pour le roi, comme offrant une alliance plus stable et plus certaine, parce que le règne toujours trop court des papes, les changements produits par leur succession, le peu de crainte qu'avait l'Église des autres souverains, le manque d'égards avec lequel elle prenait ses déterminations, tout est cause qu'un prince séculier ne peut entièrement se fier à la foi des pontifes, ni mettre en commun sa fortune et la leur avec sécurité. Le prince qui, comme allié, partage avec le pape les dangers de la guerre, est sûr, dans le succès, de l'avoir pour compagnon, mais de rester seul dans les revers; car le souverain pontife trouve toujours une défense assurée dans la puissance spirituelle et dans le respect qu'il inspire.

Convaincus que le parti le plus avantageux était de gagner l'amitié du roi, ils sentirent que le meilleur et le plus sûr moyen d'y réussir, c'était que Laurent se rendît auprès de Ferdinand, parce que plus on userait de franchise avec ce prince, plus ils espéraient pouvoir dissiper les ressentiments passés. Déterminé à suivre ce parti, Laurent recommanda le sort de la république à Messer Tommaso Soderini, qui était à cette époque gonfalonier de justice. Il partit de Florence dans les premiers jours de décembre, et arrivé à Pise, il écrivit à la seigneurie les motifs de son départ. Les seigneurs, pour donner plus de poids à sa mission, et le revêtir du caractère nécessaire pour traiter de la paix avec le roi, le nommèrent ambassadeur du peuple florentin, et lui donnèrent le pouvoir de conclure avec ce prince le traité d'alliance qu'il jugerait le plus utile aux intérêts de sa république.

A cette même époque, le seigneur Roberto da San-Severino, de concert avec Louis et Ascanio, qui venaient de perdre leur frère Sforza, attaqua de nouveau le duché de Milan, pour rendre à ceux-ci leur autorité dans le gouvernement. Ils s'étaient déjà emparés de Tortone : Milan et tout le duché étaient en armes, lorsque l'on conseilla à la duchesse Bona de rappeler les Sforza, et de les admettre dans le gouvernement, pour ôter tout prétexte aux discordes civiles. L'auteur de ce conseil était Antonio

Tassino, de Ferrare. Sorti d'une basse extraction, il était venu à Milan, où il était entré au service du duc Galeazzo, qui l'avait donné pour valet-de-chambre à la duchesse son épouse. Cet homme, par la beauté de son extérieur, ou par quelque autre vertu secrète, acquit, après la mort du duc, un si grand ascendant sur la duchesse, qu'il gouvernait pour ainsi dire l'État. Messer Cecco Simonetta, homme d'une sagesse et d'une expérience consommées, ne put voir ce crédit sans en être profondément affecté. Il s'efforçait donc, de tout son pouvoir, d'affaiblir l'influence qu'avait Tassino sur la duchesse et les membres du gouvernement. Ce dernier s'aperçut de ce dessein ; et, pour venger son injure, et avoir quelqu'un qui le défendît de Messer Cecco, il exhorta la duchesse à rappeler les Sforza. Elle suivit ce conseil, et les rappela sans en rien communiquer à Messer Cecco, qui ne put s'empêcher de lui dire : « Tu viens de prendre « un parti qui me coûtera la vie et à toi tes États. » Cette prédiction s'accomplit bientôt : le seigneur Louis fit périr Messer Cecco ; et, quelque temps après, Tassino ayant été chassé du duché, la princesse en ressentit un chagrin si vif, qu'elle quitta Milan, et renonça, en faveur de Louis, à la tutelle de son fils. Louis, resté seul à la tête du duché de Milan, fut, ainsi que nous le dirons, la cause de la ruine de toute l'Italie.

Laurent cependant était parti pour Naples, et la trêve subsistait toujours entre les deux partis, lorsque, contre toute attente, Lodovico Fregoso, au moyen d'intelligences qu'il avait avec quelques habitants de Sarzana, entra furtivement dans cette place avec ses troupes, et fit prisonnier celui qui y commandait pour les Florentins. Cet événement causa une vive inquiétude aux chefs du gouvernement de Florence, qui crurent y voir l'ouvrage du roi Ferdinand ; et ils se plaignirent au duc de Calabre, qui se trouvait à Sienne avec son armée, d'avoir été, pendant la trêve, l'objet d'une nouvelle guerre. Ce prince tâcha de les désabuser, en les assurant, et par lettres et par ambassades, que ni lui ni son père n'étaient pour rien dans cet événement.

Les Florentins, malgré ces assurances, voyaient chaque jour empirer leur situation : leur trésor était vide, le chef de la république était au pouvoir du roi de Naples ; ils avaient à soutenir leur ancienne querelle avec le roi et le pape ; les Génois leur déclaraient une nouvelle guerre, et ils n'avaient point d'alliés ; car ils étaient sans espoir du côté de Venise ; et les révolutions fréquentes qui bouleversaient le gouvernement de Milan ne faisaient qu'ajouter à leurs craintes : ils n'espéraient plus que dans le traité que Laurent était chargé de conclure avec le roi.

Laurent était arrivé par mer à Naples, où le roi et toute la ville le reçurent de la manière la plus honorable. On s'empressait de contempler un homme dont la perte excitait une guerre si terrible, et la grandeur de ses ennemis avait encore augmenté la sienne. Admis en présence du roi, il développa avec tant de force les intérêts de l'Italie, les divers sentiments de ses princes et de ses habitants, les espérances que pouvait faire naître la paix, les craintes que devait exciter la guerre, que le roi, après l'avoir entendu, fut encore plus frappé de sa grandeur d'âme, de la sagacité de son esprit, de la profondeur de son jugement, qu'il n'avait pu l'être jusqu'alors de voir un seul homme soutenir le poids d'une telle guerre. Il redoubla donc les honneurs dont il l'avait déjà comblé, et commença dès lors à songer aux moyens de s'en faire un ami plutôt que de l'avoir pour ennemi. Cependant il le retint, sous différents prétextes, depuis le mois de décembre jusqu'au mois de mars suivant, afin de le mieux connaître, et de voir ce que ferait la république ; car Laurent ne manquait pas à Florence d'ennemis qui auraient désiré que le roi le retînt prisonnier, et le traitât comme Piccinino. Ils faisaient retentir toute la ville de leurs craintes artificieuses, et, dans les délibérations publiques, ils mettaient obstacle à tout ce qu'on proposait en sa faveur. Par cette conduite, ils avaient accrédité le bruit que, si le roi le retenait plus longtemps à Naples, le gouvernement de Florence changerait. Ce qui fit que le roi différa de le renvoyer, pour voir si pendant son absence il n'arriverait pas quelque révolution à Florence. Mais voyant que rien

ne bougeait, il donna à Laurent son audience de congé, le 6 mars 1479, après l'avoir généreusement comblé de bienfaits, se l'être attaché par mille marques d'affection, et avoir conclu avec lui un traité perpétuel, dans l'intérêt commun de leurs États. Si Laurent était parti grand de Florence, il y rentra plus grand encore, et fut reçu par toute la ville avec les transports d'allégresse que méritaient ses rares qualités et les services récents qu'il venait de rendre à sa patrie, en exposant sa vie pour lui donner la paix. Dix jours après son arrivée, on rendit public le traité qu'il venait de conclure entre la république de Florence et le roi, par lequel les deux parties se garantissaient mutuellement la conservation de leurs États. Le roi était maître de rendre les places qu'il avait enlevées aux Florentins dans le cours de la guerre; on devait remettre en liberté les Pazzi, renfermés dans la tour de Volterra, et payer pendant un certain temps une certaine somme d'argent au duc de Calabre.

Aussitôt que ce traité de paix fut divulgué, le pape et les Vénitiens s'en indignèrent. Le pape se plaignait du peu d'égard que le roi avait montré pour lui, et de ce qu'ayant fait la guerre de compagnie, on avait fait la paix sans son intervention. Les Vénitiens élevaient les mêmes plaintes contre les Florentins. Lorsque ce mécontentement fut connu dans Florence, chacun trembla que cette paix ne donnât naissance à une guerre plus cruelle que la précédente; de sorte que les chefs de l'État prirent le parti de restreindre le gouvernement, et de confier à un plus petit nombre de citoyens les délibérations les plus importantes. On établit en conséquence un conseil de soixante-dix membres, auquel on donna la plus grande influence dans les affaires capitales. Ce nouvel ordre de choses apaisa ceux qui auraient voulu une révolution. Pour s'attirer la considération, le conseil commença par ratifier la paix que Laurent venait de conclure avec le roi de Naples, arrêta d'envoyer des ambassadeurs au pape, et désigna, pour remplir cette mission, Messer Antonio Ridolfi et Pierre Nasi.

Cependant, malgré la conclusion de la paix, le duc de Ca-

labre restait toujours à Sienne avec son armée, sous prétexte qu'il y était retenu par les animosités qui divisaient les habitants. Il était campé sous les remparts de la ville, quand les discordes s'allumèrent à un si haut degré, que les Siennois l'appelèrent dans leurs murs pour être l'arbitre de leurs différends. Le duc saisit avec empressement l'occasion qui lui était offerte, et frappa un grand nombre de citoyens d'amendes, de prison, d'exil, et en condamna même quelques-uns à mort. Cette conduite le rendit bientôt suspect, non-seulement aux Siennois, mais aux Florentins, qui craignirent qu'il ne voulût s'emparer de la souveraineté de cette ville. On n'y savait aucun remède, à cause de la nouvelle alliance que la république venait de contracter avec le roi, et de l'inimitié qu'elle nourrissait contre le pape et les Vénitiens. Cette crainte se laissait voir, non-seulement dans le peuple florentin, interprète subtil de tous les événements, mais chez les chefs même de l'État; et tout le monde semblait convaincu que jamais la liberté de notre république ne s'était trouvée dans un aussi grand péril. Mais Dieu, qui, dans de pareilles extrémités, sembla toujours prendre d'elle un soin particulier, fit naître un événement imprévu, qui donna au roi, au pape et aux Vénitiens, de bien autres pensées que celles qui regardaient la Toscane.

Mahomet, empereur des Turcs, à la tête d'une armée formidable, était venu assiéger Rhodes, et l'avait pressée avec vigueur pendant plusieurs mois. Néanmoins, malgré l'immensité de ses forces et l'opiniâtreté de son attaque, la résistance fut plus grande encore, et les assiégés se défendirent avec tant de courage et de vigueur contre une attaque si formidable, que Mahomet se vit réduit à lever honteusement le siége. Cependant, après son départ de Rhodes, une partie de sa flotte, sous la conduite d'Achmet, se dirigea vers la Valona; et soit que ce pacha fût encouragé par la facilité de l'entreprise, soit qu'il ne fît qu'obéir aux ordres de son maître, il débarqua à l'improviste quatre mille hommes sur les côtes d'Italie, attaqua la ville d'Otrante, la prit, la saccagea, et en égorgea tous les habitants. Ensuite il ne né-

gligea aucun moyen de se fortifier dans la ville et dans le port, et il y réunit une excellente cavalerie, à la tête de laquelle il parcourait et pillait tous les environs. A la nouvelle de cette invasion, le roi, qui connaissait toute la puissance de celui qui l'attaquait, envoya partout des messages pour déclarer le danger qui le menaçait, et demander les plus prompts secours contre l'ennemi commun, et il pressa avec instance le retour du duc de Calabre, qui se trouvait encore à Sienne avec son armée.

Autant cette agression causa de terreur au roi Alphonse et au reste de l'Italie, autant Florence et Sienne en ressentirent de joie. Cette dernière crut recouvrer sa liberté, et l'autre sortir des dangers qui lui faisaient craindre de perdre la sienne. Cette opinion fut confirmée encore par les regrets que manifesta le duc d'être obligé de quitter Sienne, accusant la fortune de lui avoir ravi, par un accident inattendu et hors de toute prévoyance, la souveraineté de la Toscane. Ce même événement changea les idées du pape; et lui qui jusqu'alors n'avait voulu recevoir aucun ambassadeur florentin, devint tout à coup si doux, qu'il prêtait volontiers l'oreille à quiconque lui parlait de la paix générale. Les Florentins eurent la certitude que s'ils condescendaient à faire quelques soumissions au souverain pontife, il leur pardonnerait sans peine. On ne crut pas devoir laisser échapper une occasion aussi favorable, et on lui envoya douze ambassadeurs. A leur arrivée à Rome, le pape, sous divers prétextes, différa de leur donner audience; cependant on finit par s'accorder sur la manière dont les parties contractantes vivraient à l'avenir entre elles, et sur la part dont chacune d'elles contribuerait, soit dans la paix, soit dans la guerre. Les ambassadeurs se rendirent ensuite aux pieds du souverain pontife, qui les attendait au milieu de ses cardinaux, environné de tout l'éclat de sa puissance. Ils s'excusèrent sur ce qui s'était passé, et le rejetèrent sur la nécessité, sur la méchanceté des hommes, sur la fureur aveugle du peuple, sur la juste colère du pontife; se comparèrent à ces infortunés forcés de combattre ou de mourir, et ajoutèrent que, de même qu'on doit tout souffrir pour éviter la mort,

ils avaient supporté la guerre, les interdictions et toutes les autres calamités qu'avaient entraînées après eux les événements passés, afin de sauver leur république de l'esclavage, qui est la mort des cités libres; que néanmoins, quoiqu'ils eussent agi par contrainte, ils étaient prêts, s'ils avaient commis quelque faute, à en témoigner leur repentir; qu'ils se confiaient dans la clémence de Sa Sainteté, qui, à l'exemple du souverain Rédempteur, ne refuserait pas de les recevoir dans ses bras miséricordieux.

Le pape répondit à leurs excuses par des paroles remplies d'orgueil et de colère, leur reprochant tout ce qu'ils avaient fait dans les temps passés contre l'Église. Il leur dit « que, pour « observer les commandements de Dieu, il voulait bien leur ac- « corder le pardon qu'ils imploraient; mais qu'il leur signifiait « qu'ils eussent à lui obéir désormais, et que, s'ils manquaient à « cette obéissance, ils perdraient infailliblement, et avec jus- « tice, cette liberté qu'ils avaient été sur le point de perdre; car « ceux-là seuls méritent d'être libres qui font le bien, et non « ceux qui se livrent au mal, parce que la liberté qui ne sait « pas bien user de ses propres forces se nuit à elle-même et aux « autres; qu'avoir peu de respect pour Dieu, et moins encore « pour l'Église, n'était pas d'un homme libre, mais d'un homme « sans frein, plus porté au mal qu'au bien, et dont le châtiment « n'appartenait pas seulement aux princes, mais à tous les chré- « tiens; que c'était à eux qu'ils devaient s'en prendre des évé- « nements passés; que leurs mauvaises actions avaient donné « lieu à une guerre qu'ils avaient entretenue par une conduite « plus mauvaise encore; et que, si cette guerre était enfin « éteinte, c'était à la bonté de leurs adversaires et non à leur mé- « rite qu'ils en étaient redevables. »

On lut ensuite la formule du traité et de la bénédiction apostolique; et le pape, outre ce qui avait été arrêté, y ajouta que si les Florentins voulaient goûter les fruits de sa bénédiction, ils eussent à entretenir à leurs frais quinze galères pendant tout le temps que les Turcs feraient la guerre au royaume de Naples. Les ambassadeurs se plaignirent vivement du nouveau fardeau qui leur

était imposé; mais ni plainte, ni faveur, rien ne put leur en alléger le poids. Cependant, lorsqu'ils furent de retour à Florence, la seigneurie, pour ratifier cette paix, envoya, comme plénipotentiaire auprès du pape, Messer Guidd'antonio Vespucci, qui était revenu depuis peu de temps de son ambassade en France. Sa prudence sut amener la chose à des conditions supportables, et il fut comblé des faveurs du pontife, ce qui parut le signe le plus assuré de la réconciliation.

Les Florentins s'étant définitivement accordés avec le pape, Florence, non plus que Sienne, depuis l'éloignement du duc de Calabre, n'avaient plus à redouter le roi; et comme la guerre des Turcs se poursuivait avec chaleur, ils s'efforçaient, par toutes les raisons possibles, de l'obliger à leur restituer les châteaux qui leur avaient appartenu, et que le duc de Calabre, en s'éloignant, avait laissés entre les mains des Siennois. Le roi craignit que, dans la situation embarrassante où il se trouvait, les Florentins ne s'éloignassent de lui, et qu'en faisant la guerre aux Siennois, ils ne missent obstacle aux secours qu'il espérait recevoir du pape et des autres princes d'Italie. Il consentit donc à la restitution de ces forteresses, et se lia derechef avec les Florentins par de nouvelles obligations. Et c'est ainsi que la force et la nécessité, et non les écritures et les traités, obligent les rois à tenir leur parole.

Lorsque ces places eurent été rendues, et que l'on eut conclu cette dernière alliance, Laurent de Médicis reprit toute la prépondérance que d'abord la guerre, et bientôt après la paix douteuse avec le roi de Naples, lui avaient ravie; car, à cette époque, il ne manquait pas de mécontents qui l'accusaient ouvertement d'avoir vendu sa patrie pour se sauver lui-même; et l'on ajoutait que, de même que la guerre avait fait perdre ses villes à la république, la paix lui ravirait sa liberté. Mais lorsqu'on eut recouvré les villes perdues, que l'on eut conclu avec le roi une alliance honorable, et que la république eut repris son antique splendeur, Florence, cette ville avide de parler, et qui juge les événements non d'après les conseils, mais d'après le succès,

Florence changea entièrement de langage : elle portait Laurent jusqu'aux nues, disant que sa sagesse avait su gagner dans la paix ce que la mauvaise fortune lui avait enlevé pendant la guerre ; et qu'il avait pu, par ses conseils et sa prudence, bien plus que l'ennemi par ses armes et avec ses forces.

Les attaques des Turcs avaient ajourné la guerre que devait enfanter le mécontentement du pape et des Vénitiens, au sujet de la paix qui venait de se conclure ; mais si les commencements de cette invasion avaient été inattendus et furent la cause d'un grand bien, l'issue en fut également imprévue et occasionna de grands maux ; car Mahomet mourut au moment où l'on y songeait le moins, et la discorde s'étant mise entre ses fils, ceux qui se trouvaient dans la Pouille, se voyant abandonnés de leur maître, cédèrent Otrante au roi, en vertu d'une convention. Lorsque la crainte qui avait retenu les ressentiments du pape et des Vénitiens se fut dissipée, chacun redouta de nouveaux troubles. D'un côté, le pape et les Vénitiens avaient formé une ligue à laquelle s'étaient réunis les Génois, les Siennois et autres États moins puissants. De l'autre côté se trouvaient les Florentins, le roi de Naples et le duc de Milan, qui avaient entraîné dans leur parti ceux de Bologne et plusieurs autres seigneurs.

Les Vénitiens désiraient vivement se rendre maîtres de Ferrare ; ils croyaient avoir un prétexte plausible de tenter cette conquête, et ils avaient l'espérance certaine d'y réussir. Leur motif était que le marquis soutenait qu'il n'était plus obligé de recevoir le *visdomine* [1], ni de prendre le sel chez eux, attendu que la convention faite à ce sujet portait qu'au bout de soixante-dix ans ses États seraient délivrés de cette double obligation. De leur côté, les Vénitiens prétendaient que pendant tout le temps qu'il retiendrait la Polesine, il était tenu à recevoir le *visdomine* et le sel. Le marquis ayant refusé de souscrire à cette prétention,

[1] Le *visdomine* était une espèce de consul que Venise entretenait à Ferrare, et qui jugeait les différends qui pouvaient s'élever entre les sujets vénitiens qui se trouvaient dans cette ville. (*Note du traducteur.*)

les Vénitiens crurent avoir une occasion légitime de prendre les armes, et devoir profiter du moment où le pape était enflammé de ressentiment contre les Florentins et le roi. Pour se rendre Sa Sainteté plus favorable, le comte Girolamo étant venu à Venise, on le reçut de la manière la plus distinguée; on lui accorda le droit de cité et la noblesse, honneurs les plus insignes qu'ils puissent accorder à ceux qu'ils veulent honorer. Les Vénitiens s'étaient préparés à cette guerre en établissant de nouveaux droits sur les marchandises, et avaient choisi pour commander leurs armées le seigneur Roberto de San-Severino, qui, dans son ressentiment contre le seigneur Louis, gouverneur de Milan, s'était réfugié à Tortone. Après avoir excité quelques troubles dans cette ville, il s'était sauvé à Gênes, où il se trouvait encore, quand les Vénitiens l'appelèrent pour lui donner le commandement de leurs troupes.

Ces indices de nouvelles commotions ayant été connus de la ligue opposée, firent que, de son côté, elle se prépara à la guerre. Le duc de Milan choisit pour son capitaine Frédéric, seigneur d'Urbin, et Florence le seigneur Constanzo de Pesaro. Le roi Ferdinand, pour sonder les intentions du pape et connaître clairement si les Vénitiens faisaient de son aveu la guerre à Ferrare, envoya sur le Tronto son armée, commandée par Alphonse, duc de Calabre, et demanda le passage au pape, pour aller en Lombardie au secours du marquis. Le pape le lui refusa nettement. Le roi et les Florentins se crurent alors suffisamment éclairés sur ses intentions, et ils projetèrent de le contraindre par la force, dans l'espoir que la nécessité le ferait devenir leur ami, ou qu'ils lui susciteraient tant d'obstacles qu'il se trouverait dans l'impuissance de secourir les Vénitiens. Ces derniers, après avoir déclaré la guerre au marquis, étaient déjà entrés en campagne: ils avaient d'abord parcouru tout son pays, et mis ensuite le siége devant Figarolo, château fort assez important des États de Ferrare. Cependant le roi et les Florentins étaient déterminés à attaquer le pontife: en conséquence, Alphonse, duc de Calabre, parcourut la campagne jusqu'aux

portes de Rome, et, aidé des Colonna, qui s'étaient joints à lui parce que les Orsini avaient embrassé le parti du pape, il fit un tort considérable au pays. D'un autre côté, les troupes florentines, aux ordres de Niccolò Vittelli, attaquèrent Città-di-Castello, et s'en rendirent maîtresses; elles en chassèrent Messer Lorenzo, qui y commandait pour le pape, et firent en quelque sorte Messer Niccolò prince de cette ville.

Le pape se trouvait alors dans les circonstances les plus fâcheuses: Rome était déchirée au dedans par les factions, tandis qu'au dehors le pays était ravagé par les ennemis. Mais en homme de courage qui veut vaincre à tout prix et ne céder sur aucun point, il prit à sa solde, en qualité de capitaine, le magnifique Roberto de Rimini; et l'ayant fait venir à Rome, où il avait réuni toutes ses troupes, il lui fit sentir quel honneur ce serait pour lui si, malgré les forces d'un roi, il délivrait l'Église de la déplorable position où elle se trouvait; quelle reconnaissance il devait attendre non-seulement de lui, mais de tous ses successeurs; et combien il en serait récompensé par les hommes et par Dieu même. Le magnifique Roberto, après avoir bien examiné d'abord les forces du pape et tous ses préparatifs de guerre, lui conseilla d'augmenter son infanterie le plus qu'il pourrait; ce que l'on exécuta avec le plus grand soin et la plus grande célérité. Le duc de Calabre avait pénétré dans les environs de Rome, dévastant tout devant lui, et poussant chaque jour des partis jusqu'aux portes de la ville. Ces ravages excitaient l'indignation des Romains, dont un grand nombre offrit volontairement de se joindre au magnifique Roberto pour délivrer Rome; ce seigneur accepta leur offre en les comblant de remercîments. Le duc, instruit de ces préparatifs, s'éloigna quelque peu de la ville, dans la persuasion que, n'étant plus aussi près, le magnifique Roberto n'aurait pas le courage de venir l'attaquer; d'ailleurs, il voulait se rapprocher de son frère Frédéric, que son père lui envoyait avec de nouveaux renforts. Le magnifique Roberto, voyant qu'il avait le même nombre de gens d'armes que le duc, et qu'il lui était supérieur

en infanterie, sortit de Rome en ordre de bataille, et vint asseoir son camp à deux milles de son adversaire. Alphonse, qui ne s'attendait pas à cette démarche de l'ennemi, sentit qu'il fallait combattre ou s'éloigner en désordre. C'est pourquoi, s'y voyant pour ainsi dire contraint, et jaloux de ne rien faire qui parût indigne du fils d'un roi, il prit le parti de combattre. Il fit face à l'ennemi, et chacun disposa ses troupes suivant la manière de ce temps: la bataille commença, et dura jusqu'à midi.

Cette affaire fut disputée avec plus de courage qu'aucune de celles qui avaient eu lieu depuis cinquante ans en Italie; car les deux armées perdirent ensemble plus de mille hommes. L'issue en fut glorieuse pour l'Église. Sa nombreuse infanterie attaqua si vivement la cavalerie ducale, qu'elle l'obligea de prendre la fuite; et Alphonse lui-même eût été fait prisonnier, si un corps nombreux de Turcs, de ceux qui s'étaient arrêtés à Otrante, et qu'il avait à sa solde, ne l'eût sauvé des mains de l'ennemi. Après sa victoire, le magnifique Roberto rentra dans Rome comme en triomphe; mais il ne jouit pas longtemps de sa gloire: car excité par les fatigues de la journée, il but une si grande quantité d'eau, qu'il fut attaqué d'un mal dont il mourut au bout de quelques jours. Ses restes furent inhumés, par ordre du pape, avec les plus grands honneurs.

Sixte IV, enfin victorieux, envoya soudain le comte Girolamo vers Città-di-Castello, pour tâcher de rendre cette ville à Messer Lorenzo, et tenter s'il ne pourrait pas en même temps s'emparer de Rimini. Le magnifique Roberto n'ayant laissé après sa mort qu'un seul fils en bas âge, qu'il avait confié à la garde de sa mère, le pape s'imagina que cette conquête serait facile. Il aurait en effet aisément réussi, sans la résistance des Florentins, qui défendirent la veuve de Robert, et qui opposèrent au comte des forces si redoutables, qu'il ne put avoir de succès ni contre Città-di-Castello ni contre Rimini.

Tandis que ces événements se passaient à Rome et dans la Romagne, les Vénitiens s'étaient emparés de Figarolo, et avaient passé le Pô avec leur armée. Le camp du duc de Milan

et du marquis de Ferrare était dans le plus grand désordre, parce que Frédéric, comte d'Urbin, étant tombé malade, s'était fait transporter à Bologne pour se faire traiter, et venait d'y mourir. Ainsi les affaires du marquis empiraient chaque jour, et chaque jour les Vénitiens se flattaient davantage de l'espoir de conquérir Ferrare.

D'un autre côté, le roi et les Florentins faisaient tous leurs efforts pour ramener le pape à leurs vues : leurs armes n'ayant pu le déterminer, ils le menacèrent du concile que l'empereur annonçait vouloir convoquer à Bâle. Les ambassadeurs de ce prince qui se trouvaient à Rome, et les principaux cardinaux, qui désiraient la paix, en firent sentir au pape la nécessité, et le contraignirent à s'occuper de rétablir la concorde en Italie. En conséquence, le pape, cédant, d'un côté, à la peur, et convaincu, de l'autre, que l'agrandissement des Vénitiens serait la ruine de l'Église et de l'Italie, se décida à faire la paix avec la ligue, et envoya ses nonces à Naples, où fut conclue une alliance de cinq ans entre le pape, le roi, le duc de Milan et les Florentins, en réservant aux Vénitiens la faculté d'en faire partie. Après la conclusion de ce traité, le pape fit entendre aux Vénitiens qu'ils cessassent de faire la guerre à Ferrare. Les Vénitiens ne voulurent pas y consentir, et se préparèrent à combattre avec de plus grands efforts que jamais. Après avoir défait l'armée du duc et du marquis près d'Argenta, ils s'avancèrent si près de Ferrare, qu'ils établirent leur camp dans le parc du marquis.

La ligue ne crut pas devoir différer plus longtemps à secourir ce seigneur de la manière la plus vigoureuse : elle fit marcher du côté de Ferrare le duc de Calabre avec son armée et celle du pape. Les Florentins y envoyèrent également toutes leurs troupes; et afin de mieux concerter toutes les opérations de la guerre, on assembla une diète à Crémone, à laquelle assistèrent le légat du pape et le comte Girolamo, le duc de Calabre, le seigneur Louis, et Laurent de Médicis, ainsi qu'un grand nombre de princes italiens. Ils discutèrent entre eux le plan de la guerre

prochaine. Comme le meilleur moyen de secourir Ferrare était, selon eux, de faire une diversion énergique, ils auraient voulu que le seigneur Louis consentît à déclarer la guerre aux Vénitiens, au nom du duc de Milan. Sforza s'y refusait, dans la crainte de s'attirer un ennemi dont il ne pourrait se délivrer comme il le voudrait. En conséquence, on convint de se porter sur Ferrare avec toutes les troupes : on réunit un corps de quatre mille hommes d'armes et de huit mille fantassins, et l'on marcha à la rencontre des Vénitiens, qui n'avaient que deux mille deux cents hommes de cavalerie et six mille d'infanterie.

Cependant la ligue crut devoir commencer par détruire la flottille que les Vénitiens avaient sur le Pô : ils l'attaquèrent à Bondeno, la dispersèrent, lui prirent plus de deux cents bâtiments, et firent prisonnier Messer Antonio Giustiniani, provéditeur de la flotte. Les Vénitiens, à l'aspect de toute l'Italie soulevée contre eux, voulurent ajouter à leur considération ; ils prirent à leur solde le duc de Lorraine, avec deux cents hommes d'armes; et, après la destruction de leur flottille, ils l'envoyèrent, avec une partie de leurs troupes, pour tenir tête à l'ennemi. Ils prescrivirent au seigneur Roberto de San-Severino, de passer l'Adda avec le reste de l'armée, et de s'approcher de Milan en proclamant les noms du jeune duc et de Bona, sa mère. Ils espéraient, par cette conduite, exciter quelques mouvements dans Milan, où ils croyaient le seigneur Louis et son gouvernement détestés. Cette diversion inspira d'abord quelques craintes, et fit prendre les armes à la ville : mais l'issue fut loin de répondre aux vues des Vénitiens; car cette insulte décida le seigneur Louis à faire ce qu'il avait refusé jusqu'alors.

En conséquence, on laissa au marquis de Ferrare quatre mille chevaux et deux mille fantassins pour défendre ses propres États; et le duc de Calabre, suivi de douze mille hommes de cavalerie et de cinq mille d'infanterie, entra d'abord dans la province de Bergame; de là dans celle de Brescia, et enfin dans le territoire de Vérone; et il enleva à ces trois États presque toutes leurs possessions, sans que les Vénitiens pussent y porter

remède, attendu que le seigneur Roberto avait bien de la peine, avec toute son armée, à défendre ces trois villes elles-mêmes. De l'autre côté, le marquis de Ferrare avait recouvré la plus grande partie de ses États, parce que le duc de Lorraine, qui lui tenait tête, ne pouvait lui opposer que deux mille chevaux et mille fantassins. Ainsi, tout cet été de l'année 1483 eut pour la ligue les plus heureux résultats.

L'hiver se passa sans hostilités; mais au commencement du printemps, les armées se remirent en campagne. La ligue, pour réduire plus promptement les Vénitiens, n'avait formé qu'un corps d'armée; et si la guerre eût été conduite comme l'année précédente, on leur enlevait facilement toutes leurs possessions de Lombardie; car leurs forces se trouvaient réduites à six mille chevaux et à cinq mille fantassins, tandis qu'ils avaient contre eux treize mille hommes de cavalerie et six mille d'infanterie; car le duc de Lorraine, ayant terminé l'année de son engagement, était retourné dans ses États. Mais comme il arrive souvent que là où des chefs égaux en autorité concourent au commandement, la discorde finit par donner la victoire aux ennemis, la mort ayant enlevé Frédéric Gonzaga, marquis de Mantoue, dont l'influence avait jusqu'alors maintenu l'union entre le duc de Calabre et Louis Sforza, ces deux princes commencèrent à ne plus s'entendre, et de cette diversité d'opinions naquit la jalousie. Jean Galeazzo, duc de Milan, se trouvait en âge de prendre les rênes du gouvernement, et comme il avait épousé la fille du duc de Calabre, ce dernier voulait que son gendre, et non Sforza, fût appelé au gouvernement de l'État. Mais Sforza, qui connaissait les secrets désirs du duc, entreprit de lui ôter le moyen de les remplir. Les Vénitiens crurent avoir trouvé dans ces soupçons une occasion favorable, et, ainsi que cela leur avait toujours réussi, ils se flattèrent de reprendre par la paix ce que la guerre leur avait fait perdre : ils arrêtèrent secrètement, entre eux et le seigneur Louis, les bases d'un traité qu'ils conclurent au mois d'août 1484. Lorsque les autres confédérés en eurent connaissance, ils en furent extrêmement

irrités, surtout lorsqu'ils virent qu'il fallait rendre aux Vénitiens les pays qu'on leur avait enlevés, leur abandonner Rovigo et la Polesine, qu'eux-mêmes avaient conquis sur le marquis de Ferrare, et leur accorder de nouveau la jouissance des prérogatives qu'ils avaient possédées jadis dans cette dernière ville. Chacun se plaignait d'avoir fait une guerre dans laquelle on avait beaucoup dépensé, dont la conduite n'avait point été sans gloire, mais dont l'issue était honteuse, puisqu'il fallait rendre tout ce qu'on avait conquis, et renoncer à recouvrer ce qu'on avait perdu. Mais les confédérés furent forcés de se soumettre à ces conditions, tant ils étaient las de supporter d'aussi énormes dépenses, tant ils craignaient de mettre encore leur fortune à la merci des vices et de l'ambition d'autrui!

Tandis que les choses allaient de la sorte en Lombardie, le pape, par le moyen de Messer Lorenzo, pressait la reddition de Città-di-Castello, afin d'en chasser Niccolò Vitelli, que la ligue avait abandonné, pour attirer le pape dans ses intérêts. Pendant ce siége, ceux des habitants qui favorisaient Niccolò sortirent de la ville, attaquèrent les ennemis et les mirent en déroute. Aussitôt le pape rappela de Lombardie le comte Girolamo, le fit venir à Rome, pour accroître son armée, et le chargea de poursuivre cette entreprise. Mais réfléchissant bientôt qu'il valait mieux gagner Niccolò par une paix avantageuse, que l'attaquer de nouveau, il traita avec lui, et le réconcilia du mieux qu'il put avec Messer Lorenzo son adversaire. La crainte de nouveaux troubles le décida plutôt que l'amour de la paix; car il voyait la discorde prête à éclater entre les Colonna et les Orsini. En effet, le roi de Naples, dans ses guerres avec le pape, avait enlevé aux Orsini le pays de Tagliacozzo, et l'avait donné aux Colonna, qui suivaient son parti. Lorsque le pape et le roi firent la paix, les Orsini réclamèrent leur bien, en vertu des traités. Le pape signifia plusieurs fois aux Colonna de restituer Tagliacozzo; mais ni les prières des Orsini, ni les menaces du pape, n'avaient pu les y faire condescendre : bien plus, ils ne craignirent pas d'offenser leurs rivaux par des paroles pi-

quantes et autres injures semblables. Le pape ne pouvant supporter tant d'insolence, avait déployé contre les Colonna toutes ses forces et celles des Orsini; il avait saccagé toutes les maisons qu'ils possédaient dans Rome, pris ou tué tous ceux qui voulaient les défendre, et les avait dépouillés de la plus grande partie de leurs châteaux. Ces désordres n'eurent de terme que par la ruine d'un des partis : la paix fut à ce prix.

Gênes et la Toscane, de leur côté, ne cessèrent point d'être agitées, parce que les Florentins tenaient le comte Antonio de Marciano, avec ses troupes, sur les frontières de Sarzana; et tant que la guerre avait duré en Lombardie, ils avaient harcelé chaque jour les habitants de cette ville par des courses et de légères escarmouches. A Gênes, le doge Battistino Fregoso s'étant fié à l'archevêque Pagolo Fregoso, avait été pris ainsi que sa femme et ses enfants, par ce dernier, qui s'empara pour lui-même du suprême pouvoir. Enfin la flotte vénitienne avait à son tour attaqué le royaume, s'était rendue maîtresse de Gallipoli, et infestait tous les autres lieux du voisinage. Mais la paix de Lombardie fit cesser tous ces troubles, excepté en Toscane et à Rome; car le pape mourut cinq jours après la publication de la paix, soit que le terme de sa vie fût arrivé, soit que la douleur d'avoir conclu une paix qu'il détestait eût abrégé ses jours.

Sixte IV, en mourant, laissa donc en paix cette Italie au sein de laquelle, tant qu'il vécut, il n'avait cessé de susciter la guerre. A peine eût-il expiré, que Rome entière se leva en armes. Le comte Girolamo, d'un côté, se retira avec ses troupes vers le château; de l'autre, les Orsini craignirent que les Colonna ne voulussent venger leurs récentes injures; les Colonna, à leur tour, redemandèrent leurs maisons et leurs châteaux; et au bout de quelques jours ce ne fut par toute la ville que meurtres, pillages, incendies. Mais les cardinaux ayant persuadé au comte de remettre le château dans les mains du sacré collége, et de retourner dans ses états, après avoir délivré Rome de la présence de son armée, il se hâta d'obéir, dans l'espoir de mériter la bienveillance du futur pontife, et se rendit à Imola. Les cardinaux dé-

livrés de cette crainte, et les barons ne comptant plus dans leurs querelles sur l'appui du comte, on procéda à l'élection du nouveau pape : après quelques dissentiments, on élut Giov. Battista Cibo, cardinal de Malfetta, un génois, qui prit le nom d'Innocent VIII. Son caractère facile et ami de la paix, sa conduite conciliatrice, firent mettre bas les armes à tous les partis, et il rendit à Rome sa tranquillité.

Malgré la paix de Lombardie, les Florentins ne pouvaient se tenir tranquilles ; ils regardaient comme une chose honteuse tout à la fois et ridicule, qu'un simple gentilhomme les eût dépouillés du château de Sarzana : et comme les articles du traité portaient que l'on pourrait non-seulement réclamer ce qu'on avait perdu, mais faire la guerre à quiconque y mettrait obstacle, ils se préparèrent tout d'un coup, par de fortes levées d'hommes et d'argent, à entreprendre cette conquête. Agostino Fregoso, qui s'était emparé de Sarzana, voyant alors qu'il ne pourrait résister à une telle guerre avec ses seules forces, fit donation de la ville à Saint-Georges. Mais comme j'aurai à l'avenir plus d'une occasion de parler de Saint-Georges et des Génois, il me paraît convenable d'exposer les formes de gouvernement de cette ville, l'une des principales de l'Italie.

Après que Gênes se fut réconciliée avec Venise, à la suite de cette guerre célèbre qui avait eu lieu, bien des années auparavant, entre les deux peuples, cette république ne pouvant rembourser aux citoyens les sommes considérables qu'ils avaient avancées à l'État, leur céda les revenus de la douane, et décida que chacun des créanciers obtiendrait une portion de ces revenus proportionnée au principal de sa créance, jusqu'à l'entier remboursement de ce que leur devait l'État ; et afin qu'ils pussent tenir leurs assemblées, on leur céda le palais situé au-dessus de la douane. Ces créanciers établirent entre eux une espèce de gouvernement, nommèrent un conseil de cent membres pour délibérer sur les affaires publiques, et un tribunal de huit citoyens chargés, en qualités de chefs, de l'exécution de leurs règlements. Ils divisèrent leurs créances en actions, qu'ils nommèrent *luoghi*,

et donnèrent le nom de Saint-Georges à leur corporation. Lorsqu'ils eurent ainsi organisé leur administration intérieure, il arriva que l'État éprouva de nouveaux besoins, et qu'il eut recours à la compagnie de Saint-Georges pour en obtenir de nouveaux secours. La banque était riche et bien administrée; elle put faire ce qu'on lui demandait. L'État, de son côté, après lui avoir concédé les produits des douanes, commença à lui accorder des terres, pour hypothèques de l'argent qu'elle avait prêté. C'est ainsi que les choses en sont venues au point que, grâce aux besoins de la commune et aux services de la banque de Saint-Georges, cette dernière a étendu son administration sur la majeure partie des terres et des villes placées sous la domination des Génois; qu'elle les gouverne, qu'elle les défend, et, chaque année, y envoie ses recteurs qu'elle choisit publiquement, sans que l'État s'en mêle en rien. Il en est résulté que les citoyens, regardant comme tyrannique le gouvernement de l'État, lui ont retiré toute leur affection pour la reporter sur la compagnie de Saint-Georges, qui s'est toujours administrée d'une manière sage et pleine d'égalité. C'est là ce qui donne naissance à toutes ces révolutions si faciles et si promptes, qui soumettent les Génois tantôt à un de leurs concitoyens, tantôt à un étranger; car ce n'est pas Saint-Georges, mais le gouvernement qui change : aussi, chaque fois que les Fregosi et les Adorni se sont disputé la suprême autorité, comme on ne combattait que le gouvernement, la majeure partie des citoyens s'est tenue à l'écart, et l'a laissé devenir la proie du vainqueur. L'association de Saint-Georges ne fait autre chose, quand un des partis est demeuré vainqueur, que de lui faire jurer l'observation de ses lois, qui, jusqu'à ce jour, n'ont éprouvé aucune altération; car, possédant les armes, l'argent et le pouvoir, on ne pourrait y porter atteinte sans courir le risque d'une révolte certaine et dangereuse : chose vraiment unique, et qu'aucun philosophe, dans ses plus belles théories de gouvernement, n'a jamais su trouver, de voir dans la même enceinte, et parmi les mêmes citoyens, la liberté et la tyrannie, le respect des lois et la corruption des esprits, la justice et la licence! C'est cette

institution qui seule conserve cette cité pleine de coutumes antiques et vénérables ; et s'il arrivait, ce qu'on ne peut manquer de voir avec le temps, que Saint-Georges s'emparât de toute la cité, on verrait une république plus digne encore de mémoire que celle de Venise.

Ce fut donc à cette banque qu'Agostino Fregoso céda Sarzana : elle la reçut volontiers, en prit la défense, mit sur-le-champ une flotte en mer, et envoya une garnison à Pietra-Santa pour interrompre toute communication entre Florence et l'armée qui se trouvait déjà dans les environs de Sarzana. De leur côté, les Florentins désiraient vivement s'emparer de Pietra-Santa, parce que cette ville se trouvant placée entre Sarzana et Pise, pour ceux qui ne la possédaient pas, l'occupation de Sarzana n'offrait plus la même importance. Mais ils ne pouvaient l'assiéger sans quelque prétexte : il fallait que les habitants de la Pietra-Santa, ou du moins la garnison qui la défendait, vinssent les troubler dans le siége de Sarzana. Pour réussir dans leur projet, ils envoyèrent de Pise à l'armée une grande quantité de munitions et de vivres, sous une très-faible escorte, dans l'espoir que la garnison de Pietra-Santa, enhardie par la faiblesse du convoi et la richesse du butin, en concevrait un plus vif désir de l'attaquer. L'événement réussit comme ils s'y attendaient : les troupes qui défendaient Pietra-Santa voyant une aussi belle proie sous leurs yeux l'enlevèrent. Les Florentins eurent alors une cause légitime d'entreprendre cette conquête ; et abandonnant Sarzana, ils vinrent mettre le siége devant Pietra-Santa, qui avait une garnison déterminée à se défendre vigoureusement. Ils établirent leur artillerie dans la plaine, et élevèrent en outre un bastion sur la hauteur, afin de pouvoir également attaquer la place de ce côté. Jacopo Guicciardini était commissaire de l'armée. Tandis qu'on battait Pietra-Santa, la flotte génoise prit et brûla la forteresse de Vada, et débarqua une partie de ses troupes, qui se mirent à parcourir et à piller tout le pays d'alentour. On envoya contre elles de la cavalerie et de l'infanterie, sous la conduite de Messer Bongianni Gianfigliazzi, qui réprima en partie leur insolence ;

de sorte qu'elles ne parcouraient plus la contrée avec autant de liberté. Mais la flotte continuait d'inquiéter les Florentins : elle se dirigea contre Livourne, s'approcha de la tour neuve, à l'aide de pontons et autres machines, et la battit pendant plusieurs jours avec toute son artillerie ; mais voyant qu'elle n'y gagnait rien, elle se retira honteusement.

Cependant le siége de Pietra-Santa se poursuivait avec mollesse, et les assiégés reprenant courage, attaquèrent le bastion et s'en emparèrent. Ils montrèrent tant de valeur dans cette attaque, et inspirèrent une si profonde terreur à l'armée florentine, qu'elle fut sur le point de s'enfuir en désordre, et qu'elle s'éloigna de la ville de plus de quatre milles ; et comme le mois d'octobre était déjà venu, les généraux jugèrent qu'il était nécessaire de prendre les quartiers d'hiver, et de remettre le siége à une saison plus favorable. Lorsque ce désordre fut connu dans Florence, les chefs du gouvernement en frémirent d'indignation ; et afin de rendre à leur armée sa réputation et sa vigueur, ils élurent sur-le-champ, pour nouveaux commissaires, Antonio Pucci et Bernardo del Nero, qui se rendirent au camp avec une grande somme d'argent, et représentèrent aux capitaines quel serait le juste courroux de la seigneurie, du gouvernement et de tous les citoyens, si l'armée ne se rapprochait sur-le-champ des murs de Pietra-Santa, et leur propre infamie, si tant d'habiles capitaines, si une aussi forte armée, n'ayant à combattre qu'une garnison peu nombreuse, ne pouvaient emporter une place aussi faible et d'aussi peu d'importance ; ils firent sentir l'utilité présente d'une telle conquête, et tout ce qu'ils pouvaient en espérer par la suite. Ce discours ranima tous les esprits. On résolut non-seulement de revenir auprès des murs, mais, avant toute chose, de reprendre la redoute que l'ennemi avait enlevée. Cette entreprise fit voir combien la douceur, l'affabilité, les manières aimables et les paroles flatteuses, ont d'empire sur les soldats ; car Antonio Pucci, encourageant l'un, donnant des promesses à l'autre, tendant la main à celui-ci, embrassant celui-là, les précipita à cet assaut avec tant d'impétuosité, qu'ils

emportèrent la redoute en un instant. Cette acquisition ne fut pas sans perte pour les Florentins : le comte Antonio de Marciano fut tué d'un coup de canon. Cette victoire jeta dans la ville une telle épouvante, que les habitants commencèrent à parler de se rendre ; et pour que le siége se terminât avec plus d'éclat, Laurent de Médicis crut devoir se transporter dans le camp, et peu de jours après son arrivée la place capitula.

L'hiver étant arrivé, les capitaines crurent devoir ne pas pousser plus loin leur entreprise, et attendre le printemps. C'était d'autant plus nécessaire, que le mauvais air qui avait régné dans la contrée pendant l'automne avait produit dans l'armée de nombreuses maladies, dont la plupart des chefs se trouvaient atteints. Antonio Pucci et Messer Bongianni Gianfigliazzi y succombèrent, emportant les regrets universels de l'armée, tant était grande l'affection qu'Antonio s'était conciliée par sa conduite au siége de Pietra-Santa !

Dès que les Florentins eurent acquis cette ville, les Lucquois leur envoyèrent des ambassadeurs pour la réclamer, comme ayant appartenu autrefois à leur république. Ils fondèrent leur demande sur un des articles du traité qui portait que l'on restituerait toutes les villes à leur premier possesseur, quel que fût celui qui en aurait fait la conquête. Les Florentins ne nièrent pas cette convention ; mais ils répondirent qu'ils ignoraient si, dans le traité de paix qu'ils étaient sur le point de conclure avec les Génois, ils ne seraient pas tenus de la restituer à ces derniers ; que, par conséquent, ils ne pouvaient en délibérer jusqu'à ce moment ; mais qu'en supposant qu'ils dussent la leur rendre, il était nécessaire que, de leur côté, les Lucquois pensassent à les dédommager de toutes leurs dépenses, et des pertes occasionnées à Florence par la mort d'un si grand nombre de ses citoyens ; que, s'ils en agissaient ainsi, ils pouvaient aisément espérer de recouvrer Pietra-Santa. Tout cet hiver se passa donc en négociations de paix, qui eurent lieu à Rome entre les Génois et les Florentins. Mais, malgré la médiation du pape, on ne put rien conclure, et les Florentins, à l'arrivée du prin-

temps, n'auraient pas manqué d'attaquer Sarzana, si la maladie de Laurent de Médicis, et la guerre qui s'alluma entre le pape et le roi Ferdinand, n'avaient mis obstacle à leurs projets. Outre la goutte, mal héréditaire que Laurent tenait de son père, et qui le faisait cruellement souffrir, il fut atteint de si vives douleurs d'estomac, qu'il se vit obligé d'aller prendre les bains pour se guérir.

Mais un obstacle plus grand encore, ce fut la guerre dont voici l'origine. La domination du roi de Naples sur la ville d'Aquila était si légère, qu'on pouvait considérer cette ville comme libre. Le comte de Montorio y jouissait d'une grande influence, et le duc de Calabre se trouvait alors avec son armée sur les bords du Tronto, sous prétexte d'apaiser quelques troubles qui s'étaient élevés dans cette contrée entre les paysans; mais son véritable but était de soumettre entièrement Aquila à la puissance du roi. En conséquence, il invita le comte de Montorio à venir le trouver, comme pour s'aider de lui dans l'entreprise qui lui servait de prétexte. Le comte obéit sans rien soupçonner; mais à peine arrivé devant le duc, il fut arrêté et envoyé à Naples. Dès que cette nouvelle est sue dans Aquila, toute la ville est en rumeur, le peuple prend tumultueusement les armes, et égorge Antonio Concinello, commissaire du roi, avec quelques habitants connus comme partisans des Napolitains. Dans l'espoir de se faire un défenseur, ils arborent la bannière de l'Église, envoient des ambassadeurs au pape pour remettre entre ses mains eux et leur ville, et le conjurer de les soutenir en qualité de sujets contre la tyrannie du roi. Le pape embrassa leur défense avec tout l'empressement d'un homme animé contre le roi d'une haine personnelle et publique, et comme le seigneur Roberto de San-Severino se trouvait en ce moment brouillé avec le duc de Milan et sans engagement, il le prit à sa solde, et le fit venir à Rome en toute diligence. Il pressa en outre tous les amis et les parents du comte de Montorio de se révolter contre le roi; de manière que les princes d'Altemura, de Salerne et de Bisignano, prirent les armes contre ce monarque.

Le roi, placé sous le coup de cette guerre imprévue, réclama le secours des Florentins et du duc de Milan. Les premiers balançaient sur la conduite qu'ils devaient tenir : il leur semblait dur d'abandonner leurs propres entreprises, pour favoriser celles des autres ; et ils voyaient plus d'un danger à s'armer de nouveau contre l'Église. Néanmoins, fidèles à leurs anciens traités, ils tinrent leur parole, sans considérer ni leur avantage ni le danger qui les menaçait ; ils prirent à leur solde les Orsini, et envoyèrent du côté de Rome toutes leurs troupes au secours du roi, sous la conduite du comte de Pitigliano. Ferdinand forma deux armées : l'une, commandée par le duc de Calabre, marcha sur Rome avec les troupes florentines, contre les forces du pape ; avec l'autre, qu'il commanda lui-même, il tint tête à ses barons.

Les deux armées eurent des succès divers pendant toute la durée des hostilités. Cependant le roi finit par triompher sur tous les points ; et au mois d'août de l'an 1486, la paix fut conclue par l'entremise des ambassadeurs du roi d'Espagne. Le pape, maltraité par la fortune, et déterminé à ne plus essuyer ses caprices, consentit à cette paix ; tous les potentats d'Italie y donnèrent leur adhésion, sans y appeler les Génois, que l'on considéra comme s'étant révoltés envers le duc de Milan, et comme ayant usurpé les terres des Florentins.

Après la conclusion de ce traité, le seigneur Roberto de San-Severino, qui pendant la guerre s'était montré ami peu fidèle du pape, et ennemi peu dangereux pour ses adversaires, s'éloigna de Rome comme s'il en eût été chassé, poursuivi dans sa marche par les troupes de Florence et du duc de Milan. Lorsqu'il eut dépassé Césène, se voyant sur le point d'être arrêté, il se décida à fuir, et se réfugia dans Ravenne avec moins de cent cavaliers ; le reste de ses troupes se rendit en partie au duc, ou fut détruit par les paysans. Le roi de son côté, lorsque la paix fut faite, se réconcilia avec ses barons, et fit mourir Jacopo Coppola et Antonelli d'Aversa et ses fils,

comme coupables d'avoir, pendant la guerre, révélé au pape ses secrets desseins.

Cette guerre avait fait voir au souverain pontife avec quelle promptitude et quel zèle les Florentins servaient leurs amis; de telle sorte que, lui qui d'abord les détestait par suite de son affection pour les Génois, et à cause du secours qu'ils avaient prêté au roi, commença peu à peu à les aimer, et fit à leurs ambassadeurs un accueil plus favorable. Laurent de Médicis pénétra cette disposition du pontife, et employa tout son art à la fortifier, parce qu'il sentit tout l'avantage qui en résulterait pour lui, s'il pouvait joindre l'amitié du pape à celle qu'il avait déjà inspirée au roi de Naples.

Le pape avait un fils nommé François, auquel il désirait procurer des États et des amis qu'il se trouverait en mesure de conserver après que lui-même serait mort : il ne vit personne dans toute l'Italie avec qui il pût l'unir plus sûrement qu'avec Laurent; et il fit si bien qu'il obtint pour ce fils une des filles de Laurent. Après avoir formé ces liens, le pape désira que les Génois cédassent de bonne volonté Sarzana aux Florentins, leur faisant sentir qu'ils ne pouvaient retenir ce qu'Agostino avait vendu, et qu'Agostino, de son côté, ne pouvait donner à Saint-Georges ce qui ne lui appartenait pas.

Néanmoins sa médiation n'eut aucun résultat; loin de là, tandis qu'on négociait à Rome, les Génois armèrent une flotte nombreuse; et, sans qu'on en eût le moindre soupçon à Florence, ils débarquèrent trois mille hommes et assaillirent le fort de Sarzanello, situé au-dessus de Sarzana, et occupé par les Florentins. Ils pillèrent et brûlèrent le bourg qui est au-dessous du fort; et, ayant établi leur artillerie, ils battirent la forteresse avec la plus grande vigueur. Cette attaque nouvelle et imprévue surprit les Florentins : ils rassemblèrent sur-le-champ leur armée à *Pise*, sous le commandement de Virginio Orsinio, et se plaignirent au pape de ce que les Génois leur avaient fait la guerre pendant qu'il voulait bien traiter pour eux de la paix. Ils envoyèrent ensuite

Pierre Corsini à Lucques, pour maintenir la fidélité de cette ville; ils députèrent également Pagolantonio Soderini à Venise, pour sonder les dispositions de cette république. Ils demandèrent des secours au roi et au seigneur Louis : tous deux éludèrent cette demande. Le roi répondit que la flotte des Turcs lui causait trop d'ombrage; et Louis, sous d'autres prétextes, différa de les secourir. C'est ainsi que les Florentins se trouvent presque toujours seuls dans les guerres qu'ils ont à soutenir, et ne rencontrent jamais d'amis qui les défendent avec cette ardeur qu'ils mettent eux-mêmes à secourir les autres.

Accoutumés à se voir abandonnés de leurs confédérés, cette fois non plus ils ne se laissèrent point abattre, et ayant réuni une armée formidable sous Jacopo Guicciardini et Pierre Vettori, ils la firent marcher contre l'ennemi, et posèrent leur camp sur la rivière de la Magra. Les ennemis n'en continuaient pas moins à presser vigoureusement Sarzanello, employant, pour la réduire, les mines et tous les procédés les plus énergiques. Les commissaires sentirent la nécessité de secourir cette place, et les ennemis acceptèrent le combat. On en vint donc aux mains, mais les Génois furent mis en déroute, et Messer Lodovico dal Fiesco demeura prisonnier, ainsi que la plupart des capitaines de l'armée ennemie. Cette victoire, loin d'effrayer les habitants de Sarzana et de les engager à capituler, ne fit que rendre leur défense plus opiniâtre; les commissaires, de leur côté, mirent la même opiniâtreté dans le siége, de manière que cette ville fut attaquée et défendue avec le plus grand courage. Comme le siége traînait en longueur, Laurent de Médicis jugea à propos de se transporter au camp : son arrivée rendit le courage à nos soldats, et l'ôta aux assiégés, qui, voyant l'obstination des Florentins à les attaquer, et la froideur des Génois à les secourir, se jetèrent de leur plein gré, et sans aucune condition, entre les bras de Laurent. Lorsque les Florentins les eurent en leur pouvoir, ils les traitèrent avec la plus grande douceur, à l'exception des auteurs peu nombreux de la révolte.

Pendant le siége, Sforza avait envoyé ses hommes d'armes à

Pontremoli, sous prétexte d'amener des renforts aux Florentins; mais à la faveur des intelligences qu'il entretenait dans Gênes, le parti opposé à celui qui gouvernait se souleva tout à coup, et, avec l'appui des troupes dont nous venons de parler, il donna la ville au duc de Milan.

A cette même époque, les Allemands avaient déclaré la guerre aux Vénitiens, et Boccolino d'Osimo, dans la Marche, avait fait révolter sa patrie contre le pape, et s'en était déclaré le tyran. Toutefois, après bien des événements divers, cédant aux conseils de Laurent de Médicis, il consentit à restituer cette ville au souverain pontife, et se réfugia dans Florence, où, sous la sauvegarde de Laurent, il vécut assez longtemps de la manière la plus honorable. Il se rendit par la suite à Milan; mais, loin d'y trouver la même sûreté, il fut mis à mort par le seigneur Louis. Les Vénitiens, attaqués par les Allemands, furent mis en déroute près de la ville de Trente, et le seigneur Roberto de San-Severino, leur capitaine, périt dans l'action. A la suite de cette défaite, les Vénitiens, comme leur bonne fortune l'avait toujours permis, firent la paix avec les Allemands, plutôt en vainqueurs qu'en vaincus, tant ce traité fut honorable pour la république!

Des troubles extrêmement graves s'élevèrent encore dans la Romagne à cette époque. Francesco d'Orso jouissait de la plus grande influence dans Forli, sa ville natale. Il devint suspect au comte Girolamo, qui le menaça plusieurs fois de son autorité; de manière que Francesco vivait dans des alarmes continuelles. Ses parents et ses amis l'encouragèrent à prévenir le comte, et lui représentèrent que s'il craignait que son ennemi ne lui donnât la mort, il fallait commencer par le tuer lui-même, et dissiper par ce meurtre les dangers qui le menaçaient. Cette résolution prise, et les conjurés bien déterminés, ils choisirent pour l'exécution le jour du marché de Forli, parce que ce jour amenant des environs un assez grand nombre de leurs amis, ils espéraient pouvoir profiter de leur présence sans être obligés de les faire venir. On était dans le mois de mai : c'est une époque de l'année où la plupart des Italiens ont coutume de souper de jour. Les

conjurés pensèrent que l'heure la plus favorable pour frapper le comte était après son repas du soir, dans le moment où toute sa maison, occupée à son tour à souper, le laissait pour ainsi dire seul dans sa chambre. Ce plan arrêté et l'heure désignée, Francesco se rendit chez le comte, et laissant ses compagnons dans les premières pièces, il pénétra jusqu'à celle où se trouvait le seigneur Girolamo, et dit à un des valets de chambre d'aller lui annoncer qu'il désirait lui parler. Francesco fut introduit : il trouva le comte seul, et, après l'avoir entretenu pendant quelques instants d'affaires prétendues, il le poignarda, et appela ses complices, qui l'aidèrent à massacrer aussi le valet de chambre. Le commandant de la place venait par hasard, en ce moment, pour parler au comte; arrivé dans la salle avec un petit nombre des siens, il tomba également sous les coups des meurtriers. Ces meurtres consommés, ils excitèrent soudain un grand tumulte dans la ville. Le corps du comte fut jeté par les fenêtres; et criant *Église* et *Liberté*, ils firent armer tout le peuple qui avait en exécration l'avarice et la cruauté du comte. Ses maisons furent livrées au pillage, et la comtesse Catherine et tous ses enfants arrêtés. Il ne restait plus, pour le succès complet de l'entreprise, qu'à s'emparer de la citadelle. Le commandant ayant refusé de la rendre, ils prièrent la comtesse d'employer son crédit pour le décider à la livrer : elle promit de l'y déterminer, si on lui permettait de pénétrer dans la forteresse, et offrit de laisser ses enfants pour gage de sa foi. Les conjurés crurent à ses paroles, et lui accordèrent ce qu'elle demandait. A peine y fut-elle entrée, qu'elle les menaça de la mort et des supplices les plus cruels pour venger son mari; et comme les conjurés la menaçaient de leur côté d'égorger ses enfants, elle répondit qu'elle avait avec elle le moyen d'en faire d'autres. Étonnés de ce courage, voyant d'ailleurs que le pape ne les appuyait pas, et que le seigneur Louis, oncle de la comtesse, envoyait des troupes à son secours, ils ramassèrent tout ce qu'ils purent emporter de leurs richesses, et se réfugièrent à Città-di-Castello. La comtesse reprit ses États, et vengea la mort de son mari par toute espèce de

cruautés. Les Florentins, en apprenant la mort du comte, saisirent cette occasion pour recouvrer la forteresse de Piancaldoli, qu'il leur avait autrefois enlevée. Ils y envoyèrent des troupes, et s'en rendirent maîtres, mais ils achetèrent cette conquête par la mort du fameux architecte Cecca.

Un autre événement non moins grave vint encore porter le trouble dans cette même Romagne. Galeotto, seigneur de Faenza, avait épousé la fille de Messer Giovanni Bentivogli, seigneur de Bologne. Cette femme, soit par jalousie, soit par suite des mauvais procédés de son mari, soit peut-être par un effet de sa nature perverse, conçut une si profonde aversion contre son mari, et s'affermit si obstinément dans sa haine, qu'elle résolut de lui ravir ses États et la vie. Elle feignit une maladie qui l'obligeait de garder le lit, et prit des mesures pour que Galeotto, en venant lui rendre visite, pût être massacré par des complices qu'elle avait pour cela fait cacher dans sa chambre. Son père, qu'elle avait instruit de son projet, espéra qu'après la mort de son gendre il deviendrait facilement maître de Faenza. Le moment désigné pour le meurtre étant arrivé, Galeotto, selon son habitude, entra dans la chambre de sa femme : il s'entretenait avec elle depuis quelques instants, quand tout à coup les assassins sortent du lieu où ils étaient cachés, se précipitent sur lui, et le massacrent sans qu'il puisse faire la moindre résistance.

Sa mort mit toute la ville en grand émoi. Sa femme courut chercher un asile dans la citadelle, emportant avec elle son fils Astorre, encore en bas âge; le peuple prit les armes; Messer Giovanni Bentivogli, aidé d'un certain Bergamino, condottiere du duc de Milan, et suivi d'un nombreux corps de troupes qu'il tenait prêt à l'avance, entra dans Faenza, où se trouvait encore Antonio Boscoli, commissaire florentin. Les différents chefs s'étaient réunis au milieu du tumulte, pour s'entendre au sujet du gouvernement de la ville, lorsqu'on vit les habitants de Val-di-Lamona accourir tumultueusement en armes, attaquer Messer Giovanni et Bergamino, massacrer celui-ci, faire l'autre prisonnier, et, proclamant le nom d'Astorre et de Florence,

remettre le sort de la ville aux mains de Boscoli. Dès que cet événement fut connu dans Florence, tous les citoyens en furent affligés; néanmoins on fit mettre en liberté Messer Giovanni et sa fille, et, du consentement unanime des habitants de Faenza, la république prit sous sa protection la ville et le jeune Astorre.

Lorsque les guerres principales se furent apaisées entre les grandes puissances, d'autres troubles encore ne cessèrent, pendant plusieurs années, d'agiter la Romagne, la Marche et la ville de Sienne; mais comme ils n'eurent aucune suite sérieuse, j'ai pensé qu'il était superflu de les rapporter. Disons seulement qu'après l'éloignement du duc de Calabre, qui eut lieu à l'issue de la guerre de 1478, les troubles de Sienne furent plus fréquents, et qu'après de nombreuses révolutions, où tantôt le peuple, tantôt la noblesse, l'emportait, les nobles finirent par demeurer vainqueurs; parmi ces derniers, Pandolfo et Jacopo Petrucci eurent la principale autorité; et le premier par sa prudence, le second par son courage, ils devinrent comme les maîtres de cette république.

Mais les Florentins, depuis le moment où s'éteignit la guerre de Sarzana, jusqu'en 1492, que mourut Laurent de Médicis, jouirent de la tranquillité la plus parfaite et la plus heureuse. En effet, quand l'Italie, pacifiée et par sa sagesse et par son crédit, eut posé les armes, Laurent tourna toutes ses pensées vers l'agrandissement de sa patrie et de sa famille. Il fit épouser à Pierre, son fils aîné, Alfonsina, fille du chevalier Orsino; fit élever à la dignité de cardinal, Jean, son second fils, qui n'avait alors que quatorze ans : cette élévation parut d'autant plus étonnante, que jusqu'à cette époque il n'y avait pas d'exemple que l'on fût parvenu si jeune à cette haute dignité. Ce fut le premier degré par lequel sa maison put, ainsi que nous l'avons vu, s'élever par la suite jusqu'au ciel. Quant à Julien, son troisième fils, son extrême jeunesse, et la mort prématurée de son père, ne permirent pas de le pourvoir d'un établissement considérable. L'aînée de ses filles fut mariée à Jacopo Salviati, la seconde à Francesco Cibo, la troisième à Pierre Ridolfi; la

quatrième, qu'il avait unie à Giovanni de Médicis, pour resserrer encore les liens de famille, était morte avant lui.

Quant à ses affaires personnelles, il fut extrêmement malheureux dans le commerce, par le désordre des agents qui administraient sa fortune, non en particuliers, mais en princes : il perdit une grande partie de ses capitaux ; et sa patrie fut obligée, pour maintenir son crédit, de lui avancer des sommes considérables. Pour ne plus se trouver exposé à de semblables revers de fortune, il abandonna le commerce, et se mit à acquérir des propriétés qu'il regardait comme une richesse plus stable et plus solide. Il forma dans les environs de Prato et de Pise, et dans le Val-di-Pesa, des établissements qui, par l'immensité des revenus et la magnificence des édifices, étaient dignes plutôt d'un souverain que d'un simple citoyen.

Il s'occupa ensuite de l'embellissement et de l'agrandissement de la ville. Elle renfermait beaucoup d'espaces vides et inhabités ; on y traça de nouvelles rues, qui devaient être ornées d'édifices nouveaux, et qui contribuèrent considérablement à sa beauté et à son accroissement. Pour assurer en outre la tranquillité de la république, et lui donner les moyens de combattre ou d'arrêter ses ennemis loin des murs de Florence, du côté de Bologne, il fit fortifier le château de Firenzuola, situé au milieu des Apennins ; du côté de Sienne, il commença la restauration du Poggio-Impériale, et le rendit aussi fort qu'il est devenu ; du côté de Gênes, il ferma le chemin aux ennemis par l'acquisition de Pietra-Santa et de Sarzana. Par des traitements et des subsides il maintenait l'autorité de ses amis, les Baglioni dans Pérouse, et les Vitelli dans Città-di-Castello ; le gouvernement de Faenza lui avait été personnellement confié. C'étaient comme autant de boulevards élevés pour la défense de sa ville natale. Durant ces temps de paix, Florence voyait chaque jour célébrer des fêtes, dans lesquelles on représentait ou des joûtes, ou une imitation des hauts faits et des triomphes de l'antiquité ; par là Médicis s'efforçait d'entretenir l'abondance dans la ville, la concorde parmi le peuple, et la considération pour la noblesse.

Il avait un penchant merveilleux pour tous ceux qui excellaient dans un art; il comblait les savants de faveurs; et Messer Agnolo de Montepulciano, Messer Cristofano Landini et le Grec Demetrius Chalcondyle, en sont la preuve irrécusable. Aussi le comte Giovanni de la Mirandola, homme presque divin, renonçant à toutes les autres contrées de l'Europe qu'il avait parcourues, fixa dans Florence sa demeure, attiré par la magnificence de Laurent. Ce dernier faisait ses plus chères délices de l'architecture, de la musique et de la poésie; et l'on a mis au jour un grand nombre d'ouvrages poétiques, les uns composés, les autres commentés par lui.

Pour faciliter à la jeunesse florentine l'étude des belles-lettres, il ouvrit dans la ville de Pise une université où il rassembla les hommes les plus habiles qui fussent alors en Italie; il bâtit dans les environs de Florence un couvent au frère Mariano de Chinazzano, de l'ordre de Saint-Augustin, illustré par son talent pour la chaire. Dieu et la fortune lui prodiguèrent leurs faveurs : toutes ses entreprises eurent une heureuse issue; tous ses ennemis finirent malheureusement; car, sans parler des Pazzi, Battista Frescobaldi et Baldinotto de Pistoja voulurent tous deux l'assassiner, le premier dans l'église des Carmes, le second dans sa maison de campagne; mais tous deux, ainsi que leurs complices, subirent le juste châtiment de leur forfait.

Cette manière de vivre, cette conduite tout à la fois heureuse et prudente, excita l'admiration, non-seulement de tous les princes d'Italie, mais des souverains les plus éloignés de qui elle était connue et appréciée : Mathias, roi de Hongrie, lui donna plusieurs marques de l'affection qu'il avait pour lui; le soudan lui envoya des ambassadeurs et des présents; le Grand Turc lui livra Bernardo Bandini, l'assassin de son frère. Cette estime générale le rendait l'objet de l'admiration de toute l'Italie. Chaque jour sa sagesse y ajoutait encore; car il était éloquent et fort de raisonnement dans la délibération, plein de sagesse dans ses résolutions, prompt et courageux dès qu'il fallait agir. On ne saurait citer un vice qui ait terni l'éclat de tant de

vertus, quoiqu'il fût extrêmement enclin aux voluptés; qu'il se plût à la conversation d'hommes plaisants et caustiques; qu'il aimât les jeux d'enfants plus qu'il ne semblait convenable à un homme d'un aussi grave caractère, et qu'on le vît souvent se mêler aux amusements enfantins de ses fils et de ses filles. Si l'on fait attention à sa manière de vivre, tout à la fois frivole et pleine de gravité, on croira voir en lui deux personnes diverses, réunissant pour ainsi dire des qualités opposées.

Il fut tourmenté, pendant les dernières années de sa vie, d'une maladie cruelle qui ne lui laissait pas un moment de repos : c'étaient des douleurs d'estomac intolérables, qui l'accablèrent au point qu'il y succomba au mois d'avril 1492, dans la quarante-quatrième année de son âge.

Jamais Florence ni l'Italie ne perdirent un citoyen aussi renommé par sa prudence, aussi profondément regretté de sa patrie. Le ciel montra par des signes manifestes les grands désastres qui devaient naître de sa mort : ainsi l'on vit entre autres le tonnerre frapper avec tant de furie le sommet de l'église de Santa-Reparata, qu'une grande partie du faîte s'écroula, et causa un étonnement et une frayeur universels. Tous ses concitoyens, tous les princes d'Italie, furent profondément affligés de sa mort : ils en donnèrent des marques éclatantes; et il n'y en eut aucun qui ne fît témoigner par ses ambassadeurs à la ville de Florence toute la part qu'il prenait à un aussi grand malheur. Mais l'événement montra bientôt combien ils avaient sujet de s'affliger; car l'Italie une fois privée de ses sages conseils, ceux qui restaient se virent dans l'impuissance d'assouvir ou de refréner l'ambition de Louis Sforza, gouverneur de Milan. Voilà pourquoi, dès que Laurent eut fermé les yeux, commencèrent à renaître tous les germes de ces désastres qu'aucune main ne pouvait plus étouffer, et qui furent et sont encore aujourd'hui la perte de l'Italie.

FIN DU HUITIÈME ET DERNIER LIVRE.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE SECOND. — De l'an 7 à 1348.

LIVRE TROISIÈME. — De 1349 à 1414.

LIVRE QUATRIÈME. — De 1414 à 1434.

LIVRE CINQUIÈME. — De 1435 à 1440.

LIVRE SIXIÈME. — De 1440 à 1463.

LIVRE SEPTIÈME. — De 1463 à 1476.

LIVRE HUITIÈME. — De 1478 à 1492.

FIN DE LA TABLE.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

